ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/DS397/R
3 décembre 2010

(10-6267)

Original: anglais

COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES – MESURES ANTIDUMPING DÉFINITIVES VISANT CERTAINS ÉLÉMENTS DE FIXATION EN FER OU EN ACIER EN PROVENANCE DE CHINE

Rapport du Groupe spécial

TABLE DES MATIÈRES

Page

I. INTRODUCTION 1

II. ASPECTS FACTUELS 2

III. DEMANDES DE CONSTATATIONS ET DE RECOMMANDATIONS FORMULÉES PAR LES PARTIES 3

A. CHINE 3

B. UNION EUROPÉENNE 5

IV. ARGUMENTS DES PARTIES 6

V. ARGUMENTS DES TIERCES PARTIES 6

VI. RÉEXAMEN INTÉRIMAIRE 6

A. INTRODUCTION 6

B. OBSERVATIONS GÉNÉRALES 6

C. DEMANDES SPÉCIFIQUES 7

VII. CONSTATATIONS 40

A. PRINCIPES PERTINENTS CONCERNANT LE CRITÈRE D'EXAMEN, L'INTERPRÉTATION DES TRAITÉS ET LA CHARGE DE LA PREUVE 40

1. Critère d'examen 40

2. Règles d'interprétation des traités 41

3. Charge de la preuve 42

B. MANDAT DU GROUPE SPÉCIAL 43

C. ALLÉGATIONS CONCERNANT LE RÈGLEMENT N° 1225/2009 DU CONSEIL (LE RÈGLEMENT ANTIDUMPING DE BASE) EN TANT QUE TEL 49

1. Exceptions préliminaires 49

a) Question de savoir si le Règlement n° 1225/2009 du Conseil est soumis à bon droit au Groupe spécial 50

b) Question de savoir si toutes les allégations soulevées par la Chine concernant le Règlement antidumping de base relèvent du mandat du Groupe spécial 54

i) Arguments des parties 54

ii) Arguments des tierces parties 55

iii) Évaluation par le Groupe spécial 56

2. Dispositions pertinentes du Règlement n° 1225/2009 du Conseil 57

3. Question de savoir si l'article 9 5) du Règlement antidumping de base est incompatible avec les articles 6.10, 9.2, 9.3 et 9.4 de l'Accord antidumping 60

a) Arguments des parties 60

i) Chine 60

ii) Union européenne 61

b) Arguments des tierces parties 63
i) Brésil *63*
ii) Colombie *63*
iii) Inde *63*
iv) Japon *64*
v) Turquie *64*
vi) États-Unis *64*
c) Évaluation par le Groupe spécial 65
i) Champ d'application/fonctionnement de l'article 9 5) du Règlement antidumping de base *65*
ii) Analyse de fond *68*
4. Question de savoir si l'article 9 5) du Règlement antidumping de base est incompatible avec l'article I:1 du GATT de 1994 83
a) Arguments des parties 83
i) Chine *83*
ii) Union européenne *83*
b) Arguments des tierces parties 84
i) Colombie *84*
c) Évaluation par le Groupe spécial 84
5. Question de savoir si l'article 9 5) du Règlement antidumping de base est incompatible avec l'article X:3 a) du GATT de 1994 86
a) Arguments des parties 86
i) Chine *86*
ii) Union européenne *87*
b) Arguments des tierces parties 87
i) États-Unis *87*
c) Évaluation par le Groupe spécial 87
6. Question de savoir si l'article 9 5) du Règlement antidumping de base est incompatible avec l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC et l'article 18.4 de l'Accord antidumping 88
a) Arguments des parties 88
i) Chine *88*
ii) Union européenne *88*
b) Évaluation par le Groupe spécial 89
D. ALLÉGATIONS CONCERNANT LE RÈGLEMENT N° 91/2009 DU CONSEIL ("LE RÈGLEMENT DÉFINITIF") 89
1. Contexte de l'enquête en cause 89

2. Question de savoir si l'article 9 5) du Règlement antidumping de base, tel qu'appliqué dans l'enquête concernant les éléments de fixation, est incompatible avec les articles 6.10, 9.2 et 9.4 de l'Accord antidumping 91
a) Arguments des Parties 91
i) Chine 91
ii) Union européenne 91
b) Évaluation par le Groupe spécial 92
3. Question de savoir si l'Union européenne a enfreint l'article 5.4 de l'Accord antidumping dans sa détermination de la représentativité 93
a) Arguments des Parties 93
i) Chine 93
ii) Union européenne 93
b) Évaluation par le Groupe spécial 94
i) Mandat 94
ii) Analyse sur le fond 98
4. Question de savoir si l'Union européenne a enfreint les articles 4.1 et 3.1 de l'Accord antidumping lorsqu'elle a défini la branche de production nationale 103
a) Arguments des Parties 103
i) Chine 103
ii) Union européenne 106
b) Arguments des tierces parties 108
i) Colombie 108
ii) Japon 109
iii) Norvège 111
iv) États-Unis 112
c) Évaluation par le Groupe spécial 113
5. Question de savoir si l'Union européenne a enfreint l'article 2.1 et 2.6 de l'Accord antidumping lorsqu'elle a défini le produit considéré et/ou le produit similaire 132
a) Arguments des parties 132
i) Chine 132
ii) Union européenne 133
b) Arguments des tierces parties 133
i) Chili 133
ii) Colombie 134
iii) Japon 134
iv) Norvège 134
v) Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu 134

vi) *États-Unis* *135*
c) Évaluation par le Groupe spécial 135
i) *Produit considéré* *135*
ii) *Produit similaire* *142*
6. Question de savoir si l'Union européenne a enfreint l'article 2.4 de l'Accord antidumping dans sa détermination de l'existence d'un dumping 144
a) Arguments des parties 144
i) *Chine* *144*
ii) *Union européenne* *145*
b) Arguments des tierces parties 146
i) *Chili* *146*
ii) *Colombie* *146*
c) Évaluation par le Groupe spécial 146
7. Question de savoir si l'Union européenne a enfreint l'article 3.1 et 3.2 de l'Accord antidumping dans sa détermination de l'existence d'une sous-cotation des prix 156
a) Arguments des parties 156
i) *Chine* *156*
ii) *Union européenne* *157*
b) Évaluation par le Groupe spécial 159
i) *Mandat du Groupe spécial* *159*
ii) *Analyse de fond* *161*
8. Question de savoir si l'Union européenne a enfreint l'article 3.1, 3.2, 3.4 et 3.5 de l'Accord antidumping lorsqu'elle a examiné le volume des importations faisant l'objet d'un dumping 167
a) Arguments des parties 167
i) *Chine* *167*
ii) *Union européenne* *168*
b) Arguments des tierces parties 169
i) *Japon* *169*
ii) *Norvège* *170*
c) Évaluation par le Groupe spécial 171
9. Question de savoir si l'Union européenne a enfreint l'article 3.1 et 3.4 de l'Accord antidumping dans son examen de l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping 181
a) Arguments des parties 181
i) *Chine* *181*
ii) *Union européenne* *183*

b) Tierces parties 184
i) Chili *184*
ii) Inde *184*
iii) Norvège *185*
iv) États-Unis *185*
c) Évaluation par le Groupe spécial 186
10. Question de savoir si l'Union européenne a enfreint l'article 3.1 et 3.5 de l'Accord antidumping dans son examen du lien de causalité 198
a) Arguments des parties 198
i) Chine *198*
ii) Union européenne *200*
b) Arguments des tierces parties 202
i) Japon *202*
ii) Norvège *202*
c) Évaluation par le Groupe spécial 203
11. Allégations concernant les violations procédurales alléguées 212
a) Introduction 212
b) Question de savoir si l'Union européenne a enfreint l'article 6.5, 6.2 et 6.4 de l'Accord antidumping en ne divulguant pas l'identité des producteurs nationaux 212
i) Arguments des parties *212*
ii) Arguments des tierces parties *215*
iii) Évaluation par le Groupe spécial *215*
c) Question de savoir si l'Union européenne a enfreint l'article 6.2, 6.4, 6.5 et 6.9 de l'Accord antidumping en ne divulguant pas des aspects de la détermination de la valeur normale 221
i) Arguments des parties *221*
ii) Arguments des tierces parties *224*
iii) Évaluation par le Groupe spécial *224*
d) Question de savoir si l'Union européenne a enfreint l'article 6.5, 6.2 et 6.4 de l'Accord antidumping en ce qui concerne la version non confidentielle de certaines réponses au questionnaire 239
i) Arguments des parties *239*
ii) Évaluation par le Groupe spécial *241*
e) Question de savoir si l'Union européenne a enfreint l'article 6.5, 6.2 et 6.4 de l'Accord antidumping en ne divulguant pas les données d'Eurostat concernant la production totale d'éléments de fixation de l'UE 248
i) Arguments des parties *248*
ii) Évaluation par le Groupe spécial *249*

f) Question de savoir si l'Union européenne à enfreint l'article 6.9, 6.2 et 6.4 de l'Accord antidumping en ce qui concerne les aspects procéduraux de la définition de la branche de production nationale 252
i) Arguments des parties *252*
ii) Évaluation par le Groupe spécial *252*
g) Question de savoir si l'Union européenne a enfreint l'article 12.2.2 de l'Accord antidumping en ce qui concerne les aspects procéduraux des déterminations concernant le traitement individuel 253
i) Arguments des parties *253*
ii) Évaluation par le Groupe spécial *254*
h) Question de savoir si l'Union européenne a enfreint l'article 6.5 de l'Accord antidumping en divulguant des renseignements confidentiels 256
i) Arguments des parties *256*
ii) Arguments des tierces parties *256*
iii) Évaluation par le Groupe spécial *257*
i) Question de savoir si l'Union européenne a enfreint l'article 6.1.1 de l'Accord antidumping en ne ménageant pas suffisamment de temps pour répondre aux demandes de renseignements 261
i) Arguments des parties *261*
ii) Arguments des tierces parties *262*
iii) Évaluation par le Groupe spécial *263*
VIII. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATION 268
A. CONCLUSIONS 268
B. RECOMMANDATION 270

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE A

RÉSUMÉS ANALYTIQUES DES PREMIÈRES COMMUNICATIONS ÉCRITES DES PARTIES

Table des matières		Page
Annexe A-1	Résumé analytique de la première communication écrite de la Chine	A-2
Annexe A-2	Résumé analytique de la première communication écrite de l'Union européenne	A-11

ANNEXE B

RÉSUMÉS ANALYTIQUES DES COMMUNICATIONS ÉCRITES DES TIERCES PARTIES

Table des matières		Page
Annexe B-1	Résumé analytique de la communication écrite du Brésil en tant que tierce partie	B-2
Annexe B-2	Résumé analytique de la communication écrite de la Colombie en tant que tierce partie	B-6
Annexe B-3	Résumé analytique de la communication écrite du Japon en tant que tierce partie	B-10
Annexe B-4	Résumé analytique de la communication écrite de la Norvège en tant que tierce partie	B-16
Annexe B-5	Résumé analytique de la communication écrite de la Turquie en tant que tierce partie	B-22
Annexe B-6	Résumé analytique de la communication écrite des États-Unis en tant que tierce partie	B-24

ANNEXE C

DÉCLARATIONS ORALES OU RÉSUMÉS ANALYTIQUES DES DÉCLARATIONS ORALES DES PARTIES À LA PREMIÈRE RÉUNION DE FOND DU GROUPE SPÉCIAL

Table des matières		Page
Annexe C-1	Résumé analytique de la déclaration liminaire de la Chine à la première réunion du Groupe spécial	C-2
Annexe C-2	Résumé analytique de la déclaration liminaire de l'Union européenne à la première réunion du Groupe spécial	C-10
Annexe C-3	Déclaration finale de la Chine à la première réunion du Groupe spécial	C-20
Annexe C-4	Déclaration finale de l'Union européenne à la première réunion du Groupe spécial	C-23

ANNEXE D

DÉCLARATIONS ORALES DES TIERCES PARTIES
OU LEURS RÉSUMÉS ANALYTIQUES

Table des matières		Page
Annexe D-1	Déclaration orale du Chili en tant que tierce partie	D-2
Annexe D-2	Déclaration orale de la Colombie en tant que tierce partie	D-4
Annexe D-3	Déclaration orale de l'Inde en tant que tierce partie	D-7
Annexe D-4	Résumé analytique de la déclaration orale du Japon en tant que tierce partie	D-10
Annexe D-5	Déclaration orale de la Norvège en tant que tierce partie	D-14
Annexe D-6	Déclaration orale du Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu en tant que tierce partie	D-18
Annexe D-7	Déclaration orale de la Turquie en tant que tierce partie	D-22
Annexe D-8	Résumé analytique de la déclaration orale des États-Unis en tant que tierce partie	D-24

ANNEXE E

RÉSUMÉS ANALYTIQUES DES DEUXIÈMES COMMUNICATIONS
ÉCRITES DES PARTIES

Table des matières		Page
Annexe E-1	Résumé analytique de la deuxième communication écrite de la Chine	E-2
Annexe E-2	Résumé analytique de la deuxième communication écrite de l'Union européenne	E-14

ANNEXE F

DÉCLARATIONS ORALES OU RÉSUMÉS ANALYTIQUES DES DÉCLARATIONS ORALES
DES PARTIES À LA DEUXIÈME RÉUNION DE FOND DU GROUPE SPÉCIAL

Table des matières		Page
Annexe F-1	Résumé analytique de la déclaration liminaire de la Chine à la deuxième réunion du Groupe spécial	F-2
Annexe F-2	Résumé analytique de la déclaration liminaire de l'Union européenne à la deuxième réunion du Groupe spécial	F-11
Annexe F-3	Déclaration finale de la Chine à la deuxième réunion du Groupe spécial	F-22
Annexe F-4	Déclaration finale de l'Union européenne à la deuxième réunion du Groupe spécial	F-23

ANNEXE G

DEMANDE DE CONSULTATIONS ET DEMANDE D'ÉTABLISSEMENT D'UN GROUPE SPÉCIAL PRÉSENTÉES PAR LA CHINE

Table des matières		Page
Annexe G-1	Demande de consultations présentée par la Chine	G-2
Annexe G-2	Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Chine	G-6

ANNEXE H

DÉCISION DU GROUPE SPÉCIAL CONCERNANT LA PIÈCE CHN-65

Table des matières		Page
Annexe H-1	Décision du Groupe spécial concernant la pièce CHN-65	H-2

AFFAIRES CITÉES DANS LE PRÉSENT RAPPORT

RAPPORTS CONCERNANT LE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS DANS LE CADRE DE L'OMC

Titre abrégé	Titre complet de l'affaire et référence
Argentine – Chaussures (CE)	Rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Mesures de sauvegarde à l'importation de chaussures*, WT/DS121/AB/R, adopté le 12 janvier 2000
Argentine – Chaussures (CE)	Rapport du Groupe spécial *Argentine – Mesures de sauvegarde à l'importation de chaussures*, WT/DS121/R, adopté le 12 janvier 2000, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS121/AB/R
Argentine – Droits antidumping sur la viande de volaille	Rapport du Groupe spécial *Argentine – Droits antidumping définitifs visant la viande de volaille en provenance du Brésil*, WT/DS241/R, adopté le 19 mai 2003
Brésil – Aéronefs	Rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Programme de financement des exportations pour les aéronefs*, WT/DS46/AB/R, adopté le 20 août 1999
Brésil – Aéronefs	Rapport du Groupe spécial *Brésil – Programme de financement des exportations pour les aéronefs*, WT/DS46/R, adopté le 20 août 1999, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS46/AB/R
Brésil – Noix de coco desséchée	Rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Mesures visant la noix de coco desséchée*, WT/DS22/AB/R, adopté le 20 mars 1997
Canada – Aéronefs	Rapport du Groupe spécial *Canada – Mesures visant l'exportation des aéronefs civils*, WT/DS70/R, adopté le 20 août 1999, confirmé par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS70/AB/R
Canada – Automobiles	Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Certaines mesures affectant l'industrie automobile*, WT/DS139/AB/R, WT/DS142/AB/R, adopté le 19 juin 2000
CE – Accessoires de tuyauterie	Rapport du Groupe spécial *Communautés européennes – Droits antidumping sur les accessoires de tuyauterie en fonte malléable en provenance du Brésil*, WT/DS219/R, adopté le 18 août 2003, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS219/AB/R
CE – Bananes III	Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Régime applicable à l'importation, à la vente et à la distribution des bananes*, WT/DS27/AB/R, adopté le 25 septembre 1997
CE – Hormones	Rapport de l'Organe d'appel *Mesures communautaires concernant les viandes et les produits carnés (hormones)*, WT/DS26/AB/R, WT/DS48/AB/R, adopté le 13 février 1998
CE – Linge de lit	Rapport du Groupe spécial *Communautés européennes – Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde*, WT/DS141/R, adopté le 12 mars 2001, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS141/AB/R
CE – Linge de lit (article 21:5 – Inde)	Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde – Recours de l'Inde à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS141/AB/RW, adopté le 24 avril 2003
CE – Linge de lit (article 21:5 – Inde)	Rapport du Groupe spécial *Communautés européennes – Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde – Recours de l'Inde à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS141/RW, adopté le 24 avril 2003, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS141/AB/RW

Titre abrégé	Titre complet de l'affaire et référence
CE – Mesures compensatoires visant les semi-conducteurs pour DRAM	Rapport du Groupe spécial *Communautés européennes – Mesures compensatoires visant les semi-conducteurs pour mémoires RAM dynamiques en provenance de Corée*, WT/DS299/R, adopté le 3 août 2005
CE – Morceaux de poulet (Brésil)	Rapport du Groupe spécial *Communautés européennes – Classification douanière des morceaux de poulet désossés et congelés, plainte du Brésil*, WT/DS269/R, adopté le 27 septembre 2005, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS269/AB/R, WT/DS286/AB/R
CE – Préférences tarifaires	Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Conditions d'octroi de préférences tarifaires aux pays en développement*, WT/DS246/AB/R, adopté le 20 avril 2004
CE – Saumon (Norvège)	Rapport du Groupe spécial *Communautés Européennes – Mesure antidumping visant le saumon d'élevage en provenance de Norvège*, WT/DS337/R, adopté le 15 janvier 2008, et Corr.1
Chili – Système de fourchettes de prix	Rapport de l'Organe d'appel *Chili – Système de fourchettes de prix et mesures de sauvegarde appliqués à certains produits agricoles*, WT/DS207/AB/R, adopté le 23 octobre 2002
Chine – Publications et produits audiovisuels	Rapport du Groupe spécial *Chine – Mesures affectant les droits de commercialisation et les services de distribution pour certaines publications et certains produits de divertissement audiovisuels*, WT/DS363/R et Corr.1, adopté le 19 janvier 2010, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS363/AB/R
Corée – Certains papiers	Rapport du Groupe spécial *Corée – Droits antidumping sur les importations de certains papiers en provenance d'Indonésie*, WT/DS312/R, adopté le 28 novembre 2005
Corée – Certains papiers (article 21:5 – Indonésie)	Rapport du Groupe spécial *Corée – Droits antidumping sur les importations de certains papiers en provenance d'Indonésie – Recours de l'Indonésie à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS312/RW, adopté le 22 octobre 2007
Corée – Produits laitiers	Rapport de l'Organe d'appel *Corée – Mesure de sauvegarde définitive appliquée aux importations de certains produits laitiers*, WT/DS98/AB/R, adopté le 12 janvier 2000
Égypte – Barres d'armature en acier	Rapport du Groupe spécial *Égypte – Mesures antidumping définitives à l'importation de barres d'armature en acier en provenance de Turquie*, WT/DS211/R, adopté le 1er octobre 2002
États-Unis – Acier au carbone	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits compensateurs sur certains produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance d'Allemagne*, WT/DS213/AB/R, adopté le 19 décembre 2002
États-Unis – Acier inoxydable (Corée)	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Mesures antidumping visant les tôles d'acier inoxydable en rouleaux et les feuilles et bandes d'acier inoxydable en provenance de Corée*, WT/DS179/R, adopté le 1er février 2001
États-Unis – Acier laminé à chaud	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon*, WT/DS184/AB/R, adopté le 23 août 2001
États-Unis – Acier laminé à chaud	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon*, WT/DS184/R, adopté le 23 août 2001, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS184/AB/R
États-Unis – Article 129 c) 1), URAA	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Article 129 c) 1) de la Loi sur les Accords du Cycle d'Uruguay*, WT/DS221/R, adopté le 30 août 2002

Titre abrégé	Titre complet de l'affaire et référence
États-Unis – Bois de construction résineux V	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Détermination finale de l'existence d'un dumping concernant les bois d'œuvre résineux en provenance du Canada*, WT/DS264/AB/R, adopté le 31 août 2004
États-Unis – Bois de construction résineux V	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Détermination finale de l'existence d'un dumping concernant les bois d'œuvre résineux en provenance du Canada*, WT/DS264/R, adopté le 31 août 2004, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS264/AB/R
États-Unis – Bois de construction résineux VI (article 21:5 – Canada)	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Enquête de la Commission du commerce international dans l'affaire concernant les bois d'œuvre résineux en provenance du Canada – Recours du Canada à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS277/AB/RW, adopté le 9 mai 2006, et Corr.1
États-Unis – Chemises et blouses de laine	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesure affectant les importations de chemises, chemisiers et blouses, de laine, tissés en provenance d'Inde*, WT/DS33/AB/R, adopté le 23 mai 1997, et Corr.1
États-Unis – Coton upland	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Subventions concernant le coton upland*, WT/DS267/AB/R, adopté le 21 mars 2005
États-Unis – Coton upland	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Subventions concernant le coton upland*, WT/DS267/R et Add.1 à 3, adopté le 21 mars 2005, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS267/AB/R
États-Unis – DRAM	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Droit antidumping sur les semi-conducteurs pour mémoires RAM dynamiques (DRAM) de un mégabit ou plus, originaires de Corée*, WT/DS99/R, adopté le 19 mars 1999
États-Unis – Enquête en matière de droits compensateurs sur les DRAM	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Enquête en matière de droits compensateurs sur les semi-conducteurs pour mémoires RAM dynamiques (DRAM) en provenance de Corée*, WT/DS296/AB/R, adopté le 20 juillet 2005
États-Unis – Essence	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Normes concernant l'essence nouvelle et ancienne formules* ("*États-Unis – Essence*"), WT/DS2/AB/R, adopté le 20 mai 1996
États-Unis – FSC	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Traitement fiscal des "sociétés de ventes à l'étranger"*, WT/DS108/AB/R, adopté le 20 mars 2000
États-Unis – Gluten de froment	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures de sauvegarde définitives à l'importation de gluten de froment en provenance des Communautés européennes*, WT/DS166/AB/R, adopté le 19 janvier 2001
États-Unis – Maintien de la réduction à zéro	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Maintien en existence et en application de la méthode de réduction à zéro*, WT/DS350/AB/R, adopté le 19 février 2009
États-Unis – Mesures antidumping concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Mesures antidumping visant les produits tubulaires pour champs pétrolifères en provenance du Mexique*, WT/DS282/R, adopté le 28 novembre 2005, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS282/AB/R
États-Unis – Réduction à zéro (Japon) (article 21:5 – Japon)	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures relatives à la réduction à zéro et aux réexamens à l'extinction – Recours du Japon à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS322/AB/RW, adopté le 31 août 2009
États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction des droits antidumping appliqués aux produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance du Japon*, WT/DS244/AB/R, adopté le 9 janvier 2004

Titre abrégé	Titre complet de l'affaire et référence
États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Réexamen à l'extinction des droits antidumping appliqués aux produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance du Japon*, WT/DS244/R, adopté le 9 janvier 2004, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS244/AB/R
États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamens à l'extinction des mesures antidumping visant les produits tubulaires pour champs pétrolifères en provenance d'Argentine*, WT/DS268/AB/R, adopté le 17 décembre 2004
États-Unis – Tôles en acier	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Mesures antidumping et compensatoires appliquées aux tôles en acier en provenance de l'Inde*, WT/DS206/R, adopté le 29 juillet 2002
États-Unis – Vêtements de dessous	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Restrictions à l'importation de vêtements de dessous de coton et de fibres synthétiques ou artificielles*, WT/DS24/AB/R, adopté le 25 février 1997
États-Unis – Viande d'agneau	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures de sauvegarde à l'importation de viande d'agneau fraîche, réfrigérée ou congelée en provenance de Nouvelle-Zélande et d'Australie*, WT/DS177/AB/R, WT/DS178/AB/R, adopté le 16 mai 2001
Guatemala – Ciment I	Rapport de l'Organe d'appel *Guatemala – Enquête antidumping concernant le ciment Portland en provenance du Mexique*, WT/DS60/AB/R, adopté le 25 novembre 1998
Guatemala – Ciment I	Rapport du Groupe spécial *Guatemala – Enquête antidumping concernant le ciment Portland en provenance du Mexique*, WT/DS60/R, adopté le 25 novembre 1998, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS60/AB/R
Guatemala – Ciment II	Rapport du Groupe spécial *Guatemala – Mesures antidumping définitives concernant le ciment Portland gris en provenance du Mexique*, WT/DS156/R, adopté le 17 novembre 2000
Inde – Brevets (États-Unis)	Rapport de l'Organe d'appel *Inde – Protection conférée par un brevet pour les produits pharmaceutiques et les produits chimiques pour l'agriculture*, WT/DS50/AB/R, adopté le 16 janvier 1998
Indonésie – Automobiles	Rapport du Groupe spécial *Indonésie – Certaines mesures affectant l'industrie automobile*, WT/DS54/R, WT/DS55/R, WT/DS59/R, WT/DS64/R, adopté le 23 juillet 1998
Japon – Boissons alcooliques II	Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Taxes sur les boissons alcooliques*, WT/DS8/AB/R, WT/DS10/AB/R, WT/DS11/AB/R, adopté le 1er novembre 1996
Japon – DRAM (Corée)	Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Droits compensateurs visant les mémoires RAM dynamiques en provenance de Corée*, WT/DS336/AB/R et Corr.1, adopté le 17 décembre 2007
Japon – Pellicules	Rapport du Groupe spécial *Japon – Mesures affectant les pellicules et papiers photographiques destinés aux consommateurs*, WT/DS44/R, adopté le 22 avril 1998
Mexique – Huile d'olive	Rapport du Groupe spécial *Mexique – Mesures compensatoires définitives visant l'huile d'olive en provenance des Communautés européennes*, WT/DS341/R, adopté le 21 octobre 2008
Mexique – Mesures antidumping visant le riz	Rapport de l'Organe d'appel *Mexique – Mesures antidumping définitives visant la viande de bœuf et le riz, plainte concernant le riz*, WT/DS295/AB/R, adopté le 20 décembre 2005

Titre abrégé	Titre complet de l'affaire et référence
Mexique – Mesures antidumping visant le riz	Rapport du Groupe spécial *Mexique – Mesures antidumping définitives visant la viande de bœuf et le riz, plainte concernant le riz*, WT/DS295/R, adopté le 20 décembre 2005, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS295/AB/R
Mexique – Sirop de maïs	Rapport du Groupe spécial *Mexique – Enquête antidumping concernant le sirop de maïs à haute teneur en fructose (SHTF) en provenance des États-Unis*, WT/DS132/R, adopté le 24 février 2000, et Corr.1
Mexique – Tubes et tuyaux	Rapport du Groupe spécial *Mexique – Droits antidumping sur les tubes et tuyaux en acier en provenance du Guatemala*, WT/DS331/R, adopté le 24 juillet 2007

RAPPORTS DE GROUPES SPÉCIAUX DU GATT

Chaussures en provenance du Brésil ("*États-Unis – Traitement NPF pour les chaussures*"), DS18/R, adopté le 19 juin 1992, IBDD, S39/142.

TABLEAU DES ABRÉVIATIONS UTILISÉES DANS LE PRÉSENT RAPPORT

Abréviation	Formulation complète
Accord antidumping	Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994
Accord SMC	Accord sur les subventions et les mesures compensatoires
Critères MET	Critères relatifs à l'octroi du statut de société opérant dans les conditions d'une économie de marché
GATT de 1994	Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994
Mémorandum d'accord	Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends
NME	Économie autre que de marché (Non Market Economy)
NPF	Nation la plus favorisée
NRP	Numéro de référence du/des produit(s)
OMC	Organisation mondiale du commerce
Taipei chinois	Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu
UE	Union européenne

I. INTRODUCTION

1.1 Le 31 juillet 2009, la République populaire de Chine (la "Chine") a demandé l'ouverture de consultations[1] avec les Communautés européennes[2] (les "CE") conformément aux articles 1er et 4 du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends (le "Mémorandum d'accord"), à l'article XXIII:1 de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (le "GATT de 1994") et à l'article 17.3 de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (l'"Accord antidumping") au sujet de, mais pas nécessairement exclusivement, l'article 9 5) du Règlement (CE) n° 384/96 du Conseil du 22 décembre 1995 relatif à la défense contre les importations qui font l'objet d'un dumping de la part de pays non membres de la Communauté européenne, tel qu'il a été modifié, et du Règlement (CE) n° 91/2009 du Conseil du 26 janvier 2009 instituant un droit antidumping définitif sur les importations de certains éléments de fixation en fer ou en acier originaires de la République populaire de Chine.

1.2 Le 12 octobre 2009, la Chine a demandé, conformément aux articles 4 et 6 du Mémorandum d'accord, à l'article XXIII:2 du GATT de 1994 et à l'article 17.4 de l'Accord antidumping, que l'Organe de règlement des différends (l'"ORD") établisse un groupe spécial[3] en ce qui concerne les mesures ci-après:

a) l'article 9 5) du Règlement (CE) n° 384/96 du Conseil du 22 décembre 1995 relatif à la défense contre les importations qui font l'objet d'un dumping de la part de pays non membres de la Communauté européenne, tel qu'il a été modifié;

b) le Règlement (CE) n° 91/2009 du Conseil du 26 janvier 2009 instituant un droit antidumping définitif sur les importations de certains éléments de fixation en fer ou en acier originaires de la République populaire de Chine.

1.3 À sa réunion du 23 octobre 2009, l'ORD a établi un groupe spécial comme la Chine l'avait demandé dans le document WT/DS397/3, conformément à l'article 6 du Mémorandum d'accord.

1.4 Le mandat du Groupe spécial est le suivant:

> "Examiner, à la lumière des dispositions pertinentes des accords visés cités par les parties au différend, la question portée devant l'ORD par la Chine dans le document WT/DS397/3; faire des constatations propres à aider l'ORD à formuler des recommandations ou à statuer sur la question, ainsi qu'il est prévu dans lesdits accords."

1.5 Le 30 novembre 2009, les Communautés européennes ont demandé au Directeur général, en vertu de l'article 8:7 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends, de déterminer la composition du Groupe spécial. L'article 8:7 est ainsi libellé:

> "Si un accord sur la composition du groupe spécial n'intervient pas dans un délai de 20 jours après la date d'établissement du groupe, le Directeur général, à la demande de l'une ou l'autre des parties et en consultation avec le Président de l'ORD et le

[1] WT/DS397/1, annexe G-1.

[2] Le 1er décembre 2009, le Traité de Lisbonne modifiant le Traité sur l'Union européenne et le Traité instituant la Communauté européenne (fait à Lisbonne le 13 décembre 2007) est entré en vigueur. Le 29 novembre 2009, l'OMC a reçu une note verbale (WT/L/779) du Conseil de l'Union européenne et de la Commission des Communautés européennes indiquant que, en vertu du Traité de Lisbonne, à compter du 1er décembre 2009, l'Union européenne se substitue et succède à la Communauté européenne.

[3] WT/DS397/3, annexe G-2.

> Président du Comité ou Conseil compétent, déterminera la composition du groupe spécial en désignant les personnes qui lui paraissent les plus indiquées, conformément aux règles ou procédures spéciales ou additionnelles pertinentes de l'accord visé ou des accords visés qui sont invoqués dans le différend, après avoir consulté les parties au différend. Le Président de l'ORD informera les Membres de la composition du groupe spécial ainsi constitué au plus tard dix jours après la date à laquelle il aura reçu une telle demande."

1.6 Le 9 décembre 2009, le Directeur général a donc donné au Groupe spécial la composition suivante:

Président: M. Luiz O. Baptista

Membres: M. Michael Mulgrew
M. Arie Reich

1.7 Le Brésil, le Canada, le Chili, la Colombie, les États-Unis, l'Inde, le Japon, la Norvège, le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu (le "Taipei chinois"), la Thaïlande et la Turquie se sont réservé le droit de participer aux travaux du Groupe spécial en tant que tierces parties.

1.8 Le Groupe spécial s'est réuni avec les parties les 23 et 24 mars et 2 et 3 juin 2010. Il s'est réuni avec les tierces parties le 24 mars 2010. Le Groupe spécial a remis son rapport intérimaire aux parties le 10 août 2010. Il a remis son rapport final aux parties le 29 septembre 2010.

II. ASPECTS FACTUELS

2.1 Dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, la Chine contestait deux mesures mises en place par l'Union européenne: 1) l'article 9 5) du Règlement (CE) n° 384/96 du Conseil, tel qu'il a été modifié, relatif à la défense contre les importations qui font l'objet d'un dumping de la part de pays non membres de la Communauté européenne (le "Règlement antidumping de base") et 2) le Règlement (CE) n° 91/2009 du Conseil du 26 janvier 2009 instituant un droit antidumping définitif sur les importations de certains éléments de fixation en fer ou en acier originaires de la République populaire de Chine (le "Règlement définitif"). Le Règlement (CE) n° 384/96 du Conseil a été abrogé et remplacé par le Règlement (CE) n° 1225/2009 du Conseil après l'établissement du présent Groupe spécial et les communications de la Chine portent sur le Règlement n° 1225/2009 du Conseil.[4] Les allégations formulées par la Chine au sujet du Règlement n° 1225/2009 du Conseil contestent cette mesure "en tant que telle", alors que ses allégations au sujet du Règlement n° 91/2009 du Conseil contestent les particularités de cette mesure, dont des aspects du Règlement antidumping de base "tel qu'appliqué".

2.2 La Chine a contesté l'article 9 5) du Règlement antidumping de base, la disposition qui concerne le traitement individuel des producteurs des pays à économie autre que de marché (NME), y compris la Chine, dans le contexte des déterminations de l'existence d'un dumping dans les enquêtes antidumping, ainsi que l'application de cette disposition dans l'enquête sur les éléments de fixation en cause dans le présent différend.

[4] L'Union européenne considère que le Groupe spécial n'est pas saisi du Règlement n° 1225/2009 du Conseil dans le présent différend. La description des mesures contestées faite ici ne devrait pas être considérée comme ayant une quelconque importance pour l'examen par le Groupe spécial de l'objection formulée par l'Union européenne à cet égard, qui est traitée dans les constatations du Groupe spécial figurant aux paragraphes 7.32 à 7.39.

III. DEMANDES DE CONSTATATIONS ET DE RECOMMANDATIONS FORMULÉES PAR LES PARTIES

A. CHINE

3.1 La Chine demande au Groupe spécial de constater ce qui suit:

a) S'agissant de l'article 9 5) du Règlement (CE) n° 384/96 du Conseil relatif à la défense contre les importations qui font l'objet d'un dumping de la part de pays non membres des CE et ses modifications, tel qu'il a été codifié et remplacé par le Règlement (CE) n° 1225/2009 du Conseil:

i) Les CE ont enfreint les articles 6.10, 9.2, 9.3 et 9.4 de l'Accord antidumping, les articles I:1 et X:3 a) du GATT de 1994 et l'article XVI:4 de l'Accord instituant l'OMC ainsi que l'article 18.4 de l'Accord antidumping.

b) S'agissant du Règlement (CE) n° 91/2009 du Conseil du 26 janvier 2009 instituant un droit antidumping définitif sur les importations de certains éléments de fixation en fer ou en acier originaires de la République populaire de Chine:

i) Les CE ont enfreint les articles 6.10, 9.2 et 9.4 de l'Accord antidumping car elles ont subordonné la possibilité de bénéficier d'une marge de dumping individuelle et de l'imposition d'un droit antidumping individuel à la satisfaction des conditions énoncées à l'article 9 5) du Règlement (CE) n° 384/96 du Conseil, tel qu'il a été modifié.

ii) Les CE ont enfreint l'article 5.4 de l'Accord antidumping parce qu'elles n'ont pas correctement examiné, avant d'ouvrir l'enquête, si les seuils de représentativité étaient respectés et parce que les plaignants n'ont pas respecté ces seuils.

iii) Dans leur définition de la branche de production nationale, les CE ont enfreint les articles 4.1 et 3.1 de l'Accord antidumping parce que:

- elles ont indûment exclu dès le début du champ de la branche de production des CE les producteurs qui ne s'étaient pas fait connaître dans un délai de 15 jours après la publication de l'avis d'ouverture de l'enquête et les producteurs qui ne soutenaient pas l'ouverture de l'enquête;

- la branche de production nationale, telle que les CE l'ont définie, n'incluait pas les producteurs nationaux dont les productions de produits additionnées constituaient une proportion majeure de la production nationale totale;

- la branche de production nationale n'a pas été définie en fonction de la période couverte par l'enquête;

- les CE ont indûment établi une détermination de l'existence d'un dommage sur la base d'un échantillon de producteurs qui ne constituait ni ne représentait une proportion majeure de la production nationale totale;

- les CE ont indûment inclus dans la branche de production nationale des sociétés qui étaient liées aux producteurs-exportateurs chinois du produit similaire ou qui étaient elles-mêmes importatrices du produit dont il est allégué qu'il fait l'objet d'un dumping;

- par conséquent, les CE ont aussi enfreint l'article 3.1, 3.2, 3.4 et 3.5 de l'Accord antidumping car la détermination de l'existence d'un dommage n'a pas été établie par rapport à une branche de production nationale dûment définie.

iv) Les CE ont enfreint l'article 2.1 et 2.6 de l'Accord antidumping parce qu'elles ont considéré à tort que les éléments de fixation produits et vendus par la branche de production des CE, les éléments de fixation produits et vendus sur le marché intérieur en Inde et les éléments de fixation produits en Chine et vendus aux CE étaient "similaires".

v) Les CE ont enfreint l'article 2.4 de l'Accord antidumping parce qu'elles n'ont pas procédé à une comparaison entre la valeur normale et le prix d'exportation sur la base du numéro de référence (NRP) complet du produit et parce qu'elles n'ont pas effectué les ajustements nécessaires pour tenir compte des différences affectant la comparabilité des prix.

vi) Les CE ont enfreint l'article 3.1 et 3.2 de l'Accord antidumping en ne comparant pas les produits sur la base des NRP complets et en comparant les éléments de fixation ordinaires sans effectuer d'ajustements pour tenir compte des différences affectant la comparabilité des prix lorsqu'elles ont déterminé la marge de sous-cotation du prix.

vii) Les CE ont enfreint l'article 3.1, 3.2, 3.4 et 3.5 de l'Accord antidumping dans leur examen du volume des importations faisant l'objet d'un dumping.

viii) Les CE ont enfreint l'article 3.1 et 3.4 de l'Accord antidumping dans leur examen de l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur les producteurs nationaux du produit similaire.

ix) Les CE ont enfreint l'article 3.1 et 3.5 de l'Accord antidumping parce qu'elles n'ont pas dûment démontré que les importations faisant l'objet d'un dumping causaient, par les effets du dumping, un dommage à la branche de production nationale et parce qu'elles n'ont pas fait en sorte que le dommage causé par d'autres facteurs, en particulier la hausse des prix des matières premières et des exportations des producteurs des CE, ne soit pas imputé aux importations dont il est allégué qu'elles font l'objet d'un dumping.

x) Les CE ont manqué, tout au long de l'enquête, aux obligations procédurales ci-après:

- l'article 6.5, 6.5.1, 6.2 et 6.4 de l'Accord antidumping parce qu'elles n'ont pas divulgué l'identité ni le volume de production des plaignants;

- l'article 6.5, 6.2, 6.4 et 6.9 de l'Accord antidumping parce qu'elles n'ont pas divulgué les renseignements concernant la détermination de

la valeur normale et la comparaison avec les prix à l'exportation, y compris les ajustements affectant la comparabilité des prix;

- l'article 6.5, 6.2 et 6.4 de l'Accord antidumping car les versions non confidentielles des réponses au questionnaire communiquées par les producteurs des CE ainsi que de la réponse au questionnaire communiquée par le producteur du pays analogue étaient largement insuffisantes;

- l'article 6.5, 6.2 et 6.4 de l'Accord antidumping en ne divulguant pas les données d'Eurostat et en n'expliquant pas comment elles avaient estimé la production communautaire;

- l'article 6.2, 6.4 et 6.9 de l'Accord antidumping en ne divulguant pas les renseignements concernant la branche de production nationale;

- l'article 12.2.2 de l'Accord antidumping en ne donnant pas tous les renseignements pertinents sur les déterminations relatives au traitement individuel;

- l'article 6.5 de l'Accord antidumping en divulguant le document intitulé "Assessment of Market Economy Treatment Claims by nine producers in the PRC" (Évaluation des demandes de statut de société opérant dans les conditions d'une économie de marché présentées par neuf producteurs de la RPC), alors qu'un traitement confidentiel avait été demandé;

- l'article 6.1.1 de l'Accord antidumping en ramenant à 15 jours à compter de la date de publication de l'avis d'ouverture de l'enquête le délai ménagé pour répondre au questionnaire concernant le statut de société opérant dans les conditions d'une économie de marché et/ou le traitement individuel.

3.2 La Chine demande que le Groupe spécial recommande à l'ORD de demander aux CE de rendre les mesures contestées conformes à leurs obligations au titre de l'Accord antidumping et du GATT de 1994.

3.3 En outre, la Chine demande au Groupe spécial d'exercer le pouvoir discrétionnaire qui lui est conféré par la deuxième phrase de l'article 19:1 du Mémorandum d'accord en suggérant des façons dont les CE pourraient mettre en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD. La Chine considère que les deux mesures devraient être retirées. S'agissant de la première mesure, compte tenu de la nature "en tant que tel" de la violation, elle devrait être retirée. S'agissant de la deuxième mesure, elle considère que la nature et l'étendue des violations de l'Accord antidumping et du GATT de 1994 sont telles que cette mesure est intrinsèquement viciée et dénuée de tout fondement juridique. Par conséquent, la Chine demande au Groupe spécial de suggérer que les CE mettent en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD en retirant les mesures contestées.

B. UNION EUROPÉENNE

3.4 L'Union européenne demande au Groupe spécial de rejeter toutes les allégations et tous les arguments de la Chine, en constatant plutôt que, pour chacun d'entre eux, l'Union européenne a agi conformément à toutes les obligations résultant pour elle de l'Accord antidumping, du GATT de 1994 et de l'Accord sur l'OMC.

IV. ARGUMENTS DES PARTIES

4.1 Les arguments des parties sont exposés dans les communications écrites et les déclarations orales qu'elles ont présentées au Groupe spécial, ainsi que dans leurs réponses aux questions. Les résumés analytiques des communications écrites des parties ainsi que leurs déclarations orales, ou leurs résumés analytiques, sont annexés au présent rapport (voir la liste des annexes, page vii).

V. ARGUMENTS DES TIERCES PARTIES

5.1 Le Brésil, le Canada, le Chili, la Colombie, les États-Unis, l'Inde, le Japon, la Norvège, le Taipei chinois, la Thaïlande et la Turquie se sont réservé le droit de participer aux travaux du Groupe spécial en tant que tierces parties. Le Canada, le Chili, l'Inde, le Taipei chinois et la Thaïlande n'ont pas présenté de communications écrites en tant que tierces parties et le Brésil, le Canada et la Thaïlande n'ont pas présenté de déclarations orales en tant que tierces parties. Les arguments de la Colombie, des États-Unis, du Japon, de la Norvège et de la Turquie sont exposés dans leurs communications écrites et leurs déclarations orales; les arguments du Brésil sont exposés dans sa communication écrite et les arguments du Chili, de l'Inde et du Taipei chinois sont exposés dans leurs déclarations orales. Les résumés analytiques des communications écrites des tierces parties ainsi que leurs déclarations orales, ou leurs résumés analytiques, sont annexés au présent rapport (voir la liste des annexes, page vii).

VI. RÉEXAMEN INTÉRIMAIRE

A. INTRODUCTION

6.1 Le 10 août 2010, nous avons remis notre rapport intérimaire aux parties. Le 24 août 2010, la Chine et l'Union européenne ont demandé par écrit que soient réexaminés des aspects précis du rapport intérimaire. Le 7 septembre 2010, chacune des deux parties a présenté par écrit des observations sur la demande de réexamen intérimaire formulée par l'autre. Aucune des deux parties n'a demandé de réunion supplémentaire avec le Groupe spécial.

6.2 Dans le rapport final, la numérotation des notes de bas de page a été modifiée par rapport à celle du rapport intérimaire. Le texte qui suit renvoie aux numéros des notes de bas de page du rapport intérimaire au sujet desquelles les parties ont demandé un réexamen. Lorsque nous avons apporté une modification à une note de bas de page dans le rapport intérimaire, le numéro de la note de bas de page correspondante du rapport final a été mentionné (entre parenthèses) pour plus de commodité. La numérotation des paragraphes est inchangée par rapport à celle du rapport intérimaire. Nous avons également corrigé ici ou là des erreurs typographiques et autres erreurs ne portant pas sur le fond, y compris celles que les parties avaient signalées; il n'y est pas fait spécifiquement référence ci-dessous.

6.3 Afin de faciliter la compréhension des observations qui ont été présentées et des modifications qui ont été apportées dans le cadre du réexamen intérimaire, la structure de la section qui suit est calquée sur l'organisation du rapport lui-même, les demandes de réexamen et les observations des parties étant examinées dans l'ordre.

B. OBSERVATIONS GÉNÉRALES

6.4 L'Union européenne fait observer que le titre de la présente affaire, tel qu'il figure à la première page du rapport intérimaire, est "*Communautés européennes – Mesures antidumping définitives visant certains éléments de fixation en fer ou en acier en provenance de Chine*", bien qu'elle ait demandé, dans un souci de clarté, que ce titre soit changé en "Union européenne – Mesures antidumping définitives visant certains éléments de fixation en fer ou en acier en provenance de

Chine".[5] L'Union européenne note que plusieurs tierces parties ont fait référence à l'affaire de cette manière et que la Chine ne s'est pas opposée à sa demande. Vu que les deux parties semblent s'accorder sur ce point, elle demande au Groupe spécial de modifier le titre en conséquence ou d'expliquer de façon satisfaisante pourquoi il a décidé de rejeter sa demande. La Chine n'a pas formulé d'observation sur la demande de l'Union européenne.

6.5 Lorsque a eu lieu l'enquête initiale, les Communautés européennes étaient l'autorité et le Membre de l'OMC concernés. À la fois la demande de consultations et la demande d'établissement d'un groupe spécial, ainsi que la décision de l'ORD établissant le Groupe spécial, faisaient donc opportunément référence aux Communautés européennes et le titre du différend était correct à la date de l'établissement. Comme l'indique la note de bas de page 2 du rapport final, l'Union européenne a remplacé la Communauté européenne, à laquelle elle a succédé à l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne, le 1er décembre 2009. Notre rapport fait référence aux Communautés européennes quand cela est justifié sur le plan historique, par exemple pour décrire le processus d'enquête, les demandes de consultations et d'établissement, ainsi que l'établissement et la composition du Groupe spécial, faits qui ont tous précédé la date d'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne. Cependant, toutes les communications présentées par l'Union européenne dans le cadre de la présente procédure de groupe spécial ont été postérieures à cette date et notre rapport fait référence à l'Union européenne dans ce contexte. Le titre du différend n'a pas de conséquence juridique et l'Union européenne, au demeurant, ne soutient pas le contraire. À notre connaissance, le titre d'un différend n'a jamais été modifié auparavant et plusieurs rapports de groupes spéciaux ont été publiés depuis l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne sans que l'Union européenne figure dans le titre ni dans le corps du rapport.[6] Nous considérons que plutôt que de contribuer à la clarté, comme l'a affirmé l'Union européenne, modifier le nom attribué initialement à la présente procédure de groupe spécial prêterait à confusion, étant donné que dans les divers documents se rapportant au différend, celui-ci porterait des noms différents et que cela, en outre, serait inexact sur le plan de la réalité historique. Nous rejetons par conséquent la demande de l'Union européenne.

6.6 La Chine fait observer que "TPKM" n'est pas une abréviation officielle et demande par conséquent au Groupe spécial de faire référence au "Taipei chinois".[7] L'Union européenne n'a pas formulé d'observation sur cette demande.

6.7 En l'absence de toute objection et compte tenu des sensibilités des Membres, nous accédons à la demande de la Chine.

C. DEMANDES SPÉCIFIQUES

6.8 **Paragraphe 2.1**: L'Union européenne demande au Groupe spécial de tenir compte des observations qu'elle a formulées sur ce paragraphe dans ses observations sur la partie descriptive du 29 juin 2010.[8] La Chine estime que le paragraphe 2.1 ne devrait pas être modifié pour les raisons

[5] Demande de réexamen intérimaire de l'Union européenne, page 1, mentionnant: Union européenne, première communication écrite, note de bas de page 1; et Union européenne, lettre datée du 29 juin 2010.

[6] À cet égard, nous notons que dans l'affaire DS316, *CE et certains États membres – Aéronefs civils gros porteurs*, le rapport a été distribué le 30 juin 2010, après l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne, mais le nom du différend n'a pas été modifié et, dans le corps du rapport, il est fait référence aux Communautés européennes. Dans cette affaire, toutes les communications ont été présentées avant l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne. Dans l'affaire DS375, *CE – Produits des technologies de l'information*, le rapport a été distribué le 16 août 2010, après l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne, mais le nom du différend n'a pas été modifié et, dans la plupart des cas, il est fait référence aux Communautés européennes dans le rapport, en dépit du fait que les communications relatives au réexamen intérimaire ont été présentées après l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne.

[7] Chine, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 3.

[8] Union européenne, demande de réexamen intérimaire, page 2.

qu'elle a exposées dans sa lettre commentant les observations de l'Union européenne sur la partie descriptive du rapport du Groupe spécial.[9]

6.9 Nous notons que nous avons bien tenu compte, en fait, des observations de l'Union européenne sur la partie descriptive, en modifiant le paragraphe 2.1 par rapport au paragraphe transmis initialement aux parties pour observations, dans un souci d'exactitude factuelle. L'Union européenne n'a pas précisé quelles modifications supplémentaires lui paraissaient nécessaires. Par conséquent, ayant déjà tenu compte, dans la mesure où cela nous a paru approprié, des observations initiales de l'Union européenne et en l'absence de tout argument nouveau ou complémentaire à cet égard, nous rejetons la demande de l'Union européenne.

6.10 **Paragraphe 7.11**: L'Union européenne demande au Groupe spécial de modifier ce paragraphe afin d'employer la même formulation qu'au paragraphe 7.15 pour faire référence à ses arguments.[10] La Chine n'a pas formulé d'observation sur cette demande.

6.11 Étant donné que la modification demandée correspond aux arguments de l'Union européenne tels qu'ils ont été présentés au Groupe spécial, nous avons accédé à la demande de l'Union européenne et modifié ce paragraphe en conséquence.

6.12 **Paragraphe 7.41**: La Chine demande au Groupe spécial de modifier ce paragraphe pour rendre compte de ses arguments avec plus d'exactitude.[11] L'Union européenne n'a pas formulé d'observation sur cette demande.

6.13 Étant donné que la modification demandée correspond aux arguments de la Chine tels qu'ils ont été présentés au Groupe spécial, nous avons accédé à la demande de la Chine et modifié ce paragraphe en conséquence.

6.14 **Paragraphe 7.43**: L'Union européenne demande au Groupe spécial de modifier ce paragraphe afin de bien rendre compte de ses arguments.[12] Elle note qu'elle a fait valoir que 1) la détermination de marges de dumping individuelles ou à l'échelle nationale, 2) le calcul ou la manière dont les marges de dumping sont calculées, et 3) la manière dont le niveau approprié des droits antidumping est établi (égal ou inférieur à la marge de dumping constatée, par exemple) sont trois questions distinctes. La Chine n'a pas formulé d'observation sur cette demande.

6.15 Étant donné que cette demande concerne les arguments de l'Union européenne tels qu'ils ont été présentés au Groupe spécial, nous avons accédé à la demande de l'Union européenne et modifié le paragraphe en conséquence. Nous notons que par souci de cohérence, nous avons également modifié le paragraphe 7.44 par suite de la modification apportée au paragraphe en question.

6.16 **Paragraphe 7.44**: L'Union européenne demande au Groupe spécial de reconsidérer sa conclusion dans la phrase finale de ce paragraphe.[13] Selon elle, même si la portée/le fonctionnement de la mesure en cause est une question controversée par les parties, cela n'implique pas que le Groupe spécial puisse constater que les allégations juridiques "relèvent de son mandat". L'Union européenne fait valoir qu'au plus, le Groupe spécial peut parvenir à cette conclusion "à titre préliminaire, sous réserve de l'analyse de fond de la mesure en cause". Sinon, cette manière de procéder peut conduire à des résultats étranges (par exemple accepter que des allégations relèvent du mandat du Groupe spécial

[9] Chine, observations sur la demande de réexamen intérimaire de l'Union européenne, paragraphe 2, mentionnant la lettre de la Chine datée du 12 juillet 2010.

[10] Union européenne, demande de réexamen intérimaire, page 2.

[11] Chine, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 4.

[12] L'Union européenne mentionne à cet égard les références qui sont faites à la note de bas de page 54 du rapport intérimaire.

[13] Union européenne, demande de réexamen intérimaire, page 2.

puis, après un examen sur le fond, rejeter ces allégations comme ne relevant pas de ce mandat). À ce sujet, l'Union européenne considère que le Groupe spécial devrait examiner d'abord la portée/le fonctionnement de la mesure en cause dans le cadre des exceptions préliminaires, puis décider si les allégations formulées par la Chine relèvent dûment de son mandat.

6.17 La Chine fait valoir que l'Union européenne confond la question de savoir si certaines questions relèvent du mandat du Groupe spécial et la question de fond qui est celle du champ d'application de l'article 9 5) du Règlement antidumping de base.[14] Elle est d'avis que le champ d'application de l'article 9 5) du Règlement antidumping de base est une question de fond examinée ailleurs dans le rapport et qu'un tel examen de fond n'est pas pertinent pour la détermination du mandat du Groupe spécial. La Chine s'inscrit par ailleurs en faux contre l'argument de l'Union européenne selon lequel l'approche du Groupe spécial "peut conduire à des résultats étranges".[15] Selon elle, la seule chose qui importe aux fins de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord est de savoir si la demande d'établissement d'un groupe spécial indique les mesures spécifiques en cause et contient un bref exposé du fondement juridique de la plainte, qui doit être suffisant pour énoncer clairement le problème. La Chine soutient que c'est la seule question que le Groupe spécial doit déterminer pour évaluer si certaines allégations relèvent de son mandat et le fait que la portée de la mesure en cause puisse ne pas correspondre à certaines des allégations n'exclut pas celles-ci du mandat du Groupe spécial. La Chine considère par conséquent que le Groupe spécial a dûment examiné la question du champ d'application de l'article 9 5) du Règlement antidumping de base, la mesure en cause, dans le cadre de son analyse de fond et qu'il devrait donc rejeter la demande de l'Union européenne.[16]

6.18 En ce qui concerne ce paragraphe, la Chine elle-même demande au Groupe spécial de modifier l'avant-dernière phrase, qu'elle juge peu claire.[17] L'Union européenne considère que cette phrase est claire et affirme que la Chine n'a pas indiqué pourquoi elle ne le serait pas.[18]

6.19 La demande de l'Union européenne a trait à la méthode analytique que nous avons suivie pour nous prononcer sur les allégations formulées par la Chine au titre des articles 6.10, 9.3 et 9.4 de l'Accord antidumping, en ce qui concerne l'article 9 5) du Règlement antidumping de base. Nous sommes d'avis que l'ordre dans lequel différents aspects de ces allégations devraient être examinés dans notre analyse est une décision qui relève de notre propre pouvoir discrétionnaire. En l'espèce, nous avons jugé important de résoudre d'abord les questions juridictionnelles soulevées par l'Union européenne, puis d'examiner les aspects fondamentaux des allégations dont nous avions conclu qu'ils relevaient de notre mandat. Nous rejetons par conséquent la demande de l'Union européenne.

6.20 Nous avons accédé à la demande de la Chine et modifié l'avant-dernière phrase de manière à en préciser le sens, sans le changer.

6.21 **Paragraphe 7.47 – note de bas de page 58**: La Chine propose que le Groupe spécial modifie la description des critères MET dans la note de bas de page 58 afin de rendre plus exactement compte du texte de l'article 2 7) c) du Règlement antidumping de base.[19] L'Union européenne propose que le Groupe spécial reproduise le texte de l'article 2 7) c) du Règlement antidumping de base pour répondre aux préoccupations de la Chine.[20]

[14] Chine, observations sur la demande de réexamen intérimaire de l'Union européenne, paragraphe 4.
[15] Chine, observations sur la demande de réexamen intérimaire de l'Union européenne, paragraphe 6.
[16] Chine, observations sur la demande de réexamen intérimaire de l'Union européenne, paragraphe 8.
[17] Chine, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 5.
[18] Union européenne, observations sur la demande de réexamen intérimaire de la Chine, page 1.
[19] Chine, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 6.
[20] Union européenne, observations sur la demande de réexamen intérimaire de la Chine, page 1.

6.22 Nous avons accédé à la demande de la Chine et modifié la note de bas de page 58 (désormais note de bas de page 226) en conséquence.

6.23 **Paragraphe 7.48**: L'Union européenne demande au Groupe spécial d'ajouter l'expression "en général" après "2)" dans ce paragraphe afin de mieux rendre compte du libellé de l'article 9 5) du Règlement antidumping de base. La Chine fait valoir que le libellé de l'article 9 5) est cité *in extenso* dans ce paragraphe et qu'il n'est donc pas nécessaire d'ajouter les mots "en général" comme l'a demandé l'Union européenne.[21]

6.24 Nous avons accédé à la demande de l'Union européenne et modifié ce paragraphe en conséquence.

6.25 **Paragraphe 7.49**: La Chine demande au Groupe spécial de modifier les deux dernières phrases du paragraphe 7.49 conformément aux constatations formulées par le Groupe spécial aux paragraphes 7.68 à 7.77 du rapport intérimaire.[22] L'Union européenne demande au Groupe spécial de rejeter la demande de modification de la Chine. Elle fait observer qu'au paragraphe 7.49, le Groupe spécial fait référence au texte de l'article 9 5); or, la Chine veut que dans ce paragraphe, qui est purement descriptif, le Groupe spécial anticipe son analyse de la manière dont la mesure fonctionne (qui vient plus tard et est une question controversée par les parties).[23]

6.26 L'Union européenne elle-même demande au Groupe spécial de modifier ce paragraphe afin de respecter le libellé de l'article 9 5).[24] La Chine n'a pas formulé d'observation sur cette demande.

6.27 Nous avons accédé à la demande de l'Union européenne et modifié ce paragraphe en conséquence. Cependant, puisque le paragraphe 7.49 précède les paragraphes 7.68 et 7.77 et que le champ d'application/le fonctionnement de l'article 9 5) du Règlement antidumping de base est une question contestée, nous avons rejeté la demande de la Chine.

6.28 **Paragraphe 7.50**: La Chine affirme que la description de la manière dont le prix à l'exportation est déterminé pour les producteurs ne bénéficiant pas d'un traitement individuel n'est pas entièrement exacte, se référant à ce sujet au paragraphe 302 de sa deuxième communication écrite ainsi qu'au paragraphe 3 de la réponse de l'Union européenne à la question n° 4 du Groupe spécial.[25] En particulier, elle estime qu'il est essentiel de mentionner que dans les cas où la coopération est réputée faible, le prix à l'exportation moyen pondéré des producteurs ne bénéficiant pas d'un traitement individuel qui coopèrent est à nouveau pondéré par les prix à l'exportation fondés sur d'autres sources, comme les statistiques d'importation. L'Union européenne demande au Groupe spécial de rejeter la demande de modification de la Chine. Elle a proposé des modifications spécifiques pour régler cette question dans ses observations sur le rapport intérimaire et demande au Groupe spécial de s'en inspirer. En outre, l'Union européenne fait observer que la description de la Chine est également inexacte. De fait, la Chine a insisté au cours de la procédure pour assimiler "faible coopération" à "moins de 80 pour cent". Elle n'a produit aucun élément de preuve de l'existence d'une pratique de l'Union européenne fondée sur ce seuil de coopération précis. Il n'y en a pas, comme l'Union européenne l'a précisé entre autres choses dans sa réponse à la question n° 4 du Groupe spécial.[26]

[21] Chine, observations sur la demande de réexamen intérimaire de l'Union européenne, paragraphe 9.
[22] Chine, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 7.
[23] Union européenne, observations sur la demande de réexamen intérimaire de la Chine, page 1.
[24] Union européenne, demande de réexamen intérimaire, pages 2 et 3.
[25] Chine, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 8.
[26] Union européenne, observations sur la demande de réexamen intérimaire de la Chine, page 2.

6.29 L'Union européenne elle-même demande au Groupe spécial de modifier le paragraphe 7.50, affirmant que la description qui figure à l'alinéa b) ii) est inexacte et prête à confusion, et propose un texte à cet égard.[27] La Chine désapprouve la formulation proposée par l'Union européenne.[28] Elle considère qu'il n'est pas exact de dire que le taux de droit applicable à l'échelle nationale est "généralement" calculé sur la base des prix à l'exportation des fournisseurs ne bénéficiant pas d'un traitement individuel qui coopèrent, affirmant que dans la plupart des cas, le taux de droit applicable à l'échelle nationale est calculé sur la base des prix à l'exportation des fournisseurs ne bénéficiant pas d'un traitement individuel qui coopèrent et des données de fait disponibles. Deuxièmement, la Chine soutient qu'il n'est pas exact de dire que la détermination du prix à l'exportation, quand la coopération est réputée faible, est fondée sur les prix à l'exportation des fournisseurs ne bénéficiant pas d'un traitement individuel qui coopèrent et "*les résultats obtenus pour les fournisseurs qui ne coopèrent pas*". Selon elle, cela donne l'impression erronée que le prix à l'exportation est fondé sur les prix à l'exportation de tous les fournisseurs NME, alors qu'en fait, la moyenne des prix à l'exportation des producteurs ne bénéficiant pas d'un traitement individuel qui coopèrent est simplement établie compte tenu des meilleurs renseignements disponibles, comme la marge de dumping la plus élevée ou les statistiques d'importation de l'UE.[29] La Chine soutient que par conséquent, il est tout simplement inexact de faire référence aux "résultats obtenus pour les fournisseurs qui ne coopèrent pas".

6.30 Bien qu'elles soient divisées sur la question de savoir comment le prix à l'exportation est déterminé pour les fournisseurs qui ne bénéficient pas d'un traitement individuel, en particulier dans les enquêtes pour lesquelles la coopération est faible, les deux parties disent de la réponse de l'Union européenne à la question n° 4 du Groupe spécial qu'elle donne une description exacte de la détermination du prix à l'exportation pour les fournisseurs ne bénéficiant pas d'un traitement individuel. Nous avons accédé aux demandes des parties et avons modifié ce paragraphe en conséquence.

6.31 **Paragraphe 7.51**: La Chine demande au Groupe spécial de modifier ce paragraphe afin de rendre compte de ses arguments avec plus d'exactitude.[30] L'Union européenne demande au Groupe spécial de rejeter les modifications proposées, affirmant qu'il est clair que le Groupe spécial a résumé correctement les éléments les plus pertinents de l'argumentation de la Chine et que celle-ci n'a présenté aucune citation renvoyant à sa communication pour montrer le contraire.[31]

6.32 Bien que la Chine ne fasse pas référence à ses communications pour appuyer la modification demandée, mais attendu que cette demande correspond effectivement aux arguments de la Chine tels qu'ils ont été présentés au Groupe spécial, nous avons accédé à la demande de la Chine, modifié ce paragraphe en conséquence et indiqué où se trouvaient ces arguments dans les communications de la Chine.

6.33 **Paragraphes 7.51 à 7.59**: L'Union européenne fait observer que dans ces paragraphes, ainsi que dans d'autres sections du rapport intérimaire[32], il n'y a aucune citation relative aux

---

[27] Union européenne, demande de réexamen intérimaire, pages 3 et 4.

[28] Chine, observations sur la demande de réexamen intérimaire de l'Union européenne, paragraphes 10 et 11.

[29] La Chine se réfère à cet égard aux enquêtes antidumping mentionnées dans sa deuxième communication écrite, note de bas de page 221.

[30] Chine, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 9.

[31] Union européenne, observations sur la demande de réexamen intérimaire de la Chine, page 2.

[32] Union européenne, demande de réexamen intérimaire, page 4. L'Union européenne fait observer, à la note de bas de page 1, qu'elle "ne trouve pas la citation pertinente relative aux propos figurant au paragraphe 7.105 ("La Chine fait valoir qu'il existe un parallèle à cet égard entre les articles 6.10 et 9.2 qui voudrait dire que l'expression "pas réalisable" employée à l'article 9.2 fait référence aux enquêtes dans lesquelles, du fait du grand nombre de producteurs, *il serait difficile de gérer la mise en œuvre de la mesure si chaque fournisseur était nommé individuellement*" (pas d'italique dans l'original)); ou au paragraphe 7.129

communications pertinentes des parties dans lesquelles les arguments ont été formulés. Elle considère que certains de ces paragraphes donnent une idée fallacieuse des arguments formulés par les parties. Elle note que dans d'autres sections du rapport, des citations sont faites qui renvoient aux arguments présentés par les parties et les tierces parties. L'Union européenne demande au Groupe spécial d'insérer au besoin des notes de bas de page renvoyant aux communications pertinentes dans lesquelles les parties, d'après les allégations, ont formulé les allégations et les arguments mentionnés. La Chine n'a pas formulé d'observation sur cette demande.

6.34 Nous avons accédé à la demande de l'Union européenne dans la mesure où nous avons réexaminé les parties du rapport intérimaire dans lesquelles les arguments des parties sont résumés, en particulier la partie mentionnée spécifiquement par l'Union européenne à cet égard, et avons ajouté, quand nous l'avons jugé approprié, des notes de bas de page faisant référence aux communications des parties.

6.35 **Paragraphe 7.53**: La Chine affirme tout d'abord que le paragraphe 7.53 ne rend pas exactement compte de ce qu'elle a dit sur la manière dont le prix à l'exportation est déterminé pour les producteurs-exportateurs ne bénéficiant pas d'un traitement individuel, faisant référence à cet égard au paragraphe 302 de sa deuxième communication écrite et au paragraphe 3 de sa réponse à la question n° 1 du Groupe spécial, et elle demande par conséquent au Groupe spécial de modifier la première phrase.[33] Deuxièmement, la Chine demande au Groupe spécial de modifier le paragraphe 7.53 afin de rendre compte avec plus d'exactitude de ses arguments relatifs à son allégation concernant l'article 9.3 de l'Accord antidumping.[34]

6.36 L'Union européenne note que la demande de la Chine visant à modifier la première phrase reflète exactement les arguments que cette dernière a formulés au paragraphe 302 de sa deuxième communication écrite et au paragraphe 3 de sa réponse à la question n° 1 du Groupe spécial. Cependant, l'Union européenne affirme n'avoir pu trouver dans les communications de la Chine aucune référence comportant les termes mentionnés en ce qui concerne les autres demandes de la Chine. Celle-ci n'ayant pas fourni de références spécifiques à sa communication, l'Union européenne demande au Groupe spécial de rejeter les modifications proposées.[35]

6.37 Bien que la Chine ne fasse pas référence à ses communications à l'appui de la modification demandée, mais puisque la demande reflète bien les arguments de la Chine tels qu'ils ont été présentés au Groupe spécial, nous avons accédé à la demande de la Chine, modifié ce paragraphe en conséquence et indiqué où se trouvaient ces arguments dans les communications de la Chine.

6.38 **Paragraphe 7.80**: Conformément à ses observations concernant le paragraphe 7.50, la Chine demande que la paragraphe 7.80 soit modifié pour décrire précisément comment le prix à l'exportation est déterminé pour les producteurs-exportateurs ne bénéficiant pas d'un traitement individuel.[36] Pour les mêmes raisons que celles qui ont été données au sujet de la demande de la Chine concernant le paragraphe 7.50 du rapport intérimaire, l'Union européenne demande au Groupe spécial de rejeter la modification proposée par la Chine.[37]

("L'Union européenne affirme que l'article 9 5) du Règlement antidumping de base prévoit une *méthode* pour déterminer les droits antidumping dans les enquêtes visant des NME. Cette disposition ne contient pas de règles sur la manière dont une telle *méthode* devrait être appliquée" (pas d'italique dans l'original)). En ce qui concerne spécifiquement le paragraphe 7.129, l'Union européenne n'a affirmé nulle part que l'article 9 5) prévoyait une "méthode" pour déterminer les droits antidumping visant des NME".

[33] Chine, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 10.

[34] Chine, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 10.

[35] Union européenne, observations sur la demande de réexamen intérimaire de la Chine, page 2.

[36] Chine, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 11.

[37] Union européenne, observations sur la demande de réexamen intérimaire de la Chine, page 2.

6.39 En ce qui concerne ce paragraphe, l'Union européenne considère que la description de la manière dont la marge est calculée à l'échelle nationale est inexacte et, pour les mêmes raisons que celles qui ont été exprimées en ce qui concerne le paragraphe 7.50, demande au Groupe spécial de modifier ce paragraphe.[38] La Chine désapprouve la modification demandée par l'Union européenne, comme elle l'a fait en ce qui concerne la demande de l'Union européenne concernant le paragraphe 7.50. Selon elle, il n'est pas exact de dire que le prix à l'exportation est fondé sur les prix à l'exportation moyens pondérés de tous les producteurs qui coopèrent ou sur les prix à l'exportation moyens pondérés de tous les producteurs NME. La Chine estime que si la coopération est réputée faible, c'est-à-dire inférieure à 80 pour cent dans la plupart des cas, le prix à l'exportation est généralement déterminé sur la base du prix à l'exportation moyen des fournisseurs ne bénéficiant pas d'un traitement individuel qui coopèrent et des meilleurs renseignements disponibles, par exemple les statistiques, la marge de dumping la plus élevée ou d'autres renseignements disponibles. À son avis, il est artificiel et non conforme à la pratique de l'Union européenne de dire que dans les cas où la coopération est faible, le prix à l'exportation est fondé sur les prix à l'exportation moyens pondérés de tous les producteurs NME.[39]

6.40 À propos de ce paragraphe, les deux parties réitèrent leur point de vue au sujet du paragraphe 7.50 du rapport intérimaire, dans lequel est décrite la détermination du prix à l'exportation pour les producteurs ne bénéficiant pas d'un traitement individuel. Comme nous l'avons fait en ce qui concerne le paragraphe 7.50, voir le paragraphe 6.30 ci-dessus, nous avons modifié en conséquence le paragraphe 7.80, qui concerne la même question.

6.41 **Paragraphe 7.86**: L'Union européenne demande au Groupe spécial de modifier ce paragraphe afin de rendre dûment compte de ses arguments.[40] La Chine n'a pas formulé d'observation sur cette demande.

6.42 Étant donné que la modification demandée reflète les arguments de l'Union européenne tels qu'ils ont été présentés au Groupe spécial, nous avons accédé à la demande de l'Union européenne et modifié ce paragraphe en conséquence.

6.43 **Paragraphe 7.100**: L'Union européenne demande au Groupe spécial de modifier ce paragraphe afin de rendre compte de ses arguments tels qu'ils figurent dans ses communications, faisant spécifiquement référence au paragraphe 119 de sa première communication écrite et au paragraphe 15 de sa deuxième déclaration orale.[41] La Chine n'a pas formulé d'observation sur cette demande.

6.44 Étant donné que la modification demandée reflète les arguments de l'Union européenne tels qu'ils ont été présentés au Groupe spécial, nous avons accédé à la demande de l'Union européenne et modifié ce paragraphe en conséquence.

6.45 **Note de bas de page 83**: L'Union européenne demande au Groupe spécial de supprimer de cette note de bas de page l'observation selon laquelle elle "n'a … pas avancé d'éléments à l'appui de cet argument".[42] À ce sujet, l'Union européenne se réfère en particulier au paragraphe 148 de sa première communication écrite, dans lequel elle faisait valoir que l'utilisation des termes "fournisseurs" et "sources" à l'article 9.2, alors que l'*Accord antidumping* emploie spécifiquement les termes "exportateur" et "producteur", devait avoir un sens, en particulier celui d'indiquer que les

[38] Union européenne, demande de réexamen intérimaire, pages 4 et 5.
[39] Chine, observations sur la demande de réexamen intérimaire de l'Union européenne, paragraphe 12. À cet égard, la Chine fait référence à la note de bas de page 221 de sa deuxième communication écrite.
[40] Union européenne, demande de réexamen intérimaire, pages 4 et 5.
[41] Union européenne, demande de réexamen intérimaire, page 5.
[42] Union européenne, demande de réexamen intérimaire, page 5.

mesures antidumping visent à identifier le fournisseur qui est la source véritable de la discrimination par les prix. L'Union européenne fait observer qu'elle formule un argument implicitement à ce sujet et elle soutient que cet argument est en outre étayé compte tenu du paragraphe précédent et du paragraphe suivant de cette section. La Chine estime qu'il n'y a rien dans la section mentionnée de la première communication écrite de l'Union européenne qui vienne "à l'appui" de l'argument de cette dernière. Elle demande par conséquent au Groupe spécial de ne pas supprimer la phrase.[43]

6.46 Nous notons que pour appuyer sa demande de modification de la note de bas de page 83 du rapport intérimaire, l'Union européenne renvoie le Groupe spécial au paragraphe 148 de sa première communication écrite, qui est déjà mentionné dans cette note de bas de page. À notre avis, il n'est donc pas nécessaire de modifier la note de bas de page et nous avons par conséquent rejeté la demande de l'Union européenne. Toutefois, dans un souci de clarté, nous avons ajouté à la note de bas de page 83 (désormais note de bas de page 281) un renvoi au paragraphe 7.104 du rapport, dans lequel nous avons rejeté la proposition visant à ce que "fournisseur" signifie autre chose qu'"exportateur" ou "producteur".

6.47 **Paragraphe 7.117**: La Chine demande que ce paragraphe soit modifié par l'ajout d'une phrase.[44] L'Union européenne demande au Groupe spécial de rejeter les changements proposés, affirmant qu'il est clair que le Groupe spécial a résumé correctement les éléments les plus pertinents de l'argumentation de la Chine, que celle-ci n'a présenté aucune citation relative à sa communication pour montrer le contraire et que l'Union européenne n'a pu trouver dans les communications de la Chine aucune référence comportant les termes mentionnés.[45]

6.48 Bien que la Chine ne fasse pas référence à ses communications à l'appui de la modification demandée, les première et deuxième communications écrites de la Chine contiennent des termes allant dans ce sens. Nous avons donc accédé à la demande de la Chine et modifié ce paragraphe en conséquence.

6.49 **Paragraphe 7.138**: L'Union européenne note que ce paragraphe fait référence à la Commission de l'Union européenne ("la Commission") tandis que le Groupe spécial a fait référence à la Commission dans les sections précédentes de son rapport. Elle demande au Groupe spécial d'inclure le nom au complet et l'abréviation la première fois qu'il mentionne la Commission dans son rapport.[46] La Chine n'a pas formulé d'observation sur la demande de l'Union européenne.

6.50 Nous avons accédé à cette demande et modifié le rapport en conséquence.

6.51 **Paragraphe 7.143**: La Chine demande au Groupe spécial de modifier ce paragraphe pour rendre exactement compte des faits en l'espèce.[47] Elle soutient qu'il est inexact de dire que la plupart des producteurs ne se sont pas fait connaître et que 46 producteurs seulement se sont manifestés, affirmant que selon le Document d'information, la Commission a reçu des renseignements de plus de 114 producteurs. La Chine considère qu'il faudrait préciser que les 46 producteurs communautaires sont ceux qui se sont manifestés, ont fourni les renseignements requis, ont souhaité être inclus dans l'échantillon dans les 15 jours suivant la date d'ouverture de l'enquête et ont soutenu la plainte. L'Union européenne demande au Groupe spécial de refuser de faire les modifications proposées, affirmant que le Groupe spécial a correctement résumé les principaux éléments des constatations des

[43] Chine, observations sur la demande de réexamen intérimaire de l'Union européenne, paragraphes 13 et 14.
[44] Chine, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 12.
[45] Union européenne, observations sur la demande de réexamen intérimaire de la Chine, page 2.
[46] Union européenne, demande de réexamen intérimaire, page 5.
[47] Chine, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 13.

autorités chargées de l'enquête concernant le dommage, faisant chaque fois référence dans une note de bas de page aux considérants pertinents du Règlement définitif.[48]

6.52 Ce paragraphe fait partie d'une section dans laquelle le Groupe spécial résume les faits de l'enquête en cause et il rend compte par conséquent de notre interprétation de ces faits. À notre avis, l'autre texte proposé par la Chine ne rend pas ce paragraphe plus clair, prête à controverse et n'est d'ailleurs pas entièrement exact d'un point de vue factuel. Nous avons par conséquent rejeté la demande de la Chine, à l'exception d'une modification destinée à rendre compte du fait que 46 producteurs ayant coopéré ont exprimé le souhait d'être inclus dans l'échantillon.

6.53 **Paragraphe 7.149**: L'Union européenne invite le Groupe spécial à reconsidérer la conclusion émise en ces termes: "Enfin, nous ne considérons pas qu'il soit nécessaire d'établir des constatations au titre de l'article 9.4 de l'Accord antidumping au sujet de l'allégation "en tant que tel" de la Chine pour les mêmes raisons qui nous ont amené à constater qu'il n'était pas nécessaire d'établir des constatations au sujet de l'allégation "tel qu'appliqué" de la Chine au titre de cette disposition".[49] Elle affirme que la Chine n'a pas inclus d'allégation au titre de l'article 9.4 de *l'Accord antidumping* dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial et que par conséquent cette allégation, dont l'Union européenne fait valoir qu'elle a été incluse pour la première fois dans la première communication écrite de la Chine, ne relevait pas du mandat du Groupe spécial.[50] L'Union européenne note que la Chine a fait valoir que cette allégation relevait du mandat du Groupe spécial parce qu'elle était incluse dans le contexte de son allégation "en tant que tel". Elle considère qu'en appliquant le principe d'économie jurisprudentielle, le Groupe spécial semble avoir constaté que l'allégation formulée par la Chine au titre de l'article 9.4 visant le Règlement n° 91/2009 du Conseil relevait de son mandat. Si tel est le cas, l'Union européenne demande au Groupe spécial de donner son avis sur les raisons pour lesquelles ce résultat devrait être concédé compte tenu du fait qu'il s'agissait d'une question contestée par les parties. Sinon, elle invite le Groupe spécial à modifier sa conclusion et à constater que l'allégation formulée par la Chine au titre de l'article 9.4 ne relevait pas de son mandat puisqu'elle n'était pas incluse dans la demande d'établissement d'un groupe spécial de la Chine.

6.54 La Chine note qu'en réponse à l'objection formulée par l'Union européenne dans sa première communication écrite, selon laquelle l'allégation de la Chine au titre de l'article 9.4 [concernant la deuxième mesure en cause] ne relevait pas du mandat du Groupe spécial, elle a expliqué que l'article 9 5) du Règlement antidumping de base, qui est contesté "en tant que tel", est aussi contesté "tel qu'appliqué" dans le cadre de l'enquête antidumping sur les importations de certains éléments de fixation en fer ou en acier en provenance de Chine.[51] Elle note en outre qu'elle a fait observer que son allégation concernant l'application de l'article 9 5) dans l'enquête sur les éléments de fixation était la continuation logique de sa contestation de l'article 9 5) "en tant que tel" et qu'étant donné que l'article 9.4 de l'Accord antidumping était inclus dans la demande d'établissement d'un groupe spécial en liaison avec les allégations visant l'article 9 5) "en tant que tel", son allégation selon laquelle l'article 9 5) "tel qu'appliqué" dans l'enquête sur les éléments de fixation contrevenait à l'article 9.4 relevait du mandat du Groupe spécial. La Chine considère que le Groupe spécial a reconnu expressément cette "continuation logique" en décrivant l'allégation dans son rapport intérimaire comme étant "la question de savoir si l'article 9 5) du Règlement antidumping de base, tel qu'appliqué dans l'enquête concernant les éléments de fixation, est incompatible avec les articles 6.10, 9.2 et 9.4 de l'Accord antidumping". Elle croit comprendre que le Groupe spécial a conclu implicitement que

[48] Union européenne, observations sur la demande de réexamen intérimaire de la Chine, page 2.
[49] Union européenne, demande de réexamen intérimaire, pages 5 et 6.
[50] L'Union européenne se réfère à cet égard au paragraphe 212 de sa première communication écrite.
[51] La Chine fait référence à cet égard aux paragraphes 371 à 383 de sa deuxième communication écrite.

l'allégation de la Chine au titre de l'article 9.4 relevait de son mandat. De l'avis de la Chine, le Groupe spécial peut, dans un souci de clarté, le dire explicitement dans son rapport.[52]

6.55 Nous convenons que le texte rédigé initialement était peu clair et avons donc accédé à la demande de l'Union européenne en remaniant ce paragraphe pour préciser les arguments des parties et notre conclusion.

6.56 **Paragraphe 7.150**: La Chine considère que ce paragraphe ne reproduit pas exactement ses arguments tels qu'elle les a exposés entre autres dans ses première et deuxième communications écrites et elle demande par conséquent au Groupe spécial de modifier ledit paragraphe.[53] L'Union européenne demande au Groupe spécial de rejeter les modifications proposées, affirmant qu'il est clair que le Groupe spécial a correctement résumé les éléments les plus pertinents de l'argumentation de la Chine et que celle-ci n'a présenté aucune citation précise relative à sa communication pour montrer le contraire.[54]

6.57 Bien que la Chine ne fasse pas référence à ses communications à l'appui de la modification qu'elle demande, mais puisque cette demande correspond effectivement aux arguments de la Chine tels qu'ils ont été présentés au Groupe spécial, nous avons accédé à ladite demande, modifié ce paragraphe en conséquence et indiqué où se trouvaient ces arguments dans les communications de la Chine.

6.58 **Paragraphe 7.168**: La Chine considère que ce paragraphe ne reproduit pas exactement son argument tel qu'elle l'a exposé dans sa réponse à la question n° 19 du Groupe spécial et elle lui demande par conséquent de modifier ledit paragraphe.[55] L'Union européenne demande au Groupe spécial de rejeter les modifications proposées par la Chine, affirmant que le paragraphe pertinent du rapport du Groupe spécial rend compte avec exactitude de l'argument de la Chine tel que celle-ci l'a formulé dans sa réponse à la question n° 19 du Groupe spécial.[56]

6.59 La modification proposée par la Chine n'altère aucunement le contenu de ce paragraphe et nous avons donc accédé à la demande de la Chine et modifié ledit paragraphe en conséquence.

6.60 **Paragraphe 7.172**: La Chine considère que ce paragraphe ne reproduit pas exactement son argument tel qu'elle l'a exposé dans sa réponse à la question n° 19 du Groupe spécial et elle lui demande par conséquent de modifier ledit paragraphe.[57] Pour les mêmes raisons qu'exposées précédemment en ce qui concerne les observations de la Chine relatives au paragraphe 7.168 du rapport intérimaire, l'Union européenne demande au Groupe spécial de rejeter la modification proposée par la Chine.[58]

6.61 La modification proposée par la Chine n'altère aucunement le contenu de ce paragraphe et nous avons donc accédé à la demande de la Chine et modifié ledit paragraphe en conséquence.

6.62 **Paragraphes 7.172 à 7.175**: L'Union européenne rappelle les communications qu'elle a présentées pendant la procédure en cours, dans lesquelles elle a expliqué en détail les mesures prises

[52] Chine, observations sur la demande de réexamen intérimaire de l'Union européenne, paragraphes 15 à 18.
[53] Chine, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 14.
[54] Union européenne, observations sur la demande de réexamen intérimaire de la Chine, page 2.
[55] Chine, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 15.
[56] Union européenne, observations sur la demande de réexamen intérimaire de la Chine, page 2.
[57] Chine, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 16.
[58] Union européenne, observations sur la demande de réexamen intérimaire de la Chine, page 3.

par l'autorité chargée de l'enquête dans le cadre de l'enquête concernant les éléments de fixation.[59] La Chine, affirme-t-elle, n'a pas contesté les dispositions que l'Union européenne affirme avoir prises pour s'assurer de l'exactitude des chiffres de production avant l'ouverture de l'enquête. L'Union européenne demande au Groupe spécial d'en tenir compte dans son analyse portant sur la qualité de la détermination de la Commission concernant la représentativité, proposant que le Groupe spécial modifie la note de bas de page 138 pour mettre cela en évidence. En outre, elle demande au Groupe spécial de modifier le paragraphe 7.152 en ajoutant une note de bas de page décrivant les dispositions prises.

6.63 La Chine s'oppose à la demande de l'Union européenne, affirmant qu'il est inexact que "la Chine n'a pas contesté ces dispositions". Elle note avoir dit que l'Union européenne expliquait "la méthode employée par l'autorité chargée de l'enquête pour examiner la représentativité" en termes abstraits[60], mais n'avoir donné aucun détail au sujet de la manière dont cet examen avait été effectué dans le contexte de l'enquête concernant les éléments de fixation. La Chine affirme que les éléments de preuve qu'elle a présentés dans sa première communication écrite montrent clairement que l'Union européenne n'a examiné le degré de soutien ou d'opposition à la demande qu'après l'ouverture de l'enquête. En outre, le fait que la Chine a désapprouvé la description fournie par l'Union européenne ressort clairement du paragraphe 22 de la déclaration liminaire que cette dernière a faite à la deuxième réunion de fond, dans lequel l'Union européenne a dit que "contrairement à ce qu'affirme la Chine, le chiffre de la production totale de l'UE qui figure dans la plainte et qui a été finalement inclus dans la note au dossier a également été examiné et vérifié par rapport aux chiffres d'EUROSTAT". La Chine affirme que l'Union européenne a omis intentionnellement le membre de phrase "contrairement à ce qu'affirme la Chine" dans ses observations sur le rapport intérimaire. Elle soutient que ce membre de phrase montre clairement qu'elle désapprouve la description fournie par l'Union européenne. Par conséquent, la Chine demande au Groupe spécial de ne pas apporter la modification demandée par l'Union européenne.[61]

6.64 Étant donné que ce paragraphe contient les propres arguments de l'Union européenne, nous avons accédé à la demande de celle-ci et modifié ledit paragraphe en conséquence. Cependant, les dispositions prises par la Commission ne sont effectivement pas incontestées et nous avons donc rejeté la demande de l'Union européenne visant à modifier la note de bas de page 138.

6.65 **Paragraphe 7.178**: La Chine demande au Groupe spécial de supprimer la phrase "La Chine n'a pas contesté cette affirmation" du paragraphe 7.178.[62] Elle affirme qu'il n'est pas exact de dire qu'elle n'a pas contesté l'affirmation selon laquelle "[l]'Union européenne soutient que les chiffres donnés dans ce tableau pour chaque société incluent une marge d'erreur de 15 pour cent pour protéger la confidentialité des données relatives à la production de chaque producteur, mais que les totaux indiqués pour l'ensemble des plaignants et de ceux qui soutenaient la demande sont les chiffres réels et exacts, sans marge d'erreur de 15 pour cent".[63] Selon la Chine, l'Union européenne n'a présenté aucun élément de preuve à l'appui de sa déclaration selon laquelle la marge de 15 pour cent ne se rapporte qu'aux chiffres relatifs à chaque société et, en outre, cette justification n'est pas valable du fait que dans le document, les chiffres de production relatifs à chaque producteur sont anonymes.

[59] Union européenne, demande de réexamen intérimaire, pages 6 et 7. L'Union européenne se réfère en particulier, à cet égard, au paragraphe 263 de sa première communication écrite et au paragraphe 22 de sa déclaration orale liminaire, deuxième audition du Groupe spécial.

[60] La Chine se réfère à cet égard au paragraphe 478 de sa deuxième communication écrite.

[61] Chine, observations sur la demande de réexamen intérimaire de l'Union européenne, paragraphes 19 à 21.

[62] Chine, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 17.

[63] La Chine fait référence à cet égard au paragraphe 490 de sa deuxième communication écrite.

6.66 L'Union européenne demande au Groupe spécial de rejeter les modifications proposées, affirmant qu'il est clair que la Chine n'a pas contesté cette question. L'Union européenne affirme qu'en réponse à la question n° 86 posée par le Groupe spécial après la deuxième audition, elle a indiqué que les chiffres par société en question incluaient une marge d'erreur de 15 pour cent pour protéger la confidentialité des données relatives à la production de chaque producteur, mais que les totaux indiqués pour l'ensemble des plaignants et de ceux qui soutenaient la demande étaient les chiffres réels et exacts. Elle affirme que la Chine n'a pas formulé d'observation sur cette réponse, notant que bien que la Chine fasse référence au paragraphe 490 de sa deuxième communication écrite pour faire valoir qu'elle l'a fait, cette deuxième communication écrite a été à l'origine de la question du Groupe spécial.[64]

6.67 La question n° 86 a été posée aux parties après la deuxième réunion de fond avec les parties, soit après la réception de la deuxième communication écrite de la Chine. Par conséquent, cette communication n'établit pas que la Chine a contesté la réponse de l'Union européenne à la question n° 86. En outre, le paragraphe 490 de la deuxième communication écrite de la Chine ne réfute en aucun cas l'affirmation de l'Union européenne. Dans ce paragraphe, la Chine affirme que l'Union européenne n'a pas présenté d'éléments de preuve à l'appui de sa position et que les chiffres de production ayant été indiqués pour chaque producteur de façon anonyme, l'affirmation selon laquelle la marge d'erreur de 15 pour cent s'expliquait par des raisons de confidentialité est dénuée de fondement. Cela ne concerne toutefois pas l'affirmation de l'Union européenne selon laquelle le chiffre global n'incluait pas la marge d'erreur de 15 pour cent. Nous avons donc rejeté la demande de la Chine.

6.68 **Paragraphe 7.205**: La Chine demande au Groupe spécial de modifier ce paragraphe afin de rendre compte plus fidèlement de ses arguments, tels qu'ils sont présentés aux paragraphes 505 à 528 de sa deuxième communication écrite.[65] L'Union européenne n'a pas formulé d'observation sur la demande de la Chine.

6.69 Ce paragraphe est une introduction à notre analyse de l'exception préliminaire de l'Union européenne visant la première allégation d'erreur de la Chine en ce qui concerne la branche de production nationale, que nous avons finalement rejetée. Dans ce contexte, nous ne jugeons pas nécessaire de développer la brève description des arguments de la Chine en réponse à l'exception soulevée par l'Union européenne. Nous avons donc rejeté la demande de la Chine.

6.70 **Paragraphe 7.213**: La Chine demande au Groupe spécial de modifier ce paragraphe pour rendre compte de ses arguments de façon plus complète et plus exacte, se référant à cet égard au paragraphe 16 de ses observations sur la réponse de l'Union européenne à la question n° 89 du Groupe spécial et aux paragraphes 533 et 534 de sa deuxième communication écrite.[66]

6.71 L'Union européenne demande au Groupe spécial de rejeter la demande de la Chine, affirmant que le Groupe spécial a résumé correctement la position chinoise telle qu'elle est présentée, entre autres, aux paragraphes 533 et 534 de la deuxième communication écrite de la Chine. Elle considère que les modifications que demande la Chine ne se retrouvent pas dans les paragraphes de cette communication cités par la Chine et que celle-ci se méprend sur les réponses de l'Union européenne aux questions n° 88 et 89 du Groupe spécial en affirmant que l'Union européenne a reconnu que "les 318 producteurs et les 54 producteurs supplémentaires ont non seulement reçu le formulaire relatif à l'échantillonnage, mais ont aussi été invités à faire connaître leur position à l'égard de l'enquête (dans le cadre de l'examen de la question de la représentativité)". L'Union européenne soutient que cela n'est pas exact et que le Groupe spécial a eu raison de ne pas inclure cette observation dans son

[64] Union européenne, observations sur la demande de réexamen intérimaire de la Chine, page 3.
[65] Chine, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 18.
[66] Chine, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 19.

rapport. Selon elle, il n'est pas vrai que les autorités étaient informées du soutien ou de l'absence de soutien de la plainte de la part des producteurs qui avaient été contactés, puisqu'elles n'ont pas demandé à ces producteurs quelle était leur position en ce qui concerne la plainte après l'ouverture de l'enquête et qu'après cette ouverture, la question n'était plus pertinente.[67]

6.72 Les inclusions que propose la Chine ne décrivent pas des faits que le Groupe spécial aurait constatés ou sur lesquels il s'appuierait, mais décrivent plutôt l'interprétation des faits et les arguments de la Chine, notamment en ce qui concerne les réponses de l'Union européenne aux questions n° 88 et 89 du Groupe spécial. Le Groupe spécial n'est pas tenu de résumer d'une manière exhaustive l'ensemble des arguments d'une partie au cours de son analyse, dont ce paragraphe fait partie. Nous avons donc rejeté la demande de la Chine.

6.73 **Paragraphe 7.214 et notes de bas de page 247 et 249**: La Chine demande au Groupe spécial de modifier ce paragraphe et les notes de bas de page.[68] Elle affirme que ce paragraphe donne une idée fallacieuse de son point de vue et qu'elle n'a jamais dit qu'elle "acceptait" qu'"au moins un producteur qui n'était pas un plaignant et qui avait gardé le silence avant l'ouverture de l'enquête [avait] été non seulement inclus dans la branche de production nationale mais retenu dans l'échantillon". La Chine note qu'il lui était et qu'il lui est impossible de vérifier cette information puisque l'identité des plaignants est restée confidentielle. En outre, elle affirme que l'Union européenne n'a fourni aucun élément de preuve à l'appui de cette affirmation factuelle, que le Groupe spécial n'a donc pas pu vérifier. La Chine affirme que le Groupe spécial a fait erreur, à la note de bas de page 247, en disant qu'"il est clair que la Commission n'a pas enquêté sur le soutien ou le manque de soutien **en fait**" (pas de caractères gras dans l'original). Elle affirme que la Commission a envoyé des formulaires relatifs à l'échantillonnage à 318 producteurs et à 54 producteurs supplémentaires et a également contacté ces producteurs dans le cadre de l'enquête qu'elle poursuivait sur la question de la "représentativité" et demandé à chacun d'entre eux de faire connaître sa position à l'égard de l'enquête.[69] La Chine fait valoir que par conséquent, la Commission s'était enquise et avait connaissance des positions des producteurs concernés à l'égard de l'enquête. Enfin, elle note que le Groupe spécial ne fait pas référence au paragraphe 76 de sa deuxième déclaration orale concernant la pratique de l'Union européenne, dont elle soutient qu'il constitue un élément de preuve montrant que le soutien de la plainte est une condition nécessaire pour qu'un producteur national fasse partie de la branche de production nationale. La Chine demande au Groupe spécial d'ajouter un renvoi à cette déclaration dans la note de bas de page 249.

6.74 L'Union européenne demande au Groupe spécial de rejeter la modification demandée par la Chine, affirmant que le Groupe spécial a correctement rendu compte du fait que dans ses observations sur la réponse de l'Union européenne à la question n° 89 du Groupe spécial, la Chine "a paru accepter" le fait que la société à laquelle l'Union européenne faisait référence dans ses réponses n'avait pas soutenu la plainte mais avait gardé le silence. L'Union européenne considère que la modification proposée par la Chine est fondée sur l'affirmation erronée selon laquelle la Commission a enquêté au sujet de la position des producteurs en ce qui concerne la plainte. Selon elle, tel n'a tout simplement pas été le cas, comme le montrent clairement, affirme-t-elle, les formulaires relatifs à l'échantillonnage présentés au Groupe spécial. L'Union européenne soutient que les affirmations de la Chine à cet égard sont inexactes, notant que la Chine n'a présenté aucun élément de preuve pour les étayer. Elle demande en outre au Groupe spécial de rejeter la proposition de la Chine de rendre compte de l'argument selon lequel inclure uniquement les producteurs qui soutiennent la plainte est la pratique normale de l'UE. Premièrement, l'argument de la Chine au sujet de la pratique normale de l'UE n'est pas pertinent dans le contexte de la présente allégation "tel qu'appliqué". Deuxièmement,

[67] Union européenne, observations sur la demande de réexamen intérimaire de la Chine, page 3.
[68] Chine, demande de réexamen intérimaire, paragraphes 20 à 22.
[69] La Chine se réfère à cet égard à ses observations sur la réponse de l'Union européenne à la question n° 89 du Groupe spécial.

l'Union européenne soutient qu'il est faux que ce soit la pratique normale de l'UE et que les éléments de preuve présentés par la Chine en ce qui concerne certains cas spécifiques ne sont pas convaincants. Troisièmement, l'Union européenne note que le Groupe spécial n'est pas obligé d'examiner chacun des arguments d'une partie et elle considère que le Groupe spécial a eu raison de ne pas examiner cette affirmation.[70]

6.75 Pour l'essentiel, le texte proposé par la Chine reflète son propre point de vue sur les faits, tel qu'elle l'a fait valoir auprès du Groupe spécial, plutôt que celui du Groupe spécial. Bien que la Chine continue d'affirmer que la Commission a enquêté au sujet de la position des producteurs de l'UE en ce qui concerne la plainte, les seuls éléments de preuve présentés au Groupe spécial, à savoir les formulaires relatifs à l'échantillonnage, n'étayent pas cette affirmation. Étant donné que ce paragraphe fait partie de notre analyse et que nous n'avons pas accepté l'appréciation chinoise des faits dans ce contexte, nous ne voyons aucune raison de rendre compte plus en détail des arguments de la Chine. En outre, bien qu'il soit vrai que pour faire valoir son allégation, la Chine a fait référence à d'autres affaires antidumping intéressant l'UE, elle n'a fait aucune allégation en ce qui concerne la pratique de l'UE concernant la définition de la branche de production nationale. Son allégation ne concernait que la décision prise dans le cadre de l'enquête particulière en question. Nous ne voyons donc aucune nécessité d'inclure un aspect de l'argumentation de la Chine qui n'était pas pertinent pour l'examen, par le Groupe spécial, de l'allégation dont il était réellement saisi. Nous avons donc rejeté la demande de la Chine. Cependant, pour rendre compte plus complètement de la position de la Chine, nous avons ajouté au paragraphe 7.214 une note de bas de page renvoyant à l'argument de la Chine selon lequel il n'a pas été possible à celle-ci de vérifier si un producteur, qui n'était pas plaignant et n'a pas indiqué s'il soutenait la plainte ou s'y opposait avant l'ouverture de l'enquête, a été inclus dans la branche de production nationale et sélectionné pour faire partie de l'échantillon.

6.76 **Paragraphe 7.215**: La Chine estime que ce paragraphe donne aussi une idée fallacieuse des faits en l'espèce quand il fait référence au "fait qu'au moins un producteur qui n'avait pas soutenu la plainte d'une manière affirmative a été inclus dans la branche de production nationale" et elle demande au Groupe spécial de le modifier.[71] Elle présente largement les mêmes arguments qu'en ce qui concerne les paragraphes 7.213 et 7.214, notant que même si le producteur décrit par l'Union européenne comme s'étant manifesté après l'ouverture de l'enquête n'a pas mentionné sa position dans son formulaire relatif à l'échantillonnage, il l'a fait dans sa réponse à l'enquête sur la "représentativité", et elle demande que le rapport rende compte de ce point de vue. Pour les mêmes raisons que celles qui ont été données en ce qui concerne les observations de la Chine relatives au paragraphe 7.213 du rapport intérimaire, l'Union européenne demande au Groupe spécial de rejeter la modification proposée par la Chine.[72]

6.77 L'Union européenne elle-même demande au Groupe spécial d'envisager de supprimer les deux dernières phrases de ce paragraphe, car elle considère que leur pertinence pour la constatation du Groupe spécial n'est pas claire.[73] La Chine considère que les phrases que l'Union européenne demande au Groupe spécial de supprimer sont pertinentes et elle demande par conséquent au Groupe spécial de rejeter la demande de l'Union européenne.[74] Elle rappelle que son allégation selon laquelle l'Union européenne a agi d'une manière incompatible avec les articles 4.1 et 3.1 de l'Accord antidumping en excluant certaines catégories de producteurs de la définition de la branche de production nationale s'étendait non seulement à l'exclusion des producteurs qui ne soutenaient pas la plainte, mais aussi à celle des producteurs qui s'étaient manifestés plus de 15 jours après la publication de l'avis d'ouverture de l'enquête. La Chine note que les constatations formulées par le Groupe spécial

[70] Union européenne, observations sur la demande de réexamen intérimaire de la Chine, pages 3 et 4.
[71] Chine, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 23.
[72] Union européenne, observations sur la demande de réexamen intérimaire de la Chine, page 4.
[73] Union européenne, demande de réexamen intérimaire, page 7.
[74] Chine, observations sur la demande de réexamen intérimaire de l'Union européenne, paragraphe 22.

dans les phrases dont l'Union européenne demande la suppression ont trait au deuxième aspect de son allégation, à savoir l'exclusion des producteurs qui s'étaient manifestés plus de 15 jours après la publication de l'avis d'ouverture de l'enquête.

6.78 Pour les mêmes raisons que celles qui ont été exposées en ce qui concerne les paragraphes 7.213 et 7.214, nous avons rejeté la demande de la Chine.

6.79 Nous avons aussi rejeté la demande de l'Union européenne. Cette dernière n'a mis en évidence aucune erreur ni proposé aucune révision, mais soutient simplement que la pertinence des deux dernières phrases de ce paragraphe pour la constatation du Groupe spécial n'est "pas claire". L'argument qui est avancé est que bien que les producteurs qui ne s'étaient pas manifestés pendant la période de 15 jours n'aient pas été inclus, ce n'est pas la même chose que les exclure, et le fait que la Commission a réellement envisagé d'élargir la branche de production, même si elle ne l'a pas fait, étaye ce point de vue. Par conséquent, ces deux phrases étayent la conclusion du Groupe spécial selon laquelle la Commission n'a pas exclu les producteurs nationaux qui ne soutenaient pas la plainte. Nous avons toutefois modifié les deux dernières phrases afin de préciser notre point de vue.

6.80 **Paragraphe 7.219 et notes de bas de page 254, 255 et 256**: La Chine considère que ce paragraphe est inexact à plusieurs égards et demande au Groupe spécial de le modifier.[75] Premièrement, selon elle, le fait que d'après les allégations, l'un des producteurs inclus dans la branche de production nationale n'était pas l'un des plaignants et n'a exprimé aucune opinion avant l'ouverture de l'enquête n'établit pas que ce producteur "ne soutenait pas la plainte" lorsqu'il s'est manifesté après l'ouverture de l'enquête. Par conséquent, la Chine propose que le Groupe spécial précise que le producteur concerné n'a pas signifié expressément son soutien de la plainte *dans son formulaire relatif à l'échantillonnage*. Selon elle, le fait qu'il n'a pas été demandé au producteur, dans le formulaire relatif à l'échantillonnage, de signifier expressément son soutien ou son opposition à la plainte ne peut être considéré comme un élément de preuve suffisant pour établir que ce producteur ne soutenait pas la plainte.

6.81 Deuxièmement, la Chine demande au Groupe spécial de modifier les notes de bas de page 254 et 256 afin de préciser qu'elle a fait valoir que tout délai imposé aux producteurs nationaux pour se faire connaître devait être "raisonnable".[76] Troisièmement, elle soutient qu'elle a étayé son allégation selon laquelle la période de 15 jours ménagée par la Commission était insuffisante et déraisonnable[77] et demande qu'il soit pleinement rendu compte des éléments de preuve et des arguments qu'elle a présentés à ce sujet. Quatrièmement, la Chine affirme avoir fourni des éléments de preuve indiquant que la Commission avait enquêté sur la position de ce producteur à l'égard de l'enquête et avait donc nécessairement connaissance de cette position[78] et elle demande qu'il soit pleinement rendu compte des éléments de preuve et des arguments qu'elle a présentés.

6.82 Pour les mêmes raisons que celles qui ont été données plus haut en ce qui concerne les observations de la Chine relatives au paragraphe 7.213 du rapport intérimaire, l'Union européenne demande au Groupe spécial de rejeter la modification proposée par la Chine. Selon elle, ce n'est pas parce que la Chine n'est pas d'accord et a avancé des affirmations non étayées au sujet du caractère suffisant d'une période de 15 jours que le Groupe spécial doit accepter ce point de vue. L'Union européenne soutient que la Chine a avancé de simples affirmations au sujet de la partialité alléguée de la période de 15 jours et que de "simples spéculations" ne sont pas suffisantes pour étayer un argument. Elle considère en outre que le Groupe spécial a eu raison de dire que "la Chine ne présente

[75] Chine, demande de réexamen intérimaire, paragraphes 24 à 28.
[76] La Chine se réfère à cet égard à sa réponse à la question n° 23 du Groupe spécial.
[77] La Chine se réfère à cet égard à sa deuxième communication écrite, paragraphes 577 à 581.
[78] La Chine se réfère à cet égard à ses observations sur la réponse de l'Union européenne à la question n° 89 du Groupe spécial, paragraphe 16.

aucun élément de preuve" à l'appui de son affirmation selon laquelle la Commission a enquêté au sujet de la position des producteurs en ce qui concerne la plainte, soutenant que le fait que la Chine a affirmé le contraire ne signifie pas qu'elle a présenté un quelconque "élément de preuve". Pour les mêmes raisons que celles qui ont été exposées à propos des observations de la Chine concernant le paragraphe 7.213 du rapport intérimaire, l'Union européenne soutient qu'il est tout simplement faux de dire "que la Commission a enquêté au sujet de la position de ce producteur à l'égard de l'enquête et avait donc nécessairement connaissance de cette position".[79]

6.83 En ce qui concerne la première observation de la Chine, nous avons rejeté la demande de cette dernière pour les raisons exposées ci-dessus à propos du paragraphe 7.214. En ce qui concerne la deuxième observation de la Chine, nous avons accédé à la demande de cette dernière en modifiant la note de bas de page 254 (désormais note de bas de page 481) pour indiquer que la Chine n'a pas soulevé d'objections à l'application de délais raisonnables. La note de bas de page 256 est une citation et nous ne voyons aucune raison de la modifier. En ce qui concerne la troisième observation de la Chine, nous avons rejeté la demande de cette dernière. Les paragraphes 577 à 581 de la deuxième communication écrite de la Chine énoncent les arguments de la Chine quant à l'insuffisance de la période de 15 jours, position dont rend compte le paragraphe 7.219 du rapport intérimaire. La Chine a affirmé que la limite de temps était courte, rendant plus probable que les plaignants et les sociétés qui soutenaient la plainte, plutôt que les opposants, se manifesteraient durant cette période, que la méthode de la Commission consistant à lier la volonté d'être inclus dans l'échantillon à l'inclusion dans la branche de production manquait fondamentalement d'objectivité parce qu'il était moins probable que les producteurs opposés à la plainte veuillent faire partie de l'échantillon, et que la période de 15 jours n'était pas la période ménagée pour "se faire connaître", qui est de 40 jours.[80] À notre avis, ces arguments n'"étayent" pas la position de la Chine, en ce sens qu'ils ne démontrent pas que les conséquences posées en principe se soient réellement produites en l'espèce. En l'absence d'une telle démonstration, assortie d'éléments de preuve, nous sommes d'avis que les arguments de la Chine sont de la spéculation et n'étayent pas la position chinoise. En ce qui concerne la quatrième observation de la Chine, nous avons rejeté la demande de cette dernière. En dépit de l'affirmation de la Chine, le paragraphe 16 des observations de la Chine sur la réponse de l'Union européenne à la question n° 89 du Groupe spécial ne contient pas d'éléments de preuve indiquant que la Commission a enquêté au sujet de la position du producteur en question à l'égard de la plainte et connaissait cette position, mais énonce simplement à nouveau les arguments que la Chine avait avancés précédemment et que nous n'avions pas acceptés. L'"interprétation" des événements par la Chine n'est pas un fait, mais un argument. Attendu que la note de bas de page 255 (désormais note de bas de page 482) rend compte de notre analyse et de notre conclusion concernant les éléments de preuve qui nous ont été présentés et rend compte avec exactitude de ces éléments de preuve, nous ne voyons aucune raison de décrire plus en détail les arguments de la Chine à cet égard.

6.84 **Paragraphe 7.233**: L'Union européenne demande au Groupe spécial d'envisager de modifier ou de supprimer la quatrième phrase de ce paragraphe, affirmant qu'il n'est pas nécessaire ni approprié de laisser entendre qu'une éventuelle violation de l'article 4.1 constituerait nécessairement une violation de l'article 3.1.[81] Elle considère que l'article 3.1 a trait à la manière dont une autorité examine la situation de la branche de production nationale ("examen objectif") et la qualité des éléments de preuve utilisés à cet égard ("éléments de preuve positifs"). L'Union européenne convient que si la définition de la branche de production nationale est incompatible avec l'article 4.1, il importe peu qu'un examen objectif ait été réalisé ou non. Mais cela ne veut pas dire que l'article 3.1 a nécessairement été violé. La question de savoir si l'article 3.1 a été respecté ou non perd simplement toute pertinence; mais ce n'est pas la même chose que constater que cette disposition a été violée. La Chine considère que si une branche de production nationale a été incorrectement définie, il s'en suit

[79] Union européenne, observations sur la demande de réexamen intérimaire de la Chine, page 4.
[80] Chine, deuxième communication écrite, paragraphes 578 à 580.
[81] Union européenne, demande de réexamen intérimaire, pages 7 et 8.

logiquement que l'évaluation du dommage réalisée en ce qui concerne cette branche de production nationale incorrectement définie n'est pas compatible avec l'article 3.1. Cette phrase est conforme à la constatation formulée par le Groupe spécial *CE – Saumon (Norvège)*, paragraphe 7.124. La Chine estime par conséquent que le Groupe spécial devrait rejeter la demande de l'Union européenne.[82]

6.85 Cette phrase rend compte de notre accord, mentionné à la note de bas de page 276, avec la position du Groupe spécial *CE – Saumon (Norvège)*, selon laquelle "[d]e surcroît, les analyses du dommage et du lien de causalité faites par les CE reposaient sur des renseignements se rapportant à une branche de production définie à mauvais escient, et elles sont donc nécessairement incompatibles avec les prescriptions de l'article 3.1, 3.4 et 3.5". La modifier comme l'a proposé l'Union européenne serait inapproprié, car elle ne serait plus une énonciation exacte de la position du Groupe spécial *CE – Saumon (Norvège)*. Nous avons donc rejeté la demande de l'Union européenne.

6.86 **Paragraphe 7.236**: La Chine demande que le paragraphe soit modifié pour rendre compte de ses arguments avec exactitude.[83] L'Union européenne demande au Groupe spécial de rejeter les modifications proposées car il est clair que le Groupe spécial a correctement résumé les éléments les plus pertinents de l'argumentation de la Chine. Elle fait observer que la Chine n'a fourni aucune citation précise relative à sa communication pour montrer le contraire.[84]

6.87 La Chine n'a pas démontré que le texte qu'elle propose de supprimer est inexact et nous avons donc rejeté sa demande. Nous avons toutefois ajouté une note de bas de page renvoyant aux paragraphes 681 à 684 de la deuxième communication écrite de la Chine, dans lesquels cet argument est formulé.

6.88 **Paragraphe 7.238**: La Chine demande au Groupe spécial de modifier ce paragraphe afin de rendre compte précisément de son argument.[85] Selon elle, qui se réfère au paragraphe 676 de sa deuxième communication écrite, son argument n'est pas que le volume de production est dénué de pertinence, mais plutôt que "la détermination d'un échantillon sur la ***seule*** base du "plus grand volume sur lequel l'enquête peut raisonnablement porter" n'est pas appropriée pour répondre au critère de représentativité". L'Union européenne n'a pas formulé d'observation sur la demande de la Chine.

6.89 La phrase au sujet de laquelle la Chine formule une objection rend compte de notre interprétation de l'argument de la Chine, que celle-ci développe en soutenant que la Commission a fait erreur en ne s'appuyant que sur le volume de production et aurait dû utiliser un échantillon valable d'un point de vue statistique.[86] Notre interprétation de l'argument de la Chine comme impliquant que le volume de production est dénué de pertinence pour le choix d'un échantillon aux fins de l'analyse du dommage n'a pas changé et nous avons donc rejeté la demande de la Chine.

6.90 **Paragraphe 7.283**: La Chine demande au Groupe spécial de modifier ce paragraphe afin de rendre compte de ses arguments intégralement et avec exactitude.[87] L'Union européenne n'a pas formulé d'observation sur la demande de la Chine.

6.91 Ce paragraphe énonce la conclusion du Groupe spécial et, dans ce contexte, nous ne voyons aucune raison de faire plus largement référence aux arguments de la Chine dont, en tout état de cause, il est rendu compte ailleurs. En outre, le texte additionnel proposé par la Chine introduit des notions que la Chine n'a pas fait valoir pendant la procédure et pour lesquelles elle ne fournit aucune

[82] Chine, observations sur la demande de réexamen intérimaire de l'Union européenne, paragraphe 23.
[83] Chine, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 29.
[84] Union européenne, observations sur la demande de réexamen intérimaire de la Chine, page 4.
[85] Chine, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 30.
[86] Chine, deuxième communication écrite, paragraphes 678 à 689.
[87] Chine, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 31.

référence, et l'argument avancé par la Chine à propos d'une "base théorique" de la définition du produit similaire et du "fait que *de facto* le produit concerné et le "produit similaire" ne sont pas composés des mêmes produits" est peu clair. Nous avons donc rejeté la demande de la Chine.

6.92 **Paragraphe 7.285**: La Chine demande au Groupe spécial de modifier ce paragraphe afin de rendre exactement compte de ses arguments.[88] L'Union européenne n'a pas formulé d'observation sur la demande de la Chine.

6.93 Étant donné que la modification demandée rend compte des arguments de la Chine tels qu'ils ont été présentés au Groupe spécial, nous avons accédé à la demande de la Chine et modifié le paragraphe en conséquence.

6.94 **Paragraphe 7.294**: La Chine demande au Groupe spécial de modifier ce paragraphe afin de rendre compte de ses arguments avec exactitude, se référant en particulier aux paragraphes 769 à 788 de sa deuxième communication écrite.[89] L'Union européenne demande au Groupe spécial de rejeter les modifications proposées par la Chine, car le résumé présenté dans ce paragraphe rend correctement compte des éléments essentiels de l'allégation de la Chine tels que celle-ci les a présentés au paragraphe 766 de sa deuxième communication écrite.[90]

6.95 Le texte additionnel proposé par la Chine concerne deux éléments de l'allégation que celle-ci a formulée au sujet de la détermination de l'existence d'un dumping faite par la Commission. Étant donné que la première partie de la demande de la Chine concerne les propres arguments de cette dernière, nous avons accédé à cette partie de la demande en question et modifié ce paragraphe en conséquence. Le deuxième aspect de la demande de la Chine concerne les aspects procéduraux de la détermination de la Commission, qui font l'objet d'une allégation procédurale distincte examinée ailleurs dans le rapport, aux paragraphes 7.477 à 7.483. Par conséquent, nous avons rejeté cet aspect de la demande de la Chine.

6.96 **Paragraphes 7.302 et 7.306**: En ce qui concerne le paragraphe 7.302, la Chine affirme avoir fourni de nombreux éléments de preuve montrant que les différences indiquées par le NRP affectaient la comparabilité des prix.[91] Elle demande au Groupe spécial de modifier ce paragraphe afin de rendre compte de ces éléments de preuve et de ces arguments.[92] En ce qui concerne le paragraphe 7.306, la Chine soutient, comme elle l'a fait à propos du paragraphe 7.302, qu'elle a fourni des éléments de preuve selon lesquels les caractéristiques du NRP correspondent à des différences qui affectent la comparabilité des prix et elle demande que ces éléments de preuve et ses arguments soient consignés dans le rapport du Groupe spécial, mais ne fait aucune proposition de texte.[93] Elle soutient en outre avoir noté expressément que "les parties intéressées ont souligné tout au long de l'enquête qu'il était d'une importance fondamentale que la comparaison soit faite sur la base des NRP".[94] La Chine rappelle qu'elle a expliqué que si les parties intéressées n'ont pas axé leurs observations pendant l'enquête sur les caractéristiques indiquées par le NRP, c'était parce qu'elles ont supposé que la comparaison était faite sur cette base. Elle rappelle en outre qu'elle a fait valoir que l'absence de demande spécifique d'ajustements concernant les différences physiques indiquées par les NRP était due au manque d'informations en provenance de la Commission, qui n'a jamais informé toutes les parties intéressées que la comparaison n'était pas faite sur la base du NRP, mais exclusivement sur la

[88] Chine, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 32. Nous notons que la modification proposée correspond au texte de la deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 759.

[89] Chine, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 33.

[90] Union européenne, observations sur la demande de réexamen intérimaire de la Chine, page 4.

[91] La Chine se réfère à cet égard à sa deuxième communication écrite, paragraphes 797 à 806.

[92] Chine, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 34.

[93] Chine, demande de réexamen intérimaire, paragraphes 35 à 39.

[94] La Chine se réfère à cet égard à sa deuxième déclaration orale, paragraphe 96, et à sa deuxième communication écrite, paragraphe 806.

base de deux caractéristiques des produits.[95] Enfin, la Chine note que le Groupe spécial n'a pas examiné son argument selon lequel le fait que la Commission n'a pas informé les parties intéressées de la méthode de comparaison utilisée et du fait que la comparaison n'était plus faite sur la base du NRP mais sur celle d'autres caractéristiques constitue lui-même une violation de l'article 2.4, et en particulier de la dernière phrase de cet article.[96]

6.97 L'Union européenne demande au Groupe spécial de rejeter la demande de la Chine de rendre compte d'"éléments de preuve" dont, soutient-elle, le Groupe spécial a fait observer à juste titre que la Chine ne les a pas présentés. Elle fait valoir que la Chine confond de simples affirmations avec des éléments de preuve. L'Union européenne se réfère, par exemple, aux paragraphes 475 à 477 de sa première communication écrite, ainsi qu'aux paragraphes 50 à 54 de sa déclaration orale à la deuxième réunion, dans lesquels sont examinés des aspects des arguments que la Chine a formulés aux paragraphes 34 à 39 de ses observations sur le réexamen intérimaire. Selon l'Union européenne, il n'est pas judicieux de tenter de revenir sur cet argument au stade du réexamen intérimaire.

6.98 En ce qui concerne le paragraphe 7.302, nous notons que les observations de la Chine font simplement référence aux parties pertinentes de la deuxième communication écrite de cette dernière, dans lesquelles cette question est examinée, mais ne démontrent aucune erreur dans le point de vue du Groupe spécial selon lequel la Chine "n'a mentionné aucun élément de preuve dont aurait été saisie l'autorité chargée de l'enquête" à l'appui de sa position. Nous avons donc rejeté la demande de la Chine. En ce qui concerne le paragraphe 7.306, nous considérons qu'en réponse à la question n° 38 b) du Groupe spécial, la Chine a reconnu que les producteurs chinois n'avaient pas demandé que des ajustements soient effectués pour tenir compte des différences affectant la comparabilité des prix, à l'exception d'un producteur chinois qui a fait une demande concernant des différences de qualité alléguées, comme l'indique la note de bas de page 388 du rapport intérimaire. En ce qui concerne la crainte de la Chine que le Groupe spécial n'ait pas examiné son argument selon lequel, en n'informant pas les producteurs chinois de sa décision de ne pas fonder les déterminations de l'existence d'un dumping sur les NRP complets, l'Union européenne a violé l'article 2.4 de l'Accord antidumping, nous rappelons qu'il s'agit du principal argument qu'avance la Chine dans le cadre de son allégation au titre de l'article 6.2, 6.4, 6.5 et 6.9 de l'Accord antidumping, qui est examinée dans le rapport aux paragraphes 7.477 à 7.483. Pour les raisons qui précèdent, nous avons rejeté la demande de la Chine concernant le paragraphe 7.306.

6.99 **Paragraphe 7.313**: La Chine propose d'apporter plusieurs modifications dans ce paragraphe pour préciser ses arguments.[97] Premièrement, elle propose de préciser que son argumentation ne se limite pas à l'utilisation de NRP simplifiés, mais porte aussi sur l'absence de tout ajustement permettant de tenir compte des éléments indiqués par les NRP qui n'ont pas été pris en compte dans la comparaison, se référant à cet égard à sa deuxième communication écrite, paragraphe 849. Deuxièmement, la Chine demande qu'il soit précisé que le fait que les renseignements ont été demandés sur la base des NRP laissait supposer, par conséquent, que la Commission aurait dû examiner les facteurs liés aux NRP qui n'ont finalement pas été pris en compte dans l'analyse de la sous-cotation du prix et conclure que ces facteurs ne pouvaient pas influer sur cette analyse. Troisièmement, la Chine demande qu'il soit précisé qu'elle a allégué, éléments de preuve à l'appui, que les caractéristiques des produits qui n'ont pas été pris en considération avaient une incidence sur la façon dont les consommateurs percevaient ces produits et sur la valeur marchande desdits produits. L'Union européenne fait valoir que le Groupe spécial a correctement résumé les éléments les plus

[95] La Chine se réfère à cet égard à sa deuxième communication écrite, paragraphes 775 à 786.
[96] La Chine se réfère à cet égard à sa deuxième communication écrite, paragraphe 796.
[97] Chine, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 40.

pertinents de l'argumentation de la Chine à cet égard et elle invite le Groupe spécial à rejeter la demande de la Chine.[98]

6.100 Étant donné que la modification demandée correspond aux arguments de la Chine tels qu'ils ont été présentés au Groupe spécial, nous avons accédé à la demande de la Chine et modifié ce paragraphe en conséquence.

6.101 **Paragraphe 7.314**: La Chine propose que le Groupe spécial modifie les quatrième et cinquième phrases de ce paragraphe pour des raisons de clarté.[99] Elle demande en outre au Groupe spécial de modifier les trois dernières phrases du paragraphe afin de rendre compte plus fidèlement de son argumentation. L'Union européenne demande au Groupe spécial de rejeter les modifications proposées, faisant valoir que le Groupe spécial a décidé à juste titre de ne pas rendre compte des affirmations de la Chine au sujet des éléments de fixation "ordinaires" qui prêtent à confusion. En ce qui concerne la demande de la Chine concernant son argument sur l'ajustement pour tenir compte des différences de qualité, l'Union européenne fait valoir en outre que cette demande devrait être rejetée puisque ce paragraphe rend correctement compte des arguments de la Chine à cet égard.[100]

6.102 Étant donné que la modification demandée correspond aux arguments de la Chine tels qu'ils ont été présentés au Groupe spécial, nous avons accédé à la demande de la Chine et modifié ce paragraphe en conséquence.

6.103 **Paragraphe 7.327**: La Chine demande au Groupe spécial de modifier ce paragraphe afin de reproduire ses arguments avec exactitude.[101] Elle affirme en outre que le Groupe spécial n'a pas examiné ses arguments ni les éléments de preuve indiquant que les caractéristiques indiquées par les NRP qui n'ont pas été prises en compte affectaient la comparabilité des prix *et la perception des consommateurs* et auraient donc dû être pleinement prises en compte. L'Union européenne soutient que ce paragraphe rend compte correctement des arguments de la Chine et elle demande au Groupe spécial de rejeter la demande de la Chine. En tout état de cause, elle s'élève contre l'affirmation de la Chine selon laquelle celle-ci a présenté des "éléments de preuve" selon lesquels "les caractéristiques indiquées par les NRP qui n'ont pas été prises en compte affectaient la comparabilité des prix *et la perception des consommateurs*". Cela, de l'avis de l'Union européenne, n'est tout simplement pas exact.[102]

6.104 Le paragraphe 7.327 rend compte de l'interprétation, par le Groupe spécial, des arguments des parties au sujet de l'allégation relative à la sous-cotation du prix. La modification proposée par la Chine ne préciserait pas notre position à cet égard. En ce qui concerne l'argument de la Chine selon lequel le rapport intérimaire ne rend pas compte des arguments de la Chine ni des éléments de preuve montrant que les caractéristiques indiquées par les NRP qui n'ont pas été prises en considération par la Commission affectaient la comparabilité des prix et la perception des consommateurs, la Chine n'a pas précisé à quel endroit de ses communications de tels arguments étaient formulés. Nous avons par conséquent rejeté la demande de la Chine.

6.105 **Paragraphe 7.333**: La Chine demande au Groupe spécial de revoir la quatrième phrase de ce paragraphe afin de rendre compte de ses arguments avec plus d'exactitude.[103] L'Union européenne n'a pas formulé d'observation sur cette demande.

---

[98] Union européenne, observations sur la demande de réexamen intérimaire de la Chine, page 5.

[99] Chine, demande de réexamen intérimaire, paragraphes 41 et 42.

[100] Union européenne, observations sur la demande de réexamen intérimaire de la Chine, page 5.

[101] Chine, demande de réexamen intérimaire, paragraphes 43 et 44. La Chine se réfère à cet égard à sa deuxième communication écrite, paragraphe 834, et à sa réponse à la question n° 41 du Groupe spécial.

[102] Union européenne, observations sur la demande de réexamen intérimaire de la Chine, page 5.

[103] Chine, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 45.

6.106 La modification demandée par la Chine n'aurait pas d'incidence sur le fond de ce paragraphe et nous avons donc accédé à la demande de la Chine et modifié ledit paragraphe en conséquence.

6.107 **Paragraphe 7.337**: La Chine propose de remplacer les termes "plusieurs rapports de groupes spéciaux" par les termes "plusieurs rapports de groupes spéciaux et de l'Organe d'appel" dans la troisième phrase.[104] L'Union européenne n'a pas formulé d'observation sur la demande de la Chine.

6.108 Étant donné que la modification demandée correspond aux arguments de la Chine tels qu'ils ont été présentés au Groupe spécial, nous avons accédé à la demande de la Chine et modifié ce paragraphe en conséquence.

6.109 **Paragraphe 7.338**: La Chine demande au Groupe spécial de modifier ce paragraphe pour rendre compte du deuxième aspect de son allégation avec plus d'exactitude.[105] L'Union européenne n'a pas formulé d'observation sur la demande de la Chine.

6.110 Étant donné que la modification demandée correspond aux arguments de la Chine tels qu'ils ont été présentés au Groupe spécial, nous avons accédé à la demande de la Chine et modifié ce paragraphe en conséquence.

6.111 **Paragraphe 7.348**: La Chine propose d'ajouter à la fin de ce paragraphe une note de bas de page renvoyant au considérant 78 du Règlement définitif.[106] L'Union européenne n'a pas formulé d'observation sur la demande de la Chine.

6.112 Nous avons accédé à la demande de la Chine.

6.113 **Paragraphe 7.351**: La Chine demande au Groupe spécial de modifier ce paragraphe pour rendre plus exactement compte de son allégation.[107] L'Union européenne n'a pas formulé d'observation sur la demande de la Chine.

6.114 Nous avons accédé à la demande de la Chine et modifié ce paragraphe en conséquence.

6.115 **Note de bas de page 484**: L'Union européenne demande que le chiffre "99,9 pour cent" soit mis entre crochets.[108] À défaut, elle propose de modifier le texte de la note de bas de page afin d'éviter la question de la mise entre crochets. La Chine désapprouve la demande de l'Union européenne d'ajouter le mot "négligeable" pour décrire le volume des exportations des deux producteurs-exportateurs chinois dont il a été constaté qu'ils ne pratiquaient pas le dumping. Elle considère que le mot "négligeable" a une connotation subjective. La Chine approuve la suggestion de l'Union européenne de remplacer le chiffre confidentiel de [99,9 pour cent] par les mots "près de 100 pour cent".[109]

6.116 Le chiffre "99,9 pour cent" n'était pas entre crochets au paragraphe 531 de la première communication écrite de l'Union européenne, d'où il est tiré. La première communication écrite de l'Union européenne a été affichée sur le site Web de l'Union européenne le 16 septembre 2010, http://trade.ec.europa.eu/doclib/docs/2010/april/tradoc_145984.pdf. Par conséquent, bien que ce renseignement ait été mis entre crochets à d'autres endroits des communications de l'Union européenne, et malgré l'accord de la Chine, le chiffre mentionné relève incontestablement du domaine

[104] Chine, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 46.
[105] Chine, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 47.
[106] Chine, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 48.
[107] Chine, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 49.
[108] Union européenne, demande de réexamen intérimaire, page 8.
[109] Chine, observations sur la demande de réexamen intérimaire de l'Union européenne, paragraphes 24 et 25.

public et il n'y a aucune raison de le mettre entre crochets comme un renseignement confidentiel. Nous avons donc rejeté la demande de l'Union européenne de mettre ce chiffre entre crochets et il n'y a aucune raison de modifier le texte pour éviter la question de la mise entre crochets.

6.117 **Paragraphe 7.372**: La Chine demande au Groupe spécial de modifier les trois dernières phrases de ce paragraphe afin de rendre compte de ses arguments avec plus d'exactitude.[110] L'Union européenne demande au Groupe spécial de rejeter les modifications proposées par la Chine attendu que le paragraphe en cause rend compte avec exactitude de l'argument de la Chine tel que celle-ci l'a formulé aux paragraphes 439 à 444 de sa première communication écrite.[111]

6.118 Étant donné que la modification demandée correspond aux arguments de la Chine tels qu'ils ont été présentés au Groupe spécial, nous avons accédé à la demande de la Chine et modifié ce paragraphe en conséquence.

6.119 **Paragraphe 7.373**: La Chine demande au Groupe spécial de revoir ce paragraphe afin de reproduire plus exactement son argument relatif aux conclusions de la Commission concernant la rentabilité.[112] L'Union européenne demande au Groupe spécial de rejeter les modifications proposées par la Chine car le paragraphe en cause rend compte avec exactitude de l'argument de la Chine tel que celle-ci l'a formulé aux paragraphes 446 et 447 de sa première communication écrire, auxquels le Groupe spécial fait référence.[113]

6.120 Étant donné que la modification demandée correspond aux arguments de la Chine tels qu'ils ont été présentés au Groupe spécial, nous avons accédé à la demande de la Chine et modifié ce paragraphe en conséquence.

6.121 **Paragraphe 7.374**: La Chine demande au Groupe spécial de revoir ce paragraphe afin de décrire ses arguments plus exactement et plus complètement.[114] L'Union européenne n'a pas formulé d'observation sur la demande de la Chine.

6.122 Étant donné que la modification demandée correspond aux arguments de la Chine tels qu'ils ont été présentés au Groupe spécial, nous avons accédé à la demande de la Chine et modifié ce paragraphe en conséquence.

6.123 **Paragraphe 7.376**: L'Union européenne demande au Groupe spécial d'envisager de modifier la dernière phrase de ce paragraphe afin d'en préciser le sens.[115] La Chine n'a pas formulé d'observation sur la demande de l'Union européenne.

6.124 Bien que l'Union européenne ne fasse pas référence à ses communications à l'appui de la modification demandée, mais puisque la demande rend effectivement compte des arguments de l'Union européenne tels qu'ils ont été présentés au Groupe spécial, nous avons accédé à la demande de l'Union européenne, modifié ce paragraphe en conséquence et indiqué où se trouvaient ces arguments dans les communications de l'Union européenne.

6.125 **Paragraphe 7.394**: La Chine demande au Groupe spécial de modifier ce paragraphe et d'ajouter une note de bas de page.[116] Elle affirme que les propos suivants: "même si les chiffres et les degrés spécifiques sont différents, le Document d'information et le Règlement définitif aboutissent

[110] Chine, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 50.
[111] Union européenne, observations sur la demande de réexamen intérimaire de la Chine, page 5.
[112] Chine, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 51.
[113] Union européenne, observations sur la demande de réexamen intérimaire de la Chine, page 5.
[114] Chine, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 52.
[115] Union européenne, demande de réexamen intérimaire, page 8.
[116] Chine, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 53.

tous deux à la même conclusion essentielle, indiquant une perte notable de la part de marché pour la branche de production de l'UE" qui figurent dans ce paragraphe ne s'appliquent pas aux ventes, demande que le rapport en rende compte et propose une note de bas de page afin de préciser les différences entre le Document d'information et le Règlement définitif pour ce qui est des ventes, à l'instar de la note de bas de page 562 du rapport intérimaire en ce qui concerne la part de marché. L'Union européenne demande au Groupe spécial de rejeter la modification proposée par la Chine car celle-ci représente simplement un développement des arguments que la Chine a formulés au cours de la procédure de groupe spécial et qui ont induit le Groupe spécial en erreur quant aux constatations des autorités chargées de l'enquête. Elle estime que la possibilité de faire des observations sur le rapport intérimaire dans le cadre du présent réexamen intérimaire ne devrait pas être utilisée pour contester à nouveau la question. L'Union européenne note que l'argument de la Chine au sujet de la différence alléguée entre le Document d'information et le Règlement définitif est examiné dans ses communications.[117]

6.126 La Chine a raison d'affirmer que les propos du Groupe spécial ne concernent que l'examen de la part de marché dans le Document d'information et le Règlement définitif, ce qui est dit clairement dans le texte. Nous rejetons par conséquent, comme étant redondante, la demande de la Chine à cet égard. La référence aux conclusions similaires est faite sur un plan factuel, et non comme un aspect essentiel de notre analyse, et le fait que le Document d'information et le Règlement définitif aient indiqué des tendances différentes en matière de ventes n'est donc pas pertinent pour notre conclusion qui, comme cela a été dit, repose sur le fait que les parties savaient que l'analyse présentée dans le Document d'information était préliminaire et que l'analyse finale pourrait être fondée sur des renseignements différents. Nous avons donc rejeté la demande de la Chine.

6.127 **Paragraphes 7.396 et 7.397**: La Chine demande au Groupe spécial de modifier ces paragraphes pour rendre compte du fait qu'elle n'a jamais allégué que la Commission n'avait pas du tout examiné le niveau de rentabilité, mais qu'elle soutient que l'examen effectué par la Commission n'était pas objectif.[118] L'Union européenne soutient que le Groupe spécial a examiné rigoureusement les deux aspects de l'allégation de la Chine et qu'il n'y a donc aucune raison de faire les modifications proposées.[119]

6.128 Le membre de phrase que la Chine propose de supprimer rend compte de notre interprétation de l'argument de la Chine, dans lequel elle affirme que la Commission n'a pas pris l'augmentation de rentabilité en considération dans son analyse et n'a pas examiné objectivement la rentabilité de la branche de production. Le membre de phrase contesté indique que, dans la mesure où la Chine le formule, l'argument en question est démenti par les faits. Notre interprétation des arguments de la Chine à cet égard n'a pas changé et nous avons donc rejeté la demande de la Chine.

6.129 **Paragraphe 7.404**: La Chine demande au Groupe spécial de modifier les trois premières phrases de ce paragraphe et les notes de bas de page relatives à ces phrases.[120] Elle considère que ces phrases, telles qu'elles sont rédigées, ne rendent pas fidèlement compte des constatations concernant le dommage établies par la Commission dans le Règlement définitif. En général, la Chine note qu'elle aurait préféré que le Groupe spécial cite les propos exacts figurant dans le Règlement définitif. En particulier, elle fait observer que la Commission n'a pas "conclu" dans le Règlement définitif que "le flux de liquidités avait diminué de près de 20 pour cent de 2005 jusqu'à la période couverte par l'enquête", bien qu'elle reconnaisse que cela peut se déduire du tableau présenté à la section 5.4 du

[117] Union européenne, observations sur la demande de réexamen intérimaire de la Chine, page 5. L'Union européenne se réfère à cet égard aux paragraphes 587 et 588 de, selon nous, sa première communication écrite et aux paragraphes 194 et 195 de sa deuxième communication écrite.

[118] Chine, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 54.

[119] Union européenne, observations sur la demande de réexamen intérimaire de la Chine, page 5.

[120] Chine, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 55.

Règlement définitif. En outre, la Chine soutient que la Commission n'a pas dit dans son analyse du dommage que les marges de dumping étaient "importantes", mais plutôt qu'elles étaient "supérieures au niveau *de minimis*". Elle note par ailleurs que, contrairement à ce que la troisième phrase semble indiquer, la Commission n'a pas même dit, et moins encore "expliqué", dans le Règlement définitif que les faits nouveaux positifs liés aux stocks et aux prix ne reflétaient pas la forte hausse de la demande, qui aurait dû se solder par une évolution positive plus rapide. En ce qui concerne le retour sur investissement, la Chine fait observer que le Règlement définitif contenait bel et bien une observation sur la relation entre son augmentation et la hausse de la demande, mais que cette observation n'était pas formulée exactement de la manière décrite dans ce paragraphe. En outre, elle signale certaines références qui sont faites dans les notes de bas de page et dont elle soutient qu'elles sont inexactes ou incomplètes. L'Union européenne fait valoir que le Groupe spécial a correctement résumé les principaux éléments des constatations concernant le dommage formulées par les autorités chargées de l'enquête, en faisant chaque fois référence dans une note de bas de page aux considérants pertinents du Règlement définitif, et elle demande par conséquent au Groupe spécial de rejeter la demande de la Chine.[121]

6.130 Nous avons accédé en partie à la demande de la Chine en modifiant le paragraphe pour indiquer que la Commission a conclu que les marges de dumping étaient supérieures au niveau *de minimis* et que compte tenu du volume et du prix des importations faisant l'objet d'un dumping, l'incidence de la marge de dumping ne pouvait pas être considérée comme négligeable. Cependant, en ce qui concerne le reste de la demande de la Chine, ce paragraphe rend compte de notre interprétation des conclusions du Règlement définitif dans leur ensemble et fait par conséquent la synthèse de certains éléments de ces conclusions, plutôt qu'il ne reformule celles-ci dans les termes employés par la Commission. Le simple fait qu'un aspect du Règlement définitif ne soit pas décrit comme une conclusion spécifique ne signifie pas qu'en faisant référence à cet aspect comme à une conclusion, notre interprétation soit inexacte. En outre, bien que la Chine puisse ne pas croire qu'un aspect particulier du Règlement définitif "explique" certains aspects, nous avons considéré que dans l'ensemble, une telle explication pouvait se comprendre au vu du Règlement définitif. Nous avons donc rejeté le reste de la demande de la Chine.

6.131 **Paragraphe 7.407**: La Chine demande au Groupe spécial de modifier ce paragraphe afin de préciser ses arguments et d'en rendre compte plus exactement.[122] Elle fait spécifiquement référence, à cet égard, à sa deuxième communication écrite, paragraphes 944 à 947, 948 et 949, et à sa réponse à la question n° 52 du Groupe spécial, paragraphe 172. L'Union européenne ne voit aucune raison pour que le Groupe spécial apporte les modifications proposées, car il a fidèlement résumé les éléments essentiels des arguments de la Chine concernant l'analyse du dommage.[123]

6.132 Ce paragraphe fait partie de l'analyse du Groupe spécial et il n'est donc pas nécessaire de résumer tous les aspects des arguments de la Chine en détail. Néanmoins, nous avons modifié le paragraphe 7.407 afin de rendre compte de l'argumentation de la Chine plus complètement et avons inclus des références supplémentaires aux communications de la Chine.

6.133 **Paragraphe 7.413**: La Chine demande que ce paragraphe soit modifié afin de préciser la distinction entre les deux principaux éléments de sa première affirmation d'erreur et de rendre compte de ses arguments plus exactement et plus complètement.[124] L'Union européenne demande au Groupe spécial de rejeter la demande de la Chine étant donné qu'il a résumé avec exactitude les éléments

[121] Union européenne, observations sur la demande de réexamen intérimaire de la Chine, page 6.
[122] Chine, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 56.
[123] Union européenne, observations sur la demande de réexamen intérimaire de la Chine, page 6.
[124] Chine, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 57.

essentiels des arguments de la Chine concernant l'analyse du lien de causalité qui, selon l'Union européenne, n'était de toute façon pas soumise à bon droit au Groupe spécial.[125]

6.134 Étant donné que la modification demandée correspond aux arguments de la Chine tels qu'ils ont été présentés au Groupe spécial, nous avons accédé à la demande de la Chine et modifié ce paragraphe en conséquence.

6.135 **Paragraphe 7.414**: La Chine demande que ce paragraphe soit modifié afin de reproduire plus exactement son argumentation.[126] L'Union européenne n'a pas formulé d'observation sur la demande de la Chine.

6.136 La Chine ne se réfère pas à ses communications pour appuyer la demande de modification, mais comme cette demande correspond effectivement aux arguments de la Chine tels qu'ils ont été présentés au Groupe spécial, nous avons accédé à la demande de la Chine, modifié ce paragraphe en conséquence et indiqué où se trouvaient ces arguments dans les communications de la Chine.

6.137 **Paragraphes 7.415 et suivants**: L'Union européenne demande au Groupe spécial de rendre compte de l'exception qu'elle a soulevée au sujet de la manière dont la Chine a développé son argumentation relative au lien de causalité et à la non-imputation dans sa deuxième communication écrite qui, selon ce qu'affirme l'Union européenne, a introduit de fait une nouvelle allégation qui ne faisait pas partie de la demande d'établissement d'un groupe spécial.[127] Elle a expliqué que la demande d'établissement d'un groupe spécial formulée par la Chine contenait une allégation se rapportant à l'analyse de la non-imputation, mais non à la question du lien de causalité en soi.[128] L'Union européenne considère que cette nouvelle allégation de la Chine concernant l'établissement d'un lien de causalité entre les importations faisant l'objet d'un dumping et le dommage dont l'existence a été constatée ne relève tout simplement pas du mandat du Groupe spécial puisqu'elle ne faisait pas partie de la demande d'établissement.

6.138 La Chine note que dans sa première communication écrite, elle avait relevé deux séries d'erreurs dans l'analyse du lien de causalité[129], à savoir: "i) les CE n'ont pas démontré que les importations faisant l'objet d'un dumping causaient, par les effets du dumping, un dommage à la branche de production nationale et ii) les CE n'ont pas fait en sorte que le dommage causé par des facteurs autres que les importations faisant l'objet d'un dumping ne soit pas imputé à tort auxdites importations, en particulier la hausse des prix des matières premières et les résultats à l'exportation de la branche de production communautaire". Selon elle, ces arguments sont dûment consignés aux paragraphes 7.412 à 7.414 du rapport intérimaire. La Chine note que l'Union européenne n'a soulevé aucune exception, que ce soit dans sa première communication écrite, à la première réunion de fond ou dans sa deuxième communication écrite, à propos de ces deux aspects de son allégation concernant le lien de causalité. À son avis, l'allégation qu'elle a exposée dans sa deuxième communication écrite n'était pas, comme l'a allégué l'Union européenne, "nouvelle". La Chine affirme que cette allégation mettait en évidence le premier aspect de son allégation relative au lien de causalité, à savoir que l'Union européenne n'a pas démontré que les importations faisant l'objet d'un dumping causaient, par les effets du dumping, un dommage à la branche de production nationale, allégation qu'elle avait indiquée et étayée dans sa première communication écrite. Elle fait valoir que l'Union européenne n'est pas en droit de soulever une telle exception de procédure à un stade de la procédure aussi tardif. À cet égard, la Chine rappelle les propos de l'Organe d'appel selon lesquels "[l]orsqu'un Membre souhaite soulever une objection dans le cadre d'une procédure de règlement des différends, il lui

[125] Union européenne, observations sur la demande de réexamen intérimaire de la Chine, page 6.
[126] Chine, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 58.
[127] Union européenne, demande de réexamen intérimaire, page 9.
[128] L'Union européenne se réfère à cet égard à sa deuxième déclaration orale, paragraphe 70.
[129] Chine, première communication écrite, paragraphes 462 et 474 à 493.

appartient toujours de le faire rapidement. Un Membre qui n'a pas soulevé ses objections en temps opportun, bien qu'il ait eu une ou plusieurs possibilités de le faire, peut être réputé avoir renoncé à son droit de les faire examiner par un groupe spécial". La Chine soutient que si l'Union européenne souhaitait formuler une plainte au sujet de son allégation, elle était tenue de la formuler au plus tard dans sa première communication écrite. En outre, la Chine soutient qu'en ne soulevant cette exception qu'au cours de la deuxième réunion de fond, l'Union européenne l'a privée du droit de se défendre et de présenter des arguments pour expliquer pourquoi cet aspect de son allégation relève du mandat du Groupe spécial, soulevant ainsi une question de régularité de la procédure. En tout état de cause, la Chine estime que le premier aspect de son allégation relève du mandat du Groupe spécial car sa demande d'établissement d'un groupe spécial fait référence sans ambiguïté à l'article 3.1 et 3.5 de l'Accord antidumping et elle formule une allégation de violation de ces dispositions au moyen de l'analyse du lien de causalité. Dans le fait d'avancer que l'Union européenne a contrevenu à l'article 3.1 et 3.5 parce que i) elle n'a pas démontré que les importations faisant l'objet d'un dumping causaient, par les effets du dumping, un dommage à la branche de production nationale et ii) elle n'a pas fait en sorte que le dommage causé par des facteurs autres que les importations faisant l'objet d'un dumping ne soit pas imputé à tort auxdites importations, la Chine ne voit que des arguments qui étayent l'allégation qu'elle a formulée.[130]

6.139 Il est clair que la Chine a fait valoir les deux aspects de son allégation dans sa première communication écrite. Nous considérons que l'Union européenne aurait dû soulever son exception plus tôt, en particulier dans une affaire au cours de laquelle elle a formulé de nombreuses exceptions préliminaires similaires. Afin de préciser notre position, nous avons modifié la note de bas de page 596 (désormais note de bas de page 841) pour rendre compte de l'exception soulevée par l'Union européenne, telle qu'elle figure dans sa deuxième déclaration orale, et indiquer que nous considérons cette exception comme inopportune et que nous nous abstenons donc de l'examiner.

6.140 **Paragraphe 7.416**: L'Union européenne demande au Groupe spécial d'examiner ce paragraphe afin de le rendre plus clair et plus facile à lire.[131] La Chine n'a pas formulé d'observation sur la demande de l'Union européenne.

6.141 Nous avons accédé à la demande de l'Union européenne et remanié ce paragraphe pour en préciser le sens sans l'altérer.

6.142 **Paragraphe 7.431**: La Chine demande au Groupe spécial d'ajouter à ce paragraphe des références aux parties pertinentes de ses communications au Groupe spécial, dans lesquelles elle a évoqué le raisonnement tenu par la Commission en ce qui concerne la hausse des prix des matières premières.[132] L'Union européenne soutient que le Groupe spécial ne devrait pas apporter les modifications proposées car il a résumé avec précision les éléments essentiels des arguments de la Chine concernant l'analyse de la non-imputation.[133]

6.143 Le texte complémentaire que la Chine propose d'ajouter au paragraphe 7.431 ne précise pas la question dont traite ce paragraphe, mais répète simplement l'argumentation de la Chine. Comme ce paragraphe fait partie de l'analyse du Groupe spécial, nous ne voyons aucune raison de développer le résumé de l'argumentation de la Chine. En outre, les références supplémentaires que la Chine propose d'ajouter à la note de bas de page 651 du rapport intérimaire ne se rapportent pas à la question dont

[130] Chine, observations sur la demande de réexamen intérimaire de l'Union européenne, paragraphes 26 à 32.

[131] Union européenne, demande de réexamen intérimaire, page 9.

[132] Chine, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 59. La Chine se réfère à cet égard à sa réponse à la question n° 59 du Groupe spécial et à la pièce CHN-76, à sa première communication écrite, paragraphes 483 à 486, à sa deuxième communication écrite, paragraphes 983 à 990, et à sa réponse à la question n° 58 du Groupe spécial.

[133] Union européenne, observations sur la demande de réexamen intérimaire de la Chine, page 6.

traite ce paragraphe, qui porte sur l'effet de la hausse des prix des matières premières et sur l'autre explication donnée par la Chine à cet égard. La question n° 59 du Groupe spécial concerne les chiffres des exportations utilisés par la Commission et la pièce CHN-76 ne fait aucunement référence aux prix des matières premières. Nous avons par conséquent rejeté la demande de la Chine.

6.144 **Paragraphe 7.434**: La Chine demande au Groupe spécial de revoir ce paragraphe afin de préciser l'objet de l'affirmation suivante: "[l]a Chine ne le conteste pas", et d'ajouter des références supplémentaires à ses arguments.[134] Elle fait observer qu'elle croit comprendre que le Groupe spécial, comme celui-ci l'a noté dans la première phrase du paragraphe précédent, considère qu'elle ne conteste pas que la Commission ait examiné la question des résultats à l'exportation de la branche de production nationale. Or, comme le paragraphe précédent reproduit également les considérations de la Commission qui figurent dans le Règlement définitif, la Chine fait observer que l'affirmation "[l]a Chine ne le conteste pas" pourrait être interprétée à tort comme signifiant que la Chine ne conteste pas les constatations formulées dans le Règlement définitif au sujet des résultats à l'exportation de la branche de production nationale, constatations qu'elle conteste bel et bien. La Chine affirme avoir fait valoir que la conclusion tirée par la Commission, à savoir que les résultats à l'exportation n'ont pas été une source de préjudice important, n'est pas une conclusion à laquelle une autorité chargée de l'enquête impartiale et objective aurait pu parvenir sur la base des faits figurant dans le dossier.[135] Elle demande en outre au Groupe spécial d'ajouter une référence au paragraphe 490 de sa première communication écrite pour ce qui est de son argument concernant la pertinence de l'augmentation des exportations. L'Union européenne n'a pas formulé d'observation sur la demande de la Chine.

6.145 Nous avons accédé à la demande de la Chine et modifié le paragraphe 7.434 afin de préciser que la Chine n'a pas contesté le fait que la Commission a examiné la question des résultats à l'exportation de la branche de production nationale et avons ajouté la référence demandée.

6.146 **Note de bas de page 658**: L'Union européenne considère que cette note de bas de page devrait être revue afin d'indiquer que les renseignements sur les exportations des producteurs composant l'échantillon ont été examinés.[136] Elle note qu'elle a présenté un document interne qui faisait apparaître les résultats à l'exportation des producteurs composant l'échantillon, ce qui montre, selon ce qu'elle fait valoir, que ces renseignements faisaient partie des éléments pris en considération par l'autorité. La Chine désapprouve la demande de l'Union européenne. Elle interprète le membre de phrase "l'Union européenne ne dit pas le contraire" comme signifiant que l'Union européenne ne dit pas qu'"il est indiqué dans le ***Règlement définitif*** que ces renseignements ont été effectivement pris en considération par la Commission dans son analyse". Selon la Chine, l'Union européenne n'a fourni aucune référence dans le ***Règlement définitif*** pour montrer que les renseignements ont été effectivement pris en considération par la Commission dans son analyse. Par conséquent, la Chine estime que la note de bas de page 658 ne devrait pas être modifiée.[137]

6.147 Il est vrai que dans sa réponse à la question n° 100 du Groupe spécial, l'Union européenne a présenté un "extrait d'un document interne" qui fait apparaître les résultats à l'exportation des producteurs composant l'échantillon et il n'y a aucune raison de nier que ces renseignements aient été, comme l'Union européenne l'a affirmé, "établi[s] au cours de l'enquête [et aient récapitulé] les données vérifiées … pour les producteurs composant l'échantillon".[138] Nous notons cependant que l'Union européenne n'a pas présenté le document proprement dit au Groupe spécial, ni ne l'a mentionné spécifiquement, mais n'a fait que reproduire les renseignements concernant les

[134] Chine, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 60.
[135] La Chine se réfère à cet égard à sa deuxième communication écrite, paragraphes 994 et 1000.
[136] Union européenne, demande de réexamen intérimaire, pages 9 et 10.
[137] Chine, observations sur la demande de réexamen intérimaire de l'Union européenne, paragraphes 33 et 34.
[138] Union européenne, réponse à la question n° 100 du Groupe spécial, paragraphe 38.

exportations dans sa réponse à la question du Groupe spécial. En tout état de cause, le simple fait que le document existait ne démontre pas que la Commission a pris en considération, pour prendre sa décision, les renseignements concernant les résultats à l'exportation des producteurs composant l'échantillon qui figuraient dans ce document. En effet, le fait que le Règlement définitif mentionne exclusivement d'autres renseignements sur les exportations, sans laisser entendre que d'autres renseignements étaient à la disposition de la Commission, porte à croire au contraire que ces renseignements n'ont **pas** été effectivement pris en considération par la Commission. Enfin, bien qu'elle fasse maintenant valoir que le document montre que lesdits renseignements ont été pris en considération par l'autorité, l'Union européenne n'a pas formulé cet argument auparavant. En présentant les renseignements, elle a affirmé qu'ils "confirm[aient] aussi bien le manque d'importance des ventes à l'exportation, qui ne représent[aient] que 7,3 pour cent des ventes totales, que la bonne tenue des résultats à l'exportation, ce qui démontr[ait] que ces résultats ne pouvaient pas constituer une cause de dommage"[139], mais n'a pas fait valoir que la Commission avait réellement pris ces renseignements en considération, à la place ou en complément de ceux qui sont effectivement mentionnés et utilisés dans le Règlement définitif. Nous avons donc rejeté la demande de l'Union européenne.

6.148 **Paragraphe 7.440**: La Chine demande au Groupe spécial de modifier ce paragraphe par souci de clarté.[140] L'Union européenne n'a pas formulé d'observation sur cette demande.

6.149 Comme la modification proposée correspond aux arguments de la Chine tels qu'ils ont été présentés au Groupe spécial et apporte des précisions supplémentaires, nous avons accédé à la demande de la Chine et modifié ce paragraphe en conséquence.

6.150 **Paragraphe 7.447**: La Chine demande au Groupe spécial de revoir la douzième phrase de ce paragraphe afin d'éviter un possible malentendu.[141] Elle note qu'il est dit dans ce paragraphe, entre autres choses, que "[m]algré la description donnée par la Chine" des "deux allégations de violation de l'article 6.2 [qu'elle présente], une en tant qu'allégation subordonnée à une violation de l'article 6.4 et une autre de manière indépendante", "la constatation de violation de l'article 6.2 dans le contexte de l'allégation dite "indépendante" au titre de l'article 6.2 exigerait également une constatation préalable, en rapport avec l'allégation au titre de l'article 6.5, selon laquelle l'identité des plaignants et de ceux qui soutiennent la plainte a été traitée à tort comme des renseignements confidentiels". La Chine souligne à ce propos qu'en qualifiant l'une de ses allégations de violation de l'article 6.2 d'indépendante et l'autre de subordonnée, elle fait référence à la relation entre une violation de l'article 6.2 et une violation de l'article 6.4 et non de l'article 6.5, et elle considère que le Groupe spécial reconnaît ce point, mais que le paragraphe n'est pas suffisamment clair à cet égard. L'Union européenne n'a pas formulé d'observation sur cette demande.

6.151 La modification proposée par la Chine ne change pas le contenu de ce paragraphe et nous avons donc accédé à la demande de la Chine et modifié ledit paragraphe en conséquence.

6.152 **Paragraphe 7.448**: La Chine demande au Groupe spécial de revoir ce paragraphe afin de bien décrire la plainte concernant l'éventuelle application de mesures de rétorsion par les clients.[142] L'Union européenne n'a pas formulé d'observation sur cette demande.

6.153 Nous avons accédé à la demande de la Chine et modifié ce paragraphe en conséquence.

---

[139] Union européenne, réponse à la question n° 100 du Groupe spécial, paragraphe 38.
[140] Chine, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 61.
[141] Chine, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 62.
[142] Chine, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 63.

6.154 **Paragraphe 7.449**: La Chine demande au Groupe spécial de modifier ce paragraphe afin de préciser que la pièce CHN-44 montre que la Commission a informé les producteurs chinois qui avaient demandé expressément que l'identité des plaignants soit divulguée de sa décision d'accepter la demande de traitement confidentiel de l'identité des plaignants et de ceux qui soutenaient la plainte.[143] L'Union européenne ne voit aucune raison pour que le Groupe spécial apporte les modifications proposées car il a résumé précisément les faits et l'essence du désaccord entre l'Union européenne et la Chine.[144]

6.155 Nous avons accédé à la demande de la Chine et modifié ce paragraphe en conséquence.

6.156 **Paragraphe 7.452**: La Chine demande au Groupe spécial de modifier ce paragraphe[145], où il est dit, à tort, selon elle, que "[l]es producteurs plaignants de l'UE ont affirmé qu'ils craignaient une mesure de rétorsion commerciale si les clients en question découvraient qu'ils avaient demandé l'ouverture d'une enquête antidumping sur les éléments de fixation en provenance de Chine, ce qui pourrait avoir pour effet une hausse des prix des éléments de fixation et, ainsi, des coûts des clients susmentionnés". Selon la Chine, cette explication n'a pas été donnée par les plaignants dans leur plainte. L'Union européenne n'a pas formulé d'observation sur cette demande.

6.157 Nous avons accédé à la demande de la Chine et modifié ce paragraphe en conséquence.

6.158 **Paragraphe 7.454, note de bas de page 685**: La Chine demande au Groupe spécial de modifier les propos figurant dans la note de bas de page 685.[146] Elle note que l'Union européenne a affirmé qu'au moins une société incluse dans l'échantillon n'était pas, en fait, un plaignant ou une société qui soutenait la plainte, mais soutient qu'aucun élément de preuve à cet égard n'a été fourni par l'Union européenne. L'Union européenne demande au Groupe spécial de rejeter les modifications proposées, faisant valoir que le Groupe spécial a correctement résumé les éléments les plus pertinents de l'argumentation de la Chine. Elle estime en outre que la Chine n'a fourni aucune citation relative à sa communication pour montrer le contraire.[147]

6.159 La note de bas de page 685 fait référence au paragraphe 7.214 du rapport, dans lequel le Groupe spécial a constaté, effectivement, qu'au moins un producteur de l'UE qui n'était pas un plaignant ni une société qui soutenait la plainte a été inclus ultérieurement dans l'échantillon représentant la branche de production de l'UE. Nous avons rejeté la demande de la Chine de modifier la note de bas de page 685 du rapport intérimaire, mais modifié le paragraphe 7.454 afin de mieux rendre compte de l'argument de la Chine, qui est mentionné à la note de bas de page 684 (désormais note de bas de page 939).

6.160 **Paragraphes 7.477, 7.485 et 7.486**: En ce qui concerne le paragraphe 7.477, la Chine demande au Groupe spécial de modifier ce paragraphe pour des raisons de clarté.[148] Elle considère qu'il est important de préciser que les renseignements fournis par la Commission, un jour ouvrable avant le délai imparti pour la présentation d'observations sur le Document général pour la divulgation, en ce qui concerne les caractéristiques sur la base desquelles la comparaison était faite, n'ont été fournis qu'à deux producteurs-exportateurs chinois qui avaient demandé à plusieurs reprises des précisions à cet égard.[149] La Chine note que cette observation s'applique à l'ensemble de la section qui traite de son allégation selon laquelle l'Union européenne a contrevenu à l'article 6.2, 6.4, 6.5 et 6.9 en

[143] Chine, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 64.
[144] Union européenne, observations sur la demande de réexamen intérimaire de la Chine, page 6.
[145] Chine, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 65.
[146] Chine, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 66.
[147] Union européenne, observations sur la demande de réexamen intérimaire de la Chine, page 6.
[148] Chine, demande de réexamen intérimaire, paragraphes 67 et 68.
[149] La Chine se réfère à cet égard à sa réponse à la question n° 38 b) du Groupe spécial.

ne divulguant pas certains aspects du calcul de la valeur normale. En ce qui concerne les paragraphes 7.485 et 7.486, la Chine demande au Groupe spécial de revoir le paragraphe 7.486, pour des raisons de cohérence et pour éviter la confusion.[150] Elle note que le paragraphe 7.485 dispose que "le Document général pour la divulgation montre clairement que la Commission a fondé sa détermination de la valeur normale sur les "types de produit", par opposition aux NRP". La Chine reconnaît qu'en effet, il ressort clairement du Document général pour la divulgation que la Commission a fondé sa détermination de la valeur normale sur les "types de produit", mais soutient que le fait que ces "types de produit" diffèrent des NRP n'est clair qu'après la lettre de la Commission datée du 21 novembre 2008, comme cela est indiqué au paragraphe 7.489. Elle note que cela ressort aussi clairement des paragraphes 7.490 et 7.494.

6.161 L'Union européenne demande au Groupe spécial de rejeter la demande de la Chine. Elle estime que les modifications proposées visent à affiner les arguments de la Chine après la procédure de groupe spécial. En outre, selon l'Union européenne, la Chine elle-même propose, au paragraphe 72 de ses observations, une référence aux demandes formulées par les producteurs-exportateurs chinois en général.[151]

6.162 Nous avons accédé à la demande de la Chine de préciser que la Commission n'a fourni des renseignements sur les types de produit qu'aux deux producteurs chinois qui avaient demandé ces renseignements, en faisant référence, aux paragraphes 7.485 et 7.486, à "deux producteurs chinois". En ce qui concerne la demande de la Chine relative au paragraphe 7.485, à notre avis, ce paragraphe énonce l'interprétation que donne le Groupe spécial du Document général pour la divulgation, à savoir que la Commission a fondé sa détermination de la valeur normale sur les types de produit, et non sur les NRP, mais n'a pas expliqué comment ces types de produit avaient été établis.[152] Nous avons par conséquent rejeté la demande de la Chine.

6.163 **Paragraphe 7.496**: La Chine demande au Groupe spécial de modifier ce paragraphe afin de rendre exactement compte de son allégation.[153] Elle considère que le texte tel qu'il est rédigé est inexact parce que, premièrement, il est dit au paragraphe 7.496 que "[l]a Chine soutient que l'Union européenne a manqué à ses obligations au titre de l'article 6.4, 6.2 et 6.5 de l'Accord antidumping en ne divulguant pas, dans le Document général pour la divulgation et dans les documents individuels pour la divulgation, les renseignements relatifs à la détermination de la valeur normale". Or, la Chine soutient que son allégation n'a pas trait au manquement à l'obligation de divulguer ces renseignements dans les documents pour la divulgation, mais au manquement à l'obligation de ménager la possibilité d'examiner lesdits renseignements, y compris dans les documents pour la divulgation. Elle se réfère à cet égard au paragraphe 1085 de sa deuxième communication écrite. Deuxièmement, la Chine soutient que le paragraphe en question n'indique pas que des demandes de renseignements sur la valeur normale ont été faites pendant les enquêtes, se référant à cet égard au paragraphe 279 de sa réponse à la question n° 64 du Groupe spécial, aux paragraphes 41 et 42 de ses réponses à la question n° 101 du Groupe spécial et à la pièce CHN-74. L'Union européenne fait valoir que les modifications proposées visent à affiner les arguments de la Chine après la procédure de groupe spécial et elle demande au Groupe spécial de rejeter ces modifications.[154]

6.164 S'agissant du premier élément de la demande de la Chine, nous notons que ce paragraphe rend compte de notre interprétation des arguments de la Chine en ce qui concerne l'allégation portant sur

[150] Chine, demande de réexamen intérimaire, paragraphes 69 et 70.
[151] Union européenne, observations sur la demande de réexamen intérimaire de la Chine, page 6.
[152] Nous notons qu'au paragraphe 70, la demande de réexamen intérimaire de la Chine fait référence au paragraphe 7.486 du rapport intérimaire, mais la modification demandée se rapporte au texte du paragraphe 7.485.
[153] Chine, demande de réexamen intérimaire, paragraphes 71 à 73.
[154] Union européenne, observations sur la demande de réexamen intérimaire de la Chine, page 6.

les aspects procéduraux des déterminations de la valeur normale effectuées par la Commission et nous rejetons par conséquent la demande de la Chine à cet égard. S'agissant du deuxième élément de la demande de la Chine, étant donné l'analyse juridique du Groupe spécial concernant cet aspect de l'allégation de la Chine, il n'est pas nécessaire à notre avis de mentionner dans ce paragraphe l'argument de la Chine selon lequel les producteurs chinois ont cherché à obtenir des renseignements sur les déterminations de la valeur normale pendant l'enquête en cause. Nous avons toutefois modifié le paragraphe 7.461, dans lequel les arguments de la Chine concernant cet aspect de l'allégation sont résumés, pour mentionner cet aspect de l'argumentation de la Chine.

6.165 **Paragraphe 7.502**: La Chine demande au Groupe spécial de modifier ce paragraphe.[155] Elle considère qu'il est inexact de dire que l'Union européenne estime que "l'allégation de la Chine au titre de l'article 6.9 de l'Accord antidumping ne relève pas du mandat du Groupe spécial, parce que cette allégation … *n'a pas été indiquée dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Chine*" (pas d'italique dans l'original). De l'avis de la Chine, qui se réfère à cet égard à la première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 745, l'argument de l'Union européenne relatif à la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Chine ne se rapporte qu'au fait que les "types de produit" ne seraient pas expressément mentionnés dans cette demande d'établissement. L'Union européenne demande au Groupe spécial de rejeter les modifications proposées parce qu'il a correctement résumé les éléments les plus pertinents de ses arguments.[156]

6.166 Nous avons accédé à la demande de la Chine et modifié ce paragraphe pour décrire plus spécifiquement l'argument de l'Union européenne.

6.167 **Paragraphe 7.506**: La Chine note que ce paragraphe ne fait pas référence au rapport du Groupe spécial *Chine – Publications et produits audiovisuels*, qu'elle a jugé pertinent aux fins de cette question, mais ne fait pas de demande spécifique à cet égard. L'Union européenne n'a pas formulé d'observation sur cette demande.

6.168 Dans sa deuxième communication écrite, la Chine a effectivement fait référence au rapport du Groupe spécial *Chine – Publications et produits audiovisuels*.[157] Or, comme elle l'a dit elle-même, ce rapport "a apporté des précisions sur … les propos tenus par l'Organe d'appel dans l'affaire *Mexique – Mesures antidumping visant le riz*".[158] À notre avis, après avoir examiné les arguments avancés par la Chine sur la base du rapport de l'Organe d'appel *Mexique – Mesures antidumping visant le riz*, il n'est pas nécessaire d'examiner aussi les constatations du Groupe spécial *Chine – Publications et produits audiovisuels* portant sur la même question et nous avons donc rejeté la demande de la Chine.

6.169 **Paragraphe 7.512**: L'Union européenne demande au Groupe spécial de modifier ce paragraphe afin de rendre exactement compte de ses arguments, se référant à cet égard à sa réponse à la question n° 72 du Groupe spécial, paragraphes 174 à 181, et à ses observations sur la réponse de la Chine à la question n° 101 [*sic*] du Groupe spécial, paragraphe 27.[159] La Chine soutient que dans les paragraphes cités, il n'est mentionné nulle part que "[l]'Union européenne note que par la suite, cette question n'a pas été portée à l'attention de la Commission par les producteurs chinois". À son avis, les propos sont directement démentis par les faits qu'elle a expliqués en s'appuyant sur des éléments de preuve. Dans sa première communication écrite, la Chine a présenté, par l'intermédiaire de la pièce CHN-24, des éléments de preuve montrant que même après l'envoi de la lettre de la Commission aux producteurs-exportateurs chinois, en mai 2008, ceux-ci ont continué d'attirer l'attention de la

[155] Chine, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 74.
[156] Union européenne, observations sur la demande de réexamen intérimaire de la Chine, page 6.
[157] Chine, deuxième communication écrite, paragraphe 1101.
[158] Chine, deuxième communication écrite, paragraphe 1101.
[159] Union européenne, demande de réexamen intérimaire, page 10. Il apparaît que l'Union européenne a peut-être eu l'intention de se référer à la question n° 107.

Commission sur les graves déficiences des réponses des producteurs communautaires au questionnaire. La Chine demande par conséquent que la requête de l'Union européenne soit rejetée.[160]

6.170 Comme la modification demandée correspond aux arguments de l'Union européenne tels qu'ils ont été présentés au Groupe spécial, nous avons accédé à la demande de l'Union européenne et modifié ce paragraphe en conséquence.

6.171 **Paragraphe 7.536**: Afin de rendre compte de son argument plus exactement, la Chine propose que le Groupe spécial revoie ce paragraphe.[161] L'Union européenne demande au Groupe spécial de rejeter les modifications proposées attendu qu'il a résumé correctement les éléments les plus pertinents de l'argumentation de la Chine. En outre, elle soutient que la Chine n'a présenté aucune citation renvoyant à ses communications pour montrer le contraire.[162]

6.172 Bien que la Chine ne fasse pas référence à ses communications à l'appui de la modification demandée, puisque cette demande correspond effectivement aux arguments de la Chine tels qu'ils ont été présentés au Groupe spécial, nous avons accédé à la demande de la Chine, modifié ce paragraphe en conséquence et indiqué où se trouvaient ces arguments dans les communications de la Chine.

6.173 **Paragraphe 7.539**: La Chine demande au Groupe spécial de modifier la première phrase de ce paragraphe afin de rendre compte plus fidèlement de ses arguments.[163] L'Union européenne demande au Groupe spécial de rejeter les modifications proposées car il a correctement résumé les éléments les plus pertinents de l'argumentation de la Chine. En outre, elle fait valoir que la Chine n'a présenté aucune citation renvoyant à ses communications pour montrer le contraire.[164]

6.174 Étant donné que ce paragraphe concerne les propres arguments de la Chine et que nous avons apporté une modification similaire au paragraphe 7.536, nous avons accédé à la demande de la Chine et modifié ce paragraphe en conséquence.

6.175 **Paragraphe 7.542**: L'Union européenne demande au Groupe spécial de modifier ce paragraphe afin de rendre exactement compte de ses arguments, se référant en particulier à sa première communication écrite, paragraphe 774.[165] La Chine n'a pas formulé d'observation sur cette demande.

6.176 Comme la modification demandée correspond aux arguments de l'Union européenne tels qu'ils ont été présentés au Groupe spécial, nous avons accédé à la demande de l'Union européenne et modifié ce paragraphe en conséquence.

6.177 **Paragraphe 7.558, note de bas de page 818**: La Chine demande au Groupe spécial de modifier cette note de bas de page afin de préciser qu'elle conteste l'affirmation de l'Union européenne selon laquelle "aucune des sociétés concernées ne s'est plainte de la divulgation de renseignements confidentiels".[166] La Chine se réfère à cet égard à sa première communication écrite, paragraphe 622, et à la pièce CHN-61. L'Union européenne soutient que les éléments de preuve allégués auxquels la Chine fait référence ne concernent aucune des sociétés mentionnées dans le Document pour la

[160] Chine, observations sur la demande de réexamen intérimaire de l'Union européenne, paragraphes 35 et 36.
[161] Chine, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 76.
[162] Union européenne, observations sur la demande de réexamen intérimaire de la Chine, page 6.
[163] Chine, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 77.
[164] Union européenne, observations sur la demande de réexamen intérimaire de la Chine, page 6.
[165] Union européenne, demande de réexamen intérimaire, pages 10 et 11.
[166] Chine, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 78.

divulgation concernant le traitement MET et demande au Groupe spécial de rejeter les modifications proposées.[167]

6.178 Contrairement à ce qu'affirme l'Union européenne, le Document pour la divulgation concernant le traitement MET fait spécifiquement référence à la société chinoise au nom de laquelle la lettre qui figure dans la pièce CHN-61 soulève des préoccupations au sujet de la divulgation de renseignements confidentiels.[168] Il n'est pas établi clairement que des renseignements confidentiels de cette société ont été effectivement divulgués dans le document, mais il serait néanmoins plus exact d'indiquer qu'un producteur chinois a exprimé des préoccupations au sujet de la divulgation de renseignements confidentiels dans le Document pour la divulgation concernant le traitement MET, comme le montrent les révisons proposées jointes. Nous avons donc accédé à la demande de la Chine et modifié le texte de la note de bas de page 818 (désormais note de bas de page 1092).

6.179 **Paragraphe 7.575**: La Chine demande au Groupe spécial de modifier ce paragraphe afin de rendre compte de ses arguments avec plus d'exactitude.[169] L'Union européenne n'a pas formulé d'observation sur la demande de la Chine.

6.180 Nous avons accédé à la demande de la Chine et modifié la note de bas de page 853 (désormais note de bas de page 1127) pour indiquer que la Chine a fait valoir que le fait établi corroborait son affirmation selon laquelle le formulaire de demande de traitement MET/traitement individuel devrait être considéré comme un "questionnaire" au sens de l'article 6.1.1 de l'Accord antidumping.

6.181 **Section VIII.A Conclusions**: L'Union européenne demande au Groupe spécial d'insérer une section concernant les allégations pour lesquelles il considère que la Chine n'a pas présenté d'éléments *prima facie* (paragraphes 7.497, 7.501 et 7.539 par exemple). En outre, elle estime que le paragraphe 8.2 e) des conclusions devrait être libellé comme suit: "article 6.4 … en ce qui concerne **un aspect spécifique** des déterminations de la valeur normale" et non "certains aspects".[170] La Chine estime qu'il n'est pas nécessaire d'inclure une section supplémentaire concernant les allégations pour lesquelles le Groupe spécial considère qu'elle n'a pas présenté d'éléments *prima facie.* Elle fait valoir que la partie des conclusions du rapport du Groupe spécial rend compte de toutes les constatations que le Groupe spécial a formulées au sujet de toutes les allégations qu'elle a présentées en l'espèce.[171] La Chine n'a pas formulé d'observation sur le deuxième aspect de la demande de l'Union européenne.

6.182 S'agissant de la demande de l'Union européenne concernant le paragraphe 8.2 e), nous avons constaté des violations en ce qui concerne plus d'un aspect procédural de la détermination de la valeur normale et nous rejetons par conséquent la demande de l'Union européenne. S'agissant de la demande de l'Union européenne concernant nos constatations relatives au fait de ne pas avoir présenté d'éléments *prima facie* dans certains cas, nos conclusions à cet égard font partie de notre analyse de fond et sont examinées dans le corps du rapport, mais ne constituent pas des conclusions distinctes de nos conclusions générales sur les allégations respectives. Nous avons donc rejeté la demande de l'Union européenne à cet égard. Cependant, nous avons réexaminé nos conclusions pour nous assurer que toutes nos constatations étaient convenablement prises en compte et, à cette fin, avons modifié le paragraphe 8.3 pour dire que "la Chine n'a pas établi que l'Union européenne avait agi d'une manière incompatible avec …". Cette formulation tient plus clairement compte à la fois des allégations au sujet desquelles nous avons constaté que la Chine n'a pas présenté d'éléments *prima facie* et des

[167] Union européenne, observations sur la demande de réexamen intérimaire de la Chine, page 7.
[168] Pièce CHN-19.
[169] Chine, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 79.
[170] Union européenne, demande de réexamen intérimaire, page 11.
[171] Chine, observations sur la demande de réexamen intérimaire de l'Union européenne, paragraphes 37 et 38.

allégations à propos desquelles nous avons rejeté les arguments de la Chine sur la base d'une analyse de fond plus approfondie.

VII. CONSTATATIONS

A. PRINCIPES PERTINENTS CONCERNANT LE CRITÈRE D'EXAMEN, L'INTERPRÉTATION DES TRAITÉS ET LA CHARGE DE LA PREUVE

7.1 Avant de commencer notre évaluation des questions soulevées dans le présent différend, nous jugeons utile d'exposer le cadre juridique que nous appliquerons dans la présente procédure en ce qui concerne le critère d'examen, l'interprétation des traités et la charge de la preuve.

1. Critère d'examen

7.2 L'article 11 du Mémorandum d'accord énonce le critère d'examen pour les groupes spéciaux de l'OMC d'une manière générale. Il impose aux groupes spéciaux l'obligation générale de procéder à une "évaluation objective de la question", obligation qui englobe tous les aspects, tant factuels que juridiques, de l'examen de la "question" par un groupe spécial.[172]

7.3 L'article 17.6 de l'Accord antidumping, qui énonce le critère d'examen spécial applicable aux différends relevant de cet accord, dispose ce qui suit:

> "i) dans son évaluation des faits de la cause, le groupe spécial déterminera si l'établissement des faits par les autorités était correct et si leur évaluation de ces faits était impartiale et objective. Si l'établissement des faits était correct et que l'évaluation était impartiale et objective, même si le groupe spécial est arrivé à une conclusion différente, l'évaluation ne sera pas infirmée;
>
> ii) le groupe spécial interprétera les dispositions pertinentes de l'Accord conformément aux règles coutumières d'interprétation du droit international public. Dans les cas où le groupe spécial constatera qu'une disposition pertinente de l'Accord se prête à plus d'une interprétation admissible, le groupe spécial constatera que la mesure prise par les autorités est conforme à l'Accord si elle repose sur l'une de ces interprétations admissibles."

Lus conjointement, l'article 11 du Mémorandum d'accord et l'article 17.6 de l'Accord antidumping établissent le critère d'examen que nous appliquerons en ce qui concerne les aspects tant factuels que juridiques du présent différend.

7.4 Par conséquent, nous constaterons que la détermination antidumping contestée est compatible avec l'Accord antidumping si nous constatons que les autorités de l'UE chargées de l'enquête ont établi les faits correctement et les ont évalués d'une manière impartiale et objective, et que les déterminations en question étaient basées sur une interprétation admissible des dispositions conventionnelles pertinentes.[173] Dans notre évaluation de la question, nous devons limiter notre

---

[172] L'article 11 du Mémorandum d'accord dispose, en partie, ce qui suit:
"La fonction des groupes spéciaux est d'aider l'ORD à s'acquitter de ses responsabilités au titre du présent mémorandum d'accord et des accords visés. En conséquence, un groupe spécial devrait procéder à une évaluation objective de la question dont il est saisi, y compris une évaluation objective des faits de la cause, de l'applicabilité des dispositions des accords visés pertinents et de la conformité des faits avec ces dispositions, et formuler d'autres constatations propres à aider l'ORD à faire des recommandations ou à statuer ainsi qu'il est prévu dans les accords visés."

[173] Voir ci-après, les paragraphes 7.6 à 7.8.

examen aux "faits communiqués conformément aux procédures internes appropriées aux autorités du Membre importateur", conformément à l'article 17.5 ii) de l'Accord antidumping. Nous ne procéderons pas à un examen *de novo* des éléments de preuve dont l'autorité chargée de l'enquête disposait pendant la procédure, ni ne substituerons notre jugement à celui des autorités de l'UE chargées de l'enquête, même si nous aurions peut-être établi une détermination différente si nous avions examiné nous-mêmes les éléments de preuve dont l'autorité chargée de l'enquête était saisie.

7.5 L'Organe d'appel a explicité dans les termes suivants le critère d'examen des faits que doit appliquer un groupe spécial, conformément aux dispositions susmentionnées:

> "Il est bien établi qu'un groupe spécial ne doit ni effectuer un examen *de novo* ni simplement s'en remettre aux conclusions de l'autorité nationale. L'examen de ces conclusions par un groupe spécial doit être critique et approfondi, et être fondé sur les renseignements contenus dans le dossier et les explications données par l'autorité dans son rapport publié. Un groupe spécial doit examiner si, compte tenu des éléments de preuve versés au dossier, les conclusions auxquelles est arrivée l'autorité chargée de l'enquête sont motivées et adéquates. Ce qui est "adéquat" dépendra forcément des faits et circonstances de l'affaire et des allégations particulières formulées, mais plusieurs lignes générales d'examen sont probablement pertinentes. L'examen effectué par le groupe spécial devrait vérifier si le raisonnement de l'autorité est cohérent et logique au plan interne. Le groupe spécial doit entreprendre un examen approfondi du point de savoir si les explications données montrent comment l'autorité chargée de l'enquête a traité les faits et éléments de preuve versés au dossier et si elle avait été saisie d'éléments de preuve positifs à l'appui des inférences qu'elle a faites et des conclusions qu'elle a tirées. Le groupe spécial doit examiner si les explications fournies démontrent que l'autorité chargée de l'enquête a dûment tenu compte de la complexité des données dont elle était saisie et qu'elle a expliqué pourquoi elle avait rejeté d'autres explications et interprétations possibles des éléments de preuve versés au dossier ou y avait attaché moins d'importance. Un groupe spécial doit être ouvert à la possibilité que les explications données par l'autorité ne soient pas motivées ou adéquates au vu d'autres explications plausibles, et doit faire attention à ne pas assumer lui-même le rôle de juge initial des faits, ni être passif en "simplement *accept[ant]* les conclusions des autorités compétentes"."[174] (note de bas de page omise)

2. Règles d'interprétation des traités

7.6 L'article 3:2 du Mémorandum d'accord dispose que le système de règlement des différends a pour objet de clarifier les dispositions des accords visés "conformément aux règles coutumières d'interprétation du droit international public". Il est généralement admis que ces règles coutumières sont énoncées aux articles 31 et 32 de la *Convention de Vienne sur le droit des traités* ("*Convention de Vienne*"). L'article 31 1) de la *Convention de Vienne* dispose ce qui suit:

> "Un traité doit être interprété de bonne foi suivant le sens ordinaire à attribuer aux termes du traité dans leur contexte et à la lumière de son objet et de son but."

7.7 Plusieurs rapports de l'OMC traitent de l'application de ces dispositions concernant l'interprétation des traités dans le règlement des différends à l'OMC. Il est clair que l'interprétation

[174] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Enquête de la Commission du commerce international dans l'affaire concernant les bois d'œuvre résineux en provenance du Canada – Recours du Canada à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends* ("*États-Unis – Bois de construction résineux VI (article 21:5 – Canada)*"), WT/DS277/AB/RW, adopté le 9 mai 2006, paragraphe 93.

doit être fondée avant tout sur le texte du traité lui-même[175], mais que le contexte du traité joue aussi un rôle. Il est aussi bien établi que ces principes d'interprétation "ne signifient pas qu'il soit nécessaire ni justifiable d'imputer à un traité des termes qu'il ne contient pas ou d'inclure dans un traité des concepts qui n'y étaient pas prévus".[176] Par ailleurs, les groupes spéciaux "doivent se conformer aux règles d'interprétation des traités énoncées dans la Convention de Vienne et ne doivent pas accroître ou diminuer les droits et obligations prévus dans l'Accord sur l'OMC".[177]

7.8 Dans le contexte des différends relevant de l'Accord antidumping et de son critère d'examen distinct, l'Organe d'appel a indiqué ce qui suit:

> "La *première* phrase de [l']article [17.6 ii)], très semblable à l'article 3:2 du Mémorandum d'accord, dispose que les *groupes spéciaux* "interpréter[ont]" les dispositions de l'*Accord antidumping* "conformément aux règles coutumières d'interprétation du droit international public". De telles règles coutumières sont consacrées dans les articles 31 et 32 de la *Convention de Vienne sur le droit des traités* ("*Convention de Vienne*"). Il est clair que cet aspect de l'article 17.6 ii) n'entraîne aucun "conflit" avec le Mémorandum d'accord mais, plutôt, confirme que les règles habituelles d'interprétation des traités mentionnées dans le Mémorandum d'accord s'appliquent aussi à l'*Accord antidumping* ...
>
> La *deuxième* phrase de l'article 17.6 ii) *présuppose* que l'application des règles d'interprétation des traités énoncées aux articles 31 et 32 de la *Convention de Vienne* pourrait donner lieu à au moins deux interprétations de certaines dispositions de l'*Accord antidumping* qui, au regard de cette convention, seraient toutes deux des "interprétations *admissibles*". En pareil cas, une mesure est réputée conforme à l'*Accord antidumping* "si elle repose sur l'une de ces interprétations admissibles"."[178] (italique dans l'original)

7.9 Ainsi, dans le cadre de l'Accord antidumping, un groupe spécial doit suivre les mêmes règles d'interprétation des traités que dans n'importe quel autre différend lorsqu'il examine l'interprétation de l'Accord antidumping. La différence est que l'article 17.6 ii) dispose explicitement que si un groupe spécial constate qu'il y a plus d'une interprétation admissible d'une disposition de l'Accord antidumping, il devra confirmer le bien-fondé d'une mesure qui repose sur l'une de ces interprétations.

3. Charge de la preuve

7.10 D'après les principes généraux applicables à la charge de la preuve dans le cadre du règlement des différends à l'OMC, une partie qui allègue qu'il y a violation d'une disposition de l'Accord sur l'OMC par un autre Membre doit établir et prouver son allégation.[179] La Chine, en tant que partie plaignante dans le présent différend, doit donc établir *prima facie* qu'il y a violation des dispositions pertinentes des Accords de l'OMC qu'elle cite, ce que l'Union européenne doit réfuter. Nous notons

---

[175] Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Taxes sur les boissons alcooliques* ("*Japon – Boissons alcooliques II*"), WT/DS8/AB/R, WT/DS10/AB/R, WT/DS11/AB/R, adopté le 1er novembre 1996, page 13.

[176] Rapport de l'Organe d'appel *Inde – Protection conférée par un brevet pour les produits pharmaceutiques et les produits chimiques pour l'agriculture* ("*Inde – Brevets (États-Unis)*"), WT/DS50/AB/R, adopté le 16 janvier 1998, paragraphe 45.

[177] Rapport de l'Organe d'appel *Inde – Brevets (États-Unis)*, paragraphe 46.

[178] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon* ("*États-Unis – Acier laminé à chaud*"), WT/DS184/AB/R, adopté le 23 août 2001, paragraphes 57 et 59.

[179] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesure affectant les importations de chemises, chemisiers et blouses, de laine, tissés en provenance d'Inde* ("*États-Unis – Chemises et blouses de laine*"), WT/DS33/AB/R et Corr.1, adopté le 23 mai 1997, paragraphe 337.

toutefois qu'il incombe généralement à chaque partie qui affirme un fait, qu'elle soit plaignante ou défenderesse, d'en apporter la preuve.[180] À cet égard, il incombe donc à l'Union européenne de fournir des éléments de preuve étayant les faits qu'elle affirme. Nous rappelons aussi que les éléments *prima facie* sont ceux qui, en l'absence d'une réfutation effective de la part de l'autre partie, obligent un groupe spécial, en droit, à se prononcer en faveur de la partie qui présente ces éléments *prima facie*. Comme noté ci-après, l'Union européenne a affirmé, concernant un certain nombre d'allégations, que la Chine n'avait pas fourni d'éléments *prima facie*. Si nous devions en convenir, il ne sera pas nécessaire que nous analysions plus avant ces allégations, mais nous les rejetterons.

B. MANDAT DU GROUPE SPÉCIAL

7.11 L'Union européenne fait valoir que plusieurs des allégations traitées dans la première communication écrite de la Chine ne relèvent pas du mandat du Groupe spécial soit parce qu'elles 1) n'ont pas été indiquées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Chine, conformément aux prescriptions de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord, soit 2) parce qu'elles n'ont pas fait l'objet de consultations. La Chine répond que toutes les allégations dont l'Union européenne fait valoir qu'elles ne relèvent pas du mandat du Groupe spécial relèvent en fait de ce mandat.

7.12 Compte tenu du nombre important d'objections concernant le mandat soulevées par l'Union européenne, et afin d'éviter les répétitions, nous jugeons approprié de commencer par énoncer le critère juridique au regard duquel nous évaluerons ces objections. Nous appliquerons ensuite ci-après ce critère aux objections spécifiques soulevées par l'Union européenne, lorsque nous examinerons les allégations auxquelles se rapporte chaque objection spécifique.

7.13 La première série d'objections concernant le mandat soulevées par l'Union européenne porte sur la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Chine. Nous notons qu'en vertu de l'article 7:1 du Mémorandum d'accord, c'est la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la partie plaignante – c'est-à-dire la demande d'établissement d'un groupe spécial – qui détermine le mandat d'un groupe spécial de l'OMC. La partie pertinente de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord dispose ce qui suit:

> "La demande d'établissement d'un groupe spécial sera présentée par écrit. Elle précisera si des consultations ont eu lieu, indiquera les mesures spécifiques en cause et contiendra un bref exposé du fondement juridique de la plainte, qui doit être suffisant pour énoncer clairement le problème."

Par conséquent, une demande d'établissement d'un groupe spécial doit indiquer *les mesures spécifiques en cause* et doit contenir un *bref exposé du fondement juridique de la plainte, qui doit être suffisant pour énoncer clairement le problème*. Ces deux éléments constituent, conjointement, la "question portée devant l'ORD", qui forme le fondement du mandat d'un groupe spécial au titre de l'article 7:1 du Mémorandum d'accord. Il importe que la demande d'établissement d'un groupe spécial soit suffisamment claire pour deux raisons: premièrement, elle définit la compétence du Groupe spécial, puisque seule(s) la (les) question(s) soulevée(s) dans la demande d'établissement d'un groupe spécial relève(nt) du mandat du Groupe spécial; et, deuxièmement, elle contribue à réaliser, du point de vue de la régularité de la procédure, l'objectif de notification aux parties et aux tierces parties éventuelles de la nature des arguments du plaignant.[181] Pour veiller à la réalisation de ces objectifs, un groupe spécial doit examiner soigneusement la demande d'établissement d'un groupe spécial "pour

[180] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Chemises et blouses de laine*, paragraphe 337.

[181] Rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Mesures visant la noix de coco desséchée* ("*Brésil – Noix de coco desséchée*"), WT/DS22/AB/R, adopté le 20 mars 1997, page 24; rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Maintien en existence et en application de la méthode de réduction à zéro* ("*États-Unis – Maintien de la réduction à zéro*"), WT/DS350/AB/R, adopté le 19 février 2009, paragraphe 161.

s'assurer qu'elle est conforme aussi bien à la lettre qu'à l'esprit de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord".[182]

7.14 L'analyse de l'Organe d'appel dans l'affaire *Corée – Produits laitiers* donne des indications quant à la manière dont un groupe spécial devrait aborder la question de savoir si une demande d'établissement d'un groupe spécial contient "un bref exposé du fondement juridique de la plainte, qui doit être suffisant pour énoncer clairement le problème" conformément à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord. Premièrement, la question doit être réglée au cas par cas.[183] Deuxièmement, le Groupe spécial doit examiner la demande d'établissement très soigneusement pour s'assurer qu'elle est conforme aussi bien à la lettre qu'à l'esprit de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord.[184] Troisièmement, le Groupe spécial devrait tenir compte de la nature de la disposition particulière en cause – c'est-à-dire que, lorsque les articles énumérés n'établissent pas une seule obligation distincte, mais des obligations multiples, la simple énumération des articles du traité ne satisferait pas au critère énoncé à l'article 6:2.[185]

7.15 Ainsi, s'agissant de l'argument de l'Union européenne selon lequel certaines allégations abordées dans la première communication écrite de la Chine n'étaient pas indiquées dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial conformément aux prescriptions de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord, nous fonderons notre évaluation sur les principes énoncés plus haut. Cela nous obligera, dans chaque cas, à examiner le texte de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Chine pour déterminer si elle indique la mesure spécifique et si elle contient un bref exposé du fondement juridique de la plainte, et, éventuellement, si la formulation de la demande d'établissement d'un groupe spécial a porté préjudice à l'Union européenne. En outre, comme l'Organe d'appel l'a indiqué, le respect des prescriptions de l'article 6:2 doit être démontré sur la base du texte de la demande d'établissement d'un groupe spécial lu dans son ensemble et il n'est pas possible de remédier aux lacunes de cette demande dans les communications présentées ultérieurement par les parties.[186]

7.16 La deuxième série d'objections concernant le mandat soulevées par l'Union européenne porte sur les consultations. L'Union européenne affirme que certaines des allégations dont elle reconnaît qu'elles sont suffisamment exposées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Chine ne relèvent néanmoins pas du mandat du Groupe spécial parce qu'elles n'ont pas fait l'objet de consultations. Pour étayer ses affirmations, l'Union européenne mentionne des insuffisances alléguées dans la demande de consultations présentée par la Chine et/ou affirme qu'aucune consultation n'a eu lieu au sujet de certaines allégations.

7.17 Cette partie des objections concernant le mandat formulées par l'Union européenne soulève la question de la relation entre la demande de consultations présentée par une partie plaignante et le mandat du Groupe spécial. Nous relevons que le Mémorandum d'accord ne contient pas de disposition qui vise directement cette question. La partie pertinente de l'article 4 du Mémorandum d'accord, intitulé "Consultations", dispose ce qui suit:

---

[182] Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Régime applicable à l'importation, à la vente et à la distribution des bananes* ("*CE – Bananes III*"), WT/DS27/AB/R, adopté le 25 septembre 1997, paragraphe 142.

[183] Rapport de l'Organe d'appel *Corée – Mesure de sauvegarde définitive appliquée aux importations de certains produits laitiers* ("*Corée – Produits laitiers*"), WT/DS98/AB/R, adopté le 12 janvier 2000, paragraphe 127.

[184] Rapport de l'Organe d'appel *Corée – Produits laitiers*, paragraphe 130.

[185] Rapport de l'Organe d'appel *Corée – Produits laitiers*, paragraphe 124.

[186] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits compensateurs sur certains produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance d'Allemagne* ("*États-Unis – Acier au carbone*"), WT/DS213/AB/R et Corr.1, adopté le 19 décembre 2002, paragraphe 127.

> "4. Toute demande de consultations sera déposée par écrit et motivée; elle comprendra une indication des mesures en cause et du fondement juridique de la plainte. ...
>
> 7. Si les consultations n'aboutissent pas à un règlement du différend dans les 60 jours suivant la date de réception de la demande de consultations, la partie plaignante pourra demander l'établissement d'un groupe spécial. Elle pourra faire cette demande dans le délai de 60 jours si les parties qui ont pris part aux consultations considèrent toutes que celles-ci n'ont pas abouti à un règlement du différend." (non souligné dans l'original)

L'article 17 de l'Accord antidumping contient aussi des dispositions concernant les consultations tenues entre des Membres de l'OMC dans des différends relevant de cet accord et sa partie pertinente dispose ce qui suit:

> "17.1 Sauf disposition contraire du présent accord, le Mémorandum d'accord sur le règlement des différends est applicable aux consultations et au règlement des différends dans le cadre du présent accord. ...
>
> 17.3 Dans le cas où un Membre considère qu'un avantage résultant pour lui directement ou indirectement du présent accord se trouve annulé ou compromis, ou que la réalisation de l'un de ses objectifs est entravée, par un autre ou d'autres Membres, il pourra, en vue d'arriver à un règlement mutuellement satisfaisant de la question, demander par écrit à tenir des consultations avec le ou les Membres en question. Chaque Membre examinera avec compréhension toute demande de consultations formulée par un autre Membre.
>
> 17.4 Dans le cas où le Membre qui a demandé l'ouverture de consultations considère que les consultations au titre des dispositions du paragraphe 3 n'ont pas permis d'arriver à une solution mutuellement convenue et où les autorités compétentes du Membre importateur ont pris des mesures de caractère final en vue de percevoir des droits antidumping définitifs ou d'accepter des engagements en matière de prix, ledit Membre pourra porter la question devant l'Organe de règlement des différends ("ORD")." (non souligné dans l'original)

7.18 Ainsi, l'article 4:4 du Mémorandum d'accord dispose qu'une demande de consultations doit indiquer les mesures en cause et le fondement juridique de la plainte. L'article 4:7 du Mémorandum d'accord, quant à lui, stipule que si les parties ne parviennent pas à régler le différend dans les 60 jours suivant la date de réception de la demande de consultations, la partie plaignante pourra demander l'établissement d'un groupe spécial. L'article 17.1 de l'Accord antidumping dispose que le Mémorandum d'accord est applicable aux consultations et au règlement des différends introduits dans le cadre de l'Accord antidumping. Aux termes de l'article 17.3 de l'Accord antidumping, dans le cas où un Membre considère qu'un avantage résultant pour lui directement ou indirectement de l'Accord antidumping se trouve annulé ou compromis, ou que la réalisation de l'un de ses objectifs est entravée par un autre Membre, il pourra demander à tenir des consultations avec le Membre concerné. L'article 17.4 dispose que, dans le cas où les parties ne parviennent pas à régler le différend par voie de consultations, le Membre plaignant pourra porter la question devant l'ORD afin qu'un groupe spécial soit établi. Enfin, l'article 17.5 dispose que, dans une telle situation, l'ORD établirait un groupe spécial pour régler le différend.

7.19 À notre avis, aucune de ces dispositions juridiques n'étaye l'affirmation selon laquelle il est interdit à un Membre plaignant d'indiquer, dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, des allégations qui n'ont pas été indiquées spécifiquement dans sa demande de consultations. L'article 6:2

du Mémorandum d'accord prescrit qu'une demande d'établissement d'un groupe spécial doit préciser si des consultations ont eu lieu, mais il n'est indiqué ni dans cet article ni dans aucune autre disposition du Mémorandum d'accord que la portée de la demande de consultations détermine la portée exacte de la demande d'établissement d'un groupe spécial qui sera présentée ultérieurement.

7.20 Nous notons que l'effet de la demande de consultations présentée par un Membre plaignant sur le mandat d'un groupe spécial a été examiné de manière approfondie dans des rapports antérieurs de groupes spéciaux et de l'Organe d'appel. Dans l'affaire *Canada – Aéronefs*, par exemple, le défendeur a fait valoir que certaines allégations formulées au sujet de mesures qui n'étaient pas indiquées dans la demande de consultations présentée par le Membre plaignant ne relevaient pas du mandat du Groupe spécial. Le Groupe spécial a rejeté cet argument. Il a souligné le fait que le mandat d'un groupe spécial était déterminé par la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Membre plaignant, ajoutant que tant que la demande de consultations et la demande d'établissement concernaient le même "différend", les allégations formulées dans la demande d'établissement relèveraient de son mandat même si elles n'avaient pas été formulées dans la demande de consultations. Selon le Groupe spécial, "cette façon de procéder [avait] pour objet de garantir une procédure régulière tout en reconnaissant que la "question" pour laquelle des consultations [étaient] demandées n'[était] pas nécessairement identique à la "question" indiquée dans la demande d'établissement d'un groupe spécial".[187] Il découle de ce raisonnement que la portée d'une demande de consultations et celle d'une demande d'établissement d'un groupe spécial ne sont pas forcément identiques. Les constatations du Groupe spécial sur cette question particulière n'ont pas fait l'objet d'un appel.

7.21 Une question similaire a été soulevée dans l'affaire *Brésil – Aéronefs*, dans laquelle le défendeur a fait valoir que certains programmes de subventions qui n'étaient pas indiqués dans la demande de consultations présentée par le Membre plaignant ne relevaient pas du mandat du Groupe spécial, même s'ils étaient indiqués dans la demande d'établissement d'un groupe spécial. Le Groupe spécial a noté qu'en vertu du Mémorandum d'accord, le mandat d'un groupe spécial de l'OMC était déterminé par la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Membre plaignant, et non par sa demande de consultations. Tout en reconnaissant l'importance des consultations pour ce qui est de clarifier la situation entre les parties au différend, le Groupe spécial a néanmoins indiqué dans son raisonnement que "le fait de limiter la portée de la procédure de groupe spécial à la question identique à celle au sujet de laquelle les consultations ont été tenues pourrait compromettre l'efficacité de ladite procédure".[188] D'après le Groupe spécial:

> "[U]n groupe spécial peut examiner si des consultations ont été tenues au sujet d'un "différend", et [...] une exception préliminaire peut légitimement être soulevée si une partie peut établir que les consultations requises n'ont pas été tenues au sujet d'un différend. Nous ne pensons toutefois pas que l'article 4:7 du Mémorandum d'accord ou l'article 4.4 de l'Accord SMC exigent que la question au sujet de laquelle les consultations ont été tenues et celle au sujet de laquelle l'établissement d'un groupe spécial a été demandé soient exactement identiques."[189] (non souligné dans l'original)

[187] Rapport du Groupe spécial *Canada – Mesures visant l'exportation des aéronefs civils* ("*Canada – Aéronefs*"), WT/DS70/R, adopté le 20 août 1999, confirmé par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS70/AB/R, paragraphe 9.12.

[188] Rapport du Groupe spécial *Brésil – Programme de financement des exportations pour les aéronefs* ("*Brésil – Aéronefs*"), WT/DS46/R, adopté le 20 août 1999, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS46/AB/R, paragraphe 7.9.

[189] Rapport du Groupe spécial *Brésil – Aéronefs*, paragraphe 7.10.

En appel, l'Organe d'appel a souscrit au raisonnement du Groupe spécial:

> "Nous ne pensons pas, toutefois, que les articles 4 et 6 du Mémorandum d'accord, ou les paragraphes 1 à 4 de l'article 4 de l'*Accord SMC*, exigent une *identité précise et exacte* des mesures spécifiques qui ont fait l'objet des consultations et des mesures spécifiques indiquées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial. Comme le Groupe spécial l'a dit, "[l']un des objectifs des consultations, tel qu'énoncé à l'article 4.3 de l'Accord SMC, est de "préciser les faits", et on peut s'attendre à ce que les renseignements obtenus au cours des consultations puissent permettre au plaignant de préciser la portée de la question au sujet de laquelle il demande l'établissement d'un groupe spécial." Nous sommes persuadés que les mesures spécifiques en cause dans la présente affaire sont les subventions à l'exportation accordées par le Brésil pour les aéronefs régionaux au titre du PROEX. Des consultations ont eu lieu entre les parties sur ces subventions et ce sont ces mêmes subventions qui ont été portées devant l'ORD en vue de l'établissement d'un groupe spécial. Nous soulignons que les instruments réglementaires qui sont entrés en vigueur en 1997 et 1998 n'ont pas modifié l'essence des subventions à l'exportation pour les aéronefs régionaux au titre du PROEX."[190] (note de bas de page omise, italique dans l'original, non souligné dans l'original)

7.22 Plus récemment, l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Coton upland*, a souligné qu'il importait d'empêcher que la demande de consultations ne limite indûment la portée du différend, en faisant observer ce qui suit:

> "Tant que la partie plaignante n'élargit pas la portée du différend, nous hésitons à imposer un critère trop strict en ce qui concerne l'"identité précise et exacte" de la portée des consultations et de la demande d'établissement d'un groupe spécial, car cela aurait pour effet de substituer la demande de consultations à la demande d'établissement d'un groupe spécial. Conformément à l'article 7 du Mémorandum d'accord, c'est la demande d'établissement d'un groupe spécial qui détermine le mandat du groupe spécial, à moins que les parties n'en conviennent autrement."[191] (notes de bas de page omises, non souligné dans l'original)

7.23 Dans l'affaire *Mexique – Mesures antidumping visant le riz*, le défendeur a fait valoir que le plaignant avait élargi la portée du fondement juridique de la plainte dans la demande d'établissement d'un groupe spécial par rapport à la demande de consultations et a demandé au Groupe spécial de constater que les allégations associées aux nouvelles dispositions juridiques mentionnées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial ne relevaient pas du mandat du Groupe spécial. Le Groupe spécial a rejeté la demande, en indiquant ce qui suit:

> "À notre avis, le fait que certaines dispositions ont été ajoutées à la liste des violations alléguées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, par rapport à la demande de consultations, est une conséquence du processus de consultation, qui concourt à la réalisation de l'objectif consistant à éclairer les faits de la cause, de manière à permettre au plaignant de préciser la portée de la question au sujet de laquelle il demande l'établissement d'un groupe spécial. Cela ne veut pas dire qu'aucune consultation n'a eu lieu au sujet de la question, car la seule différence entre la demande de consultations et la demande d'établissement d'un groupe spécial tient

---

[190] Rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Programme de financement des exportations pour les aéronefs* ("*Brésil – Aéronefs*"), WT/DS46/AB/R, adopté le 20 août 1999, paragraphe 132.

[191] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Subventions concernant le coton upland* ("*États-Unis – Coton upland*"), WT/DS267/AB/R, adopté le 21 mars 2005, paragraphe 293.

> au fait qu'un certain nombre de dispositions juridiques étroitement apparentées, dont il est allégué qu'elles ont été violées, ont été ajoutées. Les mesures restent les mêmes, tout comme le fondement juridique de la plainte, comme il ressort clairement des explications fournies dans la demande d'établissement d'un groupe spécial. À notre avis, des consultations ont donc eu lieu au sujet de la question à propos de laquelle l'établissement d'un groupe spécial a été demandé. Par conséquent, nous rejetons la demande présentée par le Mexique à cet égard."[192]

L'Organe d'appel a confirmé les constatations du Groupe spécial à cet égard. Il a rappelé les constatations qu'il avait formulées antérieurement sur cette question et a indiqué que le raisonnement figurant dans des rapports antérieurs concernant la différence entre la portée de la demande de consultations et celle de la demande d'établissement d'un groupe spécial en ce qui concerne les mesures spécifiques en cause s'appliquait également à la différence entre ces deux documents en ce qui concerne le fondement juridique de la plainte. L'Organe d'appel a souligné que le rôle des consultations était de permettre l'échange de renseignements nécessaires pour préciser les contours du différend, de façon à ce que le Membre plaignant puisse reformuler ses allégations dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial. Selon l'Organe d'appel:

> "[Il] n'est pas nécessaire que les dispositions visées dans la demande de consultations soient identiques à celles qui sont indiquées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, à condition que l'on puisse raisonnablement dire que le "fondement juridique" exposé dans la demande d'établissement d'un groupe spécial est le prolongement du "fondement juridique" qui constituait l'objet des consultations. En d'autres termes, l'adjonction de dispositions ne doit pas avoir pour effet de modifier l'essence de la plainte."[193] (non souligné dans l'original)

7.24 Compte tenu de ce qui précède, nous considérons qu'il ne doit pas nécessairement y avoir d'identité précise entre la demande de consultations présentée par la Chine et sa demande d'établissement d'un groupe spécial, qu'il s'agisse des mesures spécifiques en cause ou du fondement juridique de la plainte. Tant que la demande de consultations et la demande d'établissement d'un groupe spécial concernent "la même question" ou, autrement dit, tant que l'"on peut raisonnablement dire" que le fondement juridique exposé dans la demande d'établissement d'un groupe spécial "est le prolongement du fondement juridique indiqué dans la demande de consultations", une allégation qui n'est pas spécifiquement indiquée dans la demande de consultations de la Chine, mais qui est dûment indiquée dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, relèvera de notre mandat.

7.25 Enfin, s'agissant des consultations, nous rappelons que, dans la pièce CHN-65, la Chine a présenté une liste de questions dont il était allégué qu'elles avaient été envoyées à l'Union européenne avant les consultations et examinées au cours des consultations. La Chine a présenté ce document en réponse à l'affirmation factuelle formulée par l'Union européenne selon laquelle certaines allégations indiquées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Chine n'avaient pas été examinées au cours des consultations.[194] Cela pose la question de ce qui détermine la portée des

---

[192] Rapport du Groupe spécial *Mexique – Mesures antidumping définitives visant la viande de bœuf et le riz, plainte concernant le riz* ("*Mexique – Mesures antidumping visant le riz*"), WT/DS295/R, adopté le 20 décembre 2005, modifié par le rapport de l'Organe d'appel, WT/DS295/AB/R, paragraphe 7.43.

[193] Rapport de l'Organe d'appel *Mexique – Mesures antidumping définitives visant la viande de bœuf et le riz, plainte concernant le riz* ("*Mexique – Mesures antidumping visant le riz*"), WT/DS295/AB/R, adopté le 20 décembre 2005, paragraphe 138.

[194] L'Union européenne s'est opposée à ce que la Chine présente ce document et a demandé au Groupe spécial de se prononcer sur cette question. La décision du Groupe spécial autorisant la présentation du document, mais notant que la décision était "sans préjudice de notre examen de la pertinence de [la pièce], ou du poids que nous pouvons y accorder dans notre examen des exceptions préliminaires concernant la compétence soulevées par l'Union européenne", a été envoyée aux Parties le 7 mai 2010. Voir l'annexe H.

consultations entre les parties à un différend: la demande de consultations ou ce qui est effectivement examiné dans ces consultations? Nous notons que cette question particulière s'est également posée dans l'affaire *États-Unis – Coton upland*. Les circonstances factuelles présentées dans l'affaire *États-Unis – Coton upland* étaient très semblables à celles présentées dans la présente procédure. La partie plaignante dans ce différend a présenté au Groupe spécial une liste de questions qui avait été présentée par écrit au défendeur au cours des consultations. Lorsqu'il a déterminé si le plaignant avait élargi la portée du différend dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, le Groupe spécial a pris cette liste en considération lorsqu'il a analysé ce qui avait été effectivement examiné au cours des consultations entre les parties.[195] L'Organe d'appel a toutefois désapprouvé les actions du Groupe spécial à cet égard, concluant que les groupe spéciaux devraient limiter leur analyse concernant la portée des consultations à la demande de consultations écrite. Il estimait qu'examiner ce qui s'était passé au cours des consultations serait contraire à l'article 4:6 et 4:4 du Mémorandum d'accord, qui dispose, respectivement, que les consultations seront confidentielles et que la demande de consultations sera déposée par écrit et notifiée à l'ORD. L'Organe d'appel a aussi noté qu'il serait souvent difficile pour un groupe spécial de savoir ce qui avait été examiné au cours des consultations parce qu'il n'y avait aucun compte rendu public de ces discussions et que les parties étaient souvent en désaccord sur ce qui avait été discuté.[196]

7.26 Compte tenu du raisonnement de l'Organe d'appel, nous constatons qu'il ne serait pas approprié d'analyser ce qui a été effectivement discuté entre la Chine et l'Union européenne au cours des consultations entre les parties et nous limiterons donc notre analyse concernant la portée des consultations au texte de la demande de consultations présentée par la Chine.

7.27 Outre les objections qu'elle a formulées au sujet du mandat fondées sur les insuffisances alléguées de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Chine et l'absence alléguée de consultations, l'Union européenne soutient aussi que le Groupe spécial ne peut pas se prononcer sur des allégations soulevées au sujet du Règlement n° 1225/2009 du Conseil parce que ce règlement n'a pas été indiqué en tant que mesure dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Chine. Nous traitons cette objection ci-après en rapport avec les allégations "en tant que tel" formulées par la Chine à l'égard du règlement mentionné.[197] De même, nous traitons les exceptions "préliminaires" soulevées par l'Union européenne et fondées sur l'allégation selon laquelle la Chine n'aurait pas fourni d'éléments *prima facie* en ce qui concerne plusieurs allégations au cours de notre examen des allégations spécifiques auxquelles ces exceptions se rapportent.

C. ALLÉGATIONS CONCERNANT LE RÈGLEMENT N° 1225/2009 DU CONSEIL (LE RÈGLEMENT ANTIDUMPING DE BASE) EN TANT QUE TEL

1. Exceptions préliminaires

7.28 L'Union européenne soulève deux séries d'exceptions préliminaires au sujet des allégations formulées par la Chine concernant le Règlement antidumping de base. Premièrement, elle estime que le Règlement n° 1225/2009 du Conseil n'a pas été indiqué en tant que mesure spécifique en cause dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Chine, et ne relève donc pas du mandat du Groupe spécial. Elle affirme que la mesure qui a été indiquée dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Chine, soit le Règlement n° 384/96 du Conseil, tel qu'il a été modifié, a été abrogée, et nous demande donc de ne pas formuler de constatations sur les allégations de la Chine ayant trait à ce règlement. Si nous décidons de formuler des constatations,

[195] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Subventions concernant le coton upland* ("*États-Unis – Coton upland*"), WT/DS267/R et Add.1 à 3, adopté le 21 mars 2005, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS267/AB/R, paragraphe 7.61.

[196] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 287.

[197] Voir les paragraphes 7.30 à 7.39.

l'Union européenne estime que nous devrions nous abstenir de formuler des recommandations au sujet des allégations concernant ce règlement.

7.29 Deuxièmement, l'Union européenne fait valoir que la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Chine ne satisfait pas aux prescriptions de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord parce qu'elle n'énonce pas clairement le problème, de sorte que les allégations de la Chine au titre des articles 6.10, 9.3 et 9.4 de l'Accord antidumping et de l'article X:3 a) du GATT de 1994 ne sont pas soumises à bon droit au Groupe spécial. La Chine est en désaccord avec l'Union européenne et estime que le Règlement n° 1225/2009 du Conseil et l'ensemble des allégations qu'elle a formulées dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial relèvent du mandat du Groupe spécial.

a) Question de savoir si le Règlement n° 1225/2009 du Conseil est soumis à bon droit au Groupe spécial

7.30 L'Union européenne affirme que le Règlement n° 1225/2009 du Conseil n'est pas soumis à bon droit au Groupe spécial parce qu'il n'a pas été indiqué en tant que mesure spécifique en cause dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Chine. Il s'ensuit que le Groupe spécial ne peut pas formuler de constatations sur les allégations que la Chine formule au sujet de ce règlement. Selon l'Union européenne, le Groupe spécial pourrait formuler des constatations sur le Règlement n° 384/96 du Conseil abrogé, mais devrait s'abstenir de formuler des recommandations à cet égard, vu l'abrogation de ce règlement.

7.31 La Chine fait observer que l'article 9 5) du Règlement n° 1225/2009 du Conseil est identique à l'article 9 5) du Règlement n° 384/96 du Conseil. À son avis, "[l'Union européenne] adopte une approche purement formaliste qui ne tient pas compte du fait que la mesure qui est contestée, à savoir l'article 9 5), est libellée de la même façon dans le Règlement (CE) n° 384/96 du Conseil, tel qu'il a été modifié, et dans le Règlement (CE) n° 1225/2009 du Conseil".[198] Par conséquent, la Chine affirme que l'article 9 5) du Règlement n° 1225/2009 du Conseil est soumis à bon droit au Groupe spécial et que celui-ci devrait examiner les allégations formulées par la Chine au sujet de ce règlement. Elle estime que la nécessité d'un règlement rapide des différends et la nécessité d'assurer la sécurité et la prévisibilité seraient mises à mal si le Groupe spécial devait souscrire aux vues de l'Union européenne.

7.32 Nous commençons par faire observer qu'il n'est pas contesté que la demande de consultations[199] et la demande d'établissement d'un groupe spécial[200] présentées par la Chine, qui sont datées du 4 août et du 13 octobre 2009, respectivement, indiquent le Règlement n° 384/96 du Conseil du 22 décembre 1995, tel qu'il a été modifié, en tant que mesure en cause en ce qui a trait aux allégations "en tant que tel" dans le présent différend. Nous rappelons que le présent Groupe spécial a été établi par l'ORD le 23 octobre 2009. Le Règlement n° 384/96 du Conseil a été abrogé par le Règlement n° 1225/2009 du Conseil du 30 novembre 2009, qui est entré en vigueur le 11 janvier 2010 – ce qui veut dire que l'abrogation du Règlement n° 384/96 du Conseil et l'entrée en vigueur du Règlement n° 1225/2009 du Conseil se sont produites **après** l'établissement du présent Groupe spécial. De plus, il n'est pas contesté que l'article 9 5) du Règlement n° 384/96 du Conseil est presque identique à celui du Règlement n° 1225/2009 du Conseil.[201] Les modifications apportées par le Règlement n° 1225/2009 du Conseil à l'article 9 5) du Règlement n° 384/96 du Conseil, tel qu'il a été modifié, sont indiquées en ***caractères gras*** et en ***italique*** ci-après:

[198] Chine, deuxième communication écrite, paragraphe 84.
[199] WT/DS397/1, annexe G-1.
[200] WT/DS397/3, annexe G-2.
[201] Voir Union européenne, réponse à la question n° 12 du Groupe spécial, dans laquelle l'Union européenne a indiqué les modifications textuelles mentionnées plus haut en ***caractères gras*** et en ***italique***.

"Un droit antidumping dont le montant est approprié à chaque cas est imposé d'une manière non discriminatoire sur les importations d'un produit, de quelque source qu'elles proviennent, dont il a été constaté qu'elles font l'objet d'un dumping et causent un préjudice, à l'exception des importations (en anglais, except ~~as to~~ ***for*** imports) en provenance des sources dont un engagement pris au titre du présent règlement a été accepté. Le règlement imposant le droit précise le montant du droit imposé à chaque fournisseur ou, si cela est irréalisable et, en règle générale, dans les cas visés à l'article 2, paragraphe 7, point a), le nom du pays fournisseur concerné.

En cas d'application de l'article 2, paragraphe 7, point a), un droit individuel peut toutefois être déterminé pour les exportateurs dont il peut être démontré, sur la base de requêtes dûment documentées, que:

a) dans le cas d'entreprises contrôlées entièrement ou partiellement par des étrangers ou d'entreprises communes, les exportateurs sont libres de rapatrier les capitaux et les bénéfices;

b) les prix à l'exportation, les quantités exportées et les modalités de vente sont décidés librement;

c) la majorité des actions appartient à des particuliers. Les fonctionnaires d'~~État~~ ***état*** figurant dans le conseil d'administration (en anglais, board of ~~D~~***d***irectors) ou occupant des postes clés de gestion sont en minorité ou la société est suffisamment indépendante de l'intervention de l'État;

d) les opérations de change sont exécutées au taux du marché; et

e) l'intervention de l'État n'est pas de nature à permettre le contournement des mesures si les exportateurs bénéficient de taux de droit individuels."[202]

7.33 À notre avis, ces légères différences de libellé ne se répercutent manifestement pas sur le champ d'application et le fonctionnement de cette disposition.[203] La question est donc de savoir si le Règlement n° 1225/2009 du Conseil ne relève pas de notre mandat simplement parce qu'il n'est pas spécifiquement indiqué dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Chine. À cet égard, nous soulignons que, si l'adoption du Règlement n° 1225/2009 du Conseil, qui abroge et remplace le précédent Règlement n° 384/96 du Conseil du 22 décembre 1995, tel qu'il a été modifié, a été proposée avant, le Règlement n° 1225/2009 du Conseil n'a, dans les faits, été adopté, et n'est entré en vigueur, qu'**après** que la Chine a présenté sa demande d'établissement d'un groupe spécial et que le présent Groupe spécial a été établi.

7.34 Nous notons que l'un des objectifs de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord est de garantir les droits relatifs à la régularité de la procédure du défendeur dans les procédures de règlement des différends. Il est clair que ces droits seraient affaiblis si le texte de la demande d'établissement d'un groupe spécial ne renseignait pas suffisamment un Membre défendeur sur la mesure en cause et la nature des allégations formulées par le Membre plaignant. Ce n'est toutefois visiblement pas le cas dans la présente procédure. La Chine a formulé certaines allégations au sujet d'une disposition bien précise du Règlement n° 384/96 du Conseil aussi bien dans sa demande de consultations que dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial. S'il est vrai que ce règlement a par la suite été abrogé, il a été aussitôt remplacé par le Règlement n° 1225/2009 du Conseil qui contient, en des termes presque identiques et d'une manière identique quant au fond, la même disposition que celle qui a été

[202] Union européenne, réponse à la question n° 12 du Groupe spécial.
[203] De fait, l'Union européenne ne soutient pas le contraire.

spécifiquement indiquée dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Chine. Cette abrogation et ce remplacement se sont produits après que la Chine a présenté sa demande d'établissement d'un groupe spécial, et après que le présent Groupe spécial a été établi. Le fait d'obliger la Chine dans ces circonstances à recommencer le processus de règlement des différends, ce qui pourrait nécessiter la présentation d'une nouvelle demande de consultations[204], irait à l'encontre du but du Mémorandum d'accord consistant à prévoir le "règlement rapide de toute situation dans laquelle un Membre considère qu'un avantage résultant pour lui directement ou indirectement" d'un accord visé se trouve compromis par une mesures prise par un autre Membre, ainsi qu'il est prévu à l'article 3:3 du Mémorandum d'accord. Par conséquent, nous estimons que l'objection de l'Union européenne est formaliste et ne touche pas le fond. Dans les circonstances du présent différend, il ne peut pas être considéré que les droits relatifs à la régularité de la procédure de l'Union européenne ont été compromis parce que le différend a pu progresser sur la base d'une contestation de la mesure de remplacement et non de la mesure nommée dans la demande d'établissement d'un groupe spécial. De fait, il ne serait pas compatible avec le fonctionnement efficace du système de règlement des différends à l'OMC de reconnaître la validité de l'exception soulevée par l'Union européenne car cela pourrait donner lieu à des manœuvres juridiques inappropriées visant à éviter le règlement des différends, d'une manière incompatible avec l'obligation des Membres d'engager une procédure de règlement des différends "de bonne foi dans un effort visant à régler ce différend".[205] Par conséquent, nous estimons que le Règlement n° 1225/2009 du Conseil nous est soumis à bon droit et nous fonderons nos constatations et recommandations relatives aux allégations "en tant que tel" de la Chine sur les parties pertinentes de ce règlement.

7.35 L'Union européenne avance que la Chine a indiqué la mesure spécifique en cause d'une manière très spécifique et étroite dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial. Spécifiquement, elle fait observer que la Chine n'a pas fait référence à des "mesures de remplacement, mesures connexes ou mesures d'application". Dans le même ordre d'idées, elle fait observer que "la Chine n'a pas indiqué la question en employant des termes plus généraux comme "traitement individuel" ou "régime ou pratique ayant trait au traitement individuel" de l'Union européenne dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial".[206] Il s'ensuit, de l'avis de l'Union européenne, que la mesure spécifique en cause en ce qui a trait aux allégations "en tant que tel" de la Chine se limite à l'article 9 5) du Règlement n° 384/96 du Conseil, tel qu'il a été modifié.[207] Selon l'Union européenne, puisque le Règlement n° 1225/2009 du Conseil n'a pas modifié l'article 9 5) du Règlement n° 384/96 du Conseil, il ne relève pas du mandat du Groupe spécial. Une fois de plus, nous estimons que la thèse défendue par l'Union européenne est formaliste, et nous ne pensons pas que cette considération soit déterminante. L'approche suivie par l'Union européenne donne à entendre que si la Chine avait inclus, par exemple, le membre de phrase "et toute mesure de remplacement", le Règlement n° 1225/2009 du Conseil aurait relevé du mandat du Groupe spécial. Nous nous abstenons de suivre une telle approche mécaniste pour déterminer notre compétence sur la base de la demande d'établissement d'un groupe spécial. Au lieu de cela, nous jugeons qu'il est approprié de regarder la différence entre l'ancienne et la nouvelle version de l'article 9 5) pour déterminer si, au vu de toute différence de libellé entre ces deux versions, les droits relatifs à la régularité de la procédure de l'Union européenne seraient compromis si nous devions entreprendre de régler le présent différend par

[204] Il est prévisible qu'une demande d'établissement indiquant une mesure différente de celle qui est indiquée dans la demande de consultations puisse être contestée au motif qu'elle soulève une question au sujet de laquelle des consultations n'ont pas eu lieu.

[205] Mémorandum d'accord, article 3:10. Pour être clairs, nous ne laissons ***pas*** entendre que l'Union européenne s'est livrée à de telles manœuvres dans le présent différend. Rien ne nous permet de croire que la décision de l'Union européenne d'abroger et de remplacer le Règlement n° 384/96 du Conseil avait quelque chose à voir avec le présent différend, et la Chine n'a pas avancé le contraire. Nous nous soucions des conséquences possibles de notre décision.

[206] Union européenne, première communication écrite, paragraphe 40.

[207] Union européenne, première communication écrite, paragraphe 40.

rapport au Règlement n° 1225/2009 du Conseil, et non par rapport au Règlement n° 384/96 du Conseil. Puisque les deux textes sont quasiment identiques et qu'en ce qui a trait au fond les deux versions de la disposition en question peuvent être considérées comme identiques, nous sommes d'avis que les droits relatifs à la régularité de la procédure de l'Union européenne sont bien préservés.[208]

7.36 L'Union européenne cite plusieurs rapports de groupes spéciaux et de l'Organe d'appel à l'appui des arguments qu'elle avance dans ce contexte. À titre d'exemple, elle fait observer que dans l'affaire *CE – Morceaux de poulet (Brésil)*[209], les plaignants dans leurs communications au groupe spécial ont présenté des allégations ayant trait à des mesures qui n'avaient pas été indiquées dans leurs demandes d'établissement d'un groupe spécial.[210] Le groupe spécial a constaté que puisque les demandes d'établissement d'un groupe spécial des plaignants n'étaient pas libellées en termes suffisamment généraux, elles ne pouvaient pas être interprétées comme contenant ces nouvelles mesures.[211] Nous notons cependant que les circonstances de la présente procédure sont sensiblement différentes de celles de l'affaire *CE – Morceaux de poulet (Brésil)*. Contrairement à ce différend, le texte de la "nouvelle" mesure en l'espèce est quasiment identique à celui de l'ancienne mesure, et il est identique sur le fond. Par conséquent, il n'est pas question, selon nous, de savoir si la demande d'établissement d'un groupe spécial peut être interprétée comme contenant une "nouvelle" mesure.

7.37 L'Union européenne cite également le rapport du Groupe spécial *Chine – Publications et produits audiovisuels*.[212] Toutefois, la question en cause dans ce différend diffère aussi considérablement de la question dont nous sommes saisis. Dans le paragraphe auquel l'Union européenne fait spécifiquement référence, ce groupe spécial a noté que l'Organe d'appel avait constaté que "les références aux modifications, mesures connexes ou mesures de mise en œuvre figurant dans la demande d'établissement d'un groupe spécial" pourraient faire entrer certaines mesures dans le mandat d'un groupe spécial même si ces mesures n'avaient pas été indiquées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial.[213] Dans la présente procédure, toutefois, la question n'est pas de savoir si la mention du Règlement n° 384/96 du Conseil "tel qu'il a été modifié" fait entrer le Règlement n° 1225/2009 du Conseil dans notre mandat même si ce règlement n'a pas été spécifiquement indiqué dans la demande d'établissement d'un groupe spécial. Il s'agit plutôt de savoir si la mention du Règlement n° 384/96 du Conseil dans la demande d'établissement d'un groupe spécial limite notre mandat de manière à nous empêcher d'examiner la mesure de remplacement identique sur le fond, en l'occurrence le Règlement n° 1225/2009 du Conseil. Nous estimons donc que l'analyse qui a été faite dans ce rapport de groupe spécial n'est pas pertinente pour la question soulevée dans la présente procédure.

7.38 Nous notons que des rapports antérieurs de l'OMC concernant le point de savoir si des modifications apportées à des mesures spécifiques indiquées dans une demande d'établissement d'un groupe spécial ou de nouvelles mesures adoptées après la présentation d'une demande d'établissement

---

[208] De plus, l'ajout d'un membre de phrase comme "et toute mesure de remplacement" ne serait pas suffisant, selon nous, pour faire relever du mandat d'un groupe spécial une mesure de remplacement qui serait fondamentalement différente sur le fond de la mesure indiquée.

[209] Union européenne, première communication écrite, note de bas de page 32.

[210] Rapport du Groupe spécial *Communautés européennes – Classification douanière des morceaux de poulet désossés et congelés, plainte du Brésil* ("*CE – Morceaux de poulet* (*Brésil*)"), WT/DS269/R, adopté le 27 septembre 2005, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS269/AB/R, WT/DS286/AB/R, paragraphe 7.16.

[211] Rapport du Groupe spécial *CE – Morceaux de poulet* (*Brésil*), paragraphes 7.28 et 7.29.

[212] Union européenne, première communication écrite, note de bas de page 33.

[213] Rapport du Groupe spécial *Chine – Mesures affectant les droits de commercialisation et les services de distribution pour certaines publications et certains produits de divertissement audiovisuels* ("*Chine – Publications et produits audiovisuels*"), WT/DS363/R et Corr.1, adopté le 19 janvier 2010, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS363/AB/R, paragraphe 7.18.

d'un groupe spécial relèveraient du mandat d'un groupe spécial ont été rédigés dans un esprit qui va effectivement dans le sens de notre approche à cet égard. Si, dans ces affaires, la principale question en cause consistait à savoir si le texte de la demande pouvait être interprété comme renvoyant à d'autres mesures que les mesures mentionnées, en l'espèce, la question est de savoir si le fait de ne pas faire référence à une mesure de remplacement ultérieure, qui est identique sur le fond à la mesure indiquée, nous empêche d'examiner cette mesure de remplacement. Il est maintenant bien établi qu'une mesure qui n'est pas indiquée dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le plaignant peut quand même relever du mandat du groupe spécial si elle est assez étroitement liée à la mesure indiquée dans la demande, de manière à ce qu'il puisse être constaté que le défendeur a été suffisamment informé de la nature des allégations que le demandeur pourrait soulever pendant la procédure de groupe spécial.[214] Nous estimons qu'il est compatible avec ce raisonnement de conclure, dans le présent différend, qu'une mesure ultérieure qui est identique sur le fond à la mesure indiquée dans la demande d'établissement d'un groupe spécial relève de notre mandat. Il est vrai que la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Chine ne contient pas de termes comme "et les modifications ou mesures ultérieures", mais puisque la nouvelle et l'ancienne mesure sont identiques sur le fond, nous ne pensons pas que ce soit important.

7.39 Enfin, nous sommes d'avis que notre conclusion sur cette question est compatible avec la prescription de l'article 11 du Mémorandum d'accord imposant à un groupe spécial de "procéder à une évaluation objective de la question dont il est saisi, y compris une évaluation objective des faits de la cause, de l'applicabilité des dispositions des accords visés pertinents et de la conformité des faits avec ces dispositions, et [de] formuler d'autres constatations propres à aider l'ORD à faire des recommandations ou à statuer ainsi qu'il est prévu dans les accords visés. Notre conclusion respecte également le principe énoncé à l'article 3:3 du Mémorandum d'accord, qui impose de garantir le règlement rapide des différends entre des Membres de l'OMC, ce qui est "indispensable au bon fonctionnement de l'OMC et à l'existence d'un juste équilibre entre les droits et les obligations des Membres". Nous concluons donc que le Règlement n° 1225/2009 du Conseil nous est soumis à bon droit dans le présent différend et nous formulerons nos constatations et recommandations concernant cette mesure.

b) Question de savoir si toutes les allégations soulevées par la Chine concernant le Règlement antidumping de base relèvent du mandat du Groupe spécial

i) Arguments des parties

Union européenne

7.40 L'Union européenne soutient qu'aux termes du Mémorandum d'accord, il ne suffit pas de se contenter d'exposer de façon sommaire le fondement juridique de la plainte.[215] Elle affirme que les allégations formulées par la Chine au titre des articles 6.10, 9.3 et 9.4 de l'Accord antidumping et au

[214] Voir, par exemple, le rapport du Groupe spécial *Japon – Mesures affectant les pellicules et papiers photographiques destinés aux consommateurs* ("*Japon – Pellicules*"), WT/DS44/R, adopté le 22 avril 1998, paragraphe 10.8; le rapport de l'Organe d'appel *Chili – Système de fourchettes de prix et mesures de sauvegarde appliqués à certains produits agricoles* ("*Chili – Systèmes de fourchettes de prix*"), WT/DS207/AB/R, adopté le 23 octobre 2002, paragraphe 135; le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures relatives à la réduction à zéro et aux réexamens à l'extinction – Recours du Japon à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord* ("*États-Unis – Réduction à zéro* (*Japon*) (*article 21:5 – Japon*)"), WT/DS322/AB/RW, adopté le 31 août 2009, paragraphe 113 ("Nous partageons l'avis du Groupe spécial selon lequel l'emploi de l'expression "étroitement liés" plus haut au paragraphe 12 de la demande d'établissement d'un groupe spécial est un élément supplémentaire étayant la constatation selon laquelle l'expression "mesure ultérieure étroitement liée" fait référence aux réexamens périodiques de l'ordonnance en matière de droits antidumping visant les roulements à billes qui ont été effectués après les réexamens énumérés dans la demande d'établissement d'un groupe spécial.")

[215] Union européenne, première communication écrite, paragraphe 48.

titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994 ne sont pas soumises à bon droit au Groupe spécial parce que les parties pertinentes de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Chine n'énoncent pas clairement le problème, ainsi qu'il est prescrit à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord. Plus spécifiquement, l'Union européenne soutient qu'en ce qui concerne ces quatre allégations, la Chine n'a pas établi explicitement de lien entre la mesure spécifique en cause et les dispositions juridiques dont il est allégué qu'elles ont été enfreintes.[216] Selon l'Union européenne, il s'ensuit que ces allégations ne relèvent pas du mandat du Groupe spécial.

Chine

7.41 La Chine soutient que sa demande d'établissement d'un groupe spécial satisfait aux prescriptions de l'article 6:2 concernant les allégations visées par l'exception de l'Union européenne. Selon elle, l'Union européenne confond les obligations de procédure énoncées dans le Mémorandum d'accord et l'analyse de fond de la mesure en cause, de même que les allégations et les arguments. De l'avis de la Chine, "l'article 6:2 prescrit simplement que la partie plaignante indique dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial la mesure spécifique en cause et les allégations afin de permettre à la partie défenderesse de connaître le problème en cause".[217] Spécifiquement, la Chine fait valoir que l'article 6:2 ne prescrit pas que le champ d'application de la mesure spécifique en cause corresponde au champ d'application de la disposition juridique dont il est allégué qu'elle a été enfreinte.[218] Elle fait valoir qu'au vu de la demande d'établissement d'un groupe spécial qu'elle a présentée, l'Union européenne connaissait très bien la mesure spécifique en cause et les dispositions juridiques dont il était indiqué qu'elles avaient été enfreintes, et affirme que c'est ce que démontre la teneur de la première communication écrite de l'Union européenne. Elle affirme que les arguments de l'Union européenne concernent la question fondamentale de savoir si l'article 9 5) du Règlement antidumping de base porte sur le calcul des marges de dumping, que le présent Groupe spécial est appelé à trancher, et non les prescriptions de procédure du Mémorandum d'accord.[219] La Chine allègue aussi que l'Union européenne n'a pas démontré que le fait allégué que la Chine n'a pas exposé clairement le problème avait porté atteinte à sa capacité de défendre ses intérêts.[220] Elle demande donc que le Groupe spécial constate que les quatre allégations contestées par l'Union européenne lui sont soumises à bon droit.

ii) Arguments des tierces parties

Brésil

7.42 Le Brésil fait observer qu'une demande d'établissement d'un groupe spécial remplit deux fonctions: a) elle renseigne le défendeur sur la nature des allégations formulées par le plaignant, et b) elle détermine la compétence du groupe spécial. Selon le Brésil, "l'essence du différend doit être présentée dans la demande d'établissement d'un groupe spécial de telle manière qu'on puisse raisonnablement s'attendre à ce que le Membre défendeur comprenne le recours déposé contre lui".[221] En ce qui concerne l'argument de l'Union européenne selon lequel les allégations formulées par la Chine au titre des articles 6.10, 9.3 et 9.4 de l'Accord antidumping ne relèvent pas du mandat du Groupe spécial, le Brésil estime que l'Union européenne fait l'amalgame entre l'examen liminaire de la demande d'établissement d'un groupe spécial et l'analyse de fond des allégations de la Chine. De l'avis du Brésil, la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Chine contient l'essentiel de ce qui est en cause et c'est également ce que confirme la teneur de la première

[216] Union européenne, première communication écrite, paragraphe 51.
[217] Chine, deuxième communication écrite, paragraphe 27.
[218] Chine, deuxième communication écrite, paragraphe 28.
[219] Chine, deuxième communication écrite, paragraphe 31.
[220] Chine, deuxième communication écrite, paragraphes 41 à 46.
[221] Brésil, communication écrite, paragraphe 4.

communication écrite de la Chine. En outre, le Brésil soutient que l'Union européenne n'a pas établi que les imperfections alléguées de ladite demande d'établissement d'un groupe spécial ont porté atteinte à ses droits relatifs à la régularité de la procédure.

iii) Évaluation par le Groupe spécial

7.43 Nous notons que l'exception préliminaire de l'Union européenne concernant les allégations de la Chine au titre des articles 6:10, 9:3 et 9:4 de l'Accord antidumping repose sur l'allégation selon laquelle la mesure spécifique en cause, en l'occurrence l'article 9 5) du Règlement antidumping de base, porte uniquement sur l'imposition de droits antidumping, tandis que les trois dispositions de l'Accord antidumping citées par la Chine portent sur la détermination des marges de dumping ou l'établissement du niveau des droits antidumping.[222] Selon l'Union européenne, comme la mesure spécifique en cause ne porte pas sur le calcul des marges de dumping, l'Union européenne fait valoir que les allégations au titre des dispositions de l'Accord antidumping qui portent sur le calcul des marges ne relèvent pas de notre mandat.

7.44 À cet égard, nous convenons avec la Chine que l'Union européenne confond l'indication des allégations formulées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial et les arguments qui doivent être avancés dans la procédure de groupe spécial ultérieure. Il nous semble pertinent et important à cet égard que l'Union européenne consacre une grande partie de ses arguments de fond concernant ces trois allégations à la tâche consistant à tenter d'établir que l'article 9 5) du Règlement antidumping de base ne porte pas sur le calcul des marges de dumping et, partant, n'est pas visé par les obligations énoncées dans ces trois dispositions. De fait, il est évident pour nous que la question de savoir si l'article 9 5) du Règlement antidumping de base se limite à l'imposition de droits antidumping, ou se rapporte aussi au calcul des marges de dumping ou à l'établissement du niveau des droits antidumping, est une question litigieuse qui doit être réglée en tant que partie intégrante du fond de la présente affaire, et non en tant que question devant être abordée dans le contexte du règlement d'une exception préliminaire.[223] Nous notons que cet argument constitue le seul fondement de l'exception concernant le mandat soulevée par l'Union européenne dans ce contexte. Nous constatons donc que les allégations de la Chine au titre des articles 6.10, 9.3 et 9.4 de l'Accord antidumping relèvent de notre mandat.

7.45 S'agissant de l'allégation de la Chine au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994, l'Union européenne avance des arguments similaires. Elle soutient qu'il n'y a pas de rapport entre la mesure spécifique en cause, c'est-à-dire l'article 9 5) du Règlement antidumping de base, et les obligations énoncées à l'article X:3 a) du GATT de 1994. Selon elle, "la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Chine n'explique pas *comment* les "dispositions" de l'article 9 5) du Règlement n° 384/96 du Conseil ne sont pas appliquées d'une manière uniforme, impartiale et raisonnable".[224] Là aussi, nous sommes d'avis que l'Union européenne confond l'indication d'une allégation et les arguments qui peuvent être présentés à l'appui d'une allégation. L'Union européenne affirme que l'obligation énoncée à l'article X:3 a) du GATT de 1994 ne peut pas s'appliquer aux lois, règlements et décisions eux-mêmes, mais uniquement à leur application. Nous rappelons que ce qui est important aux fins de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord, c'est de savoir si une allégation est indiquée d'une manière suffisamment claire dans la demande d'établissement d'un groupe spécial pour que le défendeur soit renseigné sur la nature de l'allégation et puisse préparer ses arguments en conséquence. La question de savoir si l'énonciation de l'allégation se justifie sur le plan juridique doit être examinée

[222] Voir Union européenne, première communication écrite, paragraphes 53, 54, 58 et 62.

[223] Nous notons que nous ne voulons pas laisser entendre que nous souscrivons à l'affirmation de l'Union européenne selon laquelle les allégations de la Chine concernent le calcul des marges de dumping, mais que même en présumant que c'est le cas, le champ d'application de l'article 9 5) du Règlement antidumping de base n'est pas assez clair pour nous empêcher de les examiner.

[224] Union européenne, première communication écrite, paragraphe 67.

par le Groupe spécial pendant la procédure de groupe spécial, sur la base des arguments qui sont avancés par les parties et des éléments de preuve qui sont présentés. Nous notons qu'une allégation au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994 concernant l'article 9 5) du Règlement antidumping de base est clairement énoncée à la page 2 de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Chine. Nous estimons donc que cette allégation relève de notre mandat également.

2. Dispositions pertinentes du Règlement n° 1225/2009 du Conseil

7.46 Le Règlement n° 1225/2009 du Conseil, soit le Règlement antidumping de base, est l'instrument législatif actuellement en vigueur dans l'Union européenne qui énonce les prescriptions de fond et de procédure relatives aux enquêtes antidumping menées dans l'Union européenne. L'article 2 du Règlement antidumping de base porte sur la détermination de l'existence d'un dumping, y compris la détermination de la valeur normale. La règle fondamentale énoncée aux paragraphes 1) à 6) de l'article 2 pour la détermination de la valeur normale reprend essentiellement les dispositions de l'article 2.2 de l'Accord antidumping et s'applique aux pays à économie de marché, qu'ils soient ou non Membres de l'OMC.

7.47 Le paragraphe 7 de l'article 2 contient des règles spécifiques sur la détermination de la valeur normale dans les enquêtes visant des économies autres que de marché ("NME"). Cette disposition répartit les pays en question en deux catégories: les NME qui sont Membres de l'OMC et les NME qui ne le sont pas, et établit différentes règles pour déterminer la valeur normale pour ces deux catégories:

a) Le point a) du paragraphe 7, qui s'applique aux NME qui ne sont **pas** Membres de l'OMC, y compris l'Azerbaïdjan, le Bélarus, la Corée du Nord, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et le Turkménistan, prévoit que pour ces pays, la valeur normale est déterminée "sur la base du prix de la valeur construite, dans un pays tiers à économie de marché, du prix pratiqué à partir d'un tel pays tiers à destination d'autres pays, y compris la Communauté, ou, lorsque cela n'est pas possible, sur toute autre base raisonnable, y compris le prix effectivement payé ou à payer dans la Communauté pour le produit similaire, dûment ajusté, si nécessaire, afin d'y inclure une marge bénéficiaire raisonnable".

b) Le point b) du paragraphe 7, qui s'applique au Kazakhstan et aux NME qui sont Membres de l'OMC à la date d'ouverture de l'enquête, y compris la Chine, prévoit que si un ou plusieurs producteurs[225] visés par l'enquête établissent que "les conditions d'une économie de marché prévalent" pour eux, la valeur normale est déterminée pour ces producteurs conformément aux règles de base énoncées aux paragraphes 1 à 6 de l'article 2, c'est-à-dire les règles applicables aux pays à économie de marché. Sinon, la valeur normale sera déterminée sur la base du point a) du paragraphe 7, c'est-à-dire les règles qui s'appliquent aux NME qui ne sont pas Membres de l'OMC, y compris les producteurs qui ne sont pas en mesure d'établir que "les conditions d'une économie de marché prévalent" pour eux.

Le point c) du paragraphe 7 énonce les critères sur la base desquels un producteur étranger est censé établir qu'il opère selon les principes de l'économie de marché et, partant, que "les conditions d'une économie de marché prévalent" pour lui, auquel cas la première option prévue au point b) du paragraphe 7 sera appliquée et la valeur normale de ce producteur sera déterminée conformément aux règles applicables aux pays à économie de marché. Ces critères sont généralement appelés "critères

[225] Dans le présent rapport, nous utilisons les termes "producteur" et "exportateur" de manière interchangeable, car les deux font référence à des sociétés visées par une enquête antidumping dans l'Union européenne.

relatifs à l'octroi du statut de société opérant dans les conditions d'une économie de marché" ("critères MET").[226] Il n'y a pas d'allégations dans le présent différend concernant les critères MET, que ce soit en tant que tels ou tels qu'appliqués dans l'enquête.

7.48 Le paragraphe 5 de l'article 9 du Règlement antidumping de base, qui explique les modalités d'imposition de droits antidumping, est au cœur des allégations "en tant que tel" que la Chine formule dans le présent différend. La partie pertinente de cette disposition est ainsi libellée:

> "Un droit antidumping dont le montant est approprié à chaque cas est imposé d'une manière non discriminatoire sur les importations d'un produit, de quelque source qu'elles proviennent, dont il a été constaté qu'elles font l'objet d'un dumping et causent un préjudice, à l'exception des importations en provenance des sources dont un engagement pris au titre du présent règlement a été accepté. Le règlement imposant le droit précise le montant du droit imposé à chaque fournisseur ou, si cela est irréalisable et, en règle générale, dans les cas visés à l'article 2, paragraphe 7, point a), le nom du pays fournisseur concerné." (non souligné dans l'original)

Par conséquent, l'article 9 5) prescrit qu'en principe le montant du droit imposé à chacun de ces "fournisseurs" soit précisé. Il prévoit ensuite deux exceptions à ce principe: 1) lorsqu'il est irréalisable de préciser le montant du droit pour chaque fournisseur, et 2) en général, lorsque l'article 2 7) a) du Règlement antidumping de base s'applique – c'est-à-dire lorsque la valeur normale est déterminée sur la base de prix intérieurs analogues ou de l'une des autres méthodes prévues dans cette disposition. Dans ces cas, le règlement qui impose le droit précisera un taux de droit pour le pays fournisseur concerné, c'est-à-dire qu'un taux de droit "applicable à l'échelle nationale" unique sera précisé et s'appliquera à l'ensemble des importations en provenance de ce pays.

7.49 L'article 9 5) prévoit une exception à la détermination d'un taux de droit applicable à l'échelle nationale. Il dispose ce qui suit:

> "En cas d'application de l'article 2, paragraphe 7, point a), un droit individuel peut toutefois être déterminé pour les exportateurs dont il peut être démontré, sur la base de requêtes dûment documentées, que:
>
> a) dans le cas d'entreprises contrôlées entièrement ou partiellement par des étrangers ou d'entreprises communes, les exportateurs sont libres de rapatrier les capitaux et les bénéfices;
>
> b) les prix à l'exportation, les quantités exportées et les modalités de vente sont décidés librement;

[226] En vertu de l'article 2 7) c), la requête visant à être traitée comme économie de marché doit être présentée par écrit et contenir des éléments de preuve suffisants établissant que le producteur opère dans les conditions d'une économie de marché, à savoir si: a) les décisions des entreprises concernant les prix et les coûts des intrants, par exemple des matières premières, de la technologie, de la main-d'œuvre, de la production, des ventes et des investissements, sont arrêtées en tenant compte des signaux du marché reflétant l'offre et la demande et sans intervention significative de l'État à cet égard, et si les coûts des principaux intrants reflètent en grande partie les valeurs du marché, b) les entreprises utilisent un seul jeu de documents comptables de base, qui font l'objet d'un audit indépendant conforme aux normes internationales et qui sont utilisés à toutes fins, c) les coûts de production et la situation financière des entreprises ne font l'objet d'aucune distorsion importante, induite par l'ancien système d'économie autre que de marché, notamment en relation avec l'amortissement des actifs, d'autres annulations comptables, le troc ou les paiements sous forme de compensation de dettes, d) les entreprises concernées sont soumises à des lois concernant la faillite et la propriété, qui garantissent aux opérations des entreprises sécurité juridique et stabilité, et e) les opérations de change sont exécutées au taux du marché.

c) la majorité des actions appartient à des particuliers. Les fonctionnaires d'État figurant dans le conseil d'administration ou occupant des postes clés de gestion sont en minorité ou la société est suffisamment indépendante de l'intervention de l'État;

d) les opérations de change sont exécutées au taux du marché; et

e) l'intervention de l'État n'est pas de nature à permettre le contournement des mesures si les exportateurs bénéficient de taux de droit individuels."

Ces critères sont généralement appelés "critères relatifs à l'octroi d'un traitement individuel". Si un producteur démontre qu'il remplit ces conditions et peut donc bénéficier d'un traitement individuel, les autorités de l'Union européenne préciseront un taux de droit individuel pour ce producteur. Les exportateurs qui ne respectent pas les critères relatifs à l'octroi d'un traitement individuel seront assujettis au taux de droit applicable à l'échelle nationale.

7.50 En résumé, lorsqu'un exportateur d'un Membre de l'OMC que l'Union européenne considère comme une NME est visé par une enquête antidumping menée par l'Union européenne, les possibilités suivantes concernant la détermination de la valeur normale et l'imposition d'un droit s'appliquent:

a) Si l'exportateur répond aux critères MET, sa valeur normale sera déterminée sur la même base que celle des producteurs des économies de marché. Une marge de dumping pour ce producteur sera calculée en comparant cette valeur normale aux prix à l'exportation de ce producteur, et un taux de droit individuel sera appliqué à ce producteur.

b) Si l'exportateur ne répond pas aux critères MET ("exportateur NME"), sa valeur normale sera déterminée au moyen d'une autre méthode (habituellement fondée sur les prix dans un pays tiers analogue). La question de savoir si le prix à l'exportation utilisé pour calculer la marge de dumping sera fondé sur les propres ventes à l'exportation de l'exportateur dépendra du point de savoir si l'exportateur demande et obtient un traitement individuel.

i) Si l'exportateur NME présente une telle demande et démontre qu'il répond aux critères prévus à l'article 9 5) du Règlement antidumping de base, il se verra appliquer un taux de droit individuel, calculé sur la base d'une comparaison entre la valeur normale calculée selon l'autre méthode et ses propres prix à l'exportation.

ii) Autrement, l'exportateur NME sera assujetti à un taux de droit applicable à l'échelle nationale. La détermination du prix à l'exportation utilisé pour calculer ce taux de droit dépendra du degré de coopération de l'ensemble des exportateurs ne bénéficiant pas d'un traitement individuel. Si ce degré est élevé, c'est-à-dire si les exportateurs ne bénéficiant pas d'un traitement individuel qui coopèrent représentent près de 100 pour cent de toutes les exportations, le prix à l'exportation sera fondé sur la moyenne pondérée du prix effectif de toutes les transactions à l'exportation réalisées par ces exportateurs. Mais si le degré de coopération est faible, c'est-à-dire si les exportateurs ne bénéficiant pas d'un traitement individuel représentent nettement moins que 100 pour cent de toutes les exportations, la Commission utilisera les données de fait disponibles pour compléter les renseignements manquants. Le choix de ces données dépendra de la gravité de la

non-coopération et elles pourront inclure des données statistiques relatives aux importations.[227]

3. Question de savoir si l'article 9 5) du Règlement antidumping de base est incompatible avec les articles 6.10, 9.2, 9.3 et 9.4 de l'Accord antidumping

a) Arguments des parties

i) Chine

7.51 La Chine fait valoir que la première phrase de l'article 6.10 de l'Accord antidumping prescrit que les autorités chargées de l'enquête calculent, en règle générale, une marge de dumping individuelle pour chaque exportateur/producteur étranger des importations dont il est allégué qu'elles font l'objet d'un dumping.[228] Exceptionnellement, la deuxième phrase autorise l'utilisation d'un échantillon lorsque le nombre d'exportateurs, de producteurs, d'importateurs ou de types de produits visés est important.[229] De l'avis de la Chine, l'utilisation d'un échantillon est la seule exception à la règle énoncée dans la première phrase de l'article 6.10.[230] Par conséquent, selon la Chine, en disposant que les producteurs-exportateurs des NME sont assujettis à une marge de dumping applicable à l'échelle nationale, à moins qu'ils ne puissent démontrer qu'ils remplissent les cinq critères de l'article 9 5), celui-ci enfreint l'article 6.10. Selon la Chine, même si le texte de l'article 9 5) du Règlement antidumping de base fait référence à "un droit individuel" et non à "une marge de dumping individuelle", l'application d'un droit individuel requiert le calcul d'une marge de dumping individuelle.[231] La Chine affirme que, par voie de conséquence, l'article 9 5) du Règlement antidumping de base viole l'article 6.10 de l'Accord antidumping.[232]

7.52 La Chine fait valoir que tout comme l'article 6.10 prescrit le calcul de marges de dumping individuelles, l'article 9.2 de l'Accord antidumping prescrit que les autorités fassent connaître le nom des fournisseurs pris individuellement lorsque des droits antidumping sont imposés.[233] Exceptionnellement, cette disposition permet aux autorités de faire connaître le nom du pays fournisseur lorsqu'il n'est pas réalisable de nommer les fournisseurs pris individuellement. La Chine prend note de l'article 9.4 de l'Accord antidumping, qui prévoit l'imposition de droits antidumping dans les cas où un échantillon est utilisé, et fait valoir que lorsque l'article 9.2 est lu conjointement avec l'article 9.4, il devient clair que le seul cas dans lequel les autorités seraient autorisées à attribuer des droits applicables à l'échelle nationale est l'utilisation d'un échantillon dans le cadre de l'enquête.[234] Selon la Chine, donc, en subordonnant l'attribution de taux de droits individuels à la réalisation de certaines conditions, l'article 9 5) du Règlement antidumping de base contrevient à l'article 9.2 de l'Accord antidumping.

7.53 La Chine fait observer que les marges de dumping pour les producteurs chinois qui ne répondent pas aux conditions ouvrant droit à un traitement individuel au titre de l'article 9 5) du Règlement antidumping de base sont calculées sur la base d'une comparaison entre la valeur normale calculée pour le pays analogue et les prix à l'exportation moyens de tous les producteurs chinois ne bénéficiant pas d'un traitement individuel ayant coopéré qui, dans la plupart des cas, donneront lieu à un ajustement supplémentaire de la moyenne en utilisant les meilleurs renseignements disponibles,

[227] Union européenne, réponse à la question n° 4 du Groupe spécial.
[228] Chine, première communication écrite, paragraphe 55.
[229] Chine, deuxième communication écrite, paragraphe 224.
[230] Chine, deuxième communication écrite, paragraphe 221.
[231] Chine, première communication écrite, paragraphe 59.
[232] Chine, première communication écrite, paragraphe 62.
[233] Chine, première communication écrite, paragraphe 71.
[234] Chine, première communication écrite, paragraphe 74.

par exemple, des statistiques relatives aux importations.[235] Elle soutient que ce calcul est incompatible avec les prescriptions de l'article 2 de l'Accord antidumping parce qu'il ne repose pas sur les prix à l'exportation individuels des producteurs concernés. C'est pourquoi les producteurs-exportateurs qui pratiquent des prix à l'exportation par entreprise plus élevés que le prix à l'exportation moyen utilisé pour les producteurs-exportateurs ne bénéficiant pas d'un traitement individuel seront assujettis à un droit qui sera plus élevé que leur marge de dumping établie en vertu de l'article 2 de l'Accord antidumping. La Chine allègue que, de ce fait, les droits imposés sur la base de ces marges, contreviennent au principe énoncé à l'article 9.3 de l'Accord antidumping, à savoir que le droit antidumping imposé ne doit pas dépasser la marge déterminée selon l'article 2.[236]

7.54 La Chine affirme que l'article 9 5) du Règlement antidumping de base est incompatible avec l'article 9.4 de l'Accord antidumping pour deux raisons. Premièrement, les marges de dumping calculées pour les producteurs non inclus dans l'échantillon représenteront la moyenne pondérée des marges calculées pour les producteurs inclus dans l'échantillon qui, dans la mesure où les producteurs inclus dans l'échantillon ne bénéficient pas d'un traitement individuel, seront incompatibles avec l'article 2 de l'Accord antidumping parce qu'ils seront basés sur les prix à l'exportation de tous les producteurs étrangers ayant coopéré, par opposition à ceux des producteurs pris individuellement.[237] Deuxièmement, l'article 9 5) du Règlement antidumping de base va à l'encontre de l'obligation contenue dans la dernière phrase de l'article 9.4 de l'Accord antidumping puisque l'article 9 5) subordonne le droit de solliciter le calcul de marges individuelles à des conditions qui ne figurent pas à l'article 9.4 de l'Accord antidumping.[238]

ii) Union européenne

7.55 L'Union européenne soutient que l'obligation énoncée dans la première phrase de l'article 6.10 est strictement procédurale. Cette obligation prévoit que les autorités calculeront une marge individuelle pour chaque exportateur ou producteur connu, mais ne dit pas comment ce calcul devrait être fait. D'autres dispositions de l'Accord portent sur le calcul des marges.[239] La nature de l'obligation prévue à l'article 6.10 est différente de la nature de la question soulevée par la Chine, à savoir l'attribution de taux de droits individuels par opposition à des taux de droits applicables à l'échelle nationale. L'imposition de droits est traitée à l'article 9 de l'Accord antidumping.[240] Par conséquent, l'Union européenne affirme que l'article 9 5) du Règlement antidumping de base n'est pas visé par l'obligation énoncée à l'article 6.10 de l'Accord antidumping.[241]

7.56 En substance, l'Union européenne affirme que l'utilisation d'un échantillon, autorisée par la deuxième phrase de l'article 6.10, n'est pas la seule exception à la règle générale énoncée dans la première phrase de cette disposition.[242] À titre d'exemple, l'Union européenne fait valoir que l'article 6.10 autorise les autorités chargées de l'enquête à considérer des sociétés distinctes comme une entité unique qui est la source réelle du dumping.[243] L'Union européenne affirme que d'autres exceptions à la règle générale sont également possibles, y compris, selon elle, celles qui sont prévues

[235] Chine, deuxième communication écrite, paragraphe 302.
[236] Chine, première communication écrite, paragraphes 85 et 86.
[237] Chine, première communication écrite, paragraphes 89 et 90; Chine, deuxième communication écrite, paragraphes 302 et 303.
[238] Chine, première communication écrite, paragraphes 91 et 92.
[239] Union européenne, première communication écrite, paragraphes 133 à 135.
[240] Union européenne, première communication écrite, paragraphe 136.
[241] Union européenne, première communication écrite, paragraphe 138.
[242] Union européenne, première communication écrite, paragraphes 140 à 142.
[243] Union européenne, première communication écrite, paragraphe 147.

à l'article 9 5) du Règlement antidumping de base. Par conséquent, l'article 9 5) du Règlement antidumping de base n'est pas incompatible avec l'article 6.10 de l'Accord antidumping.[244]

7.57 L'Union européenne soutient que l'article 9 5) du Règlement antidumping de base n'est pas visé par l'obligation énoncée à l'article 9.2 de l'Accord antidumping parce que cette dernière disposition ne prescrit pas qu'un droit antidumping soit déterminé par entreprise, mais simplement que les fournisseurs soient "nommés".[245] À titre subsidiaire, elle soutient que, contrairement à ce que la Chine fait valoir, l'article 9.4 de l'Accord antidumping ne peut pas être interprété comme définissant le seul cas dans lequel les autorités chargées de l'enquête peuvent imposer des droits antidumping pour le pays fournisseur.[246] Elle fait observer que la troisième phrase de l'article 9.2 autorise les autorités à faire connaître le nom du pays fournisseur lorsque plusieurs fournisseurs sont concernés et qu'il n'est pas réalisable de nommer chacun d'eux.[247] Selon l'Union européenne, l'expression "impracticable" (pas réalisable) désigne des situations dans lesquelles le droit ne toucherait pas la source du dumping et serait donc inefficace.[248] L'Union européenne soutient donc que l'article 9 5) du Règlement antidumping de base n'est pas incompatible avec l'article 9.2 de l'Accord parce qu'il sert à indiquer dans quel cas il ne serait pas réalisable d'attribuer des droits individuels de sorte que des droits applicables à l'échelle nationale devraient être attribués.[249]

7.58 L'Union européenne affirme également que l'article 9 5) du Règlement antidumping de base n'est pas visé par l'obligation prévue à l'article 9.3 de l'Accord antidumping parce que l'article 9 5) du Règlement antidumping de base ne porte pas sur le calcul des marges de dumping ni sur la relation entre les droits antidumping et les marges de dumping.[250] En supposant que l'article 9 5) du Règlement antidumping de base se rapporte à l'obligation énoncée à l'article 9.3 de l'Accord antidumping, l'Union européenne affirme que l'allégation formulée par la Chine au titre de l'article 9.3 de l'Accord antidumping est subordonnée aux allégations qu'elle formule au titre des articles 6.10 et 9.2. De l'avis de l'Union européenne, comme l'article 9 5) du Règlement antidumping de base ne contrevient pas à ces deux dispositions, il ne peut y avoir de violation de l'article 9.3 non plus.[251] L'Union européenne ne souscrit pas à l'argument de la Chine selon lequel le droit antidumping unique imposé à l'échelle nationale se traduira nécessairement par la perception de droits qui dépassent la marge de dumping pertinente.[252] Elle affirme, à cet égard, que "dans le cas des importations en provenance de la Chine, le taux de droit approprié pour le fournisseur véritable est soumis au plafond maximum de la marge de dumping constatée pour ce fournisseur sur la base de la moyenne pondérée des résultats intermédiaires constatés pour les fournisseurs ne bénéficiant pas d'un traitement individuel qui ont coopéré et des résultats obtenus pour les fournisseurs qui n'ont pas coopéré".[253]

7.59 L'Union européenne estime que l'article 9 5) du Règlement antidumping de base ne prescrit pas nécessairement l'utilisation d'échantillons et n'est donc pas visé par l'obligation énoncée à l'article 9.4 de l'Accord antidumping.[254] En supposant que le Groupe spécial ne soit pas de cet avis, l'Union européenne estime que l'allégation de la Chine au titre de l'article 9.4 de l'Accord antidumping est entièrement subordonnée aux allégations qu'elle formule au titre des articles 6.10 et 9.2 de l'Accord antidumping. De l'avis de l'Union européenne, comme l'article 9 5) du Règlement antidumping de base n'est pas incompatible avec les obligations énoncées dans ces deux dispositions,

[244] Union européenne, première communication écrite, paragraphes 153 et 154.
[245] Union européenne, première communication écrite, paragraphes 99 à 101.
[246] Union européenne, première communication écrite, paragraphes 103 à 105.
[247] Union européenne, première communication écrite, paragraphe 107.
[248] Union européenne, première communication écrite, paragraphes 108 à 116.
[249] Union européenne, première communication écrite, paragraphe 122.
[250] Union européenne, première communication écrite, paragraphes 158 et 159.
[251] Union européenne, première communication écrite, paragraphe 160.
[252] Union européenne, première communication écrite, paragraphe 162.
[253] Union européenne, première communication écrite, paragraphe 163.
[254] Union européenne, première communication écrite, paragraphes 166 à 168.

l'allégation de la Chine au titre de l'article 9.4 de l'Accord antidumping devrait également être rejetée.[255] De plus, l'Union européenne ne souscrit pas à l'argument de la Chine selon lequel l'article 9 5) du Règlement antidumping de base donne lieu à l'attribution aux fournisseurs non inclus dans l'échantillon qui ont coopéré de droits qui dépassent la moyenne pondérée des marges de dumping des fournisseurs inclus dans l'échantillon.[256]

b) Arguments des tierces parties

i) Brésil

7.60 Le Brésil estime que l'article 9 5) du Règlement antidumping de base n'est pas incompatible avec les disciplines pertinentes de l'OMC. Selon lui, les dispositions de l'article 2 et celles de l'article 6.10 de l'Accord antidumping s'appliquent uniquement dans le cadre des enquêtes visant des producteurs qui opèrent conformément aux principes de l'économie de marché. Lorsque les autorités déterminent que les principes de l'économie de marché ne prévalent pas dans le pays d'exportation, elles peuvent utiliser une méthode qui ne tient pas compte des prix intérieurs dans ce pays. Le Brésil trouve des éléments étayant ce point de vue dans la section 15 a) i) du Protocole d'accession de la Chine. Il estime que dans le cas où le producteur montre qu'il opère indépendamment de l'État, il devrait avoir droit à une marge de dumping individuelle, ainsi que le prescrit l'article 6.10. Il estime que le rapport du Groupe spécial *Corée – Certains papiers* étaye ce point de vue. De plus, il affirme que lorsque le critère mis au point par ce groupe spécial est appliqué à des exportateurs d'un pays à économie autre que de marché, c'est à ces importateurs qu'incombe la charge de démontrer qu'ils opèrent d'une manière indépendante de l'État. Le Brésil estime donc que l'article 9 5) du Règlement antidumping de base n'est pas incompatible avec l'article 6.10 de l'Accord antidumping. S'agissant de l'article 9 de l'Accord antidumping, le Brésil estime qu'il n'y a pas de disposition dans cet article qui prescrit de déterminer des droits antidumping individuels. La seule obligation que le Brésil infère de l'article 9 est que le droit ne devrait pas dépasser la marge déterminée selon l'article 2 de l'Accord antidumping. Toutefois, cette question est indépendante de la méthode appliquée pour déterminer cette marge. Le Brésil conclut donc que l'article 9 5) du Règlement antidumping de base n'est pas incompatible avec les obligations figurant à l'article 9 de l'Accord antidumping non plus.

ii) Colombie

7.61 La Colombie estime que l'Union européenne a établi que l'article 9 5) du Règlement antidumping de base n'entrait pas dans le champ d'application de l'article 6.10 de l'Accord antidumping parce qu'il porte sur l'imposition de droits antidumping, et non sur le calcul de marges de dumping. De plus, elle soutient que les autorités chargées de l'enquête sont autorisées à traiter comme une seule entité les producteurs dont il est constaté qu'ils sont liés à l'État et à calculer une seule marge de dumping pour ces producteurs. Il s'ensuit que l'article 9 5) du Règlement antidumping de base n'est pas incompatible avec l'article 6.10. Selon la Colombie, conformément à l'article 9.2 de l'Accord antidumping, les autorités sont autorisées à imposer des droits antidumping sur une base individuelle ou à l'échelle nationale. L'article 9 5) du Règlement antidumping de base explique les conditions dans lesquelles la Commission de l'Union européenne (la "Commission") appliquera les droits individuels, par opposition aux droits applicables à l'échelle nationale. Cette disposition n'est donc pas incompatible avec l'obligation énoncée à l'article 9.2 de l'Accord antidumping.

iii) Inde

7.62 Selon l'interprétation que donne l'Inde de l'obligation figurant à l'article 6.10 de l'Accord antidumping, cette disposition prescrit que les autorités chargées de l'enquête calculent des marges de

[255] Union européenne, première communication écrite, paragraphe 169.
[256] Union européenne, première communication écrite, paragraphe 171.

dumping individuelles pour chaque exportateur ou producteur connu. L'Inde est d'avis que l'utilisation d'un échantillon n'est qu'une exception à ce principe et demande au Groupe spécial de donner des clarifications à cet égard. Elle prend note du deuxième paragraphe de la note relative à l'article VI du GATT de 1994 et de la section 15 a) i) du Protocole d'accession de la Chine, et fait valoir que si le Groupe spécial devait interpréter le terme "vente" employé dans le Protocole d'accession comme désignant les ventes intérieures et les ventes à l'exportation, cela pourrait confirmer le point de vue selon lequel l'utilisation d'un échantillon n'est pas la seule exception à la règle générale prévue dans la première phrase de l'article 6.10.

iv) Japon

7.63 Le Japon établit un lien entre la section 15 a) ii) du Protocole d'accession de la Chine et les conditions énoncées à l'article 9 5) du Règlement antidumping de base pour être admis à bénéficier d'un traitement individuel. Selon lui, si les conditions figurant à l'article 9 5) du Règlement antidumping de base correspondent à celles qui figurent à la section 15 a) ii) du Protocole d'accession de la Chine pour ce qui est de démontrer que les conditions d'une économie de marché existent dans une branche de production donnée, et si le calcul d'un droit applicable à l'échelle nationale au titre de l'article 9 5) du Règlement antidumping de base est l'équivalent de l'utilisation d'une méthode qui n'est pas fondée sur une stricte comparaison avec les prix intérieurs au sens de la section 15 a) ii) du Protocole d'accession de la Chine, le Groupe spécial devrait constater que l'Union européenne n'a pas contrevenu aux articles 6.10, 9.2, 9.3 et 9.4 de l'Accord antidumping. Le Japon invite le Groupe spécial à clarifier la relation entre l'article 9 5) du Règlement antidumping de base et la section 15 a) ii) du Protocole d'accession de la Chine. De plus, s'agissant de l'article 6.10, le Japon convient avec l'Union européenne que, ainsi que l'a précisé le Groupe spécial *Corée – Certains papiers*, cette disposition permet aux autorités de traiter des sociétés liées comme un producteur ou un exportateur unique. Toutefois, de l'avis du Japon, ce raisonnement se rapporte à la définition d'un "producteur" ou d'un "exportateur" au sens de l'article 6.10 et n'a rien à voir avec la relation entre la première et la deuxième phrase de cette disposition. Le Japon est d'avis que l'utilisation d'un échantillon est la seule exception à la règle générale énoncée dans la première phrase de l'article 6.10.

v) Turquie

7.64 La Turquie fait observer que la première phrase de l'article 6.10 de l'Accord antidumping énonce une règle générale et que la deuxième phrase prévoit une exception à cette règle, à savoir l'utilisation d'un échantillon. Elle n'estime toutefois pas que l'utilisation d'un échantillon soit la seule exception à cette règle. Selon la Turquie, l'Accord antidumping contient des règles qui s'appliquent aux enquêtes antidumping visant des sociétés de pays à économie de marché. Il est donc normal que l'article 6.10 ne contienne pas d'exception pour les NME. La Turquie fait valoir que dans les pays dans lesquels l'État intervient dans l'économie, cette intervention influe non seulement sur les coûts et les prix intérieurs, mais aussi sur les prix à l'exportation. En conséquence, dans les enquêtes visant des producteurs de ces pays, les autorités chargées de l'enquête sont autorisées à faire abstraction des prix à l'exportation réels dans le calcul des marges de dumping.

vi) États-Unis

7.65 Les États-Unis font observer qu'en principe, l'article 6.10 prescrit que les autorités chargées de l'enquête calculent des marges de dumping individuelles pour chaque exportateur ou producteur connu. À cette fin, les autorités chargées de l'enquête devront d'abord identifier les producteurs et les exportateurs. Les États-Unis estiment que pour faire cette détermination, les autorités devraient être autorisées à tenir compte des réalités économiques et à traiter les entités multiples comme une entité unique si les faits établissent que les sociétés sont suffisamment liées. Selon eux, ces réalités comprennent également le type d'économie dans laquelle les sociétés opèrent. Les États-Unis affirment qu'il existe de nombreux éléments de preuve indiquant que l'intervention de l'État dans

l'économie chinoise est importante. Il devient donc plus important de bien analyser les structures et les opérations des sociétés chinoises afin de déterminer si elles sont indépendantes de l'État. Les États-Unis estiment que dans la mesure où l'article 9 5) du Règlement antidumping de base est conçu pour examiner la relation entre les producteurs et l'État dans le pays exportateur, il ne serait pas incompatible avec l'article 6.10 de l'Accord antidumping. Les États-Unis trouvent des éléments étayant leur point de vue dans la décision rendue par le Groupe spécial *Corée – Certains papiers*.

7.66 Les États-Unis soutiennent que l'article 9 de l'Accord antidumping n'empêche pas les autorités chargées de l'enquête d'imposer et d'appliquer un droit unique à un groupe de sociétés. Cette disposition fait référence à l'imposition de droits sur des produits, et non à l'égard de producteurs ou d'exportateurs pris individuellement. Ils soutiennent en outre que pour décider quel droit sera appliqué à quelle société, les autorités chargées de l'enquête doivent savoir si un groupe de sociétés fonctionne comme une entité unique. S'il est déterminé qu'il en est ainsi, il n'y a rien dans l'article 9 qui empêcherait les autorités de traiter ces sociétés comme une entité unique en ce qui concerne l'imposition et le recouvrement de droits antidumping.

7.67 Les États-Unis affirment que l'article 9 5) du Règlement antidumping de base ne relève pas de l'article X:3 a) du GATT de 1994 parce qu'il ne concerne pas l'application d'un instrument juridique quel qu'il soit.

c) Évaluation par le Groupe spécial

i) Champ d'application/fonctionnement de l'article 9 5) du Règlement antidumping de base

7.68 Nous notons que les parties sont en désaccord quant au champ d'application/fonctionnement de l'article 9 5) du Règlement antidumping de base. L'essentiel du désaccord porte sur la question de savoir si cette disposition détermine si des marges de dumping individuelles seront calculées pour les exportateurs NME et quels exportateurs se verront appliquer des taux de droits individuels, ou si elle se limite à déterminer quels exportateurs auront un taux de droit individuel et quels exportateurs seront assujettis à un taux de droit applicable à l'échelle nationale. Les allégations de la Chine au titre des articles 6.10, 9.3 et 9.4 de l'Accord antidumping reposent sur le point de vue selon lequel l'article 9 5) du Règlement antidumping de base détermine si la Commission calculera des marges de dumping individuelles ou des marges applicables à l'échelle nationale, en plus de déterminer si des taux de droits individuels ou des taux applicables à l'échelle nationale seront appliqués. À cet égard, nous rappelons que la signification de la législation nationale d'un Membre de l'OMC est un fait qu'il appartient aux groupes spéciaux d'établir.[257] Nous notons que l'Union européenne n'a pas présenté d'éléments de preuve au sujet du sens de l'article 9 5) du Règlement antidumping de base, comme, par exemple, une interprétation donnée par les tribunaux compétents de l'Union européenne. Par conséquent, nous estimons qu'il nous incombe de préciser le champ d'application/fonctionnement de l'article 9 5) du Règlement antidumping de base en tant que question de fait avant de procéder à une analyse de fond des allégations de la Chine.

7.69 L'Union européenne estime que l'article 9 5) du Règlement antidumping de base porte exclusivement sur l'imposition de droits antidumping, et ne concerne pas du tout le calcul des marges de dumping. Au début d'une enquête, les producteurs NME sont invités à remplir le "formulaire de demande de traitement MET/traitement individuel" afin de démontrer, entre autres choses, qu'ils répondent aux conditions énoncées à l'article 9 5) du Règlement antidumping de base concernant l'octroi d'un traitement individuel. Si ces conditions sont remplies, la Commission attribuera un taux

[257] Voir, par exemple, le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Mesures antidumping et compensatoires appliquées aux tôles en acier en provenance de l'Inde* ("*États-Unis – Tôles en acier*"), WT/DS206/R, adopté le 29 juillet 2002, paragraphe 7.90; rapport de l'Organe d'appel *Inde – Brevets* (*États-Unis*), paragraphes 65 à 67.

de droit individuel à ce producteur. Si elles ne le sont pas, le producteur sera assujetti à un droit applicable à l'échelle nationale. Selon l'Union européenne, c'est tout ce que fait l'article 9 5) du Règlement antidumping de base. D'autres questions, comme le calcul des marges de dumping et la détermination des niveaux des droits devant être imposés, sont, selon l'Union européenne, régies par d'autres dispositions du Règlement antidumping de base, et non par l'article 9 5). Il découle de l'argument avancé par l'Union européenne que les allégations de la Chine au titre des articles 6.10, 9.3 et 9.4 de l'Accord antidumping doivent être rejetées parce que la mesure spécifique en cause ne se rapporte pas aux obligations énoncées dans ces trois dispositions.

7.70 La Chine n'est pas de cet avis. Selon elle, le champ d'application de l'article 9 5) du Règlement antidumping de base ne se limite pas à déterminer si les producteurs NME se verront imposer des droits antidumping individuels ou des droits applicables à l'échelle nationale. La question de savoir si la Commission déterminera une marge de dumping individuelle ou une marge applicable à l'échelle nationale pour les exportateurs est également régie par cette disposition.

7.71 Nous rappelons que l'article 9 5) du Règlement antidumping de base dispose que les producteurs NME qui ne répondent pas aux critères relatifs à l'octroi d'un traitement individuel se verront imposer un droit antidumping applicable à l'échelle nationale. Par contre, les producteurs NME qui répondent à ces critères se verront imposer leur propres taux de droits individuels. Nous reconnaissons que, tel qu'il est libellé, le texte de l'article 9 5) ne mentionne pas les marges de dumping. Toutefois, au vu du fonctionnement de cette disposition dans son ensemble, dans le contexte d'une enquête antidumping effectuée par l'Union européenne, nous convenons, ainsi que la Chine le fait valoir, que l'article 9 5) détermine non seulement si tel ou tel producteur NME sera assujetti à un droit individuel ou à un droit applicable à l'échelle nationale, mais nécessairement aussi si la Commission calculera une marge de dumping individuelle pour ce producteur.

7.72 D'une manière générale, il est clair pour nous qu'il existe un lien étroit et nécessaire entre le calcul d'une marge de dumping et l'imposition d'un droit antidumping. L'article 2 de l'Accord antidumping énonce les règles qui s'appliquent au calcul des marges de dumping. Ces règles portent généralement sur les aspects de fond du calcul des marges de dumping. L'article 2.1 définit le dumping. L'article 2.2 établit les principes détaillés de la détermination de la valeur normale, y compris pour des questions aussi complexes que les ventes à des prix inférieurs aux coûts et le faible volume des ventes qui se posent lors de la détermination de la valeur normale. L'article 2.3 donne des orientations sur les situations dans lesquelles le prix à l'exportation peut être réputé non fiable, auquel cas les autorités peuvent recourir à un prix à l'exportation construit. L'article 2.4 dispose qu'il doit être procédé à une comparaison équitable entre la valeur normale et le prix d'exportation, et énonce les règles concernant la manière d'effectuer cette comparaison.

7.73 L'article 9 de l'Accord antidumping, qui s'intitule "Imposition et recouvrement de droits antidumping", énonce les disciplines régissant l'imposition de droits antidumping. Parmi les dispositions spécifiques prévues à l'article 9, le paragraphe 3 semble le plus étroitement lié au calcul des marges de dumping, car il énonce le principe selon lequel un droit antidumping ne peut pas dépasser la marge de dumping déterminée selon l'article 2 de l'Accord antidumping. L'article 9.2 dispose que les autorités devraient normalement faire connaître le nom des différents fournisseurs du produit considéré en ce qui a trait à l'imposition d'un droit, mais permet de faire connaître le nom du pays s'il n'est "pas réalisable" de nommer les différents fournisseurs. L'article 9.4 explique comment, dans les enquêtes dans lesquelles les autorités utilisent des échantillons de la manière prévue à l'article 6.10 de l'Accord antidumping, des taux de droits maximums devraient être calculés pour les producteurs et les exportateurs n'ayant pas fait l'objet d'un examen dans le cadre de l'échantillon.[258]

[258] Par conséquent, les règles figurant à l'article 9.4 sont, dans le contexte des producteurs et des exportateurs étrangers qui ne font pas individuellement l'objet d'un examen dans le cadre de l'échantillon dans

7.74 Il nous semble qu'en temps normal, l'autorité chargée de l'enquête calcule la marge de dumping et impose le droit antidumping qui s'ensuit sur la même base. En d'autres termes, il nous semble logique que l'autorité chargée de l'enquête impose un droit antidumping par producteur uniquement si les marges correspondantes ont aussi été calculées par producteur. Inversement, si les marges ont été calculées à l'échelle nationale, on s'attendrait à ce que les autorités imposent aussi le droit à l'échelle nationale. L'argument de l'Union européenne, qui veut que la base sur laquelle les droits doivent être imposés en définitive n'est pas déterminante et, de fait, est en quelque sorte tout à fait distincte de la base sur laquelle les marges sont calculées, semble paradoxal. À notre avis, il ne serait pas logique que l'autorité chargée de l'enquête calcule des marges de dumping individuelles pour les producteurs à l'égard desquels la législation nationale prescrit l'imposition de droits antidumping applicables à l'échelle nationale.[259] De fait, en réponse à des questions sur ce point, l'Union européenne a expliqué ce qui suit:

> "Les autorités de l'UE ne calculent pas de marges de dumping individuelles pour les fournisseurs ne bénéficiant pas d'un traitement individuel."[260] (non souligné dans l'original)

7.75 L'Union européenne a ajouté que:

> "Les fournisseurs ne bénéficiant pas d'un traitement individuel sont considérés comme liés par le truchement de l'État, qui est le fournisseur véritable et la source réelle de la discrimination par les prix alléguée. Par conséquent, le calcul d'une marge de dumping applicable à l'échelle nationale vise à calculer la marge de dumping pour le fournisseur véritable."[261] (non souligné dans l'original)

Ainsi, l'Union européenne reconnaît que l'application de l'article 9 5) du Règlement antidumping de base comporte le calcul par les autorités de l'UE d'une marge applicable à l'échelle nationale et l'imposition d'un droit applicable à l'échelle nationale qui en résulte à l'égard des producteurs ne bénéficiant pas d'un traitement individuel. Elle affirme toutefois que "le calcul d'une marge de dumping individuelle pour l'État et ses agences d'exportation liées (c'est-à-dire les fournisseurs ne bénéficiant pas d'un traitement individuel) ou pour les fournisseurs bénéficiant du traitement MET/traitement individuel n'est pas établi en raison du fonctionnement de l'article 9 5) … le calcul de la marge de dumping individuelle pour l'État et les fournisseurs bénéficiant du traitement MET/du traitement individuel est effectué en raison du fonctionnement des articles 2 7) et 18 du Règlement n° 384/96 du Conseil[.]".[262] Nous notons, toutefois, que la question dont nous sommes saisis ne concerne pas les aspects pratiques du calcul des marges de dumping, mais bien le point de savoir si la Commission calcule une marge individuelle et attribue un droit individuel aux producteurs chinois pris individuellement. Rien dans les articles cités par l'Union européenne ne concerne la

---

une enquête, l'équivalent fonctionnel des règles figurant à l'article 2 concernant le calcul des marges de dumping, car elles établissent le taux de droit maximum qui peut être appliqué à ces sociétés.

[259] Inversement, si les marges correspondantes n'ont pas été calculées par producteur, des droits antidumping quels qu'ils soient pourraient être appliqués uniquement sur une "base individuelle" dans un sens très théorique, car le droit appliqué "individuellement" à chaque producteur serait vraisemblablement le même pour tous les producteurs.

[260] Union européenne, réponse à la question n° 6 a) du Groupe spécial. L'Union européenne a ensuite fait observer que "[t]outefois, les prix à l'exportation des fournisseurs ne bénéficiant pas d'un traitement individuel sont généralement utilisés pour déterminer la marge de dumping pour le fournisseur véritable, c'est-à-dire l'État". Union européenne, réponse à la question n° 6 a) du Groupe spécial. Par conséquent, il semble clair que les autorités de l'UE rassemblent les prix à l'exportation individuels des fournisseurs ne bénéficiant pas d'un traitement individuel, mais s'en servent simplement comme moyenne pour déterminer une marge de dumping à l'échelle nationale.

[261] Union européenne, réponse à la question n° 6 b) du Groupe spécial.

[262] Union européenne, réponse à la question n° 82 du Groupe spécial.

question de savoir si une marge individuelle sera ou non calculée pour un producteur ou exportateur étranger, et l'Union européenne n'affirme pas le contraire. Ces dispositions se rapportent uniquement aux aspects pratiques du calcul des marges de dumping, et cet argument n'est donc pas pertinent pour notre examen.

7.76 Par conséquent, selon notre interprétation de la législation de l'UE, la question de savoir si la Commission calculera ou non des marges de dumping individuelles et attribuera ou non des droits antidumping individuels en ce qui concerne les exportateurs NME est traitée exclusivement à l'article 9 5) du Règlement antidumping de base. Aucune autre disposition du Règlement antidumping de base ni aucun autre élément de la législation de l'UE qui produirait ce résultat particulier n'ont été portés à notre attention.[263]

7.77 Compte tenu des considérations qui précèdent, nous concluons que l'article 9 5) du Règlement antidumping de base concerne non seulement l'imposition de droits antidumping mais aussi le calcul des marges de dumping. Plus spécifiquement, dans les cas où cette disposition prescrit qu'un droit applicable à l'échelle nationale soit imposé aux producteurs NME qui ne satisfont pas aux critères relatifs à l'octroi d'un traitement individuel, il n'est pas contesté que la Commission calcule uniquement une marge de dumping applicable à l'échelle nationale pour ces producteurs, et non des marges de dumping individuelles. S'agissant des producteurs qui satisfont aux critères relatifs à l'octroi d'un traitement individuel, une marge individuelle est calculée et un droit individuel est imposé. Nous estimons donc que, concrètement, le résultat des critères relatifs à l'octroi d'un traitement individuel qui sont prévus à l'article 9 5) du Règlement antidumping de base détermine la nature du calcul de la marge que les autorités de l'UE effectueront, qu'il s'agisse d'une marge individuelle ou d'une marge applicable à l'échelle nationale. Ayant précisé cette question de fait, nous passons maintenant à l'évaluation quant au fond des allégations de la Chine au titre de l'article 9 5) du Règlement antidumping de base.

ii) Analyse de fond

7.78 La Chine affirme que l'article 9 5) du Règlement antidumping de base contrevient aux articles 6.10, 9.2, 9.3 et 9.4 de l'Accord antidumping car il prescrit que les producteurs NME de la Chine soient assujettis à une marge de dumping applicable à l'échelle nationale et à un droit antidumping applicable à l'échelle nationale, à moins qu'ils ne puissent démontrer qu'ils répondent à toutes les conditions ouvrant droit à un traitement individuel qui sont énoncées dans cette disposition.

7.79 Nous rappelons qu'aux termes du Règlement antidumping de base, dans une enquête antidumping visant une économie autre que de marché, les producteurs NME sont d'abord soumis aux critères MET, afin de déterminer si la Commission basera la détermination de la valeur normale pour ces producteurs sur la prise en considération des prix intérieurs qu'ils pratiquent. Si un producteur satisfait à ces critères, sa valeur normale sera basée sur les prix intérieurs qu'il pratique et les prix à l'exportation qui seront comparés à cette valeur normale seront basés sur les propres prix à l'exportation de cet exportateur – celui-ci est traité exactement comme s'il était un producteur d'un pays à économie de marché. Si un producteur ne répond pas aux critères MET, les prix intérieurs qu'il pratique ne sont pas pris en considération dans la détermination de sa valeur normale, qui est déterminée d'une autre façon.

7.80 Ce producteur est ensuite soumis aux critères relatifs à l'octroi d'un traitement individuel, qui servent à déterminer si une marge individuelle sera calculée et si un droit individuel sera imposé en ce qui concerne ce producteur, ou si une marge applicable à l'échelle nationale sera calculée, et si le

[263] Il nous semble, par exemple, que si la Commission devait faire l'objet d'une contestation devant le tribunal compétent de l'UE parce qu'elle n'aurait pas accordé de traitement individuel à ces exportateurs dans un cas particulier, elle devrait se fonder sur l'article 9 5) du Règlement antidumping de base pour défendre sa cause.

producteur sera assujetti à un droit applicable à l'échelle nationale. Les critères relatifs à l'octroi d'un traitement individuel s'appliquent uniquement aux producteurs qui ne satisfont pas aux critères MET. Comme nous l'avons conclu plus haut, conformément à l'article 9 5) du Règlement antidumping de base, le fait qu'un droit applicable à l'échelle nationale sera imposé en ce qui concerne les producteurs qui ne répondent pas aux critères relatifs à l'octroi d'un traitement individuel suppose que la Commission calculera une marge applicable à l'échelle nationale pour ces producteurs. Comme on l'a exposé précédemment au paragraphe 7.50 b) ii), la détermination du prix à l'exportation utilisé pour calculer cette marge applicable à l'échelle nationale dépendra du degré de coopération de l'ensemble des exportateurs ne bénéficiant pas d'un traitement individuel. Si ce degré est élevé, c'est-à-dire si les exportateurs ne bénéficiant pas d'un traitement individuel qui coopèrent représentent près de 100 pour cent de toutes les exportations, le prix à l'exportation sera fondé sur la moyenne pondérée du prix effectif de toutes les transactions à l'exportation réalisées par ces exportateurs. Mais si le degré de coopération est faible, c'est-à-dire si les exportateurs ne bénéficiant pas d'un traitement individuel représentent nettement moins que 100 pour cent de toutes les exportations, la Commission utilisera les données de fait disponibles pour compléter les renseignements manquants. Le choix de ces données dépendra de la gravité de la non-coopération et elles pourront inclure des données statistiques relatives aux importations.

7.81 Par conséquent, d'un point de vue technique, la Commission calcule une marge de dumping unique pour les producteurs NME qui ne satisfont pas aux critères relatifs à l'octroi d'un traitement individuel. Elle impose ensuite un taux de droit "applicable à l'échelle nationale" unique à ces producteurs, qui peut être moins élevé que cette marge si les autorités de l'UE déterminent qu'un droit moindre serait suffisant. Pour les producteurs NME qui répondent aux critères relatifs à l'octroi d'un traitement individuel, la Commission comparera la même valeur normale, mais avec les propres prix à l'exportation de ces producteurs. Par conséquent, d'un point de vue technique, la Commission calcule des marges individuelles pour les producteurs NME qui répondent aux critères relatifs à l'octroi d'un traitement individuel et des droits individuels sont imposés, lesquels peuvent être moindres que les marges individuelles calculées si les autorités de l'UE déterminent qu'un droit moindre serait suffisant.

7.82 Les allégations de la Chine au titre des articles 6.10, 9.2, 9.3 et 9.4 de l'Accord antidumping se rapportent donc uniquement à l'aspect relatif aux prix à l'exportation des déterminations de l'existence d'un dumping pour les producteurs NME. La Chine soutient que le fait de faire abstraction du prix à l'exportation des producteurs ne bénéficiant pas d'un traitement individuel et de tenir plutôt compte du prix à l'exportation moyen pondéré d'un groupe de producteurs chinois en tant que prix à l'exportation unique, et de calculer une marge de dumping applicable à l'échelle nationale et un niveau de droit applicable à l'échelle nationale sur cette base, est incompatible avec les dispositions citées de l'Accord antidumping.

7.83 Les arguments avancés par la Chine au titre des quatre dispositions de l'Accord antidumping en cause reposent sur le point de vue selon lequel l'Accord antidumping prescrit qu'un traitement individuel soit accordé aux producteurs visés par une enquête en ce qui concerne la détermination de l'existence d'un dumping. La Chine soutient que cette obligation de traitement individuel exige des autorités chargées de l'enquête qu'en règle générale elles tiennent compte des propres prix à l'exportation du producteur dans le calcul de sa marge de dumping individuelle, et qu'elles fondent le taux de droit pour ce producteur sur cette marge individuelle.[264] La Chine reconnaît que les articles 6.10 et 9.2 prévoient des exceptions au principe du traitement individuel, mais affirme que dans les cas où ces exceptions ne s'appliquent pas, les autorités chargées de l'enquête doivent accorder un traitement individuel aux producteurs étrangers.

[264] Ou, bien entendu, un droit moindre peut être imposé. Comme cela peut arriver indépendamment de la base sur laquelle la marge de dumping est calculée, et qu'il ne s'agit pas d'une question litigieuse en l'espèce, nous n'examinons pas cette circonstance.

7.84 Étant donné que l'essentiel de l'allégation de la Chine se rapporte au fait que l'Union européenne ne calcule pas de marges individuelles ni de droits individuels pour les producteurs chinois qui ne répondent pas aux critères relatifs à l'octroi d'un traitement individuel, nous estimons qu'il convient de commencer notre évaluation par la disposition de l'Accord antidumping qui se rapporte le plus directement à la question du traitement individuel, et d'examiner ensuite, dans la mesure nécessaire, les autres dispositions invoquées par la Chine. À notre avis, la disposition qui se rapporte le plus directement à l'allégation de la Chine est l'article 6.10 de l'Accord antidumping. La partie pertinente de l'article 6.10 dispose ce qui suit:

> "6.10 En règle générale, les autorités détermineront une marge de dumping individuelle pour chaque exportateur connu ou producteur concerné du produit visé par l'enquête. Dans les cas où le nombre d'exportateurs, de producteurs, d'importateurs ou de types de produits visés sera si important que l'établissement d'une telle détermination sera irréalisable, les autorités pourront limiter leur examen soit à un nombre raisonnable de parties intéressées ou de produits, en utilisant des échantillons qui soient valables d'un point de vue statistique d'après les renseignements dont elles disposent au moment du choix, soit au plus grand pourcentage du volume des exportations en provenance du pays en question sur lequel l'enquête peut raisonnablement porter. …
>
> > 6.10.2 Dans les cas où les autorités auront limité leur examen ainsi qu'il est prévu dans le présent paragraphe, elles n'en détermineront pas moins une marge de dumping individuelle pour tout exportateur ou producteur qui n'a pas été choisi initialement et qui présente les renseignements nécessaires à temps pour qu'ils soient examinés au cours de l'enquête, sauf dans les cas où le nombre d'exportateurs ou de producteurs est si important que des examens individuels compliqueraient indûment la tâche desdites autorités et empêcheraient d'achever l'enquête en temps utile. Les réponses volontaires ne seront pas découragées."

7.85 L'article 6.10 porte clairement sur le traitement individuel des producteurs et des exportateurs soumis à des enquêtes antidumping, car il énonce le principe selon lequel "en règle générale" les autorités chargées de l'enquête "détermineront", c'est-à-dire calculeront, une marge de dumping individuelle pour "chaque producteur connu ou exportateur […] du produit visé par l'enquête". Cette disposition prévoit également que dans les cas où le nombre de producteurs, d'exportateurs, d'importateurs ou de types de produits est "si important" que le calcul de marges individuelles est irréalisable, les autorités chargées de l'enquête peuvent limiter leur examen soit à un nombre raisonnable de parties intéressées ou de produits, en utilisant des échantillons qui soient valables d'un point de vue statistique, soit au plus grand pourcentage du volume des exportations en provenance du pays en question. L'"examen limité" prévu dans cette disposition est généralement désigné sous l'appellation d'"utilisation d'échantillons", même lorsqu'il ne s'agit pas d'utiliser un échantillon valable d'un point de vue statistique mais de recourir à la deuxième option pour ce qui est de limiter l'examen.[265]

7.86 En ce qui concerne l'allégation de la Chine au titre de l'article 6.10 de l'Accord antidumping, le désaccord entre les parties porte sur le point de savoir si l'utilisation d'un échantillon est la seule exception à l'obligation générale de calculer des marges individuelles pour chaque producteur ou

[265] L'article 6.10 contient également des dispositions concernant le choix des producteurs/exportateurs étrangers qui doivent être inclus dans un échantillon, et le droit des producteurs non inclus dans l'échantillon néanmoins choisis en vue du calcul d'une marge individuelle, sauf si cette façon de faire compliquerait indûment la tâche des autorités chargées de l'enquête. Ces dispositions ne sont pas en cause dans le présent différend.

exportateur connu qui est énoncée dans la première phrase. La Chine fait valoir que l'article 6.10 exige des autorités chargées de l'enquête qu'elles calculent une marge de dumping individuelle pour chaque exportateur ou producteur connu sauf lorsque, comme il est dit dans la deuxième phrase de cette disposition, les autorités utilisent un échantillon en raison du grand nombre d'exportateurs, de producteurs, d'importateurs ou de types de produits. Bien que l'Union européenne fasse valoir que l'article 6.10 ne s'applique pas en l'espèce, nous avons rejeté ce point de vue, en concluant plus haut que l'article 9 5) du Règlement antidumping de base portait effectivement sur le calcul des marges.[266] L'Union européenne s'oppose également aux arguments de fond de la Chine. Elle ne conteste pas que le principe énoncé à l'article 6.10 veut qu'une marge individuelle soit calculée pour chaque producteur connu. Elle considère que la première phrase de l'article 6.10 contient l'expression d'une préférence, en tant que règle générale, et non une obligation qui doit être respectée dans tous les cas. Cependant, elle fait valoir que l'utilisation d'un échantillon n'est pas la seule exception à cette préférence.[267] Spécifiquement, elle affirme que dans les économies autres que de marché, l'État peut être reconnu comme la source du dumping. Dans ces cas, les autorités chargées de l'enquête peuvent effectivement traiter l'État comme un "producteur", calculer une marge de dumping et un taux de droit uniques pour l'État et attribuer ce droit applicable à l'échelle nationale aux producteurs qui ne peuvent pas démontrer qu'ils sont indépendants de l'État.

7.87 L'argument avancé par la Chine soulève deux questions: 1) celle de savoir si l'utilisation d'un échantillon de la manière décrite dans la deuxième phrase de l'article 6.10 constitue la seule exception au principe énoncé dans la première phrase, et 2) celle de savoir si un État peut être traité comme un producteur et si une marge unique peut être établie et un droit unique imposé à l'égard des exportations provenant de cet État, à moins que les exportateurs pris individuellement ne puissent démontrer qu'ils sont indépendants de l'État au moyen d'une série de critères établis par le Membre importateur qui mène une enquête antidumping.

7.88 Nous notons que la première phrase de l'article 6.10 dispose que les autorités chargées de l'enquête doivent, "[e]n règle générale", calculer une marge de dumping individuelle pour chaque exportateur ou producteur connu du produit faisant l'objet de l'enquête. La deuxième phrase dit que dans les cas où le nombre d'exportateurs, de producteurs, d'importateurs ou de types de produits visés sera si important que l'établissement d'une détermination individuelle sera irréalisable, les autorités pourront fonder leurs déterminations sur un examen d'un échantillon qui soit valable d'un point de vue statistique ou sur le plus grand pourcentage du volume des exportations en provenance du pays en question sur lequel l'enquête peut raisonnablement porter. Compte tenu du texte et de sa structure, il nous paraît clair que la deuxième phrase de l'article 6.10 introduit une exception au principe énoncé dans la première phrase. La question que l'Union européenne soulève, toutefois, est de savoir si l'utilisation d'un échantillon est la seule exception au principe de la détermination d'une marge de dumping individuelle, ou s'il peut y avoir d'autres exceptions.

7.89 En ce qui concerne la relation entre la première et la deuxième phrase de l'article 6.10, l'Union européenne fait valoir ce qui suit:

> "La deuxième phrase de l'article 6.10 relative à l'utilisation d'un échantillon n'est pas une exception à cette règle générale. En fait, cette phrase est simplement une déclaration affirmative qui se rapporte i) aux conditions ouvrant droit à l'utilisation d'un échantillon et ii) à la composition de l'échantillon. Il n'y a pas de lien direct entre le principe général énoncé dans la première phrase et la possibilité d'utiliser un échantillon évoquée dans la deuxième phrase. Ces deux phrases sont simplement deux déclarations affirmatives qui énoncent ce que l'autorité chargée de l'enquête

[266] Voir les paragraphes 7.68 à 7.77.
[267] Union européenne, deuxième communication écrite, paragraphe 38.

> devrait faire d'une manière générale (détermination d'une marge individuelle) et ce qu'elle est autorisée à faire (utilisation d'un échantillon)."[268]

Selon l'Union européenne, il peut y avoir d'autres situations, en dehors de l'utilisation d'un échantillon, qui peuvent justifier le fait de ne pas calculer de marge individuelle pour un producteur. À cet égard, l'Union européenne fait référence au fait qu'un nouvel exportateur lié à l'exportateur d'un produit faisant l'objet d'une enquête antidumping n'est pas autorisé à demander le calcul d'une marge individuelle; au fait que des producteurs pris individuellement qui sont liés entre eux n'ont pas droit à des marges individuelles au titre de l'article 6.10; au fait que les autorités chargées de l'enquête peuvent calculer des marges différentes pour un producteur et un exportateur qui vend les produits de ce producteur; au fait que les autorités peuvent fonder leurs déterminations d'une marge pour un producteur n'ayant pas coopéré sur les données de fait disponibles; au fait qu'aucune marge ne serait calculée pour un exportateur qui est un "simple négociant" du produit visé; au fait que les autorités peuvent être incapables de recueillir des renseignements au sujet de certains producteurs; et au fait qu'une marge peut parfois être déterminée sur la base d'une valeur normale construite et/ou d'un prix à l'exportation construit.[269]

7.90 Nous ne sommes pas convaincus par les arguments de l'Union européenne. Le libellé de l'article 6.10, en particulier le fait que l'exception est énoncée immédiatement après la règle, semble donner à entendre que l'utilisation d'un échantillon est la seule exception à la règle des marges individuelles. De plus, les exemples que donne l'Union européenne en tant qu'autres exceptions possibles à la règle formulée dans la première phrase de l'article 6.10 sont directement fondés sur d'autres dispositions de l'Accord antidumping et, à ce titre, nous sommes d'avis qu'ils ne peuvent pas être considérés même potentiellement comme des "exceptions" à l'obligation de calculer des marges de dumping individuelles. En fait, il s'agit de droits et d'obligations spécifiques par ailleurs prévus dans l'Accord antidumping. À titre d'exemple, l'article 9.5 dispose que les nouveaux exportateurs d'un produit assujettis à un droit antidumping ont droit à un réexamen accéléré visant à déterminer une marge de dumping individuelle pour eux, sauf s'il s'agit de nouveaux exportateurs qui sont liés à un exportateur qui était visé par l'enquête correspondante et à l'égard duquel un droit a donc déjà été imposé. Comme cette situation est spécifiquement prévue, nous ne voyons pas de raison de considérer le fait de ne pas calculer de marge individuelle dans ce contexte comme une exception possible à la première phrase de l'article 6.10. De même, le fait que les autorités chargées de l'enquête peuvent calculer des marges différentes pour un producteur et un exportateur qui vend les produits de ce producteur ne peut pas être interprété comme une autre exception à la première phrase de l'article 6.10. En fait, cette situation semble correspondre à la règle générale selon laquelle une marge de dumping individuelle est calculée pour chaque producteur étranger et chaque exportateur du produit. De même, le fait que les déterminations de l'existence d'un dumping peuvent être établies sur la base des données de fait disponibles en vertu de l'article 6.8 semblerait dénué de pertinence pour la question dont nous sommes saisis – dans ces cas, c'est le fait qu'un producteur ou exportateur étranger pris individuellement ne fournit pas de renseignements qui justifie l'utilisation des données de fait disponibles, et la marge appliquée à cette partie n'ayant pas coopéré est "individuelle" dans ce sens, indépendamment de la manière dont elle peut être calculée. Il va sans dire que si les autorités chargées de l'enquête ne connaissent pas l'existence de tel ou tel producteur, il n'est pas possible de calculer une marge individuelle pour ce producteur.[270] De fait, la première phrase de l'article 6.10 prescrit simplement qu'en règle générale, une marge de dumping individuelle soit déterminée pour les producteurs ou exportateurs "connus", de sorte que les questions relatives à la portée d'éventuelles "exceptions" à cette règle pour les producteurs ou exportateurs inconnus ne se posent tout simplement

[268] Union européenne, réponse à la question n° 7 du Groupe spécial.
[269] Union européenne, réponse à la question n° 7 du Groupe spécial.
[270] Les importations provenant de producteurs qui ne sont pas connus de l'autorité chargée de l'enquête seront en règle générale assujetties à un taux de droit "résiduel" pouvant faire l'objet d'un réexamen au titre de l'article 9.5.

pas. Enfin, l'utilisation d'une valeur normale construite et/ou d'un prix à l'exportation construit sont des situations régies par les dispositions pertinentes de l'article 2 et il n'y a donc pas lieu de se fonder sur une exception à l'obligation énoncée dans la première phrase de l'article 6.10 pour justifier leur utilisation.

7.91 Le dernier argument avancé par l'Union européenne à cet égard, c'est-à-dire le fait que dans le cas où plusieurs producteurs sont liés, les autorités chargées de l'enquête n'ont pas à calculer des marges individuelles pour ces producteurs, nécessite un examen plus poussé. L'Union européenne estime que l'article 9 5) du Règlement antidumping de base, au moyen des critères relatifs à l'octroi d'un traitement individuel, autorise la Commission à vérifier si plusieurs producteurs sont liés à l'État et, partant, si ce groupe de fournisseurs, à savoir l'État, devrait être assujetti au calcul d'une marge unique et à un taux de droit unique. Selon le point de vue de l'Union européenne, la relation entre les fournisseurs ne bénéficiant pas d'un traitement individuel et l'État est semblable à la relation dont le Groupe spécial *Corée – Certains papiers* a constaté l'existence entre plusieurs entités juridiquement distinctes qui produisaient le produit, mais pour lesquelles les autorités coréennes chargées de l'enquête avaient calculé une marge unique, en les traitant comme un producteur unique. À cet égard, l'Union européenne affirme ce qui suit:

> "Par conséquent, comme dans l'affaire *Corée – Certains papiers*, le raisonnement qui sous-tend ces critères est l'identification de la source réelle de la discrimination par les prix, du fournisseur unique du produit visé. C'est uniquement de cette manière que le droit antidumping imposé ciblera efficacement la source réelle de la discrimination par les prix."[271] (non souligné dans l'original)

7.92 Nous rappelons que dans l'enquête antidumping en cause dans l'affaire *Corée – Certains papiers*, les autorités coréennes chargées de l'enquête avaient traité trois entités juridiques distinctes exportant le produit visé comme un exportateur unique, et calculé une marge de dumping unique et imposé un taux de droit antidumping unique à ces entités. La question litigieuse dans cette affaire était de savoir si l'article 6.10 permettait aux autorités chargées de l'enquête de traiter des entités juridiques distinctes comme un exportateur unique, de calculer une marge de dumping unique et d'imposer un taux de droit antidumping unique à ces entités. Le Groupe spécial a rappelé que l'Accord antidumping ne traitait nulle part la question de savoir si chaque entité juridique distincte devait être traitée comme un producteur ou exportateur pris individuellement dans le contexte d'une enquête antidumping. Sur la base d'une analyse du texte de l'article 6.10 compte tenu de son contexte, en particulier les articles 9.5, 2.3 et 2.1 de l'Accord antidumping, le Groupe spécial a conclu que l'article 6.10 n'empêchait pas les autorités chargées de l'enquête de traiter des entités juridiques multiples comme un producteur ou exportateur unique dans le cadre d'une enquête antidumping. Il a toutefois souligné que pour ce faire, "[les autorités chargées de l'enquête devaient] déterminer s'il y avait entre ces sociétés une relation assez étroite pour justifier ce traitement".[272] Le Groupe spécial a ensuite conclu que "l'article 6.10, lu dans son contexte, et en particulier conjointement avec l'article 9.5, pourrait légitimement être interprété comme autorisant un tel traitement dans d'autres circonstances lorsque la relation structurelle et commerciale entre les sociétés en question est suffisamment étroite pour qu'elles soient considérées comme un exportateur ou producteur unique".[273]

7.93 Nous notons que le raisonnement du Groupe spécial *Corée – Certains papiers* reposait sur la relation structurelle et commerciale entre des entités juridiques distinctes produisant le produit exporté, et était axé sur la détermination du point de savoir si, malgré la forme des entités distinctes,

---

[271] Union européenne, réponse à la question n° 10 du Groupe spécial.

[272] Rapport du Groupe spécial *Corée – Droits antidumping sur les importations de certains papiers en provenance d'Indonésie* ("*Corée – Certains papiers*"), WT/DS312/R, adopté le 28 novembre 2005, paragraphe 7.161.

[273] Rapport du Groupe spécial *Corée – Certains papiers*, paragraphe 7.162.

celles-ci étaient en réalité traitées d'une manière appropriée comme un producteur ou exportateur unique aux fins de la première phrase de l'article 6.10. À notre avis, le fonctionnement de l'article 9 5) du Règlement antidumping de base est fondamentalement différent. Les critères énoncés à l'article 9 5) de ce règlement ne concernent pas les relations structurelles et commerciales entre des entités juridiques distinctes. Nous rappelons que les critères pertinents qui figurent à l'article 9 5) du Règlement antidumping de base sont, entres autres, le point de savoir si les producteurs sont autorisés à rapatrier les capitaux et les bénéfices; le point de savoir si les prix à l'exportation et les quantités sont décidés librement; la participation de l'État au capital des sociétés; et le point de savoir si les opérations de change sont exécutées aux taux du marché. Ces conditions se rapportent au rôle joué par l'État dans la gestion des affaires dans un pays donné, par opposition aux critères pris en considération par le Groupe spécial *Corée – Certains papiers*, qui se rapportent à la relation commerciale entre des sociétés distinctes sur le plan théorique. L'approche de l'Union européenne part essentiellement du principe que l'État devrait être considéré comme une "société mère" pour peut-être des milliers d'entités juridiques distinctes produisant et exportant un produit faisant l'objet d'une enquête, et c'est seulement si ces entités peuvent démontrer leur indépendance qu'elles bénéficieront du calcul d'une marge de dumping individuelle. Nous ne pensons pas qu'il s'agisse d'une application plausible du raisonnement du Groupe spécial *Corée – Certains papiers*.

7.94 Cela dit, nous n'excluons absolument pas la possibilité que, dans une enquête donnée, les autorités chargées de l'enquête puissent déterminer qu'un ou plusieurs producteurs ou exportateurs théoriquement distincts sont, en réalité, suffisamment liés à l'État pour qu'il soit justifié de conclure qu'ils sont un producteur ou un exportateur unique. Dans une telle situation, les autorités pourraient bien traiter le ou les producteurs/exportateurs et l'État comme un exportateur unique, calculer une marge de dumping unique pour cet exportateur unique et attribuer un droit unique à cet exportateur unique. Comme nous l'avons mentionné plus haut, toutefois, les critères énoncés à l'article 9 5) du Règlement antidumping de base n'ont pas pour but, selon nous, d'établir l'existence de ce type de relation entre l'État et les exportateurs pris individuellement. En fait, l'article 9 5) dudit règlement présume que ce type de relation existe, et prescrit que chaque exportateur pris individuellement qui cherche à bénéficier d'un traitement individuel afin d'éviter les conséquences de cette présomption satisfasse à tous les critères spécifiés.

7.95 Il existe donc une différence importante entre le critère appliqué par le Groupe spécial *Corée – Certains papiers* et le critère prévu à l'article 9 5) du Règlement antidumping de base en ce qui concerne la charge de la preuve. Selon le critère appliqué par le Groupe spécial *Corée – Certains papiers*, les autorités chargées de l'enquête doivent montrer qu'il existe une relation structurelle et commerciale suffisamment étroite entre des producteurs pris individuellement pour justifier qu'ils soient traités comme une entité unique. Si cela ne peut pas être démontré, les autorités, conformément à la première phrase de l'article 6.10, doivent traiter chaque entité juridique comme un producteur/exportateur distinct, et calculer des marges de dumping individuelles pour chacun d'eux. L'autorité chargée de l'enquête qui applique ce critère part du principe que chaque exportateur ou producteur étranger sera traité séparément. S'il se trouvait que ce n'est pas le cas dans une enquête donnée, l'autorité chargée de l'enquête doit recueillir des éléments de preuve sur la base desquels elle pourra conclure de manière affirmative que deux ou plusieurs de ces entités théoriquement distinctes sont traitées de manière appropriée comme un exportateur ou un producteur unique. Dans le cadre de l'article 9 5) du Règlement antidumping de base, toutefois, le point de départ est la présomption selon laquelle les producteurs NME sont liés à l'État, de sorte que des producteurs théoriquement distincts ne seront pas traités séparément dans une enquête donnée. Dans chaque affaire mettant en cause des producteurs NME, c'est à chacun des producteurs cherchant à bénéficier d'un traitement individuel qu'il incombe de présenter, relativement aux critères figurant à l'article 9 5), des éléments de preuve qui soient suffisants pour renverser la présomption à la satisfaction de la Commission. À notre avis, les points de départ différents des deux critères et les charges de la preuve différentes en cause montrent à quel point ces deux critères sont différents.

7.96 À cet égard, l'Union européenne affirme ce qui suit:

> "Dans le contexte des pays à économie de marché, la relation étroite entre des entités juridiques distinctes doit être examinée au cas par cas. En revanche, dans les pays à économie autre que de marché, comme le rôle de l'État est différent de celui que joue l'État dans les pays à économie de marché, la présomption du contrôle de l'État est la règle générale."[274] (note de bas de page omise)

Nous ne sommes pas convaincus par cet argument, et l'Union européenne n'a pas indiqué de fondement juridique qui l'étayerait.[275] À notre avis, le fait d'appliquer une telle présomption aux producteurs NME porterait gravement atteinte à la logique de l'article 6.10, qui prescrit que des marges individuelles soient calculées pour chaque producteur connu à moins que les conditions énoncées dans la deuxième phrase ne s'appliquent et qu'un échantillon ne puisse être utilisé.

7.97 De plus, nous notons que la Chine a présenté des éléments de preuve non contestés selon lesquels la Commission applique effectivement un critère semblable à celui qui a été appliqué par l'autorité chargée de l'enquête dans l'affaire *Corée – Certains papiers* dans le contexte d'enquêtes concernant des pays à économie de marché et des pays à économie autre que de marché, afin de déterminer si des sociétés théoriquement distinctes devraient être traitées comme un exportateur ou producteur unique. Les exemples présentés par la Chine montrent que la Commission applique les critères relatifs à l'octroi d'un traitement individuel en plus de ce critère – autrement dit, la Commission détermine d'abord quels groupes de sociétés, le cas échéant, devraient être traités comme un producteur ou exportateur unique, et applique ensuite les critères relatifs à l'octroi d'un traitement individuel à chaque producteur ou exportateur "unique" dont elle constate l'existence sur la base de ces critères.[276] Cela montre clairement que la Commission elle-même établit une distinction entre le critère visant à déterminer si des entités juridiques distinctes devraient être traitées comme un producteur/exportateur unique aux fins des déterminations de l'existence d'un dumping et les critères relatifs à l'octroi d'un traitement individuel prévus à l'article 9 5) du Règlement antidumping de base qui servent à déterminer si des marges individuelles devraient être calculées et si des droits individuels devraient être attribués aux producteurs NME.

7.98 Compte tenu de ce qui précède, nous constatons que l'article 9 5) du Règlement antidumping de base est incompatible avec l'article 6.10 de l'Accord antidumping étant donné que cette disposition subordonne le calcul de marges individuelles pour les producteurs NME au respect des critères ouvrant droit à un traitement individuel.

7.99 Ayant répondu à l'allégation de la Chine au titre de l'article 6.10, nous notons que l'article 9.2 de l'Accord antidumping porte également sur le traitement individuel, encore que du point de vue de l'imposition de droits, de sorte que nous passons ensuite à l'allégation de la Chine au titre de cette disposition. La Chine affirme que l'article 9 5) du Règlement antidumping de base est incompatible avec l'article 9.2 de l'Accord antidumping parce qu'il assujettit les producteurs ne bénéficiant pas d'un traitement individuel à un taux de droit applicable à l'échelle nationale. Selon la Chine, l'article 9.2 énonce le principe général selon lequel des droits antidumping doivent être imposés sur une base individuelle car c'est la seule manière de s'assurer que le montant du droit imposé est "approprié", ainsi que le prescrit l'article 9.2. L'utilisation du terme "montants" au pluriel étaye également le point de vue selon lequel des droits doivent être imposés sur une base individuelle, c'est-à-dire pour chaque producteur. À cet égard, la Chine estime qu'il y a un parallèle entre les articles 6.10 et 9.2: comme

[274] Union européenne, réponse à la question n° 84 du Groupe spécial.

[275] Nous notons que si l'Union européenne et certains autres Membres de l'OMC considèrent la Chine comme une économie autre que de marché dans le contexte des enquêtes antidumping, il y a d'autres Membres de l'OMC qui n'ont pas la même position.

[276] Chine, réponse à la question n° 3 du Groupe spécial.

les marges doivent être calculées sur une base individuelle, les droits devraient aussi être imposés sur cette base.

7.100 L'Union européenne estime que le Groupe spécial devrait rejeter l'allégation de la Chine au titre de l'article 9.2, en affirmant que l'article 9 5) du Règlement antidumping de base n'est pas visé par l'obligation énoncée dans cette disposition parce que l'allégation de la Chine au titre de l'article 9.2 repose sur l'hypothèse erronée selon laquelle l'Accord antidumping adopte une approche par société en ce qui concerne l'imposition de droits antidumping. Cette hypothèse étant fausse, l'Union européenne soutient que le Groupe spécial n'a pas besoin d'examiner les arguments de fond avancés par la Chine à cet égard. Si le Groupe spécial devait rejeter l'exception invoquée par l'Union européenne à cet égard, celle-ci affirme que l'article 9.2 de l'Accord antidumping ne prescrit pas une approche par société de l'imposition de droits antidumping. En supposant qu'une telle prescription générale existe, l'Union européenne affirme que l'article 9.2 autorise quand même l'imposition de droits applicables à l'échelle nationale. À cet égard, les arguments de l'Union européenne sont axés sur l'expression "pas réalisable" employée à l'article 9.2. L'Union européenne affirme que cette expression dans le contexte de l'article 9.2 signifie que les Membres sont autorisés à imposer des droits antidumping à l'échelle nationale dans les cas où il serait inefficace de fixer des droits antidumping individuels par fournisseur. Ce serait le cas, en particulier, lorsque l'imposition de droits antidumping individuels par exportateur rendrait ces droits inefficaces, irréalistes ou non adaptés à une utilisation dans un but particulier, à savoir neutraliser ou empêcher le dumping du fournisseur effectif, l'État.[277]

7.101 La Chine ne souscrit pas à cette interprétation et estime que l'expression "pas réalisable" dans le contexte de l'article 9.2 fait référence à des situations dans lesquelles il n'est pas possible, dans la pratique, d'imposer des droits individuels pour chaque producteur. Le fait que cette imposition ne soit pas réalisable s'explique habituellement par le grand nombre de producteurs pris individuellement qui sont assujettis au droit, mais la Chine n'exclut pas la possibilité que des facteurs autres que le nombre de producteurs en soient la cause.

7.102 En ce qui concerne l'exception préliminaire soulevée par l'Union européenne aux termes de laquelle l'article 9 5) du Règlement antidumping de base n'est pas visé par l'obligation figurant à l'article 9.2 de l'Accord antidumping, nous notons que la Chine fait valoir que l'article 9.2 exige, en principe, que des droits antidumping soient imposés sur une base individuelle. En d'autres termes, ce que l'Union européenne présente comme une question préliminaire est en réalité le principal argument de fond que la Chine soulève par rapport à son allégation au titre de l'article 9.2 de l'Accord antidumping. Nous rejetons donc cette exception préliminaire et passons à l'examen du fond de l'allégation de la Chine.

7.103 L'article 9.2 est libellé comme suit:

> "Lorsqu'un droit antidumping est imposé en ce qui concerne un produit quelconque, ce droit, dont les montants seront appropriés dans chaque cas, sera recouvré sans discrimination sur les importations dudit produit, de quelque source qu'elles proviennent, dont il aura été constaté qu'elles font l'objet d'un dumping et qu'elles causent un dommage, à l'exception des importations en provenance des sources dont un engagement en matière de prix au titre du présent accord aura été accepté. Les autorités feront connaître le nom du ou des fournisseurs du produit en cause. Si, toutefois, plusieurs fournisseurs du même pays sont impliqués et qu'il ne soit pas réalisable de les nommer tous, les autorités pourront faire connaître le nom du pays fournisseur en cause." (non souligné dans l'original)

[277] Union européenne, première communication écrite, paragraphe 119; Union européenne, déclaration orale liminaire à la deuxième réunion, paragraphe 15.

Ainsi, l'article 9.2 commence par exposer les paramètres de base en ce qui concerne l'imposition de droits antidumping. La première phrase dit que des droits, dont les montants seront appropriés, devraient être recouvrés sans discrimination sur les importations de toutes les sources dont il aura été constaté qu'elles font l'objet d'un dumping et qu'elles causent un dommage, à l'exception des importations en provenance des sources dont un engagement en matière de prix aura été accepté. Nous estimons que le terme "sources" qui figure dans la première phrase de l'article 9.2 fait référence aux producteurs et exportateurs du produit faisant l'objet de l'enquête antidumping.[278] Nous notons que ce terme est employé à deux reprises dans cette phrase, d'abord à propos des sources dont il aura été constaté qu'elles font l'objet d'un dumping et ensuite à propos des sources dont un engagement en matière de prix aura été accepté. Conformément à l'article 8 de l'Accord antidumping, les engagements de révision des prix ou de cessation des exportations à des prix de dumping peuvent être acceptés uniquement de la part d'exportateurs pris individuellement, après qu'au moins une détermination préliminaire de l'existence d'un dumping a été établie.[279] Il est donc clair pour nous que l'utilisation du membre de phrase "sources […] dont un engagement en matière de prix ... aura été accepté" désigne les exportateurs ou producteurs étrangers qui exportent le produit faisant l'objet de l'enquête antidumping.[280] Cela éclaire aussi, à notre avis, l'interprétation de la première référence aux "sources", et nous estimons que les deux références aux "sources" dans la première phrase de l'article 9.2 désignent les exportateurs ou producteurs étrangers qui exportent le produit faisant l'objet de l'enquête antidumping. De plus, nous avons conclu plus haut que le dumping, au sens du calcul d'une marge de dumping, était, en règle générale, déterminé pour des producteurs ou exportateurs étrangers du produit faisant l'objet de l'enquête antidumping pris individuellement.

7.104 Nous notons que les deuxième et troisième phrases de l'article 9.2 sont plus directement pertinentes pour l'allégation de la Chine. La deuxième phrase énonce le principe selon lequel les autorités devraient faire connaître le nom des fournisseurs pris individuellement en ce qui concerne l'imposition des droits. Tout comme nous l'avons fait en interprétant le terme "sources" dans la première phrase de cette disposition, nous estimons que les "fournisseurs" mentionnés dans les deuxième et troisième phrases sont les producteurs ou exportateurs étrangers du produit faisant l'objet de l'enquête antidumping pris individuellement.[281] La troisième phrase introduit une exception à cette

[278] À cet égard, nous prenons note de l'argument de l'Union européenne selon lequel le terme "sources" peut être interprété comme désignant l'État lorsque c'est l'État qui est la source de la discrimination véritable par les prix. Union européenne, deuxième communication écrite, paragraphe 54. Nous convenons que le terme "sources" peut désigner l'État dans le cas où il est démontré, dans l'enquête particulière, que l'État est le producteur ou l'exportateur véritable du produit en question. Toutefois, comme il en est question ailleurs dans nos constatations, nous ne partageons pas l'avis selon lequel il peut être présumé que l'État est la source de la discrimination par les prix dans une économie autre que de marché.

[279] Cela contraste avec la disposition parallèle de l'Accord SMC, l'article 18, qui prévoit spécifiquement l'acceptation d'engagements de la part des pouvoirs publics du Membre exportateur d'éliminer ou de limiter la subvention, ou de prendre d'autres mesures en ce qui concerne ses effets. À notre avis, cette différence traduit le fait que le subventionnement est une question relative à l'intervention des pouvoirs publics, tandis que le dumping est, en règle générale, la conséquence de décisions en matière de fixation des prix prises par des entreprises commerciales.

[280] Nous reconnaissons que l'article 8 mentionne uniquement les "exportateurs". À notre avis, toutefois, cette référence inclut clairement les producteurs étrangers qui exportent le produit faisant l'objet de l'enquête antidumping, puisqu'il n'y aurait pas de raison d'examiner des engagements pris par des producteurs qui n'exportent pas.

[281] À cet égard, nous notons l'argument de l'Union européenne selon lequel l'utilisation des termes "fournisseurs" et "sources" à l'article 9.2 "indique que les mesures antidumping visent à identifier le fournisseur qui est la source véritable de la discrimination par les prix, indépendamment du fait qu'au sens strict, il peut y avoir plusieurs entités juridiques distinctes ou "exportateurs" qui expédient le produit visé vers d'autres pays". Union européenne, première communication écrite, paragraphe 148. L'Union européenne n'a toutefois pas avancé d'éléments à l'appui de cet argument. Nous croyons comprendre que ces propos veulent dire que le terme "fournisseurs" désigne quelque chose d'autre que les exportateurs et, comme nous l'avons mentionné plus haut, nous ne sommes pas de cet avis.

règle, et prévoit que lorsqu'il ne sera pas réalisable de faire connaître le nom des fournisseurs pris individuellement, les autorités peuvent faire connaître le nom du pays fournisseur. À notre avis, cette phrase donne à entendre que dans les enquêtes mettant en cause des producteurs multiples, les autorités peuvent juger qu'il n'est pas réalisable de faire connaître le nom de tous les producteurs pris individuellement en ce qui concerne l'imposition des droits et, au lieu de cela, peuvent considérer qu'il est approprié de faire connaître le nom du pays fournisseur. Toutefois, les raisons pour lesquelles les autorités formuleraient une telle constatation ne sont pas aisément visibles dans le texte. En d'autres termes, ce qu'on entend par "pas réalisable" n'est pas explicite, et chaque partie attribue un sens différent à cette expression dans le contexte de l'article 9.2.

7.105 La Chine fait valoir qu'il existe un parallèle à cet égard entre les articles 6.10 et 9.2 qui voudrait dire que l'expression "pas réalisable" employée à l'article 9.2 fait référence aux enquêtes dans lesquelles, du fait du grand nombre de producteurs, il serait difficile de gérer la mise en œuvre de la mesure si chaque fournisseur était nommé individuellement. Selon l'Union européenne, toutefois, dans le cadre de l'article 9.2, il ne serait pas réalisable d'attribuer des taux individuels à des producteurs pris individuellement si cela compromettait l'efficacité de la mesure. Cela serait le cas, selon ce qu'elle fait valoir, si la source de la discrimination par les prix est l'État et non les producteurs pris individuellement. Dans de telles situations, le droit serait efficace uniquement s'il ciblait la source réelle du problème, c'est-à-dire l'État, ce qui, selon l'Union européenne, est ce que l'article 9 5) du Règlement antidumping de base est censé faire. L'Union européenne fait valoir que, par les critères relatifs à l'octroi d'un traitement individuel, l'article 9 5) vise à identifier les circonstances dans lesquelles l'État est la source de la discrimination par les prix et prévoit qu'en pareil cas le droit devrait être imposé à l'État, et non aux producteurs pris individuellement qui sont liés à l'État.

7.106 Nous ne sommes pas convaincus par l'argument de l'Union européenne selon lequel l'article 9 5) du Règlement antidumping de base vise à identifier la source de la discrimination par les prix. Par "discrimination par les prix", nous croyons comprendre que l'Union européenne fait référence à l'écart entre la valeur normale et le prix à l'exportation d'un produit. Comme la valeur normale pour un producteur NME n'est pas basée sur les propres prix du producteur/exportateur et, partant, ne relève pas de son contrôle, cela nous amène à penser que l'argument de l'Union européenne est que l'article 9 5) du Règlement antidumping de base définit les situations dans lesquelles les prix à l'exportation d'un produit sont fixés par l'État, et non par le producteur lui-même. Toutefois, bien que l'un des critères pertinents, c'est-à-dire le point de savoir si les prix à l'exportation sont décidés librement, semble pertinent à cet égard, il s'agit simplement d'un des critères qui sont énoncés à l'article 9 5) du Règlement antidumping de base, et nous rappelons que pour qu'un producteur NME bénéficie d'une marge individuelle, il doit répondre à tous les critères. Par conséquent, même si un producteur NME donné est en mesure de décider librement ses prix à l'exportation, ce qui voudrait dire que l'État n'est pas la source de la discrimination par les prix, il ne satisfera pas aux critères relatifs à l'octroi d'un traitement individuel s'il ne satisfait pas à certains autres critères comme le rapatriement des capitaux et des bénéfices, la détermination des prix à l'exportation et des quantités exportées, et les modalités de vente. En pareille circonstance, il est difficile de voir comment il est possible de conclure que la "source" de la discrimination par les prix est l'État.

7.107 S'agissant de l'article 9.2, nous notons que la troisième phrase de cette disposition comprend deux parties. La première énonce deux conditions: il doit y avoir plusieurs fournisseurs provenant du même pays et il ne doit pas être réalisable de faire connaître le nom de tous les fournisseurs en ce qui a trait à l'imposition du droit. La seconde indique ce qui se passe lorsque ces deux conditions sont remplies: – les autorités peuvent faire connaître le nom du pays fournisseur concerné lorsqu'elles imposent un droit antidumping. Cette phrase peut donc être interprétée comme signifiant que lorsque ces deux conditions sont remplies, les autorités chargées de l'enquête peuvent déroger à la règle énoncée dans la phrase précédente de l'article 9.2 et faire connaître le nom du pays fournisseur en ce qui concerne le droit qui est imposé. La première condition fait référence à l'existence de plusieurs fournisseurs. Le terme anglais "several" (plusieurs) signifie, entre autres choses, "more than two but

not many" (plus de deux mais pas beaucoup).[282] Nous estimons donc qu'il est fait référence aux enquêtes dans lesquelles plus de deux producteurs doivent être assujettis à un droit antidumping. Le terme "impracticable" (pas réalisable) signifie, entre autres choses, "not practicable; unable to be carried out or done; impossible in practice" (irréalisable; infaisable; impossible dans la pratique).[283] À notre avis, considéré dans le contexte de la première condition énoncée dans la première partie de cette phrase, l'expression "pas réalisable" fait référence à la difficulté ou à l'impossibilité de faire connaître le nom de tous les producteurs pris individuellement en ce qui concerne l'imposition d'un droit antidumping. De plus, nous rappelons que cette phrase dit que si "plusieurs fournisseurs du même pays sont impliqués et qu'il [n'est] pas réalisable de les nommer **tous**, les autorités pourront faire connaître le nom du pays fournisseur en cause". (pas de caractère gras et non souligné dans l'original) Il nous semble clair que le membre de phrase "ces fournisseurs" se rapporte à la mention immédiatement antérieure "plusieurs fournisseurs du même pays". Par conséquent, à moins que les autorités ne considèrent qu'en raison du grand nombre de producteurs en cause il ne serait pas réalisable de les nommer tous, nous concluons que la règle énoncée dans la deuxième phrase de l'article 9.2 s'appliquerait et que les autorités seraient tenues de nommer chaque producteur individuellement, ce qui implique à notre avis l'imposition d'un droit antidumping individuel. Lorsque la troisième phrase de l'article 9.2 est lue dans son intégralité, l'argument de l'Union européenne selon lequel l'expression "pas réalisable" désigne des situations dans lesquelles un traitement individuel compromettrait l'efficacité de la mesure devient indéfendable.[284]

7.108 Nous trouvons des éléments à l'appui de notre interprétation lorsque nous lisons l'article 9.2 à la lumière de l'article 6.10 en tant que contexte. Nous notons qu'il y a une similitude importante entre les articles 9.2 et 6.10. L'article 6.10 prescrit qu'une marge individuelle soit calculée pour chaque producteur ou exportateur connu, et l'article 9.2 prescrit que chaque fournisseur soit nommé individuellement en ce qui concerne l'imposition d'un droit antidumping. Bien que l'un concerne le calcul des marges et l'autre l'imposition de droits, nous considérons que ces deux dispositions se rapportent à la même obligation générale, à savoir l'obligation d'accorder un traitement individuel aux producteurs dans le contexte des procédures antidumping. Par conséquent, l'article 6.10 constitue un contexte pertinent pour l'interprétation de l'article 9.2.

7.109 Nous notons que, par rapport à l'article 9.2, l'article 6.10 contient des dispositions plus détaillées sur le traitement individuel. Comme nous l'avons expliqué plus haut, l'article 6.10 dispose qu'en principe, les autorités devraient calculer une marge individuelle pour chaque exportateur ou producteur connu. La deuxième phrase de l'article 6.10 prévoit une exception lorsque le nombre d'exportateurs ou de producteurs, entre autres, est si important qu'il est irréalisable d'effectuer de tels calculs individuels, et permet aux autorités de limiter leur examen soit en utilisant un échantillon valable d'un point de vue statistique, soit en examinant le plus grand pourcentage du volume des importations faisant l'objet d'un dumping sur lequel l'enquête peut raisonnablement porter. Cette phrase établit un lien entre le terme "irréalisable" et le grand nombre de producteurs ou d'exportateurs. Autrement dit, en vertu de l'article 6.10, ce qui rend le calcul de marges de dumping individuelles irréalisable est énoncé dans la disposition même – un grand nombre de producteurs ou d'exportateurs. À la différence de l'article 6.10, l'article 9.2 ne contient pas d'indications aussi claires sur ce qu'il faut entendre par "pas réalisable" s'agissant de nommer le ou les fournisseurs. Toutefois, compte tenu de la similitude évidente, selon nous, entre les fonctions des articles 6.10 et 9.3, nous pensons que l'expression "pas réalisable" employée à l'article 9.2 devrait être interprétée d'une manière compatible avec le sens du terme "irréalisable" tel qu'il est employé à l'article 6.10. Cela étaye notre point de vue

[282] *The New Shorter Oxford English Dictionary*, Clarendon Press, 1993.
[283] *The New Shorter Oxford English Dictionary*, Clarendon Press, 1993.
[284] Nous faisons observer à cet égard que nous estimons que l'utilisation par l'Union européenne d'un projet de révision du *New Shorter Oxford Dictionary* daté de décembre 2009 pour faire valoir que le terme "impracticable" (pas réalisable) devrait être compris comme signifiant inefficace n'est absolument pas convaincante.

selon lequel le caractère irréalisable au sens de l'article 9.2 fait référence aux situations dans lesquelles, vu le grand nombre de fournisseurs, c'est-à-dire de producteurs ou d'exportateurs, il serait difficile d'attribuer un droit à chacun d'entre eux pris individuellement, auquel cas les autorités sont autorisées à faire connaître le nom du pays fournisseur, c'est-à-dire à attribuer un droit applicable à l'échelle nationale.

7.110 Nous reconnaissons qu'il y a une différence de libellé entre les articles 6.10 et 9.2: l'article 6.10 fait référence à un "exportateur […] ou producteur", tandis que l'article 9.2 fait référence aux "fournisseurs". À cet égard, nous rappelons que l'article 9.2 est resté inchangé depuis son adoption en tant qu'article 8 b) du Code antidumping du Kennedy Round en 1967, tandis que l'article 6.10 a été négocié dans le cadre du Cycle d'Uruguay. Par conséquent, nous considérons que l'article 6.10 apporte des précisions supplémentaires sur la notion de traitement individuel initialement contenue dans ce qui est maintenant l'article 9.2 de l'Accord antidumping. Pour cette raison, qui s'ajoute à celles qui sont exposés plus haut[285], nous estimons que le terme "fournisseur" employé à l'article 9.2 est l'équivalent du terme "exportateur" ou "producteur" figurant à l'article 6.10.

7.111 Enfin, nous notons que l'application des règles coutumières d'interprétation au texte de l'article 9.2 n'entraîne aucune ambiguïté et, partant, ne nécessite pas de faire appel à des moyens complémentaires d'interprétation.[286] Nous examinerons néanmoins brièvement les arguments avancés par l'Union européenne à cet égard. Celle-ci fait observer que le Code antidumping du Kennedy Round[287] a incorporé la note interprétative relative à l'article VI du GATT de 1947 en spécifiant (comme le fait l'article 2.7 de l'Accord antidumping) que les dispositions relatives à la détermination de l'existence d'un dumping étaient "sans préjudice de" la note interprétative.[288] L'Union européenne affirme que d'autres dispositions ont également été adoptées pour viser l'absence d'indépendance des exploitants vis-à-vis de l'État dans le domaine du commerce international, en faisant référence à cet égard, entre autres, à l'article 8 du Code antidumping du Kennedy Round, qui introduisait la possibilité de faire connaître le nom du pays fournisseur concerné lorsqu'il n'était pas possible dans la pratique de nommer tous les fournisseurs[289] et qui est actuellement repris en termes presque identiques dans l'article 9.2 de l'Accord antidumping. Selon l'Union européenne, cela:

> "codifiait l'entente des parties contractantes au GATT selon laquelle, dans certains cas, et en particulier en ce qui concerne les pays à économie autre que de marché, le producteur véritable était le pays exportateur en tant que tel et, partant, il était nécessaire de préciser des droits antidumping applicables à l'échelle nationale pour agir sur la source réelle de la discrimination par les prix. De fait, dans un pays à économie autre que de marché, le contrôle de l'État sur les moyens de production et l'intervention de l'État dans l'économie, y compris le commerce international, impliquent que l'ensemble des moyens de production et des ressources naturelles appartiennent à une seule entité, l'État. Toutes les importations en provenance de

[285] Voir le paragraphe 7.104.

[286] Nous relevons que l'Union européenne adopte le même point de vue, en ce qui concerne, toutefois, sa propre interprétation du texte. Union européenne, deuxième communication écrite, paragraphe 59.

[287] *Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce* du Kennedy Round, TN.64/98, 20 juin 1967.

[288] Union européenne, première communication écrite, paragraphe 11. La partie pertinente de la note interprétative dispose ce qui suit:

> "Il est reconnu que, dans le cas d'importations en provenance d'un pays dont le commerce fait l'objet d'un monopole complet ou presque complet et où tous les prix intérieurs sont fixés par l'État, la détermination de la comparabilité des prix aux fins du paragraphe premier peut présenter des difficultés spéciales et que, dans de tels cas, les parties contractantes importatrices peuvent estimer nécessaire de tenir compte de la possibilité qu'une comparaison exacte avec les prix intérieurs dudit pays ne soit pas toujours appropriée."

[289] Union européenne, première communication écrite, paragraphe 12.

> pays à économie autre que de marché sont donc considérées comme émanant d'un seul producteur, l'État."[290]

De l'avis de l'Union européenne, cela voulait dire que s'agissant des droits antidumping imposés à des producteurs NME, "il ne serait pas pertinent de nommer les sociétés exportatrices séparément puisqu'elles constituaient collectivement un fournisseur ou une entité exportatrice unique, c'est-à-dire l'État".[291] Nous estimons que cette affirmation est peu convaincante. En supposant qu'il soit approprié et nécessaire de tenir compte de l'historique des négociations, nous ne sommes pas d'avis que l'"incorporation" de la note additionnelle relative à l'article VI du GATT de 1947 dans le Code antidumping du Kennedy Round démontre que l'article 9.2 permet aux autorités chargées de l'enquête de nommer l'État s'agissant de l'imposition de droits antidumping dans des enquêtes visant des producteurs NME. Comme la Chine l'a fait observer, d'autres éléments de l'historique des négociations donnent à entendre que l'article 8 du Code antidumping du Kennedy Round était censé garantir l'imposition de droits antidumping uniquement à l'égard des entreprises dont il avait été constaté qu'elles pratiquaient le dumping.[292] Nous ne pouvons tout simplement pas considérer que le simple fait que la note additionnelle et l'article 8 du Code antidumping du Kennedy Round ont été examinés en même temps démontre qu'ils visent nécessairement les mêmes questions.

7.112 Sur la base des considérations qui précèdent, nous concluons que l'article 9.2 de l'Accord antidumping prescrit aux autorités chargées de l'enquête de faire connaître le nom des fournisseurs pris individuellement, c'est-à-dire les producteurs ou les exportateurs, à l'égard desquels des droits antidumping sont imposés, sauf que dans les cas où le nombre de producteurs ou d'exportateurs est si important qu'il ne serait pas réalisable de le faire, les autorités peuvent faire connaître le nom du pays fournisseur. Nous interprétons ces dispositions parallèlement aux prescriptions de l'article 6.10 de l'Accord antidumping relatif à la détermination des marges de dumping, et concluons que l'article 9.2 n'autorise pas, contrairement au point de vue de l'Union européenne, l'imposition d'un droit antidumping applicable à l'échelle nationale unique dans une enquête visant une économie autre que de marché. Nous rappelons que l'article 9 5) du Règlement antidumping de base prescrit qu'un droit applicable à l'échelle nationale soit imposé à l'encontre des producteurs ou des exportateurs NME, à moins que ces producteurs ou exportateurs ne montrent, sur la base des critères mentionnés dans cette disposition, qu'ils sont indépendants de leur État. Nous constatons donc que l'article 9 5) du Règlement antidumping de base est contraire à l'obligation énoncée à l'article 9.2 de l'Accord antidumping.

7.113 Ayant constaté que l'article 9 5) du Règlement antidumping de base était incompatible avec les obligations énoncées aux articles 6.10 et 9.2 de l'Accord antidumping, nous passons maintenant aux allégations de la Chine au titre de l'article 9.3 et 9.4.

7.114 L'article 9.4 régit l'imposition de droits antidumping dans les enquêtes dans lesquelles, conformément à l'article 6.10, un échantillon a été utilisé pour calculer les marges de dumping. En d'autres termes, l'article 9.4 permet de mieux comprendre les conséquences, s'agissant de l'imposition de droits, de l'utilisation d'un échantillon au stade du calcul de la marge. L'article 9.4 limite essentiellement le taux de droit pour les producteurs non inclus dans l'échantillon au maximum de la marge moyenne pondérée calculée pour les producteurs inclus dans l'échantillon.[293] Quant à l'article 9.3, nous notons que le texte introductif de cette disposition, qui est en cause en l'espèce, établit le principe selon lequel "[l]e montant du droit antidumping ne dépassera pas la marge de dumping déterminée selon l'article 2".

---

[290] Union européenne, première communication écrite, paragraphe 12. (note de bas de page omise)
[291] Union européenne, première communication écrite, paragraphe 12.
[292] Chine, deuxième communication écrite, paragraphes 193 à 197.
[293] L'article 9.4 exclut les marges moyennes pondérées nulles et *de minimis* et les marges établies sur la base des données de fait disponibles.

7.115 La Chine soutient que l'article 9 5) du Règlement antidumping de base est incompatible avec l'article 9.4 de l'Accord antidumping pour deux raisons: 1) parce que cette disposition autorise la Commission à calculer la marge de dumping pour les producteurs non inclus dans l'échantillon à partir des marges calculées pour les producteurs inclus dans l'échantillon qui, dans la mesure où certains de ces derniers n'ont pas satisfait aux critères relatifs à l'octroi d'un traitement individuel, ne sont pas fondées sur leurs prix à l'exportation individuels; et 2) parce que cette disposition subordonne le calcul d'un droit individuel, que les producteurs non inclus dans l'échantillon sont en droit de demander conformément à la dernière phrase de l'article 9.4, à la réalisation des conditions ouvrant droit à un traitement individuel. L'Union européenne estime que l'allégation de la Chine au titre de l'article 9.4 est subordonnée aux allégations qu'elle formule au titre des articles 6.10 et 9.2 de l'Accord antidumping, et affirme que puisque l'article 9 5) du Règlement antidumping de base n'est pas incompatible avec l'une ou l'autre de ces deux dispositions, il ne peut pas non plus être incompatible avec les obligations énoncées à l'article 9.4.[294]

7.116 Nous notons que les deux arguments avancés par la Chine reprennent les arguments qu'elle a formulés concernant ses allégations au titre des articles 6.10 et 9.2 de l'Accord antidumping. Le premier argument conteste le fait que l'application de l'article 9 5) du Règlement antidumping de base aux producteurs inclus dans l'échantillon puisse, dans certaines circonstances, également rendre le droit attribué aux producteurs non inclus dans l'échantillon incompatible avec les règles de l'OMC. Le deuxième argument dit qu'il y aurait violation de l'article 9.4 si un producteur non inclus dans l'échantillon demandant le calcul d'un droit individuel était soumis aux critères relatifs à l'octroi d'un traitement individuel prévus à l'article 9 5) du Règlement antidumping de base. Étant donné que la Chine n'a pas présenté d'arguments nouveaux ou indépendants à l'appui de son allégation de violation de l'article 9.4, nous sommes d'avis qu'une constatation de violation de l'article 9.4 n'ajouterait rien au règlement du présent différend ni ne serait utile dans le cadre d'une éventuelle mise en œuvre. Nous jugeons donc approprié d'appliquer le principe d'économie jurisprudentielle et nous abstenons d'examiner cette allégation.

7.117 Nous passons, pour finir, à l'allégation de la Chine au titre de l'article 9.3 et notons que l'argument de la Chine selon lequel le calcul d'une marge de dumping applicable à l'échelle nationale pour les producteurs qui ne satisfont pas aux critères relatifs à l'octroi d'un traitement individuel est incompatible avec l'article 2.3 de l'Accord antidumping, qui, comme la Chine le soutient, prescrit que les marges soient calculées sur la base des prix à l'exportation individuels de ces producteurs. Selon la Chine, l'imposition d'un droit sur la base d'une marge qui est incompatible avec les prescriptions de l'article 2, pour sa part, viole l'article 9.3, qui prescrit que le droit imposé ne dépasse pas la marge déterminée selon l'article 2. La Chine allègue que les producteurs-exportateurs qui pratiquent des prix à l'exportation par entreprise plus élevés que le prix à l'exportation moyen utilisé pour les producteurs-exportateurs ne bénéficiant pas d'un traitement individuel seront assujettis à un droit qui sera plus élevé que leur marge de dumping établie en vertu de l'article 2 de l'Accord antidumping.[295] L'Union européenne estime une fois de plus que l'allégation de la Chine au titre de l'article 9.3 est subordonnée à une constatation de violation des articles 6.10 et 9.2, et affirme que puisque l'article 9 5) du Règlement antidumping de base n'est pas incompatible avec ces deux dispositions, il

[294] L'Union européenne fait également valoir que la description donnée par la Chine de la façon dont la Commission calcule la marge pour les producteurs non inclus dans l'échantillon qui ont coopéré est erronée. Selon l'Union européenne, ce que la Commission fait dans ces enquêtes, c'est établir une comparaison entre les prix à l'exportation des producteurs ne bénéficiant pas d'un traitement individuel et la valeur normale pour le pays analogue (ce que l'Union européenne appelle les "résultats intermédiaires"), puis calculer des marges individuelles pour les producteurs qui satisfont aux critères MET et aux critères relatifs à l'octroi d'un traitement individuel, et enfin calculer la moyenne pondérée des "résultats intermédiaires" et les marges de dumping individuelles afin d'obtenir la marge qui sera appliquée aux producteurs non inclus dans l'échantillon qui ont coopéré. Union européenne, première communication écrite, paragraphe 171.

[295] Chine, première communication écrite, paragraphe 86; Chine, deuxième communication écrite, paragraphe 306.

n'y a pas non plus de violation de l'article 9.3. De plus, elle fait valoir en tant que question de fond que puisque le droit imposé au titre de l'article 9 5) du Règlement antidumping de base n'est pas plus élevé que la marge établie pour l'État, il ne peut y avoir violation de l'article 9.3. Elle soutient en outre que puisque l'hypothèse de la Chine selon laquelle l'article 6.10 prescrit la détermination de marges de dumping individuelles est erronée, il ne peut pas être constaté que l'article 9 5) du Règlement antidumping de base est incompatible avec les obligations énoncées à l'article 9.3.

7.118 Nous avons constaté que l'article 9 5) du Règlement antidumping de base était incompatible avec les articles 6.10 et 9.2 de l'Accord antidumping, qui, à notre avis, contiennent des dispositions qui se rapportent plus directement au différend que l'article 9.3. Constater qu'il y a eu violation de l'article 9.3 ne contribuerait pas au règlement du présent différend et n'aiderait pas non plus à la mise en œuvre. Nous estimons donc qu'il est approprié d'appliquer le principe d'économie jurisprudentielle et nous nous abstenons de formuler des constatations au sujet de l'allégation de la Chine au titre de l'article 9.3 de l'Accord antidumping.

4. Question de savoir si l'article 9 5) du Règlement antidumping de base est incompatible avec l'article I:1 du GATT de 1994

a) Arguments des parties

i) Chine

7.119 La Chine fait observer que l'article 9 5) du Règlement antidumping de base ne s'applique qu'à certains Membres de l'OMC, y compris la Chine, et non pas à tous. Selon la Chine, en tant qu'instrument juridique régissant la conduite des enquêtes antidumping, ce règlement constitue une loi ou une formalité au sens de l'article I:1 du GATT de 1994.[296] La Chine affirme que cette disposition prescrit que tous avantages, faveurs, privilèges ou immunités accordés par une partie contractante à un produit originaire de tout autre pays soient, immédiatement et sans condition, étendus à tout produit similaire originaire du territoire de toutes les autres parties contractantes. Elle fait donc valoir qu'en n'accordant pas automatiquement aux producteurs chinois le droit de bénéficier du calcul de marges de dumping individuelles et de l'imposition de taux de droits individuels, l'article 9 5) du Règlement antidumping de base contrevient au principe de la nation la plus favorisée ("NPF") consacré dans l'article I:1 du GATT de 1994.[297]

ii) Union européenne

7.120 L'Union européenne estime que si le Groupe spécial constate que l'Accord antidumping autorise les Membres de l'OMC à subordonner le droit de bénéficier d'une marge de dumping individuelle à la réalisation de certaines conditions dans les enquêtes concernant des NME, en vertu du principe de la *lex specialis*, il ne peut y avoir violation de l'article I:1 du GATT de 1994.[298] De manière indépendante, l'Union européenne fait également valoir que le fait de traiter deux situations différentes de deux façons différentes ne violerait pas forcément le principe NPF énoncé à l'article I:1 du GATT de 1994. Selon elle, "les importations en provenance de pays à économie de marché et de pays à économie autre que de marché peuvent faire l'objet d'un traitement différent dans le contexte des règles antidumping précisément parce qu'elles sont différentes par nature. Par définition, il ne peut donc pas y avoir de discrimination".[299]

---

[296] Chine, première communication écrite, paragraphe 96.
[297] Chine, première communication écrite, paragraphes 97 et 98.
[298] Union européenne, première communication écrite, paragraphe 173.
[299] Union européenne, première communication écrite, paragraphe 175; Union européenne, deuxième communication écrite, paragraphe 78.

b) Arguments des tierces parties

i) Colombie

7.121 La Colombie soutient que l'article 9 5) du Règlement antidumping de base n'est pas incompatible avec l'obligation énoncée à l'article I.1 du GATT de 1994 parce qu'il est conforme au deuxième paragraphe de la note additionnelle relative à l'article VI du GATT de 1994.

c) Évaluation par le Groupe spécial

7.122 Nous rappelons que l'article 9 5) du Règlement antidumping de base, qui subordonne l'imposition d'un taux de droit individuel pour les exportateurs NME à la réalisation de certaines conditions, s'applique uniquement aux producteurs de certaines NME, y compris la Chine. Les producteurs d'autres Membres de l'OMC, c'est-à-dire ce qu'il est convenu d'appeler les "pays à économie de marché", ont droit à un traitement individuel sans avoir à remplir les conditions énoncées à l'article 9 5) du Règlement antidumping de base.[300]

7.123 L'article I:1 du GATT de 1994 est libellé comme suit:

> "Tous avantages, faveurs, privilèges ou immunités accordés par une partie contractante à un produit originaire ou à destination de tout autre pays seront, immédiatement et sans condition, étendus à tout produit similaire originaire ou à destination du territoire de toutes les autres parties contractantes. Cette disposition concerne les droits de douane et les impositions de toute nature perçus à l'importation ou à l'exportation ou à l'occasion de l'importation ou de l'exportation, ainsi que ceux qui frappent les transferts internationaux de fonds effectués en règlement des importations ou des exportations, le mode de perception de ces droits et impositions, l'ensemble de la réglementation et des formalités afférentes aux importations ou aux exportations ainsi que toutes les questions qui font l'objet des paragraphes 2 et 4 de l'article III." (non souligné dans l'original)

Ainsi, l'article I:1 du GATT de 1994 prescrit que tous privilèges accordés aux importations originaires de tout pays soient, immédiatement et sans condition, étendus aux produits similaires originaires ou à destination du territoire de tous les autres Membres de l'OMC. Ce principe de la "nation la plus favorisée" ("NPF") est considéré comme "la pierre angulaire du GATT et [...] l'un des piliers du système commercial de l'OMC".[301] Le principe NPF exige que les Membres de l'OMC traitent les produits similaires également indépendamment de leur origine.[302] D'après le texte de l'article I:1, il est clair pour nous que pour qu'il y ait manquement à l'obligation NPF, la partie plaignante doit montrer qu'"il [y a] un avantage du type visé audit article et qui n'est pas accordé sans condition à tous les "produits similaires" de tous les Membres de l'OMC".[303]

7.124 S'agissant des faits du présent différend, premièrement nous notons que l'article 9 5) du Règlement antidumping de base constitue une règle ou formalité afférente aux importations appliquée

---

[300] Nous rappelons que les producteurs NME qui ne sont pas Membres de l'OMC sont régis par un ensemble de règles différent, mais bien entendu l'article I:1 du GATT de 1994 ne s'applique pas à eux.

[301] Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Certaines mesures affectant l'industrie automobile* ("*Canada – Automobiles*"), WT/DS139/AB/R, WT/DS142/AB/R, adopté le 19 juin 2000, paragraphe 69.

[302] Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Conditions d'octroi de préférences tarifaires aux pays en développement* ("*CE – Préférences tarifaires*"), WT/DS246/AB/R, adopté le 20 avril 2004, paragraphe 89.

[303] Rapport du Groupe spécial *Indonésie – Certaines mesures affectant l'industrie automobile* ("*Indonésie – Automobiles*"), WT/DS54/R, WT/DS55/R, WT/DS59/R, WT/DS64/R, adopté le 23 juillet 1998, paragraphe 14.138.

par l'Union européenne. Il est clair pour nous que cette règle touche les importations provenant de certains pays puisqu'elle énonce des critères permettant de déterminer si les prix à l'exportation des producteurs visés par des enquêtes antidumping seront pris en considération, si des marges de dumping individuelles seront calculées et si des droits antidumping individuels seront imposés à l'importation du produit visé dans l'Union européenne. Deuxièmement, nous estimons que la détermination et l'imposition de droits individuels pour les producteurs visés par une enquête antidumping, c'est-à-dire le fait de fixer les droits pour ces producteurs en fonction de marges individuelles établies sur la base de leurs propres prix à l'exportation et non sur le prix à l'exportation moyen d'un groupe de producteurs du même pays, est un avantage au sens de l'article I:1 du GATT de 1994. En effet, un tel traitement individuel garantit qu'un exportateur n'est pas assujetti à un droit plus élevé que sa propre marge de dumping, comme ce serait le cas pour certains exportateurs à l'égard desquels un droit applicable à l'échelle nationale serait imposé sur la base d'une marge calculée à partir des prix à l'exportation moyens. Troisièmement, comme on l'a relevé plus haut[304], l'article 9 5) du Règlement antidumping de base répertorie les Membres de l'OMC, y compris la Chine, dont les producteurs visés par des procédures antidumping dans l'Union européenne ne se voient pas automatiquement accorder le droit de bénéficier de marges de dumping et de droits antidumping individuels, mais doivent plutôt remplir les conditions énoncées à l'article 9 5) du Règlement antidumping de base pour bénéficier du calcul de marges de dumping individuelles et de l'imposition de droits antidumping individuels. Par conséquent, il est clair que l'application de l'article 9 5) se traduira, dans certaines situations, par un traitement différent pour le même produit provenant de Membres de l'OMC différents dans les enquêtes antidumping effectuées par l'Union européenne. Nous estimons donc que l'article 9 5) contrevient à l'obligation NPF énoncée à l'article I:1 du GATT de 1994.

7.125 L'Union européenne estime que "les importations provenant de pays à économie de marché et de pays à économie autre que de marché peuvent faire l'objet d'un traitement différent dans le contexte des règles antidumping précisément parce qu'elles sont différentes par nature. Par définition, il ne peut donc y avoir de discrimination".[305] Nous ne souscrivons pas à ce point de vue. Selon nous, dans les enquêtes antidumping, les importations provenant de pays à économie autre que de marché peuvent être traitées différemment des importations provenant de pays à économie de marché uniquement dans la mesure où l'Accord sur l'OMC ou une autre disposition pertinente autorise ce traitement différent.[306] L'Union européenne n'a toutefois pas démontré que telle ou telle disposition de l'Accord antidumping, ou toute autre disposition de l'Accord sur l'OMC, autorisait le traitement différent des importations provenant de NME qui est prévu à l'article 9 5) du Règlement antidumping de base. Elle n'a pas démontré non plus qu'il y avait, dans la nature des importations en provenance de NME, une différence pertinente qui justifiait un traitement différent – elle affirme que c'est le cas, mais à notre avis il s'agit d'une simple hypothèse, dépourvue d'une base factuelle suffisante.[307] Faute d'une autorisation explicite en ce sens, ou d'une base factuelle suffisante montrant une différence dans

[304] Voir le paragraphe 7.46.

[305] Union européenne, première communication écrite, paragraphe 175.

[306] Nous rappelons, par exemple, que la note additionnelle relative à l'article VI du GATT de 1994 prévoit un traitement différent s'agissant de la détermination de la valeur normale dans les enquêtes antidumping visant des Membres dont le commerce fait l'objet d'un monopole complet ou presque complet. De même, la section 15 du Protocole d'accession de la Chine à l'OMC autorise un traitement différent s'agissant de la détermination de la valeur normale dans les enquêtes visant des producteurs chinois à condition que certaines conditions soient remplies.

[307] À cet égard, nous notons que le fait que des producteurs d'une économie autre que de marché peuvent être en mesure de démontrer qu'ils opèrent conformément aux principes de l'économie de marché et peuvent, conformément à l'article 9 5) du Règlement antidumping de base, être en mesure de démontrer qu'ils sont indépendants de l'État nous donne à entendre qu'il n'est pas aussi sûr que le voudrait l'Union européenne que le simple fait que l'économie d'un Membre de l'OMC est classée par un autre Membre (mais certainement pas par tous les Membres) parmi les NME peut être, sans éléments factuels spécifiques à l'appui, une justification suffisante de l'octroi d'un traitement différent dans le cadre de l'article I:1 du GATT de 1994.

la nature des importations visées, toute différence de traitement fondée sur l'origine des marchandises, y compris sur la nature de l'économie du pays exportateur, serait contraire au principe NPF.

7.126 Faisant référence au rapport du Groupe spécial *États-Unis – Traitement NPF pour les chaussures*, l'Union européenne fait valoir que le fait de traiter une catégorie de produits différemment d'une autre catégorie de produits ne viole pas l'obligation NPF prévue à l'article I:1 du GATT de 1994.[308] Toutefois, comme ce groupe spécial l'a également noté[309], le fait de traiter différemment des produits similaires originaires de pays différents contrevient à l'article I:1. En l'espèce, il est clair que le Règlement antidumping de base traite différemment des pays différents et, est donc susceptible de traiter différemment des produits similaires provenant de pays différents. À cet égard, nous jugeons significatif que le Règlement antidumping de base répertorie explicitement les pays dont les producteurs seront soumis aux critères relatifs à l'octroi d'un traitement individuel, en faisant référence aux NME qui sont Membres de l'OMC, ce qui inclut aussi la Chine. Cela donne à entendre que le règlement lui-même démontre que cette règle s'applique uniquement à un groupe prédéterminé de Membres de l'OMC, sans égard aux circonstances spécifiques dans tel ou tel cas.

7.127 Compte tenu de ce qui précède, nous concluons que l'article 9 5) du Règlement antidumping de base est contraire au principe NPF énoncé à l'article I:1 du GATT de 1994.

5. Question de savoir si l'article 9 5) du Règlement antidumping de base est incompatible avec l'article X:3 a) du GATT de 1994

a) Arguments des parties

i) Chine

7.128 La Chine estime que son allégation au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994 est dirigée contre la manière dont la Commission applique l'article 9 5) du Règlement antidumping de base.[310] Elle soutient que l'article 9 5) dudit règlement relève de l'article X:3 a) du GATT de 1994, qui fait référence aux "lois, règlements, décisions judiciaires et administratives d'application générale".[311] La Chine fait observer que la méthode de calcul de la marge de dumping applicable à l'échelle nationale varie selon le degré de coopération de la part des producteurs étrangers visés par une enquête. Lorsque le niveau de coopération est considéré comme élevé, la Commission établit la marge applicable à l'échelle nationale au niveau de la marge la plus élevée calculée pour un producteur ayant coopéré. Toutefois, lorsque le niveau de coopération est bas, d'autres méthodes sont utilisées. La Chine estime donc que l'article 9 5) du Règlement antidumping de base n'est pas appliqué d'une manière uniforme dans toutes les enquêtes antidumping.[312] Elle affirme également que cette disposition n'est pas appliquée d'une manière raisonnable dans les enquêtes antidumping visant des exportateurs chinois car les déterminations de l'existence d'un dumping visant ces exportateurs sont habituellement établies par la Commission sur la base des données de fait disponibles même lorsque les conditions énoncées à l'article 6.8 de l'Accord antidumping ne sont pas réunies.[313] De l'avis de la Chine, une telle application non uniforme et déraisonnable de l'article 9 5) du Règlement antidumping de base est incompatible avec l'obligation prévue à l'article X:3 a) du GATT de 1994.

---

[308] Union européenne, première communication écrite, paragraphe 177.

[309] Rapport du Groupe spécial du GATT, *Chaussures en provenance du Brésil* ("*États-Unis – Traitement NPF pour les chaussures*"), DS18/R, adopté le 19 juin 1992, IBDD, S39/142, paragraphe 6.11.

[310] Chine, première communication écrite, paragraphe 102.

[311] Chine, première communication écrite, paragraphe 101.

[312] Chine, première communication écrite, paragraphes 107 à 112.

[313] Chine, première communication écrite, paragraphes 113 et 114.

ii) Union européenne

7.129 L'Union européenne affirme que l'article 9 5) du Règlement antidumping de base prévoit une méthode pour déterminer les droits antidumping dans les enquêtes visant des NME. Cette disposition ne contient pas de règles sur la manière dont une telle méthode devrait être appliquée. Comme la mesure spécifique en cause ne relève pas de l'obligation prévue à l'article X:3 a) du GATT de 1994, l'Union européenne soutient que le Groupe spécial devrait rejeter l'allégation de la Chine.[314] À cet égard, elle trouve également curieux que la Chine ait soulevé cette question sous forme d'allégation "en tant que tel". L'Union européenne estime que normalement, une allégation "en tant que tel" est une allégation visant des mesures qui prescrivent un résultat particulier qui est incompatible avec les règles de l'OMC, ce qui, selon elle, n'est pas le cas de l'article 9 5) du Règlement antidumping de base.[315] En supposant que cette disposition porte effectivement sur l'application de la méthode, l'Union européenne estime qu'une méthode qui varie en fonction du niveau de coopération de la part des exportateurs étrangers ne peut pas en soi être considérée comme non uniforme. Selon elle, l'application de l'article 9 5) du Règlement antidumping de base aboutit au même résultat lorsque les circonstances sont identiques et, partant, est appliqué d'une manière cohérente dans toutes les enquêtes.[316] L'Union européenne conteste également l'affirmation de la Chine selon laquelle l'article 9 5) du Règlement antidumping de base est appliqué d'une manière déraisonnable. Elle soutient que cet aspect de l'allégation de la Chine est dépourvu de tout fondement juridique.[317]

b) Arguments des tierces parties

i) États-Unis

7.130 Les États-Unis estiment que dans la mesure où la Chine conteste l'article 9 5) du Règlement antidumping de base en tant que tel au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994, la mesure spécifique en cause n'entre pas dans le champ de l'obligation énoncée dans la disposition juridique invoquée par la Chine. L'obligation prévue à l'article X:3 a) du GATT de 1994 se rapporte à l'application des instruments indiqués à l'article X:1. Selon les États-Unis, les lois et règlements peuvent être contestés au titre de l'article X:3 a) uniquement lorsqu'ils portent sur l'application d'un autre instrument juridique. Comme l'article 9 5) du Règlement antidumping de base ne concerne pas l'administration d'un autre instrument juridique, il n'est pas, de l'avis des États-Unis, contestable au titre de l'article X:3 a).

c) Évaluation par le Groupe spécial

7.131 L'allégation de la Chine au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994 comporte deux volets. Premièrement, la Chine soutient que la manière dont l'Union européenne applique l'article 9 5) du Règlement antidumping de base n'est pas uniforme parce que la méthode employée pour calculer la marge de dumping applicable à l'échelle nationale pour les producteurs NME qui ne satisfont pas aux critères relatifs à l'octroi d'un traitement individuel dépend du niveau de coopération de ces producteurs. Deuxièmement, la Chine affirme que l'application de cette disposition est déraisonnable parce que la Commission utilise les données de fait disponibles pour calculer la marge de dumping applicable à l'échelle nationale pour les producteurs ne bénéficiant pas d'un traitement individuel. L'Union européenne estime que l'article 9 5) du Règlement antidumping de base ne concerne pas l'application des dispositions qui y figurent. On ne sait donc pas très bien quelle disposition de cet article la Chine conteste en ce qui concerne cette allégation. L'Union européenne conteste également le fait que l'allégation de la Chine vise l'article 9 5) du Règlement antidumping de base "en tant que

[314] Union européenne, première communication écrite, paragraphes 182 à 186.
[315] Union européenne, première communication écrite, paragraphe 68.
[316] Union européenne, première communication écrite, paragraphe 192
[317] Union européenne, première communication écrite, paragraphe 193.

tel", en faisant valoir qu'une allégation au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994 devrait normalement contester l'application d'une mesure et non la mesure elle-même.

7.132 L'article X:3 a) du GATT de 1994 dispose ce qui suit:

> "Chaque partie contractante appliquera d'une manière uniforme, impartiale et raisonnable, tous les règlements, lois, décisions judiciaires et administratives visés au paragraphe premier du présent article."

Ainsi, l'article X:3 a) énonce le principe selon lequel les Membres de l'OMC devraient appliquer leurs lois, règlements et décisions qui ont un effet sur le commerce d'une manière uniforme, impartiale et raisonnable. À notre avis, cette obligation vise à faire en sorte que les lois, règlements et décisions qui sont compatibles quant au fond avec les obligations d'un Membre dans le cadre de l'OMC soient également mises en œuvre d'une manière appropriée de sorte que les exportateurs des autres Membres puissent prédire le traitement qui sera accordé à leurs exportations dans le cadre du régime auquel leurs échanges seront soumis sur le territoire de ce Membre.

7.133 Nous rappelons notre constatation selon laquelle l'article 9 5) du Règlement antidumping de base est incompatible "en tant que tel" avec les articles 6.10 et 9.2 de l'Accord antidumping.[318] L'allégation de la Chine au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994 concerne la manière dont cette mesure est appliquée par la Commission. Ayant constaté que l'article 9 5) du Règlement antidumping de base était incompatible "en tant que tel" avec les obligations de l'Union européenne au titre des articles 6.10 et 9.2 de l'Accord antidumping, nous ne voyons pas de raison d'examiner si cette mesure incompatible avec les règles de l'OMC est appliquée d'une manière uniforme et raisonnable par l'Union européenne. Nous appliquons donc le principe d'économie jurisprudentielle en ce qui concerne l'allégation de la Chine au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994.

6. Question de savoir si l'article 9 5) du Règlement antidumping de base est incompatible avec l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC et l'article 18.4 de l'Accord antidumping

a) Arguments des parties

i) Chine

7.134 La Chine affirme que puisque l'article 9 5) du Règlement antidumping de base est incompatible avec les dispositions de l'Accord antidumping et du GATT de 1994 examinées plus haut, il s'ensuit qu'il est également incompatible avec l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC et l'article 18.4 de l'Accord antidumping, qui obligent les Membres de l'OMC à assurer la conformité de leurs lois, règlements et procédures administratives avec leurs obligations dans le cadre de l'OMC.[319]

ii) Union européenne

7.135 L'Union européenne fait valoir que puisque l'article 9 5) du Règlement antidumping de base n'est pas incompatible avec l'une quelconque des obligations citées par la Chine, il ne peut pas être incompatible avec les obligations mentionnées à l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC et à l'article 18.4 de l'Accord antidumping et que, partant, cette allégation devrait être rejetée.[320]

---

[318] Voir les paragraphes 7.98 et 7.112 plus haut.
[319] Chine, première communication écrite, paragraphe 121.
[320] Union européenne, première communication écrite, paragraphes 195 et 196.

b) Évaluation par le Groupe spécial

7.136 L'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC dispose ce qui suit:

> "Chaque Membre assurera la conformité de ses lois, réglementations et procédures administratives avec ses obligations telles qu'elles sont énoncées dans les Accords figurant en annexe."

L'article 18.4 de l'Accord antidumping dispose pareillement ce qui suit:

> "Chaque Membre prendra toutes les mesures nécessaires, de caractère général ou particulier, pour assurer, au plus tard à la date où l'Accord sur l'OMC entrera en vigueur pour lui, la conformité de ses lois, réglementations et procédures administratives avec les dispositions du présent accord, dans la mesure où elles pourront s'appliquer au Membre en question."

7.137 Ainsi, l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC exige que les Membres de l'OMC s'assurent que leurs lois, règlements et dispositions administratives sont compatibles avec les dispositions des accords annexés à l'Accord sur l'OMC, et l'article 18.4 de l'Accord antidumping impose la même obligation en ce qui concerne les lois, réglementations et procédures administratives se rapportant à la conduite d'enquêtes antidumping. Nous avons conclu plus haut[321] que l'article 9 5) du Règlement antidumping de base était incompatible avec les articles 6.10 et 9.2 de l'Accord antidumping. Nous constatons donc également que l'Union européenne a agi d'une manière incompatible avec l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC et l'article 18.4 de l'Accord antidumping en n'assurant pas la conformité de ses lois, réglementations et procédures administratives avec ses obligations au titre des accords pertinents.

D. ALLÉGATIONS CONCERNANT LE RÈGLEMENT N° 91/2009 DU CONSEIL ("LE RÈGLEMENT DÉFINITIF")

1. Contexte de l'enquête en cause

7.138 Le Règlement (CE) n° 91/2009 du Conseil du 26 janvier 2009, le Règlement définitif, a imposé un droit antidumping définitif sur les importations de certains éléments de fixation en fer ou en acier originaires de la République populaire de Chine.[322] Le Règlement définitif expose le contexte de l'enquête et explique le fondement de l'imposition des droits antidumping dans l'enquête en cause, y compris les considérations, les éléments de preuve et le raisonnement pris en compte dans les déterminations de l'autorité de l'UE chargée de l'enquête, à savoir la Commission, concernant l'existence d'un dumping, l'existence d'un dommage et le lien de causalité ainsi que des questions telles que le produit similaire et la branche de production nationale, et le règlement des arguments avancés par les parties. La Chine formule un certain nombre d'allégations au sujet de divers aspects du Règlement définitif. Avant d'aborder ces allégations, nous présentons ci-après la procédure suivie dans l'enquête telle que nous l'avons comprise.

7.139 Le 26 septembre 2007, la Commission a été saisie d'une plainte de l'European Industrial Fasteners Institute, le plaignant, demandant l'ouverture d'une enquête antidumping sur les importations d'éléments de fixation en acier originaires de Chine.[323] Les éléments de preuve fournis relativement à la demande ont été jugés suffisants et une enquête a été ouverte le 9 novembre 2007.

---

[321] Voir les paragraphes 7.98 et 7.112.

[322] Pièce CHN-4.

[323] La Commission a défini le "produit concerné", c'est-à-dire le produit importé de Chine qui faisait l'objet de l'enquête, au considérant 40 du Règlement définitif, pièce CHN-4.

Le 4 août 2008, la Commission a communiqué aux parties intéressées un document d'information[324] contenant le détail des constatations préliminaires à ce stade de l'enquête et les invitant à faire part de leurs observations. Aucune mesure provisoire n'a été imposée car la Commission considérait que certains aspects de l'enquête devaient être étudiés de plus près. Le 18 septembre 2008, une réunion publique a été organisée à laquelle ont pris part toutes les parties intéressées.

7.140 La Commission a recouru à l'échantillonnage pour établir sa détermination de l'existence d'un dumping. Au total, 110 producteurs chinois se sont fait connaître dans le délai imparti de 15 jours à compter de l'ouverture de l'enquête et ont été considérés comme parties ayant coopéré à l'enquête. L'échantillon sélectionné aux fins de la détermination de l'existence d'un dumping comprenait au départ neuf producteurs chinois. Les neuf producteurs ont demandé le traitement de société opérant dans les conditions d'une économie de marché ("traitement MET"). La Commission a déterminé que quatre des neuf producteurs avaient fourni de faux renseignements et leur a refusé le traitement MET. Les cinq autres producteurs chinois n'ont pas obtenu le traitement MET au motif qu'ils ne satisfaisaient pas aux critères énoncés à l'article 2 7) c) du Règlement antidumping de base. Ces cinq producteurs ont également demandé, et ont obtenu, un traitement individuel au titre de l'article 9 5) du Règlement antidumping de base. Cinq autres producteurs chinois non retenus dans l'échantillon ont répondu au questionnaire, demandant à la Commission de calculer pour eux des marges individuelles conformément aux articles 9 6) et 17 3) du Règlement antidumping de base. L'une de ces sociétés n'a pas présenté le produit visé par l'enquête et sa demande a été rejetée. La Commission a conclu que l'une des quatre sociétés restantes avait fourni des informations trompeuses et n'a pas été considérée comme ayant coopéré, et sa demande a donc été refusée.[325] Les trois producteurs restants ont demandé le traitement MET mais ne l'ont pas obtenu. Ces trois producteurs ont également demandé un traitement individuel, qui leur a été accordé.[326] Ainsi, la Commission a procédé à un examen individuel de huit producteurs chinois au total pour établir sa détermination de l'existence d'un dumping.

7.141 Étant donné qu'aucun des producteurs chinois ayant bénéficié d'un examen individuel n'a obtenu le traitement MET demandé, la Commission a déterminé la valeur normale sur la base des renseignements concernant un pays tiers analogue, à savoir l'Inde. Les données relatives à un producteur indien du produit visé ayant coopéré ont été utilisées pour déterminer la valeur normale. La détermination de la valeur normale n'est pas contestée en l'espèce.

7.142 Pour l'ensemble des producteurs chinois examinés auxquels a été accordé un traitement individuel, les prix à l'exportation ont été en principe calculés en appliquant les règles normales prévues à l'article 2 8) du Règlement antidumping de base, c'est-à-dire sur la base du prix effectivement payé ou devant être payé pour le produit quand il est vendu à l'exportation à partir du pays exportateur (la Chine) vers l'Union européenne. La Commission a constaté que les prix à l'exportation indiqués par deux producteurs-exportateurs chinois n'étaient pas fiables et a utilisé un prix à l'exportation construit pour ce qui les concerne. Les marges de dumping pour les cinq producteurs inclus dans l'échantillon auquel a été accordé un traitement individuel reposaient sur une comparaison entre la valeur normale calculée pour le pays analogue et le prix à l'exportation moyen pondéré de chaque société. Une moyenne pondérée de ces marges a été calculée et appliquée aux producteurs chinois non inclus dans l'échantillon, sauf pour les trois producteurs non retenus dans l'échantillon auxquels a été accordé un traitement individuel. Les marges de dumping individuelles ont été calculées pour ces derniers sur la base d'une comparaison entre la valeur normale pour le pays

[324] Pièce CHN-17.

[325] Règlement définitif, pièce CHN-4, considérant 78.

[326] À un moment tardif de la procédure, certains exportateurs ont fait valoir que ces sociétés devraient être traitées comme faisant partie de l'échantillon ou que l'échantillon aurait dû être élargi au lieu de bénéficier d'un examen individuel au titre de l'article 17 3) du Règlement antidumping de base. La Commission a rejeté cet argument, concluant que l'échantillon était suffisant. Règlement définitif, pièce CHN-4, considérant 21.

analogue et le prix à l'exportation moyen pondéré de chaque société. Pour deux de ces sociétés, la marge calculée était nulle, tandis qu'une marge supérieure au niveau *de minimis* a été calculée pour la troisième.

7.143 S'agissant de la détermination de l'existence d'un dommage, la Commission a constaté qu'il existait environ 300 producteurs d'éléments de fixation dans l'Union européenne, dont la plupart ne s'étaient pas fait connaître auprès de la Commission en réponse à l'avis d'ouverture de l'enquête. Toutefois, 46 producteurs prêts à coopérer se sont manifestés en faisant part de leur souhait d'être inclus dans l'échantillon. L'un d'eux n'a pas fourni assez de renseignements au cours de la vérification pour être considéré comme coopérant. Il a été constaté que les 45 producteurs restants constituaient la branche de production nationale. Les producteurs qui ont soutenu la plainte et ont coopéré avec la Commission représentaient 27 pour cent de la production totale du produit similaire dans l'UE.[327] Compte tenu du nombre de producteurs que compte la branche de production nationale, la Commission a recouru à l'échantillonnage pour enquêter et évaluer s'il existait un dommage. À partir de l'analyse des renseignements qui lui ont été fournis, la Commission a déterminé que les importations faisant l'objet d'un dumping en provenance de Chine causaient un dommage important à la branche de production nationale.

2. Question de savoir si l'article 9 5) du Règlement antidumping de base, tel qu'appliqué dans l'enquête concernant les éléments de fixation, est incompatible avec les articles 6.10, 9.2 et 9.4 de l'Accord antidumping

a) Arguments des Parties

i) Chine

7.144 La Chine reconnaît que, dans l'enquête concernant les éléments de fixation, la Commission a accepté les demandes de traitement individuel des huit producteurs chinois examinés. Elle estime toutefois qu'assujettir ce traitement aux conditions énoncées à l'article 9 5) du Règlement antidumping de base était incompatible avec les articles 6.10, 9.2 et 9.4 de l'Accord antidumping.[328] Les fondements des allégations de la Chine au titre de ces trois dispositions de l'Accord antidumping sont identiques à ceux que la Chine a présentés au sujet de ses allégations d'incompatibilité de l'article 9 5) du Règlement antidumping de base "en tant que tel". Autrement dit, la Chine estime que, pour les mêmes raisons que l'article 9 5) du Règlement antidumping de base est "en tant que tel" incompatible avec les articles 6.10, 9.2 et 9.4 de l'Accord antidumping, son application dans le cadre de l'enquête concernant les éléments de fixation était incompatible avec ces dispositions.[329]

ii) Union européenne

7.145 L'Union européenne fait valoir que l'allégation de la Chine au titre de l'article 9.4 de l'Accord antidumping ne relève pas du mandat du Groupe spécial parce qu'elle n'a pas été incluse dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présenter par la Chine.[330] L'Union européenne note que les allégations "tel qu'appliqué" de la Chine reprennent ses allégations "en tant que tel" concernant l'article 9 5) du Règlement antidumping de base et affirme que, puisque les allégations "en tant que tel" sont sans fondement, le Groupe spécial devrait également rejeter les allégations "tel qu'appliqué" de la Chine concernant le Règlement définitif.[331] L'Union européenne estime que, même si le Groupe

[327] La production totale du produit similaire a été estimée à 1 421 602 tonnes en 2006. Règlement définitif, pièce CHN-4, considérant 113.
[328] Chine, première communication écrite, paragraphes 177, 184 et 187.
[329] Chine, première communication écrite, paragraphe 167.
[330] Union européenne, première communication écrite, paragraphe 212.
[331] Union européenne, première communication écrite, paragraphe 210.

spécial constate que l'article 9 5) du Règlement antidumping de base est incompatible avec l'Accord antidumping ou avec le GATT de 1994 invoqués par la Chine "en tant que tel", dans la mesure où tous les producteurs chinois qui avaient demandé un traitement individuel dans l'enquête en cause ont obtenu ce traitement, la Chine conteste une mesure inexistante. L'Union européenne demande donc au Groupe spécial de rejeter les allégations "en tel qu'appliqué" de la Chine concernant l'article 9 5) du Règlement antidumping de base.[332]

b) Évaluation par le Groupe spécial

7.146 Comme nous l'avons indiqué dans nos constatations ci-dessus[333], nous avons conclu que l'article 9 5) du Règlement antidumping de base était incompatible avec les articles 6.10 et 9.2 de l'Accord antidumping. La question posée par cette allégation est celle de savoir si l'application de l'article 9 5) de l'Accord antidumping de base dans l'enquête concernant les éléments de fixation était également incompatible avec les articles 6.10 et 9.2 de l'Accord antidumping.

7.147 Nous rappelons, et les deux parties sont d'accord à ce sujet, que dans l'enquête concernant les éléments de fixation, tous les producteurs chinois qui ont demandé un traitement individuel l'ont obtenu. Il convient alors de se demander si l'application de l'article 9 5) du Règlement antidumping de base était néanmoins incompatible avec les dispositions invoquées dans cette enquête. Comme on l'a indiqué, l'Union européenne soutient que la Chine conteste une mesure inexistante puisque toutes les demandes de traitement individuel ont été acceptées. La Chine, au contraire, estime qu'elle conteste le caractère non automatique de la décision de la Commission d'accorder un traitement individuel aux exportateurs chinois visés par cette enquête et que la question qu'elle soulève relève donc bien du Groupe spécial.

7.148 À notre avis, le fait que toutes les demandes de traitement individuel ont été acceptées lors de l'enquête correspondante ne nous empêche pas d'examiner la question de savoir si l'application de l'article 9 5) du Règlement antidumping de base dans le cadre de l'enquête était incompatible avec l'Accord antidumping. Ayant constaté que cette disposition du règlement de l'UE est incompatible avec les articles 6.10 et 9.2 de l'Accord antidumping en tant que telle, il est difficile de voir comment son application dans cette enquête pourrait être considérée compatible avec les obligations de l'Union européenne au titre de l'Accord antidumping. Nous concluons par conséquent que, ayant constaté que l'article 9 5) du Règlement antidumping de base était incompatible avec les articles 6.10 et 9.2 de l'Accord antidumping, et pour les mêmes motifs, son application dans le cadre de l'enquête concernant les éléments de fixation était également incompatible avec ces deux dispositions.[334]

7.149 Nous rappelons que nous avons appliqué le principe d'économie jurisprudentielle en ce qui concerne l'allégation de la Chine au titre de l'article 9.4 de l'Accord antidumping relativement à l'article 9 5) du Règlement antidumping de base "en tant que tel".[335] Pour les mêmes raisons, nous jugeons approprié d'appliquer le principe d'économie jurisprudentielle et nous abstenons de faire une

[332] Union européenne, première communication écrite, paragraphes 213 à 217.

[333] Voir les paragraphes 7.98 et 7.112 ci-dessus.

[334] De plus, il est à notre avis possible que l'existence même de l'article 9 5) du Règlement antidumping de base en tant que partie intégrante du cadre juridique qui s'applique aux enquêtes antidumping menées par l'Union européenne puisse avoir eu une incidence sur la participation des exportateurs chinois à l'enquête sur les éléments de fixation et/ou sur la qualité et la quantité des renseignements que ceux-ci ont fournis à la Commission. Précisément, nous considérons qu'il est bien possible que l'existence même du critère figurant à l'article 9 5) du Règlement antidumping de base, ainsi que la nature de ce critère, y compris les critères établis et leur application dans le cadre d'autres enquêtes, aient découragé les autres producteurs chinois de se faire connaître pour coopérer et de solliciter un traitement individuel dans l'enquête en cause. Cela étaye davantage notre point de vue selon lequel l'application de l'article 9 5) du Règlement antidumping de base dans cette enquête était incompatible avec les articles 6.10 et 9.2 de l'Accord antidumping.

[335] Voir le paragraphe 7.116.

constatation au sujet de l'allégation de la Chine au titre de l'article 9.4 dans le contexte de l'enquête sur les éléments de fixation. Puisque nous n'examinons pas cette allégation sur le fond, nous ne jugeons pas nécessaire d'examiner les termes de l'exception soulevée par l'Union européenne à cet égard.

3. Question de savoir si l'Union européenne a enfreint l'article 5.4 de l'Accord antidumping dans sa détermination de la représentativité

a) Arguments des Parties

i) Chine

7.150 La Chine allègue que la détermination de la Commission concernant la représentativité était incompatible avec les prescriptions de l'article 5.4 de l'Accord antidumping et formule trois arguments principaux à l'appui de cette allégation. Premièrement, la Chine estime que la Commission n'a pas examiné si le chiffre relatif à la production totale des CE était fiable et exact.[336] En ne vérifiant pas l'adéquation et l'exactitude de ce chiffre, la Commission n'a pas effectué un "examen" de la question de la représentativité comme l'exige l'article 5.4. Deuxièmement, la Chine fait valoir que la Commission n'a pas examiné, avant l'ouverture de l'enquête, si la demande avait été présentée par la branche de production nationale ou en son nom. De l'avis de la Chine, la Commission a établi sa détermination de la représentativité après l'ouverture de l'enquête. Troisièmement, la Chine soutient que la décision de la Commission sur la représentativité était erronée puisque les producteurs de l'UE qui soutenaient la demande représentaient moins de 25 pour cent de la production totale. À cet égard, la Chine affirme que la proportion de 27 pour cent citée dans le Règlement définitif inclut la production représentée par les producteurs qui s'étaient fait connaître dans le délai de 15 jours à compter de l'ouverture de l'enquête prévu pour que les producteurs nationaux se manifestent et indiquent leur volonté de coopérer à l'enquête. La Chine soutient également qu'une marge d'erreur de 15 pour cent dans le calcul de la production représentée par les producteurs soutenant la demande nuisait également à la précision de ce calcul. Elle soutient en outre que les données d'Eurostat utilisées pour calculer la production totale de l'UE sous-estimaient cette production totale.

ii) Union européenne

7.151 L'Union européenne estime que l'allégation de la Chine au titre de l'article 5.4 ne relève pas du mandat du Groupe spécial pour les raisons suivantes: a) elle n'a pas fait l'objet de consultations[337]; b) la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Chine ne l'indique pas conformément aux prescriptions de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord[338]; et c) l'avis d'ouverture de l'enquête en cause, qui expose la détermination de la Commission sur la question de la représentativité, n'est pas une mesure indiquée dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Chine.[339]

7.152 En réponse aux arguments de la Chine sur le fond, l'Union européenne fait valoir que la Commission a bien examiné la représentativité avant d'ouvrir l'enquête et que les plaignants représentaient 37 pour cent de la production totale du produit similaire de l'UE. Spécifiquement, l'Union européenne soutient qu'avant l'ouverture de l'enquête, la Commission a pris contact avec tous les producteurs de l'UE identifiés dans la plainte et leur a demandé de communiquer les chiffres de leur production et d'indiquer leur position eu égard à l'ouverture d'une enquête. Il leur a également été demandé de signaler les éventuels noms manquants dans la liste des producteurs. Les producteurs ainsi portés à l'attention de la Commission ont aussi été contactés et il leur a été demandé de fournir

[336] Chine, deuxième communication écrite, paragraphe 392.
[337] Union européenne, première communication écrite, paragraphes 242 à 246.
[338] Union européenne, première communication écrite, paragraphes 249 à 252.
[339] Union européenne, première communication écrite, paragraphes 253 et 254.

les mêmes renseignements. Tous les renseignements obtenus des producteurs ont été analysés avant l'ouverture de l'enquête.[340] Les résultats de ce processus ont été résumés dans la Note pour le dossier datée du 8 novembre 2007. L'Union européenne fait aussi valoir que l'allégation de la Chine d'après laquelle les chiffres utilisés pour calculer la production totale de l'UE n'étaient pas fiables devrait être rejetée parce que la Chine n'en a pas établi *prima facie* le bien-fondé à cet égard.[341] L'Union européenne soutient que, contrairement à ce qu'affirme la Chine, le chiffre de la production totale de l'UE présenté dans la plainte a été examiné en vérifiant les chiffres figurant dans Eurostat.[342] En outre, l'Union européenne soutient que l'utilisation par la Commission des données d'Eurostat pour estimer la production totale du produit similaire de l'UE était raisonnable et objective étant donné que ces statistiques n'ont pas été établies uniquement aux fins de cette enquête mais qu'elles sont systématiquement et objectivement recueillies au fil du temps et utilisées par différents organismes.[343]

b) Évaluation par le Groupe spécial

i) Mandat

7.153 Comme on l'a mentionné plus haut, l'Union européenne soulève trois séries d'exceptions concernant le mandat en ce qui concerne l'allégation de la Chine sur la question de la représentativité. La Chine n'est pas d'accord avec l'Union européenne et fait valoir que l'allégation de la Chine concernant la représentativité relève du mandat du Groupe spécial.

7.154 Premièrement, l'Union européenne fait valoir que cette allégation ne relève pas du mandat du Groupe spécial parce qu'elle n'a pas fait l'objet de consultations. Elle fait observer que la Chine a affirmé dans sa demande de consultations que la Commission avait constaté que la branche de production nationale représentait 27 pour cent de la production totale de l'UE et qu'elle n'avait pas formulé d'allégation au sujet de l'obligation énoncée à la troisième phrase de l'article 5.4 de l'Accord antidumping. Par contre, dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, la Chine à la fois contestait la constatation de la Commission d'après laquelle la branche de production nationale représentait 27 pour cent de la production totale de l'UE et formulait une allégation au sujet de l'obligation énoncée à la troisième phrase de l'article 5.4. De l'avis de l'Union européenne, "[c]ette double altération de la détermination et de l'obligation [modifiait] nécessairement l'*essence* de la plainte".[344]

7.155 La partie pertinente de la demande de consultations présentée par la Chine est libellée comme suit:

> "les CE ont ouvert l'enquête antidumping avec le soutien de producteurs représentant seulement 27 pour cent de la production nationale totale, ce qui rend cette enquête incompatible avec l'article 5.4 de l'Accord antidumping."[345] (non souligné dans l'original)

La partie pertinente de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Chine est libellée comme suit:

> "l'article 5.4 de l'Accord antidumping parce que les CE ont engagé la procédure antidumping sur la base d'une plainte des producteurs communautaires représentant,

[340] Union européenne, première communication écrite, paragraphe 263.
[341] Union européenne, première communication écrite, paragraphe 269.
[342] Union européenne, déclaration orale liminaire à la deuxième réunion, paragraphe 22.
[343] Union européenne, première communication écrite, paragraphe 267.
[344] Union européenne, première communication écrite, paragraphe 246. (pas d'italique dans l'original)
[345] WT/DS397/1, annexe G-1, page 2.

> selon les allégations, 27 pour cent de la production intérieure totale des CE tandis que i) les CE n'ont pas dûment examiné avant l'engagement de la procédure si la demande avait été présentée par la branche de production nationale ou en son nom et ii) les CE ont conclu à tort que la demande avait été présentée par la branche de production nationale ou en son nom".[346] (non souligné dans l'original)

7.156 L'article 5.4 de l'Accord antidumping prévoit ce qui suit:

> "5.4 Une enquête ne sera ouverte conformément au paragraphe 1 que si les autorités ont déterminé, en se fondant sur un examen du degré de soutien ou d'opposition à la demande exprimé[13] par les producteurs nationaux du produit similaire, que la demande a été présentée par la branche de production nationale ou en son nom.[14] Il sera considéré que la demande a été présentée "par la branche de production nationale ou en son nom" si elle est soutenue par les producteurs nationaux dont les productions additionnées constituent plus de 50 pour cent de la production totale du produit similaire produite par la partie de la branche de production nationale exprimant son soutien ou son opposition à la demande. Toutefois, il ne sera pas ouvert d'enquête lorsque les producteurs nationaux soutenant expressément la demande représenteront moins de 25 pour cent de la production totale du produit similaire produite par la branche de production nationale.
>
> [13] Dans le cas de branches de production fragmentées comptant un nombre exceptionnellement élevé de producteurs, les autorités pourront déterminer dans quelle mesure il y a soutien ou opposition en utilisant des techniques d'échantillonnage valables d'un point de vue statistique.
>
> [14] Les Membres ont conscience du fait que sur le territoire de certains Membres, les employés des producteurs nationaux du produit similaire ou les représentants de ces employés peuvent présenter ou soutenir une demande d'ouverture d'enquête au titre du paragraphe 1."

Nous notons que, d'une manière générale, l'obligation énoncée à l'article 5.4 consiste à déterminer si la plainte (la "demande" dans l'article 5.4) a été déposée "par" une branche de production nationale ou "en son nom", et si elle établit des critères chiffrés à cette fin, sur la base de la proportion de la production nationale du produit similaire imputable aux producteurs qui soutiennent la plainte ou s'y opposent. La première phrase de cette disposition énonce la règle générale voulant qu'aucune enquête ne puisse être ouverte tant que les autorités n'ont pas déterminé que la demande a été présentée par la branche de production nationale produisant le produit similaire dans le pays importateur, ou en son nom. Les deux phrases suivantes précisent les critères chiffrés spécifiques permettant d'établir une telle détermination, auxquels il faut satisfaire dans les deux cas.

7.157 Nous notons qu'il est dit dans la demande de consultations présentée par la Chine qu'en ouvrant l'enquête avec le soutien de producteurs représentant "seulement" 27 pour cent de la production totale, l'Union européenne a agi d'une manière incompatible avec l'article 5.4 de l'Accord antidumping. La formulation de la demande d'établissement d'un groupe spécial est plus détaillée. Elle exprime un désaccord avec la détermination d'après laquelle la branche de production nationale soutenant la plainte représentait 27 pour cent de la production totale et explique en termes plus clairs les allégations spécifiques formulées par la Chine. Nous rappelons que, conformément au cadre juridique que nous avons précisé plus haut[347], il s'agit de savoir si l'on peut ou non raisonnablement

[346] WT/DS397/3, annexe G-2, page 3.
[347] Voir les paragraphes 7.11 à 7.27 ci-dessus.

dire que l'allégation formulée dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Chine est le prolongement du fondement juridique indiqué dans la demande de consultations.

7.158 La demande de consultations laisse entendre que, pour la Chine, il ne suffit pas de constater que des producteurs représentant 27 pour cent de la production nationale soutiennent la plainte pour étayer la conclusion que cette plainte a été présentée par la branche de production nationale ou en son nom. La demande d'établissement d'un groupe spécial conteste toutefois manifestement la conclusion que des producteurs représentant 27 pour cent de la production nationale ont effectivement soutenu la plainte, bien que l'on ne voie pas très bien s'il en est ainsi parce que ces producteurs n'ont effectivement pas soutenu la plainte ou parce qu'ils ne représentaient réellement pas 27 pour cent de la production nationale totale du produit similaire. En ce sens, les deux demandes sont différentes. À notre avis, malgré cette différence, il peut néanmoins être raisonnablement constaté que l'allégation exposée dans la demande d'établissement d'un groupe spécial est le prolongement du fondement juridique indiqué dans la demande de consultations.

7.159 La demande de consultations indique un fondement juridique pour la plainte de la Chine, à savoir une violation de l'article 5.4 de l'Accord antidumping concernant la détermination de la représentativité. La demande d'établissement d'un groupe spécial expose de façon plus précise une allégation de violation de l'article 5.4 de l'Accord antidumping relative à la détermination de la représentativité. À notre avis, la question qu'il convient de régler pour déterminer si l'allégation a fait l'objet de consultations est celle de savoir si l'on peut raisonnablement dire que le fondement juridique de l'allégation formulée dans la demande d'établissement d'un groupe spécial est le prolongement du fondement juridique indiqué dans la demande de consultations. Bien qu'en l'espèce, le fondement juridique énoncé dans la demande de consultations et l'allégation formulée dans la demande d'établissement d'un groupe spécial puissent avoir eu trait à des aspects différents de l'obligation énoncée à l'article 5.4, ils relèvent à notre avis de la même question, à savoir la compatibilité avec l'article 5.4 de la détermination de la représentativité établie par la Commission. Nous ne considérons pas que la différence entre la demande de consultations et la demande d'établissement d'un groupe spécial ait modifié l'essence de l'allégation de la Chine. Nous rejetons par conséquent l'argument de l'Union européenne d'après lequel cette allégation ne relève pas du mandat du Groupe spécial parce qu'elle n'a pas fait l'objet de consultations.

7.160 Deuxièmement, l'Union européenne soutient que la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Chine n'indique pas cette allégation d'une manière conforme aux prescriptions de l'article 6.2 du Mémorandum d'accord. L'exception soulevée par l'UE à cet égard concerne l'exposé du fondement juridique de la plainte, et non l'indication de la mesure spécifique en cause. L'Union européenne estime qu'"il est impossible de s'assurer avec une quelconque certitude quel est celui/celle des nombreux droits ou obligations mentionnés à l'article 5.4, dans les notes de bas de page 13 et 14 ou même à l'article 4.1 de *l'Accord antidumping* qui constitue le fondement de l'allégation de la Chine, d'une manière qui permette de présenter clairement le problème".[348]

7.161 Comme on l'a expliqué plus haut, bien que l'article 5.4 contienne une obligation générale de s'assurer que la plainte est présentée par la branche de production nationale produisant le produit similaire dans le pays importateur ou en son nom, cette obligation comporte à notre avis plusieurs aspects, dont chacun peut faire l'objet d'une allégation de violation de cette disposition. En examinant la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Chine, nous notons que trois aspects de la détermination de la Commission concernant la représentativité y sont contestés. La Chine laisse entendre que le calcul du chiffre de 27 pour cent pourrait ne pas avoir été exact, que la Commission n'a pas examiné si la demande avait été présentée par la branche de production de l'UE ou en son nom, et que la Commission a conclu à tort que la demande avait été présentée par la branche de production de l'UE ou en son nom. Nous notons également que, dans la procédure du Groupe spécial qui s'en est

[348] Union européenne, première communication écrite, paragraphe 249.

suivie, la Chine a développé son allégation au sujet de la représentativité en s'en tenant au fondement juridique indiqué pour cette allégation dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial. Nous considérons par conséquent que le "bref exposé" du fondement juridique de l'allégation relative à la violation de l'article 5.4 de l'Accord antidumping formulée par la Chine dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial était suffisante pour satisfaire aux prescriptions de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord et nous rejetons l'argument de l'Union européenne à cet égard.

7.162 Troisièmement, l'Union européenne affirme que la détermination de la Commission concernant la représentativité figurait dans l'avis d'ouverture de l'enquête et que, étant donné que la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Chine n'indique pas que cet avis est une mesure spécifique en cause, l'allégation de la Chine concernant la représentativité ne relève pas du mandat du Groupe spécial.

7.163 Il n'est pas contesté que le Règlement définitif rappelle le fondement de l'ouverture de l'enquête, y compris le fait que la plainte a été déposée "au nom des producteurs représentant une proportion majeure, en l'occurrence plus de 25 pour cent, de la production communautaire totale de certains éléments de fixation en fer ou en acier".[349] L'argument de l'Union européenne sous-entend que cette assertion n'est pas une "détermination" de la représentativité et que, par conséquent, sa mention dans le Règlement définitif est insuffisante pour qu'elle relève de notre mandat. Nous ne sommes pas d'accord. Toutefois, même si nous ne considérions pas que l'assertion figurant dans le Règlement définitif est suffisante pour que nous soyons saisis de l'allégation de la Chine concernant la représentativité, nous constaterions néanmoins qu'elle relève de notre mandat pour les raisons exposées ci-après.

7.164 L'article 17.4 de l'Accord antidumping prévoit qu'un Membre peut porter devant l'ORD une question au sujet de laquelle des consultations ont eu lieu "[dans le cas] où les autorités compétentes du Membre importateur ont pris des mesures de caractère final en vue de percevoir des droits antidumping définitifs ou d'accepter des engagements en matière de prix [ou] lorsqu'une mesure provisoire a une incidence notable et que le Membre qui a demandé des consultations estime que l'adoption de cette mesure [provisoire] est contraire aux dispositions [de l'article 7.1] ...". Dans l'affaire *Guatemala – Ciment I*, l'Organe d'appel a souligné que "[s]elon l'article 17.4, une "question" p[ouvai]t être portée devant l'ORD *uniquement dans le cas où* l'une des trois mesures antidumping pertinentes [était] en place".[350] Si le groupe spécial a conclu dans cette affaire que l'article 17.4 était une disposition temporelle qui régissait le moment où une question pouvait être portée devant l'ORD[351], l'Organe d'appel a conclu pour sa part que la disposition prescrivait que la question portée devant l'ORD concerne des allégations relatives à l'un de ces trois types de mesures, à savoir, une mesure antidumping définitive, un engagement en matière de prix ou une mesure antidumping provisoire (assortie de conditions).[352] Dans ce contexte, l'Organe d'appel a précisé qu'une "question"

[349] Règlement définitif, pièce CHN-4, premier considérant.

[350] Rapport de l'Organe d'appel *Guatemala – Enquête antidumping concernant le ciment Portland en provenance du Mexique* ("*Guatemala – Ciment I*"), WT/DS60/AB/R, adopté le 25 novembre 1998, paragraphe 79. (italique dans l'original)

[351] Rapport du Groupe spécial *Guatemala – Enquête antidumping concernant le ciment Portland en provenance du Mexique* ("*Guatemala – Ciment I*"), WT/DS60/R, adopté le 25 novembre 1998, tel que modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS60/AB/R, paragraphe 7.18.

[352] Rapport de l'Organe d'appel *Guatemala – Ciment I*, paragraphes 77 à 80. Des décisions ultérieures ont clairement précisé qu'un Membre pouvait formuler des allégations concernant la législation du Membre importateur (rapport du Groupe spécial *États-Unis – Article 129 c) 1) de la Loi sur les Accords du Cycle d'Uruguay* ("*États-Unis – Article 129 c) 1) URAA*"), WT/DS221/R, adopté le 30 août 2002, paragraphe 6.22), ainsi que d'autres actes ou omissions pouvant être considérés comme une "mesure" du Membre importateur. Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction des droits antidumping appliqués aux produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance du Japon* ("*États-Unis – Réexamen à*

consistait en deux choses: la ou les mesures en cause et les allégations indiquées par le Membre plaignant au sujet de ces mesures.

7.165 Ainsi, il nous semble clair que l'article 17.4 n'autoriserait pas un Membre à engager une procédure en invoquant un avis d'ouverture d'enquête comme étant la mesure en cause, ou tout au moins sans invoquer également l'une des trois mesures spécifiées à l'article 17.4. Toutefois, le droit qu'a un Membre plaignant de formuler des allégations au sujet d'un aspect de l'enquête antidumping en question ne s'en trouve pas pour autant réduit. Nous notons à cet égard l'affirmation ci-après de l'Organe d'appel:

> "Cette obligation d'indiquer une mesure antidumping spécifique en cause dans une demande d'établissement d'un groupe spécial ne limite en aucune manière la nature des *allégations* qui peuvent être formulées au sujet d'avantages qui seraient annulés ou compromis ou de la réalisation de tout objectif qui serait entravée, dans un différend soumis en vertu de l'*Accord antidumping*."[353]

Ainsi, nous considérons que dans un différend concernant une mesure antidumping finale, comme c'est indiscutablement le cas en l'espèce, un Membre plaignant peut invoquer des violations alléguées de l'Accord sur l'OMC découlant de l'ouverture ou de la conduite de l'enquête antidumping correspondante, ainsi que des déterminations établies et des mesures prises au cours de celle-ci.

7.166 C'est exactement ce qui s'est passé en l'espèce. Dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, la Chine a indiqué la mesure antidumping finale imposée par l'Union européenne comme étant une mesure spécifique en cause et a formulé de nombreuses allégations de violation de diverses dispositions de l'Accord antidumping ayant trait à diverses actions et décisions de la Commission à divers stades de l'enquête, y compris lors de la détermination de la représentativité à l'appui de l'ouverture de l'enquête en cause. À notre avis, toutes ces allégations, qu'elles aient été au départ indiquées dans l'avis d'ouverture de l'enquête ou dans quelque autre document, découlent de l'enquête antidumping dans le cadre de laquelle nous sommes saisis du Règlement définitif en l'espèce. Nous rejetons par conséquent l'exception soulevée par l'Union européenne à cet égard.

7.167 Sur la base de ce qui précède, nous concluons que l'allégation de la Chine au sujet de la détermination de la Commission concernant la représentativité relève de notre mandat et poursuivons notre examen de cette allégation.

ii) Analyse sur le fond

7.168 Nous notons que les premier et deuxième arguments de la Chine sont liés. L'un porte sur le moment où la détermination a été établie par la Commission et l'autre sur sa qualité. S'agissant du moment choisi pour la détermination, la Chine reconnaît[354] que l'avis d'ouverture de l'enquête montre que la Commission a examiné la représentativité et pris une décision à ce sujet avant d'ouvrir l'enquête. Elle affirme néanmoins que la Commission a seulement examiné si la demande avait été présentée par la branche de production nationale ou en son nom après l'ouverture de l'enquête.

---

l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion"), WT/DS244/AB/R, adopté le 9 janvier 2004, paragraphe 81.

[353] Rapport de l'Organe d'appel *Guatemala – Ciment I*, paragraphe 79.

[354] Chine, réponse à la question n° 19 du Groupe spécial.

7.169 Nous notons que, s'agissant de la représentativité, la partie pertinente de l'avis d'ouverture est libellée de la manière suivante:

> "1. Plainte
>
> La plainte a été déposée le 26 septembre 2007 par l'European Industrial Fasteners Institute (EIFI) (ci-après dénommé "le plaignant") au nom de producteurs représentant une proportion majeure, en l'occurrence plus de 25 pour cent, de la production communautaire totale de certains éléments de fixation en fer ou en acier."[355]

Nous considérons donc que l'avis d'ouverture indique clairement que la Commission a bien établi une détermination à cet égard avant d'ouvrir l'enquête.

7.170 La Chine affirme toutefois que cette détermination a été établie assez curieusement après l'ouverture de l'enquête. Pour étayer son point de vue, elle se réfère à une partie du Règlement définitif qui décrit comment la Commission a examiné la question de la représentativité après l'ouverture de l'enquête. Le considérant 26 du Règlement définitif dit ce qui suit:

> "La représentativité de l'industrie communautaire a été contestée par plusieurs importateurs de la Communauté et par plusieurs producteurs-exportateurs. De fait, certaines parties intéressées ont fourni, <u>après la publication de l'avis d'ouverture</u>, des listes de producteurs communautaires qui n'auraient pas été consultés sur leur soutien éventuel à la procédure. Un questionnaire a donc été envoyé à tous ces producteurs. Par ailleurs, plusieurs sociétés se sont manifestées spontanément alors qu'elles n'avaient pas reçu de questionnaire. Cependant, <u>aucune des réponses reçues de ces producteurs n'a réduit le niveau de représentativité</u> mentionné au considérant précédent. En fait, beaucoup de ces sociétés soutenaient la plainte."[356] (non souligné dans l'original)

À notre avis, ce passage montre que, bien que la Commission ait établi une détermination concernant la représentativité avant l'ouverture de l'enquête, la question a été revue en réponse aux allégations formulées par certains importateurs et exportateurs d'après lesquelles l'enquête avait été ouverte sans s'assurer de la représentativité. Il est toutefois incontestable que, quelle qu'ait été la portée de ce réexamen effectué après l'ouverture de l'enquête, l'Union européenne n'a pas, de fait, fondamentalement modifié sa conclusion d'après laquelle la représentativité était assurée.[357]

7.171 Il n'en reste pas moins qu'une détermination a été établie sur cette question avant d'ouvrir l'enquête. Le simple fait de réexaminer, après l'ouverture de l'enquête, une détermination de la représentativité qui devait être et a été établie avant son ouverture n'enlève à notre avis aucune valeur à cette détermination. Nous rejetons par conséquent l'argument de la Chine à cet égard.[358]

---

[355] Pièce CHN-14, page 267/31.

[356] Règlement définitif, pièce CHN-4, considérant 26.

[357] L'Union européenne, tout en reconnaissant que la Commission a procédé à cette enquête, la qualifie d'"erreur" parce qu'elle a été source de "confusion". Union européenne, réponse à la question n° 31 du Groupe spécial. La Chine ne fait pas valoir que l'Union européenne était tenue de revoir la détermination de la représentativité ni qu'elle a fait erreur en maintenant sa décision initiale. Nous ne traitons par conséquent ni l'une ni l'autre de ces questions.

[358] Comme on l'a indiqué, la Chine n'allègue pas que l'Union européenne était tenue de revoir la question de la représentativité après l'ouverture de l'enquête, ni que des violations ont eu lieu dans le cadre du réexamen effectué en l'espèce.

7.172 S'agissant de la qualité de la détermination de la Commission, la Chine fait valoir que l'avis d'ouverture démontre uniquement que la Commission a examiné la représentativité et a pris une décision à ce sujet, mais ne montre pas nécessairement qu'elle a "examiné" cette question et fait une "détermination" sur la base d'un tel "examen" comme le prescrit l'article 5.4.[359] La Chine pose en principe que, à moins que l'Union européenne ne produise les documents dont était saisie la Commission au moment où la détermination de la représentativité a été établie, il devrait être présumé qu'aucun examen adéquat n'a été effectué sur cette question.[360] Nous rappelons toutefois qu'il revient à la Chine d'établir *prima facie* qu'il y a violation d'un accord visé avant que la charge de réfuter ses arguments ne revienne à l'Union européenne. Selon nous, la Chine n'a pas établi *prima facie* que l'Union européenne n'avait pas examiné la question de la représentativité.

7.173 La Chine ne fait pas valoir qu'il est interdit à l'autorité chargée de l'enquête d'utiliser les renseignements communiqués dans la plainte aux fins de la détermination de la représentativité.[361] Dans l'optique de la Chine, toutefois, "l'examen" prévu à l'article 5.4 exige pour le moins que les autorités chargées de l'enquête vérifient l'adéquation et l'exactitude des renseignements sur lesquels se fonde la détermination de la représentativité. De l'avis de la Chine, l'Union européenne n'a pas effectué ce type d'examen.

7.174 Nous notons que le critère auquel se réfère la Chine se trouve à l'article 5.3 de l'Accord antidumping qui prescrit aux autorités d'examiner "l'adéquation et l'exactitude" des éléments de preuve fournis dans la plainte pour déterminer s'il serait justifié d'ouvrir une enquête. Nous notons également que la Chine n'a pas formulé d'allégation au titre de l'article 5.3. Toutefois, même en supposant qu'une telle allégation ait été formulée, nous sommes d'avis que la Chine n'a pas fourni le moindre élément de preuve démontrant que la Commission n'avait pas vérifié l'exactitude et l'adéquation des renseignements figurant dans la demande qui ont été utilisés aux fins d'établir la représentativité.[362]

7.175 Il n'est pas contesté que la Commission ait utilisé les données d'Eurostat fournies dans la plainte pour déterminer la production totale du produit similaire de l'UE. La Chine ne fait pas valoir que les statistiques d'Eurostat constituaient en soi une source non objective de données pour déterminer la production totale de l'UE.[363] Les arguments de la Chine à cet égard se limitent à affirmer que la Commission n'a pas pris de mesures concrètes pour s'assurer que les données sur la production obtenues auprès d'Eurostat étaient fiables et justes. Nous notons toutefois que la Chine n'affirme même pas qu'il existait dans cette enquête une raison de douter de la fiabilité de ces renseignements que la Commission aurait volontairement ignorée.[364] De ce fait, l'argument de la

[359] Chine, deuxième communication écrite, paragraphe 462.
[360] Chine, deuxième communication écrite, paragraphe 463.
[361] Chine, réponse à la question n° 20 du Groupe spécial.
[362] À cet égard, nous aimerions rappeler le principe bien établi dans la jurisprudence de l'OMC d'après lequel "la quantité et la qualité des éléments de preuve requis au moment de l'ouverture de l'enquête sont moindres que ce qui est requis pour établir une détermination préliminaire ou finale de l'existence d'un dumping, d'un dommage et d'un lien de causalité après l'enquête". Rapport du Groupe spécial *Mexique – Enquête antidumping concernant le sirop de maïs à haute teneur en fructose (SHTF) en provenance des États-Unis* ("*Mexique – Sirop de maïs*"), WT/DS132/R, adopté le 24 février 2000, et Corr.1, paragraphe 7.57; rapport du Groupe spécial *États-Unis – Détermination finale de l'existence d'un dumping concernant les bois d'œuvre résineux en provenance du Canada* ("*États-Unis – Bois de construction résineux V*"), WT/DS264/R, adopté le 31 août 2004, tel que modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS264/AB/R, paragraphe 7.70; rapport du Groupe spécial *Guatemala – Ciment I*, paragraphe 7.57.
[363] Voir le paragraphe 7.179 ci-dessous.
[364] La Chine ne conteste pas que les données d'Eurostat sont recueillies régulièrement et tenues pour des raisons autres que la présente enquête antidumping ou autre et que les autorités de l'UE chargées des enquêtes les utilisent couramment.

Chine d'après lequel la Commission n'a pas examiné si les producteurs soutenant la demande représentaient au moins 25 pour cent de la production totale de l'UE n'est pas recevable.

7.176 Le troisième argument de la Chine est que la décision de la Commission concernant la représentativité était erronée dans la mesure où les producteurs de l'UE soutenant la demande représentaient en fait moins de 25 pour cent de la production totale du produit similaire de l'UE. À cet égard, la Chine affirme tout d'abord que, dans sa détermination concernant la représentativité, la Commission a pris en compte la production communiquée par les producteurs qui s'étaient fait connaître à la suite de l'ouverture de l'enquête. À l'appui de cette affirmation, elle fait référence au considérant 114 du Règlement définitif, qui dit ce qui suit:

> "**2. Définition de l'industrie communautaire**
>
> (114) La production des producteurs communautaires qui ont soutenu la plainte et ont pleinement coopéré à l'enquête représente 27,0 pour cent de la production du produit concerné dans la Communauté. Il est dès lors considéré que ces sociétés constituent l'industrie communautaire au sens de l'article 4, paragraphe 1, et de l'article 5, paragraphe 4, du règlement de base."[365]

D'après la Chine:

> "[L]es producteurs communautaires auxquels fait référence ce texte incluent non seulement ceux qui étaient répertoriés dans la plainte en tant que "plaignants" ou "producteurs soutenant la demande" mais également ceux qui s'étaient fait connaître dans un délai de 15 jours à compter de l'ouverture de l'enquête. De ce fait, il est plus que probable que le seuil de représentativité de 25 pour cent n'aurait pas été atteint si le volume de production des sociétés qui ne s'étaient fait connaître qu'après l'ouverture de l'enquête n'avaient pas été pris en compte."[366]

7.177 L'allégation de la Chine est sans fondement factuel. Premièrement, nous notons que le considérant 114 du Règlement définitif a trait à la définition de la branche de production nationale, et non à la représentativité. Deuxièmement, nous notons l'argument de l'Union européenne, que n'a pas réfuté la Chine, d'après lequel, comme le montre une note au dossier préparée à l'époque de la détermination de la représentativité[367], la part de la production de l'UE représentée par les producteurs soutenant expressément la plainte qu'a calculé Commission avant l'ouverture de l'enquête était de 37 pour cent et non 27.[368] Troisièmement, nous rappelons notre constatation d'après laquelle la Commission a établi sa détermination concernant la représentativité avant l'ouverture de l'enquête, comme l'indique l'avis d'ouverture.[369] Dès lors, l'affirmation de la Chine voulant que la Commission, dans sa détermination de la représentativité, ait pris en considération la production des producteurs de

---

[365] Règlement définitif, pièce CHN-4, considérant 114.

[366] Chine, première communication écrite, paragraphe 216.

[367] La note au dossier dit, dans sa partie pertinente, que "la demande est soutenue par les producteurs communautaires représentant au total plus de 37 pour cent de la production communautaire pour 2006 et plus de 41 pour cent pour le premier semestre de 2007". Pièce EU-6, page 1.

[368] Union européenne, première communication écrite, paragraphe 266; Union européenne, deuxième déclaration orale, paragraphe 23. Nous reconnaissons qu'il existe un décalage entre le chiffre de 27 pour cent et celui de 37 pour cent cité pour le soutien dans le Règlement définitif et dans la note au dossier. Toutefois, la Chine n'a présenté aucun argument à cet égard. En outre, nous notons que la note au dossier n'est pas la détermination en cause et que les 37 pour cent auquel il est fait référence dans ce document ne font pas l'objet de l'allégation de la Chine. Nous ne connaissons pas les raisons de ce décalage, mais nous considérons qu'il n'a aucune importance dans les présentes circonstances.

[369] Voir le paragraphe 7.169 ci-dessus.

l'UE qui s'étaient fait connaître après l'ouverture de l'enquête est sans fondement d'un point de vue factuel.

7.178 La Chine soutient ensuite qu'il existait une marge d'erreur de 15 pour cent dans le calcul de la production représentée par les producteurs soutenant la demande, laquelle a également nui à la précision de ce calcul. Elle fait référence à cet égard à une communication de la Commission dans laquelle il est dit que le chiffre représentant la production totale à mettre au compte des plaignants inclut une marge d'erreur de 15 pour cent pour des motifs de confidentialité.[370] La Chine fait valoir que cela est "suffisant pour jeter le doute sur la représentativité des plaignants".[371] En réponse aux questions posées à ce sujet par le Groupe spécial, l'Union européenne affirme que la marge d'erreur de 15 pour cent visait à protéger les renseignements confidentiels de chaque société de la branche de production de l'UE. À cet égard, elle se réfère au tableau figurant dans la pièce CHN-42 qui contient une liste des plaignants et des producteurs qui soutenaient la plainte, avec les chiffres de leur production, ainsi que les chiffres globaux pour les plaignants et les producteurs qui soutenaient la demande.[372] L'Union européenne soutient que les chiffres donnés dans ce tableau pour chaque société incluent une marge d'erreur de 15 pour cent pour protéger la confidentialité des données relatives à la production de chaque producteur, mais que les totaux indiqués pour l'ensemble des plaignants et de ceux qui soutenaient la demande sont les chiffres réels et exacts, sans marge d'erreur de 15 pour cent. La Chine n'a pas contesté cette affirmation. Nous rejetons par conséquent l'allégation de la Chine d'après laquelle la marge d'erreur de 15 pour cent nuisait à la fiabilité du calcul effectué par la Commission.

7.179 Enfin, la Chine fait valoir que les données d'Eurostat utilisées pour estimer la production totale du produit similaire de l'UE sous-estimaient cette production. Comme nous l'avons fait observer précédemment, la Chine ne conteste pas l'objectivité du processus de collecte des données par les autorités nationales. Elle soutient toutefois que les statistiques d'Eurostat ne sont pas une base appropriée pour mesurer la production nationale totale d'éléments de fixation parce qu'elles indiquent seulement la production vendue et non la production totale, et qu'elles n'incluent pas la production des petites et moyennes entreprises.[373]

7.180 Nous notons que l'Accord antidumping ne contient pas de règles régissant les sources ou la collecte des données qui doivent être utilisées dans une enquête. L'article 3.1 prescrit que la détermination de l'existence d'un dommage soit fondée sur des éléments de preuve positifs et comporte un examen objectif des facteurs de dommage pertinents. Or la Chine ne fait pas valoir, et encore moins ne démontre, que les statistiques d'Eurostat ne sont pas des éléments de preuve positifs ou qu'elles n'ont pas fait l'objet d'un examen objectif. En fait, l'argument de la Chine est que l'autorité chargée de l'enquête aurait dû utiliser d'autres données pour déterminer la représentativité. À notre avis, toutefois, ces arguments ne suffisent pas à établir l'existence d'une violation de l'article 5.4.

7.181 S'agissant de cet aspect de l'allégation de la Chine, nous avons demandé à la Chine si, à son avis, la Commission avait à sa disposition à l'époque une meilleure source de données pour estimer la production nationale du produit similaire, mais qu'elle n'aurait pas prise en considération. La Chine mentionne trois autres sources. Premièrement, elle mentionne une étude concernant le marché italien des éléments de fixation, produite par DATABANK, qui aurait été d'après elle présentée à la Commission au cours de l'enquête sur les éléments de fixation et que la Commission pourrait avoir consultée avant l'ouverture de l'enquête. Deuxièmement, elle attire l'attention sur des éléments de

[370] Pièce CHN-39, page 1.
[371] Chine, première communication écrite, paragraphe 223.
[372] Union européenne, réponse à la question n° 86 du Groupe spécial. La liste ne divulgue pas les noms des producteurs de l'UE.
[373] Chine, première communication écrite, paragraphes 217 à 219; Chine, réponse à la question n° 87 a) du Groupe spécial.

preuve concernant l'industrie automobile de l'UE qui ont été présentés à la Commission au cours de l'enquête sur les éléments de fixation et que celle-ci pourrait avoir pris en compte avant l'ouverture de l'enquête. Troisièmement, elle affirme que la Commission pourrait avoir demandé des renseignements à diverses associations de producteurs des États membres de l'UE.[374]

7.182 Nous ne pensons pas pour notre part qu'il existait nécessairement une meilleure source d'information sur la production d'éléments de fixation de l'UE, encore moins que la Commission pourrait avoir consulté et aurait dû consulter l'une de ces sources à la place des données d'Eurostat. Premièrement, il n'apparaît pas que l'information provenant de ces sources aurait été plus précise et plus complète que les statistiques d'Eurostat. Nous relevons à cet égard que la première source mentionnée par la Chine porte sur la production nationale d'éléments de fixation dans un seul État membre de l'UE, que la deuxième concerne un seul secteur de la branche de production nationale et que la troisième est entièrement fondée sur des hypothèses. Deuxièmement, l'argument de la Chine d'après lequel la Commission pourrait avoir vérifié ces sources relève, à notre avis, de la pure spéculation. La Chine n'a pas démontré que ces sources étaient à la disposition de la Commission avant l'ouverture de l'enquête, c'est-à-dire au moment où la détermination de la représentativité a été établie.[375] Même en prenant pour hypothèse que les renseignements émanant de ces sources donnaient une meilleure idée de la production totale d'éléments de fixation de l'UE, une thèse que nous avons rejetée, nous considérons qu'il ne serait pas approprié de fonder une constatation de violation de l'article 5.4 concernant une décision prise avant l'ouverture de l'enquête, sur le fait que l'autorité chargée de l'enquête n'a pas pris en considération des renseignements qui ont été portés à son attention après que la détermination a été établie et que l'enquête a été ouverte. De ce fait, aucun des arguments de la Chine ne montre qu'il existait d'autres sources d'information crédibles sur la production totale d'éléments de fixation de l'UE au moment où la détermination de la représentativité a été établie, dont la Commission a eu connaissance et qu'elle a refusé de prendre en considération. Nous constatons par conséquent que les allégations de la Chine à cet égard sont dénuées de fondement.

7.183 Sur la base de ce qui précède, nous rejetons l'allégation de la Chine d'après laquelle la détermination de la représentativité établie par la Commission était incompatible avec l'article 5.4 de l'Accord antidumping.

4. Question de savoir si l'Union européenne a enfreint les articles 4.1 et 3.1 de l'Accord antidumping lorsqu'elle a défini la branche de production nationale

a) Arguments des Parties

i) Chine

7.184 La Chine formule cinq allégations d'erreur au sujet de la définition de la branche de production nationale dans l'enquête en cause.

7.185 Premièrement, la Chine affirme que la Commission a enfreint les articles 4.1 et 3.1 de l'Accord antidumping en excluant de la définition de la branche de production nationale les producteurs qui s'étaient fait connaître après le délai de 15 jours suivant la publication de l'avis d'ouverture ainsi que ceux qui ne soutenaient pas la plainte.[376] Selon la Chine, l'Union européenne a

[374] Chine, réponse à la question n° 87 c) du Groupe spécial.

[375] Comme nous l'avons indiqué plus haut, au paragraphe 7.181, la Chine reconnaît elle-même que l'étude concernant le marché italien des éléments de fixation produite par DATABANK a été présentée à la Commission au cours de l'enquête, et non avant son ouverture. Chine, réponse à la question n° 87 c) du Groupe spécial. La Chine n'a pas allégué d'une quelconque autre manière que la Commission avait eu connaissance de cette étude avant l'ouverture de l'enquête.

[376] Chine, première communication écrite, paragraphes 239 et 240.

donc considéré que l'autorité chargée de l'enquête pouvait exclure de la branche de production nationale des producteurs nationaux du produit similaire individuellement ou des groupes de ces producteurs, sous réserve que les producteurs compris dans la branche de production représentent une proportion majeure de la production nationale du produit similaire.[377] La Chine considère que cette position est incompatible avec l'article 4.1 qui, à son avis, n'autorise pas à exclure des producteurs de la branche de production nationale pour des raisons autres que celles énoncées aux alinéas i) et ii) dudit article, et qu'elle est incompatible avec l'article 3.1, parce qu'elle ne permet pas à l'autorité chargée de l'enquête d'effectuer un examen objectif des effets des importations faisant l'objet d'un dumping.[378]

7.186 Deuxièmement, la Chine fait valoir que la branche de production nationale, telle que définie par la Commission, n'incluait pas les producteurs nationaux du produit similaire représentant une "proportion majeure" de la production totale de l'UE comme le prescrit l'article 4.1 de l'Accord antidumping.[379] L'allégation de la Chine à cet égard est fondée sur deux motifs. Premièrement, la Chine affirme que les données utilisées par l'Union européenne pour estimer le volume de la production nationale totale ne reflétaient pas la production totale effective dans l'Union européenne et, de fait, sous-estimaient considérablement cette production.[380] La Chine a recours à cet égard aux mêmes arguments qu'elle a formulés en ce qui concerne la détermination de la représentativité établie par la Commission, à savoir que les données d'Eurostat concernaient le volume de production vendue, et non le volume total de la production, et n'incluaient pas la production des petites et moyennes entreprises.[381] Deuxièmement, la Chine affirme qu'une part de 27 pour cent de la production nationale totale ne constitue pas une "proportion majeure" au sens de l'article 4.1. Sur ce point, la Chine fait valoir que la présomption de l'Union européenne, telle qu'énoncée à l'article 5 4) du Règlement antidumping de base, d'après laquelle 25 pour cent constitue une "proportion majeure" au sens de l'article 4.1, est inexacte.[382] Elle fait valoir que "majeur" signifie "important, sérieux ou notable" et donc que "proportion majeure" doit désigner une part "importante, sérieuse ou notable" de la production nationale totale. En outre, la Chine considère que l'utilisation du mot "proportion" implique que les producteurs nationaux inclus dans la proportion majeure doivent être "représentatifs" de l'ensemble.[383] Dans sa première communication écrite, la Chine a fait valoir qu'une part de 27 pour cent ne saurait de toute évidence être considérée comme étant notable.[384] En tout état de cause, elle fait valoir que, même si l'on acceptait que 27 pour cent de la production nationale totale puisse constituer une "proportion majeure" au sens de l'article 4.1, ce ne peut être le cas que si les circonstances globales de l'affaire indiquent que la proportion de la production nationale en cause est suffisante pour être jugée "majeure". La Chine soutient que l'Union européenne n'a pas du tout examiné cette question et qu'elle s'est simplement appuyée sur la présomption que 25 pour cent suffisait.[385]

7.187 Troisièmement, la Chine soutient que la Commission a enfreint l'article 3.1 de l'Accord antidumping en ne définissant pas la branche de production nationale par rapport à la période couverte par l'enquête (du 1er octobre 2006 au 30 septembre 2007).[386] Elle note que les données utilisées par

[377] Chine, première communication écrite, paragraphe 241.
[378] Chine, première communication écrite, paragraphes 243 et 244.
[379] Chine, première communication écrite, paragraphe 247.
[380] Chine, première communication écrite, paragraphe 250.
[381] Chine, première communication écrite, paragraphe 249. Voir Chine, première communication écrite, paragraphes 218 à 222.
[382] Chine, première communication écrite, paragraphes 262 à 265; Chine, deuxième communication écrite, paragraphes 593, 616 à 622.
[383] Chine, deuxième communication écrite, paragraphes 597 et 598, 632; réponse à la question n° 22 du Groupe spécial, paragraphe 95; Chine, première déclaration orale, paragraphe 98.
[384] Chine, première communication écrite, paragraphe 266.
[385] Chine, deuxième communication écrite, paragraphe 629.
[386] Chine, première communication écrite, paragraphe 269.

l'Union européenne pour examiner la question de la proportion majeure se rapportaient à l'année civile 2006 et non à la période couverte par l'enquête. La Chine soutient que la branche de production nationale doit être définie par rapport à la même période que celle qui sert à évaluer les facteurs de dommage.[387] La Chine reconnaît qu'il n'existe aucune prescription expresse dans l'Accord antidumping exigeant d'utiliser la période couverte par l'enquête pour définir la branche de production nationale mais elle fait valoir que puisque la détermination de l'existence d'un dommage est établie par rapport aux données concernant la branche de production nationale pour la période couverte par l'enquête, il s'ensuit que la branche de production nationale doit être définie par rapport à la même période.[388]

7.188 Quatrièmement, la Chine fait valoir que l'Union européenne a enfreint les articles 3.1 et 4.1 de l'Accord antidumping en fondant sa détermination de l'existence d'un dommage sur un échantillon de producteurs nationaux qui n'était pas représentatif. Elle fait valoir à cet égard qu'un échantillon, dans le contexte d'une détermination de l'existence d'un dommage, doit satisfaire aux prescriptions de l'article 4.1 de l'Accord antidumping et que l'échantillon était en l'espèce composé de six producteurs représentant 17,5 pour cent de la production nationale totale du produit similaire et qu'il ne respectait donc pas les prescriptions de l'article 4.1.[389] En outre, la Chine fait valoir que l'échantillon, dans la mesure où il se composait seulement de six producteurs qui ne représentaient que 17,5 pour cent de la production nationale totale, ne pouvait guère être considéré comme "représentatif" de la production nationale totale et qu'il était donc incompatible avec l'article 3.1 de l'Accord antidumping qui prescrit que la détermination de l'existence d'un dommage soit fondée sur des éléments de preuve positifs et sur un examen objectif du volume, des effets sur les prix et de l'incidence des importations ayant fait l'objet d'un dumping.[390] La Chine, en particulier, ne partage pas l'avis de l'Union européenne selon lequel l'échantillon sélectionné doit être représentatif de la branche de production nationale telle que définie par l'autorité chargée de l'enquête mais n'a pas à être représentatif des producteurs nationaux pris dans leur ensemble.[391] La Chine fait valoir que, dans la mesure où l'échantillon sélectionné était fondé sur une définition de la branche de production nationale elle-même incompatible avec les articles 3.1 et 4.1 de l'Accord antidumping, il est nécessairement incompatible avec l'article 3.1.[392] La Chine soutient en outre que l'Union européenne a agi d'une manière incompatible avec l'article 3.1 en sélectionnant l'échantillon sur la base du volume de la production comme seul critère, faisant valoir que cela n'est pas approprié pour satisfaire à l'obligation de représentativité.[393] En tout état de cause, la Chine affirme que la production des producteurs nationaux sélectionnés pour former l'échantillon ne constitue pas le plus gros volume de production du produit similaire dans l'Union européenne qui devrait raisonnablement faire l'objet de l'enquête.[394]

7.189 Cinquièmement, la Chine considère que l'Union européenne a agi d'une manière incompatible avec l'article 4.1 en n'excluant pas de la définition de la branche de production nationale les producteurs qui étaient liés aux exportateurs ou aux importateurs ou qui étaient eux-mêmes importateurs du produit considéré.[395] La Chine note à cet égard le fait incontesté que certains des producteurs de la branche de production nationale, et qui étaient inclus dans l'échantillon, étaient des parties liées. La Chine affirme que l'Union européenne a conclu à tort que les filiales chinoises de ces producteurs étaient établies essentiellement pour alimenter le marché chinois et que les intérêts de ces producteurs demeuraient centrés sur l'Union européenne.[396] D'après la Chine, l'Union européenne n'a

[387] Chine, première communication écrite, paragraphe 272.
[388] Chine, deuxième communication écrite, paragraphes 654, 657.
[389] Chine, première communication écrite, paragraphe 276.
[390] Chine, première communication écrite, paragraphes 279 à 282.
[391] Chine, deuxième communication écrite, paragraphe 666.
[392] Chine, deuxième communication écrite, paragraphe 669.
[393] Chine, deuxième communication écrite, paragraphe 676.
[394] Chine, deuxième communication écrite, paragraphe 683.
[395] Chine, première communication écrite, paragraphe 296.
[396] Chine, première communication écrite, paragraphes 286 à 290.

pas examiné objectivement la relation entre les producteurs de l'UE et leurs filiales chinoises et elle a donc abusé du pouvoir discrétionnaire que lui accorde l'article 4.1 en n'excluant pas ces producteurs liés de la branche de production nationale.[397] Si la Chine reconnaît que l'article 4.1 n'impose pas l'obligation d'exclure les producteurs nationaux liés aux autorités chargées de l'enquête, elle considère que celles-ci n'ont pas un pouvoir discrétionnaire illimité de décider si l'exclusion se justifie ou non dans un cas particulier, et que la détermination doit être fondée sur un examen objectif des éléments de preuve positifs, conformément à l'article 3.1.[398]

ii) Union européenne

7.190 L'Union européenne fait valoir que la première allégation d'erreur de la Chine ne relève pas du mandat du Groupe spécial parce qu'elle n'a pas fait l'objet de consultations. Selon l'Union européenne, la demande de consultations ne contenait pas d'allégation soutenant que le fait de ne pas inclure les producteurs nationaux qui s'étaient fait connaître plus de 15 jours après l'ouverture de l'enquête était incompatible avec les articles 4.1 et 3.1 de l'Accord antidumping.[399]

7.191 Sur le fond, l'Union européenne soutient que, contrairement à l'argument de la Chine, les articles 4.1 et 3.1 de l'Accord antidumping ne prescrivent pas à l'autorité chargée de l'enquête de définir la branche de production nationale de façon à inclure tous les producteurs, ou même le groupe le plus large possible de producteurs.[400] L'Union européenne note que la Chine se réfère à plusieurs documents différents à l'appui de ses arguments mais que la détermination de l'autorité chargée de l'enquête concernant la branche de production nationale figure dans le Règlement définitif, et affirme que le Groupe spécial devrait privilégier les renseignements contenus dans ce dernier pour évaluer l'allégation de la Chine.[401] L'Union européenne affirme que les articles 4.1 et 3.1 de l'Accord antidumping n'imposent pas à l'autorité chargée de l'enquête l'obligation d'inclure tous les producteurs nationaux, quel que soit le moment où ils se font connaître. De l'avis de l'Union européenne, il n'existe aucune hiérarchie entre les deux façons de définir la branche de production nationale au titre de l'article 4.1, soit en incluant tous les producteurs, soit en incluant ceux dont la production constitue une proportion majeure de la production nationale totale du produit similaire.[402] L'Union européenne reconnaît que l'autorité chargée de l'enquête ne peut pas exclure des catégories de producteurs qui produisent effectivement un produit similaire, mais affirme que la Commission n'a pas agi ainsi en l'espèce.[403] De plus, de l'avis de l'Union européenne, cela ne signifie pas que, si les producteurs inclus constituent une proportion majeure de la production nationale totale du produit similaire, l'autorité chargée de l'enquête doit aller plus loin et inclure d'autres producteurs du produit similaire.[404] L'Union européenne affirme que la Commission a contacté tous les producteurs connus du produit similaire et les a invités à participer à l'enquête mais en fixant un délai de 15 jours pour qu'ils se manifestent et indiquent leur volonté d'y participer, et qu'elle n'a pas inclus les producteurs qui s'étaient fait connaître après le délai de 15 jours.[405] L'Union européenne considère que, dès lors qu'il

[397] Chine, première communication écrite, paragraphes 291 à 295.
[398] Chine, deuxième communication écrite, paragraphes 689 et 690.
[399] Union européenne, première communication écrite, paragraphe 285.
[400] Union européenne, première communication écrite, paragraphe 279.
[401] Union européenne, première communication écrite, paragraphes 280 et 281.
[402] Union européenne, première communication écrite, paragraphe 298.
[403] En particulier, en réponse aux questions du Groupe spécial, l'Union européenne a soutenu qu'elle n'avait pas exclu de la branche de production nationale les producteurs qui n'avaient pas exprimé leur soutien à l'enquête, en tant que groupe, affirmant que de fait, au moins un de ces producteurs était inclus non seulement dans la branche de production nationale mais également dans l'échantillon. Union européenne, réponse à la question n° 89 du Groupe spécial, paragraphe 19.
[404] Union européenne, première communication écrite, paragraphe 301.
[405] Union européenne, première communication écrite, paragraphe 302. L'Union européenne note qu'au cours de la première réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, la Chine a indiqué qu'elle acceptait que les autorités chargées de l'enquête puissent imposer des dates butoirs aux parties intéressées pour se faire

est apparu clairement dans cette enquête que les producteurs qui s'étaient manifestés dans le délai de 15 jours représentaient une proportion majeure de la production nationale totale, il n'était pas nécessaire d'ajouter d'autres producteurs à la branche de production nationale. À son avis, les producteurs qui se font connaître après le délai ne constituent pas une "catégorie" de producteurs ne pouvant pas être exclus de la branche de production nationale.[406] L'Union européenne considère que l'article 3.1 de l'Accord antidumping n'impose aucune obligation en ce qui concerne la définition de la branche de production nationale, mais exige simplement un examen objectif fondé sur des éléments de preuve positifs de l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production nationale, et elle soutient donc que l'aspect de l'allégation de la Chine ayant trait à l'article 3.1 est entièrement subordonné à son allégation concernant la définition de la branche de production nationale.[407] Enfin, l'Union européenne précise que, dans la mesure où la Commission allait utiliser l'échantillonnage dans ses déterminations de l'existence d'un dommage, il n'y avait aucune raison d'ajouter d'autres producteurs à la définition de la branche de production nationale.[408]

7.192 S'agissant de la deuxième allégation d'erreur de la Chine, l'Union européenne affirme que les données d'Eurostat fournissaient une estimation raisonnable de la production totale du produit similaire de l'UE, en faisant référence aux arguments qu'elle a avancés à cet égard au sujet de la détermination de la représentativité.[409] De plus, l'Union européenne estime que dans les circonstances de cette enquête, 27 pour cent représentait une proportion majeure de la production totale au sens de l'article 4.1 de l'Accord antidumping.[410] L'Union européenne relève que l'Accord antidumping ne définit pas l'expression "proportion majeure" et soutient que l'argument de la Chine d'après lequel la branche de production nationale devrait de préférence inclure tous les producteurs nationaux du produit similaire n'est pas juste.[411] De l'avis de l'Union européenne, rien dans le terme "proportion" n'exige que les producteurs comptant pour une proportion majeure de la production nationale totale du produit similaire "représentent" d'une façon ou d'une autre tous les producteurs.[412] L'Union européenne soutient que la Chine n'a pas établi *prima facie* que 27 pour cent n'était pas une proportion majeure en l'espèce, affirmant que non seulement le principe juridique qui sous-tend l'argument de la Chine est faux, mais qu'il n'est pas vrai que l'Union européenne s'est limitée ou n'a pas inclus autant de producteurs que possible, et que la Chine n'a pas fourni le moindre élément de preuve montrant pourquoi 27 pour cent était nécessairement insuffisant.[413] L'Union européenne soutient que 27 pour cent est une proportion "importante, sérieuse ou notable" compte tenu du dossier de l'enquête.[414] Elle considère en outre que les "circonstances de l'espèce" qui sont pertinentes pour déterminer si une proportion donnée est suffisante pour être considérée comme "majeure" dans tous les cas n'inclut pas le nombre de producteurs du produit similaire.[415]

7.193 S'agissant de la troisième allégation d'erreur de la Chine, l'Union européenne affirme que la Chine a fait erreur dans sa description des faits. L'Union européenne note que la Chine fait référence, au sujet de cette allégation, à la période couverte par l'enquête concernant la détermination de l'existence d'un dumping, et il ne s'agit pas là de la période utilisée pour évaluer les facteurs de

---

connaître et faire part de leur intérêt à participer à l'enquête. Union européenne, deuxième communication écrite, paragraphe 90.

[406] Union européenne, deuxième communication écrite, paragraphe 100.

[407] Union européenne, première communication écrite, paragraphes 306 et 307.

[408] Union européenne, première communication écrite, paragraphe 284.

[409] Union européenne, première communication écrite, paragraphes 313, 265 à 274.

[410] Union européenne, première communication écrite, paragraphe 316.

[411] Union européenne, première communication écrite, paragraphe 326, faisant référence à Chine, première communication écrite, paragraphe 256.

[412] Union européenne, deuxième communication écrite, paragraphe 101.

[413] Union européenne, première communication écrite, paragraphes 330 à 334.

[414] Union européenne, première communication écrite, paragraphe 337.

[415] Union européenne, deuxième communication écrite, paragraphe 122.

dommage.[416] Elle convient que la période couverte par l'enquête pour la détermination de l'existence d'un dumping était la période du 1er octobre 2006 au 30 septembre 2007, mais soutient que la période prévue pour évaluer les facteurs de dommage allait de janvier 2003 à octobre 2007. Cette période incluait l'année civile 2006, la période pour laquelle la détermination de la branche de production nationale a été établie et qui était la dernière année complète avant l'ouverture de l'enquête pour laquelle des données étaient disponibles.[417] En outre, l'Union européenne estime que l'allégation de la Chine devrait être rejetée parce que l'article 3.1 de l'Accord antidumping ne prescrit pas que l'évaluation de la "proportion majeure" soit fondée sur la période couverte par l'enquête pour les déterminations de l'existence d'un dumping.[418]

7.194 En réponse à la quatrième allégation d'erreur de la Chine, l'Union européenne fait valoir que la Chine n'a pas établi *prima facie* qu'il y avait violation de l'article 4.1 de l'Accord antidumping étant donné que cet article n'exige pas que l'échantillon utilisé pour déterminer l'existence d'un dommage représente une proportion majeure de la production totale.[419] L'Union européenne note que l'article 4.1 ne fait aucunement référence à l'échantillonnage et que lire dans l'article 4.1 l'obligation que l'échantillon de la branche de production nationale représente une proportion majeure de la production nationale totale n'a pas de sens car une telle interprétation ignore l'essence même de la notion d'échantillonnage.[420] Ainsi, l'Union européenne fait valoir que l'argument de la Chine confond la notion de **producteurs** nationaux pris dans leur ensemble et celle de **branche de production** nationale prise dans son ensemble. D'après l'Union européenne, un échantillon approprié doit être représentatif de la branche de production nationale dans son ensemble. Toutefois, l'Union européenne soutient que, si la branche de production nationale est définie comme étant constituée des producteurs d'une proportion majeure de la production nationale totale du produit similaire, un échantillon approprié doit être représentatif de cette branche de production mais n'a pas à être représentatif des producteurs nationaux pris dans leur ensemble.[421]

7.195 S'agissant de la cinquième allégation d'erreur de la Chine, l'Union européenne soutient que la Commission a écouté et pris en compte les vues des importateurs de l'UE et des exportateurs chinois d'après lesquelles certains producteurs nationaux liés devraient être exclus de la branche de production nationale dans l'enquête en cause, mais a établi une détermination motivée à l'effet contraire.[422] En outre, l'Union européenne fait valoir que l'article 4.1 de l'Accord antidumping ne prescrit pas d'exclure les producteurs liés de la définition de la branche de production nationale mais autorise simplement une telle exclusion si les circonstances le justifient.[423] Elle fait valoir en outre que l'article 3.1 n'impose aucune obligation en ce qui concerne la décision de l'autorité chargée de l'enquête d'exclure ou non les producteurs nationaux liés de la branche de production nationale et demande au Groupe spécial de rejeter également cet aspect de l'allégation de la Chine.

b) Arguments des tierces parties

i) Colombie

7.196 La Colombie est d'avis que l'article 3.1 de l'Accord antidumping ne prescrit pas la méthode que doit appliquer l'autorité chargée de l'enquête pour effectuer une analyse de l'existence d'un dommage. Toutefois, le pouvoir discrétionnaire accordé à l'autorité chargée de l'enquête ne signifie

[416] Union européenne, première communication écrite, paragraphe 354.
[417] Union européenne, deuxième communication écrite, paragraphe 128.
[418] Union européenne, première communication écrite, paragraphes 359 à 363.
[419] Union européenne, première communication écrite, paragraphes 374 à 377.
[420] Union européenne, première communication écrite, paragraphes 380 et 381.
[421] Union européenne, première communication écrite, paragraphes 384 à 394.
[422] Union européenne, première communication écrite, paragraphe 397.
[423] Union européenne, première communication écrite, paragraphes 404 et 405.

pas pour autant qu'elle peut recourir à des méthodes arbitraires ou non vérifiables.[424] La Colombie considère que le principe de l'examen objectif exige une appréciation correcte de l'effet des importations faisant l'objet d'un dumping et que, pour procéder à une telle évaluation, les autorités chargées de l'enquête sont tenues de déterminer correctement qui sont les producteurs nationaux/la branche de production nationale dans chaque cas, une analyse qui devra être réalisée conformément à l'article 4.1 de l'Accord antidumping.[425] La Colombie est d'accord avec l'Union européenne pour dire qu'au titre de l'article 4.1, la branche de production nationale peut être définie de manière à ce que tous les producteurs admissibles (l'ensemble des producteurs nationaux) *ou* les producteurs qui représentent "une proportion majeure" de la production nationale admissible, y soient inclus, et que l'une ou l'autre de ces définitions est valable.[426] Mais le fait de pouvoir choisir l'une ou l'autre de ces options n'autorise pas à limiter l'enquête à un segment de la branche de production nationale.[427] L'obligation de mener une enquête sur la totalité de la branche de production nationale n'empêche toutefois pas les autorités chargées de l'enquête de recourir à l'échantillonnage ou d'examiner une branche de production nationale par partie, secteur ou segment.[428] La Colombie ne disconvient pas elle non plus, en se référant au rapport du groupe spécial *CE – Saumon (Norvège)*, que l'autorité chargée de l'enquête peut procéder sur la base d'un échantillon, du moment que celui-ci est représentatif, de manière à pouvoir effectuer un examen objectif au sens de l'article 3.1.[429] La Colombie considère que l'autorité chargée de l'enquête devrait recourir à des méthodes statistiques pour choisir les producteurs nationaux qui feront partie d'un échantillon.[430] À son avis, la charge de prouver qu'un échantillon est représentatif de la branche de production, pour respecter la prescription relative à l'examen objectif de l'article 3.1 de l'Accord antidumping, incombe aux autorités nationales et doit être interprétée dans le contexte des obligations prescrites à l'article 5.4 de l'Accord antidumping.[431]

ii) Japon

7.197 Le Japon indique que la définition de la branche de production nationale a des répercussions étendues pour les enquêtes antidumping, y compris les déterminations de l'existence d'un dommage et d'un lien de causalité.[432] Il considère que les arguments de la Chine relatifs à l'article 4.1 de l'Accord antidumping soulèvent trois questions cruciales.

7.198 S'agissant de la première question, celle de savoir si l'Union européenne a enfreint l'article 4.1 de l'Accord antidumping en excluant d'emblée de la branche de production nationale les sociétés qui ne soutenaient pas l'enquête, la préoccupation première du Japon est d'assurer l'équité du processus d'enquête.[433] Bien qu'il ne formule pas d'observations sur les faits spécifiques de la cause, le Japon est d'avis que les producteurs nationaux qui ne soutiennent pas une plainte antidumping mais qui coopèrent pleinement dans le cadre de l'enquête ne peuvent être d'emblée exclus de la branche de production nationale. Il considère que l'interprétation donnée par l'Union européenne de "branche de production nationale", à savoir que dans la mesure où les producteurs inclus dans la branche de production nationale constituent "une proportion majeure" de la branche de production nationale du produit similaire, les autorités chargées de l'enquête ne sont pas tenues d'inclure d'autres producteurs nationaux du produit similaire, pourrait permettre aux autorités chargées de l'enquête de définir la

[424] Colombie, communication écrite, paragraphes 65 à 67.
[425] Colombie, communication écrite, paragraphe 72.
[426] Colombie, communication écrite, paragraphe 73.
[427] Colombie, communication écrite, paragraphe 74, citant le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier laminé à chaud*, paragraphe 190.
[428] Colombie, communication écrite, paragraphe 77
[429] Colombie, communication écrite, paragraphes 79 et 80.
[430] Colombie, communication écrite, paragraphe 82.
[431] Colombie, communication écrite, paragraphe 82.
[432] Japon, communication écrite, paragraphe 18.
[433] Japon, communication écrite, paragraphe 20.

branche de production nationale d'une manière qui sert leurs fins, par exemple en y incluant seulement les producteurs non rentables (par exemple les plaignants) et en excluant les producteurs rentables (par exemple les producteurs opposés à la plainte qui coopèrent). Évaluer l'existence d'un dommage pour une telle branche de production nationale serait, de l'avis du Japon, incompatible avec l'obligation de procéder à un "examen objectif" de l'existence d'un dommage énoncée à l'article 3.1 de l'Accord antidumping.[434] Le Japon ne partage donc pas l'avis de l'Union européenne d'après lequel aucune obligation n'est imposée aux autorités chargées de l'enquête en ce qui concerne la définition de la branche de production nationale.[435] Le Japon note que "le concept de "branche de production nationale" est *crucial* dans une détermination de l'existence d'un dommage car il définit le cadre dans lequel seront recueillies et analysées les données"[436] et considère qu'il existe une obligation générale de mener les enquêtes antidumping d'une manière impartiale et objective, quel que soit l'aspect de l'enquête en cause. Par ailleurs, le Japon considère que l'approche de l'Union européenne est problématique dans la mesure où elle autorise les producteurs nationaux eux-mêmes à donner une définition sur mesure de la "branche de production nationale" en désignant comme sociétés soutenant la plainte celles pour lesquelles il est plus probable que soit constatée l'existence d'un dommage et comme sociétés ne soutenant pas la plainte celles pour lesquelles il est moins probable que soit constatée l'existence d'un dommage, que cette approche est fondamentalement inéquitable et qu'elle rend impossible l'examen objectif que doit effectuer l'autorité chargée de l'enquête conformément à l'article 3.1 de l'Accord antidumping.

7.199 S'agissant de la deuxième question (la part de la branche de production nationale dans la production nationale totale), le Japon note que les termes "proportion majeure" ne sont pas définis à l'article 4.1 de l'Accord antidumping ni dans aucune autre disposition dudit accord. Par conséquent, sans formuler d'observations sur les faits spécifiques de la cause, le Japon n'est d'accord ni avec l'argument de la Chine d'après lequel 27 pour cent de la production nationale ne constitue pas *a priori* une "proportion majeure", ni avec celui de l'Union européenne d'après lequel 25 pour cent est *a priori* suffisant pour atteindre le seuil de la "proportion majeure".[437] Le Japon reconnaît qu'il est difficile de quantifier ce qu'est une proportion "importante, sérieuse ou notable" de la production nationale. Il est donc d'avis qu'il suffit que l'autorité chargée de l'enquête évalue au cas par cas d'une manière impartiale et objective ce qui constitue une proportion majeure[438], et il demande que le Groupe spécial examine soigneusement les faits en l'espèce.[439]

7.200 S'agissant de la troisième question (l'échantillonnage), le Japon reconnaît qu'il n'existe pas dans l'Accord antidumping de dispositions claires applicables à la phase suivant l'ouverture de l'enquête qui permette aux autorités chargées de l'enquête de procéder à l'échantillonnage de la branche de production nationale.[440] Il note toutefois que le groupe spécial *CE – Saumon (Norvège)* a conclu que l'Accord antidumping permettait aux autorités de recourir à l'échantillonnage de la branche de production nationale dans les cas où les membres en étaient si nombreux qu'un examen individuel de chacun d'entre eux serait irréalisable.[441] Le Japon n'est pas d'accord avec l'argument de la Chine d'après lequel les producteurs nationaux compris dans l'échantillon doivent représenter une proportion

[434] Japon, communication écrite, paragraphes 22 et 23.
[435] Japon, communication écrite, paragraphe 27.
[436] Japon, communication écrite, paragraphe 28, qui cite le rapport du groupe spécial *Mexique – Droits antidumping sur les tubes et tuyaux en acier en provenance du Guatemala* ("*Mexique – Tubes et tuyaux*"), WT/DS331/R, adopté le 24 juillet 2007, paragraphe 7.321. (italique ajouté par le Japon)
[437] Japon, communication écrite, paragraphe 31.
[438] Japon, communication écrite, paragraphe 33.
[439] Japon, communication écrite, paragraphe 34.
[440] Japon, communication écrite, paragraphe 35. Le Japon note que la note de bas de page 13 de l'Accord antidumping apparaît offrir la possibilité d'échantillonner les producteurs nationaux avant l'ouverture d'une enquête antidumping. *Id.* à la note de bas de page 22.
[441] Japon, communication écrite, paragraphe 36.

majeure de la production nationale totale.[442] De l'avis du Japon, il faut bien établir la distinction entre la prescription de l'article 4.1 concernant la "proportion majeure" de la production nationale totale et les prescriptions relatives au choix d'un échantillon.[443] Le Japon fait observer qu'en acceptant l'argument de la Chine d'après lequel les productions additionnées de l'échantillon doivent constituer une proportion majeure de la production nationale totale, on invaliderait la finalité de l'échantillonnage dans les cas où les membres de la branche de production nationale sont si nombreux qu'un examen individuel de chacun d'entre eux serait irréalisable, ce qui, par hypothèse, serait le seul cas dans lequel les autorités chargées de l'enquête auraient recours à l'échantillonnage.[444] Le Japon considère que la deuxième phrase de l'article 6.10, laquelle se rapporte à l'échantillonnage des exportateurs, des producteurs, des importateurs ou des types de produits, serait également utile dans le contexte de l'échantillonnage aux fins de la détermination de l'existence d'un dommage. L'obligation qu'impose explicitement la deuxième phrase de l'article 6.10 en ce qui concerne le choix d'un échantillon est que l'échantillon soit valable d'un point de vue statistique ou qu'il repose sur le plus grand volume de ventes, c'est-à-dire d'exportations, sur lequel l'enquête peut raisonnablement porter. Toutefois, de l'avis du Japon, l'obligation primordiale s'agissant du choix d'un échantillon aux fins de la détermination de l'existence d'un dommage est que, comme l'a expliqué le groupe spécial *CE – Saumon (Norvège)*, l'échantillon soit suffisamment représentatif de la branche de production nationale.[445]

iii) Norvège

7.201 La Norvège met l'accent sur l'une des questions soulevées par la Chine, à savoir l'exclusion alléguée de certaines catégories de producteurs de l'UE qui produisaient le "produit similaire" national au cours de la période pertinente.[446] La Norvège fait valoir que l'autorité chargée de l'enquête, lors de la détermination de la branche de production nationale, ne peut exclure des groupes de producteurs.[447] À son avis, l'Union européenne fait valoir que l'autorité chargée de l'enquête a le pouvoir discrétionnaire d'exclure les producteurs qu'elle veut, dès lors que les producteurs restants représentent une "proportion majeure" de la branche de production.[448] La Norvège n'est pas d'avis que l'article 4.1 permette d'établir une telle détermination, car cela empêcherait de procéder à un examen objectif de la branche de production, comme le prescrit l'Accord antidumping. Elle fait observer qu'aux termes de l'article 4.1, la "branche de production nationale" comprend "l'ensemble" des producteurs des produits similaires. Autrement, la branche de production peut être limitée à une "proportion majeure" de la branche. Mais la seule catégorie de producteurs qui peut être entièrement exclue de la branche de production est celle des producteurs "liés", ce qui garantit que les producteurs nationaux de tous les segments et secteurs de la branche de production seront pris en compte sur un pied d'égalité et que les déterminations faites au sujet de la "branche de production nationale" seront représentatives de l'ensemble de cette branche de production. La Norvège affirme que l'article 4.1 ne donne pas droit à une autorité de limiter une branche de production aux seuls producteurs qui ont soutenu l'enquête ou à exclure les producteurs "qui ont gardé le silence".[449] La Norvège considère qu'une telle lecture de l'article 4.1 est étayée par de solides éléments de preuve contextuels figurant dans les articles 3 et 5 de l'Accord antidumping[450], ainsi que par la note de bas de page 13 dudit accord se rapportant à l'article 5.4.[451] En conséquence, la Norvège est d'avis que l'autorité chargée de

[442] Japon, communication écrite, paragraphe 37.
[443] Japon, communication écrite, paragraphe 38.
[444] Japon, communication écrite, paragraphe 39.
[445] Japon, communication écrite, paragraphes 40 et 41.
[446] Norvège, communication écrite, paragraphe 4.
[447] Norvège, communication écrite, paragraphe 5.
[448] Norvège, communication écrite, paragraphe 9, qui fait référence à la première communication écrite de l'Union européenne, paragraphes 296 et 297.
[449] Norvège, communication écrite, paragraphe 10.
[450] Norvège, communication écrite, paragraphe 11.
[451] Norvège, communication écrite, paragraphe 17.

l'enquête ne peut pas exclure des catégories de producteurs de la définition de la branche de production nationale, que ces catégories soient fondées sur la production d'un type ou modèle particulier du produit similaire ou sur le fait que les producteurs ont manifesté leur opposition ou gardé le silence en ce qui concerne l'enquête.[452]

iv) États-Unis

7.202 De l'avis des États-Unis, la Chine fait valoir que l'UE a agi d'une manière incompatible avec l'article 3.1 de l'Accord antidumping 1) en excluant de son examen de l'existence d'un dommage les producteurs nationaux qui ne soutenaient pas la demande, et 2) en évaluant les facteurs de dommage sur la base de groupements de producteurs nationaux différents.[453] Bien qu'ils ne se prononcent pas sur le bien-fondé des allégations factuelles de la Chine, les États-Unis sont d'accord avec cette dernière pour dire que, dans l'une ou l'autre de ces conditions, l'autorité chargée de l'enquête ne procède pas à un "examen objectif" de l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production nationale, comme le prescrit l'article 3.1 de l'Accord antidumping.[454]

7.203 Les États-Unis notent que, comme l'a reconnu l'Organe d'appel, "un "examen objectif" exige que l'on enquête sur la branche de production nationale, et sur les effets des importations faisant l'objet d'un dumping, de manière impartiale, *sans favoriser au cours de l'enquête les intérêts d'aucune partie intéressée ou d'aucun groupe de parties intéressées*".[455] Les États-Unis considèrent que, compte tenu de cette interprétation de l'article 3.1, il apparaît que l'inclusion par l'autorité chargée de l'enquête lors de son examen de la branche de production nationale des seules sociétés nationales ayant exprimé leur soutien, à l'exclusion des autres sociétés nationales, témoigne du parti pris de la sélection *ab initio*.[456] Quand l'autorité chargée de l'enquête choisit d'enquêter sur les données ne concernant qu'une portion de la branche de production nationale, sans fournir d'explication objective à ce sujet, elle ne satisfait pas à la prescription de l'article 3.1 voulant qu'elle procède à un "examen objectif" de la situation de la branche de production nationale, en particulier dans les cas où les données partielles sélectionnées sont celles choisies par ceux qui soutiennent la demande.[457]

7.204 Par ailleurs, les États-Unis affirment que, lorsque l'autorité chargée de l'enquête n'a pas procédé à un "examen objectif", ainsi que le prescrit l'article 3.1, cette erreur se retrouve dans les analyses de la part de marché, des effets sur les prix, de l'incidence et du lien de causalité qu'elle effectue au titre de l'article 3.2, 3.4 et 3.5, respectivement, étant donné qu'au lieu de procéder à ces analyses sur la base d'une "branche de production nationale" définie d'une manière objective, elle analyse ces éléments en se référant uniquement aux membres de la branche de production nationale qui ont soutenu la demande d'ouverture d'une enquête antidumping.[458]

---

[452] Norvège, communication écrite, paragraphe 20.

[453] États-Unis, communication écrite, paragraphe 29, qui fait référence à la première communication écrite de la Chine, paragraphes 241 et 242 et 435 à 445.

[454] États-Unis, communication écrite, paragraphe 29.

[455] États-Unis, communication écrite, paragraphe 30, qui cite le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier laminé à chaud*, paragraphe 193. (pas d'italique dans l'original)

[456] États-Unis, communication écrite, paragraphe 31.

[457] États-Unis, communication écrite, paragraphe 31, qui fait référence au rapport de l'Organe d'appel *Mexique – Mesures antidumping visant le riz*, paragraphes 180 et 181; rapport du Groupe spécial *Mexique – Mesures antidumping visant le riz*, paragraphe 7.86.

[458] États-Unis, communication écrite, paragraphe 32. Sur ce point, les États-Unis rappellent que les analyses indiquées aux articles 3.2, 3.4 et 3.5 font toutes partie de la détermination portant sur la question de savoir si la *branche de production nationale* subit un dommage important. Voir la note de bas de page 9 de l'Accord antidumping. Les États-Unis notent également que dans l'affaire *Mexique – Huile d'olive*, le groupe spécial a examiné l'importance primordiale que revêt la définition de la branche de production nationale pour divers aspects de la détermination de l'existence d'un dommage prévue à l'article 15 de l'Accord SMC, dont les

c) Évaluation par le Groupe spécial

7.205 Outre qu'elle répond aux arguments de la Chine sur le fond, l'Union européenne affirme, à titre préliminaire, que la première allégation d'erreur de la Chine n'a pas fait l'objet de consultations et qu'elle ne relève donc pas du mandat du Groupe spécial, et que la Chine n'a pas établi *prima facie* le bien-fondé de ses allégations concernant la "proportion majeure" et la représentativité de l'échantillon retenu. S'agissant de la première allégation d'erreur de la Chine, à savoir que le fait de ne pas avoir inclus dans la branche de production nationale les producteurs qui s'étaient manifestés après le délai de 15 jours établi dans l'avis d'ouverture de l'enquête était incompatible avec les articles 3.1 et 4.1 de l'Accord antidumping, l'Union européenne allègue que le bref exposé du fondement juridique figurant dans la demande de consultations n'indique pas que cette allégation est la question à l'examen.[459] La Chine répond en affirmant que sa demande de consultations est suffisamment large pour englober la question plus spécifique qu'elle indique dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial.[460] La Chine affirme également que l'Union européenne fait erreur en droit en laissant entendre que la demande de consultations doit exposer la "question" telle qu'elle est indiquée dans la demande d'établissement d'un groupe spécial.

7.206 Nous rappelons les principes que nous avons examinés précédemment dans le présent rapport à ce sujet[461], et rappelons aussi que l'article 4:4 du Mémorandum d'accord prescrit qu'une demande de consultations contienne "une indication du fondement juridique de la plainte". Nous considérons qu'il s'agit là d'une prescription différente, et selon nous moins rigoureuse, que celle de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord concernant la demande d'établissement d'un groupe spécial. Par ailleurs, il est clair pour nous que, dans la mesure où elle laisse entendre que la demande de consultations doit exposer la même question que celle qui est ultérieurement indiquée dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, l'Union européenne est dans l'erreur.[462] En l'espèce, la demande de consultations présentée par la Chine contient de multiples références aux articles 3.1 et 4.1:

> "2. La Chine considère que l'imposition par les CE de droits antidumping sur les importations de certains éléments de fixation en fer ou en acier originaires de la République populaire de Chine est incompatible avec leurs obligations au titre des articles VI et X:3 a) du GATT de 1994; des articles 1, 2.1, 2.2. 2.4, 2.6, 3.1, 3.2, 3.4, 3.5, 4.1, 5.4, 6.1, 6.2, 6.4, 6.5, 6.10, 9.2, 9.4 et 17.6 i) de l'Accord antidumping et du paragraphe 15 de la partie I du Protocole d'accession de la Chine. ...
>
> vi) les CE ont fondé leur détermination de l'existence d'un dommage sur des données fournies par des producteurs des CE représentant seulement 27 pour cent de la production communautaire totale estimée du produit considéré en 2006, agissant ainsi d'une manière incompatible avec les articles 3 et 4.1 de l'Accord antidumping;
>
> vii) les CE n'ont pas déterminé quelle proportion de la production nationale totale était représentée par les producteurs des CE par rapport auxquels la détermination de l'existence d'un dommage avait été faite sur toute la période visée par l'enquête, agissant ainsi d'une manière incompatible avec les articles 3 et 4.1 de l'Accord antidumping;

---

dispositions sont parallèles à celles de l'article 3 de l'Accord antidumping. Voir le rapport du Groupe spécial *Mexique – Mesures compensatoires définitives visant l'huile d'olive en provenance des Communautés européennes* ("*Mexique – Huile d'olive*"), WT/DS341/R, adopté le 21 octobre 2008, paragraphes 7.197 à 7.201.

[459] Union européenne, première communication écrite, paragraphes 285 à 290.

[460] Chine, deuxième communication écrite, paragraphes 521, 527.

[461] Voir les paragraphes 7.16 à 7.24 ci-dessus.

[462] Voir le rapport du Groupe spécial *Brésil – Aéronefs*, paragraphe 7.10; le rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Aéronefs*, paragraphe 132.

viii) les CE ont procédé à la détermination de l'existence d'un dommage sur la base d'un échantillon de producteurs des CE représentant seulement 17,5 pour cent de la production communautaire totale du produit considéré en 2006, agissant ainsi d'une manière incompatible avec les articles 3 et 4.1 de l'Accord antidumping;

ix) les CE n'ont pas exclu du champ de la branche de production nationale les producteurs des CE qui sont liés aux exportateurs ou aux importateurs ou qui sont eux-mêmes importateurs du produit dont il est allégué qu'il fait l'objet d'un dumping, agissant ainsi d'une manière incompatible avec les articles 3 et 4.1 de l'Accord antidumping."

7.207 Les articles 3.1 et 4.1 sont des dispositions qui énoncent les multiples obligations imposées aux autorités chargées de l'enquête. L'Organe d'appel a indiqué qu'il ne suffit pas d'énumérer les dispositions juridiques dont il est allégué qu'elles ont été violées pour fournir un bref exposé du fondement juridique de la plainte suffisant pour énoncer clairement le problème dans le contexte d'une demande d'établissement d'un groupe spécial[463], mais il ne nous apparaît pas clairement qu'une approche similaire devrait être adoptée pour une demande de consultations. À la différence de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord, qui prescrit qu'une demande d'établissement d'un groupe spécial contienne un bref exposé du fondement juridique de la plainte suffisant pour énoncer clairement le problème, l'article 4:4 du Mémorandum d'accord prescrit seulement qu'une demande de consultations contienne "une indication du fondement juridique de la plainte". À notre avis, il s'agit là d'une exigence qui est moins rigoureuse que celle de l'article 6:2 et à laquelle on pourrait satisfaire dans une affaire donnée en énumérant les articles dont il est allégué qu'ils ont été violés. La demande de consultations présentée par la Chine indique clairement que la Chine demande des consultations avec l'Union européenne au sujet de violations alléguées des dispositions de l'Accord antidumping qui sont énoncées dans le texte introductif du paragraphe 2, y compris les articles 3.1 et 4.1. Dans les alinéas suivants, la Chine donne des renseignements additionnels au sujet des circonstances des violations alléguées, y compris au sujet de la définition de la branche de production nationale. Bien qu'elle n'indique pas spécifiquement le fait de n'avoir pas inclus dans la branche de production nationale les producteurs qui se sont manifestés après le délai de 15 jours fixé dans l'avis d'ouverture de l'enquête, la demande de consultations présentée par la Chine précise bien que celle-ci considérait que la définition que donnait l'Union européenne de sa branche de production nationale comportait plusieurs erreurs. En l'espèce, nous considérons que la référence aux articles 3.1 et 4.1 dans le texte introductif du paragraphe 2 de la demande de consultations donne elle-même une "indication" du fait que le fondement juridique de la plainte est une violation d'un certain aspect de ces dispositions, des explications supplémentaires étant fournies dans les alinéas suivants au sujet de certaines des préoccupations de la Chine. Par ailleurs, nous notons que nul ne conteste que la demande d'établissement d'un groupe spécial énonce clairement une allégation de violation concernant la non-inclusion dans la branche de production nationale des producteurs qui s'étaient manifestés après le délai de 15 jours fixé dans l'avis d'ouverture de l'enquête. Il est donc clair pour nous que la demande d'établissement d'un groupe spécial concerne le même différend et constitue le prolongement de la question exposée dans la demande de consultations. Dans ces conditions, nous concluons que la demande de consultations présentée par la Chine contient bien une "indication du fondement juridique" suffisante s'agissant de la première allégation d'erreur relative à la violation alléguée des articles 3.1 et 4.1 de l'Accord antidumping, laquelle relève donc de notre mandat.

7.208 S'agissant de la question de savoir si la Chine a établi *prima facie* le bien-fondé de ses allégations concernant la "proportion majeure" et la représentativité de l'échantillon choisi, nous rappelons qu'"un commencement de preuve, en l'absence de réfutation effective par la partie défenderesse, fait obligation au groupe spécial, en droit, de statuer en faveur de la partie plaignante

[463] Rapport de l'Organe d'appel *Corée – Produits laitiers*, paragraphe 124.

fournissant le commencement de preuve".[464] L'affirmation de l'Union européenne concernant le fait de ne pas présenter d'éléments *prima facie* au sujet de la question de la "proportion majeure" semble reposer, pour une grande partie, sur une interprétation contestée de l'Accord antidumping. De ce fait, nous considérons qu'il convient de résoudre en premier lieu cette question d'interprétation. Nous examinerons ensuite les arguments des parties au sujet des allégations de la Chine, y compris les affirmations de l'Union européenne concernant la non-présentation alléguée d'éléments *prima facie* par la Chine.

7.209 Avant de nous pencher sur les arguments des parties, nous exposons ci-après nos conclusions au sujet des faits entourant la définition de la branche de production nationale en l'espèce. Certains de ces faits ont été contestés par les parties et nous avons réglé ces contestations selon que de besoin pour pouvoir rendre notre décision.

7.210 Dans cette enquête antidumping, la Commission n'a pas spécifiquement donné une "définition" de la branche de production nationale en soi. Toutefois, ses vues sur le sujet sont clairement exposées dans le Règlement définitif. Premièrement, la Commission définit le "produit concerné" visé par l'enquête de la manière suivante:

> "certains éléments de fixation en fer ou en acier, autres qu'en acier inoxydable, à savoir les vis à bois (autres que tire-fonds), les vis autotaraudeuses, les autres vis et boulons avec tête (même avec leurs écrous ou rondelles, mais à l'exclusion des vis décolletées dans la masse, d'une épaisseur de tige n'excédant pas 6 mm, et à l'exclusion des vis et boulons pour la fixation d'éléments de voies ferrées) et les rondelles, originaires de la République populaire de Chine (ci-après réunis sous les dénominations "éléments de fixation" ou "produit concerné").
>
> Le produit concerné relève normalement des codes NC 7318 12 90, 7318 14 91, 7318 14 99, 7318 15 59, 7318 15 69, 7318 15 81, 7318 15 89, ex 7318 15 90, ex 7318 21 00 et ex 7318 22 00.
>
> Les éléments de fixation servent à assembler mécaniquement deux ou plusieurs pièces, notamment dans les domaines du bâtiment et de la construction mécanique, et sont utilisés dans un grand nombre de secteurs industriels ainsi que par les consommateurs. Sur la base de leurs caractéristiques physiques et techniques essentielles et de leurs utilisations finales, tous les éléments de fixation sont considérés comme constituant un seul et même produit aux fins de la procédure. Dans le cadre des mêmes normes nationales ou internationales, les éléments de fixation doivent répondre aux mêmes caractéristiques physiques et techniques essentielles, parmi lesquelles figurent la résistance, les tolérances, la finition et le revêtement."[465]

7.211 Aux paragraphes 48 à 56 du Règlement définitif, la Commission a abordé divers arguments des parties à l'enquête concernant la question du produit similaire, concluant au paragraphe 57 que:

> "les éléments de fixation produits et vendus par l'industrie communautaire dans la Communauté, les éléments de fixation produits et vendus, sur le marché intérieur de la RPC et ceux qui sont produits et vendus sur le marché intérieur de l'Inde, qui a servi de pays analogue, ainsi que les éléments de fixation produits en RPC et vendus

[464] Rapport de l'Organe d'appel *Mesures communautaires concernant les viandes et les produits carnés (hormones)* (*CE – Hormones*), WT/DS26/AB/R, WT/DS48/AB/R, adopté le 13 février 1998, paragraphe 104.
[465] Règlement définitif, pièce CHN-4, considérants 40 à 42.

> dans la Communauté sont similaires au sens de l'article 1er, paragraphe 4, du Règlement de base."

7.212 Se référant à l'indication donnée tout au début de l'enquête, dans l'avis d'ouverture, sur le fait que l'échantillonnage pouvait être utilisé, le Règlement définitif dit ce qui suit:

> "en raison du nombre élevé de producteurs communautaires, il a été envisagé … de recourir à l'échantillonnage... Afin de permettre à la Commission de décider s'il était réellement nécessaire de procéder par échantillonnage et, le cas échéant, de constituer un échantillon, les producteurs de la Communauté ont été invités à se faire connaître dans un délai de 15 jours à compter de la date d'ouverture de l'enquête et à fournir des informations de base sur leur production et leurs ventes, ainsi que les noms et activités de toutes leurs sociétés liées participant à la production et/ou à la vente du produit concerné ... 46 producteurs communautaires qui ont fabriqué le produit concerné dans la Communauté pendant la période d'enquête et ont exprimé, dans le délai susmentionné, le souhait d'être inclus dans l'échantillon ont été considérés comme des sociétés ayant coopéré et ont été pris en compte aux fins de la constitution de l'échantillon ... Ces producteurs communautaires représentaient plus de 30 pour cent de la production estimée de la Communauté en 2006 et ont été considérés comme constituant l'industrie communautaire au sens du considérant 114."[466]

La Commission a conclu, au considérant 114 du Règlement définitif, ce qui suit:

> "La production des producteurs communautaires qui ont soutenu la plainte et ont pleinement coopéré à l'enquête représente 27,0 pour cent de la production du produit concerné dans la Communauté. Il est dès lors considéré que ces sociétés constituent l'industrie communautaire au sens de l'article 4, paragraphe 1, et de l'article 5, paragraphe 4, du Règlement de base."

7.213 En réponse aux questions du Groupe spécial, l'Union européenne a précisé qu'au moment de l'ouverture de l'enquête, elle avait envoyé des formulaires à 318 producteurs d'éléments de fixation de l'UE en leur demandant certains renseignements essentiels concernant leurs opérations, lesquels pourraient être utilisés pour déterminer la composition de l'échantillon prévu, et en leur fixant un délai de 15 jours.[467] Des lettres ont également été envoyées à cinq associations nationales de producteurs et l'avis d'ouverture de l'enquête invitait tous les autres producteurs nationaux qui le souhaitaient à se faire connaître et à communiquer les renseignements demandés dans le délai de 15 jours.[468] Cinquante-quatre autres producteurs, dont les noms ont été communiqués par les exportateurs, ont été ensuite contactés par la Commission, qui a envoyé des formulaires relatifs à l'échantillonnage à 45 d'entre eux et a reçu dix formulaires remplis en retour, mais aucun de ces producteurs n'a en fin de compte été inclus dans la branche de production nationale.[469] Les formulaires relatifs à l'échantillonnage ne contiennent aucune question concernant le soutien de la demande ou l'opposition à celle-ci.[470] La Chine affirme que cela ne signifie pas pour autant que l'autorité de l'UE chargée de l'enquête ne connaissait pas les positions de toutes les sociétés au sujet de l'enquête.[471] À cet égard, la Chine note que le Document d'information envoyé aux parties au moment où il a été décidé de ne pas

---

[466] Règlement définitif, pièce CHN-4, considérants 22 à 25.

[467] Union européenne, réponse à la question n° 88 du Groupe spécial, paragraphe 17.

[468] Union européenne, réponse à la question n° 88 du Groupe spécial, paragraphe 17.

[469] Union européenne, réponse à la question n° 89 du Groupe spécial, paragraphe 20. L'une de ces sociétés avait en fait été contactée au départ et était donc déjà incluse dans la branche de production nationale. *Id.*

[470] Voir les pièces EU-30 et EU-31.

[471] Chine, observations formulées au sujet de la réponse de l'Union européenne à la question n° 89 du Groupe spécial, paragraphe 16.

imposer de mesures provisoires indique que, sur les 114 sociétés qui se sont fait connaître et ont communiqué des renseignements pertinents, celles qui produisaient le produit visé par l'enquête et exprimaient le souhait d'être incluses dans l'échantillon ont été considérées comme "coopérant" et ont été prises en compte dans l'échantillon retenu. Sur ces sociétés qui ont coopéré, 86, soit 36 pour cent de la production estimée de l'UE, soutenaient la plainte et 25, qui représentaient 9 pour cent de la production de l'UE, y étaient opposées, trois d'entre elles n'ayant pas exprimé d'opinion.

7.214 Nous notons que le Règlement définitif laisse entendre, en utilisant les termes "producteurs qui ont soutenu la plainte", que, ainsi que l'allègue la Chine, seuls des producteurs ayant exprimé leur soutien à la plainte ont été inclus dans la branche de production nationale. Le Document d'information semble également étayer cette conclusion mais nous acceptons que, comme l'a affirmé l'Union européenne, il s'agit d'un document de travail qui fait état des progrès de l'enquête à ce stade et n'a pas de statut juridique dans le droit communautaire, qui a été mis à la disposition des parties sans qu'il y ait eu obligation de le faire et qu'il n'est pas la mesure dont nous sommes saisis.[472] Par conséquent, nous ne considérons pas les représentations figurant dans le Document d'information comme faisant partie de la mesure que nous devons évaluer. Nous notons que l'Union européenne indique[473] qu'au moins un producteur qui n'était pas un plaignant et qui avait gardé le silence avant l'ouverture de l'enquête a été non seulement inclus dans la branche de production nationale mais retenu dans l'échantillon.[474] L'Union européenne indique que, à partir des arguments présentés par les exportateurs chinois, elle a continué à examiner la question de la représentativité après l'ouverture de l'enquête, que cette poursuite de l'examen a jeté la confusion sur la question de la définition de la branche de production nationale et que la "formulation du critère malencontreuse" dans le Règlement définitif (par référence à l'utilisation des termes "producteurs qui ont soutenu la plainte" au sujet de la branche de production nationale)[475], n'a pas eu d'incidence sur la définition de la branche de production nationale, pour laquelle aucune distinction n'a été faite entre les producteurs qui soutenaient la plainte et ceux qui ne la soutenaient pas.[476]

7.215 Dans l'abstrait, nous considérons avec compréhension la position de la Chine au sujet de la question de savoir si les producteurs qui n'ont pas soutenu la plainte peuvent être exclus de la branche de production nationale. Des problèmes pourraient se poser si l'autorité chargée de l'enquête devait systématiquement exclure de la branche de production nationale les sociétés qui produisent le produit similaire mais ne soutiennent pas la plainte. D'autre part, nous considérons également avec

[472] Union européenne, réponse à la question n° 30 du Groupe spécial, paragraphe 88. La Chine n'est pas d'accord avec l'Union européenne à cet égard, et fait référence au titre de la lettre de couverture accompagnant le document d'information, à savoir "**Constatations préliminaires** et poursuite de l'enquête sans imposition de mesures provisoires." Chine, deuxième déclaration orale, paragraphe 63 (caractères gras ajoutés par la Chine). Nous ne considérons toutefois pas que le titre du document soit contraignant pour l'Union européenne, et acceptons la représentation de cette dernière au sujet du statut du document dans le droit communautaire.

[473] La Chine a affirmé, dans sa demande de réexamen intérimaire, que l'Union européenne n'avait présenté aucun élément de preuve à cet égard, et que la Chine n'avait pas pu vérifier ce fait d'une manière indépendante puisque l'identité des plaignants était confidentielle. Demande de réexamen intérimaire présentée par la Chine, paragraphe 20. Cependant, nous n'avons aucune raison de mettre en doute l'affirmation de ce fait par l'Union européenne à cet égard.

[474] Union européenne, réponse à la question n° 89 du Groupe spécial, paragraphe 19; Chine, observations formulées au sujet de la réponse de l'Union européenne à la question n° 89 du Groupe spécial, paragraphe 15. La Chine affirme que le fait que cette compagnie n'a pas exprimé d'avis avant l'ouverture de l'enquête ne signifie pas qu'elle ne soutenait pas la plainte quand elle s'est manifestée après l'ouverture de l'enquête et a exprimé sa volonté d'être incluse. *Id*. La question de savoir si cela est vrai ou non n'est pas pertinente pour notre évaluation puisqu'il est clair que la Commission n'a pas enquêté sur le soutien ou le manque de soutien en fait, et n'a donc pas été un aspect de l'inclusion de cette société dans la branche de production nationale.

[475] Union européenne, réponse à la question n° 89 du Groupe spécial, paragraphe 18.

[476] Union européenne, réponse à la question n° 34 du Groupe spécial, paragraphe 105.

compréhension l'avis de l'Union européenne d'après lequel il est probable que les producteurs qui ne soutiennent pas la plainte ne coopéreront pas et ne peuvent donc pas être effectivement considérés comme faisant partie de la branche de production nationale à moins qu'ils ne se manifestent spécifiquement et acceptent de participer à l'enquête. Nous considérons que, compte tenu des faits dont nous sommes saisis, la Chine n'a pas démontré que l'autorité de l'UE chargée de l'enquête avait en l'espèce effectivement exclu de la branche de production nationale les producteurs qui ne soutenaient pas la plainte. À notre avis, ce point est démontré par le fait qu'au moins un producteur qui n'avait pas soutenu la plainte d'une manière affirmative a été inclus dans la branche de production nationale. En outre, s'il semble clair que les producteurs qui ne s'étaient pas fait connaître dans le délai de 15 jours fixé à l'ouverture de l'enquête n'étaient pas inclus dans la branche de production nationale, nous constatons que l'autorité chargée de l'enquête n'a pas agi de manière à exclure ces producteurs. Il semble que d'autres producteurs aient été considérés en vue de leur inclusion dans la branche de production nationale, sur la base des arguments présentés par les exportateurs. Si en fin de compte aucun de ces producteurs n'a été inclus dans la branche de production nationale, à notre avis, le fait que la Commission a envisagé de les inclure dans la branche de production nationale étaye notre point de vue selon lequel elle n'a pas simplement exclu les producteurs qui ne s'étaient pas manifestés dans le délai de 15 jours.

7.216 Enfin, nous notons que le Règlement définitif indique que la Commission a choisi l'échantillon en retenant, sur les 46 producteurs constituant la branche de production communautaire, ceux qui affichaient les volumes de production les plus importants, "afin d'obtenir le plus grand volume représentatif de la production du produit similaire dans la Communauté sur lequel l'enquête pouvait raisonnablement porter compte tenu du temps disponible".[477] À partir des formulaires relatifs à l'échantillonnage remplis renvoyés par les producteurs nationaux, l'autorité chargée de l'enquête a choisi un échantillon comprenant sept producteurs qui représentaient approximativement 70 pour cent de la production de la branche de production communautaire, telle que définie par la Commission, à savoir les 46 producteurs. Par la suite, un producteur inclus dans l'échantillon a été considéré comme ne coopérant pas et a été retiré de l'échantillon, ce qui a abouti à un échantillon comprenant six producteurs représentant approximativement 65 pour cent de la production de la branche de production communautaire telle que définie par la Commission. Des questionnaires ont été envoyés aux sociétés incluses dans l'échantillon qui ont toutes répondu dans le délai fixé par la Commission.[478]

7.217 Pour en revenir au premier aspect de l'allégation de la Chine, nous rappelons que l'article 4.1 de l'Accord antidumping dispose ce qui suit:

> "4.1 Aux fins du présent accord, l'expression "branche de production nationale" s'entendra de l'ensemble des producteurs nationaux de produits similaires ou de ceux d'entre eux dont les productions additionnées constituent une proportion majeure de la production nationale totale de ces produits; toutefois:
>
> i) lorsque des producteurs sont liés[11] aux exportateurs ou aux importateurs, ou sont eux-mêmes importateurs du produit dont il est allégué qu'il fait l'objet d'un dumping, l'expression "branche de production nationale" pourra être interprétée comme désignant le reste des producteurs;
>
> ii) dans des circonstances exceptionnelles, le territoire d'un Membre pourra, en ce qui concerne la production en question, être divisé en deux marchés compétitifs ou plus et les producteurs à l'intérieur de chaque marché pourront être considérés comme constituant une branche de production distincte si *a)* les producteurs à l'intérieur d'un tel marché vendent la totalité ou la quasi-totalité de leur

[477] Règlement définitif, pièce CHN-4, considérant 27.
[478] Règlement définitif, pièce CHN-4, considérants 28 à 30.

> production du produit en question sur ce marché, et si *b)* la demande sur ce marché n'est pas satisfaite dans une mesure substantielle par les producteurs du produit en question situés dans d'autres parties du territoire. Dans de telles circonstances, il pourra être constaté qu'il y a dommage même s'il n'est pas causé de dommage à une proportion majeure de la branche de production nationale totale, à condition qu'il y ait une concentration d'importations faisant l'objet d'un dumping sur un marché ainsi isolé et qu'en outre les importations faisant l'objet d'un dumping causent un dommage aux producteurs de la totalité ou de la quasi-totalité de la production à l'intérieur de ce marché.
>
> [11] Aux fins de ce paragraphe, un producteur ne sera réputé être lié à un exportateur ou à un importateur que *a)* si l'un d'eux, directement ou indirectement, contrôle l'autre; ou *b)* si tous deux, directement ou indirectement, sont contrôlés par un tiers; ou *c)* si, ensemble, directement ou indirectement, ils contrôlent un tiers, à condition qu'il y ait des raisons de croire ou de soupçonner que l'effet de la relation est tel que le producteur concerné se comporte différemment des producteurs non liés. Aux fins de ce paragraphe, l'un sera réputé contrôler l'autre lorsqu'il est, en droit ou en fait, en mesure d'exercer sur celui-ci un pouvoir de contrainte ou d'orientation."

7.218 Ainsi, il ressort clairement des termes mêmes de l'article 4.1 que les producteurs nationaux du "produit similaire" sont le point de départ pour définir la branche de production nationale. Il en ressort tout aussi clairement que la branche de production nationale doit s'entendre de "l'ensemble" des producteurs du produit similaire défini dans l'enquête ou, à défaut, des producteurs dont la production de ce produit constituent une proportion majeure de la production nationale totale de ce produit.[479] Par ailleurs, il est clair que l'article 4.1 précise les circonstances dans lesquelles certains producteurs du produit similaire **pourront** ne pas être inclus dans la branche de production nationale. Ainsi, l'article 4.1 i) prévoit l'exclusion des producteurs liés aux exportateurs ou aux importateurs, ou des producteurs qui sont eux-mêmes importateurs du produit dont il est allégué qu'il fait l'objet d'un dumping, alors que l'article 4.1 ii) dispose que, dans des circonstances exceptionnelles où le territoire d'un Membre est divisé en deux marchés compétitifs ou plus, les producteurs à l'intérieur de chacun de ces marchés pourront être considérés comme une branche de production distincte si certaines conditions sont remplies. Nous sommes toutefois d'accord avec les vues du groupe spécial *CE – Saumon* (*Norvège)*, à savoir que

> "rien dans le texte de l'article 4.1 n'étaye l'idée qu'il existe d'autres circonstances dans lesquelles la branche de production nationale peut être interprétée, d'emblée, comme ne comprenant pas certaines catégories de producteurs du produit similaire, hormis celles qui sont exposées dans cette disposition.[283] En conséquence, nous ne voyons aucun fondement dans le texte de l'article 4.1 qui autoriserait l'exclusion de la branche de production nationale, en tant que catégorie ou groupe, de producteurs d'une forme quelconque du produit similaire ...
>
> [283] Par cela, nous ne voulons pas donner à entendre qu'une détermination fondée sur des renseignements provenant d'un nombre de producteurs inférieur à l'ensemble des producteurs nationaux du produit similaire sera nécessairement insuffisante en tant qu'élément d'une décision d'imposer des droits antidumping. Toutefois, nous voyons effectivement une nette distinction entre la définition de la branche de production nationale, telle qu'elle est donnée à

[479] Voir le rapport du Groupe spécial *Communautés Européennes – Mesure antidumping visant le saumon d'élevage en provenance de Norvège* ("*CE – Saumon (Norvège)*"), WT/DS337/R, adopté le 15 janvier 2008, et Corr.1, paragraphe 7.110.

> l'article 4.1, et la question de savoir si les renseignements obtenus au cours de l'enquête au sujet de la branche de production nationale, telle qu'elle est définie, sont suffisants pour constituer la base de la détermination de l'existence d'un dommage et d'un lien de causalité."[480]

7.219 Il est clair que l'article 4.1 de l'Accord antidumping, tel qu'il est libellé, n'établit aucune procédure ou méthode particulière que devraient appliquer les autorités chargées de l'enquête pour définir la branche de production nationale. Rien dans l'article 4.1 n'empêcherait les autorités chargées de l'enquête de fixer des délais aux sociétés pour qu'elles se manifestent en vue de leur inclusion dans la branche de production nationale.[481] Nous avons conclu, sur la base des faits dont nous sommes saisis, que la Commission, qui est l'autorité de l'UE chargée de l'enquête, n'a pas agi de façon à exclure la "catégorie" de producteurs dont parle la Chine, à savoir les "producteurs qui n'ont pas soutenu la plainte", de la définition de la branche de production nationale. Comme nous l'avons relevé, un producteur au moins qui ne soutenait pas la plainte a été, de fait, inclus dans la branche de production nationale et dans l'échantillon.[482] Par ailleurs, nous considérons, et la Chine n'en disconvient pas[483], qu'il est raisonnable pour les autorités chargées de l'enquête d'imposer des délais aux producteurs nationaux pour se faire connaître et de définir ensuite la branche de production nationale en prenant en compte ceux qui se sont manifestés dans le délai imparti. La Chine laisse entendre que les 15 jours accordés par la Commission étaient insuffisants mais n'étaye pas sa position et nous ne voyons aucun élément qui nous permettrait de conclure que le délai de 15 jours était nécessairement insuffisant.[484] De plus, il semble clair que la Commission a bien considéré l'inclusion possible d'autres producteurs dans la branche de production nationale, bien qu'en fin de compte elle n'en ait inclus aucun. À notre avis, le simple fait que la branche de production nationale telle qu'elle a été définie en définitive n'inclut aucune proportion particulière de producteurs exprimant des vues différentes au sujet de la plainte ou de producteurs qui ne se sont pas manifestés dans le délai de 15 jours ne démontre pas que l'Union européenne a agi d'une manière incompatible avec l'article 4.1 de l'Accord antidumping pour définir la branche de production nationale. Par conséquent, nous constatons que la Chine n'a pas démontré que l'Union européenne a exclu les producteurs qui ne soutenaient pas la plainte, et qu'elle n'a pas démontré que la définition de la branche de production nationale était incompatible avec l'article 4.1 de l'Accord antidumping à cet égard.

7.220 Enfin, bien que la Chine affirme que les deux fondements juridiques qu'elle avance pour cet aspect de son allégation, à savoir les articles 3.1 et 4.1 de l'Accord antidumping, sont indépendants l'un de l'autre, elle n'a pas selon nous établi *prima facie* qu'il y avait violation de l'article 3.1 de l'Accord antidumping. L'article 3.1 de l'Accord antidumping dispose ce qui suit:

> "La détermination de l'existence d'un dommage aux fins de l'article VI du GATT de 1994 se fondera sur des éléments de preuve positifs et comportera un examen objectif *a)* du volume des importations faisant l'objet d'un dumping et de l'effet des importations faisant l'objet d'un dumping sur les prix des produits similaires sur le

---

[480] Rapport du Groupe spécial *CE – Saumon (Norvège)*, paragraphe 7.112.

[481] De fait, la Chine ne conteste pas que de tels délais puissent être appliqués, du moment qu'ils sont raisonnables. Chine, réponse à la question n° 23 du Groupe spécial, paragraphe 101.

[482] La Chine soutient que le fait que cette société n'a pas indiqué qu'elle soutenait la plainte avant l'ouverture ne signifie pas qu'elle ne la soutenait pas quand elle s'est manifestée après l'ouverture de l'enquête. Chine, observations formulées au sujet de la réponse de l'Union européenne à la question n° 89 du Groupe spécial, paragraphe 15. Toutefois, la Chine ne présente aucun élément de preuve susceptible d'indiquer que la Commission a enquêté sur le point de savoir si cette société soutenait la plainte, que la société soutenait effectivement la plainte ou que la Commission a d'une manière ou d'une autre abordé la question.

[483] Chine, réponse à la question n° 23 du Groupe spécial, paragraphe 101.

[484] Nous rappelons au sujet de son allégation au titre de l'article 6.1.1 de l'Accord antidumping concernant le délai fixé pour remplir les formulaires de demande de traitement MET/traitement individuel, que la Chine ne fait pas valoir que le délai de 15 jours donné pour remplir ces formulaires est déraisonnable. Voir la note de bas de page 1130 ci-après.

marché intérieur, et *b)* de l'incidence de ces importations sur les producteurs nationaux de ces produits."

7.221 La Chine affirme qu'il n'est possible d'effectuer un examen objectif conformément à l'article 3.1 que si le résultat de l'examen n'est pas prédéterminé par la façon dont la branche de production nationale a été définie.[485] Nous n'en disconvenons pas. Nous avons toutefois rejeté la position de la Chine concernant cet aspect de son allégation contestant la définition de la branche de production nationale en l'espèce. La Chine ne formule aucune autre allégation à l'appui de cette allégation de violation de l'article 3.1, et nous rejetons donc cet aspect de l'allégation de la Chine.

7.222 La deuxième allégation d'erreur formulée par la Chine comporte deux aspects: a) la question de savoir, dans les circonstances de cette enquête, si les données d'Eurostat prises en compte par la Commission constituaient une base fiable pour estimer la production totale d'éléments de fixation de l'UE s'agissant d'évaluer si les producteurs inclus dans la branche de production nationale représentaient une "proportion majeure" de la production nationale totale du produit similaire, et b) la question de savoir si les 27 pour cent de la production totale de l'UE que représentaient les producteurs ayant été inclus dans la branche de production nationale suffisaient pour constituer une "proportion majeure" de la production nationale totale du produit similaire, conformément à l'article 4.1 de l'Accord antidumping.

7.223 Nous notons que les arguments de la Chine concernant le premier aspect reprennent essentiellement les arguments qu'elle a formulés au sujet de son allégation concernant la représentativité. Comme nous l'avons examiné de manière plus détaillée ci-dessus, et pour les mêmes raisons, nous ne considérons pas que l'Union européenne ait fait erreur en utilisant les données d'Eurostat pour estimer la production totale d'éléments de fixation de l'UE.[486] La Chine reconnaît que les données spécifiques utilisées, les statistiques PRODCOM, sont recueillies selon des règles objectives, mais affirme que ces règles elles-mêmes rendent ces données inappropriées pour calculer la production nationale. Toutefois, tout comme la détermination de la représentativité, la définition de la branche de production nationale intervient à un stade précoce de la procédure, à un moment où les renseignements dont dispose l'autorité chargée de l'enquête sont nécessairement limités. À notre avis, l'utilisation d'un ensemble de données recueillies et tenues sur une base objective pour des raisons qui n'ont rien à voir avec l'enquête sur l'existence d'un dumping permet raisonnablement à l'autorité chargée de l'enquête de prendre des décisions concernant la définition de la branche de production nationale, y compris sur la question de savoir si un groupe de producteurs représente une proportion suffisante de la production nationale totale pour être considéré comme une "proportion majeure" de cette production. Nous n'excluons pas la possibilité qu'une telle décision puisse être revue à un stade ultérieur de la procédure, lorsque d'autres renseignements ont été mis à la disposition de l'autorité chargée de l'enquête. Toutefois, rien dans les faits qui nous sont présentés ne saurait étayer le point de vue selon lequel la Commission aurait dû considérer les données d'Eurostat avec suspicion.

7.224 La Chine soutient que la sous-estimation alléguée des volumes de production dans les données a été confirmée par les éléments de preuve fournis par les parties intéressées au cours de l'enquête.[487] Même à supposer que ce soit vrai, nous ne voyons pas comment la Commission aurait pu en tenir compte aux stades initiaux de l'enquête, lorsqu'elle évaluait si les producteurs qu'elle envisageait d'inclure dans la branche de production nationale représentaient une proportion majeure de la production totale d'éléments de fixation de l'UE. Bien que la Chine affirme que d'autres renseignements sur la production d'éléments de fixation de l'UE étaient à la disposition de l'autorité chargée de l'enquête, nous notons que ces renseignements se rapportent au mieux à une partie

[485] Chine, réponse à la question n° 23 du Groupe spécial, paragraphe 107.
[486] Voir les paragraphes 7.179 à 7.182 ci-dessus.
[487] Chine, réponse à la question n° 87 du Groupe spécial, paragraphe 3.

seulement de la production, en Italie et pour le secteur automobile[488], et nous ne voyons pas comment une information aussi partielle serait, pour estimer la production nationale totale, une base plus appropriée que les données qui ont effectivement été prises en compte. Par conséquent, nous concluons que l'Union européenne n'a pas enfreint l'article 4.1 en utilisant les données d'Eurostat pour estimer la production totale de l'UE aux fins de la définition de la branche de production nationale.

7.225 La principale question soulevée par la Chine est celle de savoir si l'Union européenne a enfreint l'article 4.1 en définissant la branche de production nationale comme étant constituée des producteurs qui représentaient 27 pour cent de la production totale estimée d'éléments de fixation de l'UE, au motif que ces producteurs représentaient une "proportion majeure" de la production nationale totale au sens de l'article 4.1. La Chine a fait valoir que la Commission s'est fondée à tort sur une présomption voulant que les producteurs représentant 25 pour cent de la production nationale totale constituent une proportion majeure de la production nationale.[489] Que la Commission se soit fondée ou non sur une telle présomption, il incombe à la Chine d'établir *prima facie* que la définition de la branche de production nationale donnée par la Commission est incompatible avec l'article 4.1 dans l'enquête en cause.[490] Bien que la Chine affirme dans sa première communication écrite qu'une "proportion majeure" devait être aussi proche que possible de "l'ensemble" de la production nationale"[491], à la première réunion du Groupe spécial, le représentant de la Chine a admis qu'il n'existait pas de proportion, dans l'abstrait, à laquelle il faille satisfaire pour constituer une "proportion majeure" et que, selon les circonstances, même moins de 25 pour cent pourrait suffire. À notre avis, l'affirmation d'après laquelle la Commission s'est fondée sur une présomption n'est pas suffisante à elle seule pour démontrer *prima facie* que la définition de la branche de production nationale en l'espèce est incompatible avec l'article 4.1 de l'Accord antidumping. Nous ne considérons donc pas qu'il est nécessaire d'examiner l'argument de la Chine d'après lequel l'Union européenne a fait erreur en présumant que les producteurs représentant 25 pour cent de la production nationale totale constitueront une proportion majeure, et qu'il serait donc satisfait aux prescriptions de l'article 4.1 à cet égard. Nous allons maintenant aborder la question de savoir si, en l'espèce, l'Union européenne a fait erreur en concluant que les producteurs de 27 pour cent de la production totale estimée d'éléments de fixation de l'UE représentaient une "proportion majeure" de la production nationale totale au sens de l'article 4.1.

7.226 Nous rappelons les dispositions de l'article 4.1, citées plus haut, qui ne définissent pas les termes "proportion majeure". Comme l'ont reconnu les parties, une proportion "majeure" est une proportion qui est "importante, sérieuse ou notable".[492] Les parties conviennent également que la "proportion majeure" à laquelle il est fait référence à l'article 4.1 de l'Accord antidumping peut être inférieure à 50 pour cent et que la limite inférieure ne peut être définie dans l'abstrait mais dépendra des faits de la cause. Cela correspond au point de vue du Groupe spécial *Argentine – Droits antidumping sur la viande de volaille*, qui a conclu:

> "une interprétation qui définit la branche de production nationale comme étant constituée de producteurs nationaux représentant une proportion importante, sérieuse ou notable de la production nationale totale est admissible. En effet, cette approche est tout à fait compatible avec la version espagnole de l'article 4.1, qui fait référence aux producteurs représentant "una proporción importante" (une proportion

[488] Voir Chine, réponse à la question n° 87 du Groupe spécial, paragraphe 8.
[489] Chine, première communication écrite, paragraphe 265.
[490] Nous notons à cet égard que la Chine n'a pas formulé d'allégation visant l'article 4 1) du Règlement antidumping de base, qui relie par référence "proportion majeure", aux fins de la définition de la branche de production nationale, à l'article 5 4) du Règlement antidumping de base, qui lui-même englobe les critères numériques relatifs à la représentativité énoncés à l'article 5.4 de l'Accord antidumping.
[491] Chine, première communication écrite, paragraphe 256.
[492] Chine, première communication écrite, paragraphe 253; Union européenne, première communication écrite, paragraphe 319.

> importante) de la production nationale. En outre, l'article 4.1 ne définit pas la "branche de production nationale" comme étant constituée des producteurs représentant la proportion majeure de la production nationale totale. Au lieu de cela, il fait référence aux producteurs représentant une proportion majeure de la production nationale totale. Si l'article 4.1 avait fait référence à la proportion majeure, la prescription aurait clairement été de définir la "branche de production nationale" comme étant constituée de producteurs représentant plus de 50 pour cent de la production nationale totale.[224] En revanche, la référence à une proportion majeure laisse entendre qu'il peut y avoir plus d'une "proportion majeure" aux fins de la définition de la "branche de production nationale". Dans l'éventualité d'une pluralité de "proportions majeures", il est inconcevable que chaque "proportion majeure" puisse – ou doive – dépasser 50 pour cent. Cela étaye donc notre constatation selon laquelle il est admissible de définir la "branche de production nationale" comme étant constituée de producteurs nationaux représentant une proportion importante, sérieuse ou notable de la production nationale totale. Pour ces raisons, nous constatons que l'article 4.1 de l'*Accord antidumping* n'exige pas des Membres qu'ils définissent la "branche de production nationale" comme étant constituée des producteurs nationaux représentant la majorité, ou plus de 50 pour cent, de la production nationale totale.
>
> [224] Si l'article 4.1 avait fait référence à "la" proportion majeure, nous aurions peut-être été obligés d'accepter l'interprétation de l'article 4.1 donnée par le Brésil."[493]

Dans cette affaire, le groupe spécial a ensuite ajouté: "[r]ien dans le dossier ne donne à penser que, dans les circonstances de la présente affaire, 46 pour cent de la production nationale totale n'est pas une proportion importante, sérieuse ou notable de la production nationale totale" et a donc rejeté l'allégation du Brésil d'après laquelle l'Argentine enfreignait l'article 4.1 de l'Accord antidumping en définissant la "branche de production nationale" comme étant constituée des producteurs nationaux représentant 46 pour cent de la production nationale totale.

7.227 Nous sommes d'accord avec ce point de vue et considérons qu'il est approprié de l'adopter dans le cadre de notre analyse en l'espèce. La question sur laquelle nous devons nous prononcer est donc de savoir si, à la lumière des faits indiqués dans le dossier de l'enquête antidumping dont nous sommes saisis, il existe un quelconque élément étayant l'affirmation de la Chine d'après laquelle 27 pour cent de la production estimée d'éléments de fixation de l'UE n'est pas une proportion importante, sérieuse ou notable de la production nationale totale de ce produit.

7.228 Dans sa première communication écrite, la Chine n'a pas présenté d'arguments au sujet des faits de la cause mais a effectivement formulé ses arguments à la première réunion du Groupe spécial avec les parties ainsi que dans ses communications ultérieures. Nous notons que l'Union européenne affirme que la Chine n'établit pas *prima facie* le bien-fondé de cette allégation étant donné qu'elle n'a pas fourni d'élément de preuve pertinent expliquant pourquoi 27 pour cent de la production nationale totale ne constitue pas une "proportion majeure" de la production nationale totale. Dans sa deuxième communication écrite, la Chine a fait état des circonstances spécifiques suivantes à l'appui de son affirmation d'après laquelle 27 pour cent de la production nationale ne satisfaisait pas à la prescription relative à une proportion majeure: a) les producteurs nationaux inclus dans la branche de production nationale ne sont pas représentatifs de l'ensemble de la production nationale, b) il était concrètement réalisable d'inclure plus de producteurs nationaux, c) les producteurs inclus représentent seulement

[493] Rapport du Groupe spécial *Argentine – Droits antidumping définitifs visant la viande de volaille en provenance du Brésil* ("*Argentine – Droits antidumping sur la viande de volaille*"), WT/DS241/R, adopté le 19 mai 2003, rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.341. (note de bas de page 223 supprimée, italique dans l'original)

une petite partie du nombre total de producteurs nationaux, et d) la définition de la branche de production nationale excluait les producteurs autres que ceux auxquels fait référence l'article 4.1 i) et ii).[494] La Chine fait également valoir que les autorités chargées de l'enquête sont tenues d'examiner et de déterminer, à la lumière des circonstances spécifiques de chaque affaire, s'il a été satisfait au critère d'une proportion majeure, y compris non seulement les éléments quantitatifs, mais aussi les aspects tels que ceux indiqués aux points a) à d) ci-dessus.[495] De l'avis de la Chine, l'autorité de l'UE chargée de l'enquête n'a tout simplement pas pris en considération les circonstances de l'affaire et s'en est remise au fait que la proportion de 27 pour cent était supérieure à celle de 25 pour cent et était donc suffisante. La Chine affirme que le fait que la branche de production nationale telle qu'elle a été définie incluait en fait de grandes et de petites sociétés ainsi que des gros et petits producteurs du produit similaire ne peut remédier à ce défaut d'examen.[496]

7.229 Nous rappelons que l'article 4.1 est une disposition énonçant une définition. Dès lors, s'il impose bien à l'autorité chargée de l'enquête l'obligation de s'assurer qu'elle définit une "branche de production nationale" d'une manière compatible avec cette disposition, l'article 4.1 n'énonce pas de prescriptions au sujet de la façon dont ladite autorité doit le faire. Nous ne voyons aucun élément dans le texte de l'article 4.1 qui soutienne la thèse avancée par la Chine d'après laquelle l'autorité chargée de l'enquête doit, de sa propre initiative, "examiner et déterminer" qu'il a été satisfait au critère d'une proportion majeure en prenant en considération les circonstances spécifiques de l'affaire au regard des critères proposés par la Chine. Nous ne voulons pas insinuer par là que l'autorité chargée de l'enquête peut ignorer des éléments de preuve pertinents et, en particulier, des arguments avancés par les parties intéressées laissant entendre qu'une définition particulière de la branche de production nationale est incompatible avec l'article 4.1. Mais la seule prescription clairement énoncée dans cette disposition est le fait que la branche de production nationale est constituée de "producteurs nationaux du produit similaire", qu'il s'agisse de l'ensemble de ces producteurs ou de ceux qui représentent une proportion majeure de la production nationale totale. Nous ne voyons rien dans le texte de l'Accord antidumping qui impose aux autorités chargées de l'enquête l'obligation positive d'examiner des facteurs autres que quantitatifs pour définir une branche de production nationale en se fondant sur les producteurs qui représentent une proportion majeure de la production nationale du produit similaire.[497] Et à notre avis, le rapport du Groupe spécial *Argentine – Droits antidumping sur la viande de volaille* ne dit pas le contraire. Dans cette affaire, le Groupe spécial dit certes que "[r]ien dans le dossier ne donne à penser que, dans les circonstances de la présente affaire, 46 pour cent de la production nationale totale n'est pas une proportion importante, sérieuse ou notable de la production nationale totale "[498], mais nous ne considérons pas que cela impose à l'autorité chargée de l'enquête l'obligation positive d'examiner et de déterminer des "circonstances" non précisées pour définir la branche de production nationale.

7.230 Même en prenant pour hypothèse que des facteurs autres que quantitatifs sont pertinents aux fins de la définition de la branche de production nationale au titre de l'article 4.1, nous ne pensons pas que les facteurs avancés par la Chine à cet égard soient pertinents en l'espèce, ou en général. Par exemple, d'après nous, rien dans l'article 4.1 ne prescrit à l'autorité chargée de l'enquête, pour définir la branche de production nationale, d'examiner et de déterminer si les producteurs représentant une proportion majeure sont, en outre, d'une façon ou d'une autre "représentatifs" de l'ensemble de la

[494] Chine, deuxième communication écrite, paragraphes 632 à 639.
[495] Chine, deuxième communication écrite, paragraphe 628.
[496] Chine, deuxième communication écrite, paragraphe 629.
[497] Nous faisons observer que cela ne veut pas dire que nous convenons que toute branche de production nationale qui inclut des producteurs représentant plus de 25 pour cent de la production nationale totale sera nécessairement compatible avec l'article 4.1 de l'Accord antidumping, ou qu'un examen de l'existence d'un dommage causé à une telle branche de production sera nécessairement compatible avec les dispositions de l'article 3 de l'Accord antidumping.
[498] Rapport du Groupe spécial *Argentine – Droits antidumping sur la viande de volaille*, paragraphe 7.342.

production nationale.[499] Nous ne voyons rien non plus dans le texte de l'article 4.1 qui prescrive à l'autorité chargée de l'enquête d'inclure autant de producteurs qu'il est "concrètement réalisable", du moment que les producteurs qui y sont inclus représentent une quantité suffisante de la production nationale pour être considérés comme une "proportion majeure". De même, nous considérons qu'il n'est pas pertinent de savoir si le nombre de producteurs inclus dans la branche de production nationale représente une proportion faible ou importante du nombre total de producteurs. L'article 4.1 fait référence au volume de production que représentent les producteurs, une préoccupation à laquelle, à notre avis, il n'est pas répondu en tenant compte du nombre de producteurs. Par ailleurs, comme le fait observer l'Union européenne, c'est précisément dans la situation où la branche de production est "fragmentée" et comporte de nombreux producteurs qu'il est le plus probable qu'une définition de la branche de production nationale sera fondée sur la "proportion majeure"[500], et exiger qu'une branche de production dans cette situation inclue une proportion majeure du nombre des producteurs rendrait inopérante l'option de la proportion majeure. Enfin, comme nous l'avons noté plus haut, nous avons rejeté en fait l'affirmation de la Chine d'après laquelle la Commission a exclu à tort certaines catégories de producteurs. Nous concluons donc que l'Union européenne n'a pas agi d'une manière incompatible avec l'article 4.1 de l'Accord antidumping en définissant une branche de production nationale comprenant des producteurs représentant 27 pour cent de la production totale estimée d'éléments de fixation de l'UE.

7.231 S'agissant de la troisième allégation d'erreur de la Chine, nous rappelons notre conclusion indiquée plus haut, à savoir que rien dans l'article 4.1 n'établit de prescriptions méthodologiques au sujet de la définition de la branche de production nationale. En particulier, rien dans cet article n'établit de période de temps pour laquelle la production nationale totale doit être calculée s'agissant de déterminer s'il a été satisfait à la prescription relative à une proportion majeure. De même, nous ne voyons rien dans l'article 3.1, même à supposer qu'il soit pertinent pour la définition de la branche de production nationale en soi, qui établirait que la définition de la branche de production nationale doit se rapporter à telle ou telle période spécifique et, en particulier, à la période pour laquelle des données ont été recueillies aux fins du calcul de la marge de dumping.

7.232 À cet égard, nous notons que la période que la Chine juge pertinente est celle à laquelle l'Union européenne se réfère dans sa pratique comme étant la "période d'enquête" qui, à ce que nous croyons comprendre, est la période pour laquelle des données sont recueillies aux fins du calcul des marges de dumping. Nous notons toutefois qu'une autre période pertinente était définie dans cette enquête, allant de janvier 2003 à octobre 2007, à laquelle l'UE se réfère dans sa pratique comme étant "la période considérée", à savoir la période pour laquelle des renseignements ont été recueillis aux fins de l'examen de la question de l'existence d'un dommage causé à la branche de production nationale.[501] Les renseignements qui ont servi au calcul de la proportion majeure se rapportaient à l'année civile 2006 et relevaient donc de la période considérée. La Chine fait valoir que "l'existence d'un dommage important au sens de l'article 3.4 de l'Accord antidumping a été évaluée sur la base de la situation de la

---

[499] Nous notons à cet égard l'affirmation suivante de la Chine:

> "[e]n n'incluant pas dans la branche de production nationale les producteurs qui s'étaient opposés à la plainte ou avaient gardé le silence, les autorités de l'UE chargées de l'enquête ont défini une branche de production qui n'est pas "représentative" de l'ensemble de la branche de production et qui ne constitue donc pas une "proportion" de la production nationale totale et donc *a fortiori* une "proportion majeure" de cette production."
>
> Chine, deuxième communication écrite, paragraphe 633.

Nous considérons que cette affirmation est fondamentalement viciée. Comme le reconnaît la Chine, il existe deux bases possibles pour définir la branche de production nationale. Rien dans l'article 4.1 ne donne à penser qu'une branche de production définie sur la base d'une proportion majeure des producteurs nationaux doit d'une manière ou d'une autre "représenter" la branche de production hypothétique qui serait définie sur la base de l'ensemble des producteurs nationaux. Effectivement, une telle prescription serait illogique et circulaire.

[500] Union européenne, deuxième communication écrite, paragraphe 122.

[501] Règlement définitif, pièce CHN-4, considérant 39.

branche de production nationale durant [la période d'enquête allant du 1er octobre 2006 au 30 septembre 2007]. Les périodes antérieures n'ont servi qu'à dégager des tendances."[502] La Chine considère sur cette base que les autorités de l'UE étaient tenues de définir la branche de production nationale par rapport à la période d'enquête. Nous ne sommes pas d'accord.

7.233 D'après nous, même en supposant que la Chine ait raison d'affirmer que l'existence d'un dommage a été établie par rapport à la période d'enquête, une question dont nous ne sommes pas saisis et que nous ne traitons pas, nous ne voyons pas comment il en découlerait nécessairement que la définition de la branche de production nationale doit reposer sur des données relatives à la même période. La Chine laisse entendre que si l'on procède autrement, on manquera nécessairement à l'obligation d'effectuer un "examen objectif" prescrite à l'article 3.1 dans le contexte de la détermination de l'existence d'un dommage. Nous ne voyons pas pourquoi une définition de la branche de production nationale basée sur des données relatives à la production du produit similaire pour la dernière année civile complète pour laquelle des données sont disponibles devrait nécessairement entraîner une détermination de l'existence d'un dommage reposant sur un examen non objectif. Nous convenons qu'une détermination fondée sur une branche de production nationale incorrectement définie sera incompatible avec l'article 3.1 car, quelque "objectif" que soit dans l'abstrait l'examen des éléments de preuve positifs concernant cette branche de production incorrectement définie, la conclusion auquel il aboutira ne concernera tout simplement pas la branche de production appropriée.[503] Toutefois, l'Accord antidumping ne définit aucune période par rapport à laquelle la détermination de l'existence d'un dommage doit être faite et, de fait, la Chine n'allègue pas le contraire. Ainsi, une définition de la branche de production basée sur une proportion majeure calculée pour la dernière année civile complète précédant l'ouverture de l'enquête n'est pas nécessairement "incorrectement définie". Nous ne sommes donc pas d'avis qu'une définition de la branche de production nationale fondée sur une proportion majeure calculée pour des données se rapportant à une période autre que la période pour laquelle les données sont recueillies pour la détermination de l'existence d'un dumping est nécessairement incompatible avec l'article 3.1 de l'Accord antidumping.[504]

7.234 Pour en venir à la quatrième allégation d'erreur de la Chine, nous notons que la Chine ne conteste pas que l'autorité chargée de l'enquête peut recourir à l'échantillonnage pour établir sa détermination de l'existence d'un dommage mais affirme qu'elle doit le faire de manière "compatible avec les obligations générales qui sont faites aux autorités chargées de l'enquête, conformément à l'article 3.1, d'effectuer un examen objectif en se fondant sur des éléments de preuve positifs".[505] Dans ce contexte, la Chine insiste surtout sur l'affirmation d'après laquelle l'échantillon choisi n'était pas représentatif parce que la part de la production nationale que représentaient les producteurs inclus dans l'échantillon était trop faible, et parce qu'il représentait au mieux une branche de production nationale définie d'une manière incompatible avec les articles 3.1 et 4.1 de l'Accord antidumping.

[502] Chine, deuxième communication écrite, paragraphe 649.

[503] Voir le rapport du Groupe spécial *CE – Saumon (Norvège)*, paragraphe 7.124.

[504] Nous notons, en outre, que la Chine n'a pas présenté d'autres arguments donnant à entendre que la période effectivement considérée par la Commission, l'année civile 2006, était inappropriée ou déraisonnable. À cet égard, nous jugeons pertinent l'argument de l'Union européenne d'après lequel il s'agissait là de la dernière année civile complète, avant l'ouverture de l'enquête, pour laquelle des données étaient disponibles, un point qui au minimum appuierait une conclusion voulant que la période soit raisonnable, si tant est que nous devions aborder la question.

[505] Chine, deuxième communication écrite, paragraphe 667, qui fait référence au rapport du Groupe spécial *CE – Saumon (Norvège)*, paragraphe 7.130.

7.235 Nous partageons l'avis de la Chine selon lequel, comme l'a indiqué le groupe spécial *CE – Saumon (Norvège)*,

> "l'Accord antidumping établit certains paramètres généraux en ce qui concerne l'utilisation de l'échantillonnage à l'égard du dommage. Ainsi, à notre avis, l'obligation énoncée à l'article 3.1, qui veut que la détermination de l'existence d'un dommage se fonde sur des "éléments de preuve positifs" et comporte un "examen objectif" du volume, des effets sur les prix et de l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping, limite le pouvoir discrétionnaire dont dispose l'autorité chargée de l'enquête tant pour choisir l'échantillon qui sera examiné, en ce qui concerne le dommage que pour rassembler et évaluer les renseignements obtenus des producteurs échantillonnés. L'Organe d'appel a dit, dans le cadre de l'affaire *États-Unis – Acier laminé à chaud*, qu'"un "examen objectif" [au titre de l'article 3.1] exige[ait] que l'on enquête sur la branche de production nationale, et sur les effets des importations faisant l'objet d'un dumping, de manière impartiale, sans favoriser au cours de l'enquête les intérêts d'aucune partie intéressée ou d'aucun groupe de parties intéressées." Un échantillon qui n'est pas suffisamment représentatif de l'ensemble de la branche de production nationale ne permettra probablement pas de mener l'enquête impartiale en question, et peut donc fort bien déboucher sur une détermination concernant la question du dommage qui n'est pas compatible avec les prescriptions de l'article 3.1 de l'Accord antidumping".[506]

Nous avons rejeté plus haut les allégations de la Chine d'après lesquelles la branche de production nationale a été définie d'une manière incompatible avec les articles 3.1 et 4.1 de l'Accord antidumping, et nous rejetons donc cet aspect de l'allégation de la Chine d'après lequel l'échantillon choisi par l'autorité de l'UE chargée de l'enquête n'était pas représentatif de la branche de production nationale.[507]

7.236 La Chine fait également valoir qu'en utilisant le volume de production comme seul critère de choix de l'échantillon, et ce faisant, en n'incluant pas dans l'échantillon les producteurs dont la production représentait le plus grand volume de production du produit similaire sur lequel pouvait raisonnablement porter l'enquête dans le délai imparti, l'autorité de l'UE chargée de l'enquête a sélectionné un échantillon qui n'était pas représentatif.[508] Nous notons qu'aucune disposition de l'Accord antidumping ne traite de la question de l'échantillonnage dans le contexte des déterminations de l'existence d'un dommage, y compris le choix d'un échantillon. Il en va différemment dans le contexte des déterminations de l'existence d'un dumping, pour lesquelles l'article 6.10 autorise explicitement l'échantillonnage et donne des indications relatives au choix d'un échantillon approprié. L'une des méthodes exposées à l'article 6.10 pour choisir un échantillon aux fins de la détermination

---

[506] Rapport du Groupe spécial *CE – Saumon (Norvège)*, paragraphe 7.130. (notes de bas de page omises)

[507] À cet égard, nous précisons que nous sommes d'accord avec l'Union européenne quand elle dit qu'un échantillon aux fins de l'évaluation de l'existence d'un dommage dans une enquête antidumping doit être suffisamment représentatif de la branche de production nationale telle que définie par l'autorité chargée de l'enquête dans l'affaire considérée, en prenant toujours pour hypothèse toutefois que la branche de production nationale a été définie conformément aux prescriptions de l'article 4.1. Nous rejetons par conséquent l'argument de la Chine d'après lequel, étant donné que l'échantillon ne comprenait que six producteurs représentant seulement 17,5 pour cent de la production nationale totale, il ne pouvait être considéré comme "représentatif" de ladite production. Chine, première communication écrite, paragraphes 279 à 282. Le pourcentage de la **production nationale totale** que représentait l'échantillon est d'après nous dénué de pertinence pour la question de la représentativité d'un échantillon de la branche de production nationale définie comme étant les producteurs qui représentent une **proportion majeure** de la production nationale totale du produit similaire.

[508] Chine, deuxième communication écrite, paragraphes 681 à 684.

de l'existence d'un dumping est de "limiter [l']examen ... au plus grand pourcentage du volume des exportations en provenance du pays en question sur lequel l'enquête peut raisonnablement porter".

7.237 Comme nous l'avons noté plus haut, la Commission a choisi l'échantillon sur la base du volume de production des producteurs qui ont exprimé leur volonté d'être inclus dans l'échantillon. La Chine fait valoir que le choix effectué sur la base du volume de production n'est pas approprié pour satisfaire à la prescription voulant que l'échantillon soit représentatif de la branche de production nationale.[509] Sur ce point, la Chine fait valoir qu'à la différence du contexte d'une détermination de l'existence d'un dumping fondée sur l'échantillonnage, dans lequel il est possible ultérieurement de rembourser les exportateurs qui ne pratiquent pas effectivement le dumping ou qui pratiquent le dumping à des marges plus faibles, il n'existe pas de système similaire qui tiendrait compte de l'absence de producteurs nationaux n'ayant pas subi de dommage et il est donc particulièrement important que l'échantillon soit suffisamment représentatif de la branche de production nationale.[510] La Chine affirme que les autorités de l'UE chargées de l'enquête auraient dû utiliser un échantillon valable d'un point de vue statistique, seul moyen de garantir qu'un échantillon est suffisamment représentatif de la branche de production nationale.[511]

7.238 Nous notons les propos du Groupe spécial *CE – Saumon (Norvège)*, que cite la Chine à l'appui de son argumentation:

> "En outre, nous ne voyons aucune raison d'imposer les critères de l'article 6.10 relatifs à l'échantillonnage en ce qui concerne le dommage. Il n'est pas certain que le critère ayant trait au "plus grand volume sur lequel l'enquête peut raisonnablement porter" figurant à l'article 6.10 constituerait une base appropriée pour choisir un échantillon dans le cadre d'une enquête sur l'existence d'un dommage. S'agissant du dumping, il pourrait être suffisant de faire en sorte qu'une proportion adéquate des exportations totales fasse l'objet d'une enquête pour justifier l'imposition d'un droit antidumping, étant donné en particulier que des remboursements peuvent être obtenus ultérieurement si un producteur donné ne pratique pas effectivement le dumping. Dans l'enquête sur l'existence d'un dommage, les facteurs autres que le volume de production sembleraient être au moins aussi pertinents, sinon plus, pour faire en sorte que l'échantillon représente adéquatement l'ensemble de la branche de production nationale, suffisamment pour justifier la constatation de l'existence d'un dommage causé à la branche de production nationale. Ainsi, si le volume de production visé par un échantillon peut être pertinent pour évaluer si une détermination reposant sur des renseignements provenant des producteurs nationaux échantillonnés satisfait aux prescriptions de l'article 3.1, d'autres considérations peuvent aussi être aussi pertinentes, ou peut-être même plus pertinentes."[512]

Nous estimons que ces propos ne donnent pas à entendre, comme semble l'indiquer la Chine, que le volume de production est sans pertinence pour le choix d'un échantillon dans le contexte des

[509] À la deuxième réunion du Groupe spécial avec les parties, l'Union européenne a affirmé qu'il s'agissait là d'une nouvelle allégation qui ne figurait pas dans la demande de consultations ni dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, et qui ne relevait pas du mandat du Groupe spécial. Union européenne, deuxième déclaration orale, paragraphe 40. Toutefois, nous ne considérons pas que cet argument soit une allégation entièrement nouvelle, comme le soutient l'Union européenne, mais pensons qu'il s'agit plutôt d'un argument nouvellement développé à l'appui de l'allégation de la Chine d'après lequel l'Union européenne n'a pas établi de détermination de l'existence d'un dommage concernant la branche de production nationale pertinente, en partie parce que l'échantillon incluait des producteurs qui ne représentaient que 17,5 pour cent de la production nationale.

[510] Chine, deuxième communication écrite, paragraphes 674 et 675.

[511] Chine, deuxième communication écrite, paragraphe 679.

[512] Rapport du Groupe spécial *CE – Saumon (Norvège)*, note de bas de page 309.

déterminations de l'existence d'un dommage, mais qu'ils suggèrent seulement que d'autres considérations peuvent être pertinentes. Toutefois, hormis le fait qu'elle affirme que l'autorité de l'UE chargée de l'enquête n'a pas inclus dans l'échantillon qu'elle a choisi les producteurs représentant le plus grand pourcentage du volume sur lequel l'enquête pouvait raisonnablement porter, la Chine ne formule aucun argument au sujet d'autres facteurs qui auraient pu être pertinents pour le choix de l'échantillon en l'espèce. Elle ne suggère même pas que de tels facteurs ont été évoqués au cours de l'enquête mais n'ont pas été pris en considération par l'autorité chargée de l'enquête. L'Union européenne affirme que l'échantillon choisi incluait en fait des producteurs de tous types d'éléments de fixation et des petits ainsi que des gros producteurs.[513] À notre avis, en l'absence d'arguments concernant les facteurs pertinents qui auraient été ignorés ou rejetés par l'autorité chargée de l'enquête, et étant donné qu'il apparaît effectivement que l'échantillon choisi inclut des producteurs dont la production est représentative de celle de la branche de production définie dans le cadre de l'enquête, nous concluons que la Chine n'a pas démontré que l'échantillon choisi n'était pas représentatif de la branche de production nationale au seul motif qu'il a été sélectionné sur la base du volume de production.

7.239 La Chine affirme également que l'autorité de l'UE chargée de l'enquête n'a pas choisi comme échantillon les producteurs dont la production constitue le plus gros volume de production sur lequel l'enquête pouvait raisonnablement porter, et qu'elle aurait dû recourir à une méthode valable d'un point de vue statistique pour choisir l'échantillon, comme le prévoit l'article 6.10 de l'Accord antidumping. Nous notons à cet égard que l'article 6.10 ne s'applique pas, de par ses termes mêmes, au choix d'un échantillon aux fins de la détermination de l'existence d'un dommage.[514] Nous rappelons que l'Accord antidumping ne donne pas d'indications sur les sources, la collecte ou la vérification des renseignements concernant l'existence d'un dommage et que la question de l'échantillonnage dans ce contexte n'est pas abordée dans l'Accord antidumping. De ce fait, il n'existe dans le texte absolument aucun élément dont on pourrait tirer des indications méthodologiques spécifiques à cet égard. Nous ne disconviendrions certainement pas qu'un échantillon valable d'un point de vue statistique serait très probablement suffisamment représentatif pour servir de base à une détermination de l'existence d'un dommage mais nous voyons les difficultés considérables que poserait la construction d'un tel échantillon dans telle ou telle enquête antidumping étant donné que, d'après ce que nous croyons comprendre, pour qu'un échantillon soit valable d'un point de vue statistique, il faut en premier lieu une quantité significative de renseignements concernant l'"univers" ou la "population" dont il faudra constituer un échantillon. Dans une enquête antidumping, en revanche, et certainement aux stades initiaux où il est probable qu'un échantillon sera choisi aux fins de l'enquête sur l'existence d'un dommage, il pourrait n'y avoir que des renseignements très limités sur les producteurs nationaux à la disposition de l'autorité chargée de l'enquête. Compte tenu du peu de

[513] Union européenne, première communication écrite, paragraphe 392.

[514] L'article 6.10 de l'Accord antidumping, qui n'est pas visé dans le présent contexte, dispose ce qui suit:

> "En règle générale, les autorités détermineront une marge de dumping individuelle pour chaque exportateur connu ou producteur concerné du produit visé par l'enquête. Dans les cas où le nombre d'exportateurs, de producteurs, d'importateurs ou de types de produits visés sera si important que l'établissement d'une telle détermination sera irréalisable, les autorités pourront limiter leur examen soit à un nombre raisonnable de parties intéressées ou de produits, en utilisant des échantillons qui soient valables d'un point de vue statistique d'après les renseignements dont elles disposent au moment du choix, soit au plus grand pourcentage du volume des exportations en provenance du pays en question sur lequel l'enquête peut raisonnablement porter."

Il est donc clair pour nous que l'article 6.10 énonce les obligations relatives au choix des échantillons dans le contexte de l'établissement des déterminations de l'existence d'un dumping, mais qu'il ne dit rien sur le choix des échantillons dans le contexte de l'établissement des déterminations de l'existence d'un dommage.

temps dont on dispose pour mener une enquête[515], il nous semble clair qu'exiger un échantillon valable d'un point de vue statistique rendrait dans bien des cas impossible le choix d'un échantillon. Étant donné que nous considérons que l'échantillonnage est autorisé dans le contexte des déterminations de l'existence d'un dommage, un point de vue que la Chine ne conteste pas, nous ne pouvons pas accepter l'affirmation voulant que seul un échantillon valable d'un point de vue statistique soit suffisamment représentatif aux fins de la détermination de l'existence d'un dommage.

7.240 De même, en l'absence de toute indication méthodologique relative au choix d'un échantillon dans le contexte d'une détermination de l'existence d'un dommage, nous ne pouvons pas conclure qu'un choix fondé sur le volume de production laisse nécessairement à désirer. S'agissant de l'affirmation de la Chine voulant que l'autorité de l'UE chargée de l'enquête n'a pas, en fait, sélectionné comme échantillon les producteurs dont la production constituait le plus gros volume de production sur lequel pouvait raisonnablement porter l'enquête, nous notons que le seul argument avancé par la Chine pour étayer cette affirmation est le fait que, pour certains des facteurs de dommage, l'Union européenne a examiné les données relatives aux producteurs inclus dans l'échantillon, alors que pour d'autres facteurs, elle a examiné les données relatives à l'ensemble de la branche de production nationale. Nous ne voyons pas comment ce point démontre que l'autorité de l'UE chargée de l'enquête aurait pu examiner l'existence d'un dommage pour l'ensemble de la branche de production nationale qu'elle avait définie, ou au moins qu'elle aurait pu inclure plus de producteurs dans l'échantillon, comme l'affirme la Chine.[516] La Chine cite le Groupe spécial *CE – Saumon (Norvège)*, qui a dit ce qui suit:

> "le volume des ventes à l'exportation sur lequel il pourrait être raisonnable que l'autorité enquête est une question qui doit être évaluée au cas par cas, compte tenu de tous les faits pertinents qui ont été portés à la connaissance de l'autorité chargée de l'enquête, y compris la nature des parties intéressées et leur type, les produits concernés ainsi que les moyens et les ressources dont dispose l'autorité pour enquêter."[517]

7.241 Or, la Chine omet de mentionner que cette observation n'a pas été formulée au sujet de la question de l'échantillonnage dans le contexte de la détermination de l'existence d'un dommage mais dans celui de la détermination de l'existence d'un dumping, étant donné que la Norvège contestait dans cette affaire le choix de l'échantillon d'exportateurs aux fins de la détermination de l'existence d'un dumping. En outre, même à supposer que les questions auxquelles fait référence le Groupe spécial dans cette affaire, la nature et le type des parties intéressées, les produits considérés ainsi que les moyens et les ressources dont disposait l'autorité pour enquêter puissent être des facteurs pertinents pour évaluer si l'échantillon dans le contexte de la détermination de l'existence d'un dommage représente un volume suffisamment important de la production nationale, une question que nous ne considérons pas nécessaire de régler, la Chine n'a pas fait de représentations au sujet de ces facteurs en l'espèce. Nous rejetons par conséquent les arguments de la Chine d'après lesquels l'Union européenne a agi d'une manière incompatible avec l'article 3.1 de l'Accord antidumping lors du choix de l'échantillon de la branche de production nationale.

7.242 Enfin, nous abordons l'allégation de la Chine d'après laquelle l'Union européenne a agi d'une manière incompatible avec les articles 4.1 et 3.1 de l'Accord antidumping en incluant dans la branche de production nationale et dans l'échantillon des producteurs qui étaient liés à des exportateurs ou à

---

[515] L'article 5.10 de l'Accord antidumping prévoit qu'une enquête antidumping sera terminée dans un délai de 12 mois ou, dans des circonstances exceptionnelles, dans un délai ne devant pas dépasser 18 mois, après son ouverture.

[516] Chine, deuxième communication écrite, paragraphe 683.

[517] Rapport du Groupe spécial *CE – Saumon (Norvège)*, paragraphe 7.188.

des importateurs ou qui étaient eux-mêmes importateurs du produit dont il était allégué qu'il faisait l'objet d'un dumping. Nous rappelons le texte de l'article 4.1 i), qui dispose ce qui suit:

> "lorsque des producteurs sont liés aux exportateurs ou aux importateurs, ou sont eux-mêmes importateurs du produit dont il est allégué qu'il fait l'objet d'un dumping, l'expression "branche de production nationale" **pourra** être interprétée comme désignant le reste des producteurs". (note de bas de page supprimée, pas de caractères gras dans l'original)

La Chine reconnaît que l'article 4.1 ne prescrit pas d'exclure les producteurs liés ou les producteurs-importateurs.[518] Pourtant, la Chine estime que les autorités chargées de l'enquête n'ont pas un pouvoir discrétionnaire illimité pour décider d'exclure ou non ces producteurs, que les prescriptions concernant l'"examen objectif" et les "éléments de preuve positifs" de l'article 3.1 s'appliquent à la décision de l'autorité chargée de l'enquête dans de tels cas, et elle affirme que le fondement de la décision de l'autorité de l'UE chargée de l'enquête de ne pas exclure les producteurs liés ou les producteurs-importateurs n'est pas étayé par les éléments de preuve versés au dossier de l'enquête.

7.243 Pour nous, comme le reconnaît la Chine, l'utilisation du terme "pourra" à l'article 4.1 montre clairement que les autorités chargées de l'enquête ne sont pas tenues d'exclure les producteurs liés ou les producteurs-importateurs. Il n'y a rien dans le texte de l'article 4.1 i) qui établisse un critère qui pourrait être pertinent pour la décision de l'autorité chargée de l'enquête à cet égard.[519] En l'espèce, l'Union européenne a exposé les raisons pour lesquelles elle n'a pas exclu certains producteurs liés dans le Règlement définitif (considérants 115 à 118). La Chine ne dit pas que les fondements cités par l'Union européenne ne sont pas pertinents mais affirme que les éléments de preuve contredisent la conclusion tirée.

7.244 Nous ne sommes pas convaincus par le point de vue de la Chine d'après lequel l'article 3.1 de l'Accord antidumping s'applique à la décision d'exclure ou non les producteurs liés ou les producteurs-importateurs nationaux ainsi qu'elle l'indique. L'Union européenne suggère que la raison pour laquelle l'article 4.1 autorise l'exclusion des producteurs liés est que ces producteurs peuvent être moins représentatifs des intérêts de la branche de production nationale et qu'ils peuvent eux-mêmes bénéficier des importations faisant l'objet d'un dumping. Ainsi, l'Union européenne fait valoir que, si tant est qu'elle ait une incidence, l'exclusion de ces producteurs liés est dans l'intérêt du pays exportateur, ce qui va à l'encontre de l'affirmation d'après laquelle leur exclusion en l'espèce est un abus du pouvoir discrétionnaire prévu à l'article 4.1.[520] À notre avis, rien dans l'article 3.1 ou dans l'article 4.1 ne limite le pouvoir discrétionnaire qu'ont les autorités chargées de l'enquête d'exclure ou non les producteurs liés ou les producteurs-importateurs nationaux. En outre, même à supposer que nous jugions nécessaire d'examiner la décision de l'Union européenne de ne pas exclure les producteurs liés en l'espèce, nous ne voyons pas la pertinence du fondement factuel de l'argument de la Chine. Le fait que deux des exportateurs auxquels étaient liés des producteurs de l'UE ont affirmé qu'ils produisaient principalement pour l'exportation et non pour la vente sur le marché intérieur chinois est selon nous dénué de pertinence pour une décision d'exclure ou non les producteurs liés de

[518] Chine, deuxième communication écrite, paragraphe 689.

[519] Nous notons que des propositions ont été faites au cours des négociations sur les règles dans le cadre du Programme de Doha pour le développement en vue d'établir des critères pour déterminer s'il faut exclure ou non les producteurs liés ou les producteurs-importateurs de la branche de production nationale et que le premier projet de texte du Président proposait en fait de modifier l'Accord antidumping à cet égard. Document TN/RL/W/213, daté du 30 novembre 2007, page 10, article 4.1 i), notes de bas de page proposées 17 et 18. Le fait que les négociateurs ont proposé de modifier l'Accord antidumping à ce sujet confirme que le texte actuellement en vigueur n'établit aucun critère.

[520] Union européenne, première communication écrite, paragraphe 410. La Chine n'a pas répondu à l'argument de l'Union européenne à ce sujet.

l'UE de la branche de production nationale. En l'absence de tout critère dans l'Accord antidumping au regard duquel la décision de ne pas exclure les producteurs liés pourrait être évaluée, nous rejetons l'affirmation de la Chine d'après laquelle l'Union européenne a agi d'une manière incompatible avec les articles 3.1 et 4.1 de l'Accord antidumping en n'excluant pas les producteurs liés de la branche de production nationale.

5. Question de savoir si l'Union européenne a enfreint l'article 2.1 et 2.6 de l'Accord antidumping lorsqu'elle a défini le produit considéré et/ou le produit similaire

a) Arguments des parties

i) Chine

7.245 La Chine affirme que dans le cadre de l'enquête qui a conduit à l'imposition de la mesure antidumping définitive en cause, une grande incertitude a entouré la définition du champ précis du "produit considéré" et la question de savoir si les éléments de fixation fabriqués par la branche de production communautaire étaient comparables à ceux produits dans le pays analogue, l'Inde, et à ceux fabriqués et vendus en Chine et exportés vers l'UE.[521] Elle soutient que le "produit concerné" est défini dans le Règlement définitif et que c'est cette définition qui est contestée dans le présent différend.[522] Selon elle, son allégation est donc soumise à bon droit au Groupe spécial.

7.246 La Chine allègue que l'Union européenne a agi d'une manière incompatible avec l'article 2.1 et 2.6 de l'Accord antidumping en incluant, dans le champ du produit considéré, à la fois les éléments de fixation ordinaires et les éléments de fixation spéciaux en tant que produits "similaires", en dépit de leurs différences évidentes en termes de caractéristiques et d'utilisations. En particulier, elle soutient qu'en concluant que les éléments de fixation produits et vendus par la branche de production communautaire, les éléments de fixation produits et vendus sur le marché intérieur de l'Inde et les éléments de fixation produits en RPC et vendus à la Communauté étaient similaires, cette dernière a enfreint l'article 2.1 et 2.6 de l'Accord antidumping.[523] Selon la Chine, l'article 2.1 de l'Accord antidumping, conjointement avec l'article 2.6, impose une obligation en ce qui concerne la définition du produit considéré, à savoir que le produit considéré ne peut inclure que des produits qui sont "similaires, afin de faire en sorte que la détermination de l'existence d'un dumping soit fondée sur une comparaison de produits qui sont "similaires"".[524] À l'appui de sa position, la Chine se reporte au texte de ces dispositions, ainsi qu'aux articles 6.10, 2.4 et 2.4.2 de l'Accord antidumping en tant que contexte pertinent, et à l'objet et au but dudit accord.[525] Elle fait observer que le produit considéré dans l'enquête comprenait à la fois les éléments de fixation ordinaires et les éléments de fixation spéciaux, et qu'aux fins de l'évaluation tant du dumping que du dommage, le "produit similaire" incluait aussi les éléments de fixation ordinaires et les éléments de fixation spéciaux.[526]

7.247 La Chine fait valoir que les éléments de fixation produits en Chine en vue de leur exportation vers l'Union européenne et ceux produits par la branche de production communautaire ne sont pas "similaires" parce que leurs caractéristiques physiques et techniques sont différentes, qu'ils ne sont pas interchangeables, et que leurs utilisations finales et leurs prix ne sont pas les mêmes.[527] Elle dit que la Commission a reconnu que les producteurs chinois exportaient presque uniquement des éléments de fixation ordinaires vers l'Union européenne alors que les producteurs de l'UE fabriquaient

[521] Chine, première communication écrite, paragraphe 298.
[522] Chine, deuxième communication écrite, paragraphe 696.
[523] Chine, première communication écrite, paragraphe 331.
[524] Chine, deuxième communication écrite, paragraphe 707.
[525] Chine, deuxième communication écrite, paragraphes 711 à 725.
[526] Chine, première communication écrite, paragraphes 303 et 326.
[527] Chine, première communication écrite, paragraphe 340.

principalement des éléments de fixation spéciaux, et par conséquent, qu'elle n'a comparé que les éléments de fixation ordinaires aux fins de ses déterminations de l'existence d'un dumping et d'un dommage.[528] La Chine fait valoir que les différences en termes de caractéristiques physiques et techniques, d'utilisations finales et de prix entre les éléments de fixation produits par les producteurs-exportateurs chinois en vue de leur exportation vers l'Union européenne, les éléments de fixation fabriqués par le producteur indien et les éléments de fixation fabriqués par les producteurs de l'UE établissent que ces produits ne sont pas similaires.[529] Selon la Chine, compte tenu de cette situation, la Commission a agi d'une manière incompatible avec l'article 2.1 et 2.6 de l'Accord antidumping en incluant les éléments de fixation spéciaux dans le produit similaire.

ii) Union européenne

7.248 L'Union européenne soutient qu'aux fins de l'enquête en cause, le produit considéré a été défini dans l'avis d'ouverture de l'enquête, lequel n'est pas une mesure qui relève du mandat du Groupe spécial puisqu'il n'a pas été indiqué dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Chine, et elle demande donc que l'allégation de la Chine soit rejetée.[530] S'agissant du fond de l'allégation de la Chine, l'Union européenne établit une distinction entre la détermination du "produit concerné" et la détermination du "produit similaire". Pour ce qui est de la première détermination, elle fait valoir que l'article 2.1 et l'article 2.6 de l'Accord antidumping sont des dispositions définitionnelles sur lesquelles on ne peut pas fonder une allégation d'incompatibilité avec l'Accord antidumping.[531] Par ailleurs, l'Union européenne fait valoir que l'article 2.1 ne contient aucune obligation en ce qui concerne le choix du produit concerné, et que l'article 2.6 de l'Accord antidumping n'est pas pertinent pour l'allégation de la Chine relative au produit concerné.[532] Selon elle, le produit concerné peut comporter de multiples modèles.[533]

7.249 S'agissant de la détermination du produit similaire, l'Union européenne affirme que cette allégation ne relève pas du mandat du Groupe spécial parce que dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, la Chine ne fait référence qu'au choix du produit considéré en présumant que le critère du produit similaire s'applique.[534] Quoi qu'il en soit, l'Union européenne fait valoir que si le Groupe spécial conclut que cette allégation relève de son mandat, la définition du produit similaire dans l'enquête en cause était que "les éléments de fixation (ordinaires et spéciaux) [étaient] des éléments de fixation (ordinaires et spéciaux) similaires"[535], définition qui, selon les affirmations de l'Union européenne, est conforme à l'article 2.6 de l'Accord antidumping. Elle ajoute que la Commission n'a jamais établi de détermination à l'effet que les éléments de fixation ordinaires et spéciaux étaient similaires.[536]

b) Arguments des tierces parties

i) Chili

7.250 Le Chili relève qu'en ce qui concerne la comparaison du prix normal et du prix à l'exportation, l'article 2.1 et 2.6 de l'Accord antidumping interdit de comparer les prix de produits qui ne sont pas identiques à moins de les avoir d'abord répartis en catégories. Selon le Chili, l'Accord antidumping

[528] Chine, première communication écrite, paragraphe 327. La Chine énonce aux paragraphes 341 à 354 de sa première communication écrite les faits qu'elle juge être pertinents à cet égard.
[529] Chine, deuxième communication écrite, paragraphe 739.
[530] Union européenne, première communication écrite, paragraphes 424 et 425.
[531] Union européenne, première communication écrite, paragraphe 423.
[532] Union européenne, première communication écrite, paragraphes 427, et 432 à 439.
[533] Union européenne, première communication écrite, paragraphe 431.
[534] Union européenne, première communication écrite, paragraphe 440.
[535] Union européenne, première communication écrite, paragraphe 441.
[536] Union européenne, première communication écrite, paragraphe 441.

exige de l'autorité chargée de l'enquête qu'elle procède à une analyse approfondie des caractéristiques du produit en question avant d'effectuer la comparaison entre la valeur normale et le prix à l'exportation.[537]

ii) Colombie

7.251 La Colombie pense comme l'Union européenne que l'article 2.6 de l'Accord antidumping est une disposition définitionnelle et qu'en ce sens, la détermination du produit considéré n'est pas soumise à une obligation spécifique au titre de l'article 2.1 et 2.6 de l'Accord antidumping.[538] Cependant, lorsqu'elles examinent la similarité entre le produit considéré, qu'elles peuvent librement déterminer, et le produit similaire, les autorités chargées de l'enquête sont tenues d'appliquer les dispositions dudit article.[539] La Colombie considère que l'évaluation spécifique de la similarité devrait se faire au cas par cas, à la lumière des faits de l'enquête.[540] En ce qui concerne le présent différend, elle estime que la mesure contestée est conforme aux dispositions de l'article 2.1 et 2.6 de l'Accord antidumping.[541]

iii) Japon

7.252 Le Japon demande au Groupe spécial d'"examiner soigneusement" si l'Union européenne a correctement défini le produit considéré[542], mais il fait observer que rien n'exige que le produit considéré soit constitué uniquement de produits "similaires" ou que chaque élément individuel du "produit similaire" soit similaire à chaque élément individuel du produit considéré.[543] Il considère que l'Accord antidumping ne contient pas d'indications sur la manière dont le produit considéré devrait être déterminé et que l'article 2.6 exige que soient identifiés les produits qui sont "similaires" au produit considéré.[544]

iv) Norvège

7.253 La Norvège considère que contrairement aux arguments avancés par l'Union européenne, l'article 2.1 et 2.6 de l'Accord antidumping contient des obligations relatives à la détermination du produit considéré qu'il faut respecter.[545] Selon elle, tous les modèles du produit inclus dans le champ du "produit considéré" doivent être "similaires" les uns aux autres, au sens de l'article 2.6 de l'Accord antidumping.[546] La Norvège soutient que, dans la mesure où le Groupe spécial constaterait que les éléments de fixation ordinaires et les éléments de fixation spéciaux ne sont pas en fait "similaires" les uns aux autres, il en résulterait une constatation de violation de l'article 2.1 et 2.6 de l'Accord antidumping.[547]

v) Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu

7.254 Le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu ("Taipei chinois") n'a pas de position bien arrêtée sur les arguments factuels présentés par les parties, mais il ne partage pas le point de vue de l'Union européenne selon lequel l'article 2.1 et 2.6 n'est pas pertinent pour le choix

[537] Chili, déclaration orale, paragraphe 8.
[538] Colombie, communication écrite, paragraphe 89.
[539] Colombie, communication écrite, paragraphe 90.
[540] Colombie, communication écrite, paragraphe 97.
[541] Colombie, communication écrite, paragraphe 102.
[542] Japon, communication écrite, paragraphe 44.
[543] Japon, déclaration orale, paragraphe 14.
[544] Japon, déclaration orale, paragraphes 15 à 17.
[545] Norvège, communication écrite, paragraphes 22 à 25.
[546] Norvège, communication écrite, paragraphe 32.
[547] Norvège, communication écrite, paragraphe 39.

du produit considéré.[548] Selon le Taipei chinois, la question de savoir si l'Union européenne a correctement déterminé les produits considérés et les produits similaires est une question importante dans le présent différend car ces déterminations définissent les paramètres de l'enquête.[549] Le Taipei chinois considère que la relation étroite existant entre la détermination du champ du produit considéré et la définition du produit similaire, qui est donnée à l'article 2.1 et 2.6 de l'Accord antidumping, doit être clarifiée plus avant par le Groupe spécial, tout comme les questions de savoir comment l'autorité chargée de l'enquête détermine le champ du produit considéré et quel est le degré de latitude ménagé par l'Accord antidumping à cet égard.[550]

vi) États-Unis

7.255 Les États-Unis ne partagent pas l'interprétation que donne la Chine de la définition du "produit similaire" dans les enquêtes antidumping, mais ils ne se prononcent pas sur le bien-fondé des affirmations factuelles de la Chine.[551] À leur avis, du fait qu'il s'agit d'une disposition uniquement définitionnelle, l'article 2.6 lui-même n'impose aucune obligation aux Membres de l'OMC.[552] Par ailleurs, les États-Unis soutiennent que le champ d'un "produit" quelconque peut inclure un nombre indéterminé d'éléments qui diffèrent dans une mesure limitée les uns des autres et que rien dans l'Accord antidumping n'exige que chaque élément individuel du produit similaire soit "similaire" aux éléments individuels du produit considéré.[553] Selon les États-Unis, c'est une comparaison du champ global du produit considéré avec le champ global du produit similaire qui est requise.[554] Ils affirment que c'est ce que confirme le contexte de l'article 2.6, y compris les articles 6.10 et 2.4 de l'Accord antidumping.[555]

c) Évaluation par le Groupe spécial

7.256 Pour examiner les allégations de la Chine relatives au produit considéré[556] et au produit similaire, nous nous penchons d'abord sur les exceptions préliminaires soulevées par l'Union européenne avant d'aborder, s'il y a lieu, le fond de ces allégations.

i) Produit considéré

7.257 L'Union européenne affirme que la définition du produit considéré dans l'enquête à la base du différend a été établie dans l'avis d'ouverture de l'enquête, lequel n'est pas une mesure contestée, et que par conséquent cette allégation ne relève pas de la compétence du Groupe spécial.[557] Nous faisons observer que l'Union européenne a avancé un argument similaire en ce qui concerne la détermination de la représentativité, argument que nous avons rejeté.[558] De plus, nous relevons que la

[548] Taipei chinois, déclaration orale, paragraphe 5.
[549] Taipei chinois, déclaration orale, paragraphe 8.
[550] Taipei chinois, déclaration orale, paragraphes 11 et 12.
[551] États-Unis, communication écrite, paragraphe 23.
[552] États-Unis, communication écrite, paragraphe 25.
[553] États-Unis, communication écrite, paragraphe 26.
[554] États-Unis, communication écrite, paragraphe 26.
[555] États-Unis, communication écrite, paragraphes 27 et 28.
[556] Pour ce qui est de la terminologie, nous relevons que l'Union européenne utilise l'expression "produit concerné" et que la Chine, et certaines tierces parties, l'utilisent également dans quelques cas, alors que l'Accord antidumping emploie l'expression "produit considéré". Il n'est pas contesté que ces deux expressions désignent le même concept dans le contexte des enquêtes antidumping. À moins de faire référence aux arguments avancés par les parties et les tierces parties, nous utiliserons de préférence la terminologie de l'Accord antidumping.
[557] L'Union européenne ne soulève pas d'exception fondée sur la demande de consultations ou la demande d'établissement d'un groupe spécial au sujet de l'allégation de la Chine relative au produit considéré.
[558] Voir les paragraphes 7.162 à 7.166 ci-dessus.

définition du produit considéré n'est pas clairement énoncée au considérant 40 du Règlement définitif, mesure dont l'Union européenne ne conteste pas qu'elle est soumise au Groupe spécial.[559] Comme nous en avons discuté plus en détail ci-dessus[560], nous considérons que dans un différend portant sur une mesure antidumping finale, le Membre plaignant peut invoquer des violations alléguées des Accords de l'OMC découlant de l'ouverture ou de la conduite de l'enquête antidumping à la base du différend, ainsi que des déterminations établies et des mesures prises au cours de celle-ci. Nous concluons donc que l'allégation de la Chine relative au produit considéré, qui est incontestablement énoncée dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, nous est soumise à bon droit.

7.258 S'agissant du fond de l'allégation de la Chine relative au produit considéré, nous relevons que la Chine ne fait pas valoir qu'une définition du produit considéré aux fins d'une enquête antidumping figure dans une disposition de l'Accord antidumping. La Chine a plutôt formulé un argument en associant l'article 2.1 de l'Accord antidumping, qui définit le dumping aux fins dudit accord, à l'article 2.6, qui définit l'expression "produit similaire" aux fins du même accord. Nous ne sommes pas convaincus par les arguments de la Chine selon lesquels ces deux dispositions, considérées conjointement, définissent les obligations incombant à l'autorité chargée de l'enquête en ce qui concerne la définition du produit considéré dont la Chine affirme l'existence. Nous notons que la Chine n'avance aucun argument au titre de l'article 2.1, si ce n'est qu'elle affirme que cet article, conjointement avec l'article 2.6, impose des obligations en ce qui concerne la définition du produit considéré.[561]

7.259 En guise de bref rappel des faits pertinents, mentionnons que, dans la présente affaire, la Commission a défini comme suit le "produit concerné" dans l'enquête:

> "certains éléments de fixation en fer ou en acier, autres qu'en acier inoxydable, à savoir les vis à bois (autres que tire-fonds), les vis autotaraudeuses, les autres vis et boulons avec tête (même avec leurs écrous ou rondelles, mais à l'exclusion des vis décolletées dans la masse, d'une épaisseur de tige n'excédant pas 6 mm, et à l'exclusion des vis et boulons pour la fixation d'éléments de voies ferrées) et les rondelles, originaires de la République populaire de Chine (ci-après réunis sous les dénominations "éléments de fixation" ou "produit concerné").
>
> Le produit concerné relève normalement des codes NC 7318 12 90, 7318 14 91, 7318 14 99, 7318 15 59, 7318 15 69, 7318 15 81, 7318 15 89, ex 7318 15 90, ex 7318 21 00 et ex 7318 22 00.
>
> Les éléments de fixation servent à assembler mécaniquement deux ou plusieurs pièces, notamment dans les domaines du bâtiment et de la construction mécanique, et sont utilisés dans un grand nombre de secteurs industriels ainsi que par les consommateurs. Sur la base de leurs caractéristiques physiques et techniques essentielles et de leurs utilisations finales, tous les éléments de fixation sont considérés comme constituant un seul et même produit aux fins de la procédure. Dans le cadre des mêmes normes nationales ou internationales, les éléments de fixation doivent répondre aux mêmes caractéristiques physiques et techniques essentielles, parmi lesquelles figurent la résistance, les tolérances, la finition et le revêtement."[562]

[559] Règlement définitif, pièce CHN-4, paragraphe 40.
[560] Voir les paragraphes 7.162 à 7.166 ci-dessus.
[561] Chine, réponse à la question n° 37 du Groupe spécial.
[562] Règlement définitif, pièce CHN-4, considérants 40 à 42.

La Commission a ensuite examiné, et rejeté, les arguments avancés par les parties au sujet du champ du produit considéré.[563]

7.260 Dans le cadre de l'examen des allégations de la Chine relatives au produit considéré, nous faisons d'abord observer que l'Accord antidumping ne contient aucune disposition qui traite spécifiquement du choix, de la désignation ou de la détermination d'un produit considéré, et la Chine ne fait pas valoir le contraire. La Chine affirme que le produit considéré ne peut inclure que des produits qui sont "similaires" au sens de l'article 2.6 de l'Accord antidumping, afin de garantir que la détermination de l'existence d'un dumping est fondée sur une comparaison de produits qui sont "similaires" au sens de cette disposition. Elle fait valoir que les faits de l'enquête démontrent que le produit considéré incluait à la fois les éléments de fixation ordinaires et les éléments de fixation spéciaux, lesquels, soutient-elle, ne sont pas "similaires" au sens de l'article 2.6.

7.261 La question à laquelle il nous faut répondre est donc de savoir si la Chine a raison de poser l'hypothèse que, conjointement, l'article 2.1 et l'article 2.6 exigent que tous les éléments individuels du produit considéré soient "similaires" les uns aux autres. Si tel n'est pas le cas, l'argument juridique de la Chine est alors erroné et nous n'avons pas à examiner ses affirmations concernant les faits de la cause.

7.262 L'article 2.1 de l'Accord antidumping dispose ce qui suit:

> "Aux fins du présent accord, un produit doit être considéré comme faisant l'objet d'un dumping, c'est-à-dire comme étant introduit sur le marché d'un autre pays à un prix inférieur à sa valeur normale, si le prix à l'exportation de ce produit, lorsqu'il est exporté d'un pays vers un autre, est inférieur au prix comparable pratiqué au cours d'opérations commerciales normales pour le produit similaire destiné à la consommation dans le pays exportateur."

7.263 La Chine ne traite pas de cette disposition dans son argumentation, si ce n'est pour faire observer que l'article 2.1 exige que la comparaison à laquelle il faut procéder pour déterminer l'existence d'un dumping soit faite entre le prix à l'exportation d'un produit et le prix du "produit similaire ... dans le pays exportateur".[564] Nous convenons qu'il est fait mention à l'article 2.1 d'"'un produit" faisant l'objet d'un dumping, mais nous ne voyons pas dans ledit article une quelconque obligation spécifique concernant le champ de ce produit. Il n'y a rien dans le texte de l'article 2.1 qui fournisse des indications sur la question de savoir quels devraient être les paramètres d'un produit à l'égard duquel est faite une détermination de l'existence d'un dumping. Le simple fait qu'une détermination de l'existence d'un dumping est en définitive établie à l'égard d'"'un produit" ne dit rien au sujet du champ de ce produit. Il n'y a assurément rien dans le texte de l'article 2.1 qui puisse être interprété comme prescrivant un quelconque examen de la "similarité" du champ du produit exporté visé par l'enquête, contrairement à ce que la Chine fait valoir.[565]

7.264 Dans le même temps, d'autres dispositions de l'Accord antidumping, qui sont pertinentes en tant que contexte pour notre interprétation de l'article 2.1, semblent indiquer que quels que puissent être les paramètres de l'expression "un produit" employée à l'article 2.1, le concept n'est pas aussi

[563] Règlement définitif, pièce CHN-4, considérants 43 à 47.

[564] En l'espèce, le prix du produit similaire dans le pays exportateur a été déterminé sur la base des prix pratiqués dans le pays analogue, à savoir l'Inde.

[565] Nous n'excluons pas la possibilité qu'il puisse y avoir un groupe de marchandises dont l'éventail est tellement large qu'il soit impossible de les considérer comme "un produit", par exemple, un produit portant la dénomination "matériel de transport" qui inclut des bicyclettes et des aéronefs à réaction. Mais nous rejetons l'idée que la notion de similarité telle qu'elle figure dans la définition du "produit similaire" dans l'article 2.6 est la base appropriée pour déterminer si un groupe particulier de marchandises comprend un éventail de marchandises tellement large qu'il est impossible de le traiter comme un produit considéré.

limité que la Chine le fait valoir. Par exemple, l'article 6.10 prévoit un "examen limité" (à savoir, un échantillonnage) dans les cas où le nombre de "types de produits visés" dans une enquête est si important qu'il est irréalisable de déterminer une marge de dumping individuelle. Si le sens de l'expression "un produit" employée à l'article 2.1 était aussi limité que la Chine le fait valoir, il serait impossible que plus d'un "type de produit" soit en cause dans une enquête et cet aspect de l'article 6.10 serait donc inutile.

7.265 La Chine convient que le produit visé par l'enquête peut inclure différents types ou modèles du produit considéré, mais elle fait valoir que cela ne veut pas dire que les autorités chargées de l'enquête peuvent inclure dans le champ du produit considéré des produits qui ont des différences tellement grandes qu'il n'est pas possible d'y remédier en effectuant des ajustements. Nous notons, comme la Chine l'observe à juste titre, que l'article 2.4 exige de l'autorité chargée de l'enquête qu'elle tienne dûment compte des différences affectant la comparabilité des prix, y compris des différences dans les caractéristiques physiques. Selon nous, cela démontre clairement qu'il peut y avoir des différences entre le produit considéré et le produit similaire. Cependant, le fait que l'article 2.4.2 de l'Accord antidumping exige de procéder à une comparaison entre une valeur normale moyenne pondérée et une moyenne pondérée des prix de toutes les transactions comparables n'étaye pas, à notre avis, le point de vue selon lequel un produit doit nécessairement inclure uniquement des produits "similaires" tels qu'ils sont tous comparables les uns aux autres.[566] En fait, comme l'Organe d'appel l'a reconnu, l'autorité chargée de l'enquête, dans le cadre de l'article 2.4.2, a la possibilité de diviser un produit en groupes ou catégories de marchandises comparables afin de comparer la valeur normale et le prix à l'exportation (l'établissement de "moyennes multiples").[567] Cela ne serait pas nécessaire si la Chine avait raison en ce qui concerne la définition du produit considéré. Ces considérations nous amènent à conclure que, bien que l'article 2.1 dispose qu'une détermination de l'existence d'un dumping doit être établie pour un seul et même "produit considéré", il n'y a pas dans cet article d'indications permettant de déterminer les paramètres de ce produit, ni assurément de prescription quant à l'homogénéité sur le plan interne de ce produit.

7.266 Dans le fond, l'allégation de la Chine repose sur l'article 2.6, qui dispose ce qui suit:

> "Dans le présent accord, l'expression "produit similaire" ("like product") s'entendra d'un produit identique, c'est-à-dire semblable à tous égards au produit considéré, ou, en l'absence d'un tel produit, d'un autre produit qui, bien qu'il ne lui soit pas semblable à tous égards, présente des caractéristiques ressemblant étroitement à celles du produit considéré."

7.267 Il nous paraît clair que l'article 2.6 ne traite pas du tout du champ du produit qui fait l'objet d'une enquête antidumping. Comme l'indiquent ses termes mêmes, l'article 2.6 a plutôt pour but de définir le "produit similaire" aux fins de l'Accord antidumping. Les termes mêmes de l'article 2.6 préconisent une évaluation de la "similarité" entre un groupe de produits[568] et "[le] produit considéré" afin d'identifier un "produit similaire". Ainsi, logiquement, le champ du "produit considéré" dont il est question à l'article 2.6 doit déjà être connu avant que les dispositions de l'article 2.6 relatives à la "similarité" ne s'appliquent. Autrement dit, le comparateur doit être connu avant qu'une comparaison puisse être faite pour évaluer si un autre produit est "identique" au "produit considéré" importé ou, en

[566] Voir Chine, deuxième communication écrite, paragraphe 716.

[567] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Détermination finale de l'existence d'un dumping concernant les bois d'œuvre résineux en provenance du Canada* ("*États-Unis – Bois de construction résineux V*"), WT/DS264/AB/R, adopté le 31 août 2004, paragraphe 81.

[568] Dans une enquête antidumping, la question du "produit similaire" se pose dans deux contextes: l'identification des produits d'origine nationale qui sont "similaires" au produit considéré, et l'identification des produits vendus sur le marché des producteurs/exportateurs étrangers visés par l'enquête qui sont "similaires" au produit considéré. L'identification du "produit similaire" dans ces deux contextes est effectuée à des fins différentes dans le cadre de l'enquête.

l'absence de produit identique, s'il "présente des caractéristiques ressemblant étroitement à celles du produit considéré" importé. À notre avis, selon la position de la Chine, toute différence entre des catégories de marchandises, voire entre des marchandises individuelles, incluses dans un produit considéré exigerait que chacune de ces catégories ou chacune de ces marchandises soit traitée séparément en tant que produit considéré distinct.[569] Ce qui serait problématique car, étant donné qu'aux fins de l'Accord antidumping, la "branche de production nationale" est définie comme les producteurs d'un produit similaire, le fait d'avoir un produit considéré ainsi fragmenté et des produits similaires correspondants fragmentés conduirait à définir des "branches de production" multiples et étroites, et à déterminer l'existence d'un dommage causé à ces branches de production, qui n'auraient peut-être pas grand-chose, ou même rien, à voir avec les réalités économiques de la production de ces marchandises dans le pays importateur.

7.268 Nous relevons que, tel qu'il est libellé, l'article 2.6 ne s'applique pas à la question de "déterminer" quoi que ce soit – il définit l'expression "produit similaire" aux fins de l'Accord antidumping par référence au "produit considéré" dans l'enquête antidumping, dont le champ, comme nous l'avons noté, doit logiquement avoir été défini au préalable.[570] Bien qu'il nous semble évident que l'autorité chargée de l'enquête doit, lorsqu'elle ouvre une enquête antidumping, rendre une décision quant à la portée de cette enquête et notifier le "produit en cause"[571], nous ne sommes pas convaincus que l'article 2.1 ou 2.6 de l'Accord antidumping énonce une prescription imposant d'établir une détermination détaillée à cet égard.

7.269 Pour l'essentiel, la Chine soulève dans son argument une question de principe et donne à penser que l'absence de limites quant au champ du produit considéré pourrait déboucher sur des déterminations erronées de l'existence d'un dumping par les autorités chargées de l'enquête. Elle fait valoir que si des produits qui ne sont pas "similaires" sont traités comme le produit considéré dans une seule et même enquête, la détermination de l'existence d'un dumping ne procéderait pas d'une comparaison entre le prix à l'exportation d'un produit et le prix sur le marché intérieur du produit qui lui est similaire. Elle prend comme exemple le cas d'une enquête dans le cadre de laquelle des pommes et des tomates sont traitées comme un seul produit visé par l'enquête.[572] La Chine fait valoir que l'autorité chargée de l'enquête pourrait comparer les prix des pommes et constater qu'elles font l'objet d'un dumping, et comparer les prix des tomates et constater qu'elles ne font pas l'objet d'un dumping, mais qu'un droit antidumping serait néanmoins imposé aussi bien sur les pommes que sur les tomates, ce qui ne serait pas juste.

7.270 Nous ne sommes pas convaincus par cet exemple. Tout d'abord, on ne sait pas très bien, dans cette situation hypothétique, si le calcul de la marge de dumping pour le produit considéré conformément à l'article 2 de l'Accord antidumping justifierait vraiment l'imposition d'un droit antidumping. Par ailleurs, le champ du produit considéré aura des répercussions tout au long de l'enquête, et plus ce champ est étendu, plus ces répercussions risquent d'être graves, ce qui compliquera la tâche de l'autorité chargée de l'enquête consistant à recueillir et à évaluer les renseignements pertinents et à établir des déterminations compatibles avec l'Accord antidumping. Cela poserait manifestement des difficultés quand viendrait le moment de déterminer le dommage causé à la branche de production nationale produisant le produit similaire. Par conséquent, il nous

[569] En réalité, il apparaît que la Chine considère que l'Union européenne aurait agi d'une manière compatible avec l'Accord antidumping si elle avait mené des enquêtes séparées sur les éléments de fixation ordinaires et les éléments de fixation spéciaux. Cependant, à supposer même que de telles enquêtes séparées soient elles-mêmes appropriées, cela ne veut pas dire que l'Accord antidumping prescrit de tenir pareilles enquêtes séparées.

[570] Compte tenu de nos conclusions, nous ne jugeons pas nécessaire d'examiner la question, soulevée par l'Union européenne relativement à l'allégation de la Chine au sujet du produit similaire, de savoir si une disposition définitionnelle peut donner lieu à une constatation de violation.

[571] Accord antidumping, article 12.1.1 i).

[572] Chine, deuxième communication écrite, paragraphe 720.

semble que l'éventualité d'une détermination erronée de l'existence d'un dumping, et de l'imposition erronée d'un droit antidumping, fondées sur un produit considéré dont le champ serait trop grand, est faible. Cette faible éventualité n'est certainement pas suffisante pour nous convaincre de donner de l'Accord antidumping une lecture qui inclurait des obligations pour lesquelles nous ne pouvons trouver aucun fondement dans le texte de l'Accord.

7.271 Par ailleurs, nous jugeons utile de noter que bien qu'il définisse spécifiquement le "produit similaire" en exigeant que soient comparés les produits de fabrication nationale ou produits étrangers et les produits importés qui sont le produit considéré, l'Accord antidumping ne comporte aucune définition spécifique du "produit considéré". À notre avis, le fait même qu'il existe une définition du produit similaire dans l'Accord antidumping montre que les Membres pouvaient tout à fait définir des termes avec soin et précision lorsqu'ils le jugeaient nécessaire. Le fait qu'ils n'ont donné aucune définition du produit considéré, et à plus forte raison qu'ils n'ont pas exigé que le champ de ce produit soit déterminé sur la base du concept de similarité énoncé à l'article 2.6, indique qu'il n'était pas dans leur intention de le faire.[573] Selon nous, cela signifie que les Membres entendaient ménager aux autorités chargées de l'enquête un large pouvoir discrétionnaire pour déterminer le produit considéré.[574] À notre avis, cela étaye la conclusion voulant qu'il soit absurde d'appliquer la définition de produit similaire figurant à l'article 2.6 à l'expression "produit considéré", qui n'est pas définie. Nous ne voyons tout simplement aucun élément dans le texte de l'article 2.1 et 2.6 de l'Accord antidumping qui justifierait l'obligation que la Chine cherche à imposer aux autorités chargées de l'enquête en ce qui concerne le produit considéré.

7.272 Nous concluons donc que, contrairement à l'allégation de la Chine, l'article 2.1 et 2.6 de l'Accord antidumping n'oblige pas les autorités chargées de l'enquête à s'assurer que le produit considéré n'inclut que des produits "similaires". Nous ne jugeons donc pas nécessaire d'examiner les arguments de la Chine concernant les faits. La question de savoir si les éléments de fixation ordinaires et les éléments de fixation spéciaux sont ou ne sont pas "similaires" les uns aux autres au sens de l'article 2.6 n'est pas une question pertinente en ce qui concerne le produit considéré, compte tenu de notre décision sur l'interprétation de l'article 2.1 et 2.6.

7.273 Enfin, nous relevons que cette question même, et les arguments avancés par la Chine (ainsi que d'autres arguments que la Chine n'a pas avancés en l'espèce), ont été auparavant examinés, et rejetés, par d'autres groupes spéciaux. La Chine n'a en général ni tenu compte des vues exprimées par ces groupes spéciaux ni cherché à les distinguer des circonstances de la présente affaire. Bien que nous ne soyons pas liés par les décisions rendues par des autres groupes spéciaux, nous jugeons néanmoins leurs décisions pertinentes et éventuellement utiles pour notre évaluation des arguments formulés en l'espèce.

7.274 L'analyse la plus poussée de la question du produit considéré à ce jour a été faite dans le rapport du Groupe spécial *CE – Saumon (Norvège)*. Presque tous les arguments avancés par la Chine en l'espèce ont été formulés par la Norvège dans le contexte de cette affaire.[575] Le Groupe spécial *CE – Saumon (Norvège)* a rejeté chacun des arguments avancés par la Norvège. Il a jugé qu'il était "clair que l'article 2.6 ne trait[ait] pas du tout de l'extension du produit qui fai[sai]t l'objet d'une enquête antidumping".[576] Il a dit ce qui suit:

---

[573] Nous relevons que des propositions d'établir une définition du "produit visé par l'enquête" ont été faites dans le contexte des négociations sur l'antidumping dans le cadre du Programme de Doha pour le développement. Voir, par exemple, le document TN/RL/W/143, page 14, paragraphe 17.

[574] Comme on l'a relevé plus haut, la Chine n'a formulé aucun argument au sujet de l'article 2.1 hormis ses arguments relatifs à l'article 2.6.

[575] Dans sa communication en tant que tierce partie dans le présent différend, la Norvège reprend en fait bon nombre de ces mêmes arguments.

[576] Rapport du Groupe spécial *CE – Saumon (Norvège)*, paragraphe 7.51.

> "Les termes mêmes de l'article 2.6 prévoient une évaluation de la "similarité" entre un groupe de produits[228] et "[le] produit considéré" afin d'identifier un "produit similaire". Ainsi, logiquement, l'extension du "produit considéré" dont il est question à l'article 2.6 doit déjà être connue avant que les dispositions de l'article 2.6 ne s'appliquent. Autrement dit, le comparateur doit être connu avant qu'une évaluation puisse être faite sur le point de savoir si un autre produit est "identique" au "produit considéré" importé ou, en l'absence d'un produit identique, sur le point de savoir si un autre produit "présente des caractéristiques ressemblant étroitement à celles du produit considéré" importé.
>
> [228] Dans une enquête antidumping, la question du "produit similaire" se pose dans deux contextes: l'identification des produits d'origine nationale qui sont "similaires" au produit considéré, et l'identification des produits vendus sur le marché des producteurs/exportateurs étrangers visés par l'enquête qui sont "similaires" au produit considéré. L'identification du "produit similaire" dans ces deux contextes est effectuée à des fins différentes dans le cadre de l'enquête."[577]

Le Groupe spécial a conclu ce qui suit:

> "contrairement à l'allégation de la Norvège, l'article 2.1 et 2.6 de l'Accord antidumping n'oblige pas les autorités chargées de l'enquête à s'assurer que dans les cas où le produit considéré est constitué de catégories de produits, toutes ces catégories de produits doivent individuellement être "similaires" les unes aux autres, de manière à constituer un seul et même "produit"".[578]

7.275 Dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux V*, où étaient soulevés des faits et des arguments très similaires à ceux du différend *CE – Saumon (Norvège)*, le Groupe spécial a aussi rejeté des arguments très semblables à ceux avancés par la Chine en l'espèce. Le Groupe spécial *États-Unis – Bois de construction résineux V* a constaté que l'article 2.6 portait sur la définition du produit qui devait être considéré comme "similaire" au produit considéré. Selon lui, le point de départ de l'application de cette disposition était le produit considéré. Toutefois, il n'a pas été en mesure de trouver dans l'Accord antidumping des indications sur la manière dont le "produit considéré" lui-même devrait être déterminé. Il a dit ce qui suit:

> "Si la question de savoir si une telle approche pourrait être appropriée d'un point de vue de politique générale peut se discuter, c'est aux Membres de décider par la voie de négociations s'il convient d'exiger une telle approche. En tant que groupe spécial, notre rôle n'est pas de créer des obligations qui ne figurent pas clairement dans l'Accord antidumping lui-même."[579]

Il n'a pas été fait appel de cet aspect du rapport du Groupe spécial, et celui-ci a donc été adopté par l'ORD sans modification.

7.276 Dans une autre affaire (*Corée – Certains papiers*), le Groupe spécial a traité la question du produit considéré dans le cadre de son examen d'une allégation ayant trait à la détermination du produit similaire au titre de l'article 2.6. Dans cette affaire, la Commission du commerce de la Corée (KTC) avait ouvert une enquête sur des importations de "papier pour copieur ordinaire" ("PPC") et de "papier d'imprimerie sans bois" ("WF") en provenance d'Indonésie, qui faisaient l'objet d'un dumping.

[577] Rapport du Groupe spécial *CE – Saumon (Norvège)*, paragraphe 7.51.
[578] Rapport du Groupe spécial *CE – Saumon (Norvège)*, paragraphe 7.68.
[579] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Bois de construction résineux V*, paragraphe 7.157.

L'Indonésie n'a pas formulé d'allégations concernant le produit considéré, qui comprenait les deux catégories de papier, mais a contesté la décision de la KTC selon laquelle une branche de production nationale produisait les deux catégories de papier, ainsi que la détermination de l'existence d'un dommage subi par cette branche de production nationale, même si des déterminations de l'existence d'un dumping distinctes avaient été établies pour les deux catégories de papier. L'Indonésie a fait valoir que le PPC et le WF n'étaient pas des produits similaires, et qu'en vertu de l'article 2.6, la KTC aurait dû analyser les effets des importations de PPC sur les producteurs de PPC et les effets des importations de WF sur les producteurs de WF. La Corée a fait valoir qu'aux termes de l'article 2.6, le produit similaire était défini par rapport au produit importé, et qu'invoquer, comme l'avait fait l'Indonésie, les différences entre les produits fabriqués par la branche de production nationale n'avait aucun fondement juridique dans l'Accord.

7.277 Dans son analyse, le Groupe spécial a relevé que l'enquête ouverte par la KTC concernait des importations de PPC et de WF faisant l'objet d'un dumping et que la KTC avait déterminé que le PPC et le WF de fabrication coréenne étaient identiques au PPC et au WF importés, et il a établi une seule détermination de l'existence d'un dommage. Le Groupe spécial a estimé que la question dont il était saisi était de savoir si l'article 2.6 de l'Accord antidumping obligeait la KTC à déterminer que le PPC et le WF étaient des produits similaires avant d'établir une détermination de l'existence d'un dommage. Il a conclu qu'il n'en était rien, et a dit ce qui suit:

> "Une fois défini le produit considéré, l'autorité chargée de l'enquête doit s'assurer que le produit qu'elle utilise dans sa détermination de l'existence d'un dommage est similaire au produit considéré. Tant que cette détermination est établie conformément aux paramètres énoncés à l'article 2.6, la définition du produit similaire par l'autorité chargée de l'enquête est compatible avec les règles de l'OMC."[580]

Le Groupe spécial a ajouté qu'il ne voyait

> "dans l'article 2.6 aucun élément étayant la thèse selon laquelle la définition du produit similaire s'appliqu[ait] aussi à celle du "produit considéré". [Il] n'a[vait] connaissance d'aucune disposition de l'article 2.6 ou d'un autre article de l'Accord où figurerait une définition du "produit considéré" lui-même",

citant à cet égard l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux V*. Nous souscrivons aux vues exprimées par ces deux Groupes spéciaux et estimons qu'elles étayent nos conclusions sur l'allégation formulée par la Chine au titre de l'article 2.1 et 2.6.

7.278 Compte tenu de ce qui précède et du critère énoncé à l'article 17.6 i) de l'Accord antidumping, nous rejetons la thèse de la Chine selon laquelle l'article 2.1 et 2.6 doit être interprété comme ayant obligé l'Union européenne à définir le produit considéré de manière à inclure uniquement des produits qui étaient tous "similaires". En conséquence, nous rejetons l'allégation de la Chine selon laquelle le produit considéré identifié par l'Union européenne était incompatible avec les prescriptions de l'article 2.1 et 2.6.

ii) Produit similaire

7.279 S'agissant d'abord de l'exception préliminaire soulevée par l'Union européenne, nous notons que dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial présentée dans le cadre du présent différend, la Chine énonce l'allégation suivante:

---

[580] Rapport du Groupe spécial *Corée – Certains papiers*, paragraphe 7.219.

> "La Chine estime que [le Règlement définitif] est incompatible, au moins, avec les dispositions ci-après de l'Accord antidumping et du GATT de 1994
>
> - l'article 2.1 et 2.6 de l'Accord antidumping en incluant dans le champ du produit considéré à la fois les éléments de fixation ordinaires et les éléments de fixation spéciaux en tant que produits "similaires" en dépit de leurs différences et de leurs utilisations évidentes."[581]

7.280 L'Union européenne soutient que ce passage est "clairement lié au choix du produit concerné (encore que ce soit sur la base de l'hypothèse erronée voulant que le critère du produit similaire s'applique)" et affirme ensuite que la demande d'établissement d'un groupe spécial "ne contient aucune allégation relative à la détermination du produit similaire".[582] Par ailleurs, selon la Chine, le passage cité est suffisant pour formuler une allégation relative à la définition du produit similaire dans le différend en question. La Chine considère que ce n'est pas parce que, comme elle le reconnaît, "la demande d'établissement d'un groupe spécial ne fait pas spécifiquement référence à la détermination établie par l'UE concernant la "similarité" des éléments de fixation produits par les producteurs-exportateurs chinois, des éléments de fixation produits par le producteur indien et des éléments de fixation produits par les producteurs de l'UE" que son allégation ne devrait pas relever du mandat du Groupe spécial. À cet égard, elle affirme que l'UE a pris connaissance de la substance de la question à partir de la demande d'établissement d'un groupe spécial et qu'elle n'a pas démontré que la lacune alléguée au niveau de la procédure a porté atteinte à sa capacité de se défendre.[583]

7.281 Conscient des principes régissant le caractère suffisant d'une demande d'établissement d'un groupe spécial mentionnés ci-dessus, nous partageons l'avis de l'Union européenne. Selon nous, le passage sur lequel la Chine s'appuie pour faire valoir qu'il contient "un bref exposé du fondement juridique de la plainte, qui doit être suffisant pour énoncer clairement le problème"[584] indique clairement que la Chine formule une allégation concernant le choix du produit considéré. Nous convenons que la Chine a évoqué le concept de "similarité" en tant qu'élément de son allégation relative au produit considéré, mais nous considérons que cela ne suffit pas pour formuler une allégation concernant la définition du produit similaire en soi. Ce n'est qu'avec une lecture aussi indulgente que possible qu'on peut, en se focalisant sur l'expression "produits "similaires"" telle qu'elle est utilisée dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, soupçonner que la Chine entend peut-être formuler une allégation concernant la définition du produit similaire dans le présent différend. Nous rappelons que l'article 2.6 de l'Accord antidumping, qui définit l'expression "produit similaire", établit comment l'autorité chargée d'une enquête doit définir le produit similaire lorsqu'elle se réfère à un produit qui est "identique" au produit considéré ou, si un tel produit n'existe pas, un autre produit qui "présente des caractéristiques ressemblant étroitement à celles du produit considéré". Il n'y a rien dans le passage cité ci-dessus qui laisserait entendre que la Chine entendait présenter des arguments au sujet d'erreurs qui auraient été commises au cours de cette comparaison des produits. Selon nous, s'il n'est raisonnablement pas possible de discerner une allégation dont il est allégué qu'elle est formulée dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, il n'est pas nécessaire d'examiner s'il a été porté atteinte à la capacité de la partie défenderesse de se défendre. Nous considérons donc que, dans la présente affaire, la demande d'établissement d'un groupe spécial ne contient pas d'allégation concernant la définition du produit similaire dans l'enquête correspondante.

7.282 Quoi qu'il en soit, même si nous avions conclu que la Chine avait effectivement formulé une allégation concernant la définition du produit similaire dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, nous aurions constaté que cette allégation était dénuée de fondement en l'espèce. Notre

---

[581] Annexe G-1, pages 3 et 4.
[582] Union européenne, première communication écrite, paragraphe 440.
[583] Chine, deuxième communication écrite, paragraphe 732.
[584] Comme le prescrit l'article 6:2 du Mémorandum d'accord.

examen du Règlement définitif ne nous laisse aucun doute sur le fait que le produit similaire défini dans l'enquête correspondante a le même champ que le produit considéré. Nous partageons les vues du Groupe spécial *Corée – Certains papiers*, qui a conclu ce qui suit:

> "Une fois défini le produit considéré, l'autorité chargée de l'enquête doit s'assurer que le produit qu'elle utilise dans sa détermination de l'existence d'un dommage est similaire au produit considéré. Tant que cette détermination est établie conformément aux paramètres énoncés à l'article 2.6, la définition du produit similaire par l'autorité chargée de l'enquête est compatible avec les règles de l'OMC."[585]

7.283 La Chine soutient que dans cette enquête, le produit considéré et le produit similaire n'incluent pas les mêmes produits.[586] Nous ne sommes pas d'accord. Selon nous, il ressort clairement du Règlement définitif que le produit considéré et le produit similaire incluent tous deux les éléments de fixation ordinaires et les éléments de fixation spéciaux, encore que ce ne soit pas dans les mêmes proportions. Même la Chine fait seulement valoir que les importations en provenance de son territoire sont "**presque**" exclusivement composées d'éléments de fixation ordinaires, reconnaissant ainsi qu'il y a des importations d'éléments de fixation spéciaux en provenance de Chine.[587] Compte tenu de ce fait, il nous paraît clair que le produit similaire défini par l'Union européenne a le même champ que le produit considéré. Ainsi, même si nous considérions que la question relève de notre mandat, nous conclurions donc que la Chine n'a pas établi l'existence d'une violation de l'article 2.6 de l'Accord antidumping en ce qui concerne la définition du produit similaire dans la présente affaire.

6. Question de savoir si l'Union européenne a enfreint l'article 2.4 de l'Accord antidumping dans sa détermination de l'existence d'un dumping

a) Arguments des parties

i) Chine

7.284 La Chine fait valoir que la Commission a enfreint l'article 2.4 de l'Accord antidumping dans sa détermination de l'existence d'un dumping et ce, pour deux raisons: premièrement, parce qu'elle n'a pas procédé à une comparaison entre la valeur normale et le prix à l'exportation sur la base de catégories de produits fondées sur les "numéros de référence des produits" ("NRP") que la Commission elle-même avait définies lorsqu'elle avait demandé des renseignements; et, deuxièmement, parce qu'elle n'a pas effectué d'ajustements pour tenir compte des différences de qualité et de certaines différences dans les caractéristiques physiques qui étaient indiquées par les NRP, mais dont il n'était pas tenu compte dans les facteurs sur lesquels les catégories de produits utilisées aux fins de la comparaison étaient en définitive fondées, et qui affectaient la comparabilité des prix.[588]

7.285 La Chine note que dans le questionnaire adressé aux exportateurs, la Commission a demandé que les renseignements qu'il fallait lui fournir soient ventilés selon des catégories de produits identifiées par des NRP uniques. C'est ainsi que les exportateurs chinois ont présenté les renseignements. Le questionnaire envoyé à l'exportateur indien demandait aussi que les renseignements soient présentés sur la base des mêmes NRP. Dans le Document général pour la

[585] Rapport du Groupe spécial *Corée – Certains papiers*, paragraphe 7.219.

[586] Réponse à la question n° 36 du Groupe spécial, paragraphe 125. La Chine cherche sur cette base à distinguer la présente affaire des faits du différend *États-Unis – Bois de construction résineux V*, dans lequel le Groupe spécial est parvenu à la même conclusion.

[587] Réponse à la question n° 36 du Groupe spécial, paragraphe 125.

[588] Chine, première communication écrite, paragraphe 377; Chine, deuxième communication écrite, paragraphe 790.

divulgation, toutefois, la Commission a dit que la valeur normale avait été déterminée par type de produits, et non sur la base des NRP. Pour comparer la valeur normale et le prix à l'exportation, elle a tenu compte de deux facteurs, à savoir la catégorie de résistance et la distinction entre éléments de fixation spéciaux et éléments de fixation ordinaires, et elle a comparé les prix des types de produits ainsi définis. La Chine fait valoir que toutes les caractéristiques de produits indiquées par les NRP représentent des différences physiques qui affectent la comparabilité des prix au sens de l'article 2.4 et qui devaient donc être prises en compte lors de la comparaison entre la valeur normale et le prix à l'exportation afin de procéder à une "comparaison équitable".[589] En fondant sa catégorisation des produits sur d'autres facteurs, toutefois, la Commission n'a pas tenu compte de ces différences physiques importantes et a agi d'une manière incompatible avec l'article 2.4.[590]

7.286 La Chine soutient aussi que la Commission a enfreint l'article 2.4 en n'effectuant pas certains ajustements. À cet égard, elle maintient que la Commission aurait dû examiner si les caractéristiques incluses dans les NRP qui n'étaient pas prises en compte dans les types de produits ayant effectivement été comparés nécessitaient des ajustements.[591] Deuxièmement, la Chine affirme que la Commission aurait dû apporter un ajustement pour tenir compte des différences dans la qualité des éléments de fixation chinois et des éléments de fixation produits par le producteur indien. Elle avance que la Commission n'a apporté qu'un seul ajustement pour tenir compte des différences dans les coûts du contrôle de la qualité des producteurs chinois et du producteur indien. Or, la Chine maintient qu'il existait une différence de qualité importante entre les éléments de fixation produits par les producteurs chinois et ceux du producteur indien, et que l'ajustement effectué pour tenir compte du contrôle de la qualité ne prenait pas pleinement en compte cette différence.[592] Selon la Chine, en n'effectuant pas ces ajustements, la Commission a enfreint l'article 2.4 de l'Accord antidumping.

ii) Union européenne

7.287 L'Union européenne soutient que le Règlement définitif explique les déterminations de l'existence d'un dumping établies par la Commission et que la Chine ne tient simplement pas compte de ces explications dans son argumentation. Selon l'Union européenne, en n'établissant pas de lien entre ses arguments et les parties pertinentes du Règlement définitif, la Chine n'établit pas *prima facie* l'existence d'une violation.[593] De l'avis de l'Union européenne, le fait qu'il était demandé de présenter les renseignements sur la base de NRP particuliers ne voulait pas dire que chaque élément indiqué par ces NRP affectait la comparabilité des prix.[594] Elle n'est pas d'accord avec l'affirmation de la Chine selon laquelle l'obligation de procéder à une comparaison équitable énoncée à l'article 2.4 exigeait dans le cadre de l'enquête considérée que des ajustements soient apportés pour chaque élément des NRP. Selon l'Union européenne, l'Accord antidumping ne prévoit pas une telle obligation. Elle soutient que les NRP sont un outil de collecte de données aux fins de l'établissement des déterminations de l'existence d'un dumping par les autorités chargées de l'enquête. Certains éléments des NRP sont couramment utilisés dans chaque enquête alors que d'autres éléments sont ajoutés compte tenu des particularités d'une enquête donnée. C'est ce que la Commission a fait dans l'enquête considérée. Elle a élaboré les NRP de manière à ce qu'ils décrivent le produit fabriqué en Chine, dans l'Union européenne et en Inde, et elle a demandé que les renseignements soient présentés sur la base des catégories définies par les NRP, ce qui permettait de procéder à une comparaison automatique.[595]

[589] Chine, deuxième communication écrite, paragraphe 759.
[590] Chine, première communication écrite, paragraphe 383.
[591] Chine, deuxième communication écrite, paragraphe 793.
[592] Chine, première communication écrite, paragraphe 387.
[593] Union européenne, première communication écrite, paragraphes 455 et 456.
[594] Par exemple, l'Union européenne fait valoir que dans le présent différend, un élément des NRP, la classification douanière (codes NC), n'est pas une différence qui affecte la comparabilité des prix, mais simplement un moyen d'identifier un produit. Union européenne, réponse à la question n° 43 b) du Groupe spécial.
[595] Union européenne, réponse à la question n° 43 du Groupe spécial.

Cependant, comme le producteur indien n'a pas fourni les renseignements le concernant sur la base des NRP, la Commission a décidé de fonder ses déterminations de l'existence d'un dumping sur des comparaisons de produits classés en fonction de deux facteurs, à savoir la catégorie de résistance et la distinction entre éléments de fixation spéciaux et éléments de fixation ordinaires. L'Union européenne soutient que certaines parties intéressées ont aussi fait valoir que la classification des produits devrait se faire sur la base de ces deux facteurs.[596] Elle maintient également que pendant l'enquête sur les éléments de fixation, aucune partie intéressée n'a présenté de demande justifiée pour que des ajustements soient effectués afin de tenir compte des autres caractéristiques des produits indiquées par les NRP.

7.288 S'agissant des différences de qualité alléguées entre les éléments de fixation chinois et les éléments de fixation produits par le producteur indien, l'Union européenne reconnaît que certaines parties intéressées ont avancé cet argument pendant l'enquête.[597] Cependant, elle soutient que, comme l'indique le considérant 56 du Règlement définitif, la Commission a constaté que les éléments de fixation chinois et indiens présentaient les mêmes caractéristiques physiques et techniques essentielles. La Commission a apporté des ajustements pour tenir compte des différences dans les coûts du contrôle de la qualité entre les éléments de fixation chinois et indiens, ainsi que d'autres facteurs, tels que les frais de transport et d'assurance, les frais de manutention et d'emballage, etc.[598] L'Union européenne fait valoir qu'en l'absence d'éléments établissant qu'il n'a pas été tenu compte des différences dont il est démontré qu'elles affectent la comparabilité des prix, cet aspect de l'allégation de la Chine devrait donc aussi être rejeté.

b) Arguments des tierces parties

i) Chili

7.289 Le Chili considère que les autorités chargées de l'enquête doivent prendre en compte toutes les caractéristiques du produit considéré avant de procéder à la comparaison entre la valeur normale et le prix à l'exportation. Selon lui, l'Accord antidumping ne permet pas de comparer les prix de produits qui ne sont pas identiques sans les répartir en modèles.

ii) Colombie

7.290 La Colombie estime que l'article 2.4 de l'Accord antidumping impose des obligations tant aux autorités chargées de l'enquête qu'aux producteurs étrangers visés par des enquêtes antidumping. Selon elle, si l'Union européenne démontre que la Commission a dûment évalué toutes les différences dont les producteurs chinois allèguent qu'elles affectaient la comparabilité des prix, le Groupe spécial devrait constater que l'Union européenne a agi conformément aux obligations lui incombant au titre de l'article 2.4.

c) Évaluation par le Groupe spécial

7.291 La Chine avance deux grands arguments à l'appui de son allégation relative aux déterminations de l'existence d'un dumping établies par la Commission. Elle fait valoir que la Commission a manqué à l'obligation de procéder à une comparaison équitable énoncée à l'article 2.4 de l'Accord antidumping parce que: a) elle n'a pas fondé la comparaison entre la valeur normale et le prix à l'exportation sur les numéros de référence complets des produits, et b) elle n'a pas effectué d'ajustements pour tenir compte des différences de qualité et des différences dans les caractéristiques

[596] Union européenne, réponse à la question n° 43 b) du Groupe spécial.
[597] Union européenne, première communication écrite, paragraphe 452.
[598] Union européenne, première communication écrite, paragraphes 452 et 453.

physiques qui affectaient la comparabilité des prix. Nous examinons ci-après ces deux arguments l'un après l'autre.

Le fait de ne pas avoir utilisé les numéros de référence complets des produits

7.292 S'agissant d'abord des faits pertinents, nous relevons que, dans les questionnaires envoyés au producteur indien et aux producteurs chinois, la Commission a demandé que les renseignements relatifs aux produits faisant l'objet de l'enquête soient présentés sur la base des catégories de produits définies par les NRP. La partie pertinente du questionnaire envoyé aux producteurs chinois est libellée comme suit:

> "B-3 Comparaison des produits d'exportation et des produits nationaux
>
> **1- Numéro de référence du produit**
>
> Afin d'assurer une comparaison équitable entre les prix des importations en provenance de Chine et les prix demandés et coûts assumés par les producteurs communautaires, la Commission entend classer le produit concerné dans différentes catégories. Le produit a été catégorisé selon un "numéro de référence du produit" (NRP) (voir le tableau ci-dessous).
>
> Le NRP se compose de dix caractères/chiffres.
>
> ...
>
> Le numéro de référence du produit sera utilisé pour comparer les prix des importations en provenance du pays concerné et les prix demandés par les producteurs communautaires ainsi que pour comparer les données relatives aux ventes avec le coût de production. À cet égard, il est très important que vous utilisiez les numéros de référence des produits dans toutes vos réponses au questionnaire (y compris les fichiers informatiques) d'une manière absolument correcte et cohérente."[599] (souligné dans l'original)

7.293 Les NRP identifiés par la Commission comprennent les éléments suivants: type d'éléments de fixation (par code NC)[600]; résistance/dureté; revêtement; présence de chrome dans le revêtement, diamètre; et longueur/épaisseur. Dans le questionnaire envoyé au producteur indien, il était aussi demandé de présenter les renseignements sur la base des mêmes NRP. Cependant, le producteur indien n'a pas catégorisé les renseignements sur la base des NRP comme cela lui était demandé. La Commission n'a donc pas pu fonder sa comparaison entre la valeur normale et le prix à l'exportation sur les numéros de référence complets des produits.[601] Par conséquent, elle s'est appuyée sur les "types de produits", lesquels étaient définis par deux facteurs, à savoir la catégorie de résistance et la distinction entre éléments de fixation spéciaux et éléments de fixation ordinaires, pour comparer les prix aux fins de sa détermination de l'existence d'un dumping.[602] Autrement dit, dans sa comparaison des prix, elle n'a pas catégorisé les renseignements relatifs aux prix sur la base de tous les facteurs indiqués par les NRP.

---

[599] Pièce CHN-51, pages 11 à 13.

[600] Cet élément identifiait les éléments de fixation par code NC mais ne faisait pas de distinction entre les éléments de fixation ordinaires et les éléments de fixation spéciaux. La distinction a été faite à une étape ultérieure de la procédure, après la réunion contradictoire, mais elle ne faisait pas partie des NRP. Règlement définitif, pièce CHN-4, considérant 51.

[601] Union européenne, réponse à la question n° 43 b) du Groupe spécial.

[602] Règlement définitif, pièce CHN-4, considérant 102; lettre de la Commission, pièce CHN-31, page 2.

7.294 La Chine fait valoir que la Commission a manqué aux obligations lui incombant au titre de l'article 2.4 de l'Accord antidumping en ne tenant pas compte de toutes les caractéristiques indiquées par les NRP dans la comparaison entre la valeur normale et le prix à l'exportation. Elle n'allègue pas que la Commission a enfreint l'article 2.4 simplement du fait qu'elle n'a pas procédé à la comparaison des prix sur la base des NRP complets. Elle affirme plutôt que dans l'enquête en cause toutes les caractéristiques physiques indiquées par les NRP, à savoir le type d'éléments de fixation (par code NC), résistance/dureté, revêtement, présence de chrome dans le revêtement, diamètre et longueur et épaisseur, étaient des différences qui affectaient la comparabilité des prix au sens de l'article 2.4, et par conséquent, que la Commission aurait dû les prendre toutes en compte.[603] Selon la Chine, le fait qu'il était demandé de présenter les renseignements sur la base des NRP signifie que les caractéristiques des produits indiquées par les NRP "étaient toutes pertinentes et affectaient toutes la comparabilité des prix".[604] L'Union européenne dit que la Commission demande régulièrement aux parties intéressées de fournir des renseignements sur la base des NRP. Selon l'Union européenne, les NRP sont un outil de collecte de renseignements dans le cadre d'une enquête, mais l'inclusion d'un facteur dans un NRP n'établit pas que ce facteur affecte la comparabilité des prix, et par conséquent, sa pertinence aux fins de la comparaison des prix à laquelle les autorités chargées de l'enquête doivent procéder.[605] Par ailleurs, l'Union européenne fait valoir que puisque les facteurs indiqués par un NRP n'affectent pas tous la comparabilité des prix, il n'existe aucune obligation d'expliquer pourquoi certaines caractéristiques indiquées par les NRP n'ont pas donné lieu à un ajustement à une étape ultérieure.[606] De l'avis de l'Union européenne, la Commission n'était donc pas tenue de fonder sa comparaison des prix sur les NRP complets.

7.295 La partie pertinente de l'article 2.4 de l'Accord antidumping dispose ce qui suit:

> "2.4 Il sera procédé à une comparaison équitable entre le prix d'exportation et la valeur normale. Elle sera faite au même niveau commercial, qui sera normalement le stade sortie usine, et pour des ventes effectuées à des dates aussi voisines que possible. Il sera dûment tenu compte dans chaque cas, selon ses particularités, des différences affectant la comparabilité des prix, y compris des différences dans les conditions de vente, dans la taxation, dans les niveaux commerciaux, dans les quantités et les caractéristiques physiques, et de toutes les autres différences dont il est aussi démontré qu'elles affectent la comparabilité des prix.[7] Dans les cas visés au paragraphe 3, il devrait être tenu compte également des frais, droits et taxes compris, intervenus entre l'importation et la revente, ainsi que des bénéfices. Si, dans ces cas, la comparabilité des prix a été affectée, les autorités établiront la valeur normale à un niveau commercial équivalant au niveau commercial du prix à l'exportation construit, ou tiendront dûment compte des éléments que le présent paragraphe permet de prendre en considération. Les autorités indiqueront aux parties en question quels renseignements sont nécessaires pour assurer une comparaison équitable, et la charge de la preuve qu'elles imposeront à ces parties ne sera pas déraisonnable.
>
> [7] Il est entendu que certains de ces facteurs peuvent chevaucher, et les autorités feront en sorte de ne pas répéter des ajustements qui auront déjà été opérés au titre de cette disposition."

7.296 Nous relevons que l'article 2.4 de l'Accord antidumping exige qu'il soit procédé à une comparaison équitable entre la valeur normale et le prix à l'exportation, et que la comparaison devrait

[603] Chine, deuxième communication écrite, paragraphe 759.
[604] Chine, deuxième communication écrite, paragraphe 766.
[605] Union européenne, première communication écrite, paragraphes 465 et 466; Union européenne, réponse à la question n° 43 b) du Groupe spécial.
[606] Union européenne, réponse à la question n° 43 b) du Groupe spécial.

se faire au même niveau commercial et pour des ventes effectuées à des dates aussi voisines que possible. La prescription relative à la "comparaison équitable" vise à faire en sorte que les autorités comparent les prix de produits qui sont en fait comparables. La valeur normale et le prix à l'exportation peuvent refléter des différences et il se peut donc qu'ils ne soient pas comparables. L'article 2.4 prescrit que les autorités chargées de l'enquête tiennent "dûment compte" des différences qui affectent la comparabilité des prix. Il peut exister des différences qui affectent la comparabilité des prix pour diverses raisons, dont certaines sont spécifiquement mentionnées à l'article 2.4, à savoir des différences dans les conditions de vente, dans la taxation, dans les niveaux commerciaux, dans les quantités et les caractéristiques physiques. La liste des différences énumérées à l'article 2.4 n'est toutefois pas exhaustive et les autorités doivent dûment tenir compte de "toutes les autres différences dont il est aussi démontré qu'elles affectent la comparabilité des prix".[607]

7.297 L'article 2.4 ne fournit pas d'indications d'ordre méthodologique quant à la façon dont il doit être dûment tenu compte des différences qui affectent la comparabilité des prix. Nous croyons comprendre que, pour se conformer à l'obligation énoncée à l'article 2.4 de dûment tenir compte des différences qui affectent la comparabilité des prix entre les ventes du produit importé et les ventes du produit similaire dans le pays d'exportation, la plupart des autorités chargées de l'enquête soit procèdent à des comparaisons des prix de transaction pour des groupes de marchandises inclus dans le produit similaire qui ont des caractéristiques communes[608], soit apportent des ajustements à la valeur normale ou au prix à l'exportation de chaque transaction à comparer pour tenir compte de chaque différence affectant la comparabilité des prix. Il nous paraît clair que les autorités chargées de l'enquête peuvent juger que la première méthode est plus pratique dans certains cas, puisqu'elle peut réduire au minimum, voire éliminer, la nécessité d'effectuer des ajustements pour tenir compte de chaque différence affectant la comparabilité des prix, ce qui pourrait s'avérer difficile.[609] Cependant, les autorités sont libres de suivre la deuxième approche et d'apporter des ajustements pour tenir compte de chaque différence dans les caractéristiques physiques qui affecte la comparabilité des prix.

7.298 Il nous semble clair qu'aux termes de l'article 2.4, ce sont les autorités chargées de l'enquête, et non les exportateurs étrangers, qui doivent s'assurer de procéder à une comparaison équitable entre la valeur normale et le prix à l'exportation.[610] Cela ne veut toutefois pas dire que les exportateurs n'ont aucune obligation dans le cadre de ce processus. Bien que l'obligation de procéder à une comparaison équitable incombe aux autorités chargées de l'enquête, il appartient aux exportateurs, dont on s'attend à ce qu'ils aient la connaissance voulue du produit en question, de présenter des

[607] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier laminé à chaud*, paragraphe 177.

[608] À cet égard, nous notons le raisonnement tenu par le Groupe spécial *États-Unis – Acier inoxydable (Corée)* selon lequel l'article 2.4.2 de l'Accord antidumping n'interdit pas aux autorités chargées des enquêtes d'utiliser des "moyennes multiples" pour comparer la valeur normale et le prix à l'exportation sur la base de moyennes pondérées. Pour utiliser des "moyennes multiples", l'autorité chargée de l'enquête regroupe des marchandises comparables incluses dans le produit similaire en catégories ou groupes de comparaison, et calcule une valeur normale et un prix à l'exportation moyens pondérés pour chaque catégorie, qui sont ensuite comparés, et les résultats agrégés pour déterminer la marge de dumping pour le produit. Selon le Groupe spécial, "un Membre n'est pas tenu de comparer une valeur normale moyenne pondérée unique à un prix à l'exportation moyen pondéré unique dans les cas où certaines transactions à l'exportation ne sont pas comparables aux transactions qui représentent la base du calcul de la valeur normale". Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Mesures antidumping visant les tôles d'acier inoxydable en rouleaux et les feuilles et bandes d'acier inoxydable en provenance de Corée* ("*États-Unis – Acier inoxydable (Corée)*"), WT/DS179/R, adopté le 1er février 2001, paragraphe 6.111.

[609] Par exemple, nous pouvons fort bien imaginer les difficultés qui peuvent se poser pour quantifier des différences telles que la dimension, le poids, les matières premières, etc., une fois qu'il a été déterminé qu'une différence particulière affecte la comparabilité des prix.

[610] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier laminé à chaud*, paragraphe 178.

demandes d'ajustements justifiées afin d'assurer une telle comparaison.[611] S'il n'est pas démontré aux autorités qu'il y a une différence qui affecte la comparabilité des prix, il n'y a aucune obligation d'effectuer un ajustement.[612] Par ailleurs, l'obligation de procéder à une comparaison équitable ne veut pas dire que les autorités doivent accepter chaque demande d'ajustement. Les autorités "doi[ven]t prendre des dispositions pour se faire une idée claire de l'ajustement demandé et déterminer ensuite **si cet ajustement est justifié et jusqu'à quel point**".[613] Si aucun ajustement n'est demandé, ou si un ajustement est demandé pour tenir compte d'une différence dont il n'est pas démontré qu'elle affecte la comparabilité des prix, ou si l'autorité détermine qu'un ajustement n'est pas justifié, il n'est pas nécessaire de procéder à un ajustement. Il s'ensuit que pour établir *prima facie* l'existence d'une violation de l'article 2.4 dans le présent différend, la Chine doit démontrer au Groupe spécial qu'un ajustement aurait dû être apporté à l'égard 1) d'une différence 2) dont il a été démontré qu'elle affectait la comparabilité des prix entre la valeur normale et le prix à l'exportation, et que la Commission n'a pas effectué l'ajustement.[614] Compte tenu de ce qui précède, nous examinons maintenant l'argumentation de la Chine.

7.299 Nous rappelons que l'allégation de la Chine concerne des différences alléguées dans les caractéristiques physiques des éléments de fixation chinois et des éléments de fixation produits par le producteur indien. La Chine fait valoir que la Commission aurait dû fonder ses déterminations de l'existence d'un dumping sur les NRP complets parce que, selon elle, tous les facteurs inclus dans les NRP représentaient une différence dans les caractéristiques physiques des éléments de fixation chinois et indiens dont il fallait qu'il en soit dûment tenu compte au sens de l'article 2.4. L'Union européenne n'est pas d'accord et affirme que le fait que des renseignements ont été demandés sur la base des NRP ne veut pas nécessairement dire que chaque élément de ces NRP était pertinent pour la détermination de l'existence d'un dumping établie par la Commission.

7.300 La Chine estime que tous les facteurs indiqués dans les NRP affectaient la comparabilité des prix et auraient dû être pris en compte par la Commission:

> "[L]e but premier des NRP est d'identifier des produits comparables et par ce moyen de réduire le plus possible la nécessité d'effectuer des ajustements pour procéder à la comparaison entre le prix à l'exportation et la valeur normale ainsi qu'entre les prix à l'exportation et les prix des produits similaires dans le pays importateur. Pour atteindre cet objectif, les NRP doivent nécessairement inclure les caractéristiques de produits qui justifieraient un ajustement pour tenir compte des différences dans les caractéristiques physiques. On peut donc s'attendre à ce que si l'UE exige des producteurs nationaux, des importateurs et des producteurs-exportateurs qu'ils présentent tous les renseignements demandés dans le questionnaire sur la base des NRP, ils le font parce qu'ils jugent la distinction pertinente pour les comparaisons qui doivent être faites. On peut donc présumer que les différences identifiées au moyen des NRP sont pertinentes aux fins des comparaisons."[615]

La Chine soutient que si la Commission a demandé aux parties intéressées de présenter les renseignements sur la base des NRP ce devait être parce qu'elle considérait que chaque élément des

---

[611] Rapport du Groupe spécial *Communautés européennes – Droits antidumping sur les accessoires de tuyauterie en fonte malléable en provenance du Brésil* ("*CE – Accessoires de tuyauterie*"), WT/DS219/R, adopté le 18 août 2003, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS219/AB/R, paragraphe 7.158.

[612] Rapport du Groupe spécial *Corée – Certains papiers*, paragraphe 7.147.

[613] Rapport du Groupe spécial *CE – Accessoires de tuyauterie*, paragraphe 7.158. (pas de caractères gras dans l'original)

[614] Rapport du Groupe spécial *Corée – Certains papiers*, paragraphe 7.138.

[615] Chine, réponse à la question n° 41 du Groupe spécial.

NRP représentait une différence dans les caractéristiques physiques qui affecterait nécessairement la comparabilité des prix.

7.301 Nous ne sommes pas de cet avis. Selon nous, le fait que la Commission a demandé de fournir les renseignements sur la base des NRP laisse certainement entendre que les autorités de l'UE considéraient, du moins au début du processus d'enquête, que ces éléments pourraient affecter la comparabilité des prix, et elles ont par conséquent envisagé de procéder à des comparaisons sur la base des NRP afin d'éviter que ne se posent d'éventuels problèmes de non-comparabilité. Autrement dit, ce fait semble indiquer que la Commission entendait, dès le début, suivre la première méthode que nous avons décrite ci-dessus[616], en vertu de laquelle il serait tenu compte des différences affectant la comparabilité des prix au moyen de comparaisons sur la base des NRP, et par conséquent, il ne serait pas nécessaire d'apporter des ajustements individuels pour tenir compte de ces différences. Or, comme le producteur indien n'a pas présenté ses renseignements sur la base des NRP, la Commission n'a pas pu procéder à la comparaison entre la valeur normale et le prix à l'exportation sur la base des NRP, et elle a décidé de choisir une autre méthode pour regrouper le produit en catégories comparables.

7.302 La Chine affirme que chaque caractéristique incluse dans les NRP représentait une différence dans les caractéristiques physiques qui affectait la comparabilité des prix et que, par conséquent, si les produits n'étaient pas regroupés par NRP, un ajustement devait être effectué pour tenir compte de chaque caractéristique incluse dans les NRP. À cet égard, même s'il est peut-être vraisemblable que les caractéristiques incluses dans les NRP décrites en l'espèce[617] indiquent des différences affectant la comparabilité des prix, la Chine n'a signalé aucun élément de preuve dont aurait été saisi l'autorité chargée de l'enquête qui étaierait cette conclusion. Par ailleurs, il est clair que la Commission en l'espèce n'a pas abouti à une telle conclusion et, même s'il y avait des éléments de preuve pour l'étayer, il serait inopportun, au regard du critère d'examen, que nous les examinions nous-mêmes. Nous considérons donc, comme l'Union européenne l'a fait valoir, que les NRP constituent un outil pour la collecte de renseignements mais qu'il n'y a aucune raison intrinsèque de conclure que chaque élément du NRP, que ce soit d'une façon générale ou en l'espèce, reflète nécessairement une différence qui affecte la comparabilité des prix pour le produit en question, et qu'il n'y a aucun élément de preuve dans le présent différend qui démontrerait que c'est le cas.

7.303 Par ailleurs, lorsque, comme en l'espèce, les renseignements nécessaires ne sont pas reçus sous la forme demandée, c'est-à-dire catégorisés par NRP, l'autorité chargée de l'enquête doit néanmoins procéder à une comparaison équitable de la valeur normale et du prix à l'exportation, y compris en tenant dûment compte des différences dont il est démontré qu'elles affectent la comparabilité des prix. Bien que les renseignements présentés sur la base des NRP puissent fort bien faciliter le processus de comparaison, en facilitant ce que l'Union européenne appelle une "comparaison automatique"[618], l'obligation de procéder à une comparaison équitable énoncée à l'article 2.4 ne varie pas selon la forme sous laquelle les renseignements sont demandés ou reçus. En fin de compte, la comparaison des prix doit être évaluée au regard des prescriptions de l'article 2.4, et non sur la base des procédures de collecte des renseignements de l'autorité chargée de l'enquête. Nous rejetons donc l'argument de la Chine selon lequel la Commission a agi d'une manière incompatible avec l'obligation énoncée à l'article 2.4 de l'Accord en ne tenant pas compte de toutes les caractéristiques incluses dans les NRP pour procéder aux comparaisons des prix dans sa détermination de l'existence d'un dumping.

---

[616] Voir le paragraphe 7.297 ci-dessus.

[617] Il s'agissait, nous le rappelons, du type d'éléments de fixation (par code NC); de la résistance/dureté; du revêtement; de la présence de chrome sur le revêtement; du diamètre; et de la longueur/épaisseur.

[618] Union européenne, réponse à la question n° 43 du Groupe spécial.

7.304 Nous relevons toutefois que le fait que les NRP n'ont pas été utilisés dans les comparaisons des prix dans le cadre de cette enquête ne décharge pas la Commission de l'obligation lui incombant au titre de l'article 2.4 de procéder à une comparaison équitable entre la valeur normale et le prix à l'exportation. En l'absence d'une comparaison fondée sur les NRP complets, la Commission était tenue d'effectuer des ajustements pour tenir compte des différences dont les producteurs chinois avaient démontré qu'elles affectaient la comparabilité des prix. Ce qui nous amène au deuxième argument formulé par la Chine, à savoir que la Commission n'a pas apporté d'ajustements pour tenir compte des facteurs qui affectaient la comparabilité des prix.

Fait allégué de ne pas avoir effectué les ajustements nécessaires

7.305 Le deuxième argument de la Chine est que la Commission a manqué à l'obligation énoncée à l'article 2.4 de l'Accord antidumping du fait qu'elle n'a pas effectué les ajustements nécessaires pour tenir compte des différences qui affectaient la comparabilité des prix. À ce propos, la Chine soulève deux questions. Premièrement, elle estime que la Commission a fait erreur en n'examinant pas s'il fallait apporter des ajustements pour les éléments des NRP qui n'étaient pas reflétés dans les "types de produits" sur lesquels elle avait fondé ses comparaisons de prix. Deuxièmement, elle maintient que la Commission a enfreint l'article 2.4 du fait qu'elle n'a pas effectué d'ajustement pour tenir compte des différences de qualité entre les éléments de fixation chinois et ceux du producteur indien.

7.306 S'agissant du premier volet de son argument, la Chine soutient ce qui suit:

> "[L]es autorités de l'UE chargées de l'enquête n'ont jamais examiné, dès lors qu'elles ont décidé d'exclure des NRP un certain nombre de caractéristiques physiques utilisées à l'origine pour catégoriser les produits, si les caractéristiques exclues devaient être considérées comme des différences dans les caractéristiques physiques affectant la comparabilité des prix et, à fortiori, n'ont jamais déterminé si un ajustement était ou non nécessaire. Ainsi, en n'évaluant pas les différences dans les caractéristiques physiques qu'elles avaient elles-mêmes qualifiées de pertinentes aux fins d'une comparaison équitable, les autorités chargées de l'enquête n'ont pas agi conformément à la troisième phrase de l'article 2.4 de l'Accord antidumping."[619]

La Chine maintient donc que dès lors qu'elle a décidé d'exclure de son calcul de la marge de dumping certains éléments des NRP et de procéder à sa comparaison des prix sur la base des catégories de produits définies par la catégorie de résistance et la distinction entre éléments de fixation spéciaux et éléments de fixation ordinaires, la Commission était tenue en vertu de l'article 2.4 d'examiner s'il était néanmoins nécessaire d'effectuer des ajustements pour tenir compte de ces éléments des NRP. Nous notons que dans ce volet de son argument, la Chine reprend effectivement son premier argument, à savoir que la Commission a agi d'une manière incompatible avec l'article 2.4 en ne fondant pas sa comparaison sur les NRP complets, que nous avons rejeté ci-dessus.[620] Comme nous avons conclu que l'Union européenne n'était pas tenue de procéder à sa comparaison sur la base des NRP, en partie parce que les éléments des NRP ne reflètent pas nécessairement des différences affectant la comparabilité des prix et qu'il n'y a aucun élément de preuve permettant de démontrer qu'ils en indiquent en l'espèce, nous considérons que l'argument selon lequel la Commission aurait dû examiner si les éléments exclus de la comparaison nécessitaient néanmoins des ajustements n'équivaut pas à établir *prima facie* l'existence d'une violation de l'article 2.4. À cet égard, nous faisons observer, comme la Chine le reconnaît[621], que dans le cadre de l'enquête en cause, aucun des producteurs

[619] Chine, deuxième communication écrite, paragraphe 793.
[620] Voir les paragraphes 7.294 à 7.302 ci-dessus.
[621] La Chine reconnaît en général que les producteurs chinois n'ont pas demandé qu'un ajustement soit opéré pour tenir compte de facteurs autres que ceux inclus dans les NRP. Chine, réponse à la question n° 38 b) du Groupe spécial, paragraphe 138. La Chine fait toutefois valoir qu'un producteur chinois a demandé qu'un

chinois n'a fait valoir qu'il y avait des facteurs qui affectaient la comparabilité des prix au sens de l'article 2.4 autres que ceux utilisés par la Commission pour catégoriser les produits à des fins de comparaison, à savoir la catégorie de résistance (qui était un élément des NRP) et la distinction entre éléments de fixation spéciaux et éléments de fixation ordinaires (qui n'était pas un élément des NRP). Comme les exportateurs chinois n'ont pas présenté de demande de ce type, et qu'ils n'ont pas montré qu'il y avait un facteur qui affectait la comparabilité des prix et qui aurait dû être évident pour la Commission de sorte que le fait de ne pas en tenir compte donnerait lieu à une détermination partiale, l'argument de la Chine est dénué de fondement et, en conséquence, nous le rejetons.

7.307 Le deuxième volet de l'argument de la Chine se rapporte aux ajustements à effectuer pour tenir compte des différences dans la qualité. La Chine estime que la Commission a contrevenu à l'article 2.4 du fait qu'elle n'a pas procédé à un ajustement pour tenir compte des différences de qualité entre les éléments de fixation chinois et ceux du producteur indien. À ce propos, elle affirme qu'au considérant 52 du Règlement définitif, la Commission a reconnu qu'il existait des différences de qualité entre ces deux groupes de produits. Le considérant 52 dit ce qui suit:

> "Les observations des autorités chinoises, évoquées au considérant 48, contenaient un rapport d'analyse détaillant les différences de qualité alléguées entre des éléments de fixation correspondant à une norme donnée (l'exemple utilisé est celui de la norme DIN 933) selon qu'ils sont fabriqués dans la Communauté ou en RPC. L'analyse a pris en compte les variations sur le plan de la géométrie, de la dureté et de la composition chimique. Il a été soutenu que, bien que les produits testés aient été tous deux conformes à la norme DIN, les éléments de fixation fabriqués dans la Communauté étaient plus homogènes, c'est-à-dire qu'ils présentaient moins de variations pour l'ensemble des paramètres analysés que les éléments de fixation fabriqués en RPC. Sur cette base, les autorités chinoises ont conclu que le produit fabriqué dans la Communauté, étant donné sa qualité supérieure, ne pouvait être comparé au produit fabriqué en RPC. À cet égard, il y a lieu de signaler que les normes DIN, ainsi que d'autres normes largement reconnues, ont pour objet de garantir que les produits satisfont à certaines exigences essentielles des utilisateurs. Toute variation résiduelle doit rester dans des limites qui n'affectent pas de manière substantielle la qualité et la fonction de l'élément de fixation. Par conséquent, un élément de fixation qui est commercialisé sous la forme d'un boulon répondant à la norme DIN 933 doit être comparable, pour l'essentiel, à un autre élément de fixation commercialisé sous couvert de la même norme. Toute différence de qualité qui pourrait subsister du point de vue de l'utilisateur peut faire l'objet d'un ajustement au titre des différences physiques (voir le considérant 103), mais n'implique pas pour autant que les deux produits ne sont pas comparables." (non souligné dans l'original)

7.308 Nous relevons que le considérant 52 se rapporte à la question du produit similaire, et non aux déterminations de l'existence d'un dumping. De plus, il fait référence à une analyse des différences entre les éléments de fixation produits en Chine et les éléments de fixation produits dans l'Union européenne, que la Chine a présentée à l'appui de son argument selon lequel les éléments de fixation chinois et ceux de l'Union européenne ne sont pas comparables et ne devraient donc pas être considérés comme "similaires". En réponse à l'argument des autorités chinoises selon lequel les éléments de fixation chinois et les éléments de fixation fabriqués par les producteurs de l'Union européenne ne sont pas "similaires" à cause de leurs différences de qualité alléguées, la Commission a dit que les éléments de fixation qui répondaient, par exemple, à une norme DIN particulière étaient comparables et que les différences de qualité perçues pouvaient être prises en compte par des ajustements. À cet égard, le considérant 52 renvoie au considérant 103, qui renferme les explications

---

ajustement soit apporté pour tenir compte des différences de qualité et nous examinons cet argument ci-dessous, au paragraphe 7.310.

de la Commission concernant l'ajustement opéré pour tenir compte des différences entre les coûts du contrôle de la qualité des producteurs chinois et ceux du producteur indien. Il est toutefois clair que ce considérant ne traite même pas de la question des différences dans la qualité entre les éléments de fixation chinois et indiens, et encore moins ne démontre que la Commission a en fait déterminé qu'il existait de telles différences.

7.309 L'argument de la Chine semble reposer sur l'hypothèse selon laquelle la Commission a dit au considérant 52 que les éventuelles différences perçues dans la qualité seraient prises en compte au moyen d'ajustements, et qu'il aurait donc fallu opérer de tels ajustements.[622] Nous relevons, toutefois, qu'il est dit au considérant 52 que toute différence de qualité peut faire l'objet d'ajustements. Par ailleurs, comme nous l'avons relevé, il est évident que ce considérant ne parle même pas des différences entre les éléments de fixation indiens et chinois. Par conséquent, même s'il fait référence au considérant 103, où la Commission explique l'ajustement effectué pour tenir compte des différences de coûts du contrôle de la qualité entre les producteurs indien et chinois, nous ne voyons pas en quoi le considérant 52 est pertinent pour la question soulevée par la Chine, à savoir que la Commission aurait dû opérer un ajustement pour tenir compte des différences de qualité entre les éléments de fixation chinois et indiens. En fait, l'analyse à laquelle il est fait référence au considérant 52, et qui est l'élément de preuve sur lequel la Chine s'appuie pour étayer son affirmation relative aux différences de qualité, concerne les éléments de fixation produits en Chine et dans l'Union européenne et ne mentionne même pas les éléments de fixation produits en Inde. La Chine ne fait pas valoir non plus que la Commission aurait conclu ailleurs qu'il y avait des différences de qualité entre les éléments de fixation indiens et chinois qui affectaient la comparabilité des prix et qui nécessitaient donc des ajustements.[623] Nous ne considérons donc pas que la déclaration figurant au considérant 52 démontre que la Commission a reconnu qu'il y avait des différences de qualité entre les éléments de fixation indiens et chinois, encore moins que de telles différences affectaient la comparabilité des prix et nécessitaient donc un ajustement.

7.310 La Chine fait valoir qu'un producteur chinois a mentionné la question des différences de qualité entre les éléments de fixation chinois et les éléments de fixation produits par le producteur indien et a demandé un ajustement, et elle cite à ce propos une lettre datée du 24 novembre 2008, au nom de Ningbo Yonghong Fasteners Co. Ltd., dans laquelle sont exposées les observations de la société sur la divulgation finale de la Commission datée du 3 novembre 2008. La partie pertinente de la lettre est libellée comme suit:

> "Comme cela est indiqué ci-dessus et comme nous l'avons expliqué auparavant dans les observations du 4 septembre 2008, les producteurs chinois, [LIMITED]*, se spécialisent surtout dans les éléments de fixation d'entrée de gamme, de qualité inférieure alors qu'en Inde, les producteurs, en particulier le producteur ayant coopéré, fabriquent essentiellement des éléments de fixation de haut de gamme, de qualité supérieure, qui sont utilisés dans les industries de l'automobile et de l'aérospatiale.
>
> Lorsqu'ils ont procédé à la comparaison entre les prix des exportations chinoises et la valeur normale établie sur la base des données fournies par le producteur indien ayant coopéré, les services de la Commission (faute de divulgation concernant la détermination de la valeur normale, il n'a pas été possible de vérifier si un ajustement avait effectivement été opéré) ont apparemment effectué un ajustement pour tenir

[622] Chine, réponse à la question n° 94 du Groupe spécial.

[623] Nous rappelons que la Commission a apporté un ajustement pour tenir compte des différences dans les coûts du contrôle de la qualité entre les éléments de fixation chinois et les éléments de fixation produits par le producteur indien. Règlement définitif, pièce CHN-4, considérant 103.

> compte du coût du contrôle de la qualité assumé par le producteur indien ayant coopéré.
>
> Or, même si les services de la Commission reconnaissent dans ce document qu'il existe des différences de qualité entre les produits vendus par les producteurs chinois et ceux produits par le producteur indien ayant coopéré, aucun ajustement ne semble avoir été effectué pour tenir compte des différences de qualité.
>
> Il est évident que de telles différences de qualité affectent les prix et leur comparabilité, et qu'un ajustement devrait donc être apporté conformément à l'article 2 10) a) du Règlement de base. En fait, les services de la Commission ont pour pratique d'opérer de tels ajustements s'il y a une différence dans la qualité des produits finals ou dans la qualité des matières premières ...
>
> Comme les services de la Commission ont reconnu au considérant 94 qu'il y avait des différences de qualité entre les produits exportés par les fabricants chinois et ceux produits par le producteur indien ayant coopéré, Yonghong demande qu'un ajustement soit effectué pour tenir compte des différences de qualité des produits concernés et de la différence de qualité des matières premières, à savoir le fil machine, conformément à l'article 2 10) a) ou 2 10) k) du Règlement de base."[624] (non souligné dans l'original)

7.311 Nous relevons que cette lettre montre que Yonghong a demandé qu'un ajustement soit effectué pour les différences de qualité entre les éléments de fixation chinois et les éléments de fixation produits par le producteur indien. Cependant, rien dans la lettre n'indique que des éléments de preuve ont été présentés à la Commission pour démontrer que cette différence de qualité alléguée affectait la comparabilité des prix, ainsi que l'exige l'article 2.4 de l'Accord antidumping.[625] Par ailleurs, il ne nous paraît pas évident que la Commission, comme l'expose la lettre, "reconnaisse[] dans ce document qu'il existe des différences de qualité entre les produits vendus par les producteurs chinois et ceux produits par le producteur indien ayant coopéré" dans les catégories qui ont effectivement été comparées. Le considérant 94 du Document pour la divulgation, auquel il est fait référence à ce propos, est identique au considérant 103 du Règlement définitif et, comme on l'a mentionné ci-dessus, concerne les différences de coûts des procédures de contrôle de la qualité du producteur indien et des producteurs-exportateurs chinois ayant coopéré, pour lesquelles un ajustement a été effectué. Ce considérant n'étaye donc pas l'affirmation selon laquelle la Commission a reconnu l'existence de différences de qualité entre les éléments de fixation chinois et indiens. La Chine n'a formulé aucun autre argument à ce sujet. Sur la base des considérations qui précèdent, nous rejetons l'allégation de la Chine selon laquelle la Commission a enfreint l'article 2.4 de l'Accord antidumping du fait qu'elle n'a pas apporté les ajustements nécessaires dans ses déterminations de l'existence d'un dumping dans l'enquête en cause.

---

[624] Pièce CHN-74, pages 10 et 11.

[625] Nous notons, à cet égard, que le dossier ne montre pas que Yonghong a présenté des renseignements à l'appui de son argument selon lequel il y avait une différence entre les éléments de fixation chinois et les éléments de fixation produits par le producteur indien. Cela était peut-être dû au fait que les producteurs chinois n'ont pas été informés en temps opportun de la base sur laquelle la Commission avait procédé à sa comparaison des prix. Nous rappelons que cet aspect est le principal fondement de l'allégation de la Chine relative aux aspects procéduraux de la détermination de l'existence d'un dumping établie par la Commission que nous examinons ci-dessous, aux paragraphes 7.470 à 7.508.

7. Question de savoir si l'Union européenne a enfreint l'article 3.1 et 3.2 de l'Accord antidumping dans sa détermination de l'existence d'une sous-cotation des prix

a) Arguments des parties

i) Chine

7.312 La Chine estime que la Commission a manqué aux obligations énoncées à l'article 3.1 et 3.2 de l'Accord antidumping dans sa détermination de l'existence d'une sous-cotation du prix. Elle reconnaît que l'article 3.2 ne prescrit pas de méthode particulière pour établir les déterminations de l'existence d'une sous-cotation du prix. Elle fait valoir toutefois que l'obligation générale figurant à l'article 3.1 de fonder une détermination de l'existence d'un dommage sur des éléments de preuve positifs et sur un examen objectif s'applique aux déterminations de l'existence d'une sous-cotation du prix. Selon la Chine, "[l]'obligation d'"objectivité" implique que la comparaison doit se faire d'une manière impartiale et qu'il faut comparer des produits comparables".[626] La Chine maintient que la Commission n'a pas observé ces principes pour deux raisons et demande donc au Groupe spécial de constater que la détermination de l'existence d'une sous-cotation du prix établie par la Commission était incompatible avec l'article 3.1 et 3.2 de l'Accord.

7.313 Premièrement, la Chine note que la Commission a demandé tant aux producteurs chinois qu'aux producteurs de l'UE de présenter les renseignements sur la base des NRP. Or, la Commission n'a pas fondé sa détermination de l'existence d'une sous-cotation du prix sur une comparaison des catégories de produits définies par les NRP complets. Au lieu de cela, elle a utilisé des NRP simplifiés en éliminant le facteur du diamètre et en utilisant uniquement la longueur en centimètres.[627] Selon la Chine, l'utilisation de ces NRP simplifiés a eu pour effet de regrouper des types de produits pour lesquels l'écart de prix était de 30 pour cent ou plus.[628] Cela a donc nui à la fiabilité des résultats des déterminations de l'existence d'une sous-cotation du prix établies par la Commission.[629] Par conséquent, la Chine estime que "du fait qu'elle n'a pas tenu compte des NRP complets ou qu'elle n'a pas effectué d'ajustements, l'Union européenne a fait abstraction de certaines différences dans les caractéristiques physiques qui affectent la comparabilité des prix et la vision des consommateurs et a rendu plus probable une constatation de l'existence d'un dommage, enfreignant ainsi l'article 3.1 et 3.2 de l'Accord antidumping.[630] Selon la Chine, le fait que la Commission a demandé que les renseignements soient présentés sur la base des NRP "laiss[ait] présumer que *toutes* les caractéristiques incluses dans les NRP étaient pertinentes pour assurer une comparaison impartiale et objective".[631] De l'avis de la Chine, du fait de cette présomption, la Commission aurait dû au moins examiner ces facteurs qui n'ont finalement pas été pris en compte pour procéder à l'analyse de la sous-cotation du prix et dire en conclusion pourquoi ils ne pouvaient pas affecter cette analyse.[632]

7.314 Deuxièmement, la Chine affirme que l'erreur causée par l'utilisation de NRP simplifiés a été "aggravée par la méthode retenue par les CE pour différencier les éléments de fixation spéciaux des

---

[626] Chine, première communication écrite, paragraphe 393.

[627] Chine, première communication écrite, paragraphe 391. Nous relevons qu'au paragraphe 841 de sa deuxième communication écrite, la Chine fait valoir que la Commission a omis non seulement la longueur mais également le diamètre. Comme nous l'avons noté au paragraphe 7.326 ci-dessous, les faits figurant dans le dossier montrent qu'en ce qui concerne ses déterminations de l'existence d'une sous-cotation du prix, la Commission a regroupé les éléments "longueur" et "diamètre" dans l'élément "dimension".

[628] La Chine fait valoir que cet écart de prix pouvait même atteindre 80 pour cent. Chine, première communication écrite, paragraphe 394.

[629] Chine, première communication écrite, paragraphe 394.

[630] Chine, réponse à la question n° 42 du Groupe spécial, paragraphe 147; Chine, deuxième communication écrite, paragraphe 849.

[631] Chine, deuxième communication écrite, paragraphe 845.

[632] Chine, deuxième communication écrite, paragraphe 834.

éléments de fixation ordinaires".[633] Elle note que dans sa détermination de l'existence d'une sous-cotation du prix, la Commission a fait une distinction entre les éléments de fixation ordinaires et les éléments de fixation spéciaux. C'est-à-dire que les prix des éléments de fixation ordinaires chinois ont été comparés aux prix des éléments de fixation ordinaires produits par la branche de production de l'UE, et que les prix des éléments de fixation spéciaux chinois ont été comparés aux prix des éléments de fixation spéciaux produits par la branche de production de l'UE. Or, la Chine estime que "les autorités de l'UE chargés de l'enquête ont classé tous les éléments de fixation comme éléments de fixation "ordinaires" à condition qu'ils répondent aux normes de l'industrie". Par conséquent, ces éléments de fixation "ordinaires" comprenaient aussi des éléments de fixation qui, outre qu'ils répondaient aux normes de l'industrie, répondaient aux exigences particulières de leurs clients.[634] La Chine affirme que, à la différence des éléments de fixation ordinaires exportés par les producteurs chinois, la majorité des éléments de fixation ordinaires produits par les producteurs de l'UE répondaient aussi à des exigences particulières des clients, et elle estime qu'ils étaient donc forcément plus coûteux que les éléments de fixation ordinaires chinois et que le fait de comparer les premiers aux seconds a entraîné le calcul de marges de sous-cotation du prix artificiellement élevées.[635] De plus, la Chine fait valoir que la Commission n'a pas effectué d'ajustement pour tenir compte des différences de qualité entre les éléments de fixation ordinaires chinois et les éléments de fixation ordinaires produits par la branche de production de l'UE. À cet égard, elle relève qu'au considérant 52 du Règlement définitif, qui traite de la question du "produit similaire", il est dit que toute différence de qualité entre les éléments de fixation chinois et les éléments de fixation de l'UE ferait l'objet d'ajustements.[636] Elle note aussi qu'au considérant 125, qui explique les déterminations de l'existence d'une sous-cotation du prix établies par la Commission, il est dit qu'une méthode similaire à celle décrite aux considérants 102 et 103, où sont décrites les déterminations de l'existence d'un dumping établies par la Commission, a été utilisée. Étant donné qu'au considérant 103 il est dit qu'un ajustement fondé sur le coût du contrôle de la qualité a été effectué dans le contexte des déterminations de l'existence d'un dumping, la Chine fait valoir qu'il ne ressort pas du dossier qu'un tel ajustement a été effectivement opéré.[637] Elle soutient que même si un ajustement pour tenir compte des différences dans les coûts du contrôle de la qualité a été opéré, ce n'est pas la même chose qu'un ajustement pour tenir compte des différences de qualité mentionné au considérant 52 du Règlement définitif et que, par conséquent, un tel ajustement ne suffirait pas pour tenir compte des différences de qualité entre les éléments de fixation chinois et ceux fabriqués dans l'UE.[638] La Chine conclut que le fait de ne pas tenir compte des différences de qualité entre les éléments de fixation chinois et ceux fabriqués dans l'UE qui, soutient la Chine, sont manifestement importantes du point de vue du consommateur et qui affectent les prix[639], a nui à l'objectivité des déterminations de l'existence d'une sous-cotation du prix établies par la Commission.[640]

ii) Union européenne

7.315 L'Union européenne affirme que cette allégation ne relève pas du mandat du Groupe spécial parce qu'elle n'a pas fait l'objet de consultations.[641] Elle reconnaît que dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, la Chine fait état d'une allégation relative à la détermination de l'existence d'une sous-cotation du prix établie par la Commission, mais elle fait valoir qu'aucune allégation de ce type n'a été formulée dans la demande de consultations et que cette question n'a pas

[633] Chine, première communication écrite, paragraphe 395.
[634] Chine, deuxième communication écrite, paragraphe 850.
[635] Chine, deuxième communication écrite, paragraphe 850.
[636] Chine, deuxième communication écrite, paragraphe 854.
[637] Chine, deuxième communication écrite, paragraphe 854.
[638] Chine, deuxième communication écrite, paragraphe 855.
[639] Chine, deuxième communication écrite, paragraphe 856.
[640] Chine, deuxième communication écrite, paragraphe 856.
[641] Union européenne, première communication écrite, paragraphe 485.

été abordée dans le cadre des consultations tenues entre les parties. L'Union européenne estime aussi que l'allégation de la Chine concernant la sous-cotation du prix a des fondements juridique et factuel différents de ceux des autres allégations relatives au dommage formulées par la Chine dans sa demande de consultations. Par conséquent, fait-elle valoir, cette allégation ne relève pas du mandat du Groupe spécial.[642]

7.316 Si le Groupe spécial constate que cette allégation relève de son mandat, l'Union européenne lui demande de rejeter les arguments de fond présentés par la Chine. Elle fait valoir que l'article 3.2 de l'Accord antidumping ne prescrit pas de méthode particulière pour établir les déterminations de l'existence d'une sous-cotation du prix. À cet égard, elle trouve des éléments à l'appui dans des rapports de groupes spéciaux antérieurs, y compris, entre autres, celui concernant le différend *CE – Accessoires de tuyauterie*, où le Groupe spécial a dit dans son raisonnement que l'article 3.2 n'exigeait pas qu'une analyse de la sous-cotation du prix dans le contexte d'un dumping comporte des ajustements comme ce que prescrit l'article 2.4 pour les comparaisons des prix dans les calculs de la marge de dumping.[643] L'Union européenne estime donc que l'on ne saurait faire valoir que la Commission a enfreint l'article 3.2 et 3.1 de l'Accord antidumping du fait qu'elle n'a pas fondé sa détermination de l'existence d'une sous-cotation du prix sur les NRP complets.[644] Elle fait observer que le raisonnement de la Chine repose sur le texte de l'article 2.4 et soutient que, comme le Groupe spécial *CE – Accessoires de tuyauterie* l'a constaté, les prescriptions de l'article 2.4 ne peuvent pas être transposées dans l'article 3.2.[645]

7.317 L'Union européenne maintient aussi que dans l'enquête sur les éléments de fixation, la Commission a comparé des produits similaires et fondamentalement comparables. Selon l'Union européenne,

> "la comparaison a été faite en réalité sur la base de 5 des 6 caractéristiques liées aux NRP. En outre, et parce que les parties intéressées chinoises l'ont expressément réclamé, une distinction a été faite entre les éléments de fixation ordinaires et les éléments de fixation spéciaux. Ce faisant, les autorités de l'UE ont assuré une comparaison qui était sans aucun doute équitable et impartiale puisqu'elles sont allées bien au-delà de ce qu'elles étaient tenues de faire au titre de l'Accord antidumping."[646]

L'Union européenne soutient que le simple fait que des types de produits différents inclus dans le même groupe de produits avaient des prix différents ne prive pas l'analyse de la sous-cotation du prix faite par la Commission de toute objectivité.[647] Par ailleurs, elle maintient qu'en réponse à l'argument des parties intéressées concernant les différences de qualité alléguées entre les éléments de fixation chinois et les éléments de fixation produits par les producteurs de l'UE, une distinction a été faite entre les éléments de fixation ordinaires et les éléments de fixation spéciaux qui a éliminé la possibilité de comparer les éléments de fixation ordinaires chinois peu coûteux avec les éléments de fixation spéciaux généralement plus coûteux produits par les producteurs de l'UE.[648] Les arguments de la Chine au sujet des différences de qualité qui n'ont pas été prises en compte sont donc dénués de fondement.

---

[642] Union européenne, paragraphes 488 à 491.
[643] Union européenne, première communication écrite, paragraphe 496.
[644] Union européenne, première communication écrite, paragraphe 498.
[645] Union européenne, deuxième communication écrite, paragraphe 166.
[646] Union européenne, deuxième communication écrite, paragraphe 167.
[647] Union européenne, première communication écrite, paragraphe 504.
[648] Union européenne, première communication écrite, paragraphes 501 et 502.

b) Évaluation par le Groupe spécial

i) Mandat du Groupe spécial

7.318 L'Union européenne soutient que l'allégation formulée par la Chine ne relève pas du mandat du Groupe spécial parce qu'elle n'a pas fait l'objet de consultations. Selon l'Union européenne, cette allégation n'était pas du tout mentionnée dans la demande de consultations présentée par la Chine et n'a pas non plus été abordée pendant les consultations. La Chine maintient que cette allégation figurait dans sa demande de consultations et a fait l'objet de discussions pendant les consultations. Elle fait valoir que la liste de questions[649] qu'elle a fait parvenir à l'Union européenne avant la tenue des consultations le confirme.

7.319 La demande de consultations présentée par la Chine comprend deux références à l'article 3.2 de l'Accord antidumping. La première référence figure dans le texte introductif du deuxième paragraphe. Ce paragraphe est libellé comme suit:

> "2. La Chine considère que l'imposition par les CE de droits antidumping sur les importations de certains éléments de fixation en fer ou en acier originaires de la République populaire de Chine est incompatible avec leurs obligations au titre des articles VI et X:3 a) du GATT de 1994; des articles 1, 2.1, 2.2. 2.4, 2.6, 3.1, 3.2, 3.4, 3.5, 4.1, 5.4, 6.1, 6.2, 6.4, 6.5, 6.10, 9.2, 9.4 et 17.6 i) de l'Accord antidumping et du paragraphe 15 de la partie I du Protocole d'accession de la Chine." (non souligné dans l'original)

La Chine fait valoir que c'est dans cette partie de sa demande de consultations que son allégation relative à la sous-cotation du prix est mentionnée. Le reste du deuxième paragraphe énumère 14 aspects de la plainte de la Chine concernant le Règlement définitif. La deuxième référence à l'article 3.2 figure au point x) de cette énumération, lequel dit ce qui suit:

> "[L]es CE n'ont pas exclu du volume des importations, aux fins de la détermination de l'existence d'un dommage, les importations qui ne font pas l'objet d'un dumping, agissant ainsi d'une manière incompatible avec l'article 3.1 et 3.2 de l'Accord antidumping et avec l'article VI:1 du GATT de 1994."

7.320 Nous relevons que dans le texte introductif du deuxième paragraphe de la demande de consultations, il est fait référence à l'imposition de droits antidumping dans le cadre de l'enquête sur les éléments de fixation en acier et, par conséquent, que la mesure spécifique en cause est dûment indiquée. Pour ce qui est "du fondement juridique de la plainte", qui est le deuxième élément dont l'article 4:4 du Mémorandum d'accord exige l'inclusion dans une demande de consultations, le texte introductif énumère les divers articles de l'Accord antidumping avec lesquels la Chine affirme que la mesure spécifique est incompatible. Dans les 14 alinéas qui suivent les aspects de la plainte de la Chine relative au Règlement définitif sont énumérés, mais il n'y est pas textuellement fait mention de la question de la sous-cotation du prix. Par conséquent, il nous faut à titre préliminaire déterminer si la référence faite à l'article 3.2 de l'Accord antidumping dans le texte introductif du deuxième paragraphe de la demande de consultations satisfait à la prescription de l'article 4:4 du Mémorandum d'accord en ce qui concerne la plainte de la Chine relative à l'analyse de la sous-cotation du prix dans l'enquête sur les éléments de fixation. Selon nous, la réponse à cette question dépend en partie de la nature de la ou des obligations énoncées dans la ou les dispositions particulières citées que la mesure en cause aurait violées et en partie des termes spécifiques de la demande de consultations.

[649] Pièce CHN-65.

7.321 L'article 3.2 de l'Accord antidumping dispose ce qui suit:

> "3.2 Pour ce qui concerne le volume des importations qui font l'objet d'un dumping, les autorités chargées de l'enquête examineront s'il y a eu augmentation notable des importations faisant l'objet d'un dumping, soit en quantité absolue, soit par rapport à la production ou à la consommation du Membre importateur. Pour ce qui concerne l'effet des importations faisant l'objet d'un dumping sur les prix, les autorités chargées de l'enquête examineront s'il y a eu, dans les importations faisant l'objet d'un dumping, sous-cotation notable du prix par rapport au prix d'un produit similaire du Membre importateur, ou si ces importations ont, d'une autre manière, pour effet de déprimer les prix dans une mesure notable ou d'empêcher dans une mesure notable des hausses de prix qui, sans cela, se seraient produites. Un seul ni même plusieurs de ces facteurs ne constitueront pas nécessairement une base de jugement déterminante."

L'article 3.2 traite donc dans le détail de deux des trois grands éléments d'une détermination de l'existence d'un dumping, à savoir l'examen du volume des importations qui font l'objet d'un dumping et l'examen de l'incidence des prix de ces importations sur les prix pratiqués par la branche de production nationale produisant le produit similaire dans le pays d'importation. S'agissant du volume, il dispose que les autorités doivent examiner s'il y a eu augmentation du volume des importations faisant l'objet d'un dumping, soit en quantité absolue, soit par rapport à la production ou à la consommation du pays importateur. S'agissant de l'analyse du prix, l'article 3.2 dit que les autorités chargées de l'enquête doivent examiner s'il y a eu, dans les importations faisant l'objet d'un dumping, sous-cotation notable du prix, ou si les prix des importations faisant l'objet d'un dumping ont eu pour effet de déprimer les prix pratiqués par la branche de production nationale dans une mesure notable ou d'empêcher dans une mesure notable des hausses de ces prix.[650]

7.322 L'article 3.2 est une disposition qui contient de multiples obligations pour les autorités chargées de l'enquête. Bien que l'Organe d'appel ait indiqué que la simple énumération des dispositions juridiques dont il est allégué qu'elles ont été violées puisse ne pas suffire pour présenter un bref exposé du fondement juridique de la plainte qui soit suffisant pour énoncer clairement le problème dans une demande d'établissement d'un groupe spécial[651], il ne nous paraît pas évident qu'il faille suivre une approche similaire en ce qui concerne une demande de consultations. Contrairement à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord, qui énonce la prescription voulant que la demande d'établissement d'un groupe spécial contienne un bref exposé du fondement juridique de la plainte, qui doit être suffisant pour énoncer clairement le problème, l'article 4:4 du Mémorandum d'accord exige seulement que la demande de consultations contienne "une indication … du fondement juridique de la plainte". Selon nous, il s'agit d'une prescription moins rigoureuse que celle de l'article 6:2, à laquelle il peut fort bien être satisfait dans un cas particulier en énumérant les articles dont il est allégué qu'ils ont été violés. Dans sa demande de consultations, la Chine indique clairement qu'elle sollicite des consultations avec l'Union européenne concernant des violations alléguées des dispositions de l'Accord antidumping qui sont mentionnées dans le texte introductif du deuxième paragraphe. S'il est vrai que les alinéas qui suivent contiennent des renseignements additionnels concernant les circonstances des violations alléguées, mais non en ce qui concerne la sous-cotation du prix, il ne nous paraît pas évident que cela soit rigoureusement nécessaire aux fins de l'article 4:4.[652] En

---

[650] La dépression des prix signifie que les prix baissent dans le pays importateur, tandis que l'empêchement de hausses de prix signifie que les prix dans le pays importateur, soit n'augmentent pas, soit augmentent moins que ce ne serait sinon le cas. Aucune de ces deux situations n'était en cause dans l'enquête correspondante.

[651] Rapport de l'Organe d'appel *Corée – Produits laitiers*, paragraphe 124.

[652] Nous ne considérons pas qu'une plus grande particularité puisse être souhaitable dans une demande de consultations ni que cela permettrait de mieux orienter les consultations.

l'espèce, nous considérons que la référence faite à l'article 3.2 dans le texte introductif du deuxième paragraphe de la demande de consultations est suffisante pour "indiquer" que le fondement juridique de la plainte est une violation d'un certain aspect de cette disposition. Par ailleurs, nous notons qu'il n'est pas contesté que la demande d'établissement d'un groupe spécial énonce clairement une allégation de violation en ce qui concerne l'analyse de la sous-cotation du prix, et qu'il peut donc être considéré que cette allégation concerne le même différend et qu'elle a été précisée par rapport à la question mentionnée dans la demande de consultations. C'est pourquoi nous concluons que la demande de consultations présentée par la Chine contient effectivement une "indication [suffisante] du fondement juridique", à savoir l'article 3.2 de l'Accord antidumping, en ce qui concerne la plainte de la Chine relative à l'analyse de la sous-cotation du prix effectuée par la Commission et que cette allégation relève de notre mandat.

7.323 S'agissant de l'allégation de la Chine au titre de l'article 3.1 de l'Accord, nous notons que dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, la Chine cite l'article 3.1, en plus de l'article 3.2, en ce qui concerne son allégation relative à la sous-cotation du prix. Dans les communications qu'elle a adressées au Groupe spécial, elle invoque à la fois l'article 3.1 et l'article 3.2 relativement à cette allégation. Pour ce qui est de savoir si la demande de consultations indique le fondement juridique d'une plainte formulée au titre de l'article 3.1 relativement à la sous-cotation du prix, nous relevons que l'article 3.1 est mentionné dans le texte introductif du deuxième paragraphe de la demande de consultations. Nous rappelons que l'article 3.1 énonce les obligations générales incombant aux autorités chargées de l'enquête en ce qui concerne les déterminations de l'existence d'un dommage et qu'il mentionne les trois grandes composantes d'une telle détermination. Si, dans sa demande de consultations, la Chine n'avait fait référence qu'à l'article 3.1, il aurait peut-être été difficile de conclure que la demande contenait une indication suffisante du fondement juridique d'une plainte relative à la sous-cotation du prix, qui est expressément visée à l'article 3.2. Or, dans la même phrase du texte introductif du deuxième paragraphe de la demande de consultations, la Chine fait référence à l'article 3.2 de l'Accord antidumping. Nous considérons que la violation alléguée de l'article 3.1 dépend d'une constatation de manquement aux obligations énoncées dans un ou plusieurs des autres articles de l'Accord antidumping auxquels il est fait référence dans la première phrase du paragraphe 2, lequel définit plus en détail la prescription générale énoncée à l'article 3.1. Comme nous avons conclu que la demande de consultations comprend l'allégation de la Chine relative à la sous-cotation du prix, nous constatons également que la violation subordonnée alléguée de l'article 3.1 est aussi incluse dans la demande.[653]

ii) Analyse de fond

7.324 L'allégation de la Chine repose sur deux grands arguments: a) l'argument voulant que la Commission ait agi d'une manière incompatible avec l'article 3.1 et 3.2 de l'Accord antidumping en ne fondant pas sa détermination de l'existence d'une sous-cotation du prix sur les NRP complets; et b) l'argument voulant que la méthode utilisée pour établir une distinction entre les éléments de fixation ordinaires et les éléments de fixation spéciaux n'a pas permis de faire une détermination objective de l'existence d'une sous-cotation du prix. Nous examinons ci-après ces deux arguments l'un après l'autre.

7.325 S'agissant du premier argument de la Chine, nous relevons que l'article 3.2 de l'Accord antidumping dispose, entre autres, que dans une détermination de l'existence d'un dumping, les autorités chargées de l'enquête doivent examiner s'il y a eu, dans les importations faisant l'objet d'un dumping, sous-cotation notable du prix par rapport aux prix du produit similaire dans le pays

[653] En conséquence, nous n'avons pas à examiner ensuite si, dans le cas où nous n'aurions pas constaté que la plainte formulée au titre de l'article 3.2 relativement à la sous-cotation du prix était incluse dans la demande de consultations, nous aurions néanmoins constaté que la plainte formulée au titre de l'article 3.1 était, de façon indépendante, incluse dans cette même demande.

importateur. L'article 3.2 ne prescrit toutefois pas de méthode particulière pour l'examen de la sous-cotation du prix ni n'exige que soit établie une détermination de l'existence d'une sous-cotation du prix.[654] Les autorités chargées de l'enquête ont donc un certain pouvoir discrétionnaire en ce qui concerne le choix de la méthode qu'elles suivront pour examiner la sous-cotation du prix et établir une détermination. Ce pouvoir n'est toutefois pas illimité. L'obligation générale énoncée à l'article 3.1 de l'Accord antidumping de procéder à un examen objectif sur la base d'éléments de preuve positifs définit plutôt les limites imposées au pouvoir discrétionnaire des autorités dans le contexte de l'examen de la sous-cotation du prix.[655] Par conséquent, pour établir *prima facie* l'existence d'une violation, la Chine doit établir que l'analyse de la sous-cotation du prix effectuée par la Commission ne constituait pas un examen objectif fondé sur des éléments de preuve positifs ainsi que l'exige l'article 3.1 de l'Accord antidumping. À cet égard, nous relevons la déclaration de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Acier laminé à chaud* selon laquelle "un "examen objectif" [au titre de l'article 3.1] exige que l'on enquête sur la branche de production nationale, et sur les effets des importations faisant l'objet d'un dumping, de manière impartiale, sans favoriser au cours de l'enquête les intérêts d'aucune partie intéressée ou d'aucun groupe de parties intéressées".[656] Nous examinerons donc si la Chine a produit des éléments de preuve montrant que la Commission a agi d'une manière partiale ou a favorisé les intérêts de certaines parties intéressées dans le cadre de sa détermination de l'existence d'une sous-cotation du prix dans l'enquête en cause.

7.326 Les faits portés à notre connaissance indiquent que dans l'enquête sur les éléments de fixation, les producteurs chinois et ceux de l'UE ont présenté les renseignements concernant les prix sur la base des NRP. À l'origine, les NRP définis par la Commission comprenaient six éléments. Dans son analyse de la sous-cotation du prix, toutefois, la Commission a "simplifié" les NRP en remplaçant deux éléments distincts, le "diamètre" et la "longueur", par une seule "caractéristique de dimension"

---

[654] Rapport du Groupe spécial *CE – Accessoires de tuyauterie*, paragraphe 7.278, où le Groupe spécial a fait observer que tandis que le calcul de la marge de dumping était décisif dans une détermination de l'existence d'un dumping, la sous-cotation du prix n'était pas décisive dans une détermination de l'existence d'un dommage, mais faisait plutôt partie de l'évaluation globale du dommage causé à la branche de production nationale. Le Groupe spécial a ensuite observé ce qui suit:

> "Bien que cela assurément ne justifie en rien un examen arbitraire ou partial, en particulier eu égard au fait que l'Accord ne définit pas de conditions ou critères ou méthode spécifiques, cela permet à l'autorité chargée de l'enquête d'avoir une certaine latitude pour procéder à l'évaluation de la sous-cotation du prix."

Id. Voir aussi le rapport du Groupe spécial *Égypte – Mesures antidumping définitives à l'importation de barres d'armature en acier en provenance de Turquie* ("*Égypte – Barres d'armature en acier*"), WT/DS211/R, adopté le 1er octobre 2002, paragraphe 7.73.

[655] Rapport du Groupe spécial *CE – Accessoires de tuyauterie*, paragraphe 7.292, où le Groupe spécial a observé, faisant référence à l'obligation énoncée à l'article 3.1 de procéder à un "examen objectif" sur la base d'"éléments de preuve positifs", que l'examen des autorités chargées de l'enquête devait:

> "[être] conforme aux impératifs des principes de base de la bonne foi et de l'équité fondamentale. L'autorité chargée de l'enquête [devait] donc assurer un traitement impartial des renseignements et des données figurant dans le dossier de l'enquête. Toutefois, étant donné que le contraste frappant du point de vue du texte, du contexte, de la nature juridique et de la raison d'être entre les dispositions de l'article 2 de l'*Accord antidumping* concernant le calcul de la marge de dumping et celles de l'article 3 concernant l'analyse du dommage, nous refusons de transposer globalement les obligations méthodologiques plus détaillées énoncées à l'article 2 concernant le dumping dans les dispositions de l'article 3 concernant l'analyse du dommage."

Le Groupe spécial a aussi observé que les différences de prix pertinentes pouvaient ne pas être les mêmes dans le contexte d'une analyse de la sous-cotation du prix et dans celui d'une analyse de la marge de dumping. *Id*., paragraphe 7.293.

[656] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier laminé à chaud*, paragraphe 193.

plus générale.[657] Il en a résulté des NRP "modifiés" ou "simplifiés" qui comprenaient cinq caractéristiques au lieu de six, et les renseignements sur les prix ont été catégorisés selon les NRP modifiés aux fins des comparaisons de la sous-cotation du prix.

7.327 En réponse à une question du Groupe spécial, la Chine a dit qu'elle "n'allégu[ait] pas dans l'abstrait que la Commission [était] tenue d'examiner nécessairement et systématiquement ces questions sur la base des NRP".[658] Elle soutient, toutefois, qu'il était demandé de présenter les renseignements sur la base des NRP pour faire en sorte que ce soient les mêmes types de produits qui soient comparés et par conséquent réduire le plus possible la nécessité d'effectuer des ajustements. Elle estime donc que "les NRP doivent nécessairement inclure les caractéristiques de produits qui justifieraient un ajustement pour tenir compte des différences dans les caractéristiques physiques".[659] Nous notons que cet argument est essentiellement le même que celui formulé par la Chine concernant la non-utilisation des NRP complets dans le contexte des déterminations de l'existence d'un dumping établies par la Commission. Dans le cas présent, la Chine soutient que puisque la Commission a demandé aux parties intéressées de présenter les renseignements sur la base des NRP, la détermination de l'existence d'une sous-cotation du prix aurait dû être fondée sur les NRP complets. Autrement dit, selon la Chine, dans sa détermination de l'existence d'une sous-cotation du prix, la Commission aurait dû tenir compte des NRP complets ou effectuer des ajustements pour tenir compte des différences qui affectaient la comparabilité des prix.[660] L'Union européenne fait toutefois valoir que le fait qu'il a été demandé de présenter les renseignements sur la base des NRP ne veut pas dire que toutes les caractéristiques de produits indiquées par les NRP étaient pertinentes pour l'analyse de la sous-cotation du prix. Elle maintient aussi qu'il n'y a rien d'orienté, en faveur ou en défaveur des producteurs étrangers, dans le fait d'utiliser les NRP pour procéder aux comparaisons de prix. Selon l'Union européenne, contrairement à l'article 2.4, l'article 3.2 n'exige même pas que des ajustements soient effectués dans le contexte de l'analyse de la sous-cotation du prix.[661]

7.328 Il est clair que le texte de l'article 3.2 ne donne aucune indication d'ordre méthodologique sur la manière dont l'autorité chargée de l'enquête doit "examiner" s'il y a eu sous-cotation notable du prix. À notre avis, il peut être démontré qu'il y a sous-cotation des prix en comparant les prix du produit similaire de la branche de production nationale avec les prix des importations faisant l'objet d'un dumping, comme l'Union européenne l'a fait dans la présente affaire. Cependant, il n'y a pas dans l'article 3.2 de prescription équivalente à celle de l'article 2.4 de l'Accord antidumping concernant l'obligation de "dûment tenir compte" des différences affectant la comparabilité des prix. Selon nous, même s'il est clair que les exigences générales relatives à l'examen objectif et aux éléments de preuve positifs énoncées à l'article 3.1 limitent le pouvoir discrétionnaire de l'autorité chargée de l'enquête dans la conduite d'une analyse de la sous-cotation du prix, cela ne veut pas dire que les prescriptions de l'article 2.4 concernant l'obligation de dûment tenir compte des différences affectant la comparabilité des prix sont applicables.[662] Ainsi, par exemple, les ajustements effectués dans le contexte de l'analyse de la sous-cotation du prix peuvent être un moyen utile de garantir qu'il est satisfait aux prescriptions relatives à l'examen objectif d'éléments de preuve positifs de l'article 3.1,

[657] Ces NRP simplifiés sont présentés dans la pièce CHN-55. Le tableau reproduit dans cette pièce présente les NRP simplifiés dans la première colonne et les NRP complets originaux correspondants dans la deuxième colonne. Dans sa réponse à la question n° 43 b) du Groupe spécial, l'Union européenne a expliqué que les trois derniers chiffres des NRP originaux faisaient référence à la "longueur" et les trois avant-derniers chiffres, au "diamètre", et que ces deux séries de trois chiffres ont été remplacées par la "dimension" que désignent les deux derniers chiffres des NRP simplifiés. La Chine n'a pas contesté les explications avancées par l'Union européenne à ce sujet.

[658] Chine, réponse à la question n° 41 du Groupe spécial.

[659] Chine, réponse à la question n° 41 du Groupe spécial.

[660] Chine, première communication écrite, paragraphe 396; Chine, réponse à la question n° 41 du Groupe spécial.

[661] Union européenne, deuxième communication écrite, paragraphe 166.

[662] Rapport du Groupe spécial *CE – Accessoires de tuyauterie*, paragraphe 7.292.

tout comme pourrait l'être l'utilisation de catégories de produits soigneusement définies pour la collecte des renseignements sur les prix. En l'espèce, la Commission avait demandé que les renseignements sur les prix soient présentés sur la base de NRP comprenant six éléments, et ensuite, lorsqu'elle a procédé aux comparaisons de la sous-cotation du prix, elle a "simplifié" les NRP en faisant référence à la "dimension" plutôt qu'à la "longueur" et au "diamètre". Tout d'abord, il ne nous paraît pas du tout évident, et la Chine n'a présenté aucun argument en ce sens, que la caractéristique de la dimension ne soit pas un indicateur indirect approprié des deux caractéristiques distinctes que sont la longueur et le diamètre. Nous ne considérons donc pas qu'en simplifiant les NRP sur la base desquels l'analyse de la sous-cotation du prix a été effectuée, l'Union européenne a agi d'une manière incompatible avec l'obligation de procéder à un examen objectif sur la base d'éléments de preuve positifs, ainsi que l'exige l'article 3.1 de l'Accord antidumping. Mais surtout, étant donné qu'il n'y a aucune obligation de dûment tenir compte, aux fins de l'analyse de la sous-cotation du prix, même des différences dont il faut dûment tenir compte en vertu de l'article 2.4 lorsqu'on procède à des comparaisons pour déterminer l'existence d'un dumping, le simple fait que la Commission n'a pas agi ainsi n'établit pas, à notre avis, qu'il y a violation de l'article 3.1 et 3.2 de l'Accord antidumping.

7.329 Quoi qu'il en soit, nous rappelons que nous avons rejeté l'allégation de la Chine selon laquelle le fait de ne pas avoir utilisé les NRP complets ou de ne pas avoir effectué d'ajustements pour tenir compte des éléments des NRP qui ne correspondaient pas aux types de produits effectivement comparés dans le cadre de la détermination de l'existence d'un dumping était incompatible avec l'article 2.4 de l'Accord antidumping. Compte tenu de cette conclusion, nous ne voyons aucune raison d'en conclure autrement en ce qui concerne l'allégation de la Chine relative à la sous-cotation du prix, pour laquelle il existe encore moins d'indications d'ordre méthodologique.

7.330 Le deuxième argument de la Chine est que la méthode utilisée par la Commission pour établir une distinction entre les éléments de fixation ordinaires et les éléments de fixation spéciaux n'a pas permis de faire une détermination objective de l'existence d'une sous-cotation du prix. La Chine reconnaît que la Commission a établi une distinction entre les éléments de fixation ordinaires et les éléments de fixation spéciaux, et que dans sa détermination de l'existence d'une sous-cotation du prix, elle a comparé les prix des éléments de fixation ordinaires chinois avec ceux des éléments de fixation ordinaires de l'UE.[663] Elle fait valoir, toutefois, que comme le définit le considérant 54 du Règlement définitif, "les éléments de fixation "ordinaires" produits par les producteurs communautaires comprenaient non seulement les éléments de fixation ordinaires qui étaient simplement conformes aux normes de l'industrie, mais également des éléments de fixation qui, en plus d'être conformes à ces mêmes normes, répondaient aux exigences additionnelles spécifiques des clients de l'industrie".[664] La Chine qualifie les éléments de fixation ordinaires qui ne satisfont qu'aux exigences de l'industrie d'"éléments de fixation ordinaires de base" et ceux qui répondent aussi aux exigences des clients d'"éléments de fixation ordinaires améliorés".[665] Selon la Chine, "les autorités de l'UE chargées de l'enquête auraient dû comparer les "éléments de fixation ordinaires de base" de fabrication chinoise et les "éléments de fixation ordinaires de base" fabriqués dans l'UE et comparer par ailleurs les "éléments de fixation ordinaires améliorés" de fabrication chinoise et les "éléments de fixation ordinaires améliorés" fabriqués dans l'UE."[666]

7.331 L'Union européenne ne souscrit pas à cette qualification des éléments de fixation donnée par la Chine et fait valoir qu'"[u]n élément de fixation ordinaire répond simplement à une norme, qui est spécifiée par le producteur si l'élément de fixation est produit pour regarnir le stock, ou par le client si

[663] Chine, deuxième communication écrite, paragraphe 851; Chine, réponse à la question n° 93 a) du Groupe spécial.
[664] Chine, deuxième communication écrite, paragraphe 850.
[665] Chine, réponse à la question n° 93 a) du Groupe spécial.
[666] Chine, réponse à la question n° 93 a) du Groupe spécial.

l'élément de fixation est fabriqué sur commande".[667] Elle maintient aussi que les éléments de fixation qui répondent aux exigences de l'industrie mais qui en outre satisfont à des exigences spécifiques des clients seraient considérés comme des éléments de fixation spéciaux quel que soit leur pays d'origine. L'Union européenne ajoute qu'un client peut "commander un élément de fixation "ordinaire" en spécifiant simplement la norme, la résistance, l'épaisseur et le diamètre".[668]

7.332 À l'appui de son argument selon lequel la Commission a considéré comme des éléments de fixation "ordinaires" des éléments de fixation qu'elle qualifie d'éléments de fixation "ordinaires améliorés", c'est-à-dire des éléments de fixation qui, en plus de répondre aux spécifications pertinentes de l'industrie satisfont à certaines exigences des clients, la Chine se réfère à la partie ci-après du considérant 54 du Règlement définitif:

> "S'il est admis que les divers types d'éléments de fixation ne peuvent pas tous être utilisés pour toutes les applications, notamment dans le cas des éléments de fixation "spéciaux" et des applications haut de gamme, il a néanmoins été établi que, **dans le cadre d'une même norme, tous les types étaient interchangeables pour la plupart des autres applications**."[669] (caractères gras ajoutés par la Chine)

Nous notons que ce passage souligne d'abord le fait que ce ne sont pas tous les types d'éléments de fixation qui peuvent être utilisés pour toutes les applications, et qu'il fait spécifiquement référence aux éléments de fixation spéciaux. Le membre de phrase mis en évidence par la Chine signifie que les éléments de fixation qui répondent aux mêmes normes répondraient généralement tous aux mêmes besoins. Selon nous, cela n'étaye pas l'allégation de la Chine selon laquelle, dans l'enquête en cause, la Commission a comparé les prix de ce que la Chine appelle les "éléments de fixation ordinaires améliorés" fabriqués dans l'UE avec les prix des "éléments de fixation ordinaires de base" chinois. En fait, nous voyons mal ce que recouvrent les catégories éléments "ordinaires améliorés" et éléments "ordinaires de base" dont la Chine affirme l'existence. Nous pouvons encore moins trouver d'indications dans le Règlement définitif qui laisseraient entendre que la Commission a admis que ces catégories existaient. Nous constatons donc que la Chine n'a pas montré *prima facie* que la Commission avait comparé les "éléments de fixation ordinaires de base" de fabrication chinoise avec les "éléments de fixation ordinaires améliorés" fabriqués dans l'UE (ou vice versa), et par conséquent, qu'elle n'a pas démontré à cet égard que les comparaisons faites par la Commission ont donné lieu à une détermination non objective de l'existence d'une sous-cotation du prix.

7.333 Ensuite, la Chine estime que la Commission n'a pas pris en compte les différences de qualité entre les éléments de fixation chinois et les éléments de fixation produits par les producteurs de l'UE. À cet égard, elle fait observer qu'en ce qui concerne la question du produit similaire, le considérant 52 du Règlement définitif mentionne que toutes les différences de qualité perçues entre les éléments de fixation chinois et ceux de l'UE seraient prises en compte au moyen d'ajustements. Elle fait aussi observer que le considérant 125 mentionne que dans ses déterminations de l'existence d'une sous-cotation du prix, la Commission a suivi une approche semblable à celle suivie dans les déterminations de l'existence d'un dumping pour procéder à des comparaisons par type de produits, lesquelles prennent en compte les caractéristiques du produit faisant l'objet de la comparaison. Elle fait ensuite référence au considérant 103 qui dit qu'un ajustement pour tenir compte des différences dans les coûts du contrôle de la qualité a été effectué dans le contexte des calculs de la marge de dumping, et elle soutient qu'il ne ressort pas du dossier qu'un ajustement similaire a été effectué dans le contexte des déterminations de l'existence d'une sous-cotation du prix. La Chine soutient que même si un tel ajustement a été effectué, cela ne suffirait pas pour prendre en compte les différences de qualité entre les éléments de fixation chinois et ceux fabriqués dans l'UE.

---

[667] Union européenne, observations sur la réponse de la Chine à la question n° 93 a) du Groupe spécial.
[668] Union européenne, observations sur la réponse de la Chine à la question n° 93 a) du Groupe spécial.
[669] Chine, deuxième communication écrite, paragraphe 850.

7.334 S'agissant de l'ajustement pour tenir compte des différences de coûts du contrôle de la qualité, nous notons qu'il a été effectué dans le contexte du calcul de la marge de dumping et en ce qui concerne les éléments de fixation produits en Inde et ceux produits en Chine. Selon nous, il n'est donc pas pertinent pour la question dont nous sommes saisis de savoir si la comparaison des prix à laquelle a procédé la Commission entre les éléments de fixation chinois exportés vers l'Union européenne et les éléments de fixation produits par la branche de production de l'Union européenne était compatible avec l'article 3.1 et 3.2 de l'Accord antidumping. De la même manière, l'argument de la Chine concernant la question de savoir si un ajustement fondé sur les coûts du contrôle de la qualité permet ou non d'éliminer une différence de qualité[670] n'est pas non plus pertinent, non seulement parce que, comme nous l'avons dit plus haut, les "ajustements" au sens de l'obligation de dûment tenir compte prévue à l'article 2.4 de l'Accord antidumping ne sont pas nécessaires dans le contexte de la sous-cotation du prix, mais également parce que l'ajustement en question ne concernait pas la comparaison entre les éléments de fixation chinois exportés vers l'Union européenne et les éléments de fixation produits par la branche de production de l'Union européenne.

7.335 De plus, la Chine soutient qu'il existait des différences de qualité entre les matières premières utilisées pour fabriquer les éléments de fixation chinois et celles utilisées pour fabriquer les éléments de fixation de l'UE, et elle affirme qu'il aurait fallu les prendre en compte.[671] Nous relevons qu'au considérant 54 du Règlement définitif, la Commission a formulé les constatations suivantes au sujet des différences de qualité alléguées entre les éléments de fixation fabriqués en Chine et ceux fabriqués dans l'Union européenne:

> "Par ailleurs, malgré les prix plus bas observés en RPC, la confédération européenne de l'industrie sidérurgique (Eurofer) a confirmé qu'il n'existait pas de différence de qualité majeure entre l'acier produit en RPC et l'acier produit dans la Communauté, lorsqu'il correspond à une catégorie normalisée. Il est donc conclu que les différences de qualité des matières premières n'ont aucune incidence sur la comparabilité des éléments de fixation exportés par la RPC et de ceux qui sont produits et vendus dans la Communauté." (non souligné dans l'original)

Il est donc clair que la Commission a conclu, dans le contexte de son examen du produit similaire, que les différences de qualité alléguées des matières premières utilisées dans la fabrication des éléments de fixation chinois et des éléments de fixation de l'UE n'affectaient pas leur comparabilité. La Chine maintient en outre que la question des différences de qualité était plus vaste que celle des différences dans les matières premières, et incluait d'autres éléments tels que le revêtement, etc.[672] Elle n'étaye toutefois pas cette affirmation. Nous considérons donc que la Chine n'a pas établi *prima facie* qu'il existait des différences de qualité entre les éléments de fixation chinois et les éléments de fixation produits dans l'UE et, par conséquent, qu'elle n'a pas démontré que la Commission n'avait pas procédé à un examen objectif de la sous-cotation du prix à cet égard.

7.336 Sur la base des considérations précédentes, nous rejetons l'allégation de la Chine selon laquelle la détermination de l'existence d'une sous-cotation du prix établie par la Commission était incompatible avec l'article 3.1 et 3.2 de l'Accord antidumping.[673]

---

[670] Chine, deuxième communication écrite, paragraphe 855.
[671] Chine, réponse à la question n° 95 du Groupe spécial.
[672] Chine, réponse à la question n° 95 du Groupe spécial.
[673] Nous notons que la Chine n'a pas formulé d'allégation en ce qui concerne les aspects de la détermination de l'existence d'une sous-cotation du prix établie par la Commission relatifs à la régularité de la procédure. Chine, réponse à la question n° 40 du Groupe spécial; Chine, deuxième déclaration orale, paragraphe 105.

8. Question de savoir si l'Union européenne a enfreint l'article 3.1, 3.2, 3.4 et 3.5 de l'Accord antidumping lorsqu'elle a examiné le volume des importations faisant l'objet d'un dumping

a) Arguments des parties

i) Chine

7.337 La Chine fait valoir que la Commission a enfreint l'article 3.1, 3.2, 3.4 et 3.5 de l'Accord antidumping en traitant toutes les importations en provenance de Chine comme faisant l'objet d'un dumping. En ce qui concerne le premier aspect de son allégation, elle note que l'autorité chargée de l'enquête a constaté que deux producteurs chinois qui avaient fait l'objet d'un examen individuel dans le cadre de l'enquête en question ne pratiquaient pas le dumping.[674] La Chine invoque le texte de l'article 3.1 et 3.2 de l'Accord antidumping, deux rapports de groupes spéciaux et un rapport de l'Organe d'appel à l'appui de son affirmation selon laquelle l'Union européenne était tenue d'exclure les importations en provenance de ces deux importateurs lorsqu'elle a examiné les effets des "importations faisant l'objet d'un dumping" sur la branche de production nationale.[675] Elle reconnaît que bien qu'il n'y ait pas de méthode spécifique à suivre pour calculer le volume des "importations faisant l'objet d'un dumping", il est indispensable que l'examen de ces importations ne porte que sur les importations "faisant l'objet d'un dumping" par opposition aux importations dont il est constaté qu'elles ne font pas l'objet d'un dumping.[676] Par conséquent, la Chine considère que l'inclusion d'importations ne faisant pas l'objet d'un dumping dans le volume des "importations faisant l'objet d'un dumping" examinées constitue nécessairement une violation de l'article 3.1 et 3.2 de l'Accord antidumping.[677] Elle juge que l'invocation par l'Union européenne du faible volume des importations ne faisant pas l'objet d'un dumping en l'espèce pose problème, étant donné qu'il n'est pas possible de savoir quel pourcentage d'importations ne faisant pas l'objet d'un dumping sera suffisamment faible pour qu'il soit néanmoins satisfait aux prescriptions de l'article 3.1 et 3.2.[678]

7.338 En ce qui concerne le deuxième aspect de son allégation, la Chine fait valoir que compte tenu du fait qu'il a été constaté que ces deux producteurs chinois ayant fait l'objet d'un examen individuel ne pratiquaient pas le dumping, la Commission ne pouvait légitimement pas traiter toutes les importations provenant des producteurs chinois pour lesquels une marge de dumping individuelle n'avait pas été calculée comme faisant l'objet d'un dumping.[679] Elle rappelle que vu le grand nombre de producteurs-exportateurs en Chine, l'autorité de l'UE chargée de l'enquête a eu recours à la méthode de l'échantillonnage et qu'un échantillon de neuf sociétés chinoises, dont cinq ont bénéficié d'un traitement individuel, a été constitué. En outre, trois autres sociétés non incluses dans l'échantillon ont fait l'objet d'un traitement individuel et, pour deux d'entre elles, aucun dumping n'a été constaté.[680] La Chine estime que l'Union européenne a enfreint l'article 3.1 et 3.2 de l'Accord antidumping en traitant les importations de tous les producteurs chinois qui n'ont pas été inclus dans l'échantillon ou n'ont pas fait l'objet d'un examen individuel comme faisant l'objet d'un dumping.[681] Elle considère que conformément au raisonnement tenu dans de précédents rapports de groupes spéciaux et de l'Organe d'appel, le fait qu'il a été constaté que des exportateurs ayant fait l'objet d'un examen individuel ne pratiquaient pas le dumping doit être pris en compte, indépendamment du fait que ces exportateurs n'ont pas été inclus dans l'échantillon.[682] Par conséquent, la Chine affirme que

[674] Chine, première communication écrite, paragraphe 402.
[675] Chine, première communication écrite, paragraphes 403 à 408.
[676] Chine, deuxième communication écrite, paragraphes 861 et 865.
[677] Chine, deuxième communication écrite, paragraphe 864.
[678] Chine, deuxième communication écrite, paragraphe 866.
[679] Chine, première communication écrite, paragraphe 410.
[680] Chine, première communication écrite, paragraphe 409.
[681] Chine, première communication écrite, paragraphe 410.
[682] Chine, deuxième communication écrite, paragraphe 880.

l'Union européenne n'était pas en droit de généraliser à partir de l'échantillon, sans tenir compte des éléments prouvant qu'il avait été constaté que deux producteurs pour lesquels des marges de dumping individuelles avaient été calculées ne pratiquaient pas le dumping.[683]

7.339 La Chine affirme qu'en ne déterminant pas correctement les "importations faisant l'objet d'un dumping", l'Union européenne a également enfreint l'article 3.4 de l'Accord antidumping, qui impose aux autorités chargées de l'enquête d'examiner l'incidence des "importations faisant l'objet d'un dumping" sur la branche de production nationale, et à l'article 3.5, qui impose aux autorités chargées de l'enquête de démontrer que les "importations faisant l'objet d'un dumping" causent un dommage à la branche de production nationale.

ii) Union européenne

7.340 L'Union européenne reconnaît que la Commission a fondé l'examen du volume des importations faisant l'objet d'un dumping au titre de l'article 3.2 sur les données d'Eurostat, statistiques qui ne font pas abstraction du volume des importations provenant des deux producteurs chinois dont il a été constaté qu'ils ne pratiquaient pas le dumping.[684] Cependant, elle affirme que les importations provenant de ces deux producteurs représentaient un très faible volume, que ces deux producteurs n'étaient pas inclus dans l'échantillon de producteurs chinois et qu'il a été constaté que tous les producteurs de l'échantillon pratiquaient le dumping à raison d'une marge importante.[685] Selon l'Union européenne, ces faits distinguent la présente affaire des précédents rapports de groupes spéciaux sur lesquels s'appuie la Chine.[686] L'Union européenne note que l'article 3 n'établit aucune méthode particulière pour l'examen du volume des importations faisant l'objet d'un dumping et affirme que le Groupe spécial devrait examiner si la Chine a démontré que l'analyse de la question de savoir s'il y a eu une augmentation importante des importations n'était pas satisfaisante parce qu'elle incluait un faible volume d'importations ne faisant pas l'objet d'un dumping.[687] À cet égard, elle fait valoir qu'il est évident qu'étant donné le faible volume des importations ne faisant pas l'objet d'un dumping en question, l'inclusion de ces importations dans le volume des importations faisant l'objet d'un dumping ne pouvait pas influer sur le résultat, ni par conséquent sur l'objectivité de la détermination de l'existence d'un dommage au sens de l'article 3.1 de l'Accord antidumping.[688] Exclure des importations dont les quantités étaient aussi faibles n'aurait pas changé le résultat de la détermination de l'existence d'un dommage. L'Union européenne souligne que son argument n'est pas celui de l'"erreur sans conséquence". Elle fait plutôt valoir que fondamentalement, il n'y a pas eu de manquement, par suite de l'inclusion d'importations ne faisant pas l'objet d'un dumping qui représentaient un très faible pourcentage de l'ensemble des importations en provenance de Chine, à l'obligation de procéder à un examen objectif.[689]

7.341 En ce qui concerne le deuxième aspect de l'allégation de la Chine, l'Union européenne s'inscrit en faux contre l'affirmation de la Chine selon laquelle la Commission a eu tort, lorsqu'elle a examiné le volume des importations faisant l'objet d'un dumping, de traiter les importations provenant de tous les producteurs chinois non inclus dans l'échantillon comme faisant l'objet d'un dumping. Elle rappelle que l'autorité chargée de l'enquête a mené son enquête relative au dumping sur la base d'un échantillon de producteurs chinois, a constaté que tous les producteurs de l'échantillon pratiquaient le dumping et, conformément à l'article 9.4 de l'Accord antidumping, a calculé une marge de dumping pour tous les producteurs non inclus dans l'échantillon qui n'avaient pas fait l'objet d'un examen

[683] Chine, deuxième communication écrite, paragraphes 884, 887.
[684] Union européenne, première communication écrite, paragraphes 510 et 511.
[685] Union européenne, première communication écrite, paragraphes 513 à 515.
[686] Union européenne, première communication écrite, paragraphe 516.
[687] Union européenne, première communication écrite, paragraphe 517.
[688] Union européenne, première communication écrite, paragraphe 523.
[689] Union européenne, première communication écrite, paragraphe 532.

individuel.[690] L'Union européenne estime qu'elle était en droit de considérer toutes ces importations pour lesquelles des marges supérieures au niveau *de minimis* ont été établies comme des importations faisant l'objet d'un dumping aux fins de l'analyse du volume et du dommage.[691] Elle soutient que cette conclusion est étayée par les rapports de groupes spéciaux sur lesquels s'appuie la Chine.[692] Selon l'Union européenne, quand, dans le cas d'un échantillonnage, toutes les exportations ne sont pas examinées, le seul moyen de faire une détermination objective au sujet du volume des importations faisant l'objet d'un dumping provenant de producteurs non inclus dans l'échantillon est d'effectuer une généralisation à partir de l'échantillon.[693]

7.342 Enfin, l'Union européenne note que les allégations de la Chine au titre de l'article 3.4 et 3.5 de l'Accord antidumping sont subordonnées à une constatation de violation de l'article 3.1 et/ou 3.2 et devraient être rejetées, et qu'en tout état de cause, la Chine n'a pas établi *prima facie* qu'il y avait violation de ces dispositions.[694]

b) Arguments des tierces parties

i) Japon

7.343 Le Japon est d'avis que l'Union européenne a enfreint l'article 3.1 et 3.2 de l'Accord antidumping dans la mesure où elle n'a pas exclu du volume des "importations faisant l'objet d'un dumping" les importations dont il a été constaté qu'elles n'ont pas fait l'objet d'un dumping. Il note que dans de précédents rapports, des groupes spéciaux et l'Organe d'appel ont constaté que les importations dont il était constaté qu'elles ne faisaient pas l'objet d'un dumping devaient être exclues de l'analyse du dommage.[695] Par conséquent, pour le Japon, il s'ensuit que dans la mesure où, aux fins de l'analyse du dommage et du lien de causalité, elle a considéré des importations ne faisant pas l'objet d'un dumping comme des importations "faisant l'objet d'un dumping", l'Union européenne a enfreint l'article 3.1 et 3.2 de l'Accord antidumping au regard de la jurisprudence de l'OMC.[696]

7.344 Le Japon est d'avis que l'Union européenne n'a pas enfreint l'article 3.1 et 3.2 de l'Accord antidumping en incluant dans le volume des "importations faisant l'objet d'un dumping" toutes les importations en provenance de producteurs-exportateurs non inclus dans l'échantillon qui n'avaient pas fait individuellement l'objet d'un examen, étant donné qu'elle a constaté que tous les producteurs-exportateurs inclus dans l'échantillon pratiquaient le dumping, et, en conséquence, sa détermination selon laquelle tous les producteurs-exportateurs non inclus dans l'échantillon qui n'avaient pas fait individuellement l'objet d'un examen pratiquaient aussi le dumping peut être considérée comme fondée sur des "éléments de preuve positifs" et sur un "examen objectif", sans complément d'enquête.[697] Le Japon note que rien dans l'Accord antidumping n'oblige les autorités chargées de l'enquête à recourir à une méthode particulière en matière d'échantillonnage, si ce n'est

[690] Union européenne, première communication écrite, paragraphes 535 et 536.
[691] Union européenne, première communication écrite, paragraphe 537.
[692] Union européenne, première communication écrite, paragraphes 541 à 547.
[693] Union européenne, deuxième communication écrite, paragraphe 181.
[694] Union européenne, première communication écrite, paragraphes 551 et 553.
[695] Japon, communication écrite, paragraphe 51, citant le rapport du Groupe spécial *Argentine – Droits antidumping sur la viande de volaille*, paragraphe 7.303; le rapport du Groupe spécial *Communautés européennes – Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde* ("*CE – Linge de lit*"), WT/DS141/R, adopté le 12 mars 2001, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS141/AB/R, paragraphe 6.138; le rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde – Recours de l'Inde à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends* ("*CE – Linge de lit (article 21:5 – Inde)*"), WT/DS141/AB/RW, adopté le 24 avril 2003, paragraphes 111, 112 et 115.
[696] Japon, communication écrite, paragraphe 55.
[697] Japon, communication écrite, paragraphe 56.

qu'elles sont tenues de mener l'enquête en se fondant sur des "éléments de preuve positifs" et de veiller à ce que la détermination de l'existence d'un dommage résulte d'un "examen objectif"[698] et qu'elles ont le droit d'utiliser l'échantillonnage pour autant qu'elles "satisfont aux prescriptions concernant les "éléments de preuve positifs" et l'"examen objectif", sans avoir à enquêter sur chaque producteur ou exportateur individuellement".[699] Selon le Japon, ces prescriptions ne sont pas violées lorsque les constatations concernant l'échantillonnage sont généralisées à tous les producteurs non inclus dans l'échantillon qui n'ont pas fait l'objet d'un examen individuel.[700] Par ailleurs, le Japon souligne que rien dans l'Accord antidumping n'exige des autorités chargées de l'enquête qu'elles prennent en compte des renseignements ne provenant pas de l'échantillon lorsqu'elles transposent les constatations faites à partir de l'échantillon aux producteurs n'ayant pas fait l'objet d'un examen qui n'étaient pas inclus dans l'échantillon, et affirme qu'une telle obligation réduirait à néant tout l'objectif de l'échantillonnage.[701] D'ailleurs le Japon fait observer que le but de l'échantillonnage est de procéder à une évaluation des sociétés n'ayant pas fait l'objet d'un examen sur la base de constatations se rapportant à un groupe de sociétés représentatif, quoique restreint.[702]

ii) Norvège

7.345 La Norvège note que l'article 3.1 impose à l'autorité chargée de l'enquête d'examiner objectivement "le volume des importations faisant l'objet d'un dumping" et que l'article 3.2 précise cette obligation, en imposant d'examiner s'il y a eu "augmentation notable des importations faisant l'objet d'un dumping", tandis que l'article 3.5 ajoute que l'autorité doit démontrer que "les importations faisant l'objet d'un dumping causent, par les effets du dumping, tels qu'ils sont définis aux paragraphes 2 et 4, un dommage". De l'avis de la Norvège, ces articles montrent que seules les importations faisant l'objet d'un dumping doivent être incluses dans la détermination de l'existence d'un dommage.[703] La Norvège considère que des groupes spéciaux et l'Organe d'appel ont confirmé cette interprétation.[704] En conséquence, les importations des deux producteurs chinois dont il a été constaté qu'ils ne pratiquaient pas le dumping auraient dû être traitées comme ne faisant pas l'objet d'un dumping et n'auraient pas dû être incluses dans le volume des importations faisant l'objet d'un dumping.[705]

7.346 La Norvège rappelle que l'article 3.1 exige "un examen objectif" du "volume des importations faisant l'objet d'un dumping", qui se fonde sur "des éléments de preuve positifs".[706] Elle soutient qu'il est interdit aux autorités chargées de l'enquête de mener une enquête "de manière telle qu'il devienne plus probable que, à la suite du processus d'établissement ou d'évaluation des faits, elles détermineront que la branche de production nationale subit un dommage".[707] La Norvège estime qu'en considérant automatiquement que le volume des produits importés en provenance de tous les producteurs non

---

[698] Japon, communication écrite, paragraphe 58. Rapport de l'Organe d'appel *CE – Linge de lit (article 21:5 – Inde)*, paragraphes 113, 116 et 117.

[699] Japon, communication écrite, paragraphe 58, citant le rapport de l'Organe d'appel *CE – Linge de lit (article 21:5 – Inde)*, paragraphe 117.

[700] Japon, communication écrite, paragraphe 59.

[701] Japon, communication écrite, paragraphe 61. À cet égard, le Japon fait référence au rapport du Groupe spécial *CE – Saumon (Norvège)*, paragraphe 7.634 et note de bas de page 780.

[702] Japon, communication écrite, paragraphe 21.

[703] Norvège, communication écrite, paragraphe 50.

[704] Norvège, communication écrite, paragraphe 51, mentionnant le rapport du Groupe spécial *CE – Linge de lit*, paragraphe 6.138; le rapport de l'Organe d'appel *CE– Linge de lit (article 21:5 – Inde)*, paragraphe 115; le rapport du Groupe spécial *Argentine – Droits antidumping sur la viande de volaille*, paragraphe 7.303; le rapport du Groupe spécial *CE – Saumon (Norvège)*, paragraphes 7.627 et 7.628.

[705] Norvège, communication écrite, paragraphe 53.

[706] Norvège, communication écrite, paragraphe 55.

[707] Norvège, communication écrite, paragraphe 56, citant le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier laminé à chaud*, paragraphe 196.

inclus dans l'échantillon et n'ayant pas fait l'objet d'un examen est négocié à des prix de dumping, il devient effectivement plus probable que l'autorité chargée de l'enquête constatera que la branche de production nationale subit un dommage.[708] De l'avis de la Norvège, en étendant aux producteurs non inclus dans l'échantillon les conclusions établies pour les producteurs inclus dans l'échantillon, l'UE a supposé en l'espèce que les importations provenant des producteurs non inclus dans l'échantillon faisaient toutes l'objet d'un dumping, bien qu'elle ait constaté qu'en fait, deux producteurs-exportateurs qui avaient fait l'objet d'un examen individuel (même s'ils n'avaient pas été inclus dans l'échantillon initial) ne pratiquaient pas le dumping. La Norvège affirme qu'il n'est pas utile de savoir si c'est au moyen de l'échantillonnage ou d'un examen individuel qu'il a été établi qu'il existait des producteurs qui ne pratiquaient pas le dumping. Elle fait valoir que le Groupe spécial devrait rejeter le point de vue de l'Union européenne selon lequel la présente affaire doit être distinguée des affaires citées parce qu'il a été constaté que tous les producteurs sélectionnés dans l'échantillon initial pratiquaient le dumping.[709] La Norvège ne conteste généralement pas qu'il puisse y avoir des cas dans lesquels une transposition à partir des producteurs inclus dans l'échantillon est justifiée, mais fait valoir qu'en l'espèce, l'examen individuel de deux sociétés supplémentaires non incluses dans l'échantillon implique qu'il n'était pas justifié d'effectuer une généralisation automatique à partir de l'échantillon initial.[710] Par conséquent, elle considère que l'Union européenne n'a pas procédé à un "examen objectif", fondé sur des "éléments de preuve positifs", du volume des importations faisant l'objet d'un dumping provenant des producteurs-exportateurs n'ayant pas fait l'objet d'un examen, en violation de l'article 3.1 de l'Accord antidumping.[711]

c) Évaluation par le Groupe spécial

7.347 Avant d'examiner les allégations de la Chine concernant le volume des importations faisant l'objet d'un dumping, nous rappelons certains faits pertinents, dont nous croyons comprendre qu'ils sont incontestés.

7.348 Aux fins de la détermination de l'existence d'un dumping, l'autorité de l'UE chargée de l'enquête a constitué un échantillon de neuf producteurs chinois, représentant 61 pour cent des exportations du produit visé par l'enquête réalisées par les sociétés ayant coopéré, ou 39 pour cent des exportations totales en provenance de Chine.[712] Les neuf sociétés ont toutes répondu en temps utile au questionnaire relatif au dumping, mais quatre ont été considérées par la suite comme ayant fourni des informations fausses ou trompeuses et ont été traitées dès lors comme des sociétés ne coopérant pas[713], ce qui laissait cinq sociétés dans l'échantillon. Cinq autres sociétés, qui n'avaient pas été retenues pour l'échantillon, ont volontairement soumis des réponses au questionnaire relatif au dumping et ont sollicité un examen individuel au titre des articles 9 6) et 17 3) du Règlement antidumping de base.[714] Quatre de ces demandes ont été acceptées, mais la Commission a rejeté les

[708] Norvège, communication écrite, paragraphe 57.

[709] Norvège, communication écrite, paragraphe 59, faisant référence à la première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 545.

[710] La Norvège fait observer qu'elle n'a connaissance d'aucun élément de preuve supplémentaire présenté par l'Union européenne à ce sujet. Norvège, communication écrite, paragraphe 60.

[711] Norvège, communication écrite, paragraphe 60.

[712] Règlement définitif, pièce CHN-4, considérant 16.

[713] Règlement définitif, pièce CHN-4, considérant 62.

[714] Cette demande est distincte d'une demande de traitement individuel au titre de l'article 9 5) du Règlement antidumping de base. Conformément aux articles 9 6) et 17 3) du Règlement antidumping de base, quand la commission a recours à l'échantillonnage, une marge de dumping individuelle est néanmoins calculée pour les sociétés non incluses dans l'échantillon qui présentent les renseignements nécessaires en temps utile, à moins que celles-ci soient si nombreuses que cela compliquerait indûment la tâche et empêcherait d'achever l'enquête en temps utile. Ces dispositions du Règlement antidumping de base sont à rapprocher de l'article 6.10.2 de l'Accord antidumping et s'appliquent dans toutes les enquêtes, même si l'enquête concerne une économie autre que de marché.

arguments selon lesquels l'échantillon initialement constitué devrait être élargi afin d'inclure ces sociétés, en concluant que l'échantillon composé des cinq sociétés restantes parmi celles qui avaient été retenues initialement, représentant 54 pour cent des exportations totales réalisées par les sociétés ayant coopéré, restait suffisamment représentatif et que l'octroi d'un traitement individuel au titre de l'article 17 3) du Règlement antidumping de base était distinct de l'échantillonnage.[715] Il a été constaté que l'une de ces quatre sociétés avait fourni des informations trompeuses et cette société a été traitée par la suite comme société ne coopérant pas.[716]

7.349 Par conséquent, il est resté dans l'échantillon cinq sociétés ayant coopéré, et trois sociétés ont bénéficié d'un examen individuel au titre de l'article 17 3) du Règlement antidumping de base. Chacune de ces sociétés a demandé à bénéficier d'un traitement individuel au titre de l'article 9 5) du Règlement antidumping de base, ce qui lui a été accordé.[717] Il a été constaté que les cinq sociétés incluses dans l'échantillon pratiquaient toutes le dumping, avec des marges allant de 63,1 pour cent à 105,3 pour cent.[718] Sur les trois sociétés ayant bénéficié séparément d'un examen individuel, il a été constaté que l'une pratiquait le dumping, avec une marge de 26,5 pour cent, tandis que pour les deux autres sociétés, CELO Suzhou Precision Fasteners Co., Ltd. et Yantai Agrati Fasteners Co., Ltd., des marges nulles, soit une absence de dumping, ont été calculées.[719]

7.350 Le volume des importations en provenance de la Chine a été obtenu à partir des données d'Eurostat et est indiqué dans le considérant 121 du Règlement définitif. Il n'y a rien dans le Règlement définitif qui porte à croire que les volumes des importations en provenance des différents exportateurs aient été spécifiquement demandés ou autrement déterminés ou examinés. Cependant, en réponse aux formulaires et questionnaires d'échantillonnage envoyés aux exportateurs qui ont fait l'objet d'un examen individuel (qu'ils soient inclus dans l'échantillon ou aient bénéficié d'un traitement individuel au titre de l'article 17 3) du Règlement antidumping de base), CELO Suzhou Precision Fasteners Co., Ltd. et Yantai Agrati Fasteners Co., Ltd. ont communiqué des renseignements concernant le volume des importations destinées au marché de l'UE qui leur était imputable.[720]

7.351 Passant aux questions dont nous sommes saisis, nous notons que l'allégation de la Chine en ce qui concerne le volume des importations faisant l'objet d'un dumping a deux aspects: 1) la question de savoir si, du fait qu'elle a utilisé les données d'Eurostat pour examiner le volume des importations faisant l'objet d'un dumping, sans distinguer ni examiner les volumes imputables aux deux exportateurs pour lesquels des marges de dumping nulles ont été calculées dans le cadre de l'enquête, l'Union européenne a agi d'une manière incompatible avec les prescriptions de l'article 3.1, 3.2, 3.4 et 3.5 de l'Accord antidumping; et 2) la question de savoir si, du fait qu'elle a traité toutes les importations provenant des producteurs n'ayant pas fait l'objet d'un examen individuel, qu'ils aient été inclus dans l'échantillon ou non, comme des "importations faisant l'objet d'un dumping", l'Union européenne a enfreint l'article 3.1, 3.2, 3.4 et 3.5 de l'Accord antidumping.

7.352 L'article 3.1, 3.2, 3.4 et 3.5 de l'Accord antidumping dispose ce qui suit:

> "3.1 La détermination de l'existence d'un dommage aux fins de l'article VI du GATT de 1994 se fondera sur des éléments de preuve positifs et comportera un examen objectif a) du volume des importations faisant l'objet d'un dumping et de l'effet des importations faisant l'objet d'un dumping sur les prix des produits similaires

[715] Règlement définitif, pièce CHN-4, considérants 20 et 21.
[716] Règlement définitif, pièce CHN-4, considérant 78.
[717] Règlement définitif, pièce CHN-4, considérants 83 et 85.
[718] Règlement définitif, pièce CHN-4, considérant 107.
[719] Règlement définitif, pièce CHN-4, considérant 109. L'Union européenne n'a pas imposé de droit sur les importations en provenance des deux producteurs pour lesquels des marges de dumping nulles ont été calculées. Règlement définitif, pièce CHN-4, article 1, paragraphe 2.
[720] UE, réponse à la question n° 97 du Groupe spécial, paragraphe 19, et pièce EU-27 (RCC).

sur le marché intérieur, et b) de l'incidence de ces importations sur les producteurs nationaux de ces produits."

"3.2 Pour ce qui concerne le volume des importations qui font l'objet d'un dumping, les autorités chargées de l'enquête examineront s'il y a eu augmentation notable des importations faisant l'objet d'un dumping, soit en quantité absolue, soit par rapport à la production ou à la consommation du Membre importateur. Pour ce qui concerne l'effet des importations faisant l'objet d'un dumping sur les prix, les autorités chargées de l'enquête examineront s'il y a eu, dans les importations faisant l'objet d'un dumping, sous-cotation notable du prix par rapport au prix d'un produit similaire du Membre importateur, ou si ces importations ont, d'une autre manière, pour effet de déprimer les prix dans une mesure notable ou d'empêcher dans une mesure notable des hausses de prix qui, sans cela, se seraient produites. Un seul ni même plusieurs de ces facteurs ne constitueront pas nécessairement une base de jugement déterminante."

"3.4 L'examen de l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production nationale concernée comportera une évaluation de tous les facteurs et indices économiques pertinents qui influent sur la situation de cette branche, y compris les suivants: diminution effective et potentielle des ventes, des bénéfices, de la production, de la part de marché, de la productivité, du retour sur investissement, ou de l'utilisation des capacités; facteurs qui influent sur les prix intérieurs; importance de la marge de dumping; effets négatifs, effectifs et potentiels, sur le flux de liquidités, les stocks, l'emploi, les salaires, la croissance, la capacité de se procurer des capitaux ou l'investissement. Cette liste n'est pas exhaustive, et un seul ni même plusieurs de ces facteurs ne constitueront pas nécessairement une base de jugement déterminante."

"3.5 Il devra être démontré que les importations faisant l'objet d'un dumping causent, par les effets du dumping, tels qu'ils sont définis aux paragraphes 2 et 4, un dommage au sens du présent accord. La démonstration d'un lien de causalité entre les importations faisant l'objet d'un dumping et le dommage causé à la branche de production nationale se fondera sur l'examen de tous les éléments de preuve pertinents dont disposent les autorités. Celles-ci examineront aussi tous les facteurs connus autres que les importations faisant l'objet d'un dumping qui, au même moment, causent un dommage à la branche de production nationale, et les dommages causés par ces autres facteurs ne devront pas être imputés aux importations faisant l'objet d'un dumping. Les facteurs qui pourront être pertinents à cet égard comprennent, entre autres, le volume et les prix des importations non vendues à des prix de dumping, la contraction de la demande ou les modifications de la configuration de la consommation, les pratiques commerciales restrictives des producteurs étrangers et nationaux et la concurrence entre ces mêmes producteurs, l'évolution des techniques, ainsi que les résultats à l'exportation et la productivité de la branche de production nationale."

7.353 Passant au premier aspect de l'allégation de la Chine, nous notons que la question dont nous sommes saisis nous impose de déterminer si les références faites aux "importations faisant l'objet d'un dumping" à l'article 3.1, 3.2, 3.4 et 3.5 de l'Accord antidumping signifient que l'inclusion, admise par l'Union européenne, des importations imputables aux deux producteurs chinois pour lesquels des marges nulles ont été calculées dans le volume des importations examinées au regard de ces dispositions constitue une violation d'une ou plusieurs desdites dispositions.

7.354 Nous estimons que le texte de l'Accord antidumping est parfaitement clair à cet égard et que l'examen des "importations faisant l'objet d'un dumping" afin d'établir une détermination de l'existence d'un dommage compatible avec l'article 3.1, 3.2, 3.4 et 3.5 de l'Accord antidumping implique de n'examiner que les importations pour lesquelles une marge de dumping supérieure au niveau *de minimis* est établie au cours de l'enquête.

7.355 Nous notons qu'il ne s'agit pas du premier différend qui soulève cette question et que dans de précédents rapports, des groupes spéciaux et l'Organe d'appel ont clairement conclu que le membre de phrase "importations faisant l'objet d'un dumping" figurant à l'article 3.1, 3.2, 3.4 et 3.5 de l'Accord antidumping faisait référence aux importations provenant d'un producteur ou d'un exportateur pour lequel un calcul correct faisait apparaître une marge de dumping supérieure au niveau *de minimis.*[721] Par exemple, le Groupe spécial chargé d'examiner l'affaire *CE – Linge de lit (article 21:5 – Inde)* a fait l'observation suivante:

> "la réponse à la question de savoir quelles importations doivent être considérées comme faisant l'objet d'un dumping est simple – les "importations faisant l'objet d'un dumping" sont toutes les importations imputables aux producteurs ou exportateurs pour lesquels une marge de dumping supérieure au niveau *de minimis* est calculée."[722]

Le groupe spécial initial a fait observer dans le même différend que si un calcul correct devait amener à conclure qu'un producteur devrait se voir attribuer une marge de dumping nulle ou *de minimis*, "les importations imputables à ce producteur/exportateur ne [pouvaient] pas être considérées comme "faisant l'objet d'un dumping" aux fins de l'analyse du dommage".[723] Nous notons en outre les propos de l'Organe d'appel, lors de l'examen du rapport de ce groupe spécial, selon lesquels "s'il est constaté qu'un producteur ou qu'un exportateur ne pratique *pas* le dumping, toutes les importations en provenance de ce producteur ou de cet exportateur doivent être *exclues* du volume des importations faisant l'objet d'un dumping".[724]

7.356 Notre point de vue à cet égard est en outre étayé par la logique concernant l'imposition de mesures antidumping. Il n'est pas contesté qu'aucun droit antidumping ne peut être imposé en l'absence d'une constatation de l'existence d'un dumping. De même, l'article 5.8 de l'Accord antidumping dispose que "[l]a clôture de l'enquête sera immédiate dans les cas où les autorités détermineront que la marge de dumping est *de minimis*" et aucun droit antidumping ne peut être imposé sur de telles importations. Il semblerait illogique de permettre que ces importations soient traitées comme "faisant l'objet d'un dumping" aux fins de l'analyse du dommage, alors qu'elles ne

---

[721] Rapport du Groupe spécial *CE – Saumon (Norvège)*; rapport du Groupe spécial *Argentine – Droits antidumping sur la viande de volaille*; rapport du Groupe spécial *CE – Linge de lit*.

[722] Rapport du Groupe spécial *Communautés européennes – Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde – Recours de l'Inde à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le Règlement des différends* ("*CE – Linge de lit (article 21:5 – Inde)*"), WT/DS141/RW, adopté le 24 avril 2003, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS141/AB/RW, paragraphe 6.133. L'Union européenne note que le Groupe spécial *CE – Linge de lit (article 21:5 – Inde)* n'était pas saisi de cette question et que par conséquent, ce qu'il a dit à ce sujet constitue simplement un *obiter dictum*. Union européenne, première communication écrite, paragraphe 526. Cependant, notre interprétation du membre de phrase "importations faisant l'objet d'un dumping" tel qu'il est employé dans les articles pertinents de l'Accord antidumping est la même que celle qu'a exprimée ce groupe spécial, dont le point de vue vient donc étayer notre propre conclusion, même s'il n'a pas tiré de conclusion juridique à cet égard.

[723] Rapport du Groupe spécial *Communautés européennes – Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde* ("*CE – Linge de lit*"), WT/DS141/R, adopté le 12 mars 2001, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS141/AB/R, paragraphe 6.138. Voir aussi le rapport du Groupe spécial *Argentine – Droits antidumping sur la viande de volaille*; paragraphe 7.303.

[724] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Linge de lit (article 21:5 – Inde)*, paragraphe 115. (italique dans l'original)

peuvent être traitées comme faisant l'objet d'un dumping aux fins de l'imposition de droits antidumping dans la même affaire.

7.357 Nous notons qu'en l'espèce, l'Union européenne ne laisse pas entendre qu'elle était en droit de considérer les importations des deux producteurs chinois pour lesquels des marges de dumping nulles avaient été calculées comme des "importations faisant l'objet d'un dumping" et reconnaît ne pas avoir exclu ces importations du volume des importations qu'elle a pris en considération dans son examen du volume des importations faisant l'objet d'un dumping et son analyse du dommage et du lien de causalité. Cependant, l'Union européenne affirme que puisque le volume des importations imputable à ces deux producteurs était très faible[725], le fait de considérer ces importations comme "faisant l'objet d'un dumping" n'a pas nui à l'objectivité de la détermination de l'existence d'un dommage au sens de l'article 3.1 de l'Accord antidumping, car exclure lesdites importations n'aurait pas modifié le résultat de cette détermination. À cet égard, nous notons que l'Union européenne met l'accent sur le fait que son argument n'est pas celui de l'"erreur sans conséquence".[726] En revanche, l'Union européenne fait valoir que fondamentalement, il n'y a pas eu de manquement à l'obligation de procéder à un examen objectif du fait de l'inclusion d'importations ne faisant pas l'objet d'un dumping qui représentaient un très faible pourcentage de l'ensemble des importations en provenance de Chine dans l'examen du volume des importations faisant l'objet d'un dumping. Elle demande au Groupe spécial d'éviter d'aborder cette question d'une manière "mécaniste", en affirmant que l'inclusion d'importations ne faisant pas l'objet d'un dumping ne constituera une violation de l'article 3.1 et 3.2 que si le fait de ne pas exclure ces importations "compromet l'objectivité de l'examen".[727]

7.358 Nous ne sommes pas d'accord. À notre avis, la question de savoir si l'autorité chargée de l'enquête a entrepris un examen objectif est secondaire dans le présent contexte – d'abord se pose la question de savoir si l'autorité chargée de l'enquête a examiné les "éléments de preuve positifs" pertinents. À notre avis, les données concernant les importations qui incluent les importations dont l'autorité chargée de l'enquête a déterminé elle-même qu'elles ne faisaient pas l'objet d'un dumping ne peuvent tout simplement pas se substituer aux éléments de preuve du volume réel des importations qui sont traitées à juste titre comme faisant l'objet d'un dumping. Il en est ainsi indépendamment du volume des importations ne faisant pas l'objet d'un dumping en question. L'article 3.1 et 3.2 établit de façon parfaitement claire que l'examen pertinent est sans équivoque, celui du volume des "importations faisant l'objet d'un dumping".[728]

---

[725] Bien que le chiffre exact soit confidentiel, nous admettons, et la Chine ne le conteste pas, que le volume des importations imputable à ces deux sociétés est considéré à juste titre, que ce soit en volume absolu ou en proportion des importations totales, comme "très faible". L'Union européenne note que "99,9 pour cent des importations faisaient l'objet d'un dumping". Union européenne, première communication écrite, paragraphe 531. La Chine a noté dans sa deuxième communication écrite que l'affirmation de l'Union européenne concernant le volume des importations imputable aux deux producteurs dont il avait été constaté qu'ils ne pratiquaient pas le dumping était "sans fondement" mais n'a pas contesté que ce volume était faible. Chine, deuxième communication écrite, paragraphe 867.

[726] Union européenne, première communication écrite, paragraphe 532.

[727] Union européenne, deuxième communication écrite, paragraphe 179.

[728] Nous n'excluons pas la possibilité que dans certaines circonstances, l'autorité chargée de l'enquête puisse s'appuyer, dans son analyse, sur des données incluant certaines importations qui ne font pas l'objet d'un dumping à titre d'indicateur indirect du volume réel des importations faisant l'objet d'un dumping. Cependant, à notre avis, agir ainsi d'une manière compatible avec les prescriptions de l'Accord antidumping supposerait de la part de l'autorité chargée de l'enquête qu'elle explique, au moment où elle fait sa détermination, pourquoi elle a agi ainsi et pourquoi son examen de ces renseignements n'en est pas moins raisonnable. Par exemple, nous pouvons envisager une situation dans laquelle le volume des importations pourrait faire l'objet d'un traitement confidentiel si le volume imputable à un seul producteur était exclu. Dans un tel cas, si elle voulait expliquer son analyse du volume des importations dans un document public, l'autorité chargée de l'enquête pourrait utiliser des renseignements publics concernant l'ensemble des importations, mais expliquer que le volume des importations ne faisant pas l'objet d'un dumping incluses dans ces données est si faible qu'il n'a aucun effet sur

7.359 L'Union européenne ne soutient pas que l'autorité chargée de l'enquête a elle-même considéré et déterminé, au moment où elle a fait la détermination finale, que le volume des importations ne faisant pas l'objet d'un dumping inclus dans l'examen des "importations faisant l'objet d'un dumping" était si faible qu'il ne pouvait avoir d'effet sur le résultat, mais demande plutôt au Groupe spécial de tirer cette conclusion, en s'appuyant à cet égard sur le rapport de l'Organe d'appel *Japon – DRAM (Corée)*.[729] À notre avis, les circonstances du présent différend ne justifient pas que nous examinions cette question. Dans l'affaire *Japon – DRAM (Corée)*, l'Organe d'appel a reproché au Groupe spécial de n'avoir pas examiné si, en l'absence d'une constatation intermédiaire que le Groupe spécial avait jugée non étayée, la détermination finalement établie par l'autorité chargée de l'enquête pouvait néanmoins être retenue sur la base de la totalité des autres éléments de preuve. Ce faisant, il a noté que l'autorité chargée de l'enquête n'aurait pas pu entreprendre cet examen, parce qu'elle ne pouvait pas "être censée procéder en partant du principe que certains aspects de son raisonnement seraient ultérieurement jugés défectueux".[730] En l'espèce, l'Union européenne n'a pas formulé de constatation intermédiaire erronée qui n'aurait pas influé de manière décisive sur la détermination finale, mais a plutôt fondé son examen du volume et des effets des importations faisant l'objet d'un dumping sur des renseignements erronés concernant le volume de ces importations. Elle savait certainement ou aurait dû savoir que les renseignements qu'elle prenait en considération pour examiner le volume des importations faisant l'objet d'un dumping incluaient des importations qui ne faisaient pas l'objet d'un dumping.[731] L'examen du volume des importations faisant l'objet d'un dumping est un élément nécessaire de la détermination de l'existence d'un dommage au titre de l'article 3. Par conséquent, nous ne pensons pas que la présente affaire soulève la même question que l'affaire *Japon – DRAM (Corée)*. À notre avis, il n'est pas judicieux que nous concluions que l'autorité chargée de l'enquête aurait pu faire une détermination positive de l'existence d'un dommage sans examiner le volume des importations traitées à bon droit comme faisant l'objet d'un dumping.[732] Une telle analyse

---

ses conclusions. Cependant, en l'absence d'une telle explication, l'autorité chargée de l'enquête n'aura pas expliqué comment son examen des "importations faisant l'objet d'un dumping" étaye sa détermination de l'existence d'un dommage. Par ailleurs, des explications *a posteriori*, dans les cas où nous aurions pu les juger suffisantes si elles avaient été données au moment de la détermination, ne sont à notre avis pas acceptables. Un groupe spécial qui examine la détermination de l'autorité chargée de l'enquête devrait fonder sa constatation sur le raisonnement exposé par l'autorité dans la détermination publiée. Voir le rapport de l'Organe d'appel *Japon – Droits compensateurs visant les mémoires RAM dynamiques en provenance de Corée* ("*Japon – DRAM (Corée)*"), WT/DS336/AB/R et Corr.1, adopté le 17 décembre 2007, paragraphe 159; le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Enquête en matière de droits compensateurs sur les semi-conducteurs pour mémoires RAM dynamiques (DRAM) en provenance de Corée* ("*États-Unis – Enquête en matière de droits compensateurs sur les DRAM*"), WT/DS296/AB/R, adopté le 20 juillet 2005, paragraphes 186 à 188.

[729] Union européenne, première déclaration orale, paragraphe 40; Union européenne, réponse à la question n° 47 du Groupe spécial, faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *Japon – DRAM (Corée)*.

[730] Rapport de l'Organe d'appel *Japon – DRAM (Corée)*, paragraphe 133.

[731] En outre, il est à supposer que l'Union européenne avait connaissance des procédures antérieures de règlement des différends dans le cadre de l'OMC concernant cette question, étant donné en particulier qu'elle a été partie ou tierce partie dans certains de ces différends.

[732] Tout au plus, nous pourrions examiner si l'autorité chargée de l'enquête aurait pu tirer la même conclusion si elle avait examiné les faits exacts concernant le volume du dumping. Bien que le faible volume des importations en cause puisse bien tendre à indiquer que leur inclusion dans le volume des importations faisant l'objet d'un dumping n'a pas eu une incidence notable sur la détermination finale, si nous devions prendre ce point en considération, nous conclurions en somme que le fait de ne pas avoir pris en compte que les importations faisant l'objet d'un dumping dans l'analyse du dommage n'a pas été préjudiciable. Si telle n'était pas la conclusion, nous ne voyons pas sur quelle base un groupe spécial pourrait s'abstenir de prendre en considération une erreur similaire portant sur un volume d'importations beaucoup plus important et susceptible d'être notable. La position de l'Union européenne impliquerait qu'un groupe spécial chargé d'examiner une affaire ne devrait pas constater de violation dans les cas où l'autorité chargée de l'enquête aurait fondé son analyse sur des faits erronés, mais devrait plutôt, dans de tels cas, examiner s'il aurait été possible d'arriver à la même conclusion en partant des faits exacts. À notre avis, un tel examen par un groupe spécial chargé d'étudier une affaire constituerait un examen *de novo* inapproprié des faits dont était saisie l'autorité chargée de l'enquête.

constituerait effectivement un examen *de novo* des éléments de preuve, que nous ne devons pas entreprendre au regard du critère d'examen applicable.

7.360 Nous concluons par conséquent que l'Union européenne a fait erreur en traitant les importations imputables à deux sociétés dont elle avait constaté qu'elles ne pratiquaient pas le dumping comme des importations faisant l'objet d'un dumping dans le contexte de sa détermination de l'existence d'un dommage. En conséquence, l'Union européenne a agi d'une manière incompatible avec l'article 3.1 et 3.2 lorsqu'elle a examiné le volume des importations faisant l'objet d'un dumping. Nous ne jugeons pas nécessaire d'examiner les allégations corollaires de violation de l'article 3.4 et 3.5 formulées par la Chine, qui sont fondées sur les mêmes considérations que celles qui ont été examinées plus haut. Une constatation de violation de l'article 3.4 et 3.5 n'ajouterait rien au règlement du présent différend, ni ne faciliterait une éventuelle mise en œuvre, et nous concluons par conséquent que l'application du principe d'économie jurisprudentielle est justifiée en l'espèce.

7.361 Le deuxième aspect de l'allégation de la Chine relative au volume des importations faisant l'objet d'un dumping se rapporte au fait que les importations imputables aux producteurs/exportateurs qui n'ont pas été inclus dans l'échantillon utilisé pour la détermination de l'existence d'un dumping et n'ont pas bénéficié séparément d'un examen individuel ("exportateurs non inclus dans l'échantillon/non examinés") ont été traitées comme des "importations faisant l'objet d'un dumping" aux fins de la détermination de l'existence d'un dommage au titre de l'article 3. Nous rappelons que l'autorité de l'UE chargée de l'enquête a déterminé que tous les producteurs inclus dans l'échantillon pratiquaient le dumping et a calculé une marge de dumping pour les producteurs non inclus dans l'échantillon/non examinés sur la base des marges de dumping déterminées pour les producteurs inclus dans l'échantillon. La question qui se pose à nous est de savoir si, dans ces circonstances, l'Union européenne a agi d'une manière compatible avec l'article 3.1 et 3.2 de l'Accord antidumping en traitant toutes les importations en provenance des producteurs non inclus dans l'échantillon/non examinés comme des importations faisant l'objet d'un dumping, alors même qu'il a été constaté que deux producteurs qui n'avaient pas été inclus dans l'échantillon mais avaient fait individuellement l'objet d'un examen ne pratiquaient pas le dumping.[733,734]

7.362 La Chine convient que l'autorité chargée de l'enquête peut traiter les importations en provenance des exportateurs non inclus dans l'échantillon/non examinés comme des importations faisant l'objet d'un dumping dans son analyse du dommage s'il y a des éléments de preuve qui justifient la généralisation des résultats concernant les producteurs retenus pour composer l'échantillon à toutes les importations, mais elle affirme que les faits excluent un tel traitement dans l'enquête en cause parce que deux exportateurs qui ne faisaient pas partie de l'échantillon examiné par l'autorité de

[733] Nous insistons sur le fait que nous ne voulons pas laisser entendre que les importations en provenance des deux producteurs non inclus dans l'échantillon qui ont fait l'objet d'un examen individuel pouvaient être traitées comme des importations faisant l'objet d'un dumping – cette question est résolue séparément eu égard au premier aspect des allégations de la Chine visé ci-dessus. Cette partie de notre évaluation fait référence au traitement des importations imputables aux producteurs non inclus dans l'échantillon qui n'ont pas demandé ni obtenu séparément de faire l'objet d'un examen individuel – groupe que nous désignons sous l'appellation de producteurs "non inclus dans l'échantillon/non examinés".

[734] À cet égard, nous rappelons que conformément à l'article 9.4 de l'Accord antidumping, l'Union européenne était en droit d'appliquer un droit antidumping aux importations en provenance des producteurs non inclus dans l'échantillon/non examinés, à condition que le taux de droit ne dépasse pas la marge de dumping moyenne pondérée calculée pour les producteurs inclus dans l'échantillon, exception faite des marges nulles ou *de minimis* et des marges établies sur la base des données de fait disponibles. La Chine ne conteste ni le calcul d'une marge de dumping pour les producteurs non inclus dans l'échantillon/non examinés sur la base des marges calculées pour les producteurs inclus dans l'échantillon, ni l'imposition de droits antidumping sur les importations en provenance de tous les producteurs non inclus dans l'échantillon/non examinés, mais seulement l'inclusion de ces importations dans la catégorie des "importations faisant l'objet d'un dumping" aux fins de l'analyse du dommage.

l'UE chargée de l'enquête ont fait l'objet d'un examen individuel et qu'il a été constaté qu'il ne pratiquaient pas le dumping.[735] L'Union européenne rappelle qu'il a été constaté que tous les producteurs inclus dans l'échantillon pratiquaient le dumping et affirme que cela constitue un élément de preuve positif qui lui donnait le droit de transposer une conclusion pour l'appliquer à toutes les importations en provenance des producteurs non inclus dans l'échantillon/non examinés.[736]

7.363 À notre avis, il est clair que la conclusion de l'autorité chargée de l'enquête en ce qui concerne les producteurs inclus dans l'échantillon, selon laquelle ceux-ci pratiquaient le dumping, n'est pas ébranlée par le fait qu'il a été constaté que deux producteurs non inclus dans l'échantillon ne pratiquaient pas le dumping lorsqu'ils ont fait l'objet d'un examen individuel. L'objet d'un échantillonnage des producteurs/exportateurs étrangers dans une enquête antidumping est de permettre à l'autorité chargée de l'enquête de généraliser à partir de l'échantillon pour tirer des conclusions au sujet du dumping pour tous les producteurs/exportateurs étrangers non inclus dans l'échantillon/non examinés, sur la base d'un examen détaillé portant sur une partie d'entre eux. L'article 9.4 de l'Accord antidumping dispose clairement que si l'échantillon servant à la détermination de l'existence d'un dumping est choisi d'une manière compatible avec l'Accord antidumping, question que la Chine n'a pas contestée en l'espèce, alors l'autorité chargée de l'enquête peut, aux fins de l'imposition de droits antidumping, considérer que les constatations de l'existence d'un dumping relatives à cet échantillon de sociétés établissent qu'un dumping est pratiqué par toutes les sociétés non incluses dans l'échantillon/non examinées.

7.364 À notre avis, un résultat similaire devrait suivre en ce qui concerne le traitement des importations comme faisant l'objet d'un dumping aux fins de la détermination de l'existence d'un dommage. Autrement dit, si l'échantillon servant à la détermination de l'existence d'un dumping est composé d'une manière compatible avec l'Accord antidumping, question que la Chine n'a pas contestée en l'espèce, alors l'autorité chargée de l'enquête peut traiter les constatations de l'existence d'un dumping relatives à cet échantillon de sociétés comme des éléments de preuve indiquant que les importations en provenance des sociétés non incluses dans l'échantillon/non examinées font l'objet d'un dumping. Autrement, l'article 6.10 de l'Accord antidumping verrait son utilité limitée, car il faudrait que l'autorité chargée de l'enquête rassemble et examine des renseignements sur les producteurs non inclus dans l'échantillon/non examinés pour pouvoir juger dans chaque cas si les importations en provenance des producteurs non inclus dans l'échantillon/non examinés font l'objet d'un dumping, en dépit de la décision de procéder sur la base d'un échantillon.

7.365 À notre avis, l'autorité chargée de l'enquête n'est pas tenue d'examiner les faits ayant trait aux opérations individuelles des producteurs non inclus dans l'échantillon/non examinés en soi, ni de décider dans quelle mesure les constatations relatives aux producteurs inclus dans l'échantillon peuvent être utilisées pour tirer des conclusions sur le point de savoir si les importations imputables aux producteurs non inclus dans l'échantillon/non examinés font l'objet d'un dumping. Il nous semble incohérent et illogique d'accepter que les conclusions au sujet du dumping concernant les producteurs inclus dans l'échantillon puissent servir de base à l'application de droits antidumping aux producteurs non inclus dans l'échantillon/non examinés, mais de ne pas accepter que les mêmes conclusions au sujet du dumping puissent servir d'éléments de preuve indiquant que les importations imputables aux producteurs non inclus dans l'échantillon/non examinés font l'objet d'un dumping, dans le cadre de la même enquête.

7.366 La question du traitement des importations imputables aux producteurs non examinés a été traitée par l'Organe d'appel dans le différend concernant la mise en œuvre *CE – Linge de lit (article 21:5 – Inde)*. Dans cette affaire, les Communautés européennes, pour mettre en œuvre les rapports du groupe spécial initial et de l'Organe d'appel, ont réexaminé les déterminations de

[735] Chine, première communication écrite, paragraphes 416 et 417.
[736] Union européenne, première communication écrite, paragraphes 545 à 547.

l'existence d'un dumping établies pour les producteurs inclus dans l'échantillon et ont constaté que sur les cinq producteurs de cet échantillon, trois pratiquaient le dumping et deux ne le pratiquaient pas. Dans l'analyse du dommage qu'elles ont effectuée dans le contexte de la mise en œuvre, elles ont exclu les importations imputables aux deux producteurs qui ne pratiquaient pas le dumping du volume des importations faisant l'objet d'un dumping, mais ont inclus les importations imputables aux producteurs qui ne faisaient pas partie de l'échantillon. Le Groupe spécial a conclu que c'était admissible.[737]

7.367 L'Organe d'appel a infirmé cette conclusion. Il a conclu que le fait qu'il a été constaté que des producteurs représentant 47 pour cent des importations examinées pratiquaient le dumping n'était pas une base d'éléments de preuve suffisante pour justifier que les importations provenant des producteurs non examinés soit traitées comme faisant l'objet d'un dumping aux fins de la détermination de l'existence d'un dommage. L'Organe d'appel a noté qu'aucune méthode n'était précisée pour la détermination du volume des importations faisant l'objet d'un dumping, mais a ajouté qu'une telle méthode devait se fonder sur des éléments de preuve positifs et un examen objectif des éléments de preuve pertinents. Il a poursuivi en disant que les éléments de preuve relatifs aux marges de dumping calculées pour les producteurs examinés étaient des "éléments de preuve positifs" pertinents pour déterminer si les importations provenant des producteurs non examinés pouvaient être traitées comme faisant l'objet d'un dumping.[738] L'Organe d'appel a reconnu qu'il n'y avait pas d'obligation de calculer une marge de dumping conformément à l'article 2 pour les producteurs non examinés, étant donné que l'échantillonnage était autorisé par l'article 6.10, mais il a fait observer qu'il pourrait y avoir d'"autres éléments de preuve" qui pouvaient être invoqués pour déterminer si les importations provenant des producteurs non examinés étaient des importations faisant l'objet d'un dumping.[739]

---

[737] Rapport du Groupe spécial *CE – Linge de lit (article 21:5 – Inde)*, paragraphe 6.144.

[738] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Linge de lit (article 21:5 – Inde)*, paragraphe 130. De même, le Groupe spécial *CE – Saumon (Norvège)* a fait référence à "la pertinence des constatations de l'existence d'un dumping relatives aux producteurs ayant fait l'objet d'un examen en tant qu'éléments de preuve établissant que les importations en provenance de producteurs n'ayant pas fait l'objet d'un examen faisait l'objet d'un dumping, aux fins de l'analyse du dommage". Rapport du Groupe spécial *CE – Saumon (Norvège)*, paragraphe 7.630.

[739] Dans ce contexte, l'Organe d'appel a noté ce qui suit:

> "des éléments de preuve tels que des témoignages et différents types d'éléments de preuve documentaires concernant certains aspects essentiels du marché, les conditions de concurrence, les caractéristiques de la production ainsi que les données statistiques sur le volume, les prix et les effets des importations. Dans les circonstances propres à une enquête, ces catégories d'éléments de preuve peuvent être considérées comme affirmatives, objectives et vérifiables, et faire ainsi partie des "éléments de preuve positifs" que les autorités chargées de l'enquête peuvent dûment prendre en compte lorsqu'elles déterminent, en se fondant sur un "examen objectif", si les importations en provenance des producteurs n'ayant pas fait l'objet d'un examen font l'objet d'un dumping."

Rapport de l'Organe d'appel *CE – Linge de lit (article 21.5 Inde)*, paragraphe 129 et note de bas de page 162.

On notera que dans certains cas, selon l'interprétation de l'Organe d'appel, les importations qui donnent lieu à l'imposition de droits antidumping conformément à l'article 9.4 peuvent ne pas être considérées comme des "importations faisant l'objet d'un dumping" aux fins de la détermination de l'existence d'un dommage au titre de l'article 3. Nous sommes déconcertés par ce raisonnement, qui semble déboucher sur une incohérence logique dans la pratique antidumping, en ceci que les mêmes importations peuvent être considérées comme faisant l'objet d'un dumping aux fins de l'imposition du droit et comme ne faisant pas l'objet d'un dumping aux fins de l'évaluation du dommage. Cependant, cette incohérence est limitée si l'on considère que la constatation de l'existence d'un dumping fondée sur l'échantillon constitue un élément de preuve positif établissant que les importations provenant des producteurs non inclus dans l'échantillon/non examinés font l'objet d'un dumping. Nous notons que le Groupe spécial *CE – Saumon (Norvège)* est parvenu à la même conclusion. Rapport de l'Organe d'appel *CE – Saumon (Norvège)*, paragraphe 7.630.

7.368 Dans l'affaire *CE – Linge de lit (article 21:5 – Inde)*, l'Organe d'appel a conclu que la détermination selon laquelle toutes les importations imputables aux producteurs non examinés faisaient l'objet d'un dumping n'était pas fondée sur un examen objectif des éléments de preuve relatifs à l'échantillon, étant donné que ceux-ci montraient que 53 pour cent des importations totales provenant des producteurs inclus dans l'échantillon étaient imputables à des producteurs de l'échantillon qui ne pratiquaient pas le dumping.[740] Les faits sont différents dans la présente affaire – il a été constaté que tous les producteurs inclus dans l'échantillon pratiquaient le dumping. Par conséquent, à notre avis, cet élément de preuve justifie que l'Union européenne traite toutes les importations provenant des producteurs non inclus dans l'échantillon/non examinés comme faisant l'objet d'un dumping aux fins de la détermination de l'existence d'un dommage.

7.369 Nous reconnaissons qu'en l'espèce, il y avait deux exportateurs non inclus dans l'échantillon qui ont fait séparément l'objet d'un examen individuel et dont il a été constaté qu'ils ne pratiquaient pas le dumping. Cependant, cette différence ne modifie pas notre conclusion. Le fait qu'il a été constaté que deux producteurs non inclus dans l'échantillon mais ayant fait l'objet d'un examen individuel ne pratiquaient pas le dumping n'amoindrit pas à notre avis la pertinence ni la valeur probante des éléments de preuve tirés de l'échantillon quand il a été constaté que tous les producteurs inclus dans cet échantillon pratiquaient le dumping.[741] Par conséquent, à notre avis, le fait qu'il a été constaté que deux exportateurs non inclus dans l'échantillon ne pratiquaient pas le dumping n'empêche pas l'autorité chargée de l'enquête de traiter toutes les importations provenant des producteurs non inclus dans l'échantillon/non examinés comme faisant l'objet d'un dumping en l'espèce, sur la base des éléments de preuve de l'échantillon même.

7.370 Nous notons que, comme le Groupe spécial *CE – Saumon (Norvège)*, nous sommes déconcertés par l'idée que l'autorité chargée de l'enquête puisse examiner des "éléments de preuve différents et additionnels" afin d'évaluer si les importations en provenance des producteurs non inclus dans l'échantillon/non examinés font l'objet d'un dumping aux fins de l'analyse du dommage, étant donné que l'article 2.1 de l'Accord antidumping dit clairement qu'"un produit doit être considéré comme faisant l'objet d'un dumping" uniquement si le prix à l'exportation est inférieur à la valeur normale et établit des règles détaillées pour effectuer ce calcul. Nous non plus ne voyons pas très bien "comment ces "autres éléments de preuve" peuvent offrir une base juridiquement valable pour conclure que les importations imputables aux producteurs n'ayant pas fait l'objet d'un examen font l'objet d'un dumping" et considérons que "le fait que les importations provenant des producteurs n'ayant pas fait l'objet d'un examen sont reconnus, au titre de l'Accord antidumping, comme faisant l'objet d'un dumping aux fins de l'imposition de droits antidumping et que de tels droits peuvent être recouvrés à des montants limités par des calculs effectués en vertu de l'article 2 de l'Accord antidumping, n'établit pas une base juridiquement valable pour traiter les importations en question comme faisant l'objet d'un dumping aux fins de l'analyse du dommage".[742] Cependant, comme le Groupe spécial *CE – Saumon (Norvège)*, nous ne voyons "pas pourquoi, s'il était constaté que tous les producteurs [inclus dans l'échantillon] pratiquent le dumping, l'autorité chargée de l'enquête devrait être tenue d'examiner "d'autres éléments de preuve" qui pourraient indiquer que les importations en provenance de certains producteurs n'ayant pas fait l'objet d'un examen ne font **pas** l'objet d'un dumping".[743] En l'espèce, vu qu'il a été constaté que tous les producteurs inclus dans l'échantillon pratiquaient le dumping, nous considérons que la Commission était en droit, en s'appuyant sur cet élément de preuve, de traiter toutes les importations provenant des producteurs non inclus dans

[740] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Linge de lit (article 21:5 – Inde)*, paragraphe 133.

[741] Nous notons que l'Union européenne n'a pas imposé de droits sur les importations provenant des deux producteurs pour lesquels des marges nulles ont été calculées. Règlement définitif, pièce CHN-4, article 1er, paragraphe 2.

[742] Rapport du Groupe spécial *CE – Saumon (Norvège)*, paragraphe 7.633.

[743] Rapport du Groupe spécial *CE – Saumon (Norvège)*, paragraphe 7.634.

l'échantillon/non examinés comme faisant l'objet d'un dumping aux fins de sa détermination de l'existence d'un dommage.

7.371 Nous concluons par conséquent que l'Union européenne n'a pas fait erreur en traitant toutes les importations en provenance des producteurs et des exportateurs non inclus dans l'échantillon/non examinés comme faisant l'objet d'un dumping, dans le contexte de sa détermination de l'existence d'un dommage, et n'a donc pas agi d'une manière incompatible avec l'article 3.1 et 3.2 lorsqu'elle a examiné le volume des importations faisant l'objet d'un dumping. Nous rejetons en outre l'allégation corollaire de violation de l'article 3.4 et 3.5 formulée par la Chine, qui repose sur les mêmes considérations que celles que nous avons rejetées ci-dessus, pour les mêmes raisons.

9. Question de savoir si l'Union européenne a enfreint l'article 3.1 et 3.4 de l'Accord antidumping dans son examen de l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping

a) Arguments des parties

i) Chine

7.372 La Chine fait valoir que l'Union européenne a enfreint l'article 3.1 et 3.4 de l'Accord antidumping parce que la Commission n'a pas examiné objectivement l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production nationale en se fondant sur des éléments de preuve positifs. La Chine formule quatre allégations d'erreur à cet égard. Premièrement, elle fait valoir que la Commission n'a pas examiné tous les facteurs de dommage par rapport à une branche de production nationale définie d'une manière systématique.[744] À cet égard, la Chine note que la Commission a examiné les facteurs concernant la production, les capacités de production, l'utilisation des capacités, les ventes, la part de marché, l'emploi et la productivité pour la branche de production définie par la Commission, à savoir les 46 producteurs d'éléments de fixation de l'UE, alors que, pour les producteurs de l'UE inclus dans l'échantillon, elle a examiné les facteurs concernant les stocks, la rentabilité, le flux de liquidités, l'investissement, le retour sur investissement, la capacité de se procurer des capitaux, les salaires et l'importance des marges de dumping.[745] La Chine estime que la Commission aurait dû utiliser systématiquement le même groupe d'entreprises dans le cadre de son examen de tous les facteurs de dommage.[746] Elle fait observer les différences dans les conclusions concernant les ventes et de la part de marché qui existent entre le Document d'information, dans lequel c'est l'échantillon qui a été pris en considération, et le Règlement définitif, dans lequel c'est la branche de production de l'UE qui a été prise en considération, pour étayer son affirmation selon laquelle l'analyse était partiale en raison de ce manque de cohérence.[747] La Chine soutient que les renseignements concernant la branche de production et les renseignements concernant l'échantillon ne peuvent pas être considérés comme des bases de données utilisables indifféremment pour examiner le dommage causé à la branche de production nationale.[748] Elle fait valoir que le fait que l'analyse des données relatives à certains facteurs de dommage pour ce qui est des producteurs de l'UE inclus dans l'échantillon ou de la branche de production de l'UE, donne des résultats différents constitue un élément de preuve établissant que l'examen n'a pas été effectué d'une manière objective et était fondamentalement partial. La Chine affirme que la Commission a fait une utilisation sélective des données relatives à la branche de production de l'UE ou aux producteurs de l'UE inclus dans

[744] Chine, première communication écrite, paragraphe 435.
[745] Chine, première communication écrite, paragraphes 436 et 437.
[746] Chine, première communication écrite, paragraphe 438.
[747] Chine, première communication écrite, paragraphes 439 à 443.
[748] Chine, deuxième communication écrite, paragraphe 893.

l'échantillon, et a donc favorisé les intérêts des plaignants et rendu plus probable une constatation de l'existence d'un dommage.[749]

7.373 Deuxièmement, la Chine allègue que l'Union européenne n'a pas examiné objectivement la rentabilité de la branche de production nationale. À cet égard, la Chine affirme que les données présentées montrent une amélioration substantielle de la rentabilité de la branche de production, qui est passée de 2,1 pour cent en 2003 à 4,4 pour cent durant la période couverte par l'enquête.[750] Elle affirme que la déclaration selon laquelle le niveau de rentabilité était "faible" et la conclusion selon laquelle les importations faisant l'objet d'un dumping ont eu une incidence négative sur la rentabilité sont incompatibles avec cet élément de preuve, ce qui démontre que les conclusions n'étaient pas objectives.[751] En outre, la Chine soutient que, comme l'augmentation de la rentabilité "a presque atteint la marge bénéficiaire ciblée "raisonnable" de 5 pour cent établie par la Commission en tenant compte de la marge de dommage, les conclusions concernant la rentabilité ne peuvent pas être considérées comme objectives".[752]

7.374 Troisièmement, la Chine affirme que l'évaluation globale par la Commission de l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production de l'UE n'était pas objective. À cet égard, la Chine affirme que les facteurs pertinents montrent que la branche de production était dans une situation favorable.[753] Selon la Chine, le seul facteur de dommage indiquant éventuellement une tendance négative durant la période couverte par l'enquête était la part de marché, et la Chine soutient qu'une constatation de l'existence d'un dommage important ne peut pas être fondée sur un seul facteur négatif.[754] Elle affirme que, ayant constaté que tous les facteurs indiquaient une tendance positive, la Commission aurait dû conclure que la branche de production de l'UE n'avait pas subi de dommage important.[755] La Chine affirme que la Commission n'a pas indiqué si et comment tel ou tel facteur négatif l'emportait sur les tendances positives concernant la plupart des facteurs de dommage.[756] Elle juge aussi non convaincant l'exposé par la Commission des raisons pour lesquelles les tendances relatives à certains facteurs étaient des "évolutions négatives".[757] La Chine estime qu'un examen objectif des facteurs mentionnés à l'article 3.4 n'aurait pu qu'aboutir à la conclusion que la branche de production de l'UE n'avait subi aucun dommage.[758]

7.375 Enfin, la Chine soutient que la Commission a considéré à tort l'éviction d'éléments de fixation fabriqués dans l'UE par des importations chinoises sur certains segments du marché lorsqu'elle a établi sa détermination. La Chine s'appuie sur le rapport du Groupe spécial *CE – Accessoires de tuyauterie* pour faire valoir qu'il ne peut pas être constaté que l'existence d'un dommage résulte de l'éviction de ventes d'un segment de produit vers un autre segment de produit pour le même produit similaire.[759] En outre, la Chine affirme que toute l'analyse du dommage repose sur la distinction entre les deux segments de marché, et que les conclusions de l'Union européenne sont fondées sur le fait que la branche de production est passée de la production d'éléments de fixation ordinaires à une production accrue d'éléments de fixation spéciaux en raison, selon les allégations, de la pression des importations faisant l'objet d'un dumping.[760] D'après la Chine, cela montre que la détermination de l'existence d'un

[749] Chine, deuxième communication écrite, paragraphe 897.
[750] Chine, première communication écrite, paragraphes 446 et 447.
[751] Chine, première communication écrite, paragraphe 450.
[752] Chine, deuxième communication écrite, paragraphe 915.
[753] Chine, première communication écrite, paragraphe 451.
[754] Chine, première communication écrite, paragraphes 453 et 454.
[755] Chine, deuxième communication écrite, paragraphe 921.
[756] Chine, deuxième communication écrite, paragraphes 927 à 929.
[757] Chine, deuxième communication écrite, paragraphes 930 à 934.
[758] Chine, première communication écrite, paragraphe 456.
[759] Chine, première communication écrite, paragraphe 460.
[760] Chine, deuxième communication écrite, paragraphe 948.

dommage n'était pas fondée sur le produit similaire défini par la Commission, qui comprend aussi bien les éléments de fixation ordinaires que les éléments de fixation spéciaux.[761]

ii) Union européenne

7.376 En ce qui concerne le premier argument de la Chine, l'Union européenne reconnaît que, dans l'évaluation de l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping, la Commission a utilisé des données concernant les producteurs nationaux inclus dans l'échantillon, sauf pour sept facteurs (la production, la capacité de production, l'utilisation des capacités, les ventes, la part de marché, l'emploi et productivité).[762] Pour ces facteurs, elle a utilisé des données concernant toute la branche de production nationale, telle qu'elle a été définie dans l'enquête en cause. Toutefois, fait valoir l'Union européenne, la Chine n'a pas fourni d'éléments *prima facie* montrant que cela avait conduit à établir une détermination non objective de l'existence d'un dommage.[763] De l'avis de l'Union européenne, tant les renseignements concernant la branche de production nationale telle qu'elle a été définie que les renseignements concernant l'échantillon pouvaient être pris en considération, et pour des facteurs différents, lorsqu'on fait une détermination de l'existence d'un dommage, parce que les données concernant les producteurs inclus dans l'échantillon étaient représentatives de la situation de l'ensemble de la branche de production nationale telle qu'elle avait été définie.[764] Par conséquent, tous les renseignements considérés concernaient la même branche de production nationale.[765] L'Union européenne estime que rien, dans l'analyse effectuée par la Commission, ne montre que la portée de l'analyse est limitée à une partie ou à un segment de la branche de production nationale.[766] L'Union européenne ajoute que, lorsque la Commission a recours à l'échantillonnage, sa pratique générale est de fonder son analyse du dommage concernant les facteurs "macro-économiques" sur l'ensemble de la branche de production nationale et celle concernant les facteurs "microéconomiques" sur les producteurs inclus dans l'échantillon, et elle estime que rien, dans cette pratique, ne montre qu'un examen objectif n'a pas été effectué.[767] L'Union européenne soutient que la différence alléguée entre le Document d'information et le Règlement définitif, invoquée par la Chine pour étayer son allégation de partialité, est fondée sur une présentation des faits inexacte et que cette différence n'existe pas.[768]

7.377 S'agissant du deuxième argument avancé par la Chine, l'Union européenne soutient que la Commission a bien tenu compte du léger accroissement de la rentabilité enregistré durant la période considérée, mais qu'elle a raisonnablement constaté que la rentabilité était faible par rapport à la marge bénéficiaire ciblée raisonnable de 5 pour cent.[769] L'Union européenne estime que dans son argumentation, la Chine demande au Groupe spécial de substituer son jugement à celui de l'autorité chargée de l'enquête, ce qu'il ne peut pas faire.[770] En outre, l'Union européenne maintient que, considérée dans son contexte et à la lumière des explications figurant dans le Règlement définitif, la conclusion selon laquelle la rentabilité est restée faible, compte tenu notamment de la forte hausse de la consommation, était raisonnable.[771]

---

[761] Chine, deuxième communication écrite, paragraphe 948.
[762] Union européenne, première communication écrite, paragraphes 561 et 562.
[763] Union européenne, première communication écrite, paragraphe 560.
[764] Union européenne, première communication écrite, paragraphe 573.
[765] Union européenne, deuxième communication écrite, paragraphe 190.
[766] Union européenne, première communication écrite, paragraphe 574.
[767] Union européenne, première communication écrite, paragraphe 585. L'Union européenne indique que cela est expliqué dans le document d'information, *id.*, note de bas de page 483, faisant référence à la pièce CHN-17, page 16.
[768] Union européenne, première communication écrite, paragraphes 582 à 588; Union européenne, deuxième communication écrite, paragraphe 195.
[769] Union européenne, première communication écrite, paragraphe 594.
[770] Union européenne, première communication écrite, paragraphe 592.
[771] Union européenne, première communication écrite, paragraphe 598.

7.378 En réponse au troisième argument de la Chine, l'Union européenne affirme que le Règlement définitif montre que, même si seule la part de marché avait fortement diminué, l'évaluation de plusieurs autres facteurs, y compris la production, la productivité, l'utilisation des capacités et la rentabilité, faisait aussi apparaître une tendance négative.[772] L'Union européenne note en outre que le Règlement définitif explique comment même une évolution positive, dans son contexte, ne reflète pas la forte hausse de la demande et ne compromet donc pas les conclusions établies.[773] Elle estime que l'Accord antidumping ne prescrit pas qu'il y ait des tendances négatives concernant chaque facteur de dommage pour pouvoir déterminer que la branche de production nationale subit un dommage.[774]

7.379 S'agissant du quatrième argument de la Chine, l'Union européenne estime que la Commission n'a pas constaté que le dommage n'avait été causé qu'à un seul segment du marché.[775] L'Union européenne affirme que dans le Règlement définitif, elle a examiné les tendances sur les différents segments du marché, à savoir le segment des éléments de fixation ordinaires et le segment des éléments de fixation spéciaux, pour expliquer comment la branche de production de l'UE avait tenté de faire face à l'incidence de la concurrence des importations faisant l'objet d'un dumping, qui était concentrée principalement sur le segment des éléments de fixation ordinaires.[776] L'Union européenne maintient que dans sa conclusion, la Commission reliait clairement cette évaluation à la constatation de l'existence d'un dommage causé à la branche de production dans son ensemble.[777] Elle demande instamment au Groupe spécial de s'abstenir d'entreprendre un examen *de novo* de la détermination établie par la Commission.

b) Tierces parties

i) Chili

7.380 Le Chili estime que la détermination de l'existence d'un dommage causé à la branche de production nationale faite par l'Union européenne est incompatible avec l'article 3.1 et 3.4 de l'Accord antidumping. De l'avis du Chili, l'Union européenne a considéré que l'éviction des ventes intérieures d'un segment du produit (les "éléments de fixation spéciaux") résultait de l'accroissement des importations d'un autre segment du produit (les "éléments de fixation ordinaires"). Le Chili estime que cette analyse est contraire aux principes fondamentaux qui devraient guider toute autorité chargée de l'enquête lorsqu'elle détermine l'existence d'un dommage.[778]

ii) Inde

7.381 L'Inde estime que la détermination de l'existence d'un dommage établie par l'Union européenne sur la base d'un échantillon de producteurs nationaux représentant 17,5 pour cent de la production nationale n'était pas conforme aux articles 4.1 et 3.1 de l'Accord antidumping. L'Inde note que l'Union européenne a effectué l'analyse du dommage sur la base d'un échantillon de producteurs représentant 17,5 pour cent de la production totale du produit similaire de l'UE, que l'"industrie communautaire" définie par l'Union européenne comprenait les producteurs nationaux dont les productions additionnées représentaient 27 pour cent de la production nationale, et que l'Union européenne estime que c'est par rapport à cette production totale de l'industrie communautaire que l'on devrait examiner la représentativité de l'échantillon. Autrement dit, l'Inde affirme que l'Union européenne fait valoir qu'il n'est pas absolument nécessaire que les producteurs nationaux inclus dans

[772] Union européenne, première communication écrite, paragraphes 607 à 613.
[773] Union européenne, première communication écrite, paragraphes 617 et 618.
[774] Union européenne, deuxième communication écrite, paragraphe 204, citant le rapport du Groupe spécial *CE – Linge de lit (article 21:5 – Inde)*, paragraphe 6.213.
[775] Union européenne, première communication écrite, paragraphe 627.
[776] Union européenne, deuxième communication écrite, paragraphe 207.
[777] Union européenne, deuxième communication écrite, paragraphe 207.
[778] Chili, déclaration orale, paragraphe 9.

l'échantillon représentent une proportion majeure de la production nationale totale, mais qu'ils sont représentatifs de la branche de production communautaire.[779] De l'avis de l'Inde, cet argument soulève une question importante, qui est de savoir si la détermination de l'existence d'un dommage établie par l'Union européenne était conforme à la prescription relative à l'"examen objectif". L'Inde note que l'article 3.1 exige que la détermination de l'existence d'un dommage soit fondée sur des éléments de preuve positifs et comporte un examen objectif de l'effet des importations faisant l'objet d'un dumping sur les producteurs nationaux, tandis que l'article 3.4 prescrit l'examen de l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production nationale concernée. Selon l'Inde, l'article 3.4 n'envisage pas l'échantillonnage, et l'article 4.1 n'en fait pas mention. L'Inde estime que, pour que l'on puisse procéder à un examen objectif du dommage au titre de l'article 3, l'expression "branche de production nationale" doit s'entendre de l'ensemble des producteurs nationaux de produits similaires ou de ceux d'entre eux dont les productions additionnées constituent une proportion majeure de la production nationale totale. Même si l'autorité chargée de l'enquête a recours à l'échantillonnage des producteurs nationaux, l'obligation énoncée à l'article 4.1 en ce qui concerne la définition de la branche de production nationale doit primer aux fins de l'examen du dommage au titre de l'article 3.[780]

iii) Norvège

7.382 La Norvège soutient que la discipline rigoureuse applicable à la détermination de l'existence d'un dommage par les autorités chargées de l'enquête, en particulier l'article 3.1, exige que l'autorité chargée de l'enquête détermine l'incidence des produits faisant l'objet d'un dumping sur les producteurs nationaux de "produits similaires".[781] Elle affirme que, une fois que l'Union européenne a déterminé que le champ du produit couvrait les éléments de fixation ordinaires et les éléments de fixation spéciaux, ce champ reste le même tout au long de l'enquête, et que l'article 3.1 comporte l'obligation de considérer le produit dans son ensemble, et non certains segments ou modèles du produit.[782] Pour la Norvège, il s'ensuit logiquement qu'il ne peut pas être constaté que l'existence d'un dommage résulte de l'éviction de ventes d'un segment vers un autre, pour le même "produit similaire".[783] Par conséquent, la Norvège affirme que si le Groupe spécial constatait que l'Union européenne, dans sa détermination de l'existence d'un dommage important, a considéré l'éviction de ventes d'un segment vers un autre comme un facteur, cela serait contraire à l'article 3.1 de l'Accord antidumping.[784]

iv) États-Unis

7.383 Les États-Unis estiment qu'une fois que l'autorité chargée de l'enquête a déterminé quelles sont les entités qui forment la "branche de production nationale" sur laquelle reposera son analyse du dommage, un "examen objectif" nécessite que cette autorité cherche à obtenir et, dans la mesure du possible, utilise un ensemble de données cohérent qui reflète l'activité de ces entités.[785] Les États-Unis reconnaissent que l'autorité chargée de l'enquête peut être aux prises avec des données peu fiables ou incomplètes fournies par un ou plusieurs producteurs nationaux. En pareils cas, si elle n'obtient pas des renseignements complets et précis en présentant des demandes supplémentaires, ou si elle a recours à une méthode d'estimation raisonnable qui donnera des résultats conformes à la situation de la branche de production nationale, elle devrait tout au moins expliquer pourquoi elle doit

[779] Inde, déclaration orale, paragraphe 6.
[780] Inde, déclaration orale, paragraphe 7.
[781] Norvège, communication écrite, paragraphe 41.
[782] Norvège, communication écrite, paragraphe 42.
[783] Norvège, communication écrite, paragraphe 43.
[784] Norvège, communication écrite, paragraphe 44.
[785] États-Unis, communication écrite, paragraphe 33, faisant référence au rapport du Groupe spécial *Mexique – Tubes et tuyaux*, paragraphes 7.326 à 7.328.

examiner les facteurs de dommage sur la base de différents groupes de producteurs nationaux. Sans cette explication, il pourrait apparaître que l'autorité chargée de l'enquête n'a pas effectué un examen objectif fondé sur des éléments de preuve positifs, comme il est prescrit à l'article 3.1, mais qu'elle a au contraire fait un tri sélectif des données pour montrer l'existence d'un dommage dans des cas où il n'y en a peut-être pas.[786]

c) Évaluation par le Groupe spécial

7.384 Avant d'examiner les questions soulevées par l'allégation de la Chine et les arguments des parties, nous rappelons brièvement les faits concernant la détermination de l'existence d'un dommage dans l'enquête en cause.

7.385 La Commission, à savoir l'autorité de l'UE chargée de l'enquête, a examiné l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping dans la section du Règlement définitif intitulée "situation de l'industrie communautaire", aux considérants 127 à 161, en concluant dans le dernier considérant que "l'industrie communautaire a subi un préjudice important". Il n'est pas contesté que la Commission a examiné tous les facteurs énoncés à l'article 3.4 de l'Accord antidumping. Il n'est pas non plus contesté que, lorsqu'elle a examiné certains facteurs, notamment la production, la capacité de production, l'utilisation des capacités, les ventes, la part de marché, les prix moyens, l'emploi et la productivité, la Commission s'est référée à des données concernant l'ensemble de la branche de production nationale, telle qu'elle a été définie dans l'enquête, à savoir les 46 producteurs d'éléments de fixation de l'UE.[787] Lorsqu'elle a examiné les facteurs restants, à savoir les stocks, la rentabilité et le flux de liquidités, l'investissement, le retour sur investissement, la capacité de se procurer des capitaux et les salaires, la Commission s'est référée à des données concernant les producteurs d'éléments de fixation de l'UE composant l'échantillon, à savoir les sept entreprises incluses dans l'échantillon.[788] Le Règlement définitif traite des renseignements sur la rentabilité dans les considérants 141 à 143, et les conclusions générales de la Commission sont formulées aux considérants 153 à 160, en particulier les considérants 155 à 157 concernant la rentabilité et le considérant 160 concernant "l'éviction … dans quelques segments importants du marché".

7.386 Nous rappelons que l'article 3.1 de l'Accord antidumping dispose ce qui suit:

> "La détermination de l'existence d'un dommage aux fins de l'article VI du GATT de 1994 se fondera sur des éléments de preuve positifs et comportera un examen objectif *a)* du volume des importations faisant l'objet d'un dumping et de l'effet des importations faisant l'objet d'un dumping sur les prix des produits similaires sur le marché intérieur, et *b)* de l'incidence de ces importations sur les producteurs nationaux de ces produits."

Et l'article 3.4 dispose ce qui suit:

> "L'examen de l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production nationale concernée comportera une évaluation de tous les facteurs et indices économiques pertinents qui influent sur la situation de cette branche, y compris les suivants: diminution effective et potentielle des ventes, des bénéfices, de la production, de la part de marché, de la productivité, du retour sur investissement, ou de l'utilisation des capacités; facteurs qui influent sur les prix intérieurs; importance de la marge de dumping; effets négatifs, effectifs et potentiels, sur le flux de liquidités, les stocks, l'emploi, les salaires, la croissance, la capacité de se procurer

[786] États-Unis, communication écrite, paragraphe 33.
[787] Voir le Règlement définitif, pièce CHN-4, considérant 127 et article 5.1, 5.3 et 5.6.
[788] Voir le Règlement définitif, pièce CHN-4, considérant 127, et article 5.2, 5.4, 5.5 et 5.7.

> des capitaux ou l'investissement. Cette liste n'est pas exhaustive, et un seul ni même plusieurs de ces facteurs ne constitueront pas nécessairement une base de jugement déterminante."

7.387 La Chine a formulé quatre allégations d'erreur distinctes portant sur l'analyse et la détermination de la Commission qui concernent l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production de l'UE, afin d'étayer son allégation selon laquelle la Commission n'a pas procédé à un examen objectif fondé sur des éléments de preuve positifs, à savoir:

a) que la Commission n'a pas fondé sa détermination sur le même groupe de producteurs pour tous les facteurs de dommage qui ont été analysés;

b) que la Commission n'a pas procédé à une évaluation objective de la rentabilité de la branche de production de l'UE, car elle n'a pas tenu compte de l'amélioration de la rentabilité observée durant la période couverte par l'enquête et a considéré le taux de rentabilité de 4,4 pour cent comme étant faible;

c) que l'évaluation globale par la Commission de l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production nationale de l'UE n'était pas objective, car le seul facteur de dommage indiquant une tendance négative était la part de marché, et une autorité chargée de l'enquête raisonnable n'aurait pas conclu dans ces circonstances que la branche de production nationale subissait un dommage;

d) que la Commission a établi une détermination selon laquelle les importations faisant l'objet d'un dumping évinçaient les produits de l'UE sur certains segments du marché, et que cette différenciation entre différents segments du marché a abouti à une détermination incompatible avec l'article 3.1 et 3.4 de l'Accord antidumping.

Nous examinerons successivement ci-après chacun de ces arguments.

7.388 Outre sa réponse de fond aux allégations, l'Union européenne affirme, à titre préliminaire, que la Chine n'a pas fourni d'éléments *prima facie* montrant que l'autorité de l'UE chargée de l'enquête n'a pas procédé à un "examen objectif" concernant le premier aspect de son allégation de violation.[789] Nous notons qu'"un commencement de preuve, en l'absence de réfutation effective par la partie défenderesse, fait obligation au groupe spécial, en droit, de statuer en faveur de la partie plaignante fournissant le commencement de preuve".[790] Il nous semble que l'allégation de la Chine repose en partie sur son interprétation de l'Accord antidumping et sur la définition de la branche de production nationale. Par conséquent, nous jugeons approprié de tenir compte des arguments de fond concernant cette allégation et d'examiner si la Chine a présenté des éléments *prima facie* justifiés au cours de cette évaluation.

7.389 L'Union européenne reconnaît que la Commission a fondé son évaluation de certains facteurs de dommage sur des renseignements concernant l'échantillon, et son évaluation des autres facteurs sur des renseignements concernant l'ensemble de la branche de production de l'UE. Nous croyons comprendre que la Chine fait valoir qu'une telle approche est en soi incompatible avec l'article 3.1 et 3.4 de l'Accord antidumping.[791] En réponse à une question du Groupe spécial, la Chine a affirmé ce qui suit:

---

[789] Union européenne, première communication écrite, paragraphe 560.

[790] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 104.

[791] La Chine affirme aussi que cela démontre que cette approche a entraîné une détermination incompatible avec les obligations énoncées à l'article 3.1 et 3.4 en l'espèce, en montrant que, selon qu'un facteur

> "Selon la Chine, il est nécessaire, une fois que l'ensemble des producteurs est défini aux fins de l'analyse du dommage – soit la branche de production nationale telle que l'autorité chargée de l'enquête l'a définie (comme étant l'ensemble des producteurs nationaux ou un certain nombre d'entre eux représentant une proportion majeure de la production nationale totale), soit un échantillon de producteurs de la branche de production nationale, telle qu'elle a été définie –, que l'autorité chargée de l'enquête utilise d'une manière cohérente cet ensemble de producteurs tout au long de son examen de l'existence d'un dommage. … La Chine estime que le fait de passer maintes fois de la branche de production nationale telle qu'elle a été définie à un échantillon de cette branche de production ne constitue pas une méthode objective, car en choisissant l'ensemble des producteurs examinés, on peut influencer le résultat de l'analyse du dommage."[792]

L'Union européenne a expliqué que sa pratique, dans les cas où l'échantillonnage est utilisé, consiste à recueillir des renseignements sur les facteurs "microéconomiques" auprès des producteurs inclus dans l'échantillon et à tenir compte de ces renseignements dans son analyse du dommage, alors que les renseignements sur les facteurs "macro-économiques" sont obtenus auprès de tous les producteurs qui constituent la branche de production nationale et pris en compte dans l'analyse. Dans une autre partie du présent rapport, nous avons rejeté les arguments de la Chine concernant la définition de la branche de production nationale et le choix de l'échantillon dans l'enquête correspondante.[793] Dans ces circonstances, la logique voudrait que le fait que certains renseignements sont recueillis et analysés uniquement pour l'échantillon, tandis que d'autres sont recueillis et analysés pour tous les producteurs de la branche de production, ne puisse pas en soi rendre l'examen non objectif. Un échantillon doit permettre à l'autorité chargée de l'enquête de généraliser à l'ensemble. En outre, la pratique de la Commission qui consiste à recueillir et à examiner, uniquement pour les producteurs inclus dans l'échantillon, les renseignements sur des facteurs comme les stocks, la rentabilité et le flux de liquidités, l'investissement, le retour sur investissement, la capacité à se procurer des capitaux et les salaires n'est pas déraisonnable à première vue, et la Chine n'a pas fait valoir le contraire.

7.390 La Chine fait valoir que l'autorité chargée de l'enquête n'a pas examiné les facteurs de dommage "par rapport à une branche de production communautaire définie d'une manière systématique"[794], laissant entendre qu'elle estime que l'autorité chargée de l'enquête a modifié sa définition de la branche de production au cours de son examen ou a utilisé différentes définitions de la branche de production pour les différents facteurs.[795] À cet égard, nous estimons que l'argument de la Chine repose sur une hypothèse erronée. La Commission a défini la branche de production nationale dans la présente affaire comme comprenant 46 producteurs d'éléments de fixation de l'UE, et elle a choisi ultérieurement un échantillon de ces producteurs aux fins de l'enquête. Il est clair que l'échantillon n'est pas la branche de production nationale. À notre avis, si l'échantillon est correctement constitué, comme nous l'avons constaté en l'espèce, les renseignements y relatifs peuvent être utilisés parce qu'ils sont représentatifs de l'ensemble de la branche de production nationale. Par conséquent, l'utilisation de renseignements concernant l'échantillon pour certains facteurs et de renseignements concernant l'ensemble de la branche de production nationale pour d'autres facteurs ne signifie pas que l'autorité chargée de l'enquête n'a pas examiné les facteurs de

---

de dommage spécifique est examiné par rapport à la branche de production telle que la Commission l'a définie ou par rapport à l'échantillon, le résultat est sensiblement différent, au point d'influer sur l'issue de l'analyse du dommage. Chine, réponse à la question n° 50 du Groupe spécial, paragraphe 169. Nous examinons cette affirmation plus en détail ci-après.

[792] Chine, réponse à la question n° 50 du Groupe spécial, paragraphe 169.

[793] Voir la section VII.D.4 c) ci-dessus.

[794] Chine, première communication écrite, paragraphe 435.

[795] Chine, deuxième communication écrite, paragraphe 896. Voir aussi: Chine, réponse à la question n° 50 du Groupe spécial, paragraphe 169, citée dans le texte au paragraphe 7.389 ci-dessus.

dommage par rapport à une branche de production définie d'une manière systématique – il n'y a qu'une seule branche de production définie en l'espèce, à savoir les 46 producteurs d'éléments de fixation de l'UE. L'échantillon n'est pas une "définition" différente de la branche de production nationale. Nous sommes d'accord avec la Chine dans la mesure où, une fois que la branche de production nationale a été définie, il est évident que l'examen, l'analyse et la détermination de l'existence d'un dommage doivent être faits relativement à cette branche de production. Toutefois, cela ne limite pas le droit de l'autorité chargée de l'enquête d'utiliser des renseignements relatifs à un échantillon de la branche de production nationale correctement constitué dans le cadre de cet examen, cette analyse et cette détermination. Comme le Groupe spécial chargé de l'affaire *Mexique – Tubes et tuyaux* l'a fait observer, "une fois qu'elle a défini le cadre dans lequel s'inscrira son analyse … l'autorité chargée de l'enquête doit utiliser le cadre qu'elle a défini d'une manière systématique et cohérente pendant toute la durée de l'enquête".[796] À notre avis, c'est effectivement ce que la Commission a fait en l'espèce en établissant une détermination relative à la branche de production nationale telle qu'elle a été définie dans cette enquête. L'utilisation de renseignements concernant aussi bien la branche de production que l'échantillon n'a pas d'incidence sur ce point de vue.

7.391 Enfin, nous notons que ce n'est pas la première affaire dans laquelle la pratique de la Commission à cet égard a été examinée par un groupe spécial. Le Groupe spécial *CE – Linge de lit* a examiné une allégation similaire dans le cadre d'une affaire où la Commission a pris en considération des renseignements concernant l'ensemble des producteurs de la branche de production nationale pour certains facteurs, et des renseignements concernant un échantillon de cette branche de production pour les autres facteurs.[797] Le Groupe spécial, notant que, conformément à l'article 3.4, la détermination de l'existence d'un dommage doit être formulée pour la branche de production nationale qui fait l'objet de l'enquête, a indiqué ce qui suit:

> "il serait anormal de conclure que, parce que les Communautés européennes ont choisi d'examiner un échantillon de la branche de production nationale, elles étaient tenues de fermer les yeux sur d'autres renseignements dont elles disposaient au sujet de la branche de production nationale qu'elles avaient définie et d'en faire abstraction. Une pareille conclusion serait incompatible avec le principe fondamental qui veut que les enquêtes antidumping soient équitables et que les autorités chargées de l'enquête

[796] Rapport du Groupe spécial *Mexique – Tubes et tuyaux*, paragraphe 7.322. Nous estimons que les arguments de la Chine reposant sur le rapport du Groupe spécial *Mexique – Tubes et tuyaux* sont fondés sur une interprétation erronée de ce rapport. Dans cette affaire, la question examinée dans la section du rapport citée par la Chine était de savoir si la collecte et l'utilisation par l'autorité chargée de l'enquête de certaines catégories de données relatives à trois entreprises, et d'autres catégories de données relatives à une seule entreprise, étaient compatibles avec les obligations du Mexique au titre de l'article 3.1, 3.2, 3.4 et 3.5 concernant le dommage causé à la "branche de production nationale" telle qu'elle est définie à l'article 4.1. Il n'y avait aucune allégation selon laquelle cette entreprise, ou le groupe des trois entreprises, constituait un échantillon de la branche de production nationale. En fait, la définition de la branche de production nationale n'était pas du tout en cause dans ce différend. À notre avis, il n'y a aucune incohérence entre notre conclusion en l'espèce et le point de vue de ce Groupe spécial selon lequel "une fois qu'elle a déterminé quelles sont les entités qui forment la branche de production nationale sur laquelle reposera son analyse du dommage, l'autorité chargée de l'enquête doit chercher à obtenir et utiliser un ensemble de données cohérent qui reflète l'activité de ces entités". Rapport du Groupe spécial *Mexique – Tubes et tuyaux*, paragraphe 7.326. Aussi bien les renseignements concernant l'ensemble de la branche de production nationale que ceux concernant un échantillon correctement constitué "reflète[nt] l'activité" de la branche de production nationale pour laquelle une détermination de l'existence d'un dommage doit être établie et, à notre avis, ils constituent donc un "ensemble de données cohérent" aux fins d'une analyse du dommage.

[797] Dans cette affaire, l'autorité chargée de l'enquête a aussi pris en considération des renseignements concernant les producteurs qui n'étaient pas inclus dans la branche de production nationale qu'elle avait définie. Le Groupe spécial a conclu que ces renseignements, puisqu'ils ne concernaient pas la branche de production nationale telle qu'elle avait été définie, n'étaient pas pertinents pour la détermination. Rapport du Groupe spécial *CE – Linge de lit*, paragraphes 6.182 et 6.183. Toutefois, cette situation factuelle n'est pas en cause en l'espèce.

> fondent leurs conclusions sur une évaluation objective des éléments de preuve. Il n'est pas possible d'avoir une évaluation objective des éléments de preuve s'il faut faire abstraction de certains de ces éléments de preuve, bien qu'ils se rapportent précisément aux questions à résoudre. Ainsi, nous considérons que les Communautés européennes n'ont pas agi d'une manière incompatible avec les paragraphes 1, 4 et 5 de l'article 3 de l'Accord antidumping en tenant compte dans leur analyse de renseignements concernant l'ensemble de l'industrie communautaire, y compris des renseignements relatifs à des entreprises qui n'étaient pas incluses dans l'échantillon."[798]

Nous sommes d'accord avec ces vues.

7.392 Sur la base de ce qui précède, nous rejetons l'allégation de la Chine selon laquelle le fait que la Commission a examiné certains facteurs de dommage sur la base de renseignements relatifs à la branche de production nationale telle qu'elle a été définie, et les facteurs restants sur la base de renseignements relatifs à l'échantillon de cette branche de production, démontre que la détermination n'était pas un examen objectif fondé sur des éléments de preuve positifs.

7.393 Ayant conclu que l'examen de renseignements relatifs aussi bien à la branche de production telle qu'elle a été définie qu'à un échantillon de cette branche de production n'est pas en soi incompatible avec l'article 3.1 et 3.4, nous passons à la question de savoir si la Chine a démontré que, en l'espèce, cette façon de faire aboutissait à un examen des éléments de preuve qui n'était pas objectif. Dans ce contexte, nous notons que la Chine ne conteste pas les faits sur lesquels s'est appuyée l'autorité chargée de l'enquête, mais qu'elle conteste plutôt le choix des faits pour certains groupes, en affirmant que "le fait que l'analyse des facteurs de dommage, par rapport à la branche de production nationale comprenant 45 producteurs ou par rapport aux producteurs inclus dans l'échantillon, conduit à des résultats différents est un élément de preuve substantiel qui montre que l'examen n'a pas été effectué objectivement et était fondamentalement partial".[799] À l'appui de sa position, la Chine affirme que, dans le Document d'information, la Commission a examiné des données relatives aux ventes et à la part de marché pour les producteurs inclus dans l'échantillon, mais que, dans le Règlement définitif, elle a analysé les ventes et la part de marché pour toute la branche de production de l'UE.[800] Nous avons noté dans une autre partie du présent rapport que le Document d'information n'était pas une mesure en l'espèce, et nous acceptons l'affirmation de l'Union européenne indiquant qu'il s'agit d'un document de travail intermédiaire, mais, dans le contexte de cet argument, nous estimons approprié de tenir compte du Document d'information dans notre examen de la question de savoir si les différences d'approche entre ce document et le Règlement définitif étayent l'allégation de la Chine selon laquelle la Commission a effectué un examen sélectif des données d'une manière partiale. Toutefois, nous notons tout d'abord que le simple fait qu'il existe des différences entre les vues préliminaires énoncées dans le Document d'information et les conclusions finales établies dans le Règlement définitif ne suffit pas, à notre avis, pour démontrer que les autorités chargées de l'enquête ont effectué leur enquête de manière à "orienter le processus d'évaluation pour rendre une constatation de l'existence d'un dommage plus probable".[801] Comme on l'a noté, le Document d'information est, tout au plus, une vue préliminaire des faits. Ainsi, le fait que certaines conclusions dans le Règlement définitif sont fondées sur des renseignements relatifs à l'ensemble de la branche de production nationale, alors que le Document d'information porte sur des renseignements

[798] Rapport du Groupe spécial *CE – Linge de lit*, paragraphe 6.181.
[799] Chine, deuxième communication écrite, paragraphe 897.
[800] Chine, première communication écrite, paragraphes 439 à 442, citant le document d'information, pièce CHN-17, pages 17 et 21; Règlement définitif, pièce CHN-4, considérants 136 et 154.
[801] Chine, deuxième communication écrite, paragraphe 897.

relatifs à l'échantillon, ne montre pas à lui seul le caractère "sélectif" de l'examen des faits dans le Règlement définitif qui, nous le rappelons, est la mesure dont nous sommes saisis.[802]

7.394 Passant aux faits, nous notons que le Document d'information expose la pratique de la Commission relative à l'examen des renseignements, tant pour la branche de production que pour l'échantillon, et indique ce qui suit:

> "[d]ans les cas d'échantillonnage de l'industrie communautaire, la pratique des services de la Commission consiste à examiner les éléments "macro-économiques" (en général la production, la capacité, le volume des ventes, la part de marché et l'emploi) sur la base des renseignements recueillis au niveau de l'ensemble de l'industrie communautaire (pas seulement pour les entreprises incluses dans l'échantillon). Toutefois, comme il est indiqué plus haut, de nombreux producteurs communautaires n'ont pas coopéré à l'enquête et n'ont donc pas permis que tous ces éléments soient examinés pour l'ensemble de l'industrie communautaire. En conséquence, l'analyse de la situation de l'industrie communautaire a été effectuée pour les entreprises incluses dans l'échantillon, sauf pour les ventes et la part de marché pour lesquelles les chiffres se rapportent à tous les producteurs communautaires ayant coopéré. Les autres éléments "macro-économiques" continueront à faire l'objet de l'enquête dans la mesure du possible."[803]

Ainsi, il est clair que les parties ayant reçu le Document d'information avaient été informées que l'analyse contenue dans ce document était préliminaire, que l'enquête sur certains éléments à analyser continuerait, et que l'analyse figurant dans le Règlement définitif pourrait bien être effectuée sur la base de renseignements différents, comme cela a été en fait le cas en l'espèce, conformément à la pratique habituelle de la Commission qui consistait à examiner les facteurs "macro-économiques" sur la base de renseignements concernant l'ensemble de la branche de production, dans les cas où cela était possible.[804] À notre avis, c'est en soi une base suffisante pour rejeter l'argument de la Chine selon lequel l'examen des renseignements par la Commission dans le Règlement définitif était "sélectif". Par ailleurs, nous notons en fait que, même si les chiffres et les degrés spécifiques sont différents, le Document d'information et le Règlement définitif aboutissent tous deux à la même conclusion essentielle, indiquant une perte notable de la part de marché pour la branche de production de l'UE.[805]

7.395 Par conséquent, nous concluons que la Chine n'a pas démontré que l'examen des données relatives à l'échantillon de la branche de production de l'UE pour certains facteurs, et des données

---

[802] C'est l'inverse de la situation dans l'affaire *Mexique – Tubes et tuyaux*, dans laquelle l'autorité chargée de l'enquête, dans sa détermination finale, a pris en considération des faits relatifs à deux groupes de producteurs différents qui n'étaient, ni l'un ni l'autre, un échantillon correctement constitué de l'ensemble de la branche de production nationale dans le cadre de l'enquête.

[803] Document d'information, pièce CHN-17, page 16.

[804] On ne voit pas clairement pourquoi, après avoir indiqué, comme il a été dit ci-dessus, que les chiffres sur les ventes et la part de marché se rapportaient à tous les producteurs communautaires ayant coopéré, le tableau à la page 17 du Document d'information, et le texte y relatif à la page 18 mentionnent que les renseignements sur les ventes se rapportaient aux producteurs inclus dans l'échantillon. Toutefois, à notre avis, cela renforce le caractère préliminaire des renseignements et de l'analyse figurant dans le Document d'information, et étaye encore davantage notre point de vue selon lequel les différences entre ce document et le Règlement définitif ne démontrent pas que l'analyse contenue dans le Règlement définitif n'était pas objective.

[805] Comparer le Document d'information, pièce CHN-17, page 18 ("la part de marché de l'industrie communautaire a diminué sensiblement de 8,8 pour cent en moins de trois ans"), et le Règlement définitif, pièce CHN-4, considérant 139 ("la part de marché des producteurs communautaires a reculé de 24 pour cent en moins de trois ans").

relatives à l'ensemble de la branche de production de l'UE pour d'autres facteurs, a entraîné en l'espèce une analyse et des résultats partiaux, et nous rejetons cet aspect de l'allégation de la Chine.

7.396 Passant à l'allégation selon laquelle la Commission n'a pas examiné objectivement la rentabilité de la branche de production nationale, nous notons que, dans la mesure où la Chine affirme qu'il y a eu une erreur en se basant sur le fait que la Commission n'a pas tenu compte de l'amélioration de la rentabilité durant la période couverte par l'enquête, nous constatons que cette affirmation est factuellement infondée, car il est clair que le Règlement définitif traite des données relatives à la rentabilité et mentionne l'augmentation invoquée par la Chine dans ses arguments. En fait, la Chine reconnaît la même chose.[806]

7.397 Ainsi, nous passons à la principale allégation, à savoir l'affirmation de la Chine selon laquelle le fait de qualifier un taux de profit de 4,4 pour cent de "faible" et de conclure que les importations faisant l'objet d'un dumping ont eu une "incidence négative" sur la rentabilité, compte tenu des éléments de preuve montrant que celle-ci s'est améliorée de 2003 jusqu'à la période couverte par l'enquête, est incompatible avec l'article 3.1 et 3.4 de l'Accord antidumping.[807] De l'avis de la Chine, les explications de la Commission sur sa conclusion selon laquelle l'amélioration de la rentabilité a résulté du fait que la branche de production nationale s'est concentrée sur l'offre de produits de qualité supérieure générant des recettes plus élevées montrent que l'autorité chargée de l'enquête "a ignoré" la tendance positive.[808]

7.398 Nous ne sommes pas d'accord. Nous rappelons que la Commission a examiné la rentabilité de la branche de production de l'UE dans différents points du Règlement définitif. Nous notons en particulier le tableau précédant le considérant 141, qui montre que la rentabilité des ventes du produit similaire sur le marché de l'UE par la branche de production était de 2,1 pour cent en 2003, 4,7 pour cent en 2004, 3,4 pour cent en 2005, 2,9 pour cent en 2006 et 4,4 pour cent durant la période couverte par l'enquête, à savoir du 1er octobre 2006 au 30 septembre 2007, ainsi que les déclarations et conclusions suivantes:

> "(141) Les niveaux de bénéfices qu'a générés la vente du produit similaire par l'industrie communautaire ont fluctué pendant toute la période considérée, tout en n'atteignant que des niveaux légèrement positifs.
>
> (142) La rentabilité est tombée à son niveau le plus bas en 2003 (2,1 pour cent), mais s'est améliorée depuis lors, partiellement en raison des efforts de l'industrie communautaire pour réduire les coûts de fabrication et augmenter la productivité, et du fait que ses efforts ont essentiellement porté sur la fourniture de produits de haute qualité, générant des recettes plus élevées que les produits standard et moins touchés par les importations en dumping en provenance de la RPC.
>
> (143) Il est intéressant de noter que la rentabilité globalement positive durant la période considérée a coïncidé avec la croissance du marché durant une phase d'expansion du cycle économique qui s'est déroulée durant l'année 2004 et au début de 2008; il est probable qu'elle se détériorera sensiblement lorsque cette tendance s'inversera. En tant que produit industriel très répandu, les éléments de fixation sont

---

[806] Chine, réponse à la question n° 51 du Groupe spécial, paragraphe 170, dans lequel la Chine fait observer ce qui suit:

> "L'analyse effectuée par la Chine est basée sur les faits et les éléments de preuve versés au dossier, à savoir le considérant 140 du Règlement définitif qui montre que la rentabilité a augmenté entre 2003 et la période couverte par l'enquête, passant de 2,1 pour cent à 4,4 pour cent."

[807] Chine, réponse à la question n° 51 du Groupe spécial, paragraphe 170.

[808] Chine, réponse à la question n° 51 du Groupe spécial, paragraphe 171.

> en effet particulièrement sensibles aux variations de la situation économique dans son ensemble et de la production industrielle en particulier. ...
>
> (154) Parallèlement, alors que la consommation communautaire a augmenté de 29 pour cent, le volume des ventes de l'industrie communautaire n'a diminué que de 1 pour cent. Celle-ci a vu sa part de marché reculer de 24 pour cent et n'a pas pu répercuter totalement sur ses clients l'augmentation générale des prix des matières premières, ce qui a conduit à une faible rentabilité persistante.
>
> (156) L'impact des importations en dumping sur la rentabilité de l'industrie communautaire a été quelque peu atténué, pendant la période considérée, par l'expansion du marché communautaire et un cycle conjoncturel favorable. La situation pourrait néanmoins s'inverser lorsque ce cycle touchera à sa fin. ...
>
> (223) Le niveau des mesures antidumping doit être suffisant pour éliminer le préjudice causé à l'industrie communautaire par les importations faisant l'objet d'un dumping, sans excéder les marges de dumping constatées. Lors du calcul du montant du droit nécessaire à l'élimination des effets du dumping préjudiciable, il a été considéré que les mesures devraient permettre à l'industrie communautaire de réaliser le bénéfice avant impôt qu'elle pourrait raisonnablement escompter dans des conditions de concurrence normales, c'est-à-dire en l'absence d'importations faisant l'objet d'un dumping. Dans cette optique, il a été jugé qu'une marge bénéficiaire de 5 pour cent pouvait être considérée comme le niveau que l'industrie communautaire pourrait escompter, eu égard également au produit similaire, en l'absence de dumping préjudiciable."[809]

7.399 Nous notons que la Chine ne conteste pas les faits mentionnés dans ces passages, mais seulement le fait que la rentabilité globale de la branche de production a été qualifiée de "faible", ainsi que la conclusion selon laquelle les importations faisant l'objet d'un dumping ont eu une incidence négative sur la rentabilité. S'agissant du premier point, nous notons que l'Accord antidumping ne contient aucune disposition prescrivant un seuil de rentabilité qui pourrait être considéré comme suffisamment "faible" pour étayer une conclusion relative à l'existence d'un dommage. En fait, il est évident pour nous qu'il s'agit d'une question à examiner dans chaque affaire, à la lumière de la nature de la branche de production et des faits et circonstances de l'enquête. En l'espèce, la Commission a estimé, et la Chine ne conteste pas, qu'une marge bénéficiaire de 5 pour cent était un niveau que la branche de production devait pouvoir atteindre en l'absence d'un dumping dommageable.[810] Dans ces circonstances, nous ne voyons absolument rien qui nous permettrait de conclure que la conclusion de la Commission selon laquelle le niveau de rentabilité était "faible" dans les circonstances relatives à cette branche de production démontre que les faits n'ont pas été examinés objectivement.

7.400 S'agissant du deuxième point, nous rappelons que la Chine ne conteste pas les faits sur lesquels repose la conclusion de la Commission selon laquelle les importations faisant l'objet d'un dumping ont eu une incidence négative sur la rentabilité de la branche de production. Par contre, la Chine affirme que, puisque la marge bénéficiaire de 4,4 pour cent réalisée durant la période couverte par l'enquête est "proche" du niveau de 5 pour cent que la Commission a jugé approprié, et que la rentabilité a doublé entre 2003 et la période couverte par l'enquête, la Commission "ne pouvait pas conclure objectivement" que les importations faisant l'objet d'un dumping avaient une incidence

[809] Règlement définitif, pièce CHN-4, considérants 141 à 143, 154 et 156, 223.

[810] Nous notons que cela ne signifie pas nécessairement qu'un tel niveau de bénéfice serait "élevé", ou même que la branche de production ne subirait aucun dommage si elle opérait à ce niveau de bénéfice.

négative sur la rentabilité.[811] Ce n'est rien de plus qu'une autre interprétation possible des faits qui, à ce titre, ne suffit pas à notre avis pour démontrer que la Commission n'a pas examiné les éléments de preuve (incontestés) d'une manière objective. Par ailleurs, nous notons que la rentabilité de la branche de production n'a pas augmenté régulièrement durant toute la période allant de 2003 au 30 septembre 2007, mais qu'elle a fluctué[812] et que même à la fin de cette période, au sommet du cycle conjoncturel, elle n'était pas au niveau que la branche de production pouvait être censée atteindre en l'absence de dumping dommageable. Le critère d'examen que nous devons appliquer en vertu de l'article 17.6 i) nous indique clairement que le simple fait qu'il soit possible d'aboutir à une conclusion différente, même s'il s'agissait d'une conclusion que nous aurions pu tirer nous-mêmes (nous ne suggérons pas que c'est le cas en l'espèce) ne suffit pas pour justifier d'infirmer l'évaluation de l'autorité chargée de l'enquête. Nous rejetons donc l'allégation de la Chine selon laquelle l'Union européenne n'a pas examiné objectivement la rentabilité de la branche de production de l'UE.

7.401 La troisième allégation de la Chine est que l'analyse globale de l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production nationale faite par la Commission n'était pas objective. À l'appui de cette allégation, la Chine affirme que la Commission a constaté à tort que la branche de production avait subi un dommage parce qu'un "examen des facteurs pertinents, conformément à l'article 3.4, montr[ait] la situation favorable de cette branche de production".[813] S'agissant de cet aspect de l'allégation de la Chine, nous rappelons que nous n'avons pas à effectuer un examen *de novo* de la détermination établie par la Commission. Par ailleurs, nous rappelons aussi que l'article 3.4 ne contient pas de lignes directrices méthodologiques concernant l'examen exigé des facteurs économiques pertinents, mais qu'il indique que la liste des facteurs énoncés dans cette disposition n'est pas exhaustive et qu'un seul ni même plusieurs des facteurs mentionnés ne peuvent constituer une base de jugement déterminante. Nous estimons notamment que le texte de l'article 3.4 ne prescrit aucunement qu'un facteur ou groupe de facteurs particulier démontre qu'il y a des "tendances négatives", à savoir des diminutions, selon ce que nous croyons comprendre, pour qu'une détermination de l'existence d'un dommage puisse être établie.[814] La Chine insiste sur le fait que la part de marché était, affirme-t-elle, le seul "facteur négatif" et elle fait valoir que, ayant constaté que "tous les facteurs dénotaient une tendance favorable au cours de la période considérée", la Commission aurait dû conclure que la branche de production de l'UE n'avait pas subi de dommage important.[815]

7.402 À notre avis, un "facteur négatif", dans l'évaluation de la situation de la branche de production nationale, n'est pas seulement un facteur pour lequel les renseignements montrent une diminution effective des résultats. Notre point de vue est étayé par le texte de l'article 3.4 qui prescrit aux autorités chargées de l'enquête d'évaluer tous les facteurs pertinents, "y compris … [la] diminution effective et potentielle" pour certains facteurs et les "effets négatifs, effectifs et potentiels" pour d'autres facteurs. Le *New Shorter Oxford English Dictionary* définit le terme "potential" (potentiel) comme suit: "Possible as opp[osed] to actual; capable of coming into being or action; latent" (Possible, par opposition à effectif; susceptible de se produire ou d'entrer en jeu; latent).[816] L'utilisation du mot "potentiel" dans le contexte de la liste non exhaustive des facteurs économiques

[811] Chine, première communication écrite, paragraphe 450; Chine, deuxième communication écrite, paragraphe 915.

[812] Voir le paragraphe 7.398 ci-dessus, citant le Règlement définitif, pièce CHN-4, considérant 141.

[813] Chine, première communication écrite, paragraphe 451.

[814] Par conséquent, il nous semble possible que, même si les éléments de preuve présentés à l'autorité chargée de l'enquête ne montraient une diminution que pour un seul facteur considéré, par exemple la part de marché, cela n'empêcherait pas nécessairement l'établissement d'une constatation de l'existence d'un dommage, compatible avec l'article 3.4. Il est évident qu'en pareil cas, les autres éléments de preuve, y compris la nature du produit, de la branche de production et du marché, ainsi que le raisonnement de l'autorité chargée de l'enquête, seraient des considérations décisives pour le groupe spécial chargé de l'affaire.

[815] Chine, deuxième communication écrite, paragraphe 921.

[816] *New Shorter Oxford English Dictionary*, Clarendon Press, 1993.

pertinents figurant à l'article 3.4 nous indique qu'il n'est pas nécessaire qu'une diminution se soit produite durant la période considérée pour que l'autorité chargée de l'enquête constate l'existence d'un dommage.

7.403 Passant aux faits de la cause, nous rappelons que le marché des éléments de fixation de l'Union européenne a connu une forte expansion au cours de la période considérée pour l'analyse du dommage, la demande ayant augmenté de 29 pour cent entre 2004 et la période couverte par l'enquête[817], un fait que la Chine ne conteste pas. Dans ce contexte du marché, il nous semble raisonnable que les facteurs économiques pertinents, qualifiés par la Chine de "tendances positives"[818] parce qu'ils font apparaître des augmentations, puissent être considérés comme des "facteurs négatifs" lorsque ces hausses sont nettement inférieures à l'expansion de la demande.[819] Ainsi, nous estimons que dans son argumentation, la Chine confond "tendances négatives", c'est-à-dire des diminutions relatives aux données notifiées pour les facteurs de dommage, et "facteurs négatifs", qui, à notre avis, peuvent être constatés même dans les cas où les données notifiées montrent des augmentations.[820]

7.404 Dans la présente affaire, la Commission a conclu, entre autres, que la rentabilité était restée faible[821] et que son augmentation avait été particulièrement faible par rapport à l'accroissement de la demande[822]; que la capacité de production n'avait augmenté "que légèrement", ce qui est traduit par de faibles niveaux d'utilisation des capacités tout au long de la période[823]; que les ventes avaient diminué de 1 pour cent alors que la consommation avait augmenté de 29 pour cent, ce qui s'était soldé par une diminution de la part de marché de 24 pour cent en moins de trois ans[824]; que le flux de liquidités avait diminué de près de 20 pour cent de 2005 jusqu'à la période couverte par l'enquête, pour tomber pratiquement au niveau enregistré en 2003[825]; et que les marges de dumping étaient supérieures au niveau *de minimis* et, compte tenu des volumes et des prix des importations faisant l'objet d'un dumping, l'impact de la marge de dumping ne pouvait pas être considéré comme négligeable.[826] En outre, la Commission a reconnu certains faits nouveaux positifs, y compris une diminution du niveau des stocks ainsi qu'une augmentation du retour sur investissement et des prix.[827] La Commission a expliqué néanmoins que ces améliorations ne reflétaient pas la forte hausse de la demande, qui aurait dû se solder par une évolution positive plus rapide.[828] Sur la base de notre examen du Règlement définitif, et de notre point de vue concernant les cas où un facteur peut être

[817] Règlement définitif, pièce CHN-4, considérant 129.
[818] Chine, deuxième communication écrite, paragraphe 922.
[819] Nous ne voulons pas suggérer qu'une branche de production nationale a en quelque sorte le droit de profiter de toute l'expansion de son marché intérieur, ou que le fait que ses résultats n'augmentent pas en proportion de l'accroissement de la demande démontre nécessairement l'existence d'un dommage, mais nous voulons simplement dire que, dans une telle situation, le fait que certains indicateurs des résultats de la branche de production ont moins augmenté que la demande peut être une considération négative dans une analyse, par l'autorité chargée de l'enquête, du dommage causé à cette branche de production.
[820] Nous utilisons les termes "augmentations" et "diminutions" dans cette discussion pour indiquer une évolution positive ou négative. Bien entendu, pour certains facteurs, une tendance à la hausse peut être en fait une évolution négative, par exemple en ce qui concerne les inventaires.
[821] Une qualification, nous le rappelons, que nous n'avons pas jugé injustifiée en l'espèce.
[822] Règlement définitif, pièce CHN-4, considérant 141.
[823] Règlement définitif, pièce CHN-4, considérant 130.
[824] Règlement définitif, pièce CHN-4, considérant 139.
[825] Règlement définitif, pièce CHN-4, considérant 144.
[826] Règlement définitif, pièce CHN-4, considérant 151. Nous notons que la Chine reconnaît que les marges de dumping ont été un facteur négatif, mais qu'elle ne voit pas comment ces marges peuvent être un facteur de dommage en elles-mêmes. Chine, deuxième communication écrite, paragraphe 922, dixième tiret. Il s'agit d'une question intéressante, mais il n'en reste pas moins que l'article 3.4 mentionne la marge de dumping comme étant un facteur économique pertinent à examiner, et nous devons donc le considérer comme pertinent dans l'évaluation de ces facteurs par l'autorité chargée de l'enquête.
[827] Règlement définitif, pièce CHN-4, considérants 146, 138.
[828] Règlement définitif, pièce CHN-4, considérants 157, 138.

considéré comme "négatif" aux fins de l'évaluation des facteurs de dommage, nous rejetons l'affirmation de la Chine selon laquelle il est "inexact, en fait, d'alléguer qu'un "nombre important de facteurs de dommage" étaient négatifs".[829] Compte tenu de l'évaluation par la Commission des données présentées en gardant à l'esprit les faits et les circonstances spécifiques du présent différend, et à la lumière des explications qu'elle a données dans le Règlement définitif, nous concluons que son évaluation générale des facteurs de dommage pertinents reflète un examen objectif des éléments de preuve positifs et que ses conclusions ont été celles auxquelles un décideur objectif pouvait raisonnablement aboutir, sur la base des faits et des arguments présentés, et nous rejetons donc l'allégation de la Chine à cet égard.[830]

7.405 L'allégation d'erreur finale de la Chine concernant la détermination de l'existence d'un dommage est que, dans la mesure où la constatation de la Commission est fondée sur le fait qu'il y a eu une éviction importante du produit de l'UE de certains segments du marché, cette conclusion est incompatible avec l'article 3.1 et 3.4 de l'Accord antidumping.[831] L'Union européenne soutient que l'argument de la Chine porte sur la question du lien de causalité, non sur l'existence d'un dommage, et qu'il est en tout état de cause contredit par les faits, et elle affirme que la Commission a établi sa détermination de l'existence d'un dommage par rapport à l'ensemble de la branche de production et non par rapport à un segment de cette branche et qu'elle a expliqué que l'incidence négative des importations faisant l'objet d'un dumping avait été atténuée par le fait que la branche de production s'était orientée vers le segment supérieur du marché des éléments de fixation spéciaux.[832]

7.406 La Chine fait référence, à l'appui de sa position, au considérant 160 du Règlement définitif, qui est libellé comme suit:

> "L'enquête a, depuis lors, confirmé qu'*un préjudice considérable a résulté de l'éviction substantielle de produits communautaires par des importations chinoises dans quelques segments importants du marché*, qui a eu un impact négatif sur l'utilisation des capacités et la rentabilité, même si cet impact a été quelque peu atténué, du fait que l'industrie est parvenue à compenser la baisse des volumes de production en se concentrant sur des segments de marché et des produits générant des recettes plus élevées."

L'Union européenne se réfère à ces mêmes propos pour étayer sa position, en insistant sur la conclusion indiquée à la fin du considérant selon laquelle "cet impact a été quelque peu atténué, du fait que l'industrie est parvenue à compenser la baisse des volumes de production en se concentrant sur des segments du marché et des produits générant des recettes plus élevées". Selon l'Union européenne, l'argument de la Chine laisse entendre que la perte de la part de marché résulte de la décision prise par la branche de production de s'orienter vers un segment supérieur du marché alors que, en fait, c'est l'inverse qui est vrai, et que la branche de production a été obligée de délaisser le segment inférieur, celui des éléments de fixation ordinaires, mais a pu accroître ses ventes dans le segment supérieur, évitant ainsi le pire.[833] L'Union européenne affirme en outre que la Commission

---

[829] Chine, deuxième communication écrite, paragraphe 925.

[830] Nous ne contestons pas qu'une autre évaluation des faits, telle que celle proposée par la Chine, pourrait être possible. Nous notons néanmoins qu'en l'espèce, la Chine ne fait même pas valoir que cette autre explication a été présentée à la Commission. Nous considérons en outre que les explications fournies par la Commission dans le Règlement définitif, et par l'Union européenne à l'appui de cette détermination, sont "motivées et adéquates", même compte tenu des autres propositions. Voir le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux VI (article 21:5 – Canada)*, paragraphe 117, note de bas de page 176.

[831] Chine, première communication écrite, paragraphe 461.

[832] Union européenne, première communication écrite, paragraphes 623 et 624.

[833] Union européenne, première communication écrite, paragraphe 624.

n'a pas formulé de constatation d'éviction du marché, mais qu'elle a établi sa constatation de l'existence d'un dommage relativement aux éléments de fixation pris dans leur ensemble.[834]

7.407 La Chine affirme que, concernant tous les facteurs de dommage qui affichaient une tendance positive, la Commission a systématiquement estimé qu'ils ne devaient pas être considérés comme "positifs" car la tendance positive était simplement due au fait que la branche de production nationale produisait plus d'éléments de fixation spéciaux et moins d'éléments de fixation ordinaires.[835] La Chine considère que, ce faisant, la Commission a examiné les facteurs de dommage uniquement du point de vue des éléments de fixation ordinaires, puisque les tendances positives provoquées par l'augmentation de la production d'éléments de fixation spéciaux étaient systématiquement écartées dans l'analyse relative au dommage. Par conséquent, la Chine affirme que toute l'analyse du dommage par la Commission est fondée sur la distinction entre les deux segments du marché, et elle soutient que la question de savoir si la situation de la branche de production nationale est meilleure parce que les producteurs nationaux sont passés des éléments de fixation ordinaires au segment plus lucratif du marché n'est pas pertinente étant donné que ces segments font tous deux partie intégrante du produit similaire.[836] La Chine estime que l'analyse du dommage par la Commission est effectivement basée sur le segment de marché des éléments de fixation ordinaires, car la conclusion semble être fondée sur le fait que la branche de production de l'UE ne pouvait pas continuer à produire des éléments de fixation ordinaires en raison de la pression exercée par les importations faisant l'objet d'un dumping.[837] La Chine s'appuie sur le rapport de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Acier laminé à chaud* pour étayer son point de vue selon lequel, étant axée sur un segment du marché, la détermination de l'existence d'un dommage faite par la Commission est incompatible avec l'article 3.1 et 3.4.[838]

7.408 Les arguments de la Chine à cet égard soulèvent deux questions; premièrement, celle de savoir si la Commission a réellement axé sa détermination de l'existence d'un dommage sur un segment du marché et, deuxièmement, dans l'affirmative, celle de savoir si cela démontre que cette détermination était incompatible avec l'article 3.1 et 3.4. À notre avis, l'argument de la Chine est dénué de fondement parce que, si l'on tient compte de l'ensemble de l'analyse et des conclusions concernant le dommage, il est clair que la Commission n'a pas constaté l'existence d'un dommage uniquement pour le segment de marché des éléments de fixation ordinaires, et qu'elle n'a donc pas conclu que le dommage résultait d'une éviction des ventes d'un segment du marché vers un autre. Toutes les données examinées par la Commission en ce qui concerne la situation de la branche de production de l'UE portent sur la branche de production dans son ensemble – il n'y pas de données distinctes pour différents segments du marché. Par conséquent, il est évident pour nous que, dans le cadre de son évaluation des facteurs pertinents, la Commission ne s'est pas concentrée sur un seul segment sans tenir compte de l'autre mais qu'elle a, au contraire, établi une détermination pour l'ensemble de la branche de production et expliqué certains aspects de son analyse en faisant référence à l'évolution des différents segments du marché. Nous notons à cet égard les vues formulées par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Acier laminé à chaud*:

> "il nous paraît parfaitement compatible avec l'article 3.4 que les autorités chargées de l'enquête procèdent à une évaluation de parties, secteurs ou segments particuliers d'une branche de production nationale … Une telle analyse sectorielle peut être

[834] Union européenne, deuxième communication écrite, paragraphe 207.
[835] Chine, deuxième communication écrite, paragraphes 944 à 947.
[836] Chine, deuxième communication écrite, paragraphes 942 et 943, 948; Chine, réponse à la question n° 52 du Groupe spécial, paragraphe 172.
[837] Chine, deuxième communication écrite, paragraphe 948.
[838] Chine, deuxième communication écrite, paragraphe 949; Chine, réponse à la question n° 52 du Groupe spécial, paragraphe 172.

> extrêmement pertinente, d'un point de vue économique, pour évaluer la situation d'une branche de production dans son ensemble."[839]

À notre avis, l'évaluation des renseignements par la Commission et ses conclusions figurant dans le Règlement définitif sont entièrement compatibles avec cette déclaration.

7.409 Les circonstances factuelles en l'espèce sont, par ailleurs, totalement différentes de celles concernant l'affaire *États-Unis – Acier laminé à chaud*. Dans cette affaire, l'autorité des États-Unis chargée de l'enquête, à savoir la Commission du commerce international des États-Unis ("USITC"), examinait une branche de production qui produisait de l'acier pour une consommation captive et pour les ventes sur le "marché de gros". La détermination finale de l'USITC faisait fréquemment référence à des données concernant le marché de gros, mais ne contenait pas, ne décrivait pas ou sinon ne mentionnait pas de données concernant le marché captif. Dans ces circonstances, l'Organe d'appel a conclu que la loi qui prescrivait à l'ITC de "s'attacher avant tout" au marché de gros dans son analyse du dommage pour une branche de production ayant à la fois une consommation captive et des ventes sur le marché de gros n'était pas incompatible avec l'article 3.1 et 3.4 en tant que telle, mais que l'application de la loi dans cette enquête constituait un examen sélectif d'une partie d'une branche de production nationale et n'était donc pas un examen objectif des éléments de preuve positifs concernant la branche de production. L'Organe d'appel a fait observer ce qui suit:

> "lorsqu'une partie d'une branche de production fait l'objet d'un examen distinct, les autres parties devraient aussi être examinées de la même manière. En l'espèce, nous constatons que l'ITC a examiné le marché de gros, sans examiner aussi le marché captif de la même manière ou d'une manière comparable, et qu'elle n'a donné aucune explication satisfaisante indiquant pourquoi elle ne l'avait pas fait".[840]

7.410 Dans la présente affaire, en revanche, il est clair que la Commission n'a pas "examiné le marché [supérieur des éléments de fixation spéciaux] sans examiner aussi le marché [inférieur des éléments de fixation ordinaires]". En fait, la Commission n'a pas du tout examiné des marchés distincts en soi en l'espèce. Au contraire, elle a examiné les résultats de la branche de production dans son ensemble, et elle a expliqué comment certains faits nouveaux observés reflétaient le passage de la branche de production à une production d'un plus grand volume d'éléments de fixation spéciaux. Ainsi, nous concluons que, en fait, la Commission n'a pas "segmenté" son analyse du dommage et ne s'est pas attachée uniquement au segment de marché des éléments de fixation ordinaires. Par conséquent, la Chine n'a pas démontré le fondement de son allégation d'erreur finale, et nous rejetons donc son allégation.

7.411 Sur la base de ce qui précède, nous concluons que la Chine n'a pas démontré que l'examen par l'Union européenne de l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production nationale était incompatible avec l'article 3.1 et 3.4 de l'Accord antidumping.

10. Question de savoir si l'Union européenne a enfreint l'article 3.1 et 3.5 de l'Accord antidumping dans son examen du lien de causalité

a) Arguments des parties

i) Chine

7.412 La Chine soutient que l'Union européenne a enfreint l'article 3.1 et 3.5 de l'Accord antidumping en concluant que les importations faisant l'objet d'un dumping en provenance de Chine

[839] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier laminé à chaud*, paragraphe 195. (note de bas de page omise)

[840] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier laminé à chaud*, paragraphe 214.

causaient un dommage important à la branche de production de l'UE. La Chine fonde son allégation sur deux affirmations d'erreur: elle affirme, premièrement, que la Commission n'a pas réussi à démontrer que les importations faisant l'objet d'un dumping causaient, par les effets du dumping, un dommage; et deuxièmement, que la Commission n'a pas fait en sorte que le dommage causé par des facteurs autres que les importations faisant l'objet d'un dumping ne soit pas imputé auxdites importations.[841]

7.413 À l'appui de sa première allégation, la Chine fait observer que la Commission n'a pas réussi à établir l'existence d'un lien de causalité entre les importations faisant l'objet d'un dumping et le dommage, comme l'exige l'article 3.5. Premièrement, elle fait valoir que le raisonnement de la Commission, qui, selon ce qu'affirme la Chine, est fondé sur une coïncidence entre les augmentations notables du volume des importations faisant l'objet d'un dumping et la baisse régulière de la part de marché détenue par les producteurs de l'UE, n'étaye pas la conclusion selon laquelle les importations faisant l'objet d'un dumping causent un dommage à la branche de production de l'UE par les effets du dumping, comme cela est prescrit, selon ce que fait valoir la Chine.[842] La Chine soutient qu'une simple "coïncidence", à savoir la simultanéité d'une augmentation du volume des importations faisant l'objet d'un dumping et de l'existence d'un dommage, ne suffit pas à établir le lien de causalité requis par l'Accord antidumping.[843] Deuxièmement, la Chine estime que la conclusion selon laquelle il existe un lien de causalité entre les importations faisant l'objet d'un dumping et le dommage doit être fondée sur des éléments de preuve positifs et fait valoir que la Commission n'a pas présenté de tels éléments de preuve dans son examen des raisons pour lesquelles la branche de production de l'UE produisait plus d'éléments de fixation spéciaux et moins d'éléments de fixation ordinaires.[844] Selon la Chine, la Commission n'a pas pris ce dernier fait en considération, ni le fait que la perte de part de marché était due à cette "décision stratégique", qui pouvait être motivée par des facteurs autres que la présence des importations faisant l'objet d'un dumping.[845] La Chine considère qu'il était manifestement nécessaire, dans le cadre de l'analyse du lien de causalité, de déterminer pourquoi les producteurs de l'UE étaient passés de la production d'éléments de fixation ordinaires à celle d'éléments de fixation spéciaux, et soutient que la conclusion de la Commission selon laquelle cette réorientation avait été décidée pour faire face à l'accroissement des quantités d'importations faisant l'objet d'un dumping ne repose pas sur des éléments de preuve positifs et n'est donc pas justifiée.[846]

7.414 S'agissant de la seconde affirmation, la Chine soutient que la Commission n'a pas correctement évalué les effets dommageables de la hausse des prix des matières premières, ni les effets des exportations à destination des pays tiers et qu'elle n'a pas veillé à ce que le dommage causé par ces facteurs ne soit pas imputé aux importations faisant l'objet d'un dumping. Concernant la hausse des prix des matières premières, la Chine relève que les CE la considéraient comme un facteur causant un dommage, mais qu'elles ont conclu que ce n'était pas "le facteur décisif" et qu'il ne romprait pas en soi le lien de causalité entre les importations faisant l'objet d'un dumping en

[841] Chine, première communication écrite, paragraphe 462. Nous notons que l'Union européenne, dans sa deuxième déclaration orale, a soulevé une exception concernant le second aspect de l'argumentation de la Chine en affirmant qu'aucune allégation à ce sujet n'avait été exposée dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Chine. Union européenne, deuxième déclaration orale, paragraphe 70. Cependant, comme nous l'avons relevé, la Chine a clairement fait valoir cet aspect de son allégation dans sa première communication écrite. Nous jugeons inopportune l'exception soulevée par l'Union européenne, en particulier dans la présente affaire, où elle avait déjà soulevé des exceptions semblables, et nous nous abstenons de l'examiner.

[842] Chine, première communication écrite, paragraphes 475 et 476.

[843] Chine, deuxième communication écrite, paragraphe 960.

[844] Chine, deuxième communication écrite, paragraphe 957.

[845] Chine, première communication écrite, paragraphe 476.

[846] Chine, deuxième communication écrite, paragraphes 968 à 972.

provenance de Chine et le dommage causé à la branche de production de l'UE.[847] La Chine soutient que l'Union européenne n'a pas dissocié et distingué les effets dommageables de la hausse des prix des matières premières des effets dommageables des importations faisant l'objet d'un dumping.[848] Elle fait valoir qu'en raison de la hausse des prix des matières premières, il devenait plus intéressant de produire des éléments de fixation de qualité supérieure, dans lesquels les coûts liés aux matières premières représentent une portion plus faible des coûts totaux, et c'est pourquoi la branche de production de l'UE s'est principalement attachée à produire des éléments de fixation de qualité supérieure, ce qui explique la baisse de la part de marché qu'elle détenait.[849] Selon la Chine, le Règlement définitif ne contient pas d'explication satisfaisante de la nature et de l'importance des effets dommageables de ce facteur, par opposition aux effets dommageables des importations faisant l'objet d'un dumping, comme l'exige, estime la Chine, l'article 3.5 de l'Accord antidumping.[850] S'agissant des exportations à destination des pays tiers, la Chine affirme que l'Union européenne a enfreint l'article 3.1 et 3.5 de l'Accord antidumping. Elle affirme, premièrement, que la conclusion selon laquelle les résultats à l'exportation ne causaient pas de dommage n'était pas fondée sur des éléments de preuve positifs et n'avait pas donné lieu à un examen objectif des éléments de preuve présentés.[851] Deuxièmement, la Chine soutient que la Commission a fondé son évaluation des résultats à l'exportation sur des données qui ne se rapportent pas à la branche de production nationale telle qu'elle a été définie dans le cadre de l'enquête.[852] La Chine relève que les renseignements contenus dans le Règlement définitif concernant les exportations, qui indiquaient une augmentation des exportations à destination des pays tiers, se rapportent à la totalité des producteurs d'éléments de fixation de l'UE et non pas à la branche de production telle qu'elle a été définie dans le cadre de l'enquête, ou à l'échantillon examiné.[853] La Chine considère que les conclusions de la Commission, selon lesquelles les exportations représentaient 11 pour cent seulement de la production de la branche de production de l'UE en 2006, et étaient offertes à des prix plus élevés que ceux du marché de l'UE, ne concernent pas la branche de production de l'UE, car elles ne sont pas fondées sur des données relatives à cette dernière.[854] La Chine présente un autre calcul de l'évolution des exportations, qui, selon ce qu'elle affirme, indique une tendance complètement différente, une baisse de presque 50 pour cent.[855] La Chine soutient que la Commission n'a pas examiné dans quelle mesure cette perte alléguée de ventes à l'exportation avait causé un dommage à la branche de production de l'UE.[856] En outre, elle soutient qu'il n'est pas possible de déterminer l'éventuelle influence des résultats à l'exportation sur le dommage subi par la branche de production de l'UE sans évaluer les résultats à l'exportation de cette dernière, ce qui doit être fait sur la base des données relatives à cette branche de production et non pas à un autre groupe de producteurs quelconque plus important.[857]

ii) Union européenne

7.415 L'Union européenne soutient que la Chine n'établit pas d'éléments *prima facie* concernant les deux aspects de son allégation relative au lien de causalité.[858] L'Union européenne soutient que l'argument de la Chine limite indûment le dommage à la perte de part de marché, contrairement aux faits figurant dans le dossier. Elle fait aussi valoir que, s'agissant du lien de causalité, l'argument de la

[847] Chine, première communication écrite, paragraphe 478, citant le Règlement définitif, pièce CHN-4, considérants 176 et 179.
[848] Chine, première communication écrite, paragraphe 481.
[849] Chine, première communication écrite, paragraphes 486 à 488.
[850] Chine, deuxième communication écrite, paragraphes 983 à 993.
[851] Chine, deuxième communication écrite, paragraphes 994 à 1004.
[852] Chine, deuxième communication écrite, paragraphes 1006 à 1017.
[853] Chine, première communication écrite, paragraphe 489.
[854] Chine, première communication écrite, paragraphes 490 à 492.
[855] Chine, première communication écrite, paragraphe 492.
[856] Chine, première communication écrite, paragraphe 493.
[857] Chine, deuxième communication écrite, paragraphes 1007 et 1008.
[858] Union européenne, première communication écrite, paragraphe 632.

Chine se limite à supputer que si la branche de production nationale n'avait pas décidé de se lancer sur le segment du marché occupé par les éléments de fixation spéciaux, elle n'aurait pas perdu de part de marché.[859] Pour l'Union européenne, cela ne suffit pas à établir des éléments *prima facie*.[860] L'Union européenne affirme que les constatations effectives de la Commission sont énoncées dans le Règlement définitif, en se référant en particulier aux considérants 163 à 171. Elle soutient que ces constatations démontrent que l'analyse de la Commission était raisonnable et bien motivée. En outre, l'Union européenne considère que la Chine n'a présenté au demeurant aucun argument au sujet de cette analyse.[861]

7.416 S'agissant du second aspect de l'allégation de la Chine, l'Union européenne soutient que, contrairement aux arguments de la Chine, la Commission n'a pas considéré que la perte de part de marché subie par la branche de production de l'UE était une cause de dommage, mais qu'il s'agissait d'un indicateur du dommage causé par les effets des importations faisant l'objet d'un dumping, en constatant l'existence d'un lien clair et direct entre l'augmentation des importations faisant l'objet d'un dumping, l'accroissement de leur part de marché et la perte de part de marché subie par la branche de production de l'UE qui en résultait.[862] L'Union européenne soutient que la Chine n'indique aucune faille dans le raisonnement de la Commission, ni aucun élément de preuve qui donnerait à penser que la Commission n'a pas dissocié et distingué les effets des autres facteurs des effets dommageables des importations faisant l'objet d'un dumping. En fait, selon ce qu'affirme l'Union européenne, la Chine exprime simplement son désaccord avec l'évaluation de ces effets par la Commission.[863] En tout état de cause, l'Union européenne note qu'il n'y a pas de méthode spécifiée pour procéder à une analyse relative à la non-imputation et que ce qui importe, c'est que les dommages causés par les autres facteurs et le dommage causé par les importations faisant l'objet d'un dumping ne soient pas considérés en bloc.[864] L'Union européenne note que la Commission s'est longuement penchée sur l'effet des hausses des prix des matières premières, en constatant que ces prix avaient augmenté dans le monde entier, mais que les hausses ne pouvaient pas être répercutées sur les consommateurs par les producteurs de l'UE, comme ce serait normalement le cas, en raison des pressions exercées par les importations faisant l'objet d'un dumping sur les prix pratiqués sur le marché de l'UE.[865] Pour l'Union européenne, cela étaye la conclusion raisonnable selon laquelle les hausses des prix des matières premières ne constituaient pas le facteur décisif dans le dommage, car elles seraient normalement répercutées sur les consommateurs, mais en l'occurrence, elles ne pouvaient pas l'être.[866] L'Union européenne affirme que l'analyse figurant dans le Règlement définitif n'a pas conduit à conclure à l'existence d'un lien direct entre la hausse des prix de matières premières et le dommage, car les mouvements dans le temps ne correspondaient pas, les hausses de prix n'étaient pas propres à l'Union européenne et elles ne pouvaient pas être répercutées sur les consommateurs. Selon l'Union européenne, cette analyse donnait une idée suffisante de la nature et de l'importance du dommage causé par lesdites hausses.[867] S'agissant des exportations à destination des pays tiers, l'Union européenne affirme que la Commission a constaté que les résultats à l'exportation n'étaient pas une cause de dommage pour la branche de production de l'UE, et c'est pourquoi il n'avait pas été nécessaire d'analyser davantage la nature et l'importance de l'effet de ces facteurs.[868] Pour ce qui était des renseignements pris en considération dans le Règlement définitif, l'Union européenne soutient que la prise en considération des données concernant la totalité des producteurs de l'UE est une manière

[859] Union européenne, première communication écrite, paragraphe 634.
[860] Union européenne, première communication écrite, paragraphe 635.
[861] Union européenne, première communication écrite, paragraphes 637 et 638.
[862] Union européenne, première communication écrite, paragraphes 642 à 644.
[863] Union européenne, première communication écrite, paragraphe 647.
[864] Union européenne, première communication écrite, paragraphes 650 à 652.
[865] Union européenne, première communication écrite, paragraphes 653 à 655.
[866] Union européenne, première communication écrite, paragraphe 656.
[867] Union européenne, deuxième communication écrite, paragraphe 216.
[868] Union européenne, première communication écrite, paragraphes 661 et 662.

d'examiner les résultats à l'exportation de la branche de production de l'UE, en particulier dans les cas où, comme ici, aucune partie intéressée n'a fait valoir que les résultats à l'exportation constituaient un "autre facteur" important causant un dommage.[869] L'Union européenne considère que les renseignements utilisés à la place par la Chine dans ses arguments ne font pas partie du dossier et n'ont pas été invoqués durant l'enquête. Ainsi, elle fait valoir que si le Groupe spécial devait les prendre en considération, il s'agirait d'un examen *de novo* injustifié, qui, soutient-elle, constituerait un vice.[870]

b) Arguments des tierces parties

i) Japon

7.417 Le Japon demande que le Groupe spécial examine soigneusement si l'Union européenne a enfreint l'article 3.1 et 3.5 de l'Accord antidumping en imputant aux importations faisant l'objet d'un dumping le dommage causé à la branche de production de l'UE par les autres facteurs connus, en particulier les effets des hausses des prix des matières premières.[871] Le Japon note les prescriptions de l'article 3.1 et 3.5 et rappelle que les autorités chargées de l'enquête doivent dissocier et distinguer les effets dommageables des importations faisant l'objet d'un dumping des effets dommageables des autres facteurs connus.[872] Le Japon considère que le principe de la "dissociation et distinction" des effets des autres facteurs connus est d'une importance capitale dans toute enquête antidumping.[873]

ii) Norvège

7.418 La Norvège ne prend pas position sur la question de savoir si l'Union européenne s'est acquittée de ses obligations au titre de l'article 3.1 et 3.5 en l'espèce, mais elle met en avant certains arguments qui peuvent, selon elle, être importants pour l'interprétation que donnera le Groupe spécial de ces dispositions et la manière dont il les appliquera.[874] La Norvège rappelle le texte de ces dispositions et la prescription voulant que les autorités chargées de l'enquête "dissocient et distinguent" les effets dommageables des importations faisant l'objet d'un dumping des effets dommageables des autres facteurs connus.[875] Elle relève que cela exige "une explication satisfaisante de la nature et de l'importance des effets dommageables des autres facteurs, par opposition aux effets dommageables des importations faisant l'objet d'un dumping".[876] La Norvège attache une grande importance à ces principes, qui constituent un mécanisme important pour faire en sorte que le dommage causé par les importations faisant l'objet d'un dumping soit isolé des effets dommageables des autres facteurs, ce qui permet d'atteindre l'objectif de l'article 3.5. La Norvège demande donc au Groupe spécial d'examiner soigneusement si l'UE en l'espèce s'est acquittée de son obligation de "dissocier et distinguer" les effets des importations faisant l'objet d'un dumping des effets dommageables de la hausse des prix des matières premières et des exportations de la branche de production de l'UE à destination des pays tiers, et si l'UE a fait en sorte que les éventuelles conséquences dommageables de ces autres facteurs ne soient pas imputées aux importations faisant l'objet d'un dumping.[877]

---

[869] Union européenne, première communication écrite, paragraphe 664.
[870] Union européenne, première communication écrite, paragraphes 665 et 666.
[871] Japon, communication écrite, paragraphes 64 et 67.
[872] Japon, communication écrite, paragraphes 65 et 66.
[873] Japon, communication écrite, paragraphe 67.
[874] Norvège, déclaration orale, paragraphe 18.
[875] Norvège, déclaration orale, paragraphe 19 citant le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier laminé à chaud*, paragraphe 226.
[876] Norvège, déclaration orale, paragraphe 20, citant le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier laminé à chaud*, paragraphe 226.
[877] Norvège, déclaration orale, paragraphe 21.

c) Évaluation par le Groupe spécial

7.419 L'article 3.5 dispose ce qui suit:

> "Il devra être démontré que les importations faisant l'objet d'un dumping causent, par les effets du dumping, tels qu'ils sont définis aux paragraphes 2 et 4, un dommage au sens du présent accord. La démonstration d'un lien de causalité entre les importations faisant l'objet d'un dumping et le dommage causé à la branche de production nationale se fondera sur l'examen de tous les éléments de preuve pertinents dont disposent les autorités. Celles-ci examineront aussi tous les facteurs connus autres que les importations faisant l'objet d'un dumping qui, au même moment, causent un dommage à la branche de production nationale, et les dommages causés par ces autres facteurs ne devront pas être imputés aux importations faisant l'objet d'un dumping. Les facteurs qui pourront être pertinents à cet égard comprennent, entre autres, le volume et les prix des importations non vendues à des prix de dumping, la contraction de la demande ou les modifications de la configuration de la consommation, les pratiques commerciales restrictives des producteurs étrangers et nationaux et la concurrence entre ces mêmes producteurs, l'évolution des techniques, ainsi que les résultats à l'exportation et la productivité de la branche de production nationale."

La Chine formule une allégation d'erreur en ce qui concerne tant la conclusion de la Commission, selon laquelle les importations faisant l'objet d'un dumping en provenance de Chine ont causé un dommage à la branche de production d'éléments de fixation de l'UE, que l'examen qu'elle a fait de tous les "facteurs connus autres que les importations faisant l'objet d'un dumping" qui causaient un dommage à la branche de production de l'UE au même moment que les importations faisant l'objet d'un dumping. Nous traitons ces points successivement ci-après.

7.420 Mais tout d'abord, nous rappelons que la Commission a examiné le lien de causalité dans le Règlement définitif aux considérants 162 à 184, concluant dans ce dernier considérant que "les importations en dumping en provenance de la RPC ont causé un préjudice important à l'industrie communautaire". Dans le Règlement définitif, l'effet des importations faisant l'objet d'un dumping est traité aux considérants 163 à 171, l'effet des autres facteurs, spécifiquement, les importations en provenance des pays tiers, les résultats à l'exportation de la branche de production de l'UE et la hausse des prix des matières premières, est traité aux considérants 172 à 179 et les conclusions sont tirées aux considérants 180 à 184. La Chine ne conteste aucun des renseignements factuels examinés par l'autorité chargée de l'enquête, hormis, comme on l'évoque plus loin, l'utilisation des données relatives aux exportations concernant la totalité des producteurs de l'UE.

7.421 Nous rappelons que l'article 3.1 de l'Accord antidumping, également cité par la Chine relativement à cette allégation, dispose ce qui suit:

> "La détermination de l'existence d'un dommage aux fins de l'article VI du GATT de 1994 se fondera sur des éléments de preuve positifs et comportera un examen objectif *a)* du volume des importations faisant l'objet d'un dumping et de l'effet des importations faisant l'objet d'un dumping sur les prix des produits similaires sur le marché intérieur, et *b)* de l'incidence de ces importations sur les producteurs nationaux de ces produits."

7.422 En l'espèce, personne ne conteste les éléments de preuve examinés par la Commission pour constater l'existence d'un lien de causalité.[878] Ainsi, la question dont nous sommes saisis est de savoir

[878] Les parties sont en désaccord au sujet des éléments de preuve relatifs à l'examen des "autres facteurs" par la Commission, que nous traitons plus loin.

si, lorsqu'elle a examiné l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur les producteurs nationaux des produits similaires, à savoir la branche de production de l'UE telle qu'elle a été définie par la Commission dans cette enquête, la Commission a procédé à un examen objectif des éléments de preuve. Nous rappelons à cet égard qu'"un "examen objectif" [au sens de l'article 3.1] exige que l'on enquête sur la branche de production nationale, et sur les effets des importations faisant l'objet d'un dumping, de manière impartiale, sans favoriser au cours de l'enquête les intérêts d'aucune partie intéressée ou d'aucun groupe de parties intéressées".[879] Selon nous, il appartient à l'autorité chargée de l'enquête de peser les éléments de preuve et de formuler un jugement motivé, ce qui suppose qu'il peut très bien y avoir des éléments de preuve, et des arguments, qui affaiblissent les conclusions tirées.[880] Nous rappelons que l'article 17.6 1) de l'Accord antidumping nous prescrit, lors de notre examen, de déterminer si l'établissement des faits par les autorités était correct et si leur évaluation de ces faits était impartiale et objective. Si nous constatons qu'il en est ainsi, nous ne pouvons pas infirmer la détermination des autorités même si nous sommes arrivés à une conclusion différente. Selon nous, cela signifie que, sauf lorsqu'une partie plaignante dans le cadre du règlement d'un différend démontre que les éléments de preuve et les arguments dont est saisie l'autorité chargée de l'enquête étaient tels qu'une autorité impartiale et objective **ne pouvait pas** parvenir à une conclusion donnée, nous sommes tenus de confirmer le jugement de l'autorité chargée de l'enquête, même si nous n'aurions pas tiré cette conclusion nous-mêmes. En outre, nous ne pensons pas qu'une détermination puisse être confirmée lors de l'examen uniquement si chaque désaccord et contradiction dans les éléments de preuve a été résolu par l'autorité chargée de l'enquête dans le sens de la détermination faite – c'est-à-dire qu'elle peut parvenir à des conclusions sur certaines questions qui ne viennent pas à l'appui de sa détermination, mais du moment que ses explications sont raisonnables et étayées par les éléments de preuve cités, le simple fait qu'il aurait été possible de parvenir à une autre conclusion générale ne démontre pas que la détermination des autorités chargées de l'enquête est incompatible avec l'article 3.1 ou 3.5 de l'Accord antidumping.[881]

7.423 S'agissant du premier aspect des allégations de la Chine, nous relevons que la Chine affirme que le raisonnement de la Commission concernant sa constatation de l'existence d'un lien de causalité est fondé sur une "simple coïncidence" entre des augmentations notables du volume des importations faisant l'objet d'un dumping et la diminution de la part de marché détenue par la branche de production de l'UE. La Chine reconnaît qu'il n'y a pas de méthode requise pour analyser et déterminer le lien de causalité dans l'Accord antidumping. Cependant, se référant au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Gluten de froment*, la Chine affirme que le fait que deux éléments se produisent simultanément n'établit pas que le premier élément "entraîne", "produit" ou "induit" l'autre élément, ce qui est nécessaire – estime la Chine – pour démontrer l'existence du lien de causalité.[882] La Chine

[879] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier laminé à chaud*, paragraphe 193.

[880] Nous relevons à cet égard les propos de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Enquête en matière de droits compensateurs sur les DRAM*, concernant le rôle d'un groupe spécial en tant qu'examinateur de l'action de l'administration plutôt qu'en tant que premier juge des faits: "Le groupe spécial qui examine les éléments de preuve à la base d'une détermination de l'existence d'une subvention devrait, en se fondant sur les éléments de preuve du dossier dont il dispose, se demander si les éléments de preuve et les explications sur lesquels s'est appuyée l'autorité chargée de l'enquête étayent raisonnablement ses conclusions." Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Enquête en matière de droits compensateurs sur les semi-conducteurs pour mémoires RAM dynamiques (DRAM) en provenance de Corée* ("*États-Unis – Enquête en matière de droits compensateurs sur les DRAM*"), WT/DS296/AB/R, adopté le 20 juillet 2005, paragraphe 188. La détermination en cause faite par l'administration dans cette affaire concernait certes l'existence d'une subvention, mais nous considérons que ce point de vue est également applicable dans le contexte de l'examen d'une détermination de l'existence d'un lien de causalité dans une enquête antidumping.

[881] Voir le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux VI (article 21:5 – Canada)*, paragraphe 117.

[882] Chine, réponse à la question n° 56 du Groupe spécial, paragraphe 191, citant le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures de sauvegarde définitives à l'importation de gluten de froment en provenance des*

considère que, pour faire une détermination de l'existence d'un lien de causalité compatible avec l'article 3.5, les autorités de l'UE étaient tenues de démontrer avec des éléments de preuve à l'appui que la perte de volumes de production et la perte de part de marché étaient causées, c'est-à-dire produites, par les importations faisant l'objet d'un dumping. La Chine affirme qu'en fondant la conclusion sur une simple coïncidence, elles ont manqué à cette obligation et n'ont pas tenu compte du fait que les facteurs examinés pour montrer l'existence d'un dommage, et en particulier la perte de part de marché, pouvaient très bien s'expliquer par l'accroissement de la production d'éléments de fixation spéciaux par la branche de production nationale.[883]

7.424 Cependant, il ressort clairement à nos yeux d'un examen du Règlement définitif que si la coïncidence dans le temps de l'accroissement des importations faisant l'objet d'un dumping et de la diminution de la part de marché détenue par la branche de production de l'UE est certainement un élément du raisonnement de la Commission, elle ne constitue pas l'intégralité du fondement de la conclusion selon laquelle les importations faisant l'objet d'un dumping ont causé un dommage à la branche de production nationale. La Chine n'explique pas pourquoi, à son avis, le fait que l'accroissement du volume des importations faisant l'objet d'un dumping a coïncidé avec les tendances baissières de la situation de la branche de production nationale ne suffit pas à fonder une constatation de l'existence d'un lien de causalité, mais suppose simplement que la perte de part de marché pourrait s'expliquer par le fait que la branche de production de l'UE a pris l'initiative d'accroître sa production d'éléments de fixation spéciaux. Nous relevons que, comme l'a fait observer le Groupe spécial *Argentine – Chaussures*,

> "[c]ette coïncidence ne peut pas en elle-même *prouver* l'existence d'un lien de causalité (parce que, entre autres choses, l'article 3 exige une explication – à savoir "des constatations et des conclusions motivées"), mais son absence créerait de sérieux doutes quant à l'existence d'un lien de causalité, et exigerait une analyse *très* convaincante des raisons pour lesquelles un lien de causalité existe quand même."[884]

Le différend *Argentine – Chaussures* se rapportait à l'Accord sur les sauvegardes, mais nous notons que l'Organe d'appel a considéré que la règle relative au lien de causalité dans le cadre de cet accord et celle dans le cadre de l'Accord antidumping étaient similaires, et c'est pourquoi nous le jugeons pertinent pour notre détermination.[885] Dans ce différend, l'Organe d'appel a dit qu'il ne voyait "aucune erreur dans la façon dont le Groupe spécial [avait] interprété les conditions relatives au lien de causalité ... de l'*Accord sur les sauvegardes*".[886]

7.425 Dans la présente affaire, comme il ressort clairement du Règlement définitif, la Commission n'a pas constaté que la branche de production de l'UE subissait un dommage uniquement parce que sa

---

Communautés européennes ("*États-Unis – Gluten de froment*"), WT/DS166/AB/R, adopté le 19 janvier 2001, paragraphe 67.

[883] Chine, réponse à la question n° 56 du Groupe spécial, paragraphe 192.

[884] Rapport du Groupe spécial *Argentine – Mesures de sauvegarde à l'importation de chaussures* ("*Argentine – Chaussures (CE)*"), WT/DS121/R, adopté le 12 janvier 2000, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS121/AB/R, paragraphe 8.238.

[885] Voir le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier laminé à chaud*, paragraphe 229, dans lequel l'Organe d'appel a fait observer que son interprétation de l'article 3.5 de l'Accord antidumping, en particulier la prescription relative à la non-imputation, était "confortée" par son interprétation de l'article 4.2 b) de l'Accord sur les sauvegardes, la prescription relative au lien de causalité figurant dans cet accord, citant à cet égard les rapports de l'Organe d'appel *États-Unis – Gluten de froment* et *États-Unis – Mesures de sauvegarde à l'importation de viande d'agneau fraîche, réfrigérée ou congelée en provenance de Nouvelle-Zélande et d'Australie* ("*États-Unis – Viande d'agneau*"), WT/DS177/AB/R, WT/DS178/AB/R, adopté le 16 mai 2001.

[886] Rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Mesures de sauvegarde à l'importation de chaussures* ("*Argentine – Chaussures (CE)*"), WT/DS121/AB/R, adopté le 12 janvier 2000, paragraphe 145.

part de marché baissait[887], et n'a pas considéré que la diminution de la part de marché était une cause de dommage, mais plutôt un facteur démontrant l'existence d'un dommage.[888] La Commission a aussi constaté qu'un certain nombre d'autres facteurs de dommage étayaient la constatation de l'existence d'un dommage, dans le contexte d'une branche de production confrontée à un accroissement de la demande. En outre, la Commission a expliqué sa conclusion selon laquelle la diminution de la part de marché étayait sa constatation établissant que les importations faisant l'objet d'un dumping avaient causé un dommage.[889] Nous notons en particulier la formulation suivante:

> "En réaction aux quantités croissantes de produits standard importés de la RPC, l'industrie communautaire a développé sa production de pièces spéciales (réalisées selon des plans fournis par les clients), est ainsi parvenue à maintenir ses volumes de production et à éviter une nouvelle détérioration de sa rentabilité. Toutefois, ces produits, qui sont caractéristiques du segment supérieur du marché, ne permettent pas de compenser totalement la perte de volumes importants de production des produits standard."[890]

7.426 À notre avis, c'est une interprétation raisonnable des faits que pourrait donner une autorité chargée de l'enquête impartiale et objective sur la base des renseignements dont elle serait saisie. En outre, contrairement à l'argument de la Chine, elle vise spécifiquement la question de savoir pourquoi les producteurs de l'UE ont choisi de se lancer dans la production d'éléments de fixation spéciaux. La Chine reconnaît que l'Union européenne a expliqué cette réorientation en disant qu'il s'agissait d'une réaction face à l'accroissement des quantités d'importations chinoises d'éléments de fixation ordinaires[891], mais elle soutient que cette explication n'est pas étayée par des éléments de preuve, et qu'il existe d'autres explications raisonnables de cette réorientation. Cependant, la Chine n'a elle-même avancé aucun élément de preuve à l'appui de ces autres explications possibles.[892] De plus, l'absence d'éléments de preuve directs à l'appui d'un tel raisonnement n'est pas rédhibitoire à nos yeux, en particulier dans les cas où, comme en l'espèce, le raisonnement lui-même est une explication rationnelle des faits observés, et n'est pas affaibli par les éléments de preuve dont était saisie l'autorité chargée de l'enquête. Nous considérons que la Chine n'a pas démontré l'absence de raisonnement ou d'explication dans la détermination de la Commission[893], mais a plutôt avancé une interprétation différente et non étayée des faits pertinents.

7.427 Nous rappelons qu'il ne nous appartient pas d'examiner les éléments de preuve *de novo*, ni de choisir laquelle des autres interprétations possibles des faits est la plus convaincante à nos yeux, ou serait la nôtre si nous devions formuler notre propre conclusion. Il nous incombe d'entreprendre un examen méticuleux de la détermination de la Commission pour évaluer si un décideur impartial et objectif pourrait tirer les conclusions qui y figurent, sur la base des faits dont était saisie l'autorité chargée de l'enquête, et eu égard aux explications qui ont été données. Nous rappelons, à cet égard, les propos de l'Organe d'appel selon lesquels

> "Un groupe spécial n'est pas tenu en vertu de l'article 11 de "rejeter automatiquement" l'explication donnée par une autorité chargée d'une enquête simplement parce qu'une

---

[887] Voir la section VII.D.9 c) plus haut.
[888] Règlement définitif, pièce CHN-4, considérants 154 et 160.
[889] Règlement définitif, pièce CHN-4, considérants 165 à 167.
[890] Règlement définitif, pièce CHN-4, considérant 167.
[891] Chine, deuxième communication écrite, paragraphe 969.
[892] La Chine n'affirme pas que ces autres explications ont été avancées devant l'autorité chargée de l'enquête et rejetées, et rien n'indique dans le Règlement définitif que telle ou telle partie les ait proposées durant l'enquête. Ainsi, nous voyons mal sur quelle base il pourrait maintenant être exigé de l'autorité chargée de l'enquête qu'elle les ait examinées.
[893] Nous rappelons que la Chine ne conteste pas les faits en question relatifs à cet aspect de son allégation.

> autre explication plausible a été avancée. En même temps, un groupe spécial peut constater que l'explication donnée par l'autorité chargée de l'enquête est inadéquate quand, alors même que cette explication semblait "motivée et adéquate" au début, ou dans l'abstrait, elle n'apparaît plus ainsi lorsqu'elle est considérée au vu d'autres explications plausibles. Autrement dit, ce n'est pas la simple existence d'autres explications plausibles qui prive l'explication donnée par l'autorité chargée de l'enquête de son caractère plausible. En fait, lorsqu'il entreprend d'examiner une détermination, y compris l'évaluation faite par l'autorité d'autres interprétations possibles des éléments de preuve (ou l'absence d'une telle évaluation) un groupe spécial peut conclure que des conclusions qui initialement, ou dans l'abstrait, semblaient "motivées et adéquates" ne peuvent plus être ainsi qualifiées.[176]

[176] Le devoir qu'a un groupe spécial d'examiner si l'explication donnée par l'autorité chargée de l'enquête est "motivée et adéquate" à la lumière d'autres explications plausibles ne devrait pas être interprété comme une prescription voulant que les groupes spéciaux rejettent l'explication donnée par l'autorité si elle ne réfute pas les autres explications possibles. En fait, un groupe spécial doit vérifier que l'autorité chargée de l'enquête a tenu compte des autres explications plausibles qui lui avaient été présentées et a réagi à ces explications, et que, une fois ceci accompli, les explications qu'elle a fournies à l'appui de sa détermination demeurent "motivées et adéquates"."

À notre avis, la détermination de la Commission selon laquelle les importations faisant l'objet d'un dumping avaient causé le dommage que subissait la branche de production de l'UE, selon ce qu'elle avait constaté, était une conclusion raisonnable, sur la base des éléments de preuve et des arguments dont elle était saisie, et nous rejetons donc cet aspect de l'allégation de la Chine.[894]

7.428 Passant au second aspect de l'allégation de la Chine, celle-ci fait valoir que l'Union européenne n'a pas dissocié et distingué les effets des autres facteurs, spécifiquement, la hausse des prix des matières premières et les résultats à l'exportation de la branche de production de l'UE, qui pourraient contribuer au dommage subi par la branche de production nationale, des effets des importations faisant l'objet d'un dumping, comme l'exige l'article 3.5 de l'Accord antidumping. Nous rappelons que la partie pertinente de l'article 3.5 dispose ce qui suit:

> "[Les autorités] examineront aussi tous les facteurs connus autres que les importations faisant l'objet d'un dumping qui, au même moment, causent un dommage à la branche de production nationale, et les dommages causés par ces autres facteurs ne devront pas être imputés aux importations faisant l'objet d'un dumping."

Il ressort clairement de rapports antérieurs de groupes spéciaux et de l'Organe d'appel que si l'autorité chargée de l'enquête est tenue d'examiner les effets des autres facteurs connus d'elle-même qui peuvent causer un dommage à la branche de production nationale, il n'y a pas de méthode d'analyse prescrite pour entreprendre cet examen.[895] Comme nous l'avons déjà évoqué, nous considérons qu'il nous appartient d'entreprendre un examen minutieux de la détermination de la Commission pour évaluer si un décideur impartial et objectif pourrait tirer les conclusions qui y figurent, sur la base des

[894] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux VI (article 21:5 – Canada)*, paragraphe 117.

[895] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier laminé à chaud*, paragraphe 178; rapport de l'Organe d'appel *CE – Accessoires de tuyauterie*, paragraphe 189; rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux VI (article 21:5 – Canada)*, paragraphe 154.

faits dont était saisie l'autorité chargée de l'enquête, et eu égard aux explications qui ont été données.[896]

7.429 Nous relevons, et la Chine ne le conteste pas, que le Règlement définitif évoque bien l'effet des "autres" facteurs qui causent un dommage, y compris spécifiquement la hausse des prix des matières premières[897], et examine effectivement les résultats à l'exportation de la branche de production de l'UE. Ainsi, la question que nous devons trancher est de savoir si cette analyse et les explications données compte tenu des faits ne satisfont pas aux prescriptions de l'article 3.5 de l'Accord antidumping. Dans ce contexte, nous rappelons que l'article 3.5 ne contient aucune indication relative à l'évaluation des autres facteurs, et les rapports de l'Organe d'appel concernant la nécessité de "dissocier et distinguer" les effets des importations faisant l'objet d'un dumping de ceux des autres facteurs qui causent un dommage ne fournissent pas non plus d'indications aux autorités chargées de l'enquête sur la manière dont cela doit être fait. Nous estimons approprié d'évaluer si les explications données par la Commission sur les raisons pour lesquelles la hausse du prix des matières premières n'a pas en soi rompu le lien de causalité entre les importations faisant l'objet d'un dumping et le dommage important et pour lesquelles les résultats à l'exportation de la branche de production nationale n'ont pas été une source de dommage constituent des conclusions raisonnables que pourrait tirer une autorité chargée de l'enquête impartiale et objective eu égard aux faits et arguments dont elle serait saisie et aux explications données.

7.430 S'agissant tout d'abord de l'examen par la Commission de la hausse des prix des matières premières, nous notons que, dans le Règlement définitif, la Commission a constaté que s'il y avait des éléments de preuve d'une certaine hausse des prix de l'acier au cours de la période, la hausse des prix des matières premières n'était pas un facteur décisif du dommage causé à la branche de production de l'UE, qui se traduisait principalement par une perte de part de marché. La Commission a aussi constaté que les prix de vente moyens dans l'Union européenne avaient augmenté principalement parce que la branche de production de l'UE était passée à la production d'éléments de fixation spéciaux, qui sont plus coûteux à fabriquer. La Commission a ensuite observé qu'il n'avait pas été possible d'augmenter les prix de vente pour compenser ces hausses des coûts, du fait de la rigidité des prix causée par la poussée simultanée des importations faisant l'objet d'un dumping à des prix considérablement inférieurs à ceux des producteurs de l'UE.[898] Enfin, la Commission a relevé que la hausse des prix des matières premières aurait dû avoir une incidence sur tous les fabricants, et qu'il n'était donc pas possible de la considérer comme un facteur particulier touchant la branche de production de l'UE, puisque les prix unitaires des produits chinois sont demeurés stables en dépit de cette hausse des prix des matières premières.

7.431 Compte tenu de ces éléments, il est clair que la Commission a bien pris en considération l'effet de la hausse des coûts des matières premières. De fait, la Chine ne le conteste pas, mais une fois encore, elle propose plutôt une autre interprétation des faits. La Chine postule qu'en raison de la

---

[896] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Bois de construction résineux VI (article 21:5 – Canada)*, paragraphe 7.19; rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux VI (article 21:5 – Canada)*, paragraphe 112; rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Enquête en matière de droits compensateurs sur les semi-conducteurs pour mémoire RAM dynamique (DRAM) en provenance de Corée* ("*États-Unis – Enquête en matière de droits compensateurs sur les DRAM*"), WT/DS296/AB/R, adopté le 20 juillet 2005, paragraphe 151 et note de bas de page 278.

[897] La Commission a aussi examiné l'effet des importations en provenance des pays tiers à cet égard, Règlement définitif, pièce CHN-4, considérants 172 à 174, et a conclu qu'elles "n'ont pas pu contribuer au préjudice subi par l'industrie communautaire". *Id.*, considérant 174. La Chine n'a pas contesté cet aspect du Règlement définitif.

[898] La Commission a constaté que la sous-cotation des prix était en moyenne supérieure à 40 pour cent. Règlement définitif, pièce CHN-4, considérant 126. Nous rappelons que nous avons rejeté l'allégation de la Chine concernant l'analyse de la sous-cotation des prix faite par la Commission. Voir le paragraphe 7.336 plus haut.

hausse des prix des matières premières, il est devenu attrayant pour la branche de production de l'UE de se concentrer sur les éléments de fixation spéciaux, pour lesquels la part des coûts des matières premières dans le coût de production total est plus faible et les revenus sont plus élevés, ce qui explique donc qu'elle ait augmenté la production de ces éléments. Selon ce qu'affirme la Chine, cela explique la perte de part de marché, et donc le dommage causé à la branche de production de l'UE.[899]

7.432 La Chine a beau considérer que son explication démontre que le raisonnement de la Commission contient des erreurs[900], à notre avis, cette autre explication ne porte pas du tout sur le raisonnement de la Commission, mais propose plutôt une autre analyse possible. En outre, il s'agit d'une autre explication qui est axée sur différentes considérations et qui ne tient pas compte de certains facteurs manifestes que la Commission a jugés pertinents, comme l'augmentation du volume des importations faisant l'objet d'un dumping vendues à des prix considérablement inférieurs à ceux des producteurs de l'UE, ce qui exerçait des pressions sur les prix de l'UE. Ainsi, à notre avis, la Chine n'a pas démontré que la détermination de la Commission, selon laquelle la hausse des coûts des matières premières n'a pas rompu le lien de causalité entre les importations faisant l'objet d'un dumping et le dommage, n'était pas une conclusion raisonnable, tirée par une autorité chargée de l'enquête impartiale et objective eu égard aux faits et arguments dont elle était saisie.

7.433 En ce qui concerne les résultats à l'exportation de la branche de production nationale, nous relevons que la Commission a également traité cette question. Elle a fait observer que les exportations représentaient 11 pour cent seulement de la production de la branche de l'UE en 2006, qu'elles avaient augmenté de 81 pour cent entre 2003 et la période couverte par l'enquête et qu'elles étaient constamment à des prix nettement supérieurs aux prix de vente pratiqués sur le marché de l'UE. Ainsi, la Commission a conclu que les résultats à l'exportation de la branche de production de l'UE "n'ont pas été une source de préjudice important pour l'industrie communautaire".[901]

7.434 La Chine ne conteste pas que la Commission a conclu que les résultats à l'exportation de la branche de production de l'UE "n'étaient pas une source de dommage important causé à la branche de production communautaire". Elle considère que cette conclusion n'est pas de celles qui auraient pu être tirées par une autorité chargée de l'enquête objective et impartiale sur la base des faits dont elle était saisie. La Chine soulève une question différente au sujet des résultats à l'exportation en affirmant que les renseignements relatifs aux exportations examinés par la Commission dans son analyse se rapportaient à l'ensemble des producteurs d'éléments de fixation de l'UE et n'étaient pas propres à la branche de production nationale telle qu'elle avait été définie, c'est-à-dire les 46 producteurs, ou l'échantillon considéré. Selon la Chine, il n'est pas possible d'extrapoler ces renseignements à la branche de production de l'UE.[902] Elle fait valoir que l'augmentation des exportations mentionnée par la Commission représentait près de 4 pour cent du marché de l'UE, et était donc substantielle, et que si elles avaient été vendues sur le marché de l'UE, les producteurs de l'UE auraient conservé l'essentiel, si ce n'est la totalité de la part de marché de l'UE.[903] En outre, la Chine a présenté au Groupe spécial un autre calcul des tendances des exportations de la branche de production de l'UE, qui, affirme-t-elle, est complètement différent de celui qu'a utilisé la Commission.[904] La Chine affirme que l'autorité chargée de l'enquête ne pouvait pas effectuer une analyse correcte du point de savoir si d'autres facteurs pouvaient avoir causé un dommage à la branche de production nationale en évaluant ces

[899] Chine, première communication écrite, paragraphes 483 à 488. Nous relevons que la Chine n'a pas affirmé avoir fait valoir cette autre explication auprès de l'autorité chargée de l'enquête au cours de l'enquête.
[900] Chine, première communication écrite, paragraphe 483.
[901] Règlement définitif, pièce CHN-4, considérant 175.
[902] Chine, première communication écrite, paragraphes 489 à 492.
[903] Chine, première communication écrite, paragraphe 490.
[904] Spécifiquement, la Chine compare le volume des ventes de la branche de production de l'UE sur le marché de l'UE aux données concernant la production et les stocks des producteurs constituant l'échantillon et calcule que les exportations ont baissé de presque 50 pour cent de 2003 à la période couverte par l'enquête. Chine, première communication écrite, paragraphe 492.

autres facteurs sur la base des renseignements relatifs à un groupe de producteurs plus large que la branche de production pour laquelle la détermination de l'existence d'un dommage était faite.[905]

7.435 L'Union européenne répond en affirmant que la Chine échafaude des hypothèses au sujet de ce qui aurait pu se passer si toutes les ventes à l'exportation avaient été faites sur le marché de l'UE, ce qui n'a pas été le cas, et relève en plus que puisque les ventes à l'exportation étaient à des prix plus élevés, elles n'auraient pas été compétitives sur le marché de l'UE, où les prix subissaient les pressions des importations faisant l'objet d'un dumping.[906] L'Union européenne reconnaît que les données relatives aux exportations utilisées par la Commission se rapportaient à tous les producteurs de l'UE, mais elle fait valoir que, dans une affaire où, comme en l'espèce, aucune partie intéressée n'a soulevé la question des résultats à l'exportation en tant qu'"autre facteur" important, il était raisonnable de s'appuyer sur des données à la disposition du public plutôt que de chercher à obtenir des données par entreprise au moyen de questionnaires.[907] De plus, en réponse à une question du Groupe spécial, l'Union européenne a relevé que sa pratique habituelle consistait à examiner les facteurs macro-économiques au niveau de la branche de production, plutôt qu'au niveau des entreprises, et que les résultats à l'exportation étaient aussi normalement examinés au niveau de la branche de production plutôt qu'à celui des entreprises.[908] L'Union européenne a par ailleurs dit ce qui suit:

> "Étant donné que les données globales concernant l'ensemble de la branche de production de l'UE pouvaient être consultées dans COMEXT (EUROSTAT), il était possible de les comparer aux chiffres relatifs à la branche de production communautaire totale (c'est-à-dire PRODCOM 1.431 K MT) pour évaluer leur importance relative. Cette approche n'était pas contradictoire avec l'utilisation des données restantes figurant dans le Chapitre E du Règlement n° 91/2009 du Conseil relatives au lien de causalité qui se rapportaient aux importations totales en provenance du reste du monde et aux importations en provenance d'un certain nombre de pays (Taiwan, Japon, États-Unis). Les statistiques de COMEXT constituent une source d'information objective et fiable. Une telle utilisation de renseignements statistiques généraux est d'autant plus admissible que ce facteur ne concerne pas réellement la situation de la branche de production nationale (article 3.4) mais est examiné pour évaluer son éventuelle pertinence s'agissant de déterminer l'impact des facteurs autres que les importations faisant l'objet d'un dumping (article 3.5)."[909]

Enfin, l'Union européenne conteste l'autre calcul fait par la Chine en soutenant qu'elle compare des renseignements relatifs à la branche de production de l'UE composée de 45 producteurs en ce qui concerne les ventes et la production aux chiffres relatifs aux stocks pour les producteurs composant

---

[905] Chine, deuxième communication écrite, paragraphe 1007.

[906] Union européenne, première communication écrite, paragraphe 663.

[907] À cet égard, nous relevons qu'en réponse aux questions du Groupe spécial, l'Union européenne a dit que, conformément à sa pratique habituelle, en l'espèce, la Commission avait demandé "des renseignements relatifs aux ventes (ventes intérieures et ventes à l'exportation) dans les questionnaires relatifs au dommage envoyés aux producteurs composant l'échantillon". Union européenne, réponse à la question n° 100 du Groupe spécial, paragraphe 37. Ainsi, il est clair que la Commission disposait de renseignements sur les exportations pour les producteurs constituant l'échantillon, et, de fait, elle a fourni un extrait d'un document interne établi au cours de l'enquête récapitulant les données vérifiées des indicateurs de dommage pour les producteurs composant l'échantillon, y compris les données relatives aux exportations. L'Union européenne affirme que ces données confirment aussi bien le manque d'importance des ventes à l'exportation que la bonne tenue des résultats à l'exportation, ce qui démontre que ces résultats ne pouvaient pas constituer une cause de dommage. Cependant, rien n'indique dans le Règlement définitif que ces renseignements ont été effectivement pris en considération par la Commission dans son analyse, et, de fait, l'Union européenne ne dit pas le contraire.

[908] Union européenne, réponse à la question n° 100 du Groupe spécial, paragraphe 37.

[909] Union européenne, réponse à la question n° 100 du Groupe spécial, paragraphe 37.

l'échantillon, ce qui, selon ce qu'affirme l'Union européenne, est manifestement erroné, et que ces renseignements ne devraient donc pas être utilisés.[910]

7.436 Nous notons que si l'examen des résultats à l'exportation figure dans la section du Règlement définitif intitulée "Effets d'autres facteurs", il apparaît que la Commission, en fait, n'a pas constaté que les résultats à l'exportation constituaient un "autre facteur qui causait un dommage à la branche de production nationale au même moment que les importations faisant l'objet d'un dumping" au sens de l'article 3.5 de l'Accord antidumping. Cependant, il est également clair que cette conclusion reposait sur des renseignements relatifs à la totalité des producteurs d'éléments de fixation de l'UE, et non pas sur des renseignements relatifs soit à la branche de production nationale telle qu'elle avait été définie par la Commission, soit aux producteurs composant l'échantillon examinés dans le cadre de l'enquête. L'Union européenne affirme qu'il était néanmoins admissible que la Commission prenne ces données sur les exportations en considération, en particulier puisqu'elles étaient comparées aux données concernant la production de la branche de l'UE.

7.437 Nous ne sommes pas de cet avis. Il semble clair qu'une comparaison de données relatives aux exportations d'un grand groupe de producteurs, comprenant des producteurs ne faisant pas partie de la branche de production de l'UE, aux données relatives à la production de la branche de l'UE ne donnera pas nécessairement une indication exacte des résultats à l'exportation de la branche de production de l'UE. Nous rappelons qu'en ce qui concerne l'évaluation des facteurs relatifs au dommage répertoriés à l'article 3.4, le Groupe spécial *CE – Linge de lit* a conclu ce qui suit:

> "Les renseignements concernant des entreprises qui ne font pas partie de la branche de production nationale ne sont pas pertinents pour l'évaluation des "facteurs et indices économiques pertinents qui influent sur la situation de cette branche" requise au titre de l'article 3.4. Cela est vrai même si ces entreprises produisent peut-être actuellement, ou ont peut-être produit dans le passé, le produit similaire: du linge de lit."

L'Union européenne fait valoir ce qui suit:

> "On ne peut tout simplement pas transposer la constatation faite par le Groupe spécial *CE – Linge de lit* au sujet des indicateurs relatifs à la branche de production visés à l'article 3.4 aux indicateurs relatifs au lien de causalité visés à l'article 3.5. ... Manifestement, étant donné que le but de l'article 3.5 n'est pas d'évaluer la situation de la branche de production nationale mais plutôt d'examiner si le dommage dont l'existence a été constatée n'est pas causé d'autres facteurs, ces autres facteurs peuvent être d'une nature statistique générale."[911]

Cependant, à notre avis, c'est faire abstraction du principe fondamental reflété dans les propos du Groupe spécial *CE – Linge de lit* qui, selon nous, veut que l'analyse du dommage causé à la branche de production nationale repose sur des renseignements relatifs à cette branche de production et non pas à quelque autre groupe de producteurs. Nous ne voyons aucune raison pour laquelle ce même principe fondamental ne devrait pas être respecté dans le contexte de l'analyse du lien de causalité, y compris l'examen des autres facteurs qui peuvent causer un dommage à la branche de production nationale au même moment que les importations.[912] Il n'est pas contesté que les conclusions de la

[910] Union européenne, première communication écrite, paragraphe 666.

[911] Union européenne, réponse à la question n° 99 du Groupe spécial, paragraphes 34 et 35.

[912] Nous n'écartons pas la possibilité que des renseignements concernant tous les producteurs puissent, dans certaines circonstances, être judicieusement utilisés à la place des renseignements propres à la branche de production nationale en cause, par exemple dans les cas où les renseignements concernant la branche de production ne sont pas disponibles ou ne sont pas communiqués. Cependant, en pareil cas, nous jugerions

Commission relatives aux résultats à l'exportation reposent sur l'examen de renseignements concernant un groupe de producteurs plus large que la branche de production nationale telle qu'elle l'a définie dans cette enquête.

7.438 Nous concluons donc qu'en utilisant des renseignements concernant des producteurs qui ne faisaient pas partie de la branche de production nationale pour examiner si les exportations de la branche de production de l'UE ont pu contribuer au dommage subi par celle-ci, l'Union européenne n'a pas procédé à un examen objectif des faits pertinents lorsqu'elle a conclu que les résultats à l'exportation de la branche de production nationale n'étaient pas une source de dommage important pour la branche de production de l'UE. Ainsi, nous considérons que sa conclusion relative aux effets des autres facteurs est, à cet égard, incompatible avec l'article 3.1 et 3.5 de l'Accord antidumping.[913]

11. Allégations concernant les violations procédurales alléguées

a) Introduction

7.439 La Chine présente une série d'allégations de violation en ce qui concerne la conduite de l'enquête sur les éléments de fixation. Bien qu'elle fasse valoir ces allégations séparément, il existe un degré notable de chevauchement dans ses affirmations et dans les situations factuelles dont elle affirme qu'elles démontrent l'existence des violations alléguées. Les dispositions pertinentes au titre desquelles l'existence des violations est affirmée sont les articles 6.1.1, 6.2, 6.4, 6.5, 6.9, 12.2 et 12.2.2 de l'Accord antidumping. Nous examinons ci-après chacune des allégations de la Chine.

b) Question de savoir si l'Union européenne a enfreint l'article 6.5, 6.2 et 6.4 de l'Accord antidumping en ne divulguant pas l'identité des producteurs nationaux

i) Arguments des parties

Chine

7.440 La Chine soutient que la Commission n'a pas divulgué l'identité des plaignants et de ceux qui soutiennent la plainte[914], traitant ces renseignements comme confidentiels au motif que la divulgation

---

impératif que l'autorité chargée de l'enquête explique pourquoi, dans ce cas particulier, elle considère approprié d'utiliser ces renseignements et comment les éventuels points faibles de ces renseignements ont été pris en compte.

[913] Nous faisons observer que nous ne jugeons pas approprié de prendre en considération les renseignements relatifs aux volumes et aux tendances des exportations présentés par la Chine, car celle-ci a calculé les renseignements relatifs aux exportations pour la branche de production de l'UE en soustrayant les données relatives aux ventes de la totalité de la branche de production de l'UE des données relatives à la production de la totalité de cette branche, et en comparant le résultat aux données relatives aux stocks notifiées par les sept producteurs composant l'échantillon, pour obtenir les données relatives aux exportations présentées. Nous estimons que cette comparaison est fausse et que les renseignements relatifs aux exportations qui en résultent constituent une base d'analyse inappropriée en l'espèce. En outre, il est clair, et la Chine ne fait pas valoir le contraire, qu'aucun argument au sujet de ces renseignements n'a été avancé devant l'autorité chargée de l'enquête. De même, nous nous abstenons de prendre en considération les renseignements présentés par l'Union européenne en réponse aux questions du Groupe spécial sur cette question. S'il apparaît que ces renseignements figuraient dans le dossier de l'autorité chargée de l'enquête, rien n'indique dans le Règlement définitif qu'ils ont été pris en compte par la Commission, et le Règlement définitif lui-même, comme l'a expliqué l'Union européenne, indique qu'elle ne l'a pas fait. Nous ne jugeons pas approprié d'évaluer si d'autres données, auxquelles la Commission ne s'est pas référée, auraient pu constituer le fondement de la détermination réellement faite. À notre avis, procéder autrement nous obligerait à entreprendre un examen *de novo* des éléments de preuve, ce qu'il nous est interdit de faire, conformément au critère d'examen énoncé à l'article 17.6 i).

[914] Même si, initialement, la Chine a semblé également remettre en question la non-divulgation du volume de production du produit visé par les plaignants et ceux qui soutiennent la plainte, elle a par la suite

pourrait conduire à des mesures de rétorsion de la part des clients des plaignants et de ceux qui soutiennent la plainte qui importent le produit visé en provenance de Chine. L'identité des plaignants constitue, selon la Chine, des renseignements essentiels qu'une demande doit contenir. La Chine allègue tout d'abord que le fait que l'Union européenne n'a pas divulgué l'identité des plaignants et de ceux qui soutiennent la plainte constitue une violation de l'article 6.5 de l'Accord antidumping. La Chine soutient qu'une allégation de "mesure de rétorsion commerciale potentielle" ne constitue pas l'exposé d'une "raison valable" pour appliquer un traitement confidentiel au sens de l'article 6.5 de l'Accord antidumping. Selon elle, l'argument présenté par les plaignants et ceux qui soutiennent la plainte selon lequel la divulgation de leur identité pouvait déclencher une mesure de rétorsion commerciale de la part de leurs clients se rapportait à un effet préjudiciable hypothétique et n'établissait pas l'existence d'une "raison valable". Par ailleurs, la Chine affirme que les sociétés qui ont été incluses dans l'échantillon en vue de la détermination de l'existence d'un dommage par la Commission n'ont pas demandé que celle-ci garde leur identité confidentielle. Puisque les sociétés incluses dans l'échantillon étaient toutes également des plaignants ou des sociétés qui soutiennent la plainte, la Chine affirme que le fait que le traitement confidentiel de leur identité n'était pas requis pendant l'enquête montre que le motif sur lequel ils se sont appuyés pour demander un traitement confidentiel de leur identité au moment de la plainte, à savoir une "mesure de rétorsion commerciale potentielle", ne constituait pas une "raison valable" au sens de l'article 6.5 de l'Accord antidumping. La Chine fait aussi valoir que les plaignants et ceux qui soutiennent la plainte n'ont pas présenté d'éléments de preuve pour étayer leur allégation concernant une mesure de rétorsion commerciale potentielle. À son avis, l'existence d'une raison valable ne peut pas être établie sur la base d'allégations ou de conjectures mais doit être fondée sur des éléments de preuve.[915]

7.441 La Chine fait valoir que l'identité des plaignants constitue des renseignements pertinents que les autorités utilisent dans une enquête. Le fait de ne pas divulguer ces renseignements constitue donc également une violation de l'article 6.4 de l'Accord antidumping, qui prescrit qu'il doit être ménagé en temps utile aux parties intéressées la possibilité de prendre connaissance de tous les renseignements non confidentiels que les autorités utilisent et qui sont pertinents pour la préparation de leurs dossiers. La Chine est d'avis qu'un manquement à l'obligation énoncée à l'article 6.4 aboutit nécessairement à une violation de l'article 6.2 et que, partant, en ne divulguant pas l'identité des plaignants et de ceux qui soutiennent la plainte, l'Union européenne a également agi d'une manière incompatible avec l'article 6.2 de l'Accord antidumping. Indépendamment de ce qui précède, la Chine soutient que la Commission a enfreint l'article 6.2 puisque la non-divulgation de l'identité des plaignants et de ceux qui soutiennent la plainte a privé les exportateurs chinois de la possibilité d'examiner les renseignements concernant la représentativité et de formuler des observations.[916]

Union européenne

7.442 L'Union européenne note que bien que dans le titre et la partie introductive de cette allégation, la Chine se réfère à l'article 6.5.1 de l'Accord antidumping, ainsi qu'au texte introductif de l'article 6.5, elle développe son allégation essentiellement sur la base de cette dernière disposition. L'Union européenne estime donc que la Chine a abandonné l'aspect de cette allégation relatif à l'article 6.5.1.[917] S'agissant de l'allégation au titre de l'article 6.5, l'Union européenne note que la Chine semble admettre qu'en principe, l'identité des plaignants peut être traitée comme étant des renseignements confidentiels au sens de l'article 6.5, mais elle affirme qu'en l'espèce, aucune raison valable n'a été exposée pour le traitement en question. Selon l'Union européenne, tout effet préjudiciable susceptible de découler de la divulgation de renseignements commerciaux confidentiels est, par définition,

---

précisé que cette allégation était limitée à la non-divulgation de l'identité des plaignants et de ceux qui soutiennent la plainte. Chine, deuxième communication écrite, paragraphe 1049.

[915] Chine, deuxième communication écrite, paragraphe 1052.

[916] Chine, première communication écrite, paragraphe 545.

[917] Union européenne, première communication écrite, paragraphe 711.

hypothétique.[918] À son avis, il est impossible de prédire avec un certain degré de certitude les conséquences de la divulgation de renseignements confidentiels. C'est pourquoi l'Union européenne n'est pas d'accord avec la Chine lorsqu'elle affirme qu'il devait exister des éléments de preuve convaincants pour montrer l'existence d'une mesure de rétorsion commerciale de la part des clients des plaignants et de ceux qui soutiennent la plainte dans l'enquête sur les éléments de fixation.[919] L'Union européenne part du principe qu'une mesure de rétorsion commerciale potentielle constitue une "raison valable" au sens de l'article 6.5. Il y avait, selon elle, un risque grave que les clients qui importaient des éléments de fixation en provenance de Chine et dont les coûts auraient augmenté avec l'imposition d'une mesure antidumping sur les éléments de fixation en provenance de Chine soumettent les plaignants et ceux qui soutiennent la plainte à une mesure de rétorsion.[920] L'Union européenne conteste également l'affirmation de la Chine selon laquelle les producteurs de l'UE inclus dans l'échantillon dont l'identité a été divulguée étaient eux-mêmes les plaignants ou ceux qui soutiennent la plainte, soutenant que cette affirmation n'a pas de base factuelle.[921]

7.443 Pour ce qui est des allégations de la Chine au titre de l'article 6.4 et 6.2, l'Union européenne estime qu'elles ne relèvent pas du mandat du Groupe spécial car la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Chine ne fait aucune référence à l'identité des plaignants relativement à ces deux dispositions.[922] L'Union européenne note que la demande d'établissement d'un groupe spécial fait référence à "la composition de la branche de production nationale", mais fait valoir qu'il ne s'agit pas de la même chose que "l'identité des plaignants".[923] À supposer que les allégations de la Chine au titre de l'article 6.4 et 6.2 relèvent du mandat du Groupe spécial, l'Union européenne fait valoir que, à l'exception de l'allégation indépendante au titre de l'article 6.2, les deux allégations en question sont purement corollaires par rapport à l'allégation de la Chine au titre de l'article 6.5. Selon l'Union européenne, puisqu'il n'y a pas violation de l'article 6.5, il ne devrait pas y avoir violation de l'article 6.4 ou 6.2 non plus. Dans l'hypothèse où le Groupe spécial constaterait une violation de l'article 6.5, l'Union européenne n'est pas d'accord pour dire que cela conduirait nécessairement à une violation de l'article 6.4 et 6.2 de l'Accord sans un examen plus approfondi.[924] Bien que reconnaissant les liens entre les différents paragraphes de l'article 6, l'Union européenne soutient que chacun de ces paragraphes énonce des droits et obligations distincts.[925] S'agissant de l'allégation indépendante de la Chine au titre de l'article 6.2, l'Union européenne soutient que la Chine ignore délibérément la troisième phrase de l'article 6.2, qui exclut les renseignements confidentiels du champ d'application du droit conféré aux parties intéressées dans la disposition en question. Par conséquent, fait valoir l'Union européenne, cette allégation est également subordonnée à l'allégation de la Chine au titre de l'article 6.5 et, même si le Groupe spécial constate que cette allégation relève de son mandat, elle devrait être rejetée quant au fond.[926]

[918] Union européenne, première communication écrite, paragraphe 715.
[919] Union européenne, première communication écrite, paragraphe 715.
[920] Union européenne, première communication écrite, paragraphe 716.
[921] Union européenne, première communication écrite, paragraphes 717 et 718.
[922] À cet égard, l'objection de l'Union européenne fondée sur le mandat s'applique à la fois aux allégations au titre de l'article 6.2 et 6.4, que l'Union européenne qualifie de subordonnées à une constatation d'incompatibilité avec l'article 6.5 et à l'allégation indépendante au titre de l'article 6.2. Union européenne, première communication écrite, paragraphe 724.
[923] Union européenne, première communication écrite, paragraphe 720.
[924] Union européenne, première communication écrite, paragraphe 721 à 723.
[925] Union européenne, réponse à la question n° 62 du Groupe spécial.
[926] Union européenne, première communication écrite, paragraphe 724.

ii) Arguments des tierces parties

Chili

7.444 Le Chili soutient qu'une application correcte de l'article 6.5 de l'Accord antidumping exige que la raison de la divulgation de renseignements confidentiels soit connue de la partie intéressée qui a communiqué les renseignements. Selon lui, lorsque les autorités chargées de l'enquête déterminent que la demande de confidentialité n'est pas justifiée, elles doivent expressément le dire. Le Chili estime que la divulgation de renseignements considérés par l'autorité comme non confidentiels doit être dûment étayée et expressément autorisée par la partie communiquant les renseignements. Ne pas le faire constituerait une violation des droits de cette partie en matière de régularité de la procédure.

iii) Évaluation par le Groupe spécial

7.445 L'allégation de la Chine se compose de plusieurs allégations distinctes. La Chine fait valoir que le traitement confidentiel de l'identité des plaignants et de ceux qui soutiennent la plainte était contraire à l'article 6.5 de l'Accord antidumping.[927] Puisque, selon elle, l'identité des plaignants et de ceux qui soutiennent la plainte ne constituaient pas des renseignements confidentiels au sens de l'article 6.5, ne pas en donner l'accès aux producteurs chinois constituait également une violation de l'article 6.4 de l'Accord antidumping. Selon la Chine, toute violation de l'article 6.4 entraîne nécessairement une violation de l'article 6.2.[928] Ainsi, estime la Chine, en ne divulguant pas l'identité des plaignants et de ceux qui soutiennent la plainte, la Commission a également enfreint l'article 6.2. Cette allégation de violation de l'article 6.2 est subordonnée à une constatation de violation de l'article 6.4. En outre, la Chine affirme que la Commission a enfreint l'article 6.2 car, en traitant l'identité des plaignants et de ceux qui soutiennent la plainte comme un renseignement confidentiel, elle a privé les producteurs chinois de la possibilité d'examiner si les prescriptions en matière de représentativité avaient été remplies.[929]

7.446 L'Union européenne fait valoir que les allégations de la Chine au titre de l'article 6.4 et 6.2 n'entrent pas dans le cadre du mandat parce que la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Chine ne fait pas référence à ces deux dispositions relativement à la non-divulgation de l'identité des plaignants et de ceux qui soutiennent la plainte. La Chine s'élève contre cette affirmation et soutient que sa demande d'établissement d'un groupe spécial présente effectivement une allégation au titre de l'article 6.4 et 6.2 en ce qui concerne la non-divulgation de l'identité des plaignants et de ceux qui soutiennent la plainte. À cet égard, la Chine soutient que non seulement sa demande d'établissement d'un groupe spécial contient cette allégation mais va aussi plus loin en indiquant certains des arguments étayant l'allégation. Toutefois, selon la Chine, de tels arguments ne limitent pas la portée de l'allégation présentée dans la demande d'établissement d'un groupe spécial. Par ailleurs, la Chine soutient que l'Union européenne n'a pas montré que le vice de procédure allégué dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Chine a porté préjudice à sa capacité de se défendre dans la présente procédure.[930]

7.447 Nous notons que l'élément central de l'allégation de la Chine est une violation alléguée du texte introductif de l'article 6.5 de l'Accord antidumping. La Chine soutient que la Commission a fait erreur en traitant comme renseignement confidentiel l'identité des plaignants et de ceux qui soutiennent la plainte. S'agissant de ses allégations au titre de l'article 6.4 et 6.2, la Chine conteste l'affirmation de l'Union européenne selon laquelle les allégations en question sont subordonnées à

[927] Chine, deuxième communication écrite, paragraphe 1047.
[928] Chine, première communication écrite, paragraphe 544.
[929] Chine, première communication écrite, paragraphe 545; Chine, deuxième communication écrite, paragraphe 1070.
[930] Chine, deuxième communication écrite, paragraphes 1057 à 1064.

l'allégation de la Chine au titre de l'article 6.5.[931] Nous reconnaissons avec la Chine que ces allégations ne semblent pas être subordonnées à l'allégation au titre de l'article 6.5 en ce sens que la Chine ne fait pas valoir que, puisque l'article 6.5 a été enfreint, l'article 6.4 et 6.2 l'a également été. Cela étant, nous notons que l'article 6.4 et 6.2 exclut les renseignements confidentiels du champ d'application des droits qu'il confère aux parties intéressées dans une enquête. L'article 6.4 accorde aux parties intéressées le droit "de prendre connaissance de tous les renseignements pertinents pour la présentation de leurs dossiers, qui ne seraient pas confidentiels aux termes du paragraphe 5". (non souligné dans l'original) L'article 6.2, qui concerne le droit des parties intéressées de défendre leurs intérêts et, à cette fin, de rencontrer les autres parties intéressées, dispose, dans la troisième phrase, qu'"[i]l devra être tenu compte ... de la nécessité de sauvegarder le caractère confidentiel des renseignements[.]" (non souligné dans l'original) Ainsi, les droits des parties intéressées énoncés dans ces deux dispositions ne s'appliquent pas aux renseignements confidentiels. Il s'ensuit que, pour constater l'existence d'une violation de l'article 6.4 et 6.2, nous devons nécessairement constater l'existence d'une violation de l'article 6.5, ce qui signifierait que l'identité des plaignants et de ceux qui soutiennent la plainte n'aurait pas dû être traitée comme un renseignement confidentiel. C'est seulement si le renseignement en question a été traité à tort comme confidentiel que nous pourrons procéder à une analyse quant au fond des allégations de la Chine au titre de l'article 6.4 et 6.2. À ce sujet, nous rappelons que la Chine présente deux allégations de violation de l'article 6.2, une en tant qu'allégation subordonnée à une violation de l'article 6.4 et une autre de manière indépendante, au motif qu'en traitant l'identité des plaignants et de ceux qui soutiennent la plainte comme un renseignement confidentiel, la Commission a empêché les producteurs chinois d'examiner dûment si les prescriptions en matière de représentativité étaient remplies dans l'enquête sur les éléments de fixation. Nous notons que pour constater une violation de l'article 6.2 dans le contexte de l'allégation de la Chine au titre de l'article 6.2, qu'elle qualifie d'indépendante d'une violation de l'article 6.4, il faudrait également constater au préalable, en rapport avec l'allégation au titre de l'article 6.5, que l'identité des plaignants et de ceux qui soutiennent la plainte a été traitée à tort comme un renseignement confidentiel. À cet égard, nous ne voyons aucune différence entre l'allégation subordonnée et l'allégation indépendante de la Chine au titre de l'article 6.2. En conséquence, nous commencerons notre évaluation par l'allégation au titre de l'article 6.5. Si nous constatons que la Commission n'a pas fait erreur en traitant les renseignements en cause comme confidentiels et que, partant, il n'y a pas eu violation de l'article 6.5, nous constaterons aussi que l'article 6.4 et 6.2 n'a pas été enfreint non plus. Nous rappelons cependant l'argument de l'Union européenne selon lequel les allégations au titre de l'article 6.4 et 6.2 ne relèvent pas de notre mandat. Par conséquent, nous ne rejetterons les allégations formulées par la Chine au titre de ces deux dispositions que si nous constatons que nous en sommes saisis à bon droit. À l'inverse, si nous constatons que le traitement des renseignements par la Commission constituait une violation de l'article 6.5, nous passerons à l'examen de l'objection préliminaire de l'Union européenne et, à supposer que nous concluions que les allégations au titre de l'article 6.4 et 6.2 relèvent de notre mandat, nous évaluerons les allégations de la Chine au regard des droits et obligations spécifiques énoncés dans ces deux dispositions.

7.448 Sans perdre de vue ces considérations, nous abordons maintenant l'allégation de la Chine au titre de l'article 6.5.[932] Nous notons que les faits relatifs à cette allégation ne sont pas contestés. Il était demandé dans la plainte sollicitant l'ouverture de l'enquête en cause de ne pas divulguer l'identité des plaignants afin d'éviter des mesures de rétorsion potentielles qui pourraient être causées par certains de leurs clients qui achètent également des éléments de fixation importés de Chine. Les parties pertinentes de la plainte sont ainsi libellées:

> "Les plaignants et ceux qui soutiennent la plainte ont fait part de leur volonté de ne pas voir leur nom publié, pour éviter des mesures de rétorsion potentielles qui

[931] Chine, deuxième communication écrite, paragraphe 1067.

[932] L'allégation de la Chine se rapporte uniquement au texte introductif de l'article 6.5 et ne s'étend pas à l'article 6.5.1. Chine, première communication écrite, paragraphe 1050.

> pourraient être appliquées par certains de leurs clients qui achètent également des produits directement en R.P. de Chine.
>
> Il n'est pas possible de donner ultérieurement un résumé non confidentiel sans divulguer les noms des plaignants et de ceux qui soutiennent la plainte."[933] (non souligné dans l'original)

7.449 La Commission a accepté cette demande de confidentialité et a fait connaître sa décision aux producteurs chinois qui avaient questionné la Commission au sujet de l'identité des plaignants.[934] Le désaccord entre les parties porte sur le point de savoir si les mesures de rétorsion commerciales potentielles de la part des clients constituent ou non une raison valable au sens de l'article 6.5 de l'Accord antidumping, justifiant que les renseignements soient traités comme confidentiels.

7.450 Le texte introductif de l'article 6.5 de l'Accord antidumping est ainsi libellé:

> "6.5 Tous les renseignements qui seraient de nature confidentielle (par exemple, parce que leur divulgation avantagerait de façon notable un concurrent ou aurait un effet défavorable notable pour la personne qui a fourni les renseignements ou pour celle auprès de qui elle les a obtenus), ou qui seraient fournis à titre confidentiel par des parties à une enquête seront, sur exposé de raisons valables, traités comme tels par les autorités. Ces renseignements ne seront pas divulgués sans l'autorisation expresse de la partie qui les aura fournis." (note de bas de page omise)

7.451 Nous notons que l'article 6.5 vise le traitement des renseignements communiqués aux autorités chargées de l'enquête dans une enquête antidumping par les parties intéressées pour lesquels un traitement confidentiel est demandé. L'article dit que les renseignements qui seraient de nature confidentielle ou qui seraient fournis à titre confidentiel doivent être traités comme confidentiels par les autorités chargées de l'enquête sur exposé de raisons valables. Il dispose aussi que ces renseignements ne peuvent pas être divulgués sans l'autorisation expresse de la partie qui les aura fournis. Nous notons qu'il est maintenant bien établi que le critère des raisons valables concernant le traitement confidentiel s'applique à la fois aux renseignements qui seraient de nature confidentielle et à ceux qui seraient fournis à titre confidentiel.[935] Ainsi, la question de savoir si l'identité des plaignants et de ceux qui soutiennent la plainte était de nature confidentielle ou a été fournie à titre confidentiel n'est pas pertinente pour notre analyse. L'article 6.5 n'explique cependant pas ce que signifie l'expression "raisons valables". À notre avis, il s'agit de quelque chose qui doit être évalué par les autorités chargées de l'enquête compte tenu des circonstances de chaque enquête et de chaque demande de traitement confidentiel. Nous estimons aussi que ce qui constitue des "raisons valables" dépendra de la nature des renseignements en cause pour lesquels un traitement confidentiel est demandé.[936] Les "raisons valables" qui existent, d'après les allégations, détermineront à leur tour le type d'éléments de preuve justificatifs qui pourraient être nécessaires pour démontrer l'existence de ces "raisons valables".

7.452 Nous rappelons que, dans le présent différend, l'objet principal du désaccord entre les parties est le point de savoir si des "mesures de rétorsion commerciales potentielles" constituent une raison

---

[933] Pièce CHN-15, page 5.

[934] La communication pertinente de la Commission dit que "[l]es services de la Commission ont accepté cette demande des parties intéressées pour éviter des conséquences commerciales défavorables finales." Pièce CHN-44, page 1.

[935] Rapport du Groupe spécial *Corée – Certains papiers*, paragraphe 7.335; rapport du Groupe spécial *Guatemala – Mesures antidumping définitives concernant le ciment Portland gris en provenance du Mexique* ("*Guatemala – Ciment II*"), WT/DS156/R, adopté le 17 novembre 2000, paragraphe 8.219.

[936] Rapport du Groupe spécial *Corée – Certains papiers*, paragraphe 7.335; rapport du Groupe spécial *Mexique – Tubes et tuyaux en acier*, paragraphe 7.378.

valable pour justifier un traitement confidentiel de l'identité des plaignants et de ceux qui soutiennent la plainte. Tel qu'il est libellé, nous ne voyons rien dans l'article 6.5 qui s'opposerait à ce que des mesures de rétorsion commerciales potentielles constituent une raison valable pour appliquer un traitement confidentiel à tout renseignement, y compris l'identité des plaignants. La Chine ne conteste pas l'affirmation factuelle selon laquelle certains des clients des plaignants et de ceux qui soutiennent la demande ont également acheté le produit visé auprès des producteurs chinois. Les producteurs plaignants de l'UE ont affirmé qu'ils craignaient des mesures de rétorsion commerciale. Nous croyons comprendre que cette affirmation suppose que, si les clients en question découvraient qu'ils avaient demandé l'ouverture d'une enquête antidumping sur les éléments de fixation en provenance de Chine, cela pourrait provoquer une hausse des prix des éléments de fixation et, ainsi, des coûts des clients susmentionnés. La Chine n'a présenté aucun élément de preuve établissant que cette affirmation était infondée, déraisonnable ou fausse, ni ne l'a même fait valoir. La Chine fait simplement valoir que les mesures de rétorsion potentielles étaient "hypothétiques", quelque chose qui "pouvait" se produire, mais qu'il n'y avait aucun élément de preuve établissant que cela se "produirait". Nous rappelons que, pour préciser ce qui peut constituer des renseignements de nature confidentielle, l'article 6.5 fait référence, entre autres choses, aux situations dans lesquelles la divulgation des renseignements "aurait un effet défavorable notable pour la personne qui a fourni les renseignements ou pour celle auprès de qui elle les a obtenus". Nous pouvons assurément voir que les "mesures de rétorsion commerciales potentielles" de la part des clients des plaignants qui, outre le fait qu'ils achètent le produit visé auprès des plaignants, achètent également des importations en provenance du pays visé par la plainte, pourraient avoir un "effet défavorable notable" pour les plaignants.

7.453 La Chine fait valoir que la Commission a fait erreur en prenant sa décision sans aucun élément de preuve établissant l'existence des mesures de rétorsion commerciales potentielles alléguées.[937] Il est évident que le seul "élément de preuve" dont disposait la Commission était la plainte, qui alléguait que la divulgation de l'identité des plaignants pouvait déclencher des mesures de rétorsion commerciales de la part de leurs clients qui achetaient également le produit visé en provenance de Chine. La Commission s'est appuyée sur cette déclaration, bien que rien n'indique que les plaignants ont fourni des éléments de preuve pour justifier leur préoccupation à ce sujet. Cependant, dans les circonstances de l'enquête considérée, nous ne pensons pas qu'il s'agisse là d'une absence d'éléments de preuve rédhibitoire. Premièrement, à notre avis, les "mesures de rétorsion commerciales potentielles" ne constituent pas un phénomène suffisamment concret pour que la preuve de leur existence soit susceptible d'être obtenue.[938] Ainsi, sauf s'il y a une raison de croire que la crainte d'une mesure de rétorsion est déraisonnable, infondée ou fausse – et la Chine n'en a donné aucune – nous estimons que l'allégation des plaignants en l'espèce constitue une base suffisante pour la conclusion de la Commission. Nous notons à ce propos que, à notre avis, l'objet de l'octroi d'un traitement confidentiel, tel que le prévoit l'article 6.5, est précisément de s'assurer qu'un effet défavorable redouté, en l'espèce des "mesures de rétorsion commerciales potentielles", reste hypothétique et ne se concrétise pas effectivement. Deuxièmement, nous notons que dans l'enquête considérée, la raison permettant de traiter l'identité des plaignants comme confidentielle n'était pas une simple affirmation des plaignants selon laquelle la divulgation de leur identité provoquerait des mesures de rétorsion. Le dossier montre que, en disant que leurs clients étaient eux-mêmes également des importateurs du produit visé en provenance de Chine, les plaignants ont dans une certaine mesure

[937] Chine, deuxième communication écrite, paragraphes 1052 et 1053.

[938] Nous n'excluons pas la possibilité qu'il existe une situation dans laquelle une telle allégation puisse être étayée par des éléments de preuve plus concrets que le témoignage de la partie sollicitant un traitement confidentiel des renseignements qu'elle fournit. Toutefois, il est difficile de concevoir de quels éléments de preuve il pourrait s'agir – la probabilité que les plaignants soient en mesure de présenter un document écrit ou un enregistrement audio d'un client qui menace d'appliquer des mesures de rétorsion commerciales semble difficile à croire et, pourtant, en l'absence de tels éléments de preuve, nous ne voyons pas ce qui pourrait être présenté pour justifier la crainte de telles mesures de rétorsion, et la Chine n'a formulé aucune suggestion ni aucun argument à ce sujet.

étayé leur affirmation en expliquant les circonstances qui, selon eux, montraient que des mesures de rétorsion commerciales pourraient être appliquées. Nous ne souscrivons donc pas à l'affirmation de la Chine selon laquelle les "mesures de rétorsion commerciales potentielles" alléguées par les plaignants ne constituaient pas une raison valable au sens de l'article 6.5.

7.454 La Chine fait valoir que les sept producteurs de l'UE qui constituaient l'échantillon aux fins de la détermination de l'existence d'un dommage établie par la Commission étaient également des plaignants et des parties soutenant la plainte et qu'ils n'ont pas demandé à la Commission de traiter leur identité comme un renseignement confidentiel au cours de l'enquête après l'engagement de la procédure. Cela montre, selon la Chine, qu'il n'y avait aucune raison logique de garder l'identité de ces sociétés confidentielle au stade de la plainte.[939] Cependant, à notre avis, le fait que les noms des sociétés qui constituaient l'échantillon aux fins de l'analyse du dommage ont été divulgués n'influe pas sur l'analyse concernant le traitement confidentiel des noms des plaignants et de ceux qui soutiennent la plainte. Les sociétés incluses dans l'échantillon peuvent clairement être désignées comme coopérantes, sinon elles n'auraient pas été incluses dans l'échantillon, mais cela n'est nécessairement pas la même chose qu'être désignées en tant que plaignantes elles-mêmes, et cela pourrait donc ne pas susciter les mêmes préoccupations pour lesdites sociétés.[940] Nous ne jugeons donc pas cet argument convaincant.

7.455 Sur la base de ce qui précède, nous concluons que la Commission n'a pas fait erreur en accédant à la demande des plaignants et de ceux qui soutiennent la plainte visant à ce que leur identité soit traitée comme confidentielle et nous rejetons donc l'allégation de la Chine au titre de l'article 6.5.[941]

7.456 Nous abordons maintenant les allégations de la Chine au titre de l'article 6.4 et 6.2 de l'Accord antidumping. Nous rappelons que l'Union européenne fait valoir que ces allégations ne relèvent pas de notre mandat parce qu'elles n'ont pas été indiquées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Chine d'une manière compatible avec les prescriptions de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord. L'Union européenne fait valoir que la demande d'établissement d'un groupe spécial ne mentionne pas la non-divulgation de l'identité des plaignants dans la liste des allégations au titre de l'article 6.2 et 6.4. Elle note que, dans cette section particulière, la demande d'établissement d'un groupe spécial fait référence à "la composition de la branche de production nationale" mais soutient que cette question est traitée dans une section différente de la première communication écrite de la Chine.[942] La Chine n'est pas du même avis, faisant valoir que l'Union européenne mélange allégations et arguments. Elle soutient qu'elle a formulé une allégation au titre de l'article 6.4 et 6.2 de l'Accord antidumping, en faisant valoir, ainsi qu'il est indiqué dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, que la Commission n'a pas ménagé en temps utile aux exportateurs chinois la possibilité de prendre connaissance de tous les renseignements pertinents pour la présentation de leurs dossiers et la possibilité de se défendre.[943] La Chine affirme qu'elle a ensuite donné des exemples de manquements à ces obligations. Selon elle, le fait qu'elle a ajouté les arguments quant à la façon dont

[939] Chine, première communication écrite, paragraphes 537 et 538.

[940] Nous rappelons en outre qu'au moins une société incluse dans l'échantillon n'était pas, en fait, un plaignant ou une société qui soutenait la plainte. Voir le paragraphe 7.214 ci-dessus.

[941] Cela dit, nous souhaiterions cependant souligner que notre constatation ne reflète que notre avis sur cette question au regard des circonstances particulières de l'enquête sur les éléments de fixation. Notre raisonnement ne devrait pas être interprété comme donnant carte blanche aux autorités chargées de l'enquête pour traiter l'identité de tous les plaignants dans toutes les enquêtes antidumping comme confidentielle. En l'espèce, notre conclusion ne devrait pas non plus être interprétée comme signifiant que dans tous les cas, il suffirait intrinsèquement d'affirmer que des mesures de rétorsion commerciales potentielles sont redoutées pour justifier un traitement confidentiel, ou qu'une telle affirmation ne pourrait pas être contestée comme étant infondée, déraisonnable ou fausse.

[942] Union européenne, première communication écrite, paragraphe 720.

[943] Chine, deuxième communication écrite, paragraphe 1060.

les droits et obligations spécifiques énoncés à l'article 6.4 et 6.2 ont été enfreints par la Commission ne rétrécit pas la portée de ces allégations au point de justifier la conclusion selon laquelle elles ne s'étendent pas à la non-divulgation de l'identité des plaignants et de ceux qui soutiennent la plainte.[944] De plus, la Chine estime que l'expression "y compris, mais pas exclusivement" utilisée dans la demande d'établissement d'un groupe spécial en rapport avec ces allégations montre que la Chine a intentionnellement fourni une liste non exhaustive d'arguments pour étayer lesdites allégations.[945] Enfin, la Chine pose en principe que le Groupe spécial devrait rejeter l'objection soulevée par l'Union européenne au regard du mandat puisque celle-ci n'a pas montré que ses droits en matière de régularité de la procédure ont été lésés par cette insuffisance alléguée de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Chine.[946]

7.457 Nous rappelons que conformément au cadre juridique défini ci-dessus[947], lorsque nous évaluons l'objection soulevée par l'Union européenne au regard du mandat, nous devons examiner la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Chine, dans son intégralité, pour voir si une allégation a été formulée au titre de l'article 6.4 et 6.2 de l'Accord antidumping relativement à la non-divulgation de l'identité des plaignants et de ceux qui soutiennent la plainte. Nous notons que l'objection de l'Union européenne vise uniquement le point de savoir si la demande d'établissement d'un groupe spécial donne un bref résumé du fondement juridique d'une allégation au titre de l'article 6.4 et 6.2 en ce qui concerne la non-divulgation de l'identité des plaignants et de ceux qui soutiennent la plainte. La partie pertinente de la demande d'établissement d'un groupe spécial est libellée comme suit:

> "La Chine estime que cette mesure est incompatible, au moins, avec les dispositions ci-après de l'*Accord antidumping* et du *GATT de 1994*:
>
> ...
>
> l'article 6.2 et 6.4 de l'*Accord antidumping* et le paragraphe 151 c) e) du *rapport du Groupe de travail de l'accession de la Chine* parce que les CE n'ont pas ménagé aux producteurs/exportateurs chinois, pendant toute la durée de l'enquête, toutes possibilités de défendre leurs intérêts et ne leur ont pas ménagé en temps utile la possibilité de prendre connaissance de tous les renseignements pertinents pour la présentation de leurs dossiers, y compris, mais pas exclusivement, la composition de la branche de production nationale, les données concernant la détermination de la valeur normale, les renseignements sur les ajustements à opérer pour tenir compte des différences affectant la comparabilité des prix, les données d'Eurostat d'où sont tirés les chiffres relatifs à la production totale et à la consommation totale des CE[ ]" (non souligné dans l'original)

7.458 Nous notons que la demande fait clairement référence à l'article 6.4 et 6.2 de l'Accord antidumping et fait valoir que la Commission n'a pas ménagé aux exportateurs chinois toutes possibilités de défendre leurs intérêts et ne leur a pas ménagé en temps utile la possibilité de prendre connaissance de tous les renseignements qui étaient pertinents pour la présentation de leurs dossiers, pendant toute la durée de l'enquête sur les éléments de fixation. Nous notons également que cette explication répète le texte de l'article 6.4 et 6.2, paragraphes qui disposent respectivement que "[c]haque fois que cela sera réalisable, les autorités ménageront en temps utile à toutes les parties intéressées la possibilité de prendre connaissance de tous les renseignements pertinents pour la présentation de leurs dossiers[ ]" et que "[p]endant toute la durée de l'enquête antidumping, toutes les

[944] Chine, deuxième communication écrite, paragraphes 1059 à 1061.
[945] Chine, deuxième communication écrite, paragraphe 1063.
[946] Chine, deuxième communication écrite, paragraphe 1064.
[947] Voir le paragraphe 7.15 ci-dessus.

parties intéressées auront toutes possibilités de défendre leurs intérêts". À notre avis, cela montrait clairement que la Chine voulait formuler une allégation concernant un manquement allégué aux obligations énoncées à l'article 6.4 et 6.2 dans l'enquête sur les éléments de fixation. La demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Chine va toutefois plus loin et contient des explications plus spécifiques quant aux circonstances factuelles dans lesquelles l'article 6.4 et 6.2 a été enfreint, selon les allégations, dans l'enquête sur les éléments de fixation. Ainsi, il est affirmé dans la demande d'établissement d'un groupe spécial que l'article 6.4 et 6.2 a été enfreint, entre autres choses, en ce qui concerne la composition de la branche de production nationale, les données concernant la détermination de la valeur normale, les renseignements sur les ajustements à opérer pour tenir compte des différences affectant la comparabilité des prix, les données d'Eurostat d'où sont tirés les chiffres relatifs à la production totale et à la consommation totale des CE. Ces explications spécifiques sont précédées de l'expression "y compris, mais pas exclusivement". Après avoir examiné la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Chine, nous convenons avec cette dernière que les explications plus spécifiques fournies ne peuvent pas être interprétées comme limitant la portée des allégations au titre de l'article 6.4 et 6.2 de l'Accord antidumping. À notre avis, la nature des droits et obligations énoncés à l'article 6.4 et 6.2 est telle qu'un renvoi à ces dispositions, sans autre explication, pourrait suffire pour informer le Membre défendeur de la nature de l'allégation que le plaignant pourrait formuler. Nous constatons donc que nous sommes saisis à bon droit des allégations de la Chine au titre de l'article 6.4 et 6.2 de l'Accord antidumping en ce qui concerne la non-divulgation de l'identité des plaignants et de ceux qui soutiennent la plainte.

7.459 S'agissant du fond des allégations de la Chine, nous rappelons notre observation ci-dessus[948], selon laquelle les obligations énoncées à l'article 6.4 et 6.2 de l'Accord antidumping ne s'appliquent pas aux renseignements qui sont confidentiels au sens de l'article 6.5 de l'Accord antidumping. Ayant conclu que la Commission n'avait pas fait erreur en traitant les renseignements comme confidentiels, il est clair que la non-divulgation des renseignements considérés ne peut pas constituer une violation de l'article 6.4 et 6.2. Nous rejetons par conséquent l'allégation de violation de l'article 6.4 et 6.2 formulée par la Chine en rapport avec la non-divulgation de l'identité des plaignants et de ceux qui soutiennent la plainte.

c) Question de savoir si l'Union européenne a enfreint l'article 6.2, 6.4, 6.5 et 6.9 de l'Accord antidumping en ne divulguant pas des aspects de la détermination de la valeur normale

i) Arguments des parties

Chine

7.460 La Chine fait valoir que la Commission a manqué à ses obligations procédurales au titre de l'article 6.2, 6.4 et 6.9 de l'Accord antidumping en ce qui concerne sa détermination de l'existence d'un dumping. Premièrement, elle fait valoir que la Commission a agi d'une manière incompatible avec les prescriptions de l'article 6.4 et 6.2 de l'Accord antidumping en ne divulguant pas de renseignements sur les types de produit utilisés dans la détermination de la valeur normale. Elle soutient que c'est dans le Document général pour la divulgation que la Commission a informé les producteurs chinois pour la première fois que la valeur normale pour le producteur indien avait été calculée sur la base des types de produit. Cependant, la Chine soutient que malgré les demandes répétées des producteurs chinois, la Commission n'a pas expliqué ce que ces types de produit étaient. Selon la Chine, c'est seulement un jour ouvré avant le délai imparti pour la présentation d'observations sur le Document général pour la divulgation que la Commission a informé les producteurs chinois que la valeur normale n'avait pas été calculée sur la base des NRP. La Chine affirme qu'en restant silencieuse malgré les demandes répétées de renseignements sur les types de produit faites par les producteurs chinois, la Commission a manqué aux obligations énoncées à l'article 6.4 de l'Accord antidumping.

[948] Voir le paragraphe 7.455 ci-dessus.

Elle fait valoir que les renseignements sur les types de produit ont été utilisés par la Commission, étaient pertinents pour la préparation des dossiers des producteurs chinois et n'étaient pas confidentiels. En conséquence, fait-elle valoir, les producteurs chinois auraient dû être autorisés à prendre connaissance de ces renseignements. La Chine estime également qu'en refusant de fournir ces renseignements, la Commission a manqué à l'obligation plus générale de garantir la régularité de la procédure énoncée à l'article 6.2 de l'Accord antidumping.[949]

7.461 Deuxièmement, la Chine estime que la Commission a enfreint l'article 6.4 et, par conséquent, également l'article 6.2 de l'Accord antidumping en ne divulguant pas de renseignements sur le calcul de la valeur normale. La Chine fait valoir que les producteurs chinois ont cherché à obtenir des renseignements sur les déterminations de la valeur normale au cours de l'enquête en cause.[950] Elle affirme que la Commission n'a pas divulgué de renseignements sur les valeurs normales calculées pour chaque type de produit et sur les calculs concernant la question de savoir si chaque type de produit a été vendu dans des quantités représentatives sur le marché indien.[951] La Chine fait valoir que par ces manquements, la Commission a placé les producteurs chinois dans l'impossibilité de défendre dûment leurs intérêts dans l'enquête en cause.

7.462 Troisièmement, la Chine fait valoir que la Commission a enfreint l'article 6.4 et 6.2 de l'Accord antidumping en ne divulguant pas les renseignements concernant la comparaison entre la valeur normale et le prix d'exportation. Elle affirme que malgré les demandes répétées des producteurs chinois, la Commission a refusé de fournir des renseignements sur les ajustements qui ont été effectués. Spécifiquement, elle fait valoir que la Commission n'a fourni aucun renseignement sur la façon dont la distinction entre les éléments de fixation ordinaires et les éléments de fixation spéciaux a été établie et sur la façon dont l'ajustement à opérer pour tenir compte des coûts du contrôle de la qualité a été effectué.[952] En l'absence de ces renseignements, fait valoir la Chine, il était impossible pour les producteurs chinois de contester les déterminations de la valeur normale et les calculs du dumping effectués par la Commission.[953]

7.463 Quatrièmement, la Chine soutient que par suite de ces trois violations, à savoir en ne fournissant pas de renseignements sur les types de produit, les déterminations de la valeur normale et la comparaison entre la valeur normale et le prix d'exportation, la Commission a également enfreint l'article 6.9 de l'Accord antidumping. À ce propos, la Chine fait valoir que ces trois éléments d'information constituent les "faits" qui ont constitué la base de la décision de l'Union européenne quant à la question de savoir si des mesures antidumping définitives devraient être appliquées ou non et auraient donc dû être divulgués aux producteurs chinois conformément à l'article 6.9.[954]

Union européenne

7.464 En réponse aux allégations de la Chine au titre de l'article 6.4 et 6.2 de l'Accord antidumping, l'Union européenne note d'une manière générale que la Chine fonde ces allégations sur les documents pour la divulgation établis par la Commission. L'Union européenne soutient cependant que ces documents sont susceptibles de faire l'objet d'un examen minutieux au titre de l'article 6.9 de l'Accord antidumping, non de l'article 6.4 ou 6.2.[955] Pour ce qui est de la première allégation de la Chine, l'Union européenne fait valoir qu'elle ne relève pas du mandat du Groupe spécial parce que la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Chine fait référence aux "données

[949] Chine, première communication écrite, paragraphe 565.
[950] Chine, réponse à la question n° 64 du Groupe spécial, paragraphe 279; Chine, réponse à la question n° 101 du Groupe spécial, paragraphes 41 et 42.
[951] Chine, première communication écrite, paragraphe 568.
[952] Chine, première communication écrite, paragraphe 576.
[953] Chine, première communication écrite, paragraphe 578.
[954] Chine, première communication écrite, paragraphe 586.
[955] Union européenne, première communication écrite, paragraphes 707 et 726.

concernant la détermination de la valeur normale", non aux "types de produit pour le calcul de la valeur normale".[956] À supposer que cette allégation relève du mandat du Groupe spécial, l'Union européenne fait valoir que l'allégation de la Chine devrait être rejetée. L'Union européenne note que, s'agissant de cette allégation, la Chine se réfère aux parties pertinentes du Règlement définitif, à certains documents pour la divulgation et à la correspondance entre la Commission et un cabinet juridique représentant les producteurs chinois. Selon l'Union européenne, le Règlement définitif ne peut pas être contesté au titre de l'article 6.4 et 6.2 dans ce contexte, même s'il aurait pu l'être au titre de l'article 12 de l'Accord antidumping (mais ne l'a pas été). Par conséquent, cette partie des éléments de preuve de la Chine est dénuée de pertinence.[957] Quant aux documents pour la divulgation et à la correspondance entre les producteurs chinois et la Commission, l'Union européenne fait valoir qu'ils pouvaient en théorie être uniquement des éléments de preuve d'une violation alléguée de l'article 6.9 de l'Accord antidumping, mais non de violations alléguées de l'article 6.4 ou 6.2. Quoi qu'il en soit, fait valoir l'Union européenne, les éléments de preuve présentés par la Chine montrent que les producteurs chinois ont eu la possibilité de prendre connaissance de tous les renseignements pertinents qui n'étaient pas confidentiels et qui étaient pertinents pour la présentation de leurs dossiers.[958] Il ne peut donc y avoir de violation de l'article 6.4 ou 6.2 de l'Accord antidumping à cet égard.

7.465 En ce qui concerne la deuxième allégation de la Chine, l'Union européenne part du principe que, compte tenu de la quantité de renseignements fournis dans le Règlement définitif, les allégations de la Chine au titre de l'article 6.4 et 6.2 de l'Accord antidumping devraient être rejetés. L'Union européenne fait valoir que les éléments de preuve sur lesquels la Chine fonde ses allégations, à savoir le Document général pour la divulgation et les documents individuels pour la divulgation, relèvent de l'obligation énoncée à l'article 6.9 de l'Accord antidumping, non de l'article 6.4 ou 6.2, parce que ces deux dispositions n'imposent pas une obligation de notification effective aux autorités chargées de l'enquête.[959] L'Union européenne soutient que le Document général pour la divulgation contenait suffisamment de renseignements sur la détermination de la valeur normale établie par la Commission. Selon elle, puisque les renseignements concernant les valeurs normales du producteur indien ont été traités comme confidentiels au titre de l'article 6.5 de l'Accord antidumping, décision que la Chine n'a pas contestée, l'allégation de la Chine au titre de l'article 6.2 est dénuée de fondement, parce que l'obligation découlant de cette disposition ne s'applique pas aux renseignements confidentiels.[960]

7.466 S'agissant de la troisième allégation de la Chine, l'Union européenne note que la Chine fonde cette allégation sur les documents pour la divulgation qui, selon l'Union européenne, sont susceptibles d'être contestés au titre de l'article 6.9 de l'Accord antidumping, non de l'article 6.4 ou 6.2.[961] En outre, l'Union européenne estime que les renseignements relatifs à la comparaison entre la valeur normale et le prix d'exportation ont été traités comme des renseignements confidentiels par la Commission, décision que la Chine n'a pas contestée, et ne relèvent donc pas de l'obligation découlant de l'article 6.4 et 6.2.[962] L'Union européenne fait également valoir que la description factuelle donnée par la Chine pour cette allégation est incomplète et inexacte.

7.467 En réponse à la quatrième allégation de la Chine concernant l'article 6.9 de l'Accord antidumping, l'Union européenne affirme que cette allégation n'entre pas dans le cadre du mandat du Groupe spécial, parce que la Chine n'a pas mené de consultations au sujet de cette allégation et que celle-ci n'est pas dûment indiquée dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial. Selon

[956] Union européenne, première communication écrite, paragraphe 725.
[957] Union européenne, première communication écrite, paragraphe 726.
[958] Union européenne, première communication écrite, paragraphe 726.
[959] Union européenne, première communication écrite, paragraphes 735 et 736.
[960] Union européenne, première communication écrite, paragraphe 738.
[961] Union européenne, première communication écrite, paragraphe 739.
[962] Union européenne, première communication écrite, paragraphe 741.

l'Union européenne, en ce qui concerne les violations procédurales, les consultations ont essentiellement porté sur le fait allégué que l'accès au dossier n'avait pas été donné et sur une violation alléguée des règles de confidentialité. L'Union européenne soutient que les obligations en matière de divulgation n'ont pas été discutées lors des consultations.[963] Si le Groupe spécial est d'avis que cette allégation relève bien de son mandat, l'Union européenne soutient que l'argument de la Chine se limite à la communication d'un résumé de l'obligation énoncée à l'article 6.9 et que la Chine n'a donc pas démontré *prima facie* l'existence d'une violation de cette disposition.[964]

ii) Arguments des tierces parties

Norvège

7.468 La Norvège affirme que les prescriptions de l'article 6.4 et 6.9 de l'Accord antidumping servent également à réaliser le but de l'article 6.2, qui est de permettre aux parties intéressées de défendre leurs intérêts. Elle estime donc que chaque fois que l'autorité chargée de l'enquête enfreint l'article 6.4 ou 6.9 de l'Accord antidumping, elle enfreint aussi l'article 6.2. Pour ce qui est de l'article 6.4, la Norvège fait valoir que la question de savoir si un document particulier est pertinent pour la défense d'une partie intéressée devrait être évaluée du point de vue de cette partie, non de celui des autorités chargées de l'enquête. La Norvège affirme que la seule exception à ce qui précède concerne les renseignements confidentiels qui, s'ils sont fournis, doivent être accompagnés d'un résumé non confidentiel. S'agissant de l'article 6.9, la Norvège soutient que l'obligation énoncée dans cette disposition n'est pas de divulguer tous les faits, mais ceux qui constituent la base de la décision des autorités concernant le point de savoir si des mesures définitives seront appliquées ou non. On ne peut pas s'acquitter de cette obligation, fait valoir la Norvège, en donnant accès à tous les fichiers du dossier d'enquête. En revanche, les autorités chargées de l'enquête devraient indiquer les faits qui constituent la base de la décision concernant la question de savoir si des mesures définitives devraient être imposées ou non.

États-Unis

7.469 Les États-Unis souscrivent à l'affirmation de la Chine selon laquelle l'article 6.4 de l'Accord antidumping exige que les autorités chargées de l'enquête donnent accès à tous les renseignements non confidentiels fournis pendant une enquête. Ils reconnaissent également que ne pas le faire constituerait une violation non seulement de l'article 6.4 mais aussi de l'article 6.2 de l'Accord antidumping, puisque, sans un accès aux renseignements décrits à l'article 6.4, les parties intéressées ne peuvent pas avoir toutes possibilités de défendre leurs intérêts. Les États-Unis soutiennent que le droit d'une partie intéressée de défendre ses intérêts est particulièrement important en ce qui concerne les renseignements relatifs aux valeurs normales et à la comparaison entre la valeur normale et le prix d'exportation. Ils affirment que sans un accès à ces renseignements, on ne peut pas dire qu'une partie intéressée ait bénéficié du droit de défendre ses intérêts comme le veut l'article 6.2.

iii) Évaluation par le Groupe spécial

7.470 La Chine affirme que la Commission a manqué aux obligations énoncées à l'article 6.2, 6.4, 6.5[965] et 6.9 dans sa détermination de l'existence d'un dumping dans l'enquête sur les éléments de fixation. Pour étayer cette allégation, elle présente quatre arguments. Les trois premiers arguments concernent des violations alléguées de l'article 6.4 et 6.2 de l'Accord antidumping et affirment que la Commission n'a pas ménagé aux producteurs chinois l'accès aux renseignements relatifs aux différents aspects des déterminations de l'existence d'un dumping établies par la Commission, à savoir les

[963] Union européenne, première communication écrite, paragraphe 744.
[964] Union européenne, première communication écrite, paragraphes 746 et 747.
[965] Voir la note de bas de page 989.

renseignements sur: 1) les types de produit; 2) la détermination de la valeur normale; et 3) la comparaison entre la valeur normale et le prix d'exportation. En ce qui concerne chacun de ces arguments, la Chine fait valoir que malgré les demandes des producteurs chinois, la Commission n'a pas fourni les renseignements demandés. Compte tenu des éléments communs sur lesquels ils sont fondés, nous jugeons approprié d'évaluer ces trois arguments ensemble. Après avoir examiné les trois arguments, nous passerons à l'argument de la Chine au titre de l'article 6.9 de l'Accord antidumping.

Violations alléguées de l'article 6.4 et 6.2 de l'Accord antidumping en ce qui concerne les déterminations de l'existence d'un dumping établies par la Commission

7.471 La Chine estime que la Commission a manqué aux obligations énoncées à l'article 6.4 et 6.2 de l'Accord antidumping en ne donnant pas aux producteurs chinois l'accès aux renseignements relatifs à certains aspects de ses déterminations de l'existence d'un dumping dans l'enquête sur les éléments de fixation. Ainsi qu'il est indiqué ci-dessus, l'allégation de la Chine au titre de l'article 6.4 et 6.2 remet en cause trois éléments spécifiques des déterminations de l'existence d'un dumping établies par la Commission, à savoir l'accès aux renseignements sur les types de produit, les déterminations de la valeur normale et la comparaison entre la valeur normale et le prix d'exportation. En ce qui concerne l'allégation relative aux renseignements sur les types de produit, l'Union européenne fait valoir que nous ne sommes pas saisis à bon droit de cette allégation. Nous devons donc régler cette objection avant de passer à une évaluation quant au fond de l'allégation de la Chine.

7.472 L'Union européenne affirme que cette allégation ne relève pas de notre mandat du fait qu'elle n'a pas été indiquée dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Chine. Elle note que les allégations indiquées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial s'agissant de l'article 6.4 et 6.2 de l'Accord antidumping font référence aux "données concernant la détermination de la valeur normale" et soutient que cela ne peut pas constituer la base de l'allégation de la Chine concernant la non-divulgation alléguée de "renseignements sur les types de produit". L'Union européenne fait donc valoir que le Groupe spécial devrait s'abstenir de formuler des constatations au sujet de cette allégation.

7.473 La Chine fait valoir que la référence faite dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial aux "données concernant la détermination de la valeur normale" vise aussi les "renseignements sur les types de produit" que la Commission utilise dans ses déterminations de la valeur normale. Spécifiquement, la Chine soutient que le terme "données" est suffisamment large pour couvrir tous les renseignements utilisés en rapport avec la détermination de la valeur normale, y compris ceux concernant les types de produit utilisés pour la détermination.[966] La Chine fait aussi valoir qu'en élevant cette objection concernant le mandat, l'Union européenne mélange allégations et arguments. Enfin, la Chine pose en principe que l'objection de l'Union européenne devrait être rejetée puisque l'Union européenne n'a pas démontré que l'insuffisance alléguée de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Chine avait porté préjudice aux droits de l'Union européenne en matière de régularité de la procédure dans le cadre de la présente procédure.[967]

7.474 La partie pertinente de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Chine est libellée comme suit:

> "l'article 6.2 et 6.4 de l'*Accord antidumping* et le paragraphe 151 c) e) du *rapport du Groupe de travail de l'accession de la Chine* parce que les CE n'ont pas ménagé aux producteurs/exportateurs chinois, tout au long de l'enquête, toutes possibilités de défendre leurs intérêts et ne leur ont pas ménagé en temps utile la possibilité de prendre connaissance de tous les renseignements pertinents pour la présentation de

[966] Chine, deuxième communication écrite, paragraphe 1074.
[967] Chine, deuxième communication écrite, paragraphe 1075.

> leurs dossiers, y compris, mais pas exclusivement, la composition de la branche de production nationale, les données concernant la détermination de la valeur normale, les renseignements sur les ajustements à opérer pour tenir compte des différences affectant la comparabilité des prix, les données d'Eurostat d'où sont tirés les chiffres relatifs à la production totale et à la consommation totale des CE;" (non souligné dans l'original)

7.475 Le principal sujet de désaccord entre les parties est le sens de l'expression "données concernant la détermination de la valeur normale" utilisée dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Chine. Spécifiquement, la question est de savoir si cette expression peut être interprétée comme se référant aux renseignements sur les types de produit que la Commission utilise dans les déterminations de la valeur normale. Nous rappelons que les déterminations de l'existence d'un dumping sont fondées sur une comparaison entre le prix d'exportation d'un produit, à savoir le prix d'un produit lorsqu'il est vendu au pays importateur, et la valeur normale d'un produit similaire, à savoir le prix d'un produit similaire lorsqu'il est vendu sur le marché du pays exportateur. Dans certaines enquêtes, comme dans l'enquête sur les éléments de fixation, le produit en cause dans l'enquête peut comprendre différents types du produit. Dans ces enquêtes, les données concernant les déterminations de la valeur normale peuvent être recueillies et ultérieurement comparées aux prix d'exportation sur la base de ces types de produit. À notre avis, une référence aux données concernant la détermination de la valeur normale peut raisonnablement être interprétée comme visant également les types de produit pertinents sur la base desquels des données peuvent être recueillies et analysées. Nous considérons donc que nous sommes saisis à bon droit de l'allégation de la Chine selon laquelle la Commission a agi d'une manière incompatible avec l'article 6.4 et 6.2 de l'Accord antidumping en ne divulguant pas les renseignements concernant les types de produit utilisés dans la détermination de la valeur normale, et nous passons à l'évaluation quant au fond de cette allégation.

7.476 Comme nous l'avons vu plus haut[968], nous avons rejeté l'allégation de la Chine au titre de l'article 2.4 de l'Accord antidumping en ce qui concerne les aspects de fond des déterminations de l'existence d'un dumping établies par la Commission. Pour rejeter l'allégation de la Chine, nous nous sommes appuyés, entre autres choses, sur le fait que la Chine n'a pas démontré que les producteurs chinois avaient présenté une demande étayée d'ajustements à opérer pour tenir compte des différences affectant la comparabilité des prix entre les éléments de fixation chinois et ceux du producteur indien. La Chine fait valoir que la raison pour laquelle les producteurs chinois n'ont pas présenté une telle demande dans l'enquête sur les éléments de fixation est qu'il ne leur a pas été ménagé en temps utile la possibilité de prendre connaissance des renseignements nécessaires pour formuler la demande, en violation de l'article 6.4 de l'Accord antidumping, et qu'ils ont donc été privés de la possibilité de défendre leurs intérêts, en violation de l'article 6.2 de l'Accord antidumping.

7.477 La Chine soutient que la Commission a enfreint l'article 6.4 et 6.2 de l'Accord antidumping en ne fournissant pas de renseignements aux producteurs chinois en ce qui concerne les trois questions liées à sa détermination de l'existence d'un dumping. Les arguments de la Chine visent à montrer que, pour ce qui est de la détermination de l'existence d'un dumping, l'enquête sur les éléments de fixation a été menée d'une manière qui faisait fi des droits fondamentaux des parties intéressées au titre de l'article 6.4 et 6.2. Nous croyons comprendre que la Chine fait valoir que, en ne respectant pas ces droits, la Commission a maintenu longtemps les producteurs chinois dans l'ignorance au cours de l'enquête, les mettant dans l'impossibilité de défendre leurs intérêts et, plus spécifiquement, de demander des ajustements pour assurer une comparaison équitable entre la valeur normale et le prix d'exportation. Nous rappelons que la Chine reconnaît que les producteurs chinois n'ont pas formulé de demande d'ajustements dans l'enquête en cause.[969] La Chine soutient toutefois que, cela était dû au

[968] Voir les paragraphes 7.294 à 7.302 ci-dessus.
[969] Voir la note de bas de page 621 ci-dessus.

fait qu'ils pensaient que la comparaison entre la valeur normale et le prix d'exportation serait effectuée sur la base des NRP complets. Selon elle, en informant les deux producteurs chinois qui avaient demandé à plusieurs reprises des précisions à ce sujet que la comparaison ne serait pas fondée sur les NRP complets un jour ouvré seulement avant le délai imparti pour la présentation des observations sur les documents pour la divulgation, la Commission les a mis dans l'impossibilité de demander des ajustements.[970] La question dont nous sommes saisis est donc de savoir si la Commission a négligé les droits des producteurs chinois au titre de l'article 6.4 et 6.2 de l'Accord antidumping et les a, de ce fait, empêché de prendre les mesures nécessaires pour faire en sorte que la détermination de l'existence d'un dumping établie par la Commission soit fondée sur une comparaison équitable.

7.478 L'article 6.4 de l'Accord antidumping dispose ce qui suit:

> "6.4 Chaque fois que cela sera réalisable, les autorités ménageront en temps utile à toutes les parties intéressées la possibilité de prendre connaissance de tous les renseignements pertinents pour la présentation de leurs dossiers, qui ne seraient pas confidentiels aux termes du paragraphe 5 et que les autorités utilisent dans leur enquête antidumping, ainsi que de préparer leur argumentation sur la base de ces renseignements."

7.479 Nous notons que l'article 6.4 dispose d'une manière générale que les autorités ménageront aux parties intéressées la "possibilité" de prendre connaissance de tous les renseignements que les autorités chargées de l'enquête utilisent dans une enquête antidumping. Ce droit n'est cependant pas illimité. Premièrement, il s'applique aux renseignements que les autorités utilisent. Deuxièmement, les renseignements doivent être pertinents pour la présentation des dossiers des parties intéressées. Troisièmement, ce droit ne s'applique pas aux renseignements confidentiels. Quatrièmement, les autorités chargées de l'enquête doivent ménager cette possibilité "chaque fois que cela sera réalisable" et en "temps utile".[971] Le Groupe spécial *CE – Saumon (Norvège)* a expliqué ces obligations de la manière suivante:

> "Il nous semble clair que la question qui consiste à savoir si une possibilité a été ménagée **en temps utile** doit être évaluée par rapport au droit des parties intéressées de préparer leur argumentation sur la base des renseignements dont il a été pris connaissance. Il est tout aussi clair pour nous que la question qui consiste à savoir si des renseignements particuliers sont **pertinents** est déterminée non pas en fonction du point de vue des autorités chargées de l'enquête, mais par rapport aux questions qui doivent être examinées par l'autorité chargée de l'enquête conformément à l'Accord antidumping.[880] Ainsi, les renseignements qui se rapportent aux questions que l'autorité chargée de l'enquête est tenue d'examiner en vertu de l'Accord antidumping ou que, de fait, elle examine dans l'exercice de son pouvoir discrétionnaire, au cours d'une enquête antidumping sont présumés relever de l'article 6.4.[881] Il est clair que l'autorité chargée de l'enquête ne peut pas autoriser des parties intéressées à prendre connaissance de renseignements qui sont à bon droit traités comme **confidentiels** conformément à l'Accord antidumping.[882] Enfin, la question qui consiste à savoir si des renseignements sont "**utilisés**" par l'autorité chargée de l'enquête ne peut pas, selon nous, être évaluée en examinant si l'autorité chargée de l'enquête a fait référence ou s'en est remise spécifiquement aux renseignements dans sa détermination. Si l'autorité chargée de l'enquête évalue une question de fait ou un point de droit au

---

[970] Chine, réponse à la question n° 38 b) du Groupe spécial.

[971] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Accessoires de tuyauterie*, paragraphe 142; rapport du Groupe spécial *Corée – Droits antidumping sur les importations de certains papiers en provenance d'Indonésie – Recours de l'Indonésie à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends* ("*Corée – Certains papiers (article 21:5 – Indonésie)*"), WT/DS312/RW, adopté le 22 octobre 2007, paragraphe 6.82.

> cours d'une enquête antidumping, selon nous tout renseignement pertinent pour cette question ou ce point dont l'autorité chargée de l'enquête est saisie doit nécessairement être examiné par celle-ci, afin de prendre une décision objective et impartiale. En conséquence, il nous semble clair que la question qui consiste à savoir si des renseignements sont "utilisés" par l'autorité chargée de l'enquête doit être évaluée en examinant s'ils font partie des renseignements pertinents pour une question particulière dont l'autorité chargée de l'enquête est saisie au moment où elle établit sa détermination.[883]"
>
> ---
>
> [880] Nous trouvons des éléments étayant cette conclusion dans l'avis exprimé par l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Accessoires de tuyauterie*, paragraphes 145 et 146.
>
> [881] Nous rejetons ainsi la thèse des CE selon laquelle, dans le contexte de la question de savoir si des renseignements sont pertinents pour la présentation du dossier d'une partie intéressée, "l'autorité chargée de l'enquête peut déterminer quels sont les renseignements auxquels un accès devrait être accordé". Première communication écrite des CE, paragraphe 531.
>
> [882] Sauf s'il est procédé à cette divulgation par ordonnance conservatoire, comme il est prévu dans la note de bas de page 17 de l'Accord antidumping.
>
> [883] Nous trouvons des éléments étayant cette conclusion dans l'avis exprimé par l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Accessoires de tuyauterie*, paragraphe 147."[972]

7.480 Par ailleurs, nous convenons avec l'Union européenne que l'article 6.4 ne fait pas obligation aux autorités chargées de l'enquête de divulguer activement les renseignements aux parties intéressées.[973] La Chine reconnaît généralement que l'article 6.4 prescrit aux autorités de permettre aux parties intéressées de prendre connaissance de tous les renseignements qui sont pertinents pour la présentation de leurs dossiers et elle fonde ses allégations au titre de l'article 6.4 sur l'affirmation selon laquelle la Commission a refusé de "fournir" certains renseignements aux producteurs chinois malgré de nombreuses demandes.[974] Nous notons cependant que, dans sa réponse à la question n° 101 du Groupe spécial, la Chine fait valoir que "les autorités chargées de l'enquête étaient tenues de fournir les renseignements concernant la valeur normale en question même en l'absence d'une demande de divulgation". Dans la mesure où cela peut laisser penser que la Chine estime que la Commission était tenue de divulguer activement des renseignements au titre de l'article 6.4, nous rejetons ce point de vue. À notre avis, une violation de l'article 6.4 exigerait normalement qu'il soit démontré que les autorités chargées de l'enquête ont rejeté la demande d'une partie intéressée visant à prendre connaissance des renseignements que les autorités utilisaient, qui étaient pertinents pour la présentation du dossier de la partie en question et qui n'étaient pas confidentiels.

---

[972] Rapport du Groupe spécial *CE – Saumon (Norvège)*, paragraphe 7.769. (pas de caractères gras dans l'original)

[973] Union européenne, réponse à la question n° 62 du Groupe spécial, paragraphe 143. À cet égard, nous trouvons des éléments étayant la constatation du Groupe spécial dans l'affaire *Corée – Certains papiers* (*article 21:5 – Indonésie*) selon laquelle l'article 6.4 de l'Accord antidumping "n'impose pas d'obligation indépendante en matière de divulgation aux autorités". Rapport du Groupe spécial *Corée – Certains papiers* (*article 21:5 – Indonésie*), paragraphe 6.87. Nous notons que, par contre, l'article 6.9 énonce bel et bien une obligation de divulguer activement les "faits essentiels". Les allégations de la Chine au titre de cette disposition sont examinées ailleurs dans le présent rapport.

[974] Voir, par exemple, Chine, première communication écrite, paragraphe 563; Chine, réponse à la question n° 61 du Groupe spécial.

7.481 L'article 6.2 dispose ce qui suit:

> "6.2 Pendant toute la durée de l'enquête antidumping, toutes les parties intéressées auront toutes possibilités de défendre leurs intérêts. À cette fin, les autorités ménageront, sur demande, à toutes les parties intéressées la possibilité de rencontrer les parties ayant des intérêts contraires, pour permettre la présentation des thèses opposées et des réfutations. Il devra être tenu compte, lorsque ces possibilités seront ménagées, de la nécessité de sauvegarder le caractère confidentiel des renseignements ainsi que de la convenance des parties. Aucune partie ne sera tenue d'assister à une rencontre, et l'absence d'une partie ne sera pas préjudiciable à sa cause. Les parties intéressées auront aussi le droit, sur justification, de présenter oralement d'autres renseignements."

L'Organe d'appel a interprété l'article 6.2 comme exigeant qu'il soit ménagé aux parties intéressées dans une enquête antidumping "de larges possibilités ... de défendre leurs intérêts".[975] Pour le garantir, l'article 6.2 prescrit que les autorités ménagent aux parties intéressées la possibilité de rencontrer d'autres parties ayant des thèses opposées pour qu'un échange de vues puisse avoir lieu, sous réserve de la nécessité de sauvegarder le caractère confidentiel des renseignements. Ainsi, il est évident pour nous que les droits des parties intéressées au titre de l'article 6.2 ne comportent aucun droit de prendre connaissance des renseignements traités comme confidentiels conformément aux dispositions de l'article 6.5 de l'Accord antidumping. Nous notons aussi que, comme l'article 6.4, l'article 6.2 n'exige pas que les autorités chargées de l'enquête divulguent activement des renseignements aux parties intéressées.

7.482 Ayant décrit les prescriptions énoncées dans les deux dispositions que la Chine a citées en rapport avec son allégation, nous abordons maintenant les faits relatifs à l'enquête sur les éléments de fixation pour examiner si ces dispositions ont été, comme le fait valoir la Chine, enfreintes par la Commission. Nous rappelons que selon l'allégation de la Chine au titre de l'article 6.4 et 6.2, la Commission n'a pas "fourni" trois catégories de renseignements, à savoir des renseignements sur: 1) les types de produit utilisés dans la détermination de la valeur normale; 2) les déterminations de la valeur normale; et 3) la comparaison entre la valeur normale et le prix d'exportation.

7.483 Nous notons que pour ce qui est de ces trois violations alléguées, l'Union européenne soutient que l'allégation de la Chine ne vise pas les obligations énoncées à l'article 6.4 et 6.2 puisque ces dispositions n'exigent pas que les autorités chargées de l'enquête divulguent activement tels ou tels renseignements.[976] Ainsi, il apparaît que l'Union européenne se focalise sur l'utilisation par la Chine du terme "fournir" dans son allégation et ses arguments, donnant à penser que cela suppose des divulgations et que, par conséquent, les allégations de la Chine au titre de l'article 6.4 et 6.2 ne correspondent pas aux obligations énoncées dans ces deux dispositions. À notre avis toutefois, il est clair que la Chine fonde ses allégations au titre de l'article 6.4 et 6.2 sur l'allégation selon laquelle les producteurs chinois ont demandé des renseignements à la Commission, renseignements que la Commission n'a ensuite pas mis à leur disposition. Ainsi, il est clair pour nous que les allégations de la Chine relèvent d'une allégation au titre, au moins, de l'article 6.4, comme nous l'avons décrit plus haut.

---

[975] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamens à l'extinction des mesures antidumping visant les produits tubulaires pour champs pétrolifères en provenance d'Argentine* ("*États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*"), WT/DS268/AB/R, adopté le 17 décembre 2004, paragraphe 241; rapport du Groupe spécial *Corée – Certains papiers (article 21:5 – Indonésie)*, paragraphe 6.76.

[976] Union européenne, première communication écrite, paragraphes 726, 736 et 739.

Types de produit

7.484 Pour ce qui concerne les renseignements sur les **types de produit**, la Chine soutient que c'est par le Document général pour la divulgation que les producteurs chinois ont été informés pour la première fois du fait que la Commission avait fondé sa détermination de la valeur normale sur les types de produit, par opposition aux NRP. La Chine affirme que, même alors, la Commission n'a expliqué ce qu'étaient ces types de produit que très tardivement dans le délai ménagé pour formuler des observations sur le Document général pour la divulgation. La Chine soutient que la Commission a refusé de fournir des renseignements concernant les types de produit, bien que des demandes répétées aient été faites par deux producteurs chinois, jusqu'à un jour ouvré avant la fin du délai ménagé pour la formulation d'observations.[977]

7.485 Les parties pertinentes du Document général pour la divulgation contiennent les renseignements suivants:

> "*3.3.3 valeur normale ...*
>
> (84) il a été examiné si chaque type du produit concerné vendu dans des quantités représentatives sur le marché intérieur indien pouvait être considéré comme étant vendu au cours d'opérations commerciales normales conformément à l'article 2 4) du Règlement de base. Cela a été fait en établissant pour chaque type de produit la proportion de ventes rentables à des clients indépendants sur le marché intérieur pendant la période d'enquête.
>
> (85) Lorsque le volume des ventes d'un type de produit, vendu à un prix net égal ou supérieur au coût de production calculé, représentait plus de 80 pour cent du volume total des ventes du type de produit en question et que le prix moyen pondéré pratiqué pour ce type de produit était égal ou supérieur au coût de production, la valeur normale a été déterminée sur la base du prix intérieur réel. Ce prix a été exprimé en moyenne pondérée des prix de toutes les ventes intérieures effectuées pour le type de produit en question pendant la période d'enquête, que ces ventes aient été bénéficiaires ou non.
>
> (86) Lorsque le volume des ventes bénéficiaires d'un type de produit représentait 80 pour cent ou moins du volume total des ventes du type de produit en question ou lorsque le prix moyen pondéré pratiqué pour ce type de produit était inférieur au coût de production, la valeur normale a été déterminée sur la base du prix intérieur réel, exprimé par la moyenne pondérée des ventes bénéficiaires de ce type de produit uniquement.
>
> (87) Selon le type de produit, la valeur normale a été établie sur la base de la moyenne pondérée des prix de toutes les ventes ou de la moyenne pondérée des prix des seules ventes bénéficiaires, sur le marché intérieur du pays analogue, sur la base des données vérifiées d'un producteur de ce pays."[978] (non souligné dans l'original)

Ainsi, le Document général pour la divulgation montre clairement que la Commission a fondé sa détermination de la valeur normale sur les "types de produit", par opposition aux NRP, mais ne donne aucun renseignement sur les caractéristiques pertinentes de ces groupes ou sur la façon dont ils ont été déterminés. Nous notons à ce propos que l'Union européenne ne conteste pas le fait que les

[977] Chine, première communication écrite, paragraphes 555 et 556.
[978] Pièce CHN-18, pages 18 et 19.

producteurs chinois en ont été informés pour la première fois lorsqu'ils ont reçu le Document général pour la divulgation, qui, comme nous l'avons noté, a été établi le 3 novembre 2008.

7.486 Après avoir reçu le Document général pour la divulgation, deux producteurs chinois ont écrit à la Commission le 8 novembre 2008 pour demander des précisions sur les types de produit utilisés pour déterminer la valeur normale:

> "À plusieurs reprises, les documents pour la divulgation mentionnent que la comparaison aux fins de la détermination de l'existence d'un dumping est fondée sur le "type de produit". Il apparaîtrait qu'il n'y a pas de type de NRP présentant le degré de détail établi par Kunshan et/ou Jinding. Kunshan et Jinding souhaiteraient donc vivement prendre connaissance de la liste de ces "types de produit" et du lien avec les NRP de Kunshan et Jinding. Il devrait être possible de divulguer ces renseignements, à savoir ceux qui montrent quel type d'élément de fixation indien (valeur normale) a été comparé à quels NRP (ventes à l'exportation) dans le tableau de calcul, sans divulguer les renseignements commerciaux confidentiels de la société indienne."[979] (non souligné dans l'original)

À notre avis, cette lettre transmet clairement la demande de ces deux producteurs chinois visant à prendre connaissance des renseignements concernant les types de produit qui ont constitué la base de la détermination de la valeur normale établie par la Commission et le lien entre ces types de produit et les NRP relatifs aux produits des producteurs chinois.

7.487 Dans un courriel daté du 13 novembre 2008, la Commission a répondu à cette demande:

> "Question n° 2: Les valeurs normales exactes utilisées ne peuvent pas être divulguées puisqu'elles révéleraient les prix du producteur du pays analogue. Ainsi qu'il est expliqué au point 4 ci-dessous, outre les caractéristiques du produit précisées dans le NRP, une distinction a été introduite entre les produits ordinaires et les produits spéciaux car il a été constaté que cela avait une incidence notable sur les prix.
>
> Question n° 4: Ainsi qu'il est mentionné dans notre document, la distinction pertinente établie visait les produits ordinaires et les produits spéciaux.
>
> Pour les producteurs communautaires visés par l'enquête, les produits ordinaires représentaient environ 40 pour cent du volume produit.
>
> Pour le producteur indien, une partie très substantielle (le pourcentage est confidentiel) de ses ventes intérieures concernait également des produits ordinaires.
>
> Pour vos deux clients, leur volume d'exportation tout entier a été considéré comme constitué de produits ordinaires.
>
> Quant aux éléments de fixation vendus au secteur automobile, celui-ci peut acheter des éléments de fixation ordinaires ou des éléments spéciaux."[980]

Nous reconnaissons avec la Chine que cette réponse n'explique pas comment les types de produit ont été établis dans la détermination de la valeur normale ni ne décrit les caractéristiques pertinentes de ces types de produit.

---

[979] Pièce CHN-28, page 2.
[980] Pièce CHN-29.

7.488 Ces deux producteurs chinois ont envoyé à la Commission une autre lettre datée du 17 novembre 2008:

> "Dans les fichiers non confidentiels de Pooja Forge, nous ne trouvons aucune indication selon laquelle Pooja Forge a effectivement déclaré les listes de ventes transaction par transaction sur la base des NRP. De la même manière, nous ne voyons pas si Pooja Forge a déclaré des tableaux de coûts sur la base des NRP. **En termes abstraits, la valeur normale a-t-elle été établie sur la base des NRP, ou bien des types plus généraux d'éléments de fixation de Pooja ont-ils été appariés avec des groupes de NRP provenant de nos clients? Dans ce contexte, il serait encore très utile pour nous de disposer d'une liste indiquant simplement quel type d'élément de fixation ou quels NRP de Pooja ont été appariés avec les NRP de nos clients**. […] nous espérons que la divulgation (résumé) des types/NRP qui ont été utilisés concernant la valeur normale à des fins de comparaison ne constitue en aucune façon des renseignements confidentiels, mais cela nous donnerait simplement une idée de ce qui a été comparé avec quoi, en vue de la présentation de nos observations."[981] (pas de caractères gras dans l'original)

Cette lettre réitère clairement la demande de ces producteurs chinois visant à prendre connaissance des renseignements sur la base desquels les types de produit du producteur indien ont été établis.

7.489 La Commission a répondu à cette demande dans une lettre datée du 21 novembre 2008:

> "La comparaison n'a <u>pas été effectuée sur la base des NRP complets</u>, mais sur la base d'une partie des caractéristiques du produit, à savoir la résistance et la distinction susmentionnée entre produits spéciaux et produits ordinaires."[982] (non souligné dans l'original)

Cette lettre constitue la première fois où la Commission informe clairement ces deux producteurs chinois qu'elle n'a pas établi ses déterminations de la valeur normale sur la base des NRP complets, mais sur la base des "caractéristiques", à savoir la résistance et la distinction entre éléments de fixation spéciaux et éléments de fixation ordinaires. La Chine affirme, et l'Union européenne ne le conteste pas, que cette lettre est arrivée un jour ouvré avant le délai imparti pour la présentation d'observations sur le Document général pour la divulgation.

7.490 Ainsi, il est évident, et largement incontesté, que les deux producteurs chinois qui avaient demandé des précisions à ce sujet n'ont appris que peu de temps avant le délai imparti pour formuler des observations sur le Document général pour la divulgation, dont nous croyons comprendre que cela a été la dernière occasion pour les parties intéressées de présenter des arguments à la Commission en ce qui concerne l'enquête, que les données relatives à la valeur normale avaient été établies sur la base des types de produit, et non pas des NRP, et des caractéristiques en fonction desquelles ces types de produit ont été déterminés. À notre avis, la correspondance entre la Commission et deux producteurs chinois dont des extraits sont cités ci-dessus montre que jusqu'à la réception du Document général pour la divulgation, les producteurs chinois avaient l'impression que la Commission établirait ses déterminations de l'existence d'un dumping sur la base des NRP, comme le demandaient les questionnaires envoyés aux producteurs chinois et indiens. Peu de temps avant le délai ménagé pour qu'ils aient une dernière occasion de formuler des observations sur les déterminations de l'existence d'un dumping établie par la Commission, ils ont toutefois appris que cela n'était pas le cas et les deux qui avaient demandé des précisions à ce sujet ont reçu des renseignements concernant la base effective sur laquelle il serait procédé aux comparaisons des prix.

[981] Pièce CHN-30, page 2.
[982] Pièce CHN-31, page 2.

7.491 Faire en sorte que la comparaison de la valeur normale et du prix d'exportation soit fondée sur des marchandises comparables constitue, comme le prévoit l'article 2.4, une obligation pour les autorités chargées de l'enquête. Les producteurs étrangers ont un rôle à jouer dans ce processus en demandant qu'il soit dûment tenu compte des différences dont il est démontré qu'elles affectent la comparabilité des prix. Pour remplir ce rôle et ainsi veiller à la protection de l'intérêt qu'ils ont à bénéficier d'une comparaison équitable, il est cependant nécessaire qu'ils connaissent la base sur laquelle l'autorité chargée de l'enquête procède à la comparaison de la valeur normale et du prix d'exportation, et suffisamment tôt pour que les exportateurs puissent présenter et étayer des demandes visant à ce qu'il soit dûment tenu compte des différences. Dans un cas comme celui-ci, où il apparaît, d'après la structure des questionnaires, que de telles demandes ne seront pas nécessaires à cause du classement du produit selon les groupes de NRP, nous considérons qu'il n'est pas déraisonnable pour les exportateurs de ne pas demander à ce qu'on procède à des ajustements spécifiques qui sont déjà pris en compte dans ces groupes de NRP. Cela étant, une fois que l'autorité chargée de l'enquête a informé les exportateurs que la comparaison ne sera pas fondée sur ces groupes de NRP, il nous semble qu'elle est également tenue de ménager la possibilité de prendre connaissance, en temps utile, des renseignements concernant la base sur laquelle il sera effectivement procédé à la comparaison. Sans ces renseignements, il serait difficile, voire impossible, pour les producteurs étrangers de solliciter les ajustements qu'ils jugent nécessaires pour garantir une comparaison équitable.

7.492 Les faits en l'espèce sont clairs. Les producteurs chinois ont été informés très tardivement dans la procédure des types de produit qui avaient constitué la base des comparaisons sous-tendant les déterminations de l'existence d'un dumping établies par la Commission. Deux d'entre eux ont demandé des renseignements sur ces types de produit, mais la Commission ne leur a pas ménagé en temps utile la possibilité de prendre connaissance des renseignements pertinents.[983] L'Union européenne ne fait pas valoir que les renseignements en cause n'étaient pas pertinents pour la présentation des dossiers des exportateurs chinois. Ainsi, les faits ci-dessus laissent entendre que l'Union européenne n'a pas ménagé en temps utile aux exportateurs chinois la possibilité de prendre connaissance des renseignements pertinents pour la présentation de leurs dossiers, en violation de l'article 6.4 de l'Accord antidumping.

7.493 Cependant, l'Union européenne conteste l'affirmation de la Chine selon laquelle les renseignements sur les types de produit en cause n'étaient pas confidentiels, faisant valoir que la Chine n'a pas formulé d'allégation au titre de l'article 6.5 de l'Accord antidumping concernant la confidentialité de certains des renseignements relatifs au producteur indien.[984] Nous ne considérons pas que le fait que la Chine n'a pas formulé d'allégation au titre de l'article 6.5 dans ce contexte compromette son allégation au titre de l'article 6.4 en l'espèce. Rien n'indique dans la correspondance examinée ci-dessus que la Commission a refusé de fournir des renseignements sur les types de produit, par opposition aux valeurs normales effectives, parce qu'ils étaient confidentiels – en fait, dans la dernière communication, la Commission a bel et bien expliqué la base utilisée pour déterminer les groupes de types de produit. Dans ces circonstances, nous estimons que l'Union européenne n'a pas démontré que les renseignements en question étaient confidentiels ou que l'accès à ces renseignements n'avait pas été ménagé pour cause de confidentialité et nous ne considérons donc pas que les arguments de la Chine aient été réfutés.

7.494 L'Union européenne estime aussi que l'allégation de la Chine selon laquelle la Commission a, à plusieurs reprises, refusé de fournir des renseignements sur les types de produit est contredite par la

[983] Nous notons, dans ce contexte, que l'on peut manifestement ménager la possibilité de "prendre connaissance" des renseignements en les fournissant activement, dans une lettre ou autre moyen de communication. Mais ce n'est pas la même chose qu'une obligation positive de divulguer activement les renseignements.

[984] Union européenne, première communication écrite, paragraphe 730.

pièce CHN-31.[985] Cette pièce est la lettre de la Commission datée du 21 novembre 2008 qui, comme indiqué ci-dessus, informait les deux producteurs chinois qui avaient demandé des précisions à ce sujet pour la première fois au cours de l'enquête que la Commission avait fondé ses déterminations de la valeur normale sur les types de produit, non sur les NRP, et que ces types de produit étaient fondés sur la résistance et la distinction entre éléments de fixation spéciaux et éléments de fixation ordinaires. Comme nous sommes d'avis que ces renseignements n'ont pas été fournis en temps utile, comme l'exige l'article 6.4, nous estimons que l'argument de l'Union européenne est inefficace et ne réfute pas les arguments de la Chine. Nous concluons par conséquent que l'Union européenne a enfreint l'article 6.4 de l'Accord antidumping en ne ménageant pas en temps utile aux producteurs chinois la possibilité de prendre connaissance des renseignements relatifs aux types de produit sur la base desquels la valeur normale a été établie, renseignements qui étaient pertinents pour la présentation de leurs dossiers.

7.495 En outre, bien qu'en général nous puissions ne pas juger nécessaire de poursuivre l'examen de l'allégation de la Chine au titre de l'article 6.2, en l'espèce, nous estimons que l'examen ci-dessus est également pertinent pour une application correcte de l'obligation de veiller à ce que toutes les parties intéressées aient "toutes possibilités de défendre leurs intérêts". À notre avis, les exportateurs chinois n'ont pas pu défendre leurs intérêts dans l'enquête considérée car la Commission n'a fourni les renseignements concernant les types de produit utilisés dans la détermination de la valeur normale qu'à un stade très tardif de la procédure, alors qu'il ne leur était plus possible de demander que des ajustements soient effectués pour garantir une comparaison équitable, ajustements que jusqu'à ce moment-là, ils considéraient raisonnablement comme n'étant pas nécessaires. Nous concluons donc que l'Union européenne a agi d'une manière incompatible avec l'article 6.2.

Déterminations de la valeur normale

7.496 Nous passons maintenant à l'allégation de la Chine selon laquelle la Commission n'a pas fourni de renseignements sur les **déterminations de la valeur normale**. La Chine soutient que l'Union européenne a manqué à ses obligations au titre de l'article 6.4, 6.2 et 6.5 de l'Accord antidumping en ne divulguant pas, dans le Document général pour la divulgation et dans les documents individuels pour la divulgation, les renseignements relatifs à la détermination de la valeur normale. La Chine présente deux arguments pour étayer ses allégations au titre de l'article 6.4 et 6.2: premièrement, elle fait valoir que la Commission n'a pas divulgué les valeurs normales, soit d'une manière générale soit sur la base des types de produit; et, deuxièmement, que la Commission n'a pas divulgué pour chaque type de produit le résultat de sa détermination quant à la question de savoir si le produit avait été vendu dans des quantités représentatives sur le marché indien.[986] L'Union européenne estime que l'article 6.4 et 6.2 n'exige pas que les autorités chargées de l'enquête communiquent activement des renseignements. Selon elle, les documents pour la divulgation que la Chine cite en rapport avec cette allégation relèvent de l'obligation énoncée à l'article 6.9, et non pas à l'article 6.4 ou 6.2. Pour ce qui est des arguments de fond présentés par la Chine, l'Union européenne soutient que le Document général pour la divulgation contient considérablement plus de renseignements que ne le suggère la Chine.[987]

7.497 Nous notons que cet aspect de l'allégation de la Chine vise spécifiquement les insuffisances alléguées de la divulgation de renseignements aux producteurs chinois par la Commission, comme en témoignent le Document général pour la divulgation et les documents individuels pour la divulgation. Cela ressort manifestement de la première communication écrite de la Chine, qui établit clairement un lien entre cette allégation et le Document général pour la divulgation et les documents individuels pour la divulgation envoyés par la Commission: "Tant dans le Document général pour la divulgation

[985] Union européenne, première communication écrite, paragraphe 732.
[986] Chine, première communication écrite, paragraphes 567 et 568.
[987] Union européenne, première communication écrite, paragraphe 737.

que dans les documents individuels pour la divulgation, les CE n'ont fourni aucun renseignement pertinent concernant la détermination de la valeur normale."[988] Nous rappelons que l'article 6.4 et 6.2 de l'Accord antidumping n'impose aucune obligation positive de divulgation aux autorités chargées de l'enquête. Nous considérons donc que la Chine n'a pas établi *prima facie* l'existence d'une violation au titre de ces deux dispositions pour ce qui est de la non-divulgation alléguée de renseignements sur les déterminations de la valeur normale dans le Document général pour la divulgation et dans les documents individuels pour la divulgation, et nous rejetons par conséquent l'allégation de la Chine.[989]

Comparaison entre la valeur normale et le prix d'exportation

7.498 Pour ce qui est du fait allégué que la Commission n'a pas communiqué de renseignements sur la **comparaison entre la valeur normale et le prix d'exportation**, la Chine estime que comme le Document général pour la divulgation et les documents individuels pour la divulgation envoyés par la Commission ne contenaient pas de renseignements suffisants sur la comparaison équitable, deux sociétés chinoises ont demandé des renseignements à ce sujet. La Chine soutient que malgré les demandes de ces producteurs chinois, la Commission n'a pas fourni les renseignements requis et a donc enfreint l'article 6.4 et 6.2 de l'Accord antidumping. L'Union européenne réitère son argument selon lequel l'article 6.4 et 6.2 n'impose pas d'obligation de divulgation aux autorités chargées de l'enquête. Elle affirme aussi que la description par la Chine des documents pour la divulgation établis par la Commission et de l'échange ultérieur de lettres entre la Commission et les producteurs chinois est incomplète et inexacte.[990]

7.499 Les éléments de preuve dont nous disposons indiquent que les producteurs chinois ont bel et bien formulé une demande visant à prendre connaissance des renseignements concernant la comparaison équitable:

> "Les documents individuels pour la divulgation, dans l'annexe B concernant le dumping, "comparaison" n° 2 indiquent seulement en termes généraux qu'"[i]l a été dûment tenu compte, sous la forme d'ajustements, des différences affectant la comparabilité des prix". Kunshan et Jinding souhaiteraient savoir au moins quel type d'ajustements de la valeur normale ont été effectués aux fins de la comparaison, en particulier en ce qui concerne les éventuelles différences physiques."[991] (non souligné dans l'original)

En réponse, la Commission a dit ce qui suit:

> "L'ajustement a été calculé sur la base des coûts du contrôle de la qualité encourus par le producteur indien. Le montant de ces coûts ne peut pas être divulgué, mais il était clairement plus élevé que celui des producteurs chinois."[992]

---

[988] Chine, première communication écrite, paragraphe 566 (présentant l'argument de la Chine relatif à cette allégation).

[989] Nous notons que bien que la Chine cite l'article 6.5 dans ses communications au Groupe spécial en rapport avec cette allégation, elle ne décrit pas cet aspect de son allégation. En réponse aux questions posées à ce sujet, la Chine dit que son argument est que le traitement des renseignements sur la valeur normale comme confidentiels est incompatible avec l'article 6.5 de l'Accord antidumping, Chine, réponse à la question n° 69 du Groupe spécial, mais elle ne présente aucun argument spécifique s'agissant des renseignements en cause en l'espèce. Nous ne jugeons pas ces propos de caractère général suffisants pour établir *prima facie* l'existence d'une violation et considérons que cet aspect de l'allégation de la Chine a été insuffisamment explicité, et nous ne formulons donc pas de constatations à cet égard.

[990] Union européenne, première communication écrite, paragraphe 742.

[991] Pièce CHN-28, question n° 3, page 2.

[992] Pièce CHN-29, réponse à la question n° 3.

Dans une lettre ultérieure qui traitait principalement de la question des types de produit utilisés pour les déterminations de l'existence d'un dumping, les producteurs chinois ont demandé si la Commission avait effectué un ajustement pour tenir compte des différences physiques entre les produits du producteur indien et ceux des producteurs chinois.[993] En réponse, la Commission a dit ce qui suit:

> "Les différences physiques sont prises en compte en séparant les produits en types spéciaux et en types ordinaires, comme cela est exposé ci-dessus, et en effectuant un ajustement pour tenir compte du coût du contrôle de la qualité qui reflète la différence générale au niveau de la qualité."[994]

7.500 Cet échange de lettres montre que les producteurs chinois ont demandé des renseignements sur la comparaison équitable effectuée par la Commission et que cette dernière a répondu à ces demandes en communiquant les renseignements pertinents. Nous croyons comprendre que la Chine reconnaît que les renseignements ont été fournis, mais qu'elle fait valoir que les explications données par la Commission n'étaient pas suffisantes. Par exemple, la Chine affirme que, dans sa dernière communication à ce sujet, la Commission "n'a pas ... expliqué précisément quels produits étaient des éléments de fixation "ordinaires" et quels produits étaient des éléments de fixation "spéciaux"[]"[995] et que "s'agissant de l'ajustement à opérer pour tenir compte des "coûts du contrôle de la qualité", les autorités chargées de l'enquête de l'UE ont simplement noté qu'un ajustement avait été effectué mais n'ont donné aucun détail à ce sujet[.]"[996]

7.501 Nous ne considérons pas que les allégations formulées par la Chine à cet égard soient suffisantes pour établir *prima facie* l'existence d'une violation de l'article 6.4 de l'Accord. La Chine n'a pas montré qu'une demande visant à prendre connaissance des renseignements utilisés par la Commission qui étaient pertinents pour la présentation des dossiers des producteurs chinois a été rejetée par la Commission. En fait, l'argumentation de la Chine porte essentiellement sur l'insuffisance alléguée de l'explication donnée par la Commission, non sur une absence de renseignements. Toutefois, nous ne voyons rien dans le texte de l'article 6.4 ni de l'article 6.2 qui prescrive que l'autorité chargée de l'enquête doit donner une explication quelconque sur les renseignements qu'elle met à la disposition des parties.[997] Ainsi, nous estimons que la Chine n'a pas établi *prima facie* l'existence d'une violation de l'article 6.4 à cet égard et nous rejetons donc l'allégation de la Chine. Ayant rejeté l'allégation de la Chine au titre de l'article 6.4 et en l'absence de tout argument additionnel concernant la violation alléguée de l'article 6.2 de l'Accord antidumping, nous rejetons également l'allégation de la Chine au titre de cette dernière disposition.

> Violation alléguée de l'article 6.9 de l'Accord antidumping en ce qui concerne les déterminations de l'existence d'un dumping établies par la Commission

7.502 La Chine estime qu'en ne divulguant par de renseignements sur les types de produit, les déterminations de la valeur normale et la comparaison entre la valeur normale et le prix d'exportation, la Commission n'a pas divulgué les "faits essentiels" comme le veut l'article 6.9 de l'Accord antidumping. La Chine soutient que ces trois éléments constituaient les "faits" au sens de l'article 6.9 et auraient donc dû être divulgués par la Commission.[998] L'Union européenne estime que l'allégation de la Chine au titre de l'article 6.9 de l'Accord antidumping ne relève pas du mandat du Groupe

[993] Pièce CHN-30.
[994] Pièce CHN-31, page 2.
[995] Chine, réponse à la question n° 102 b) du Groupe spécial.
[996] Chine, réponse à la question n° 102 b) du Groupe spécial.
[997] D'autres dispositions exigent effectivement que l'autorité chargée de l'enquête explique son analyse et ses conclusions concernant les renseignements en question, y compris l'article 12.2 de l'Accord antidumping, qui prescrit que l'autorité chargée de l'enquête expose "de façon suffisamment détaillée les constatations et les conclusions établies sur tous les points de fait et de droit jugés importants".
[998] Chine, première communication écrite, paragraphes 585 et 586.

spécial, parce que cette allégation n'a pas fait l'objet de consultations et parce que dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Chine, aucune référence n'est faite à des "types de produit".

7.503 La Chine reconnaît que sa demande de consultations ne contient aucun renvoi à l'article 6.9, mais fait valoir que cela ne signifie pas nécessairement que l'on ne peut pas dire raisonnablement que son allégation au titre de l'article 6.9 figurant dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial est un prolongement de sa demande de consultations. La Chine dit que les questions relatives aux "données concernant la valeur normale" et aux "ajustement à opérer pour tenir compte des différences affectant la comparabilité des prix" ont fait l'objet de consultations. Selon elle, le fait que l'article 6.2, 6.4 et 6.5 a été cité à ce sujet dans la demande de consultations présentée par la Chine montre que les producteurs chinois se sont inquiétés du fait qu'il ne leur a pas été ménagé la possibilité adéquate d'avoir accès aux renseignements qui n'étaient pas confidentiels. La Chine poursuit en affirmant ce qui suit:

> "La référence additionnelle à l'article 6.9 signifie que *cette même question précisément* a également suscité des préoccupations en ce qui concerne le fait que l'UE n'a pas dûment divulgué les faits. Autrement dit, la référence additionnelle à l'article 6.9 faite dans la demande d'établissement d'un groupe spécial ne modifie donc pas l'essence du différend qui continue de porter sur la même question, à savoir l'accès aux faits et renseignements utilisés par l'autorité chargée de l'enquête. À cet égard, le fondement juridique de la demande d'établissement d'un groupe spécial est simplement le prolongement du fondement juridique mentionné dans la demande de consultations."[999] (pas d'italique dans l'original)

7.504 Nous commençons par observer qu'il n'est pas contesté que la demande de consultations présentée par la Chine ne fait aucune référence à l'article 6.9 de l'Accord antidumping. En revanche, la partie pertinente de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Chine dit ce qui suit:

> "La Chine estime que [le Règlement définitif] est incompatible, au moins, avec les dispositions ci-après de l'*Accord antidumping* et du *GATT de 1994*: ...
>
> - l'article 6.2 et 6.9 de l'*Accord antidumping* parce que les CE n'ont pas informé les parties intéressées des faits essentiels examinés qui constituent le fondement de la décision d'appliquer ou non des mesures définitives, y compris, mais pas exclusivement, les éléments suivants: les données concernant la détermination de la valeur normale et les renseignements sur la manière dont la comparaison des prix a été effectuée, y compris les données sur les ajustements à opérer pour tenir compte des différences affectant la comparabilité des prix."

7.505 Nous rappelons que, comme nous l'avons vu ci-dessus[1000], bien qu'il ne soit pas nécessaire qu'il y ait une identité précise entre la demande de consultations présentée par la Chine et sa demande d'établissement d'un groupe spécial, la demande de consultations et la demande d'établissement d'un groupe spécial doivent concerner "la même question" ou, autrement dit, nous devons être en mesure de conclure que "l'on peut raisonnablement dire que" le fondement juridique exposé dans la demande d'établissement d'un groupe spécial "est le prolongement du fondement juridique indiqué dans la demande de consultations", pour qu'une allégation non spécifiquement indiquée dans la demande de consultations de la Chine, mais qui est dûment indiquée dans la demande d'établissement d'un groupe

[999] Chine, deuxième communication écrite, paragraphe 1104.
[1000] Voir le paragraphe 7.24 ci-dessus.

spécial, relève de notre mandat. Nous ne considérons pas que ce critère soit rempli en ce qui concerne l'allégation de la Chine au titre de l'article 6.9.

7.506 Sur la base de la jurisprudence, la Chine soutient que son allégation au titre de l'article 6.9 "ne modifie pas l'essence de la question" et que le fondement juridique de cette allégation est simplement le prolongement du fondement juridique indiqué dans sa demande de consultations. Il s'ensuit, de l'avis de la Chine, que son allégation au titre de l'article 6.9 relève du mandat du Groupe spécial. À ce propos, la Chine se réfère au raisonnement suivi par l'Organe d'appel dans l'affaire *Mexique – Mesures antidumping visant le riz*:

> "À notre avis, la même logique s'applique en ce qui concerne le *fondement juridique* de la plainte. Une partie plaignante peut acquérir des renseignements additionnels pendant les consultations – par exemple une meilleure compréhension du fonctionnement d'une mesure contestée – qui pourraient justifier une révision de la liste des dispositions conventionnelles avec lesquelles il est allégué que la mesure est incompatible. Une telle révision peut aboutir à une réduction du champ de la plainte, ou à une reformulation de la plainte qui tienne compte de nouveaux renseignements de sorte que des dispositions additionnelles des accords visés deviennent pertinentes. On peut donc s'attendre à ce que les allégations exposées dans une demande d'établissement d'un groupe spécial soient influencées par le processus de consultation et en constituent dès lors le prolongement naturel. Une lecture du Mémorandum d'accord, comme celle que donne le Mexique, qui limite le fondement juridique exposé dans la demande d'établissement d'un groupe spécial à ce qui était indiqué dans la demande de consultations, ignorerait une raison d'être importante de la prescription imposant de tenir des consultations – à savoir l'échange de renseignements nécessaires pour préciser les contours du différend, qui sont ensuite exposés dans la demande d'établissement d'un groupe spécial. Eu égard à cela, nous considérons qu'il n'est pas nécessaire que les dispositions visées dans la demande de consultations soient identiques à celles qui sont indiquées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, à condition que l'on puisse raisonnablement dire que le "fondement juridique" exposé dans la demande d'établissement d'un groupe spécial est le prolongement du "fondement juridique" qui constituait l'objet des consultations. En d'autres termes, l'adjonction de dispositions ne doit pas avoir pour effet de modifier l'essence de la plainte."[1001] (non souligné dans l'original)

À notre avis, les faits du présent différend sont différents de la situation hypothétique envisagée par l'Organe d'appel. En l'espèce, aucune référence n'est faite à l'article 6.9 dans la demande de consultations présentée par la Chine ni aucune description narrative n'y figure, indiquant que la Chine pourrait avoir l'intention de formuler une allégation au titre de l'article 6.9 dans le contexte des déterminations de l'existence d'un dumping établies par la Commission. Ainsi, rien n'indique du tout l'existence d'un fondement juridique dans la demande de consultations dont l'allégation à cet égard exposée dans la demande d'établissement d'un groupe spécial aurait pu être le prolongement.

7.507 À notre avis, il est évident que l'obligation énoncée à l'article 6.9 de l'Accord antidumping est d'une nature différente de celle des obligations prévues à l'article 6.4 et 6.2. Nous rappelons le texte de l'article 6.9, qui dispose ce qui suit:

> "Avant d'établir une détermination finale, les autorités informeront toutes les parties intéressées des faits essentiels examinés qui constitueront le fondement de la décision d'appliquer ou non des mesures définitives. Cette divulgation devrait avoir lieu suffisamment tôt pour que les parties puissent défendre leurs intérêts."

[1001] Rapport de l'Organe d'appel *Mexique – Mesures antidumping visant le riz*, paragraphe 138.

Les obligations prévues dans cette disposition sont nettes – l'autorité chargée de l'enquête informera les parties intéressées des "faits essentiels examinés" avant d'établir une détermination finale, mais suffisamment tôt pour que les parties intéressées puissent défendre leurs intérêts. Ainsi, comme nous l'avons noté précédemment et comme le montre clairement la deuxième phrase, l'article 6.9 impose manifestement un acte positif de divulgation de renseignements de la part des autorités chargées de l'enquête et précise quels renseignements doivent être divulgués – les "faits essentiels examinés qui constitueront le fondement de la décision d'appliquer ou non des mesures définitives". De plus, à notre avis, la divulgation requise par l'article 6.9 est un acte unique[1002] et, comme il ressort clairement du texte, a lieu vers la fin du processus ("[a]vant [que ne soit établie] une détermination finale ... suffisamment tôt pour que les parties puissent défendre leurs intérêts"). Par ailleurs, comme nous l'avons dit plus haut, l'article 6.4 et 6.2 n'impose pas à l'autorité chargée de l'enquête un acte positif de divulgation mais concerne plutôt le fait de ménager en temps utile aux parties la possibilité de prendre connaissance des renseignements et toutes possibilités de défendre leurs intérêts. En outre, les deux obligations en question s'appliquent pendant toute la durée d'une enquête antidumping – l'article 6.2 le prévoit spécifiquement et l'article 6.4 prescrit aux autorités "[c]haque fois que" cela sera réalisable de ménager aux parties "la possibilité" (dans la version anglaise, le terme "opportunities" au pluriel est utilisé) de prendre connaissance de tous les renseignements.

7.508 Ainsi, à notre avis, même si l'allégation de la Chine au titre de l'article 6.9 est fondée sur la même base factuelle, étant donné qu'il n'y a aucune référence, quelle qu'elle soit, à l'article 6.9 dans la demande de consultations, ni aucune explication qui pourrait suggérer que ces renseignements n'ont pas été divulgués comme le veut l'article 6.9, nous sommes d'avis que l'on ne peut pas dire que cette allégation concerne la "même question", ou est "un prolongement du fondement juridique" exposé dans la demande de consultations. Nous concluons donc que des consultations n'ont pas été menées en ce qui concerne l'allégation de la Chine au titre de l'article 6.9 et que, par conséquent, conformément à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord, cette allégation ne relève pas de notre mandat, comme le définit l'article 7:1 du Mémorandum d'accord.[1003]

d) Question de savoir si l'Union européenne a enfreint l'article 6.5, 6.2 et 6.4 de l'Accord antidumping en ce qui concerne la version non confidentielle de certaines réponses au questionnaire

i) Arguments des parties

Chine

7.509 La Chine fait valoir que les versions non confidentielles des réponses au questionnaire communiquées par les producteurs de l'UE et celle du producteur indien étaient insuffisantes par rapport aux prescriptions de l'article 6.5 de l'Accord antidumping. Elle estime que cette question a été portée à l'attention de la Commission par les producteurs chinois plusieurs fois au cours de l'enquête.[1004] La Chine pose en principe qu'après que la Commission a transmis ces préoccupations aux producteurs de l'UE, certains d'entre eux ont fourni des renseignements additionnels dans la version non confidentielle de leurs réponses au questionnaire.[1005] S'agissant des insuffisances

[1002] Voir le rapport du Groupe spécial *CE – Saumon (Norvège)*, paragraphes 7.797 à 7.802, où le Groupe spécial a conclu que l'article 6.9 n'exigeait pas une divulgation additionnelle lorsque, suite à la divulgation au titre de l'article 6.9 et aux observations formulées à ce sujet par les parties intéressées, l'autorité chargée de l'enquête avait changé d'avis et formulé une conclusion différente de celle que laissait présager la divulgation.

[1003] Ayant constaté que cette allégation n'a pas fait l'objet des consultations, nous ne jugeons pas nécessaire d'examiner si elle a été indiquée dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Chine d'une manière compatible avec les prescriptions de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord.

[1004] Chine, première communication écrite, paragraphe 588.

[1005] Chine, première communication écrite, paragraphe 589.

alléguées de la version non confidentielle des réponses au questionnaire communiquées par les producteurs de l'UE, la Chine donne deux exemples concrets, à savoir les réponses au questionnaire communiquées par A. Agrati S.p.A. ("Agrati") et Fontana Luigi S.p.A. ("Fontana Luigi"). Pour ce qui est d'Agrati, la Chine affirme que la version non confidentielle de la réponse au questionnaire communiquée par ce producteur ne contenait aucun résumé non confidentiel de certains renseignements importants relatifs au dommage ni aucun exposé adéquat des raisons pour lesquelles un tel résumé ne pouvait pas être fourni.[1006] En ce qui concerne Fontana Luigi, la Chine soutient que la version non confidentielle de la réponse au questionnaire communiquée par ce producteur ne contenait aucune donnée concernant certains facteurs relatifs au dommage et aucun exposé adéquat des raisons pour lesquelles un tel résumé ne pouvait pas être fourni, mais elle a dit que les renseignements étaient de nature confidentielle car leur divulgation avantagerait de façon notable un concurrent.[1007] La Chine fait valoir que la Commission a enfreint l'article 6.5.1 de l'Accord antidumping en n'exigeant pas des résumés non confidentiels des renseignements confidentiels fournis par ces deux producteurs qui soient suffisamment détaillés pour permettre de comprendre raisonnablement les renseignements confidentiels.[1008]

7.510 S'agissant de la version non confidentielle de la réponse au questionnaire communiquée par le producteur indien, la Chine allègue l'existence d'une violation tant de l'article 6.5 que de l'article 6.5.1.[1009] Elle affirme que la version non confidentielle de la réponse au questionnaire ne contient aucun renseignement, en particulier quant aux types de produit sur la base desquels les renseignements ont été fournis par ce producteur. La Chine fait valoir que la Commission a fait erreur en traitant les renseignements figurant dans cette réponse au questionnaire comme confidentiels sans raison valable et qu'elle a donc agi d'une manière incompatible avec l'article 6.5 de l'Accord antidumping.[1010] Si le Groupe spécial constate que c'est à juste titre que les renseignements ont été traités comme confidentiels, la Chine allègue qu'il y a violation de l'article 6.5.1 de l'Accord antidumping au motif que les résumés non confidentiels figurant dans la réponse au questionnaire ne sont pas suffisamment détaillés pour permettre de comprendre raisonnablement les renseignements donnés dans la version confidentielle de la réponse au questionnaire et ne contenaient pas un exposé adéquat des raisons pour lesquelles un tel résumé ne pouvait pas être fourni.[1011]

7.511 La Chine affirme également qu'en ne s'assurant pas que ces trois réponses au questionnaire contenaient tous les renseignements pertinents, que ce soit sous forme confidentielle ou non confidentielle, la Commission a également porté atteinte aux droits procéduraux des producteurs chinois au titre de l'article 6.4 et 6.2 de l'Accord antidumping.[1012]

Union européenne

7.512 L'Union européenne fait valoir que la Chine n'a pas développé son allégation au titre de l'article 6.4 et 6.2 de l'Accord antidumping.[1013] Pour ce qui est de l'allégation au titre de l'article 6.5, l'Union européenne fait valoir que la Chine ne l'a pas développée relativement à la réponse au questionnaire communiquée par le producteur indien.[1014] Elle soutient que les producteurs nationaux ont fourni des résumés non confidentiels de leurs réponses au questionnaire comme le veut l'article 6.5.1. Par ailleurs, l'Union européenne note que, le 16 mai 2008, la Commission a demandé à

[1006] Chine, première communication écrite, paragraphe 592.
[1007] Chine, première communication écrite, paragraphe 591.
[1008] Chine, réponse à la question n° 103 du Groupe spécial.
[1009] Chine, réponse à la question n° 103 du Groupe spécial.
[1010] Chine, réponse à la question n° 71 du Groupe spécial.
[1011] Chine, deuxième communication écrite, paragraphe 1114; Chine, réponse à la question n° 103 du Groupe spécial.
[1012] Chine, deuxième communication écrite, paragraphe 1117.
[1013] Union européenne, première communication écrite, paragraphe 749.
[1014] Union européenne, première communication écrite, paragraphe 748.

tous les producteurs de l'UE inclus dans l'échantillon de s'assurer que des versions non confidentielles adéquates de leurs réponses au questionnaire avaient été fournies, en particulier des résumés suffisamment détaillés pour permettre de comprendre raisonnablement la substance des renseignements confidentiels. Il a également été demandé aux producteurs de fournir des copies de tous les documents rendus publics contenus dans leurs réponses au questionnaire.[1015] Presque tous les producteurs ont répondu dans un délai de 15 jours, en fournissant des renseignements non confidentiels additionnels. L'Union européenne soutient aussi que les propres éléments de preuve de la Chine concernant un producteur de l'UE démontrent que les allégations sont infondées d'un point de vue factuel.[1016] Par ailleurs, la majeure partie des renseignements auxquels la Chine fait référence sont "manifestement de nature confidentielle" et non susceptibles d'être résumés.[1017] Quoi qu'il en soit, l'Union européenne affirme que les versions non confidentielles des questionnaires démontrent qu'"il a manifestement été possible pour les parties intéressées de se défendre en ce qui concerne les facteurs de dommage".[1018] Elle conclut que la Chine n'a pas fourni d'éléments *prima facie* dans le cadre de l'article 6.5.[1019]

ii) Évaluation par le Groupe spécial

7.513 L'allégation de la Chine remet en cause les versions non confidentielles des réponses au questionnaire communiquées par les deux producteurs de l'UE[1020] et celle du producteur indien dont les données ont été utilisées dans la détermination de la valeur normale dans l'enquête sur les éléments de fixation. L'allégation de la Chine comprend deux éléments: premièrement, la Chine allègue une violation de l'article 6.5 et/ou 6.5.1 en ce qui concerne la manière dont les renseignements confidentiels figurant dans les réponses au questionnaire ont été traités par la Commission; et, deuxièmement, elle allègue une violation de l'article 6.4 et 6.2, au motif que, à cause des violations alléguées de l'article 6.5 et/ou 6.5.1, la Commission a également porté atteinte aux droits procéduraux des producteurs chinois découlant de ces deux dispositions. Les allégations au titre de l'article 6.4 et 6.2 sont, à notre avis, subordonnées à une constatation d'incompatibilité pour ce qui est des allégations au titre de l'article 6.5 et 6.5.1. Nous commencerons donc notre évaluation par les allégations au titre de l'article 6.5 et 6.5.1 et, s'il y a lieu, nous passerons à l'examen des allégations subordonnées au titre de l'article 6.4 et 6.2.

7.514 S'agissant des résumés non confidentiels des renseignements confidentiels figurant dans les réponses au questionnaire communiquées par les deux producteurs de l'UE, la Chine affirme que la Commission a enfreint l'article 6.5.1 de l'Accord antidumping en ne s'assurant pas que les résumés non confidentiels des renseignements confidentiels figurant dans les réponses des deux producteurs de l'UE en question, Agrati et Fontana Luigi, étaient suffisamment détaillés pour permettre de comprendre raisonnablement la substance des renseignements confidentiels. L'article 6.5.1 est libellé comme suit:

> "6.5.1 Les autorités exigeront des parties intéressées qui fournissent des renseignements confidentiels qu'elles en donnent des résumés non confidentiels. Les

[1015] Union européenne, première communication écrite, paragraphe 751.
[1016] Union européenne, réponse à la question n° 72 du Groupe spécial, paragraphe 178.
[1017] Union européenne, première communication écrite, paragraphe 753.
[1018] Union européenne, réponse à la question n° 72 du Groupe spécial, paragraphe 174.
[1019] Union européenne, première communication écrite, paragraphe 755.
[1020] Bien que la Chine suggère que cette allégation concerne la version non confidentielle des réponses au questionnaire communiquées par tous les producteurs de l'UE, en particulier ceux qui ont été inclus dans l'échantillon (Chine, première communication écrite, paragraphe 587), notre analyse et nos conclusions se limitent aux deux producteurs de l'UE pour lesquels la Chine a présenté des éléments de preuve et des arguments. Les allégations au titre de l'article 6.5 (et de l'article 6.2 et 6.4) prescrivent, en règle générale, un examen approfondi des faits et, ainsi en l'absence d'éléments de preuve spécifiques, nous jugeons inapproprié de rendre une décision plus générale.

> résumés seront suffisamment détaillés pour permettre de comprendre raisonnablement la substance des renseignements communiqués à titre confidentiel. Dans des circonstances exceptionnelles, lesdites parties pourront indiquer que ces renseignements ne sont pas susceptibles d'être résumés. Dans ces circonstances, les raisons pour lesquelles un résumé ne peut être fourni devront être exposées."

Nous rappelons que, comme nous l'avons évoqué ci-dessus[1021], le texte introductif de l'article 6.5 énonce le principe général selon lequel, sur exposé de raisons valables, les renseignements qui sont de nature confidentielle et les renseignements fournis à titre confidentiel doivent être traités comme confidentiels et les autorités chargées de l'enquête ne pourront pas divulguer ces renseignements sans l'autorisation expresse de la partie qui les aura fournis. À son tour, l'article 6.5.1 dispose que les autorités chargées de l'enquête exigeront des parties intéressées qui présentent des renseignements confidentiels qu'elles en donnent un résumé non confidentiel, qui doit être établi de manière à permettre aux autres parties intéressées de comprendre raisonnablement la substance des renseignements confidentiels. Dans des circonstances exceptionnelles, lorsqu'un tel résumé ne peut pas être fourni, l'article 6.5.1 prescrit que la partie intéressée indique à la place qu'un résumé ne peut être fourni et expose les raisons de cette conclusion.

7.515 À notre avis, l'article 6.5.1 sert à établir un équilibre entre le but consistant à veiller à ce que la possibilité de bénéficier d'un traitement confidentiel ne nuise pas à la transparence du processus d'enquête et la reconnaissance de l'importance de maintenir la confidentialité des renseignements lorsqu'il y a lieu de le faire. Nous estimons que les autorités chargées de l'enquête ont l'obligation de veiller à ce que toutes les prescriptions de l'article 6.5.1 soient respectées par les parties intéressées.[1022] Autrement dit, nous estimons que l'autorité chargée de l'enquête doit veiller à ce qu'un résumé non confidentiel approprié soit fourni ou, dans des circonstances exceptionnelles, si cela n'est pas possible, à ce que les raisons pour lesquelles un résumé ne peut pas être fourni soient exposées d'une manière appropriée.[1023] À l'évidence, en l'absence d'un examen minutieux par l'autorité chargée

---

[1021] Voir le paragraphe 7.450.

[1022] Nous trouvons des éléments étayant cette conclusion dans les propos du Groupe spécial *Mexique – Tubes et tuyaux*:

> "Bien que l'article 6.5.1 ne dispose pas expressément que "les autorités exigeront" des parties intéressées qu'elles exposent les raisons pour lesquelles un résumé ne peut être fourni, nous estimons qu'une interprétation significative de cet article veut que la partie intéressée expose de sa propre initiative les raisons pour lesquelles un résumé ne peut être fourni, mais si elle ne le fait pas, il appartient à l'autorité chargée de l'enquête de veiller à l'exécution du mandat prévu à l'article 6.5.1. Par conséquent, nous considérons que l'article 6.5.1 impose aux autorités chargées de l'enquête l'obligation d'exiger des parties qui indiquent que des renseignements ne sont pas susceptibles d'être résumés qu'elles fournissent un exposé des raisons pour lesquelles un résumé ne peut être fourni."

Rapport du Groupe spécial *Mexique – Tubes et tuyaux*, paragraphe 7.379. Voir aussi le rapport du Groupe spécial *Guatemala – Ciment II*, paragraphe 8.213, où le Groupe spécial a formulé une constatation analogue.

Nous trouvons aussi des éléments étayant cette conclusion dans le rapport du Groupe spécial chargé de l'affaire *Mexique – Huile d'olive*, différend qui portait sur l'article 12.4.1 de l'Accord SMC, la disposition parallèle à l'article 6.5.1. Dans cette affaire, le Groupe spécial a conclu ce qui suit: l'article 12.4.1 "impose une obligation à la partie intéressée qui demande le traitement confidentiel mais, à notre avis, elle impose aussi à l'autorité chargée de l'enquête l'obligation d'exiger un exposé de ces raisons". Rapport du Groupe spécial *Mexique – Huile d'olive*, paragraphe 7.89.

[1023] Interpréter l'article 6.5.1 comme imposant à l'autorité chargée de l'enquête une obligation à cet égard est, à notre avis, compatible avec le principe de l'interprétation des traités dit de l'effet utile qui, a observé l'Organe d'appel, est "[u]n des corollaires de la "règle générale d'interprétation" de la Convention de Vienne[.]" Voir le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Normes concernant l'essence nouvelle et ancienne formules* ("*États-Unis – Essence*"), WT/DS2/AB/R, adopté le 20 mai 1996, page 25. Voir également le rapport de l'Organe d'appel *Japon – Boissons alcooliques II*, page 14; le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis –*

de l'enquête des résumés non confidentiels ou de la raison indiquée pour expliquer pourquoi un résumé ne peut pas être fourni, les parties intéressées pourraient librement abuser du traitement confidentiel à moins que et jusqu'à ce que la question ait été examinée par un groupe spécial. Cela réduirait manifestement à néant l'objectif consistant à maintenir la transparence au cours de l'enquête elle-même, l'un des buts de l'article 6.5. Par conséquent, à notre avis, les autorités chargées de l'enquête doivent veiller à ce que, lorsqu'une partie intéressée affirme qu'un élément d'information confidentiel particulier n'est pas susceptible d'être résumé, les raisons de cette affirmation doivent être exposées d'une manière appropriée.

7.516 Eu égard aux considérations précédentes, nous abordons maintenant les faits à la base de l'allégation de la Chine. En ce qui concerne le producteur de l'EU Agrati[1024], nous notons que la réponse non confidentielle au questionnaire communiquée par cette société contient des renseignements résumés non confidentiels concernant certains facteurs relatifs au dommage, y compris l'emploi, les ventes et les reventes du produit visé (tant en volume qu'en valeur), les stocks, la production, les capacités et l'utilisation des capacités. Toutefois, la réponse au questionnaire ne contient aucun résumé non confidentiel des renseignements confidentiels concernant les autres facteurs relatifs au dommage, y compris le retour sur investissement, les investissements, la rentabilité (pour ce qui est du produit considéré et de la société dans son ensemble), le flux de liquidités, le coût de production, les fournisseurs des matières (premières) directes pendant la période couverte par l'enquête, le volume des matières premières utilisées pour produire le produit visé, des éléments extraordinaires en ce qui concerne les coûts, la liste de toutes les ventes aux clients non apparentés dans l'Union européenne, et l'imputation des différents éléments de coûts entre les différents types de produit. Dans chaque cas, la raison donnée pour l'absence de résumé non confidentiel est la suivante:

> "Les renseignements ne peuvent pas être résumés sans que soient divulgués des renseignements confidentiels qui peuvent causer un dommage à notre société. Les renseignements ont été communiqués dans le cadre d'une diffusion restreinte."

Nous rappelons que l'article 6.5.1 exige d'une partie qui fournit des renseignements confidentiels qu'elle en donne aussi un résumé non confidentiel suffisamment détaillé pour permettre de comprendre raisonnablement la substance des renseignements confidentiels ou, si cela n'est pas possible, qu'elle expose les raisons expliquant pourquoi un tel résumé ne peut être fourni. De plus, comme nous l'avons vu plus haut, nous considérons que les autorités chargées de l'enquête doivent veiller à ce que les raisons données à cet égard soient appropriées. Rien dans le Règlement définitif ou dans tout autre élément de preuve qui a été fourni ne donnerait même à penser que la Commission a jamais examiné si la raison exposée par Agrati pour expliquer l'absence d'un résumé non confidentiel des renseignements tels que la rentabilité ou le flux de liquidités était plus qu'une raison fictive. La déclaration d'Agrati indique simplement l'une des bases sur lesquelles des renseignements peuvent être considérés comme étant "de nature confidentielle" – à savoir que leur divulgation aurait un effet défavorable notable pour la personne qui a fourni les renseignements – et affirme que les renseignements confidentiels ne peuvent pas être résumés sans être divulgués. Cette déclaration ne se rapporte cependant à aucun des renseignements spécifiques pour lesquels aucun résumé non confidentiel n'est fourni ou à quoi que ce soit ayant à voir avec la société Agrati elle-même, la partie fournissant les renseignements.[1025] Nous notons également le fait que Fontana Luigi a été en mesure

---

Restrictions à l'importation de vêtements de dessous de coton et de fibres synthétiques ou artificielles ("*États-Unis – Vêtements de dessous*"), WT/DS24/AB/R, adopté le 25 février 1997, page 17.

[1024] Pièce CHN-52.

[1025] Nous notons à ce propos la conclusion du Groupe spécial *Mexique – Huile d'olive*, qui examinait des faits analogues:

> "Nous estimons que les déclarations générales de cette sorte ne sont pas suffisantes car elles constituent une affirmation non étayée, et non un exposé des raisons comme l'exige l'article 12.4.1."
>
> Rapport du Groupe spécial *Mexique – Huile d'olive*, paragraphe 7.101.

de fournir des résumés non confidentiels de certains des renseignements pour lesquels Agrati n'a pas fourni un tel résumé[1026], ce qui nous donne à penser que ces catégories de renseignements sont en fait susceptibles d'être résumés. Il n'y a certainement rien dans la raison exposée par Agrati qui démontrerait le contraire. Nous considérons donc que la Commission n'a pas veillé à ce qu'Agrati se conforme aux prescriptions de l'article 6.5.1, et a donc agi d'une manière incompatible avec cette disposition en ce qui concerne Agrati.

7.517 Passant à la réponse au questionnaire communiquée par l'autre producteur de l'UE, Fontana Luigi, nous notons que la version non confidentielle de la réponse au questionnaire communiquée par ce producteur ne contient presque pas de renseignements résumés non confidentiels concernant les facteurs relatifs au dommage, à l'exception de la consommation totale de l'UE et des taux de change. En réponse à une question du Groupe spécial, l'Union européenne a expliqué que la version non confidentielle de la réponse de Fontana Luigi au questionnaire présentée par la Chine[1027] ne correspondait pas aux résumés non confidentiels additionnels qui ont été fournis par Fontana Luigi suite à la demande de renseignements additionnels faite par la Commission. L'Union européenne a fourni les annexes additionnelles pertinentes relatives à la réponse au questionnaire communiquée par Fontana Luigi en tant que pièce EU-28.[1028] Ces annexes contiennent des résumés non confidentiels des renseignements confidentiels concernant le volume de production, la capacité de production, l'utilisation des capacités, les achats totaux en valeur et en volume, les stocks de produits finis en volume, les ventes et reventes, en valeur et en volume, tant aux sociétés liées qu'aux sociétés non apparentées, l'utilisation captive, le coût de production, la consommation de matières premières, la rentabilité du produit en question et la rentabilité totale de la société, les flux de liquidités, les investissements, le rendement de l'actif net, et les coûts de l'emploi et de la main-d'œuvre pour le produit concerné et pour la société. La Chine ne conteste pas que ces renseignements additionnels ont été communiqués aux parties intéressées au cours de l'enquête sur les éléments de fixation.[1029] Cela étant, il restait d'autres renseignements, tels que le système de distribution et la fixation des prix, pour lesquels aucun résumé non confidentiel n'avait été fourni, soit initialement, soit à la demande de la Commission. Dans chaque cas où un résumé non confidentiel n'avait pas été fourni, la raison donnée pour cette absence était la suivante:

> "Ces renseignements sont de nature confidentielle parce que leur divulgation avantagerait de façon notable un concurrent."

Rien dans le Règlement définitif ou tout autre élément de preuve qui a été fourni ne donnerait même à penser que la Commission a jamais examiné si la raison exposée par Fontana Luigi pour expliquer l'absence de résumé non confidentiel des renseignements tels que le système de distribution et la fixation de prix était plus qu'une raison fictive. Dans sa déclaration, Fontana Luigi n'affirme même pas que les renseignements confidentiels ne peuvent pas être résumés, mais simplement que les renseignements sont "de nature confidentielle". Cette déclaration n'est pas liée aux renseignements spécifiques pour lesquels aucun résumé non confidentiel n'est fourni ou à quoi que ce soit ayant à voir avec la société Fontana Luigi elle-même, la partie fournissant les renseignements. Nous considérons donc que la Commission n'a pas veillé à ce que la société Fontana Luigi se conforme aux prescriptions de l'article 6.5.1, et a donc agi d'une manière incompatible avec cette disposition en ce qui concerne Fontana Luigi.

[1026] Voir le paragraphe 7.517 ci-après.
[1027] Pièce CHN-60.
[1028] Union européenne, réponse à la question n° 105 du Groupe spécial.
[1029] L'Union européenne a présenté des documents montrant que les représentants des parties intéressées avaient accès à tous ces documents et en avaient pris des copies. Union européenne, réponse à la question n° 105 du Groupe spécial, pièce EU-29.

7.518 Passant à la réponse au questionnaire communiquée par le producteur indien, Pooja Forge Ltd. ("Pooja Forge"), nous notons que la version non confidentielle de la réponse de cette société au questionnaire contient des renseignements uniquement sur le chiffre d'affaires, la production, les capacités et l'utilisation des capacités de la société, et qu'il apparaît que tous ces renseignements se présentent sous forme d'indices.[1030] Aucun renseignement sur les ventes à des clients indépendants, les coûts et les bénéfices n'est fourni, pour des raisons de confidentialité. Aucun résumé non confidentiel des renseignements en question n'est fourni et aucune raison expliquant cette absence n'est donnée. En réponse à une question du Groupe spécial, l'Union européenne a confirmé que la pièce CHN-53 contenait la dernière version du document considéré et que la Commission n'avait pas demandé à Pooja Forge de fournir plus de renseignements non confidentiels, comme elle l'avait fait pour les producteurs de l'UE inclus dans l'échantillon.[1031] Nous notons aussi que le questionnaire envoyé à Pooja Forge contient des explications et des indications concernant l'élaboration d'une version non confidentielle de la réponse au questionnaire, y compris des exemples de la façon dont une société interrogée peut résumer les renseignements confidentiels, par exemple, en les présentant sous forme d'indices, ce qu'il apparaît, comme nous l'avons dit, que Pooja Forge a fait pour certains renseignements.[1032]

7.519 Avant d'examiner les arguments des parties au sujet de cette allégation, nous notons que le développement de cette allégation au cours de la présente procédure du Groupe spécial suscite pour nous des préoccupations en termes de régularité de la procédure dans les procédures de règlement des différends de l'OMC. La Chine affirme, dans sa première communication écrite, que les versions non confidentielles des réponses au questionnaire communiquées par les producteurs de l'UE et par Pooja Forge étaient "largement insuffisantes" et que cela constituait des violations de l'article 6.2, 6.4 et 6.5 de l'Accord antidumping.[1033] Bien que la Chine ait fourni des éléments de preuve et formulé des arguments pour étayer son allégation au titre de l'article 6.5 concernant les réponses au questionnaire communiquées par les deux producteurs de l'UE, Agrati et Fontana Luigi, elle n'a pas fourni d'arguments au sujet de la réponse au questionnaire communiquée par le producteur indien, Pooja Forge, bien que celui-ci ait effectivement fourni la version non confidentielle de sa réponse au questionnaire. En outre, dans sa première déclaration écrite, la Chine ne développe pas du tout ses allégations au titre de l'article 6.2 et 6.4 de l'Accord antidumping – il n'y a aucun argument ou examen de l'article 6.2 et 6.4 à cet égard. L'Union européenne, dans sa première communication écrite, a mis en avant ce fait et a fait valoir qu'il apparaissait que la Chine avait abandonné cette partie de son allégation au titre de l'article 6.5 se rapportant à la version non confidentielle de la réponse au questionnaire communiquée par Pooja Forge.[1034] L'Union européenne a également relevé que la Chine n'avait pas développé ses allégations au titre de l'article 6.2 et 6.4, et a affirmé que cela indiquait que la Chine ne maintenait pas ces allégations.[1035]

7.520 Dans sa deuxième communication écrite, la Chine a affirmé qu'elle n'avait pas abandonné son allégation au titre de l'article 6.5 en ce qui concerne la version non confidentielle de la réponse au questionnaire communiquée par Pooja Forge et elle a explicité son allégation, en faisant valoir que la version non confidentielle de cette réponse au questionnaire ne fournissait aucun renseignement, en particulier pour ce qui est des types de produits sur la base desquels les renseignements avaient été fournis et que cela constituait une violation de l'article 6.5 de l'Accord antidumping.[1036] La Chine a

[1030] Pièce CHN-53.
[1031] Union européenne, réponse à la question n° 109 du Groupe spécial.
[1032] Union européenne, réponse à la question n° 108 du Groupe spécial. La pièce EU-32 contient la lettre d'accompagnement adressée au producteur indien ainsi que le questionnaire dans lequel il est mentionné que des résumés non confidentiels doivent être fournis pour les renseignements confidentiels et que ces résumés peuvent être établis sous forme d'indices.
[1033] Chine, première communication écrite, paragraphes 587 à 593.
[1034] Union européenne, première communication écrite, paragraphe 748.
[1035] Union européenne, première communication écrite, paragraphe 749.
[1036] Chine, deuxième communication écrite, paragraphe 1110.

également étoffé ses allégations au titre de l'article 6.2 et 6.4, en faisant valoir qu'"[e]n ne s'assurant pas que les réponses au questionnaire communiquées par les producteurs communautaires et le producteur du pays analogue comportaient tous les renseignements pertinents (s'il y a lieu, sous la forme d'un résumé non confidentiel), les autorités chargées de l'enquête de l'UE avaient manifestement enfreint l'article 6.4 et 6.2 de l'Accord antidumping".[1037] En réponse à la question n° 71 du Groupe spécial, la Chine a davantage étoffé ses allégations, en faisant principalement valoir que la Commission avait enfreint l'article 6.5 car aucune raison valable n'avait été exposée pour justifier le traitement confidentiel de certains renseignements figurant dans la réponse au questionnaire communiquée par Pooja Forge. Elle a également fait valoir que la Commission avait enfreint l'article 6.5.1 car aucun résumé non confidentiel n'avait été fourni pour certains renseignements confidentiels. Dans sa réponse, la Chine a également fait mention, dans une phrase, de ses allégations au titre de l'article 6.2 et 6.4. Dans sa déclaration orale à la deuxième réunion, l'Union européenne a pris note des explications de la Chine et a fait valoir que, eu égard au paragraphe 16 de ses procédures de travail, "le Groupe de travail ne devrait pas aller plus loin car la Chine avait la possibilité d'essayer de plaider sa cause mais elle ne l'avait même pas fait".[1038] Dans sa deuxième communication écrite, l'Union européenne n'a fait aucune référence aux arguments de la Chine concernant les allégations en question.

7.521 En réponse à la question n° 103 posée par le Groupe spécial après la deuxième réunion, la Chine a réaffirmé qu'elle présentait une allégation au titre de l'article 6.5 et de l'article 6.5.1 en ce qui concerne la réponse au questionnaire communiquée par Pooja Forge. Dans des observations concernant la réponse de la Chine à la question n° 103, l'Union européenne a soutenu que les précisions de la Chine concernant le fondement juridique de son allégation dans cette réponse étaient incompatibles avec les procédures de travail du Groupe spécial et les principes fondamentaux de la régularité de la procédure. S'agissant des arguments de fond de la Chine, l'Union européenne estime que l'argument de la Chine selon lequel la version non confidentielle de la réponse au questionnaire communiquée par Pooja Forge ne contient aucun renseignement va à l'encontre des faits et, pour ce qui est des types de produits, elle fait valoir que la réponse non confidentielle au questionnaire mentionne que le produit considéré est d'une manière générale les "éléments de fixation".

7.522 Nous notons que la façon dont la Chine a présenté cette allégation dans le présent différend est loin d'être idéale. Nous jugeons particulièrement préoccupant le fait que l'allégation n'a pas du tout été développée dans la première déclaration écrite de la Chine. En ce sens, nous partageons les préoccupations de l'Union européenne au sujet de la régularité de la procédure. Il nous semble que, en ne présentant pas d'explication plus complète ni d'argumentation pour étayer son allégation concernant la réponse au questionnaire communiquée par les producteurs indiens dès la première occasion, à savoir dans la première communication écrite, la Chine a placé l'Union européenne dans une position difficile lorsqu'elle s'est efforcée de répondre à une allégation qui n'était pas claire. De fait, ce manque de clarté nous a conduit à poser des questions à la Chine à ce propos, et la Chine a ultérieurement fourni, dans sa deuxième communication écrite et sa réponse à notre question n° 71, une argumentation suffisamment claire à l'appui de son allégation pour ménager à l'Union européenne une possibilité adéquate de répondre, comme elle l'a fait, jusqu'à sa communication finale, en formulant des observations sur la réponse de la Chine aux questions posées par le Groupe spécial au sujet de cette allégation. Par ailleurs, nous rappelons que l'un des buts du Mémorandum d'accord est d'assurer un "règlement rapide de toute situation dans laquelle un Membre considère qu'un avantage résultant pour lui" d'un accord visé se trouve compromis par une mesure d'un autre Membre, comme le prévoit l'article 3:3 du Mémorandum d'accord. À ce propos, nous rappelons les propos ci-après de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – FSC*:

[1037] Chine, deuxième communication écrite, paragraphe 1117.
[1038] Union européenne, deuxième déclaration orale, paragraphe 116.

> "L'article 3:10 du Mémorandum d'accord fait obligation aux Membres de l'OMC ... d'engager les procédures de règlement des différends "de bonne foi dans un effort visant à régler ce différend". ... Les règles de procédure du mécanisme de règlement des différends de l'OMC ont pour objet de promouvoir non pas la mise au point de techniques en matière de contentieux mais simplement le règlement équitable, rapide et efficace des différends commerciaux."[1039]

Enfin, en l'espèce, nous ne pensons pas que l'Union européenne ait été privée des garanties d'une procédure régulière à cause de la manière dont la Chine a présenté cette allégation, et nous jugeons donc approprié de formuler des constatations à ce sujet et de passer à notre analyse de fond. Cependant, nous demandons instamment aux parties plaignantes de ne ménager aucun effort pour présenter leurs allégations en exposant le plus complètement possible leurs arguments dans leur première communication écrite. À notre avis, cela contribuerait à faire en sorte que les parties défenderesses aient la possibilité suffisante de répondre à ces allégations et à démontrer que les Membres engagent les procédures de règlement des différends "de bonne foi dans un effort visant à régler ce différend", comme le prévoit l'article 3:10 du Mémorandum d'accord.

7.523 Quant au fond, nous notons que l'allégation de la Chine concernant la réponse au questionnaire communiquée par Pooja Forge comprend deux volets. La Chine fait valoir en premier lieu que la Commission a enfreint l'article 6.5 en traitant comme confidentiels certains renseignements figurant dans la réponse au questionnaire, en particulier les types de produits, qui, selon la Chine, ne constituent pas des renseignements confidentiels. Si le Groupe spécial constate que ces renseignements ont été dûment traités comme confidentiels, la Chine estime que la Commission a enfreint l'article 6.5.1 en n'exigeant pas que Pooja Forge présente un résumé non confidentiel qui permettrait aux autres parties intéressées de comprendre raisonnablement les renseignements confidentiels.[1040]

7.524 L'Union européenne fait valoir que l'allégation de la Chine concernant la réponse au questionnaire communiquée par Pooja Forge est limitée aux renseignements sur les types de produits. Ainsi qu'il est dit ci-dessus, nous estimons que l'évaluation d'une allégation au titre de l'article 6.5 exige un examen minutieux des faits relatifs à l'allégation et nous notons que la Chine n'a fourni aucun élément de preuve ou argument concernant le traitement confidentiel de toute autre catégorie de renseignements que celle concernant les types de produits. En conséquence, bien que l'allégation de la Chine remette en cause le traitement de l'ensemble des renseignements figurant dans la réponse au questionnaire communiquée par Pooja Forge[1041], nous limitons notre analyse à la question de savoir si la Commission a fait erreur en traitant les renseignements sur les types de produits comme confidentiels.

7.525 L'Union européenne affirme que la réponse au questionnaire communiquée par Pooja Forge mentionne que le produit considéré est d'une manière générale les "éléments de fixation", ce qui donne à penser que, à son avis, il s'agit de renseignements suffisants sur les types de produits.[1042] Toutefois, l'allégation de la Chine est que les renseignements sur les types de produits ont été traités comme confidentiels d'une manière incompatible avec l'article 6.5 de l'Accord antidumping parce que

---

[1039] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Traitement fiscal des "sociétés de ventes à l'étranger"* ("*États-Unis – FSC*"), WT/DS108/AB/R, adopté le 20 mars 2000, paragraphe 166.

[1040] Chine, réponse aux questions n° 71 et 103 du Groupe spécial; Chine, deuxième communication écrite, paragraphes 1110 à 1115.

[1041] Voir, par exemple, Chine, deuxième communication écrite, paragraphe 1110 (la version non confidentielle de la réponse au questionnaire communiquée par Pooja Forge "ne contient *aucun renseignement* et, en particulier, aucun renseignement sur les "types de produits" sur la base desquels les renseignements ont été fournis par ce producteur qui soit manifestement non confidentiel").

[1042] Union européenne, observation concernant Chine, réponse à la question n° 103 du Groupe spécial, paragraphe 24.

des raisons valables n'ont pas été exposées pour expliquer un tel traitement. Rien dans les éléments de preuve dont nous disposons, et l'Union européenne ne l'affirme même pas, ne montre que des "raisons valables" ont été exposées pour expliquer le traitement de ces renseignements comme confidentiels. Nous rappelons que l'article 6.5 impose clairement un exposé des "raisons valables" expliquant le traitement confidentiel des renseignements, que ce traitement soit demandé pour des renseignements qui sont de nature confidentielle ou pour des renseignements fournis à titre confidentiel.[1043] La version non confidentielle de la réponse au questionnaire communiquée par Pooja Forge ne donne aucun renseignement sur les types de produits pour lesquels des renseignements ont été fournis, sans qu'il y ait d'affirmation ou d'explication concernant les "raisons valables" d'un traitement confidentiel. Nous constatons par conséquent que la Commission a agi d'une manière incompatible avec ses obligations au titre de l'article 6.5 de l'Accord antidumping en ce qui concerne le traitement des renseignements confidentiels figurant dans la réponse au questionnaire communiquée par Pooja Forge. Ayant constaté qu'il y avait violation de l'article 6.5, nous n'avons pas besoin de formuler de constatations concernant l'allégation de la Chine au titre de l'article 6.5.1 et nous ne le faisons pas.[1044]

7.526 Pour ce qui est de l'allégation de la Chine selon laquelle les insuffisances alléguées des réponses au questionnaire communiquées par Agrati, Fontana Luigi et Pooja Forge constituaient également des manquements aux obligations énoncées à l'article 6.4 et 6.2 de l'Accord antidumping, nous rappelons que, à notre avis, les allégations de la Chine au titre de l'article 6.4 et 6.2 sont subordonnées aux allégations au titre de l'article 6.5 et 6.5.1. Ayant constaté des violations de l'article 6.5.1 en ce qui concerne les versions non confidentielles des réponses au questionnaire communiquées par Agrati et Fontana Luigi, et de l'article 6.5 en ce qui concerne la réponse au questionnaire communiquée par Pooja Forge, nous estimons que des constatations additionnelles au sujet des allégations de la Chine au titre de l'article 6.4 et 6.2 ne contribueraient pas au règlement du présent différend ou ne seraient pas susceptibles d'utilité pour la mise en œuvre. Nous appliquons donc le principe d'économie jurisprudentielle en ce qui concerne ces allégations.[1045]

e) Question de savoir si l'Union européenne a enfreint l'article 6.5, 6.2 et 6.4 de l'Accord antidumping en ne divulguant pas les données d'Eurostat concernant la production totale d'éléments de fixation de l'UE

i) Arguments des parties

Chine

7.527 La Chine affirme que, dans la plainte à l'origine de l'enquête, les plaignants ont calculé la consommation totale d'éléments de fixation de l'UE en additionnant les importations totales et la production totale, puis en soustrayant les exportations totales de la somme obtenue. Elle soutient que bien que dans le cadre de la plainte, les données sources concernant les exportations et importations totales aient été fournies, les données relatives à la production totale n'ont pas été communiquées au motif qu'il s'agissait de renseignements confidentiels. Selon la Chine, en traitant ces renseignements comme confidentiels, renseignements dont elle soutient qu'ils provenaient de sources publiques, la Commission a enfreint l'article 6.5 de l'Accord antidumping.[1046] La Chine fait ensuite valoir que, dans le Règlement définitif, la Commission a dit que le chiffre de la production totale de l'UE avait été

[1043] Voir le paragraphe 7.451 ci-dessus.

[1044] Ainsi, nous n'avons pas besoin d'examiner l'affirmation de l'Union européenne selon laquelle une référence aux éléments de fixation en général suffit pour permettre de "comprendre raisonnablement" les types de produits utilisés dans la détermination de la valeur normale.

[1045] Cela étant, nous notons que le fondement des allégations de la Chine au titre de l'article 6.2 et 6.4 au sujet des réponses au questionnaire reste obscur pour nous, puisque la Chine, à notre avis, n'a pas éclairci la façon dont, selon elle, le fait de ne pas exiger d'exposé des raisons valables pour traiter les renseignements comme confidentiels, même si cela était vrai, constituait une violation des dispositions en question.

[1046] Chine, première communication écrite, paragraphe 595.

estimé à partir des données d'Eurostat relatives à la production industrielle, mais n'a pas expliqué de quelle façon cette estimation avait été faite. Selon la Chine, la Commission a enfreint l'article 6.5 de l'Accord antidumping en traitant comme confidentiels les données d'Eurostat et les renseignements sur la façon dont l'estimation de la production totale de l'UE avait été faite et, en particulier, quant à la question de savoir si des ajustements avaient été appliqués aux données d'Eurostat.[1047] La Chine fait valoir que les données d'Eurostat et les renseignements sur la façon dont l'estimation de la production totale de l'UE avait été faite, y compris tous ajustements apportés aux données d'Eurostat, étaient des renseignements utilisés par la Commission et étaient pertinents pour la présentation des dossiers des producteurs chinois. En conséquence, fait valoir la Chine, le fait de ne pas donner l'accès aux renseignements en question constituait également une violation de l'article 6.2 et 6.4 de l'Accord antidumping.[1048]

Union européenne

7.528 L'Union européenne soutient que l'article 6.5 vise les renseignements, non les documents ou les sources originelles, et affirme que ce qui compte dans cette disposition, c'est le contenu des renseignements, non le document originel. Elle affirme que les renseignements sur la consommation intérieure et la méthode de calcul de celle-ci ont été divulgués aux producteurs chinois pendant l'enquête en cause. Spécifiquement, l'Union européenne affirme que les producteurs chinois se sont vu "ménager un accès aux *renseignements* pertinents d'Eurostat, y compris le fait que la source d'information était Eurostat".[1049] Par conséquent, soutient-elle, il n'y a pas eu violation de l'article 6.5. L'Union européenne affirme que les renseignements en question étaient contenus dans l'annexe C 1-2 à diffusion non restreinte jointe à la plainte et que, par la suite, ils ont été inclus dans d'autres documents, par exemple le Document d'information et le Document général pour la divulgation.[1050] L'Union européenne affirme que les allégations de la Chine au titre de l'article 6.2 et 6.4 sont accessoires et demande au Groupe spécial de les rejeter.[1051]

ii) Évaluation par le Groupe spécial

7.529 La Chine fait valoir que la Commission a enfreint l'article 6.5, 6.2 et 6.4 de l'Accord antidumping[1052] en traitant comme confidentielle la source originelle sur laquelle était fondée l'estimation de la production totale de l'UE et en n'expliquant pas de quelle façon l'estimation de cette production totale avait été effectuée et si des ajustements avaient été appliqués aux données d'Eurostat. Nous notons que, à notre avis, les allégations de la Chine au titre de l'article 6.2 et 6.4 sont subordonnées à l'allégation au titre de l'article 6.5, puisque l'allégation de violation de l'article 6.2 et 6.4 formulée par la Chine part du principe que la Commission a fait erreur en traitant les renseignements en cause comme confidentiels. Nous allons donc commencer notre évaluation par l'allégation de la Chine au titre de l'article 6.5.

7.530 La Chine soutient que la Commission a enfreint l'article 6.5 en traitant comme confidentielles les données d'Eurostat relatives à la production totale de l'UE et la façon dont l'estimation de cette production avait été faite, y compris la question de savoir si des ajustements avaient été appliqués aux données d'Eurostat.[1053] Pour ce qui est du deuxième aspect de l'allégation de la Chine, nous notons

[1047] Chine, deuxième communication écrite, paragraphe 1126.
[1048] Chine, deuxième communication écrite, paragraphe 1128.
[1049] Union européenne, première communication écrite, paragraphe 761. (pas d'italique dans l'original)
[1050] Union européenne, première communication écrite, paragraphe 761.
[1051] Union européenne, première communication écrite, paragraphe 765.
[1052] L'allégation de la Chine ne s'applique pas à l'article 6.5.1 et 6.5.2 de l'Accord antidumping. Chine, réponse à la question n° 104 du Groupe spécial.
[1053] Spécifiquement, la Chine allègue que ces renseignements n'ont pas été placés dans le dossier non confidentiel de l'enquête. Cependant, la manière dont la violation dont l'existence est affirmée a eu lieu n'est pas pertinente pour notre analyse de l'allégation de la Chine au titre de l'article 6.5, qui ne contient aucune indication

que l'obligation énoncée à l'article 6.5 s'applique au traitement confidentiel des renseignements, non à la méthode utilisée et aux déterminations établies par les autorités chargées de l'enquête. Le point de savoir si la Commission a appliqué des ajustements aux données d'Eurostat dans le calcul de la production totale de l'UE ne constitue pas, à notre avis, des renseignements, mais plutôt un aspect de l'analyse et de la détermination faites par la Commission dans le cadre de l'enquête. Selon nous, la question de savoir si ces questions peuvent ou non être gardées confidentielles ou doivent ou non être divulguées ne relève pas du champ de l'article 6.5.[1054] Nous ne rejetons donc pas cette partie de l'allégation de la Chine.

7.531 S'agissant des données d'Eurostat, nous rappelons que les plaignants ont fourni des renseignements sur la production totale d'éléments de fixation de l'UE dans deux annexes: l'annexe C 1-1 à diffusion non restreinte[1055] et l'annexe C 1-2 à diffusion restreinte.[1056] Le tableau figurant dans l'annexe C 1-1 à diffusion non restreinte est intitulé "EU 27 Total Production of the CN Codes Involved in the Complaint in Tons Source: Eurostat" (Production totale de l'UE-27 pour les produits dont les codes NC figurent dans la plainte, en tonnes; source: Eurostat) et contient des données sur la production pour la période comprise entre 2004 et le premier trimestre de 2007, sur la base des codes NC. Le tableau figurant dans l'annexe C 1-2 à diffusion restreinte est intitulé "EU 27 Total Production of the CN Codes Involved in the Complaint in Tons Original Source" (Production totale de l'UE-27 pour les produits dont les codes NC figurent dans la plainte, en tonnes; source originelle). Les titres indiquent, et une comparaison des deux tableaux le montre, que le tableau de l'annexe C 1-2 à diffusion restreinte est la source dont proviennent les données de l'annexe C 1-1 à diffusion non restreinte. Les plaignants ont demandé à la Commission de traiter l'annexe C 1-2 à diffusion restreinte comme confidentielle au motif que "[c]es renseignement [étaient] de nature confidentielle parce que leur divulgation avantagerait de façon notable un concurrent".[1057] La Commission a accepté cette demande et n'a pas placé l'annexe en question dans le dossier non confidentiel.

7.532 La Chine soutient que la Commission a enfreint l'article 6.5 en traitant l'annexe C 1-2 à diffusion restreinte comme confidentielle car aucune "raison valable" n'avait été exposée pour justifier un tel traitement.[1058] Elle fait valoir que les données figurant dans l'annexe C 1-2 à diffusion restreinte diffèrent des données reproduites dans l'annexe C 1-1 à diffusion non restreinte en ce sens que, à la différence de la dernière annexe, la première contient des renseignements fondés sur les codes PRODCOM spécifiques, et non pas les codes NC, et elle indique pour chaque chiffre si l'un quelconque des chiffres nationaux de l'UE-27 a été estimé.[1059]

7.533 En réponse à la question n° 76 du Groupe spécial, l'Union européenne fait valoir ce qui suit:

> "Seule la capture d'écran originelle téléchargée à partir de la base de données d'EUROSTAT ([pièce] EU-11) ne figurait pas dans le dossier non confidentiel. La

---

sur la façon dont les renseignements non confidentiels doivent être traités par les autorités chargées de l'enquête en ce qui concerne la manière de les classer.

[1054] Notre intention n'est pas de donner à entendre que nous sommes d'avis que l'autorité chargée de l'enquête peut tenir secrètes sa méthode et ses déterminations, simplement que toute obligation à cet égard découle de dispositions de l'Accord antidumping autres que l'article 6.5. Nous prenons note à cet égard, par exemple, de l'article 12.2 de l'Accord antidumping, qui exige que l'autorité chargée de l'enquête expose dans un avis public, et de façon suffisamment détaillée, ses "constatations et ... conclusions établies sur tous les points de fait et de droit jugés importants par les autorités chargées de l'enquête".

[1055] Pièce CHN-15, page 45.

[1056] Pièce EU-11.

[1057] Pièce CHN-15, page 178.

[1058] Chine, deuxième communication écrite, paragraphe 1122.

[1059] Chine, réponse à la question n° 74 du Groupe spécial; Chine, deuxième communication écrite, paragraphe 1121.

> Commission n'a pas insisté pour que la plainte soit modifiée à cet égard car les mêmes renseignements étaient accessibles dans le dossier non confidentiel et, en fait, également accessibles au public au moyen du site Web d'EUROSTAT. À ce propos, il convient de noter que les codes figurant dans la pièce EU-11 correspondent exactement aux codes NC reproduits à la page 45 de la pièce CHN-15. Le tableau figurant à la page 45 de la pièce CHN-15 indique des données relatives aux produits par code NC au niveau à huit chiffres. La pièce EU-11 donne des renseignements sur la production par code PRODCOM selon la classification NACE 1.1. EUROSTAT publie une "liste de consultation" permettant d'apparier les codes NC (codes d'exportation) et les codes PRODCOM (codes de production), qui est disponible sur le site Web d'EUROSTAT.[69]

[69] Voir NC 2006 – PRODCOM 2006 à l'adresse suivante: http://ec.europa.eu/eurostat/ramon/relations/index.cfm?TargetUrl=ACT_OTH_REL_DLD&StrNomRelCode=CN%202006%20-%20PRODCOM%202006&StrLanguageCode=EN&StrFormat=HTML (dernière consultation le 16 avril 2010)."[1060]

7.534 L'explication de l'Union européenne confirme que, comme le fait valoir la Chine, les renseignements d'Eurostat figurant dans l'annexe C 1-2 à diffusion restreinte étaient disponibles à partir d'une source publique, à savoir le site Web d'Eurostat. Il nous semble clair que des renseignements qui sont mis à la disposition du public ne sont pas confidentiels au sens de l'article 6.5 de l'Accord antidumping. Toutefois, la Commission a traité ces renseignements comme des renseignements confidentiels, bien qu'il n'y ait pas eu d'exposé de raisons valables. À notre avis, cela était incompatible avec la lettre de l'article 6.5 de l'Accord antidumping, qui exige que des "raisons valables" soient exposées pour justifier le traitement confidentiel des renseignements. Le fait que ces renseignements étaient disponibles dans le domaine public ne constitue pas, à notre avis, une excuse pour ne pas tenir compte des prescriptions de l'article 6.5. Cela constitue sans aucun doute une faute de la part de la Commission au regard de l'article 6.5, même si cette violation n'a pas eu d'incidence importante sur la capacité des producteurs chinois de se défendre dans l'enquête en cause.

7.535 Passant à l'allégation de la Chine au titre de l'article 6.4, nous rappelons que cette disposition n'exige pas que les autorités chargées de l'enquête divulguent activement des renseignements aux parties intéressées.[1061] En revanche, l'article 6.4 prescrit aux autorités de "ménage[r] en temps utile à toutes les parties intéressées la possibilité de prendre connaissance de tous les renseignements pertinents pour la présentation de leurs dossiers, qui ne seraient pas confidentiels ... et que les autorités utilisent". Nous notons que dans l'enquête sur les éléments de fixation, les renseignements en question, la production totale d'éléments de fixation de l'UE, étaient accessibles aux parties intéressées, tant auprès de sources publiques que, surtout, dans l'annexe C 1-1 à diffusion non restreinte. Il est clair par conséquent que les producteurs chinois avaient une possibilité adéquate de prendre connaissance des renseignements. Nous rejetons donc l'allégation de la Chine selon laquelle la Commission a manqué à l'obligation énoncée à l'article 6.4 de l'Accord antidumping en ce qui concerne les renseignements en question. Ayant rejeté l'allégation au titre de l'article 6.4, nous rejetons aussi l'allégation de la Chine au titre de l'article 6.2, qui concerne le droit plus général des parties intéressées d'avoir "toutes possibilités pour défendre leurs intérêts". Puisque les renseignements considérés étaient accessibles aux parties intéressées, nous ne voyons aucune raison nous permettant de conclure que les parties intéressées n'avaient pas toutes possibilités pour défendre leurs intérêts à cet égard.

[1060] Union européenne, réponse à la question n° 76 du Groupe spécial.
[1061] Voir le paragraphe 7.480 ci-dessus.

f) Question de savoir si l'Union européenne à enfreint l'article 6.9, 6.2 et 6.4 de l'Accord antidumping en ce qui concerne les aspects procéduraux de la définition de la branche de production nationale

i) Arguments des parties

Chine

7.536 La Chine estime que la détermination de la Commission concernant le nombre de producteurs inclus dans la définition de la branche de production nationale n'était pas claire et, spécifiquement, que la Commission a indiqué dans le Document d'information que le nombre de producteurs de la branche de production était de 114 et dans le Document général pour la divulgation (ainsi que dans le Règlement définitif) que le nombre de producteurs de la branche de production nationale était de 46.[1062] La Chine soutient qu'en ne donnant pas accès aux renseignements pertinents concernant la définition de la branche de production nationale et, en particulier, le nombre de producteurs effectivement inclus dans la définition de la branche de production nationale et leur identité ainsi que l'identité des producteurs qui ont été exclus du champ de la branche de production nationale, la Commission a enfreint l'article 6.2 et 6.4 de l'Accord antidumping.[1063] La Chine ajoute qu'en ne divulguant pas dans le Document général pour la divulgation i) le nombre de sociétés constituant la branche de production nationale, ii) le fait que ces sociétés soutenaient ou non la plainte, iii) leur identité et iv) la raison pour laquelle le nombre de sociétés avait été réduit de 86 à 46, la Commission a également enfreint l'article 6.9 de l'Accord antidumping.[1064]

Union européenne

7.537 L'Union européenne affirme que les "éléments de preuve" sur lesquels la Chine s'appuie pour étayer ses allégations au titre de l'article 6.2 et 6.4 sont certains considérants du Règlement définitif et soutient que ces considérants ne peuvent pas constituer des éléments de preuve de la violation des deux dispositions susmentionnées.[1065] De plus, l'Union européenne note que les arguments de la Chine font également référence à des incohérences alléguées concernant le nombre de producteurs nationaux mentionnés dans deux considérants du Règlement définitif et dit que cette anomalie est expliquée dans le Règlement définitif lui-même, au considérant 112.[1066] L'Union européenne estime que la Chine n'a pas fourni d'éléments *prima facie* en ce qui concerne ses allégations au titre de l'article 6.2 et 6.4.[1067] Elle soutient que l'allégation de la Chine au titre de l'article 6.9 ne relève pas du mandat du Groupe spécial, du fait que les parties n'ont pas mené de consultations à son sujet. Si le Groupe spécial n'est pas du même avis, l'Union européenne considère que la Chine n'a fourni aucun élément de preuve ou argument pour étayer cette allégation et n'a donc pas fourni d'éléments *prima facie* concernant cette allégation.[1068]

ii) Évaluation par le Groupe spécial

7.538 L'allégation de la Chine porte sur des violations de l'article 6.2, 6.4 et 6.9 de l'Accord antidumping, le motif étant que la Commission n'a pas fourni de renseignements sur le nombre et l'identité des producteurs constituant la branche de production nationale.

[1062] Chine, première communication écrite, paragraphes 599 à 604.
[1063] Chine, première communication écrite, paragraphes 605 à 607.
[1064] Chine, première communication écrite, paragraphe 609.
[1065] Union européenne, première communication écrite, paragraphes 766 et 767.
[1066] Union européenne, première communication écrite, paragraphe 768.
[1067] Union européenne, première communication écrite, paragraphe 769.
[1068] Union européenne, première communication écrite, paragraphes 770 et 771.

7.539 La base factuelle de l'allégation de la Chine est le fait allégué que la Commission n'a pas donné accès aux renseignements sur le nombre et l'identité des producteurs nationaux constituant la branche de production nationale ainsi que sur l'identité des producteurs qui ont été exclus du champ de la branche de production nationale définie par la Commission dans l'enquête sur les éléments de fixation. Nous rappelons que, ainsi qu'il a été dit plus haut[1069], à notre avis, l'article 6.2 et 6.4 n'impose aux autorités chargées de l'enquête aucune obligation positive de divulguer activement des renseignements aux parties intéressées. Nous observons également que l'article 6.4 prescrit aux autorités chargées de l'enquête de ménager en temps utile aux parties intéressées la possibilité de prendre connaissance des **renseignements**. Cependant, l'allégation de la Chine ne mentionne pas un manquement à l'obligation de ménager la possibilité de prendre connaissance des renseignements. L'allégation de la Chine vise la définition de la branche de production nationale, spécifiquement le nombre et l'identité des producteurs de cette branche de production. À notre avis, la définition de la branche de production nationale est un aspect de l'analyse et de la détermination faites par la Commission et ne constitue pas des renseignements en soi. La Chine reconnaît que la Commission a informé les parties, à divers stades, de ses vues à cet égard, dans le Document d'information et dans le Document général pour la divulgation et qu'elle a finalement expliqué sa définition de la branche de production nationale dans le Règlement définitif. Les différences entre les déclarations faites dans ces documents sont, à notre avis, dénuées de pertinence pour une allégation au titre de l'article 6.4, puisqu'il ne s'agit pas, comme nous l'avons noté, de renseignements en soi, mais de conclusions établies par la Commission. Le simple fait que la conclusion établie au début de l'enquête puisse être différente de celle qui est en fin de compte formulée ne change pas ce fait. À notre avis, la Chine n'a pas établi *prima facie* l'existence d'une violation de l'article 6.4 de l'Accord antidumping parce que les faits et l'argumentation qu'elle présente ne sont pas pertinents pour l'obligation énoncée à l'article 6.4. De la même manière, nous ne voyons pas en quoi le fait que la Commission a formulé les conclusions concernant la définition de la branche de production nationale et en a informé les parties à divers stades de la procédure établit, même *prima facie*, qu'il y a manquement à l'obligation de ménager aux parties intéressées toutes possibilités de défendre leurs intérêts énoncée à l'article 6.2. Au contraire, le fait que les parties intéressées ont été informées de ces conclusions leur a plutôt permis de défendre leurs intérêts en leur donnant un aperçu du développement de l'analyse de la Commission et en leur permettant de présenter leurs propres arguments. Nous rejetons donc les allégations de la Chine au titre de l'article 6.2 et 6.4, puisque la Chine ne les a pas suffisamment étayées pour fournir des éléments *prima facie*.

7.540 S'agissant de l'allégation de la Chine au titre de l'article 6.9, nous rappelons que nous avons conclu que les allégations de la Chine au titre de l'article 6.9 en ce qui concerne les calculs de la valeur normale n'ont pas fait l'objet de consultations, étant donné que la demande de consultations ne faisait aucune référence à l'article 6.9, et que nous avons donc constaté que ces allégations ne relevaient pas de notre mandat.[1070] Compte tenu du fondement de cette conclusion, nous considérons que cette allégation au titre de l'article 6.9 ne relève pas non plus de notre mandat et, par conséquent, nous ne l'examinons pas plus avant.

g) Question de savoir si l'Union européenne a enfreint l'article 12.2.2 de l'Accord antidumping en ce qui concerne les aspects procéduraux des déterminations concernant le traitement individuel

i) Arguments des parties

Chine

7.541 La Chine fait valoir que les déterminations concernant le traitement individuel constituent des "points de fait et de droit" au sens de l'article 12.2.2 et que, par conséquent, la Commission était tenue

[1069] Voir les paragraphes 7.478 à 7.481 ci-dessus.
[1070] Voir les paragraphes 7.503 à 7.508 ci-dessus.

d'exposer les raisons de sa détermination pour chaque demande. Toutefois, dans le Règlement définitif, la Commission a simplement dit que, d'après les renseignements disponibles, les demandes satisfaisaient aux prescriptions à remplir pour se voir octroyer un traitement individuel, sans en exposer les raisons. La Chine affirme que l'obligation de donner une explication n'est pas limitée aux situations où les demandes de traitement individuel sont rejetées.[1071] Partant, affirme la Chine, en n'exposant pas le fondement de ses décisions d'accéder aux demandes de traitement individuel, la Commission a agi d'une manière incompatible avec l'obligation énoncée à l'article 12.2.2 de l'Accord antidumping.[1072]

Union européenne

7.542 L'Union européenne affirme d'abord que l'allégation considérée ne relève pas du mandat du Groupe spécial car la Chine n'a pas mené de consultations avec l'Union européenne au sujet de l'article 12.2.2.[1073] Si le Groupe spécial n'est pas du même avis, l'Union européenne estime que le Règlement définitif indique que tous les producteurs chinois qui ont demandé un traitement individuel se sont vu octroyer ce traitement parce que chacun d'entre eux satisfaisait aux critères énoncés à l'article 9 5) du Règlement antidumping de base. Selon l'Union européenne, il s'agit d'une décision positive pour les parties intéressées pertinentes, qui fournit les renseignements pertinents sur les questions de fait et de droit et les motifs d'une telle détermination. Par conséquent, l'Union européenne soutient qu'il peut très bien ne pas être nécessaire pour expliquer une telle décision dans le Règlement définitif, d'aller plus dans les détails sans se contenter de dire que les conditions pertinentes ont été remplies.[1074]

ii) Évaluation par le Groupe spécial

7.543 S'agissant de l'objection préliminaire de l'Union européenne, nous notons que la demande de consultations présentée par la Chine indique spécifiquement ce qui suit:

> "2. La Chine considère que l'imposition par les CE de droits antidumping sur les importations de certains éléments de fixation en fer ou en acier originaires de la République populaire de Chine est incompatible avec leurs obligations au titre des articles VI et X:3 a) du GATT de 1994; des articles 1, 2.1, 2.2. 2.4, 2.6, 3.1, 3.2, 3.4, 3.5, 4.1, 5.4, 6.1, 6.2, 6.4, 6.5, 6.10, 9.2, 9.4 et 17.6 i) de l'Accord antidumping et du paragraphe 15 de la partie I du Protocole d'accession de la Chine.
>
> i) Les CE ont imposé un droit pour tout le pays au seul motif que la Chine n'est pas une économie de marché, ont exempté de ce droit uniquement les quelques exportateurs chinois qui ont pu remplir les critères dits relatifs au "traitement individuel", agissant ainsi d'une manière incompatible avec les articles 2, 6.10, 9.2, 9.3, 9.4 et **12.2.2** de l'Accord antidumping ..." (pas de caractères gras dans l'original)

En fait, il est donc clair pour nous que la demande de consultations présentée par la Chine englobait sa plainte au titre de l'article 12.2.2 concernant le Règlement définitif. Nous rejetons donc l'objection préliminaire de l'Union européenne.

7.544 Passant à la substance de l'allégation de la Chine, nous rappelons que nous avons conclu que l'article 9 5) du Règlement antidumping de base était incompatible avec les articles 6.10 et 9.2 de

[1071] Chine, première communication écrite, paragraphes 613 à 614.
[1072] Chine, première communication écrite, paragraphe 615.
[1073] Union européenne, première communication écrite, paragraphe 772.
[1074] Union européenne, première communication écrite, paragraphes 772 à 774.

l'Accord antidumping.[1075] Nous avons également constaté que l'application de cette disposition dans l'enquête sur les éléments de fixation était incompatible avec ces deux mêmes dispositions.[1076] Nous estimons d'une façon générale que, lorsqu'il existe une incompatibilité quant au fond avec les dispositions de l'Accord antidumping, il n'est pas nécessaire d'examiner s'il y a violation de l'article 12, puisque la question de savoir si l'avis est "suffisant" au regard de l'article 12.2 et 12.2.2 est sans importance.[1077]

7.545 En l'espèce, cependant, nous estimons que la question plus large soulevée par l'affirmation de la Chine selon laquelle l'explication donnée par la Commission pour sa décision d'accorder un traitement individuel était incompatible avec l'article 12.2.2 mérite d'être prise en considération, puisqu'il s'agit d'une question qui pourrait bien se poser, même dans un autre contexte, dans le cadre de la mise en œuvre. Nous rappelons que la Commission a expliqué sa décision en disant que chacun des producteurs sollicitant un traitement individuel avait satisfait à toutes les prescriptions à remplir pour se voir accorder un tel traitement conformément à la disposition pertinente de la législation communautaire. À notre avis, la Chine a raison dans la mesure où elle fait valoir que la question de savoir si une décision prise au cours d'une enquête antidumping est favorable ou non aux parties intéressées pertinentes ne détermine pas si l'avis faisant part de la décision est suffisant au regard de l'article 12.2.2.

7.546 Nous rappelons que l'article 12.2.2 de l'Accord antidumping dispose ce qui suit:

> "Dans le cas d'une détermination positive prévoyant l'imposition d'un droit définitif ou l'acceptation d'un engagement en matière de prix, tout avis au public de clôture ... d'enquête contiendra tous les renseignements pertinents, ou indiquera qu'il existe un rapport distinct contenant tous les renseignements pertinents, sur les points de fait et de droit et les raisons qui ont conduit à l'imposition de mesures finales ou à l'acceptation d'un engagement en matière de prix, compte dûment tenu de l'obligation de protéger les renseignements confidentiels. En particulier, l'avis ou le rapport donnera les renseignements décrits à l'alinéa 2.1, ainsi que les raisons de l'acceptation ou du rejet des arguments ou allégations pertinents des exportateurs et des importateurs, et indiquera le fondement de toute décision prise au titre de l'alinéa 10.2 de l'article 6."

La partie pertinente de l'article 12.2 dispose ce qui suit: "[L']avis au public de toute détermination préliminaire ou finale ... exposera de façon suffisamment détaillée, ou indiquera qu'il existe un rapport distinct exposant *de façon suffisamment détaillée, les constatations et les conclusions établies sur tous les points de fait et de droit* jugés importants par les autorités chargées de l'enquête." (pas d'italique dans l'original)

7.547 Il est évident pour nous que les obligations visant l'explication des déterminations ne sont pas limitées uniquement aux déterminations qui sont défavorables à une partie intéressée ou à un groupe de parties intéressées en particulier. Par contre, il est également clair pour nous que la nature et le contenu de l'explication donnée peuvent bien différer selon la nature de la détermination ou de la décision en question. Nous n'excluons pas que, dans une situation où une disposition pertinente établit des prescriptions détaillées concernant les critères factuels qui doivent être remplis pour justifier une décision particulière, une explication indiquant que la partie en question a satisfait aux critères pertinents puisse être suffisante au regard de l'article 12.2.2.

[1075] Voir les paragraphes 7.98 et 7.112 ci-dessus.
[1076] Voir le paragraphe 7.149 ci-dessus.
[1077] Rapport du Groupe spécial *CE – Linge de lit*, paragraphe 6.259.

7.548 En l'espèce cependant, puisque nous avons constaté que les dispositions de l'article 9 5) du Règlement antidumping de base en cause relativement à cette allégation sont incompatibles avec les obligations de l'Union européenne, à la fois en tant que telles et telles qu'appliquées, nous ne jugeons pas approprié de nous prononcer sur la question de savoir si le Règlement définitif en l'espèce était compatible avec les prescriptions de l'article 12.2.2.

h) Question de savoir si l'Union européenne a enfreint l'article 6.5 de l'Accord antidumping en divulguant des renseignements confidentiels

i) Arguments des parties

Chine

7.549 La Chine note que chacun des neuf producteurs-exportateurs chinois inclus dans l'échantillon aux fins de la détermination de l'existence d'un dumping a sollicité le traitement de société opérant dans les conditions d'une économie de marché et a fourni des renseignements pour étayer cette demande comme l'exige le formulaire de demande de traitement MET/traitement individuel. Les renseignements fournis dans ces formulaires ont été vérifiés par la Commission dans les locaux des sociétés. L'évaluation des demandes de traitement MET a été divulguée par la Commission dans un seul document pour les neuf producteurs, lequel a été communiqué aux neuf producteurs chinois, aux autorités chinoises et aux parties intéressées, y compris le plaignant dans l'enquête.[1078] La Chine dit que le document contient des renseignements confidentiels concernant chacun des neuf producteurs chinois, sur le régime de propriété de la société, les ventes, les coûts, les bénéfices, les subventions, les systèmes de comptabilité, les éléments d'actif, etc., qui sont des renseignements sensibles et qui ont été fournis à titre confidentiel, comme l'indique l'étiquette "À DIFFUSION RESTREINTE" figurant sur les formulaires de demande de traitement MET/traitement individuel.[1079] La Chine affirme qu'en ne traitant pas ces renseignements comme confidentiels et en les divulguant à des parties intéressées autres que les producteurs auxquels appartenaient les renseignements, l'Union européenne a enfreint l'article 6.5 de l'Accord antidumping.[1080]

Union européenne

7.550 L'Union européenne soutient que l'allégation de la Chine est fondée sur des affirmations générales et que la Chine n'a pas établi *prima facie* l'existence d'une violation.[1081] Elle affirme aussi que les renseignements figurant dans le document sont très généraux et ne divulguent aucune information spécifique fournie à titre confidentiel. Par ailleurs, l'Union européenne soutient qu'aucune des sociétés concernées ne s'est plainte du fait que des renseignements confidentiels aient été divulgués.[1082]

ii) Arguments des tierces parties

Chili

7.551 Le Chili note que l'article 6.5 de l'Accord antidumping établit une distinction entre les renseignements qui sont de nature confidentielle et les renseignements qui sont fournis à titre confidentiel par les parties à une enquête antidumping. Néanmoins, pour le Chili, le traitement de renseignements comme confidentiels sera subordonné à l'existence de raisons valables justifiant un tel

[1078] Chine, première communication écrite, paragraphes 617 à 619.
[1079] Chine, deuxième communication écrite, paragraphe 1142, citant la pièce CHN-71.
[1080] Chine, première communication écrite, paragraphes 620 et 621.
[1081] Union européenne, première communication écrite, paragraphes 777 et 778.
[1082] Union européenne, première communication écrite, paragraphe 779.

traitement.[1083] Le Chili estime que, pour que cette disposition soit correctement appliquée, les raisons justifiant la divulgation des renseignements fournis doivent être connues de ceux qui les ont fournis et, si l'autorité conclut, au cours de l'enquête, qu'il n'existe pas de raison valable pour maintenir la confidentialité des renseignements, elle doit expressément le dire. Pour le Chili cela ne peut pas se produire ultérieurement, encore moins lorsque la procédure de règlement des différends a commencé. La divulgation de renseignements considérés par l'autorité comme non confidentiels doit être dûment étayée et expressément autorisée par la partie qui a fourni les renseignements, sinon la position de la partie visée par l'enquête serait affaiblie et les règles relatives à la régularité de la procédure enfreintes.[1084]

États-Unis

7.552 Bien qu'ils ne se prononcent pas sur le bien-fondé de l'allégation factuelle de la Chine, les États-Unis partagent le point de vue de la Chine selon lequel, dans les cas où l'autorité chargée de l'enquête accepte que des renseignements soient fournis à titre confidentiel, le fait que l'autorité ne traite pas ces renseignements comme tels, en particulier en les divulguant à des parties intéressées autres que chacun des producteurs-exportateurs qui a fourni les renseignements, est incompatible avec l'article 6.5 de l'Accord antidumping.[1085]

iii) Évaluation par le Groupe spécial

7.553 Avant de passer à la substance de l'allégation de la Chine, nous rappelons les faits marquants, dont nous croyons comprendre qu'ils ne sont pas contestés. Neuf producteurs-exportateurs chinois ont été choisis pour être inclus dans l'échantillon destiné à l'enquête sur l'existence d'un dumping. Les neuf producteurs-exportateurs ont tous sollicité le traitement de société opérant dans les conditions d'une économie de marché (MET) et ont communiqué à la Commission des renseignements étayant ces allégations, lesquels ont été ultérieurement vérifiés dans leurs locaux. Les pages de couverture des formulaires de demande de traitement MET/traitement individuel fournis par trois producteurs chinois portaient clairement l'étiquette "diffusion restreinte".[1086] Les renseignements fournis dans ces formulaires ont constitué la base de l'analyse et de la détermination faites par la Commission en ce qui concerne les demandes, qui ont été finalement rejetées. L'évaluation des demandes de traitement MET par la Commission a été exposée dans un seul document intitulé "MET Disclosure Document – Assessment of market Economy Treatment Claims by nine producers in the PRC" (Document pour la divulgation concernant le traitement MET – Évaluation des demandes de traitement de société opérant dans les conditions d'une économie de marché présentées par neuf producteurs de la RPC).[1087] Ce document a été mis à la disposition des neuf producteurs-exportateurs chinois inclus dans l'échantillon, des autorités chinoises et des autres parties intéressées, y compris les plaignants.

7.554 Nous croyons comprendre, et l'Union européenne n'a pas dit le contraire, que, selon la pratique de l'UE, la mention "diffusion restreinte" apposée sur un document indique que le document ainsi estampillé est fourni à titre confidentiel car il contient des renseignements confidentiels au sens de l'article 6.5 de l'Accord antidumping. En réponse à la question n° 80 du Groupe spécial, l'Union européenne a dit qu'"il [était] vrai que le Document pour la divulgation concernant le traitement MET originel [portait] la mention "diffusion restreinte" et [contenait] une note de bas de page indiquant, entre autres choses, qu'il "[était] destiné uniquement à un usage interne" et qu'il "[était] un document

[1083] Chili, déclaration orale, paragraphe 10.
[1084] Chili, déclaration orale, paragraphe 11.
[1085] États-Unis, communication écrite, paragraphe 38.
[1086] Pièce CHN-71.
[1087] Pièce CHN-19.

confidentiel conformément à l'article 19 du Règlement (CE) n° 384/96 du Conseil".[1088] Le texte intégral de la note de bas de page en question est ainsi libellé:

> "Le présent document est destiné uniquement à un usage interne. Il est protégé conformément à l'article 4 du Règlement (CE) n° 1049/2001 du Parlement européen et du Conseil (JO L 145, 31.5.2001, page 43). Il s'agit d'un document confidentiel conformément à l'article 19 du Règlement (CE) n° 384/96 du Conseil (JO L 56 du 6.3.1996, page 1) et à l'article 6 de l'Accord de l'OMC sur la mise en œuvre de l'article VI du GATT de 1994 (Accord antidumping)."

7.555 La principale question que nous devons examiner pour nous prononcer sur l'allégation de la Chine est celle de savoir si, en communiquant le Document pour la divulgation concernant le traitement MET à chacun des neuf producteurs-exportateurs chinois inclus dans l'échantillon, aux autorités chinoises et aux autres parties intéressées, y compris les plaignants, l'Union européenne a divulgué des renseignements confidentiels. Nous rappelons que la partie pertinente de l'article 6.5 dispose ce qui suit:

> "6.5 Tous les renseignements qui seraient de nature confidentielle (par exemple, parce que leur divulgation avantagerait de façon notable un concurrent ou aurait un effet défavorable notable pour la personne qui a fourni les renseignements ou pour celle auprès de qui elle les a obtenus), ou qui seraient fournis à titre confidentiel par des parties à une enquête seront, sur exposé de raisons valables, traités comme tels par les autorités. Ces renseignements ne seront pas divulgués sans l'autorisation expresse de la partie qui les aura fournis.[17]
>
> [17] Les Membres ont connaissance du fait que, sur le territoire de certains Membres, une divulgation peut être requise par ordonnance conservatoire étroitement libellée."

7.556 L'Union européenne ne nie pas que les formulaires de demande de traitement MET/traitement individuel présentés par les producteurs chinois l'ont été à titre confidentiel. Cela est confirmé par le fait que les trois documents présentés en tant que pièce CHN-91 portent chacun, sur la page de couverture, l'indication selon laquelle il s'agit de la "version à diffusion restreinte", assortie d'une note de bas de page disant ce qui suit:

> "Prière de noter que les renseignements confidentiels entrent dans le cadre de l'expression "*diffusion restreinte*" conformément aux règles internes de la Commission européenne. De ce fait, seuls les documents portant la mention "diffusion restreinte" sont considérés comme confidentiels conformément à l'article 19 du Règlement (CE) n° 384/96 du Conseil (JO L 56, 6.3.1996, page 1) et à l'article 6 de l'Accord de l'OMC sur la mise en œuvre de l'article VI du GATT de 1994 (Accord antidumping). Les documents qui ne portent pas cette mention sont considérés comme des documents non confidentiels en vertu des dispositions susmentionnées. **Par conséquent, toute réponse qui contient des renseignements confidentiels doit porter la mention "Diffusion restreinte"**."

Nous notons que les formulaires de demande de traitement MET/traitement individuel ont été élaborés par la Commission et ont été adressés par celle-ci aux exportateurs chinois pour leur permettre de demander à bénéficier du traitement de société opérant dans les conditions d'une économie de marché

[1088] Union européenne, réponse à la question n° 80 du Groupe spécial, paragraphe 187. Les trois premiers paragraphes de l'article 19 du Règlement (CE) n° 384/96 du Conseil reprennent largement les dispositions de l'article 6.5 de l'Accord antidumping.

et/ou d'un traitement individuel dans l'enquête antidumping en question. Par ailleurs, nous notons que l'option "Version à diffusion restreinte" est l'une des deux options qui peuvent être choisies par la société présentant le formulaire – l'autre porte la mention "Version pour examen par les parties intéressées". Compte tenu de ces faits, il est évident pour nous que les producteurs-exportateurs chinois ont fourni à la Commission les renseignements figurant dans ces formulaires à titre confidentiel. De plus, nous estimons qu'il est clair, compte tenu de la note de bas de page, qu'ils étaient en droit de s'attendre à ce que les renseignements soient traités comme confidentiels par la Commission au cours de l'enquête, comme l'exige la législation communautaire et la disposition pertinente de l'article 6 de l'Accord antidumping, à savoir l'article 6.5. Bien que la Chine n'ait pas communiqué de copies des formulaires présentés par les six autres producteurs, l'Union européenne ne soutient pas qu'ils n'ont pas été communiqués sur la même base "à diffusion restreinte" que ceux figurant dans la pièce CHN-71, et nous n'avons aucune raison de considérer qu'ils étaient différents en quoi que ce soit à cet égard. L'Union européenne n'a présenté aucun argument indiquant que la Commission avait refusé d'appliquer un traitement confidentiel à l'un quelconque des renseignements fournis dans les formulaires de demande de traitement MET/traitement individuel par les neuf producteurs chinois.

7.557 L'Union européenne ne nie pas non plus que le Document pour la divulgation concernant le traitement MET[1089] porte la mention "*Diffusion restreinte*", assortie d'une note de bas de page qui indique ce qui suit:

> "Le présent document est destiné uniquement à un usage interne. Il est protégé conformément à l'article 4 du Règlement (CE) n° 1049/2001 du Parlement européen et du Conseil (JO L 145, 31.5.2001, page 43). Il s'agit d'un document confidentiel conformément à l'article 19 du Règlement (CE) n° 384/96 du Conseil (JO L 56 du 6.3.1996, page 1) et à l'article 6 de l'Accord de l'OMC sur la mise en œuvre de l'article VI du GATT de 1994 (Accord antidumping)."

À notre avis, il est donc clair que l'Union européenne a traité le Document pour la divulgation concernant le traitement MET comme un document contenant des renseignements confidentiels, devant être traités comme tels comme l'exige la législation communautaire et la disposition pertinente de l'article 6 de l'Accord antidumping, à savoir l'article 6.5. En outre, nous notons que le Document pour la divulgation concernant le traitement MET contient des renseignements concernant chacun des neuf producteurs chinois, individuellement et nommément, ainsi que la conclusion de la Commission à l'égard de chacun d'entre eux[1090], et que l'Union européenne n'a pas démontré que les renseignements figurant dans ce formulaire n'avaient pas été communiqués à titre confidentiel.

7.558 L'Union européenne affirme que la mention "Diffusion restreinte" peut s'expliquer par le fait que le document était initialement un document de travail interne, mais a cessé d'être "à diffusion restreinte" après avoir été envoyé aux parties intéressées en tant que Document pour la divulgation concernant le traitement MET, et que la mention "Diffusion restreinte" ainsi que la note de bas de page auraient dû être omises lorsque le document a été envoyé aux parties.[1091] L'Union européenne estime que l'estampillage du document ne peut en lui-même équivaloir à une violation de l'article 6.5 et elle affirme que les renseignements figurant dans le document sont "très généraux et ne divulguent aucune information fournie à titre confidentiel" et qu'aucune des sociétés concernées ne s'est plainte de la divulgation de renseignements confidentiels.[1092] Nous estimons que le fait que le document a été

[1089] Pièce CHN-19.
[1090] Pièce CHN-19.
[1091] Union européenne, réponse à la question n° 80 du Groupe spécial, paragraphe 188.
[1092] Union européenne, réponse à la question n° 80 du Groupe spécial, paragraphe 189. S'agissant de ce dernier point, nous relevons que, contrairement à ce qu'affirme l'Union européenne, à savoir qu'aucune société mentionnée dans le Document pour la divulgation concernant le traitement MET n'a exprimé de telles

considéré comme étant destiné uniquement à un usage interne, comme l'indique la note de bas de page, est dénué de pertinence aux fins de notre examen de l'allégation de la Chine. À l'évidence, la Commission est habilitée à divulguer des documents internes à ceux qu'elle choisit, à condition que, ce faisant, elle ne manque pas à une autre obligation pertinente, comme la Chine allègue qu'elle l'a fait en l'espèce.

7.559 Nous considérons les faits ci-après comme étant incontestables:

a) neuf producteurs chinois ont communiqué les renseignements figurant dans les formulaires de demande de traitement MET/traitement individuel à titre confidentiel;

b) la Commission n'a pris aucune décision concluant que les renseignements ainsi fournis n'étaient pas traités à juste titre comme confidentiels;

c) la Commission n'a pas non plus cherché à obtenir ni n'a reçu l'autorisation de chacun des producteurs chinois de divulguer les renseignements ainsi communiqués, soit en tant que tels, soit en termes généraux ou sous forme de résumé; et

d) la Commission a fourni un document qui contient les renseignements ainsi fournis pour chaque producteur chinois individuellement et nommément, aux neuf producteurs chinois, aux autorités chinoises et aux autres parties intéressées, y compris les plaignants, dans le cadre de l'enquête sur les éléments de fixation.

Compte tenu de ces faits, nous considérons qu'il est inévitable de conclure que l'Union européenne a divulgué des renseignements confidentiels dans l'enquête antidumping à l'origine du présent différend.

7.560 Enfin, nous notons que, dans les circonstances de l'affaire, nous ne pensons pas que nous ayons à déterminer si les renseignements figurant dans les formulaires de demande de traitement MET/traitement individuel ou dans le Document pour la divulgation concernant le traitement MET ont été ou non dûment traités comme confidentiels au regard de l'article 6.5 de l'Accord antidumping. Nous reconnaissons avec l'Union européenne que le simple fait qu'un document est estampillé en tant que tel ne démontre pas que les renseignements qu'il contient sont confidentiels au sens de l'article 6.5. Il est évident que l'autorité chargée de l'enquête peut conclure que les renseignements fournis à titre confidentiel ne méritent pas d'être traités ainsi. Toutefois, en pareil cas, l'article 6.5.2 de l'Accord antidumping établit certaines prescriptions, en particulier celle qui consiste à ménager à la personne qui a fourni les renseignements la possibilité de les rendre publics ou d'en autoriser la divulgation en termes généraux ou sous forme de résumé.[1093] De plus, même si l'autorité chargée de l'enquête conclut qu'une demande de traitement confidentiel n'est pas justifiée, l'article 6.5.2 dispose que si la personne qui a fourni les renseignements ne veut ni les rendre publics ni en autoriser la divulgation en termes généraux ou sous forme de résumé, l'autorité pourra ne pas tenir compte des

---

préoccupations, ledit document mentionne expressément un producteur chinois qui a fait part de ses préoccupations à la Commission au sujet de la divulgation de renseignements confidentiels dans le Document pour la divulgation concernant le traitement MET. Chine, première communication écrite, paragraphe 622, pièce CHN-61. S'il est difficile de savoir si tels ou tels renseignements confidentiels de cette société ont été effectivement divulgués dans le document, il est clair qu'au moins un producteur chinois a fait part de ses préoccupations au sujet de la divulgation de renseignements confidentiels dans le Document pour la divulgation concernant le traitement MET.

[1093] Nous rappelons que l'article 6.5.2 de l'Accord antidumping dispose ce qui suit:

"Si les autorités estiment qu'une demande de traitement confidentiel n'est pas justifiée, et si la personne qui a fourni les renseignements ne veut ni les rendre publics ni en autoriser la divulgation en termes généraux ou sous forme de résumé, elles pourront ne pas tenir compte des renseignements en question, sauf s'il peut leur être démontré de manière convaincante, de sources appropriées, que les renseignements sont corrects." (note de bas de page omise)

renseignements en question.[1094] L'article 6.5.2 n'autorise cependant par les autorités à communiquer les renseignements aux autres parties intéressées dans l'enquête. De toute façon, même à supposer, comme l'affirme l'Union européenne, que le Document pour la divulgation concernant le traitement MET ne contienne aucune donnée sur le volume, la valeur ou le prix unitaire des ventes, les coûts effectifs des sociétés concernées, le pourcentage ou la valeur des bénéfices, la valeur de toute subvention reçue, ou la valeur de l'actif des sociétés examinées[1095], cela ne démontre pas, à notre avis, que le document contient uniquement des renseignements non confidentiels. Les renseignements qui peuvent dûment être traités comme confidentiels au regard de l'article 6.5 ne sont pas nécessairement limités aux données des types mentionnés par l'Union européenne, mais peuvent inclure tout type de renseignement communiqué à titre confidentiel.

7.561 Compte tenu de ce qui précède, nous concluons que l'Union européenne a enfreint l'article 6.5 de l'Accord antidumping en divulguant des renseignements confidentiels.

i) Question de savoir si l'Union européenne a enfreint l'article 6.1.1 de l'Accord antidumping en ne ménageant pas suffisamment de temps pour répondre aux demandes de renseignements

i) Arguments des parties

Chine

7.562 La Chine note que l'article 6.1.1 de l'Accord antidumping dispose qu'"[u]n délai d'au moins 30 jours sera ménagé ... aux producteurs étrangers pour répondre aux questionnaires utilisés dans une enquête antidumping" et la note de bas de page 15 dispose que le délai imparti courra à compter de la date de réception du questionnaire qui, en règle générale, sera réputé avoir été reçu au bout d'une semaine à compter de la date à laquelle il aura été envoyé.[1096] La Chine affirme que, en l'espèce, la Commission a ménagé aux producteurs chinois 15 jours seulement à partir de la date de publication de l'avis d'ouverture de l'enquête pour présenter les "questionnaires" en ce qui concerne les sociétés qui sollicitaient le statut de société opérant dans les conditions d'une économie de marché et/ou un traitement individuel.[1097] Selon la Chine, la Commission aurait dû ménager aux producteurs chinois 30 jours pour présenter leurs demandes de traitement de société opérant dans les conditions d'une économie de marché et/ou de traitement individuel et aurait dû commencer à faire courir ce délai à partir de la date de réception.[1098]

Union européenne

7.563 L'Union européenne note que le postulat de l'allégation de la Chine est que le document en question est un "questionnaire" au sens de l'article 6.1.1 de l'Accord antidumping.[1099] Elle affirme que ce postulat est fondamentalement vicié, soutenant que la disposition s'applique au questionnaire général initial, citant à cet égard le rapport du Groupe spécial *Égypte – Barres d'armature en acier*.[1100]

[1094] Rien n'indique, et l'Union européenne ne le soutient pas, que les producteurs chinois qui ont fourni les renseignements ont accepté de les rendre publics ou en ont autorisé la divulgation en termes généraux ou sous forme de résumé. Nous notons que l'Union européenne n'affirme pas que les renseignements figurant dans le Document pour la divulgation concernant le traitement MET se présentent "en termes généraux ou sous forme de résumé". Nous rappelons à ce propos que les renseignements sont notifiés pour chaque producteur chinois qui les fournit individuellement et nommément.

[1095] Union européenne, première communication écrite, paragraphe 779.

[1096] Chine, première communication écrite, paragraphe 625, citant l'article 6.1.1. (note de bas de page omise)

[1097] Chine, première communication écrite, paragraphes 623 et 624.

[1098] Chine, première communication écrite, paragraphe 628.

[1099] Union européenne, première communication écrite, paragraphe 782.

[1100] Union européenne, première communication écrite, paragraphe 783.

Selon l'Union européenne, le formulaire de demande de traitement MET/traitement individuel ne peut pas être un questionnaire aux fins de l'article 6.1.1 car son but est différent de celui du questionnaire prévu dans cette disposition.[1101] L'Union européenne note que, selon le Protocole d'accession de la Chine, il appartient aux producteurs chinois dans une enquête antidumping de montrer que les conditions d'une économie de marché existent et que le formulaire de demande est un moyen qui permet de le démontrer.[1102] Par ailleurs, l'Union européenne soutient que la décision d'accorder ou non le traitement MET et/ou un traitement individuel doit être prise au début de l'enquête, puisqu'elle a des conséquences importantes pour l'enquête et, par conséquent, l'examen des demandes considérées ne doit pas devenir un obstacle au déroulement de l'enquête.[1103] Enfin, l'Union européenne affirme que le délai de 15 jours était raisonnable, notant que le même délai a été ménagé aux autres parties pour la présentation des renseignements de base.

ii) Arguments des tierces parties

Japon

7.564 Le Japon souscrit au point de vue de l'Union européenne selon lequel l'article 6.1.1 de l'Accord antidumping ne s'applique qu'au questionnaire initial et n'oblige pas les autorités chargées de l'enquête à ménager aux sociétés interrogées un délai d'au moins 30 jours pour répondre à toutes les demandes de renseignements possibles.[1104] Le Japon estime qu'il suffit qu'un délai raisonnable soit ménagé aux sociétés interrogées pour fournir d'autres renseignements, compte tenu des contraintes de temps qui pèsent sur les enquêtes antidumping.[1105] Le Japon note qu'un formulaire de demande de traitement MET/traitement individuel est un élément additionnel utilisé uniquement dans les enquêtes antidumping concernant des pays à économie autre que de marché et que les délais pour les enquêtes concernant les pays à économie de marché et les pays à économie autre que de marché sont identiques. Comme le traitement de ces demandes peut avoir une incidence importante sur le reste de l'enquête, le Japon estime qu'elles devraient être traitées aussi rapidement que possible et qu'un délai inférieur à 30 jours pour présenter un formulaire de demande de traitement MET/traitement individuel est tout à fait raisonnable.[1106]

États-Unis

7.565 Les États-Unis pensent comme l'Union européenne que l'allégation de la Chine est fondée sur une incompréhension fondamentale de la portée de l'article 6.1.1.[1107] Ils se réfèrent au rapport du Groupe spécial *Égypte – Barres d'armature* pour faire valoir que, dans une enquête, le questionnaire antidumping initial est le seul document réputé être "le questionnaire" aux fins de l'Accord antidumping.[1108] Les États-Unis estiment que la possibilité ménagée aux sociétés chinoises par l'autorité chargée de l'enquête de demander le statut de société opérant dans les conditions d'une économie de marché ou un traitement individuel est le signe avant-coureur de l'envoi du questionnaire antidumping effectif et n'est donc pas assujettie aux obligations énoncées à l'article 6.1.1 – d'ailleurs, les États-Unis notent que les renseignements fournis permettent à l'autorité chargée de l'enquête d'identifier les sociétés qui recevront le questionnaire antidumping pour lequel le délai de réponse minimal de 30 jours s'applique.[1109]

[1101] Union européenne, première communication écrite, paragraphe 783.
[1102] Union européenne, première communication écrite, paragraphe 785.
[1103] Union européenne, première communication écrite, paragraphe 786.
[1104] Japon, communication écrite, paragraphe 71.
[1105] Japon, communication écrite, paragraphe 75.
[1106] Japon, communication écrite, paragraphes 76 et 77.
[1107] États-Unis, communication écrite, paragraphe 39.
[1108] États-Unis, communication écrite, paragraphes 41 et 42.
[1109] États-Unis, communication écrite, paragraphe 43.

iii) Évaluation par le Groupe spécial

7.566 Pour se prononcer sur l'allégation de la Chine au titre de l'article 6.1.1, nous devons répondre à deux questions. Premièrement, nous devons interpréter l'article 6.1.1 pour nous assurer de la portée de l'obligation qui y est énoncée et, deuxièmement, nous devons déterminer en fait si les documents considérés dans l'allégation de la Chine sont visés par cette obligation. Nous examinerons ces questions tour à tour ci-après.

7.567 Mais tout d'abord, nous rappelons les faits marquants, dont nous croyons comprendre qu'ils ne sont pas contestés. Dans l'avis d'ouverture de l'enquête, l'Union européenne a indiqué que "[l]es demandes dûment étayées de traitement de société opérant dans les conditions d'une économie de marché ... et/ou de traitement individuel conformément à l'article 9 5) du Règlement de base doivent parvenir à la Commission dans un délai de 15 jours" après la publication de l'avis. Une lettre a été adressée aux producteurs-exportateurs chinois, lettre à laquelle était jointe une copie du formulaire de demande de traitement de société opérant dans les conditions d'une économie de marché et/ou de traitement individuel, indiquant que les sociétés souhaitant "présenter une demande de traitement individuel dans la présente procédure ... [devaient] présenter le formulaire de demande joint ... dans un délai de 15 jours, c'est-à-dire au plus tard le 26 novembre 2007".

7.568 L'Union européenne affirme que, n'ayant pas présenté le document en question comme élément de preuve pour étayer son allégation, la Chine n'a pas fourni d'éléments *prima facie*. Nous estimons toutefois que le fait que la Chine n'a pas communiqué de copie du document avec sa première communication écrite ne réduit pas à néant son allégation. La Chine aurait très bien pu poursuivre en se fondant sur le principe que le Groupe spécial pouvait examiner l'allégation sans se référer au formulaire lui-même. La Chine a effectivement fourni une copie du formulaire, qui est intitulé "Market Economy Treatment and/or Individual Treatment claim form" (formulaire de demande de traitement de société opérant dans les conditions d'une économie de marché et/ou de traitement individuel), avec sa deuxième communication écrite.[1110] L'Union européenne a également proposé de nous en fournir un exemplaire, mais fait valoir que cela nuirait aux procédures de travail du Groupe spécial, qui, en règle générale, exigent la présentation d'éléments de preuve pour la première réunion.[1111] Nous rappelons que nous avons posé la question n° 81 à la Chine en ce qui concerne le fondement de l'affirmation selon laquelle le document considéré est un "questionnaire" au sens de l'article 6.1.1. Ainsi, même si nous devions interpréter strictement nos procédures de travail, ce que nous ne jugeons pas obligatoire[1112], la communication de la Chine relève de la disposition expresse de nos procédures de travail qui autorise la présentation des éléments de preuve factuels nécessaires pour les réponses aux questions.[1113]

7.569 Passant aux questions de fond, nous rappelons que la partie pertinente de l'article 6.1.1 de l'Accord antidumping dispose ce qui suit:

> "6.1.1 Un délai d'au moins 30 jours sera ménagé aux exportateurs ou aux producteurs étrangers pour répondre aux questionnaires utilisés dans une enquête antidumping.[15] Toute demande de prorogation du délai de 30 jours devrait être dûment prise en considération et, sur exposé des raisons, cette prorogation devrait être accordée chaque fois que cela sera réalisable.

[1110] Pièce CHN-72.

[1111] Voir les procédures de travail du Groupe spécial, paragraphe 16.

[1112] Nos procédures de travail prévoient des exceptions, sur exposé de raisons valables, à la règle générale voulant que des éléments de preuve factuels soient fournis au plus tard à la première réunion de fond. Procédures de travail du Groupe spécial, paragraphe 16.

[1113] Procédures de travail du Groupe spécial, paragraphe 16.

[15] En règle générale, le délai imparti aux exportateurs courra à compter de la date de réception du questionnaire qui, à cette fin, sera réputé avoir été reçu au bout d'une semaine à compter de la date à laquelle il aura été envoyé à l'intéressé ou transmis au représentant diplomatique approprié du Membre exportateur ou, dans le cas d'un territoire douanier distinct Membre de l'OMC, à un représentant officiel du territoire exportateur."

Les questions fondamentales pour nous sont de savoir quel est le sens du terme "questionnaire" dans cette disposition, et si le "formulaire de demande de traitement de société opérant dans les conditions d'une économie de marché et/ou de traitement individuel" qui fait l'objet de l'allégation de la Chine est un "questionnaire" de ce type.

7.570 Nous notons que la première phrase de l'article 6.1.1 prescrit clairement aux autorités chargées de l'enquête de ménager au moins 30 jours pour les réponses aux "questionnaires". Cependant, ni cette phrase ni aucune autre disposition de l'Accord antidumping ne définit le terme "questionnaires". La seule précision apportée au terme "questionnaire" dans l'article 6.1.1 est le fait qu'un délai de 30 jours est accordé "aux exportateurs ou aux producteurs étrangers pour répondre aux questionnaires". Par conséquent, nous examinons le sens ordinaire de ce terme dans son contexte et compte tenu de l'objet et du but de la disposition pour faciliter notre interprétation.

7.571 Aucune partie ne s'est fondée sur la définition du terme "questionnaire" donnée dans le dictionnaire dans le cadre du présent différend. Néanmoins, nous notons que le *New Shorter Oxford English Dictionary* définit le terme "questionnaire" (questionnaire) comme "a formulated series of questions by which information is sought from a selected group, usu[ally] for statistical analysis" (une série de questions formulées au moyen desquelles des renseignements sont demandés à un groupe choisi, habituellement en vue d'une analyse statistique).[1114] Il s'agit à notre avis d'une définition appropriée, mais elle ne suffit pas pour répondre à la question dont nous sommes saisis. Au cours d'une enquête antidumping, il n'est pas inhabituel qu'il y ait plusieurs cas où les autorités chargées de l'enquête demandent des renseignements à un groupe choisi au moyen d'une "série de questions formulées". Toutefois, il nous semble clair que l'article 6.1.1 ne peut pas s'appliquer à chacun de ces cas, car cela pourrait mettre les autorités dans l'impossibilité d'obtenir les renseignements nécessaires tout en respectant les délais impartis pour l'enquête à l'article 5.10 de l'Accord antidumping.[1115]

7.572 Telle était la question examinée par le Groupe spécial *Égypte – Barres d'armature*. Dans son rapport, le Groupe spécial a examiné si les "questionnaires" visés à l'article 6.1.1 étaient seulement les questionnaires initiaux utilisés dans une enquête, ou si ce terme s'appliquait aussi à toutes les autres

[1114] The *New Shorter Oxford English Dictionary*, Clarendon Press, 1993.

[1115] Nous rappelons que l'article 5.10 dispose que "[l]es enquêtes seront, sauf circonstances spéciales, terminées dans un délai d'un an, et en tout état de cause dans un délai ne devant pas dépasser 18 mois, après leur ouverture". Lorsqu'il a examiné des questions similaires, l'Organe d'appel a constamment équilibré les droits des parties intéressées en matière de procédure régulière et la nécessité pour les autorités chargées de l'enquête de contrôler le déroulement de l'enquête et de passer par les multiples étapes nécessaires pour achever en temps opportun l'enquête.

> "[L]es droits en matière de procédure régulière énoncés à l'article 6 de l'Accord antidumping – qui incluent le droit à un délai de 30 jours pour répondre à un questionnaire – "ne peuvent pas s'étendre de manière illimitée" mais, au contraire, sont limités par la nécessité pour l'autorité chargée de l'enquête "de "contrôler le déroulement" de son enquête et de "passer par les multiples étapes" nécessaires pour achever en temps opportun" la procédure."

Rapport de l'Organe d'appel *Mexique – Mesures antidumping visant le riz*, paragraphe 282 (citant le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*, paragraphe 242, citant à son tour le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier laminé à chaud*, paragraphe 73, citant à son tour le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Acier laminé à chaud*, paragraphe 7.54).

demandes de renseignements, ou à certains types de demandes, y compris les demandes venant s'ajouter aux questionnaires initiaux et leur faisant suite.[1116] Le Groupe spécial a estimé que le contexte, qui concernait la seule autre utilisation du terme "questionnaire", aux paragraphes 6 et 7 de l'Annexe I de l'Accord antidumping, étayait la conclusion selon laquelle le terme "questionnaire" figurant à l'article 6.1.1 ne désignait que les questionnaires initiaux adressés aux parties intéressées au début d'une enquête.[1117] Les considérations relatives au déroulement des enquêtes antidumping[1118] et les demandes particulières de renseignements en cause dans cette affaire, qui se présentaient comme faisant suite à celles du questionnaire initial[1119], ont amené le Groupe spécial à conclure que ces demandes ne constituaient pas des questionnaires au sens de l'article 6.1.1, et que par conséquent, le délai inférieur à 30 jours imposé pour répondre à ces demandes n'était pas incompatible avec ledit article.[1120]

7.573 Nous notons en outre que la note de bas de page 15 relative à l'article 6.1.1 de l'Accord antidumping étaye encore plus la conclusion selon laquelle les questionnaires visés dans la disposition sont les questionnaires initiaux adressés au début de l'enquête. Cette note de bas de page rallonge la règle des 30 jours d'une semaine pour les questionnaires adressés aux exportateurs, disposant d'une manière générale que "le délai imparti aux exportateurs courra à compter de la date de réception du questionnaire qui, à cette fin, sera réputé avoir été reçu au bout d'une semaine à compter de la date à laquelle il aura été envoyé à l'intéressé". Cette mention du "questionnaire" au singulier suggère qu'un seul questionnaire, adressé à tous les exportateurs, est visé par ladite obligation. Cela étant, ainsi que l'a noté Union européenne[1121], les renseignements destinés à étayer les demandes de traitement de société opérant dans les conditions d'une économie de marché et/ou de traitement individuel sont demandés uniquement aux exportateurs des économies autres que de marché et les questions ne sont donc pas adressées à tous les exportateurs. Si les rédacteurs avaient voulu que le terme "questionnaires" utilisé à l'article 6.1.1 vise toutes les demandes de renseignements se présentant sous la forme d'une série de questions, on aurait pu s'attendre à une formulation au pluriel ou une formulation vague telle que "tout" ou "un" "questionnaire" dans la note de bas de page 15.

7.574 Pour nous, ces considérations indiquent que le terme "questionnaires" employé à l'article 6.1.1 vise un seul type de document dans une enquête. Passant à la question de savoir ce que ce document pourrait être, nous notons que les considérations relatives au contexte mentionnées ci-dessus[1122] laissent entendre qu'il désigne le questionnaire général initial adressé dans une enquête antidumping à chacune des parties intéressées par l'autorité chargée de l'enquête à l'ouverture ou après l'ouverture de l'enquête, questionnaire qui demande des renseignements sur toutes les questions

[1116] Rapport du Groupe spécial *Égypte – Barres d'armature en acier*, paragraphe 7.275.
[1117] Rapport du Groupe spécial *Égypte – Barres d'armature en acier*, paragraphe 7.276.
[1118] Rapport du Groupe spécial *Égypte – Barres d'armature en acier*, paragraphe 7.277.
[1119] Rapport du Groupe spécial *Égypte – Barres d'armature en acier*, paragraphe 7.278.
[1120] Rapport du Groupe spécial *Égypte – Barres d'armature en acier*, paragraphe 7.279.
[1121] Le Japon, en tant que tierce partie, a aussi formulé cette observation.
[1122] Par exemple, le paragraphe 6 de l'Annexe I fait mention des "visites d'explication du questionnaire", ce qui laisse entendre que ce questionnaire est une demande de renseignements importante, sinon il ne serait pas nécessaire de prévoir une éventuelle visite pour l'expliquer. De la même manière, le paragraphe 7 de l'Annexe I prévoit que, comme l'objet principal de l'enquête sur place est de "vérifier les renseignements fournis ou d'obtenir plus de détails", normalement cette visite devrait avoir lieu "après la réception de la réponse au questionnaire". Cela suggère également que "le questionnaire" est une demande de renseignements suffisamment importante pour justifier une visite de vérification des renseignements et qu'il est envoyé au début de l'enquête. Les procédures requises pour une telle visite, y compris l'envoi d'un avis préalable et le consentement du Membre exportateur, laisse entendre de la même manière que la visite elle-même est un événement important, et pas quelque chose susceptible de se produire à plusieurs reprises, pour des "questionnaires" multiples.

pertinentes relatives aux principales questions qui devront être tranchées (dumping, dommage et lien de causalité).[1123]

7.575 Il apparaît que la Chine accepte le point de vue selon lequel l'article 6.1.1 vise un questionnaire "initial" adressé dès le début d'une enquête.[1124] D'ailleurs, la Chine note que les documents en question dans le présent différend "ont été envoyés aux parties intéressées dès le début de l'enquête" et fait donc valoir qu'ils relèvent de l'article 6.1.1 de l'Accord antidumping.[1125] Elle souligne que, à la différence des demandes de renseignements en cause dans l'affaire *Égypte – Barres d'armature*, les documents en cause en l'espèce n'étaient pas des demandes de renseignements venant s'ajouter au questionnaire "initial" et lui faisant suite.[1126] La Chine affirme que les questions posées dans le questionnaire MET ne sont manifestement pas des questions faisant suite à une "réponse au questionnaire initial" – au contraire, elle affirme que le questionnaire MET est le questionnaire initial.[1127] Elle estime qu'il est fondamentalement important pour les producteurs-exportateurs chinois de satisfaire aux critères MET et aux critères relatifs à l'octroi d'un traitement individuel, puisque les résultats de ces critères déterminent s'ils sont visés par un droit applicable à l'échelle nationale, et elle affirme que, par conséquent, il est primordial qu'un producteur-exportateur ait suffisamment de temps pour réunir et présenter les données volumineuses demandées par les autorités chargées de l'enquête de l'UE.[1128]

7.576 Nous ne partageons pas le point de vue selon lequel le "formulaire de demande de traitement de société opérant dans les conditions d'une économie de marché et/ou de traitement individuel" en question peut être considéré comme un "questionnaire" au sens de l'article 6.1.1, selon notre interprétation de ce terme. Nous ne souscrivons certainement pas à l'affirmation de la Chine selon laquelle il s'agit du "questionnaire initial" selon notre interprétation de cette expression et selon l'interprétation du Groupe spécial *Égypte – Barres d'armature*. À notre avis, le simple fait qu'il s'agit de la première demande de renseignements envoyée aux exportateurs chinois ne démontre pas, *ipso facto*, qu'il s'agit d'un questionnaire au sens de l'article 6.1.1. Nous estimons que la substance du document est capitale pour déterminer s'il s'agit du questionnaire en question.

7.577 Nous avons examiné le formulaire en question et il ne s'agit manifestement pas d'un questionnaire général demandant tous les renseignements sur les questions relatives au dumping, au dommage et au lien de causalité que l'autorité chargée de l'enquête juge nécessaires, au moins au début de l'enquête, pour établir ses déterminations concernant les questions susmentionnées conformément aux prescriptions de l'Accord antidumping. En revanche, le formulaire explicite les renseignements pertinents pour les critères relatifs à l'octroi du statut de société opérant dans les conditions d'une économie de marché et à l'octroi d'un traitement individuel appliqués par l'Union

[1123] Nous reconnaissons qu'il peut y avoir des différences entre les questionnaires généraux initiaux envoyés aux différentes parties intéressées, visant leurs différentes activités et leurs intérêts dans l'enquête. De plus, selon la façon dont un Membre organise le déroulement des enquêtes antidumping, il peut exister des questionnaires initiaux séparés et distincts concernant les questions relatives au dumping, au dommage et au lien de causalité. Ces circonstances n'influent pas sur notre conclusion fondamentale, à savoir que le document général initial ou l'ensemble initial de documents couvrant toutes ces questions sont compris dans le terme "questionnaires" figurant à l'article 6.1.1.

[1124] Chine, deuxième communication écrite, paragraphe 1147.

[1125] Chine, deuxième communication écrite, paragraphe 1148.

[1126] Chine, réponse à la question n° 81 du Groupe spécial, paragraphe 356.

[1127] Chine, réponse à la question n° 81 du Groupe spécial, paragraphe 363. Nous notons que la Chine a aussi mentionné le fait que les renseignements communiqués dans les formulaires de demande de traitement MET/traitement individuel ont été vérifiés pour étayer son affirmation selon laquelle il faut les considérer comme un "questionnaire" au sens de l'article 6.1.1 de l'Accord antidumping, citant le rapport du Groupe spécial *Égypte – Barres d'armature* à ce propos. Chine, première communication écrite, paragraphe 137, Chine, réponse à la question n° 81 du Groupe spécial, paragraphes 364 et 365.

[1128] Chine, réponse à la question n° 81 du Groupe spécial, paragraphe 371.

européenne dans les enquêtes antidumping concernant certaines économies autres que de marché. Nous estimons que ces questions, qui ne sont pas pertinentes dans toutes les enquêtes et ne sont pas directement liées aux déterminations de l'existence d'un dumping, d'un dommage et d'un lien de causalité exigées par l'Accord antidumping[1129], sont dûment traitées comme des demandes préliminaires de renseignements, nécessaires pour permettre à l'autorité chargée de l'enquête de déterminer, entre autres choses, quelles parties intéressées recevront les questionnaires généraux qui relèvent de l'article 6.1.1.[1130] Nous reconnaissons que le règlement de la question des critères MET et des critères relatifs à l'octroi d'un traitement individuel est important pour les producteurs-exportateurs chinois, mais nous ne pensons pas que cela change la nature du questionnaire ou le fasse entrer dans le champ de l'article 6.1.1.

7.578 Nous rappelons qu'il n'y a rien dans le texte de l'Accord antidumping qui permette de faire la différence entre les divers types de demande de renseignements et que le fait d'exiger au moins un délai de réponse de 30 jours pour chaque demande de renseignements mettrait les autorités chargées de l'enquête dans l'impossibilité d'achever leur enquête dans le délai global imparti ou les obligerait à cesser de demander des renseignements et donc à fonder leurs décisions sur des renseignements moins complets ou moins exacts. En outre, nous avons interprété le terme "questionnaires" utilisé à l'article 6.1.1 comme visant uniquement le ou les questionnaires généraux adressés dès le début de l'enquête, en partie parce que cela assure un équilibre approprié entre les droits des parties intéressées en matière de régularité de la procédure et le droit des autorités chargées de l'enquête d'obtenir les renseignements dont elles ont besoin pour mener leurs enquêtes de la manière et dans le délai prescrits dans l'Accord antidumping. Traiter le "formulaire de demande de traitement de société opérant dans les conditions d'une économie de marché et/ou de traitement individuel" comme un "questionnaire" au sens de l'article 6.1.1 signifierait qu'un questionnaire général ultérieurement établi et demandant tous les renseignements pertinents nécessaires pour les déterminations de l'existence d'un dumping, d'un dommage et d'un lien de causalité serait quelque chose d'autre qu'un "questionnaire" au sens de l'article 6.1.1. Cela priverait, à notre avis, les exportateurs précisément du droit qui leur est accordé par cette disposition, résultat que nous jugeons irrecevable.

7.579 Nous concluons par conséquent que le "formulaire de demande de traitement de société opérant dans les conditions d'une économie de marché et/ou de traitement individuel" en question n'est pas un "questionnaire" au sens de l'article 6.1.1[1131] et que, par conséquent, l'Union européenne n'a pas enfreint l'article 6.1.1 de l'Accord antidumping en ne ménageant pas aux exportateurs chinois un délai de 30 jours pour communiquer leurs réponses. Compte tenu de notre conclusion, nous considérons qu'il n'est pas nécessaire d'examiner l'allégation de la Chine selon laquelle, en faisant courir le délai de 15 jours à partir de la publication de l'avis d'ouverture de l'enquête, l'Union européenne a agi d'une manière incompatible avec les prescriptions de la note de bas de page 15 relative à l'article 6.1.1 de l'Accord antidumping.

[1129] Nous rappelons qu'il n'y a dans l'Accord antidumping aucune obligation de traiter les exportateurs des économies autres que de marché d'une manière différente en ce qui concerne tel ou tel aspect d'une enquête, bien que le traitement différent en question concernant la détermination de la valeur normale soit autorisé par l'article 2.7.

[1130] La Chine n'a formulé aucune allégation indépendante de l'article 6.1.1 selon laquelle le délai imparti pour répondre au "formulaire de demande de traitement de société opérant dans les conditions d'une économie de marché et/ou de traitement individuel" était déraisonnable ou inadéquat, et nous n'avons donc pas à examiner cette question. Nous noterons toutefois que le même délai de 15 jours imparti pour la réponse est appliqué par l'Union européenne en ce qui concerne les autres demandes de renseignements qu'elle considère comme un préliminaire à l'envoi des questionnaires généraux, ce qui donnerait à penser que le délai n'est pas en soi déraisonnable.

[1131] Nous soulignons que notre conclusion n'est pas fondée sur le nom du document, mais sur notre examen de sa substance et de son but dans les enquêtes antidumping menées par l'Union européenne.

VIII. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATION

A. CONCLUSIONS

8.1 Ayant examiné les objections préliminaires de l'Union européenne, nous n'avons pas fait de constatations au sujet des allégations ci-après, dont nous avons conclu qu'elles ne relevaient pas de notre mandat pour les raisons exposées dans les sections précédentes de notre rapport:

a) allégation au titre de l'article 2.6 de l'Accord antidumping au sujet de la définition du produit similaire;

b) allégation au titre de l'article 6.9 de l'Accord antidumping au sujet de la non-divulgation alléguée de certains aspects de la détermination de la valeur normale; et

c) allégation au titre de l'article 6.9 de l'Accord antidumping au sujet des aspects procéduraux de la définition de la branche de production nationale.

8.2 Compte tenu des constatations que nous avons exposées dans les sections précédentes de notre rapport, nous concluons que l'Union européenne a agi d'une manière incompatible avec:

a) les articles 6.10, 9.2 et 18.4 de l'Accord antidumping, l'article I:1 du GATT de 1994 et l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC en ce qui concerne l'article 9 5) du Règlement antidumping de base;

b) les articles 6.10 et 9.2 de l'Accord antidumping en ce qui concerne les déterminations relatives au traitement individuel dans l'enquête sur les éléments de fixation;

c) l'article 3.1 et 3.2 de l'Accord antidumping en ce qui concerne l'examen du volume des importations faisant l'objet d'un dumping dans l'enquête sur les éléments de fixation;

d) l'article 3.1 et 3.5 de l'Accord antidumping en ce qui concerne l'analyse du lien de causalité dans l'enquête sur les éléments de fixation;

e) l'article 6.4 et 6.2 de l'Accord antidumping en ce qui concerne certains aspects de la détermination de la valeur normale;

f) l'article 6.5.1 de l'Accord antidumping en ce qui concerne les versions non confidentielles des réponses au questionnaire de deux producteurs européens et l'article 6.5 de l'Accord antidumping en ce qui concerne le traitement confidentiel des renseignements figurant dans la réponse au questionnaire du producteur indien;

g) l'article 6.5 de l'Accord antidumping en ce qui concerne le traitement confidentiel des données d'Eurostat sur la production totale d'éléments de fixation de l'UE; et

h) l'article 6.5 de l'Accord antidumping du fait qu'elle a divulgué des renseignements confidentiels.

8.3 Compte tenu des constatations que nous avons exposées dans les sections précédentes de notre rapport, nous concluons que la Chine n'a ***pas*** établi que l'Union européenne avait agi d'une manière incompatible avec:

a) l'article 5.4 de l'Accord antidumping en ce qui concerne la détermination de la représentativité dans l'enquête sur les éléments de fixation;

b) les articles 4.1 et 3.1 de l'Accord antidumping en ce qui concerne la définition de la branche de production nationale dans l'enquête sur les éléments de fixation;

c) l'article 2.1 et 2.6 de l'Accord antidumping en ce qui concerne le produit considéré dans l'enquête sur les éléments de fixation;

d) l'article 2.4 de l'Accord antidumping en ce qui concerne la détermination de l'existence d'un dumping dans l'enquête sur les éléments de fixation;

e) l'article 3.1 et 3.2 de l'Accord antidumping en ce qui concerne la détermination de la sous-cotation du prix dans l'enquête sur les éléments de fixation;

f) l'article 3.1, 3.2, 3.4 et 3.5 de l'Accord antidumping en ce qui concerne le fait d'avoir considéré les importations en provenance des producteurs et exportateurs non inclus dans l'échantillon/non examinés comme faisant l'objet d'un dumping dans l'enquête sur les éléments de fixation;

g) l'article 3.1 et 3.4 de l'Accord antidumping en ce qui concerne l'examen de l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production nationale;

h) l'article 6.5, 6.4 et 6.2 de l'Accord antidumping relativement à la non-divulgation de l'identité des plaignants et de ceux qui soutiennent la plainte:

i) l'article 6.2 et 6.4 de l'Accord antidumping en ce qui concerne le traitement confidentiel des données d'Eurostat sur la production totale d'éléments de fixation de l'UE;

j) l'article 6.2 et 6.4 de l'Accord antidumping en ce qui concerne les aspects procéduraux de la définition de la branche de production nationale; et

k) l'article 6.1.1 de l'Accord antidumping en ce qui concerne le délai accordé pour répondre aux demandes de renseignements.

8.4 Compte tenu des constatations que nous avons exposées au paragraphe 8.2, nous ne faisons pas de constatations, pour des raisons d'économie jurisprudentielle, au sujet des allégations de la Chine au titre de:

a) l'article 9.3 et 9.4 de l'Accord antidumping et de l'article X:3 a) du GATT de 1994 en ce qui concerne l'article 9 5) du Règlement antidumping de base;

b) l'article 9.4 de l'Accord antidumping en ce qui concerne les déterminations relatives au traitement individuel dans l'enquête sur les éléments de fixation;

c) l'article 3.4 et 3.5 de l'Accord antidumping en ce qui concerne le volume des importations faisant l'objet d'un dumping;

d) l'article 6.5.1 de l'Accord antidumping en ce qui concerne la réponse au questionnaire du producteur indien;

e) l'article 6.2 et 6.4 de l'Accord antidumping en ce qui concerne les versions non confidentielles des réponses au questionnaire de deux producteurs européens et le traitement confidentiel des renseignements figurant dans la réponse au questionnaire du producteur indien; et

f) l'article 12.2.2 de l'Accord antidumping en ce qui concerne les aspects procéduraux des déterminations relatives au traitement individuel.

B. RECOMMANDATION

8.5 Conformément à l'article 3:8 du Mémorandum d'accord, dans les cas où il y a infraction aux obligations souscrites au titre d'un accord visé, la mesure en cause est présumée annuler ou compromettre des avantages résultant de cet accord. Par conséquent, nous concluons que dans la mesure où l'Union européenne a agi d'une manière incompatible avec les dispositions de l'Accord antidumping et du GATT de 1994, elle a annulé ou compromis des avantages résultant pour la Chine de ces accords. Nous recommandons donc que l'Organe de règlement des différends demande à l'Union européenne de rendre sa mesure conforme à ses obligations au titre de l'Accord antidumping et du GATT de 1994.

8.6 La Chine demande que le Groupe spécial fasse usage du pouvoir discrétionnaire que lui confère la deuxième phrase de l'article 19:1 du Mémorandum d'accord en suggérant des façons dont l'Union européenne pourrait mettre en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD. La Chine affirme que, compte tenu du caractère "en tant que tel" de la violation, la première mesure devrait être retirée. Elle affirme, d'autre part, que la nature et la portée des violations de l'Accord antidumping et du GATT de 1994 en ce qui concerne la deuxième mesure sont telles que celle-ci est dénuée de tout fondement juridique et qu'elle devrait être retirée. Par conséquent, la Chine demande que le Groupe spécial suggère que l'Union européenne mette en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD en retirant les deux mesures contestées.[1132] L'Union européenne ne dit rien de la demande de la Chine à cet égard.

8.7 L'article 19:1 du Mémorandum d'accord dispose ce qui suit:

> "Dans les cas où un groupe spécial ou l'Organe d'appel conclura qu'une mesure est incompatible avec un accord visé, il recommandera que le Membre concerné la rende conforme audit accord. Outre les recommandations qu'il fera, le Groupe spécial ou l'Organe d'appel pourra suggérer au Membre concerné des façons de mettre en œuvre ses recommandations." (note de bas de page omise)

Ainsi, un groupe spécial doit (en anglais, "shall") recommander qu'un Membre dont il a été constaté qu'il avait agi d'une manière compatible avec une disposition d'un accord visé "rende la mesure conforme", mais il a le pouvoir discrétionnaire ("pourra") de suggérer des façons dont le Membre pourrait mettre en œuvre la recommandation. Mais manifestement, un groupe spécial n'est pas tenu de faire une suggestion s'il ne juge pas approprié de le faire.[1133] Nous notons aussi l'article 21:3 du

[1132] Chine, première communication écrite, paragraphe 634.

[1133] L'Organe d'appel a expliqué que la deuxième phrase de l'article 19:1 "n'oblige[ait] pas les groupes spéciaux à faire une … suggestion". Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures antidumping visant les produits tubulaires pour champs pétrolifères en provenance du Mexique* ("*États-Unis – Mesures antidumping concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*"), WT/DS282/AB/R, adopté le 28 novembre 2005, paragraphe 189.

Mémorandum d'accord, qui prescrit aux Membres d'informer l'ORD au sujet de la mise en œuvre des recommandations du groupe spécial et de l'Organe d'appel, en disposant ce qui suit:

> "À une réunion de l'ORD qui se tiendra dans les 30 jours suivant la date d'adoption du rapport du groupe spécial ou de l'Organe d'appel, le Membre concerné informera l'ORD de ses intentions au sujet de la mise en œuvre des recommandations et décisions de celui-ci." (note de bas de page omise)

8.8 La plupart des groupes spéciaux qui ont examiné des mesures antidumping (et des mesures en matière de droits compensateurs) n'ont pas donné suite aux demandes de suggestions. Dans les cas où le groupe spécial a expliqué son raisonnement, il a généralement relevé que, compte tenu des différentes violations constatées, si l'abrogation de la mesure était un moyen de mise en œuvre possible, d'autres moyens pouvaient aussi être disponibles.[1134] Plusieurs groupes spéciaux, lorsqu'ils ont dit qu'ils s'abstenaient de faire une suggestion, ont noté que l'article 21:3 du Mémorandum d'accord octroyait le pouvoir de décider des moyens de mise en œuvre en premier lieu au Membre dont il était constaté qu'il avait commis une violation.[1135] Beaucoup d'autres groupes spéciaux ont également rejeté des demandes de suggestions.[1136] Dans les quelques cas où des groupes spéciaux ont

---

[1134] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Acier laminé à chaud*, paragraphe 8.11 (le Groupe spécial s'est abstenu de faire des suggestions particulières, en faisant observer que la diversité des différentes violations constatées pourrait nécessiter des actions différentes pour rendre la mesure considérée conforme aux obligations découlant de l'Accord antidumping); rapport du Groupe spécial *États-Unis – DRAM*, paragraphe 7.4 (le Groupe spécial s'est abstenu de faire des suggestions au motif qu'il y avait un éventail de moyens possibles par lesquels les États-Unis pouvaient mettre en œuvre de manière appropriée la recommandation du Groupe spécial); rapport du Groupe spécial *États-Unis – Tôles en acier*, paragraphe 8.8 (le Groupe spécial n'a vu "aucune nécessité particulière de suggérer un moyen de mise en œuvre"); rapport du Groupe spécial *États-Unis – Acier inoxydable (Corée)*, paragraphe 7.10 (le Groupe spécial a constaté que la détermination relative à la marge de dumping était incompatible avec l'Accord antidumping à plusieurs égards, mais il a fait observer qu'il ne pouvait pas dire que, si l'autorité chargée de l'enquête avait agi d'une manière compatible avec l'Accord antidumping, elle n'aurait pas constaté l'existence d'un dumping. Notant que l'abrogation serait une façon pour les États-Unis de mettre en œuvre la recommandation visant à ce qu'ils rendent leur mesure conforme, le Groupe spécial n'était pas disposé à conclure que c'était la seule façon de le faire et s'est abstenu de faire une suggestion); rapport du Groupe spécial *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 8.6 (le Groupe spécial n'a pas donné suite à la demande de la Corée visant à ce qu'il fasse une suggestion particulière sur les façons dont les États-Unis pourraient mettre en œuvre les recommandations, en disant qu'il pouvait y avoir d'autres façons dont les États-Unis pouvaient mettre en œuvre sa recommandation); rapport du Groupe spécial *États-Unis – Tôles en acier*, paragraphe 8.8 (le Groupe spécial a indiqué qu'il avait "toute latitude de suggérer [au défendeur] les façons appropriées, à [son] avis, de mettre en œuvre [sa] recommandation" mais a décidé de ne pas le faire).

[1135] Par exemple, rapport du Groupe spécial *États-Unis – Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminé à chaud en provenance du Japon* ("*États-Unis – Acier laminé à chaud*"), WT/DS184/R, adopté le 23 août 2001, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS184/AB/R, paragraphe 8.13. Dans le cadre de ce différend, le Groupe spécial a fait observer que le choix des moyens de mise en œuvre était, conformément à l'article 21:3 du Mémorandum d'accord, en premier lieu l'apanage du Membre concerné.

[1136] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Réexamen à l'extinction des droits antidumping appliqués aux produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance du Japon* ("*États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*"), WT/DS244/R, adopté le 9 janvier 2004, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS244/AB/R, paragraphe 8.2; rapport du Groupe spécial *États-Unis – Bois de construction résineux V*, paragraphe 8.6; rapport du Groupe spécial *États-Unis – Bois de construction VI*, paragraphe 8.8; rapport du Groupe spécial *Corée – Certains papiers*, paragraphe 9.4; rapport du Groupe spécial *Communautés européennes – Mesures compensatoires visant les semi-conducteurs pour mémoires RAM dynamiques en provenance de Corée* ("*CE – Mesures compensatoires visant les semi-conducteurs pour DRAM*"), WT/DS299/R, adopté le 3 août 2005, paragraphes 8.6 et 8.7; et rapport du Groupe spécial *États-Unis – Mesures antidumping visant les produits tubulaires pour champs pétrolifères en provenance du Mexique* ("*États-Unis – Mesures antidumping concernant les produits tubulaires pour champs*

fait une suggestion dans le cadre d'un différend en matière d'antidumping, ils ont mis l'accent sur la conclusion selon laquelle l'une des violations constatées avait trait à l'ouverture de l'enquête et viciait donc toute la procédure, qui n'aurait jamais dû être engagée, ou sur la "nature fondamentale et constante" des violations, ce qui a conduit le groupe spécial à conclure que l'abrogation était le seul moyen de mise en œuvre.[1137]

8.9 En l'espèce, nous avons constaté que les mesures contestées étaient incompatibles avec l'Accord antidumping, le GATT de 1994 et l'Accord sur l'OMC à plusieurs égards, mais nous ne jugeons pas approprié de faire une suggestion concernant la mise en œuvre et nous ne donnons donc pas suite à la demande de la Chine.

---

pétrolifères"), WT/DS282/R, adopté le 28 novembre 2005, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS282/AB/R, paragraphe 8.18.

[1137] Dans l'affaire *Guatemala – Ciment I*, le Groupe spécial a conclu que le Guatemala avait enfreint les dispositions de l'Accord antidumping en ouvrant une enquête alors qu'il n'y avait pas d'éléments de preuve suffisants pour justifier une telle ouverture au regard de l'article 5.3 de l'Accord. Concernant la demande d'une suggestion pour la mise en œuvre, le Groupe spécial a dit ce qui suit:

> "[T]oute l'enquête a reposé sur une base insuffisante et n'aurait donc jamais dû être effectuée. Il s'agit là, à notre avis, d'un manquement auquel aucune action ne peut remédier effectivement pendant le déroulement de l'enquête. Par conséquent, nous suggérons que le Guatemala abroge la mesure antidumping appliquée aux importations de ciment mexicain parce que, à notre avis, c'est le seul moyen approprié de mettre en œuvre notre recommandation."

Rapport du Groupe spécial *Guatemala – Ciment I*, paragraphe 8.6. Le second Groupe spécial chargé d'examiner le même différend a également suggéré l'abrogation de la mesure, pour des raisons similaires. Rapport du Groupe spécial *Guatemala – Ciment II*, paragraphe 9.7.

Dans l'affaire *Argentine – Droits antidumping sur la viande de volaille*, le Groupe spécial a conclu que les violations dont il avait constaté l'existence étaient d'une "nature fondamentale et constante", en disant: "[c]ompte tenu de la nature et de l'ampleur des violations dans la présente affaire, [le Groupe spécial] ne [voit] pas comment l'Argentine pourrait dûment mettre en œuvre [sa] recommandation sans annuler la mesure antidumping en cause dans le présent différend" et a suggéré que l'Argentine abroge la mesure. Rapport du Groupe spécial *Argentine – Droits antidumping sur la viande de volaille*, paragraphes 8.6 et 8.7.

ANNEXE A

RÉSUMÉS ANALYTIQUES DES PREMIÈRES COMMUNICATIONS ÉCRITES DES PARTIES

Table des matières		Page
Annexe A-1	Résumé analytique de la première communication écrite de la Chine	A-2
Annexe A-2	Résumé analytique de la première communication écrite de l'Union européenne	A-11

ANNEXE A-1

RÉSUMÉ ANALYTIQUE DE LA PREMIÈRE COMMUNICATION ÉCRITE DE LA CHINE

I. ALLÉGATIONS CONCERNANT L'ARTICLE 9 5) DU RÈGLEMENT (CE) N° 384/96 DU CONSEIL, DU 22 DÉCEMBRE 1995, RELATIF À LA DÉFENSE CONTRE LES IMPORTATIONS QUI FONT L'OBJET D'UN DUMPING DE LA PART DE PAYS NON MEMBRES DE LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE, TEL QU'IL A ÉTÉ CODIFIÉ ET REMPLACÉ PAR LE RÈGLEMENT (CE) N° 1225/2009 DU CONSEIL

1. La première mesure contestée par la Chine dans le présent différend est l'article 9 5) du Règlement (CE) n° 384/96 du Conseil relatif à la défense contre les importations qui font l'objet d'un dumping de la part de pays non membres de la Communauté européenne, tel qu'il a été modifié, et qui a désormais été codifié et remplacé par le Règlement (CE) n° 1225/2009 du Conseil (le "Règlement antidumping de base"). Cette disposition porte sur la pratique de "traitement individuel" ("TI") des CE concernant les producteurs-exportateurs dans les enquêtes antidumping visant des importations en provenance de Chine. Si la contestation de la Chine se limite à l'article 9 5), cela est sans préjudice de la position qui est la sienne de longue date, à savoir qu'elle s'oppose fermement au fait que quelques Membres de l'OMC, en particulier les CE, la traitent comme un pays à économie autre que de marché. Après plus de trois décennies de changements économiques, il ne fait pas de doute que la Chine est effectivement devenue un système à économie de marché dans lequel toutes les opérations commerciales obéissent aux signaux du marché.

2. L'article 9 5) du Règlement antidumping de base fixe un certain nombre de conditions spécifiques que les producteurs-exportateurs de Chine impliqués dans des procédures antidumping communautaires doivent remplir pour pouvoir bénéficier d'une marge de dumping individuelle et d'un droit antidumping individuel (ce qu'il est convenu d'appeler le "traitement individuel" ou "TI"). Ce n'est que lorsqu'un producteur-exportateur chinois réussit à démontrer qu'il remplit toutes les conditions énumérées à l'article 9 5) que les autorités des CE chargées de l'enquête déterminent pour lui une marge de dumping individuelle et un droit antidumping individuel, c'est-à-dire une marge de dumping fondée sur une comparaison entre la valeur normale établie sur la base de données provenant du pays analogue et les prix à l'exportation du producteur-exportateur chinois. Toutefois, si le producteur-exportateur ne peut pas démontrer qu'il satisfait à tous les critères du TI, il fera l'objet d'une marge de dumping et d'un droit antidumping à l'échelle du pays fondés sur une comparaison entre la valeur normale établie pour le pays analogue et le prix à l'exportation moyen des producteurs-exportateurs ayant coopéré dans le pays visé, ou établis sur toute autre base. L'article 9 5) contrevient à plusieurs dispositions de l'Accord antidumping et du GATT de 1994.

3. Premièrement, l'article 9 5) du Règlement antidumping de base est incompatible avec l'article 6.10 de l'Accord antidumping. L'article 6.10 exige que les autorités chargées de l'enquête déterminent, en règle générale, des marges de dumping individuelles pour tous les exportateurs et producteurs connus. La seule exception à cette règle concerne les cas où le nombre de producteurs-exportateurs est si important que la détermination d'une marge de dumping individuelle est irréalisable. En introduisant une autre exception, à savoir une exception pour les producteurs-exportateurs des pays à économie autre que de marché, parmi lesquels les CE incluent la Chine, qui ne sont pas en mesure de démontrer qu'ils remplissent tous les critères énoncés à l'article 9 5), cette disposition contrevient à l'article 6.10, y compris au texte introductif et l'alinéa 6.10.2.

4. Deuxièmement, l'article 9 5) du Règlement antidumping de base est incompatible avec l'article 9.2 de l'Accord antidumping, qui exige que les montants du droit antidumping soient appropriés et recouvrés sans discrimination. L'article 9.2 exige que les droits antidumping soient imposés sur une base individuelle. Cette conclusion est renforcée lorsque la disposition est interprétée dans son contexte. En prévoyant que le droit antidumping pour les producteurs-exportateurs des pays à économie autre que de marché, parmi lesquels les CE incluent la Chine, sera, en règle générale, un droit antidumping à l'échelle du pays, l'article 9 5) contrevient à l'article 9.2 de l'Accord antidumping.

5. Troisièmement, l'article 9 5) du Règlement antidumping de base contrevient à l'article 9.3 de l'Accord antidumping dès lors que le droit antidumping à l'échelle du pays qui frappe tous les exportateurs qui ne bénéficient pas d'un TI se fonde sur une marge de dumping calculée en comparant une valeur normale avec un prix à l'exportation moyen qui n'est pas déterminé conformément aux règles fixées par l'article 2. Cela mène nécessairement au recouvrement d'un droit antidumping dont les montants dépassent la marge de dumping pour les producteurs-exportateurs dont les prix à l'exportation sont supérieurs aux prix à l'exportation moyens utilisés, ce qui est contraire à l'article 9.3 de l'Accord antidumping.

6. Quatrièmement, l'article 9 5) du Règlement antidumping de base contrevient à l'article 9.4 de l'Accord antidumping à deux égards. Tout d'abord, dans les cas où l'échantillonnage est utilisé, le droit antidumping appliqué aux producteurs-exportateurs non inclus dans l'échantillon et ayant coopéré est fondé sur la marge de dumping moyenne pondérée de tous les producteurs-exportateurs inclus dans l'échantillon, y compris ceux qui ne bénéficient pas d'un TI et pour lesquels la marge de dumping n'est pas fondée sur leurs prix à l'exportation, ce qui est contraire à l'article 2 de l'Accord antidumping. Ensuite, en obligeant les producteurs-exportateurs non inclus dans l'échantillon qui font l'objet d'un examen individuel à démontrer qu'ils remplissent les cinq critères du TI, l'article 9 5) contrevient à l'article 9.4, qui enjoint aux autorités chargées de l'enquête d'appliquer sans condition un droit antidumping individuel à ces exportateurs.

7. Cinquièmement, l'article 9 5) contrevient à l'article I:1 du GATT de 1994 car on ne détermine pas de marge de dumping individuelle ni de droit antidumping individuel pour les producteurs-exportateurs de Chine et de quelques autres Membres de l'OMC, à moins qu'ils ne démontrent qu'ils remplissent les conditions spécifiques énoncées à l'article 9 5), alors que ce traitement est automatiquement accordé aux producteurs-exportateurs de tous les autres Membres de l'OMC.

8. Sixièmement, les CE contreviennent à l'article X:3 a) du GATT de 1994 en n'appliquant pas les dispositions de l'article 9 5) d'une manière uniforme, impartiale et raisonnable. L'application n'est pas uniforme puisque la marge de dumping à l'échelle du pays utilisée pour les exportateurs qui ne bénéficient pas du TI est calculée à l'aide de toute une série de méthodes et qu'il est impossible pour les producteurs-exportateurs chinois de savoir d'avance quelle méthode sera utilisée dans une enquête donnée. La façon dont les CE appliquent les dispositions de l'article 9 5) n'est pas non plus raisonnable puisque la marge de dumping à l'échelle du pays sera, dans la plupart des cas, déterminée sur la base des "données de fait disponibles", même lorsque les conditions énoncées à l'article 6.8 de l'Accord antidumping ne sont pas remplies.

9. Enfin, en contrevenant aux articles 6.10, 9.2, 9.3 et 9.4 de l'Accord antidumping, et aux articles I:1 et X:3 a) du GATT de 1994, les CE contreviennent également à l'article XVI:4 de l'Accord instituant l'OMC et à l'article 18.4 de l'Accord antidumping.

II. ALLÉGATIONS CONCERNANT LE RÈGLEMENT (CE) N° 91/2009 DU CONSEIL, DU 26 JANVIER 2009, INSTITUANT UN DROIT ANTIDUMPING DÉFINITIF SUR LES IMPORTATIONS DE CERTAINS ÉLÉMENTS DE FIXATION EN FER OU EN ACIER EN PROVENANCE DE CHINE

10. La deuxième mesure contestée par la Chine dans le présent différend est le Règlement (CE) n° 91/2009 du Conseil par lequel les CE ont imposé un droit antidumping définitif sur les importations de certains éléments de fixation en fer ou en acier originaires de Chine. Cette mesure est contraire à de nombreuses dispositions de fond et de forme de l'Accord antidumping.

A. LES CE ONT CONTREVENU AUX ARTICLES 6.10, 9.2 ET 9.4 DE L'ACCORD ANTIDUMPING

11. Pour pouvoir bénéficier du TI, d'une marge de dumping individuelle et d'un droit antidumping individuel, les producteurs-exportateurs chinois visés, à savoir ceux qui sont inclus dans l'échantillon et ceux qui ne le sont pas mais qui ont fait individuellement l'objet d'un examen, devaient démontrer qu'ils remplissaient les cinq conditions énoncées à l'article 9 5) du Règlement antidumping de base. Ainsi, les CE ont contrevenu aux articles 6.10, 9.2 et 9.4 de l'Accord antidumping.

B. LES DÉTERMINATIONS DES CE RELATIVES À LA "REPRÉSENTATIVITÉ" CONTREVENAIENT À L'ARTICLE 5.4 DE L'ACCORD ANTIDUMPING

12. L'article 5.4 de l'Accord antidumping oblige les autorités chargées de l'enquête à jouer un rôle actif dans l'examen de la question de savoir si la demande a été présentée par la branche de production nationale ou en son nom. Toutefois, dans le cadre de l'enquête antidumping qui a conduit à l'application de la mesure en cause, les CE n'ont pas correctement examiné si le critère de représentativité était respecté avant d'ouvrir l'enquête.

13. Tout d'abord, les CE n'ont pas vérifié, avant d'ouvrir l'enquête, si la production communautaire totale représentait effectivement 1 430 kt, comme il était allégué dans la plainte. Ensuite, elles n'ont pas correctement examiné, avant d'ouvrir l'enquête, le degré de soutien ou d'opposition à la demande par l'ensemble des producteurs communautaires.

14. En outre, les CE ont contrevenu à l'article 5.4 de l'Accord antidumping car les plaignants ne satisfaisaient pas au critère de représentativité énoncé dans cette disposition et, en particulier, au minimum absolu voulant que la demande soit expressément soutenue par des producteurs représentant au moins 25 pour cent de la production totale du produit similaire produite par la branche de production nationale.

15. En effet, les éléments de preuve montrent que le chiffre de la production communautaire totale sur lequel les CE se sont appuyées, à savoir 1 430 kt pour 2006, a été largement sous-estimé. La production communautaire totale du produit similaire est nettement plus élevée. Par conséquent, le critère de représentativité de 25 pour cent n'a pas été respecté. Les CE ont donc contrevenu à l'article 5.4 de l'Accord antidumping en ouvrant cette enquête.

C. LES DÉTERMINATIONS DES CE RELATIVES À LA "BRANCHE DE PRODUCTION NATIONALE" CONTREVENAIENT AUX ARTICLES 4.1 ET 3.1 DE L'ACCORD ANTIDUMPING

16. La détermination de la branche de production nationale dans l'enquête antidumping qui a conduit à l'application de la mesure en cause est entachée de plusieurs vices de fond.

17. Premièrement, les CE ont contrevenu aux articles 4.1 et 3.1 de l'Accord antidumping en excluant, dès le départ, de la définition de la branche de production nationale toutes les sociétés qui ne s'étaient pas fait connaître dans un délai de 15 jours à compter de la date de publication de l'avis d'ouverture de l'enquête, ainsi que les sociétés qui n'étaient pas en faveur de l'ouverture d'une enquête. L'article 4.1 ne permet d'exclure, d'entrée de jeu, que deux catégories spécifiques de producteurs. En excluant d'autres catégories, les CE ont contrevenu à l'article 4.1 de l'Accord antidumping. Par ailleurs, cela est contraire à l'article 3.1, qui oblige les autorités chargées de l'enquête à procéder à un "examen objectif" de la branche de production nationale fondé sur des éléments de preuve positifs.

18. Deuxièmement, les CE ont contrevenu à l'article 4.1 de l'Accord antidumping car la branche de production nationale, telle qu'elles l'ont définie, n'incluait pas les producteurs nationaux dont les productions de produits similaires additionnées constituaient une proportion majeure de la production nationale totale.

19. Dans leur Règlement définitif, les CE ont indiqué que les producteurs qui constituaient la branche de production nationale représentaient 27 pour cent de la production totale du produit similaire.

20. Le volume de la production communautaire totale sur la base duquel ce pourcentage a été calculé a néanmoins été largement sous-estimé. La "branche de production nationale", telle qu'elle a été définie par les CE, représentait nettement moins que 27 pour cent de la production totale réelle du produit similaire dans les CE et ne constituait donc pas une "proportion majeure".

21. En tout cas, ces 27 pour cent de la production communautaire totale ne constituent pas une "proportion majeure" au sens de l'article 4.1 de l'Accord antidumping. Une "proportion majeure" ne peut pas être égale à 25 pour cent ou plus de la production nationale totale, comme les CE semblent le penser. L'expression "proportion majeure" désigne une proportion importante, sérieuse ou notable de la branche de production nationale. Ce critère n'a pas été respecté dans le cadre de l'enquête. Les 27 pour cent de la production totale représentés par la branche de production nationale, telle qu'elle a été définie par les CE, étaient constitués de seulement 46 producteurs sur plus de 300 sociétés (voire plus, d'après les données communiquées par les producteurs-exportateurs chinois), parmi lesquelles 114 se sont manifestées. Ainsi, ces 46 sociétés représentaient à peine plus de un quart de la production communautaire, moins de un sixième du nombre total de producteurs communautaires estimé par les CE et moins de la moitié de ceux qui se sont manifestés dans le cadre de l'enquête. Cela étant, la branche de production nationale, telle qu'elle a été définie par les CE, ne peut guère être considérée comme constituant une "proportion majeure" et ne répond donc pas au critère de représentativité énoncé à l'article 4.1 de l'Accord antidumping.

22. Troisièmement, la branche de production nationale a été définie exclusivement à l'aide de données relatives à 2006. En ne définissant pas la branche de production nationale sur la base de données concernant la période couverte par l'enquête (du 1er octobre 2006 au 30 septembre 2007), les CE ont contrevenu à l'article 3.1 de l'Accord antidumping, qui enjoint aux autorités chargées de l'enquête d'établir une détermination de l'existence d'un dommage comportant un examen objectif de la branche de production nationale.

23. Quatrièmement, afin d'établir leur détermination de l'existence d'un dommage, les CE ont retenu un échantillon de producteurs nationaux, à savoir six producteurs représentant seulement 17,5 pour cent de la production communautaire totale. Elles ont contrevenu à l'article 4.1 car l'échantillon ainsi sélectionné ne représentait pas une proportion majeure de la production nationale totale. Elles ont également contrevenu à l'article 3.1 car cet échantillon ne peut pas être considéré comme représentatif de la production nationale totale.

24. Cinquièmement, les CE ont contrevenu à l'article 4.1 de l'Accord antidumping en n'excluant pas de la définition de la branche de production nationale les producteurs communautaires qui étaient liés aux exportateurs ou aux importateurs, ou qui étaient eux-mêmes importateurs du produit dont il était allégué qu'il faisait l'objet d'un dumping. Les éléments de preuve versés au dossier montrent que les CE ont inclus dans la définition de la branche de production nationale (et ont même retenu dans l'échantillon) des producteurs qui avaient établi en Chine des filiales dont la production était principalement destinée au marché communautaire.

D. LES DÉTERMINATIONS DES CE RELATIVES AU "PRODUIT SIMILAIRE" CONTREVENAIENT À L'ARTICLE 2.1 ET 2.6 DE L'ACCORD ANTIDUMPING

25. Les CE ont contrevenu à l'article 2.1 et 2.6 de l'Accord antidumping en concluant que les éléments de fixation produits et vendus par la branche de production communautaire dans la Communauté, ceux qui étaient produits et vendus sur le marché intérieur de la RPC, ceux qui étaient produits et vendus sur le marché intérieur de l'Inde et ceux qui étaient produits en RPC et vendus à la Communauté étaient "similaires".

26. Les CE ont noté que la grande majorité – voire la totalité – des exportations du produit visé par les sociétés ayant fait l'objet de l'enquête concernaient des éléments de fixation "standard". Par contre, une part importante de la production communautaire était constituée d'éléments de fixation "spéciaux".

27. Les CE ont noté que la différence entre les éléments de fixation "standard" et les éléments de fixation "spéciaux" était tellement grande qu'elle devait être prise en compte aux fins des calculs des marges de dumping et de dommage.

28. Les CE ont néanmoins estimé que les produits fabriqués en Chine et dans les CE étaient "similaires" au motif que "de nombreux types fabriqués en RPC pour être exportés dans la Communauté et les types fabriqués par l'industrie communautaire étaient en grande partie commercialisés sous le couvert de normes industrielles similaires". Toutefois, les éléments de fixation produits en Chine en vue de leur exportation vers les CE et ceux qui sont produits par la branche de production communautaire ne sont pas similaires parce que leurs caractéristiques physiques et techniques sont différentes, qu'ils ne sont pas interchangeables et que leurs utilisations finales et leurs prix ne sont pas les mêmes.

29. La branche de production communautaire produisait des éléments de fixation "spéciaux" beaucoup plus sophistiqués qui, tout en étant normalement conformes aux normes industrielles, devaient également répondre à d'autres exigences spécifiques des clients. Cela signifie qu'ils ont des propriétés différentes de celles des éléments de fixation standard et qu'ils ne sont ni "comparables" ni "similaires". De plus, les éléments de fixation standard et les éléments de fixation spéciaux ont des utilisations finales différentes et ne sont pas interchangeables. Enfin, les différences significatives entre les prix moyens des éléments de fixation chinois et de ceux produits par la branche de production communautaire ne peuvent s'expliquer que par le fait que cette dernière approvisionne le segment du marché des produits de haute qualité dans lequel "[les] coûts de production ainsi que [les] prix de vente sont ... nettement plus élevés", mais qui "génèr[e] des recettes plus élevées que les produits standard", comme l'ont noté les CE.

E. LA DÉTERMINATION DE L'EXISTENCE D'UN DUMPING ÉTABLIE PAR LES CE CONTREVENAIT À L'ARTICLE 2.4 DE L'ACCORD ANTIDUMPING

30. Pour l'ensemble des producteurs-exportateurs, la valeur normale a été déterminée sur la base des données communiquées par un producteur indien. Les CE ont indiqué que la valeur normale avait été calculée par type de produit et, par conséquent, non pas sur la base des numéros de référence des

produits (NRP), qui étaient censés être utilisés aux fins de la comparaison. Malgré les demandes de clarification répétées, les CE ont refusé de fournir les renseignements pertinents concernant les "types de produits" et la méthode de comparaison. Elles ont simplement indiqué que la comparaison n'avait pas porté sur les numéros de référence complets des produits, mais sur une partie de leurs caractéristiques, à savoir la catégorie de résistance et la distinction entre éléments de fixation spéciaux et éléments de fixation standard.

31. Premièrement les CE ont contrevenu à l'article 2.4 de l'Accord antidumping, car elles n'ont pas comparé la valeur normale et le prix à l'exportation sur la base des numéros de référence des produits. En comparant les données relatives au prix à l'exportation communiquées par les exportateurs chinois sur la base des numéros de référence des produits avec les données relatives à la valeur normale communiquées par le producteur dans le pays analogue sur la base du "type de produit", les CE n'ont pas procédé à une comparaison équitable.

32. Deuxièmement, le seul ajustement apporté par les CE concernait la différence alléguée entre les coûts du contrôle de la qualité. Les CE ont contrevenu à l'article 2.4 car elles n'ont pas apporté d'ajustements pour tenir compte des différences de caractéristiques physiques qui affectaient la comparabilité des prix et qui ressortaient des caractéristiques utilisées pour construire les numéros de référence des produits. Elles ont également contrevenu à l'article 2.4 parce qu'elles n'ont pas apporté d'autres ajustements pour tenir compte des différences de qualité entre les éléments de fixation produits par les producteurs-exportateurs chinois et les éléments de fixation produits par le producteur indien.

F. LES CE ONT CONTREVENU À L'ARTICLE 3.1 ET 3.2 DE L'ACCORD ANTIDUMPING DANS LEURS CALCULS DE LA SOUS-COTATION

33. Les CE ont reconnu que les marges de sous-cotation n'avaient pas été calculées sur la base des numéros de référence complets des produits, mais plutôt sur la base de groupes de produits simplifiés.

34. En éliminant des caractéristiques importantes pour "simplifier" les numéros de référence des produits, les CE ont regroupé des éléments de fixation dont les caractéristiques physiques et les prix sont très différents, et elles n'ont donc pas procédé à un examen "objectif" de l'incidence des prix sur la branche de production communautaire.

35. Ces distorsions ont été aggravées par la méthode retenue par les CE pour différencier les éléments de fixation spéciaux et les éléments de fixation standard. Tous ou presque tous les types d'éléments de fixation exportés par les producteurs-exportateurs chinois étaient des éléments de fixation standard, alors que la plupart des éléments de fixation produits par les producteurs des CE étaient des éléments de fixation spéciaux.

36. Les CE ont donc contrevenu à l'article 3.1 et 3.2 de l'Accord antidumping.

G. LES CE ONT CONTREVENU À L'ARTICLE 3.1, 3.2, 3.4 ET 3.5 DE L'ACCORD ANTIDUMPING EN EXAMINANT LE VOLUME DES IMPORTATIONS FAISANT L'OBJET D'UN DUMPING

37. Lorsqu'elles ont examiné le volume des importations faisant l'objet d'un dumping, les CE ont traité, à tort, toutes les importations en provenance de Chine comme si elles faisaient l'objet d'un dumping.

38. Premièrement, alors qu'elles avaient constaté que deux des producteurs-exportateurs chinois ayant fait l'objet d'un examen individuel ne pratiquaient pas le dumping, les CE n'ont pas exclu les

importations de ces deux producteurs-exportateurs chinois du volume des importations faisant l'objet d'un dumping. Elles ont donc contrevenu à l'article 3.1 et 3.2 de l'Accord antidumping.

39. Deuxièmement, les CE ont inclus, à tort, dans le volume des importations faisant l'objet d'un dumping, toutes les importations provenant des producteurs-exportateurs non inclus dans l'échantillon qui n'avaient pas fait l'objet d'un examen individuel. En effet, après avoir constaté que deux producteurs-exportateurs ne pratiquaient pas le dumping, les CE ne pouvaient pas supposer automatiquement que les importations provenant de tous les producteurs-exportateurs n'ayant pas fait l'objet d'un examen faisaient l'objet d'un dumping. Elles ont donc contrevenu à l'article 3.1 et 3.2 de l'Accord antidumping.

40. En ne déterminant pas correctement les "importations faisant l'objet d'un dumping", les CE ont également contrevenu à l'article 3.4 et 3.5 de l'Accord antidumping.

H. LES CE ONT CONTREVENU À L'ARTICLE 3.1 ET 3.4 DE L'ACCORD ANTIDUMPING PARCE QU'ELLES N'ONT PAS EXAMINÉ D'UNE MANIÈRE OBJECTIVE, EN SE FONDANT SUR DES ÉLÉMENTS DE PREUVE POSITIFS, L'INCIDENCE DES IMPORTATIONS DONT IL ÉTAIT ALLÉGUÉ QU'ELLES FAISAIENT L'OBJET D'UN DUMPING SUR LES PRODUCTEURS NATIONAUX DU PRODUIT SIMILAIRE

41. Premièrement, les CE n'ont pas examiné les facteurs de dommage par rapport à une branche de production communautaire définie d'une manière systématique. En fait, elles ont examiné la production, les capacités de production, l'utilisation des capacités, les ventes, la part de marché, l'emploi et la productivité pour la branche de production communautaire, telle qu'elles l'ont définie, soit 46 producteurs communautaires prétendant représenter 27 pour cent de la production communautaire totale. Quant aux autres facteurs de dommage, ils n'ont été examinés que pour les producteurs inclus dans l'échantillon, soit six producteurs qui auraient représenté 17,5 pour cent de la production communautaire totale.

42. Les CE auraient dû utiliser, logiquement, le même groupe de sociétés pour procéder à leur analyse du dommage, plutôt que d'examiner certains facteurs de dommage par rapport à une branche de production nationale constituée de 46 producteurs et d'autres facteurs par rapport à une branche de production nationale constituée des six producteurs inclus dans l'échantillon. Ce manque de cohérence est fondamentalement subjectif et partial et est donc contraire à l'article 3.1 et 3.4 de l'Accord antidumping.

43. Deuxièmement, l'analyse de la "rentabilité" de la branche de production nationale faite par les CE, selon laquelle les importations dont il était allégué qu'elles faisaient l'objet d'un dumping avaient un "impact négatif sur la rentabilité" et selon laquelle le niveau de rentabilité était "faible", alors que les éléments de preuve indiquaient le contraire, n'était pas "objective" et était donc contraire aux prescriptions de l'article 3.1 et 3.4 de l'Accord antidumping.

44. Troisièmement, les CE ont conclu, à tort, que la branche de production nationale subissait un dommage important, alors qu'un examen objectif des facteurs pertinents, conformément à l'article 3.4, montrait la situation favorable de cette branche de production. En fait, le seul facteur susceptible de dénoter une tendance négative était la diminution de la part de marché sur un marché en pleine expansion. La constatation de l'existence d'un dommage, toutefois, ne peut pas uniquement se fonder sur un facteur négatif. De plus, la diminution de la part de marché ne concernait que le volume relatif des ventes de la branche de production nationale, et non le volume absolu des ventes, les prix de vente ou le chiffre d'affaires global. Par conséquent, en analysant de l'incidence sur la situation de la branche de production nationale des importations dont il était allégué qu'elles faisaient l'objet d'un dumping, les CE ont contrevenu à l'article 3.1 et 3.4 de l'Accord antidumping.

45. Quatrièmement, en concluant que le dommage important résultait de l'éviction de produits communautaires par des importations chinoises dans quelques segments importants du marché, les CE ont contrevenu à l'article 3.1 et 3.4 de l'Accord antidumping. En effet, après avoir défini le "produit similaire" comme incluant à la fois les éléments de fixation standard et les éléments de fixation spéciaux, les CE ne pouvaient pas constater qu'un dommage résultait du déplacement des ventes de un segment de produits vers un autre segment de produits pour le même "produit similaire".

I. LES CE ONT CONTREVENU À L'ARTICLE 3.1 ET 3.5 DE L'ACCORD ANTIDUMPING EN CONCLUANT QUE LES IMPORTATIONS DONT IL ÉTAIT ALLÉGUÉ QU'ELLES FAISAIENT L'OBJET D'UN DUMPING CAUSAIENT UN DOMMAGE IMPORTANT

46. Les CE ont contrevenu à l'article 3.1 et 3.5 de l'Accord antidumping de deux façons.

47. Premièrement, les CE n'ont pas démontré que les importations dont il était allégué qu'elles faisaient l'objet d'un dumping "caus[aient], par les effets du dumping, ... un dommage" à la branche de production nationale. Elles ont conclu qu'il y avait un lien de causalité, étant donné que l'"augmentation significative du volume des importations en dumping en provenance de la RPC ... a coïncidé avec le recul continu de la part de marché des producteurs communautaires". Toutefois, une simple coïncidence temporelle ne démontre pas que les importations dont il est allégué qu'elles font l'objet d'un dumping causent, par les effets du dumping, un dommage. De plus, les CE n'ont pas tenu compte, dans leur analyse de l'"incidence des importations en provenance de la RPC", du fait que la branche de production communautaire avait décidé de renforcer sa présence dans les segments de marché des produits de haute qualité en fabriquant davantage d'éléments de fixation spéciaux, qui se vendent plus cher à l'unité, mais qui sont aussi produits en plus petites quantités.

48. Deuxièmement, les CE n'ont pas correctement évalué les effets dommageables des autres facteurs connus.

49. Les CE ont noté que "la hausse des prix des matières premières" constituait un facteur de dommage, mais elles ont estimé qu'il ne s'agissait pas "[du] facteur déterminant", sans pour autant motiver une telle conclusion. En fait, la hausse des prix des matières premières a fait qu'il est devenu plus intéressant pour la branche de production nationale de se concentrer sur les produits de haute qualité qui généraient des recettes plus élevées et qui lui ont permis d'obtenir une marge bénéficiaire raisonnable pendant la période couverte par l'enquête. Ceci explique pourquoi les producteurs communautaires ont perdu des parts de marché tout en voyant augmenter leur chiffre d'affaires de 21 pour cent. En effet, les éléments de fixation de haute qualité sont fabriqués en plus petites quantités mais sont vendus plus chers.

50. S'agissant des "exportations de l'industrie communautaire vers des pays tiers", les CE ont fait état d'une augmentation substantielle des volumes, à savoir 81 pour cent. Elles ont toutefois noté que ces exportations avaient été effectuées à des prix nettement supérieurs aux prix de vente sur le marché communautaire et elles ont donc conclu qu'elles ne pouvaient pas avoir causé un dommage à leur branche de production. Néanmoins, cette conclusion s'appuie sur des données relatives aux producteurs communautaires dans leur ensemble et ne peut pas être extrapolée à la branche de production communautaire telle qu'elle a été définie par les CE aux fins de la détermination de l'existence d'un dommage.

J. LES CE N'ONT PAS SATISFAIT À PLUSIEURS CONDITIONS DE FORME AU TITRE DES ARTICLES 6 ET 12 DE L'ACCORD ANTIDUMPING

51. L'enquête antidumping qui a conduit à l'application de la mesure en cause se caractérise par de nombreux manquements aux prescriptions en matière de régularité de la procédure et aux conditions de forme, ainsi que par l'absence totale de transparence des constatations et déterminations

établies par les CE. Tout au long de l'enquête, cette absence de transparence a empêché les producteurs-exportateurs chinois de défendre correctement leurs intérêts. Cela a eu une incidence sur toutes les étapes de l'enquête antidumping, à savoir la détermination de la représentativité, la détermination de l'existence d'un dumping et la détermination de l'existence d'un dommage.

52. Premièrement, les CE ont contrevenu à l'article 6.5, 6.5.1, 6.2 et 6.4 de l'Accord antidumping en ne divulguant pas l'identité des plaignants ni le volume de leur production.

53. Deuxièmement, les CE ont contrevenu à l'article 6.5, 6.2, 6.4 et 6.9 de l'Accord antidumping en ne fournissant pas de renseignements concernant i) les déterminations de la valeur normale, y compris en ce qui concerne les "types de produits" utilisés pour déterminer la valeur normale et la comparabilité avec les numéros de référence des produits exportés; et ii) les ajustements à opérer pour tenir compte des différences affectant la comparabilité des prix.

54. Troisièmement, les CE ont contrevenu à l'article 6.5, 6.2 et 6.4 de l'Accord antidumping car les versions non confidentielles des réponses aux questionnaires communiquées par les producteurs des CE et par le producteur indien dans le pays analogue étaient largement insuffisantes.

55. Quatrièmement, les CE ont contrevenu à l'article 6.5, 6.2 et 6.4 de l'Accord antidumping en ne divulguant pas les données dont Eurostat se serait servi pour déterminer le volume de la production dans les CE et en n'expliquant pas comment l'estimation du volume de la production dans les CE avait été faite.

56. Cinquièmement, les CE ont contrevenu à l'article 6.2, 6.4 et 6.9 de l'Accord antidumping en ne donnant pas accès aux renseignements pertinents sur la définition de la branche de production nationale et en ne fournissant pas ces renseignements aux parties intéressées.

57. Sixièmement, les CE ont contrevenu à l'article 12.2.2 de l'Accord antidumping en ne donnant pas tous les renseignements pertinents sur les déterminations relatives au TI, c'est-à-dire en n'indiquant pas si chacune des sociétés qui avait demandé un traitement individuel l'avait obtenu et en ne motivant pas leur détermination.

58. Septièmement, les CE ont contrevenu à l'article 6.5 de l'Accord antidumping en divulguant le document intitulé "Assessment of Market Economy Treatment Claims by nine producers in the PRC" (Évaluation des demandes de statut de société opérant dans les conditions d'une économie de marché présentées par neuf producteurs de la RPC) à des parties intéressées autres que chacun des producteurs-exportateurs visés, alors que les renseignements en question étaient confidentiels.

59. Huitièmement, les CE ont contrevenu à l'article 6.1.1 de l'Accord antidumping en demandant aux producteurs-exportateurs chinois de répondre au questionnaire concernant le statut de société opérant dans les conditions d'une économie de marché et le traitement individuel dans un délai de 15 jours à compter de la date de publication de l'avis d'ouverture de l'enquête.

III. CONCLUSIONS

60. Pour les raisons exposées plus haut, la Chine demande que le Groupe spécial constate que les deux mesures en cause contreviennent à plusieurs dispositions (telles qu'elles sont indiquées plus haut) du GATT de 1994, de l'Accord antidumping et de l'Accord instituant l'OMC, et qu'il recommande à l'Organe de règlement des différends de demander aux CE qu'elles rendent les mesures contestées conformes à leurs obligations au titre de l'Accord antidumping et du GATT de 1994. Elle demande également que le Groupe spécial suggère que les CE mettent en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD en retirant les mesures contestées.

ANNEXE A-2

RÉSUMÉ ANALYTIQUE DE LA PREMIÈRE COMMUNICATION ÉCRITE DE L'UNION EUROPÉENNE

I. INTRODUCTION

1. Dans la présente communication, l'Union européenne examinera les allégations de la Chine dans l'ordre selon lequel elles ont été présentées dans la première communication écrite de la Chine. Les questions préliminaires sont traitées dans le cadre de chacune des allégations pertinentes. En particulier, l'Union européenne traitera d'abord des allégations de la Chine concernant l'article 9 5) du Règlement n° 384/96 du Conseil, tel qu'il a été modifié. L'Union européenne traitera ensuite des allégations formulées par la Chine au sujet du Règlement n° 91/2009 du Conseil dans l'ordre consécutif suivi par la Chine dans sa première communication écrite.

II. ALLÉGATION "EN TANT QUE TEL" DE LA CHINE AU SUJET DE L'ARTICLE 9 5) DU RÈGLEMENT N° 384/96 DU CONSEIL, TEL QU'IL A ÉTÉ MODIFIÉ

2. L'Union européenne croit comprendre que la mesure en cause, qui relève du mandat du Groupe spécial, est l'article 9 5) du Règlement n° 384/96 du Conseil, tel qu'il a été modifié, dans la mesure où il dispose que, dans le cas d'importations en provenance de pays n'ayant pas une économie de marché: i) un droit antidumping individuel peut être déterminé pour les fournisseurs dont il peut être démontré, sur la base de requêtes dûment documentées, qu'ils remplissent les cinq critères énumérés dans cette disposition; sinon, ii) le droit antidumping est précisé pour le pays fournisseur concerné et non pour chaque fournisseur. La Chine allègue que ces aspects de l'article 9 5) du Règlement n° 384/96 du Conseil, tel qu'il a été modifié, sont incompatibles "en tant que tels" avec les articles 6.10, 9.2, 9.3, 9.4 et 18.4 de l'*Accord antidumping*, les articles Ier et X:3 a) du *GATT de 1994* et l'article XVI:4 de l'*Accord sur l'OMC*. Cela résulte de la manière dont la Chine a décrit la mesure en cause dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial. Par conséquent, la "question" sur laquelle le Groupe spécial doit se prononcer en ce qui concerne l'allégation "en tant que tel" formulée par la Chine est strictement la suivante: l'article 9 5) du Règlement n° 384/96 du Conseil, tel qu'il a été modifié – dans la mesure où il dispose que, dans le cas d'importations en provenance de pays n'ayant pas une économie de marché, un droit antidumping individuel peut être déterminé pour les fournisseurs dont il peut être démontré, sur la base de requêtes dûment documentées, qu'ils remplissent les cinq critères énumérés dans cette disposition; et que, sinon, le droit antidumping est précisé pour le pays fournisseur concerné et non pour chaque fournisseur – est-il incompatible avec les dispositions des accords visés invoqués par la Chine? Selon l'Union européenne, tout ce qui irait au-delà de cette question ne relèverait pas du mandat du Groupe spécial et, par conséquent, celui-ci devrait s'abstenir d'examiner toute autre question soulevée par la Chine dans le cadre de son allégation "en tant que tel". En particulier, l'Union européenne estime que, contrairement aux prescriptions de l'article 6:2 du *Mémorandum d'accord sur le règlement des différends* (le "Mémorandum d'accord"), la Chine n'a pas énoncé clairement le problème dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, tout au moins en ce qui concerne ses allégations relatives aux articles 6.10, 9.3 et 9.4 de l'*Accord antidumping* et à l'article X:3 a) du *GATT de 1994*. Par conséquent, l'Union européenne demande au Groupe spécial de ne pas examiner ces allégations. De plus, l'Union européenne demande au Groupe spécial de s'abstenir d'examiner des mesures et des questions qui ne relèvent pas de son mandat en ce qui concerne l'allégation "en tant que tel" de la Chine, y compris l'article 9 5) du Règlement n° 1225/2009 du Conseil, toutes questions portant sur le calcul ou la détermination individuelle de

marges de dumping, ou toutes questions autres que celles qui sont spécifiquement indiquées par la Chine dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial.

3. En tout état de cause, les allégations formulées par la Chine au sujet de l'article 9 5) du Règlement n° 384/96 du Conseil, tel qu'il a été modifié, sont fondées sur une interprétation erronée des dispositions pertinentes de l'*Accord antidumping* ainsi que du Protocole d'accession de la Chine. En effet, la Chine fait complètement fi du sens de l'article 9.2 de l'*Accord antidumping* et porte toute son attention sur un parallélisme de l'article 6.10 de l'*Accord antidumping* et de l'article 9.4 de l'*Accord antidumping*. L'article 9.2 de l'*Accord antidumping* ne comporte aucun principe qui exigerait l'imposition de droits antidumping individuels pour chaque exportateur ou producteur connu; cette disposition semble plutôt autoriser l'imposition de droits antidumping à l'échelle du pays. Même à supposer que l'article 9.2 de l'*Accord antidumping* puisse être interprété comme comportant un tel principe, l'imposition de droits antidumping à l'échelle du pays est prévue expressément par l'article 9.2 de l'*Accord antidumping* ("[s]'il n['est] pas réalisable de ... nommer tous [les fournisseurs]"). Lu dans son contexte et compte tenu de son objet et de son but, l'article 9.2 de l'*Accord antidumping* implique que l'imposition de droits antidumping à l'échelle du pays est permise dans les cas où l'imposition de droits antidumping sur une base individuelle rendrait la mesure ineffective. Par ailleurs, contrairement à ce que la Chine allègue, l'article 6.10 de l'*Accord antidumping* ne peut être interprété comme ne prévoyant qu'une seule exception à la détermination de marges de dumping sur une base individuelle (à savoir l'échantillonnage). Comme la jurisprudence pertinente le montre, une marge de dumping unique peut être déterminée pour le véritable producteur et la source de la discrimination par les prix, même si plusieurs exportateurs sont en cause. C'est fondamentalement le cas des pays à économie autre que de marché, où le contrôle de l'État sur les moyens de production et l'intervention de l'État dans l'économie, y compris le commerce international, signifie que toutes les importations sont considérées comme provenant d'un producteur unique, qui est la source de la discrimination alléguée par les prix. En d'autres termes, l'exportateur pertinent pour qui une marge de dumping individuelle devrait être déterminée lorsqu'il s'agit de fournisseurs ne bénéficiant pas du traitement individuel (c'est-à-dire les sociétés dont les activités d'exportation ne sont pas *de jure* et *de facto* suffisamment indépendantes de l'État) est l'État. La marge de dumping applicable à l'échelle du pays sert de plafond absolu pour le taux de droit approprié auquel le pays fournisseur, à savoir le véritable fournisseur, y compris les fournisseurs qui ne bénéficient pas du traitement individuel, est assujetti. L'application d'un taux de droit unique est également nécessaire pour éviter le contournement des droits dans les cas où les fournisseurs n'agissent pas indépendamment de l'État (c'est-à-dire, afin d'éviter que les exportations passent par le fournisseur frappé du taux de droit le moins élevé). Enfin, la Chine propose une interprétation partielle et très limitée de son Protocole d'accession. Contrairement à ce que la Chine allègue, son Protocole d'accession, y compris le rapport du Groupe de travail, ne se limite pas strictement à la possibilité de déroger aux règles de l'*Accord antidumping* uniquement en ce qui concerne la détermination de la valeur normale. D'ailleurs, le Protocole d'accession de la Chine fournit un contexte utile pour confirmer la conclusion selon laquelle, dans le cas des importations originaires de Chine, des droits antidumping peuvent être déterminés à l'échelle du pays lorsque les fournisseurs ne peuvent pas démontrer que les conditions d'une économie de marché existent en ce qui concerne la fabrication, la production et la vente du produit considéré.

4. L'Union européenne fait observer que les allégations formulées par la Chine au titre des articles 6.10, 9.3, 9.4 et 18.4 de l'*Accord antidumping*, des articles I:1 et X:3 a) du *GATT de 1994* et de l'article XVI:4 de l'*Accord sur l'OMC* dépendent entièrement d'une constatation établissant que l'article 9 5) du Règlement n° 384/96 du Conseil, tel qu'il a été modifié, contrevient "en tant que tel" à l'article 9.2 de l'*Accord antidumping*. En effet, l'allégation formulée par la Chine au titre de l'article 6.10 de l'*Accord antidumping* repose sur une interprétation erronée du parallélisme de l'imposition de droits antidumping et de la détermination de marges de dumping individuelles. En outre, les allégations formulées par la Chine au titre de l'article 9.3 et 9.4 de l'*Accord antidumping* partent du principe que l'autorité chargée de l'enquête est obligée de déterminer une marge de

dumping individuelle pour chaque société. De même, l'allégation formulée au titre de l'article I:1 du *GATT de 1994* dépend d'une constatation sur la question de savoir si l'*Accord antidumping* permet à l'autorité chargée de l'enquête d'exiger, dans le cas où les importations proviennent de pays à économie autre que de marché, que les fournisseurs prouvent que certaines conditions sont remplies. Si l'*Accord antidumping* le permet, selon le principe de la *lex specialis*, aucune violation de l'article I:1 du *GATT de 1994* ne pourra être constatée. De même, les allégations formulées au titre de l'article 18.4 de l'*Accord antidumping* et de l'article XVI:4 de l'*Accord sur l'OMC* dépendent entièrement d'une constatation établissant que l'article 9 5) du Règlement n° 384/96 du Conseil, tel qu'il a été modifié, est incompatible "en tant que tel" avec d'autres allégations soulevées par la Chine.

III. ALLÉGATION N° 1: L'ARTICLE 9 5) DU RÈGLEMENT N° 384/96 DU CONSEIL, "TEL QU'IL EST APPLIQUÉ" PAR LE RÈGLEMENT N° 91/2009 DU CONSEIL (ARTICLES 6.10, 9.2 ET 9.4 DE L'*ACCORD ANTIDUMPING*)

5. L'allégation de la Chine repose sur le principe que l'application de l'article 9 5) du Règlement n° 384/96 du Conseil, tel qu'il a été modifié, est incompatible avec les articles 6.10, 9.2 et 9.4 de l'*Accord antidumping* dans tous les cas. Comme l'Union européenne l'a déjà démontré, l'allégation "en tant que tel" de la Chine est dénuée de fondement. Par conséquent, le Groupe spécial devrait aussi rejeter l'allégation de la Chine concernant le Règlement n° 91/2009 du Conseil. De plus, l'Union européenne fait observer que l'allégation formulée par la Chine au titre de l'article 9.4 de l'*Accord antidumping* ne relève pas du mandat du Groupe spécial et que la Chine conteste une mesure inexistante.

IV. ALLÉGATION N° 2: REPRÉSENTATIVITÉ DE LA BRANCHE DE PRODUCTION COMMUNAUTAIRE AUX FINS DE L'OUVERTURE DE L'ENQUÊTE (ARTICLE 5.4 DE L'*ACCORD ANTIDUMPING*)

6. La Chine n'a pas tenu de consultations avec l'Union européenne au sujet de la nouvelle allégation figurant dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, ainsi que le prescrit l'article 4 du *Mémorandum d'accord*. En outre, la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Chine n'est pas spécifique et n'énonce pas clairement le problème, comme l'exige l'article 6:2 du *Mémorandum d'accord*. L'Union européenne fait également observer que l'avis d'ouverture de l'enquête 2007/C 267/11 n'est pas une mesure en cause et que la question pertinente ne relève pas du mandat du Groupe spécial. En ce qui concerne le fond de la question, l'Union européenne fait observer que, manifestement, elle a bel et bien examiné la question de la représentativité avant d'ouvrir l'enquête. Enfin, l'Union européenne estime que l'affirmation de la Chine selon laquelle les chiffres d'Eurostat sont inexacts, et selon laquelle les producteurs nationaux soutenant expressément la demande représentaient moins de 25 pour cent de la production totale du produit similaire produite par la branche de production nationale ne relève pas du mandat du Groupe spécial et est erronée.

V. ALLÉGATION N° 3: DÉTERMINATION DE LA "BRANCHE DE PRODUCTION NATIONALE" (ARTICLES 4.1 ET 3.1 DE L'*ACCORD ANTIDUMPING*)

7. La Chine allègue que la détermination de la "branche de production nationale" par l'UE contrevenait aux articles 4.1 et 3.1 de l'*Accord antidumping*. En particulier, la Chine présente cinq séries d'allégations concernant la détermination de la branche de production nationale par l'UE. Chacune de ces cinq allégations doit être rejetée. Premièrement, la Chine allègue que l'Union européenne n'était pas autorisée à définir la branche de production nationale comme étant uniquement constituée des producteurs coopératifs soutenant la demande qui s'étaient fait connaître dans les 15 jours de l'ouverture de l'enquête. L'Union européenne estime que l'allégation de la Chine doit être rejetée pour plusieurs raisons. Premièrement, l'allégation de la Chine n'a pas été soumise à bon droit au Groupe spécial car elle n'a pas fait l'objet de consultations et ne relève donc pas du mandat du Groupe spécial. Deuxièmement, les articles 4.1 et 3.1 de l'*Accord antidumping* n'exigent pas

l'inclusion de l'un ou l'autre ou de tous les producteurs du produit similaire dans la définition de la branche de production nationale. L'article 4.1 permet à l'autorité de définir la branche de production nationale comme étant constituée de tous les producteurs du produit similaire ou uniquement des producteurs qui représentent une proportion majeure de la production nationale totale. Il n'y a pas de hiérarchie de préférence entre ces deux possibilités. Il est donc tout à fait légitime de définir la branche de production nationale de la façon plus limitée que l'Union européenne a estimé appropriée en l'espèce. L'article 3.1 porte sur la qualité des éléments de preuve fournis concernant la branche de production telle qu'elle est définie conformément à l'article 4.1 et la manière dont ces éléments de preuve sont examinés par l'autorité. Il n'impose pas d'obligation concernant la définition de la branche de production nationale en tant que telle. En tout état de cause, le délai de 15 jours qui a été utilisé comme base pour déterminer le groupe de producteurs qui constituerait la branche de production nationale est un critère objectif qui ne favorise ni l'une ni l'autre des parties. La Chine n'a pas démontré que cette limitation avait empêché l'examen objectif de la situation de la branche de production nationale.

8. Deuxièmement, la Chine fait valoir que la branche de production nationale, telle qu'elle est définie par l'Union européenne, n'est pas constituée des producteurs produisant "une proportion majeure" de la production nationale, car ces producteurs représentent "uniquement" 27 pour cent de la production nationale totale. L'interprétation par la Chine de l'expression "une proportion majeure" figurant à l'article 4.1 est erronée. La Chine fait valoir qu'une proportion majeure doit être aussi proche que possible de 100 pour cent. La jurisprudence de l'OMC que la Chine invoque elle-même en y souscrivant écarte cette interprétation erronée, puisque selon cette jurisprudence, "une proportion majeure" est une proportion "importante, sérieuse ou notable". Il est clair que 27 pour cent est une proportion notable de la production. La Chine ne présente aucun argument ni élément de preuve démentant cette conclusion dans les circonstances propres à l'affaire. L'Union européenne demande donc au Groupe spécial de rejeter l'allégation de la Chine selon laquelle la définition de la branche de production nationale par l'UE contrevenait à l'article 4.1 de l'*Accord antidumping*.

9. Troisièmement, la Chine fait valoir que la branche de production nationale n'a "pas été définie en fonction de la période couverte par l'enquête" et qu'elle contrevient donc à l'article 3.1 de l'*Accord antidumping*. La Chine fait erreur tant en ce qui concerne les faits consignés au dossier que le droit applicable. Il n'est pas vrai, comme la Chine l'allègue erronément, que l'autorité a examiné des données concernant le dommage pour une période 2006-2007 donnée, mais qu'elle a examiné uniquement des données relatives à 2006 pour déterminer que les producteurs nationaux représentaient une proportion majeure de la production nationale totale. De plus, l'article 3.1 n'impose tout simplement pas l'obligation de déterminer expressément l'existence d'une proportion majeure au regard de la période couverte par l'enquête sur l'existence d'un dumping. Une période récente et pertinente a été retenue qui était constituée essentiellement de la dernière année complète pour laquelle des données statistiques étaient disponibles. La Chine ne présente pas d'éléments de preuve qui démentent la conclusion raisonnable à laquelle est arrivée l'autorité. L'allégation de violation formulée par la Chine en ce qui concerne la détermination par l'UE de la branche de production nationale, s'agissant de la période couverte par l'enquête, n'est donc fondée ni en fait ni en droit.

10. Quatrièmement, la Chine fait valoir que la détermination de l'existence d'un dommage sur la base d'un échantillon de producteurs nationaux représentant uniquement 17 pour cent de la production nationale totale contrevient aux articles 4.1 et 3.1 de l'*Accord antidumping* car les producteurs inclus dans l'échantillon ne représentent pas une proportion majeure de la production nationale totale. La Chine n'a pas démontré que l'article 4.1 imposait une quelconque obligation en matière d'échantillonnage. En outre, il ne serait pas logique d'exiger qu'un échantillon soit conforme à la même obligation de "proportion majeure" que celle que doit respecter la branche de production elle-même. On peut soutenir que l'article 3.1 exige que l'échantillon soit suffisamment représentatif de l'ensemble de la branche de production nationale, telle qu'elle est définie conformément à l'article 4.1. Ce n'est pas la même chose que d'exiger que l'échantillon soit représentatif de la totalité

des producteurs nationaux dans leur ensemble, comme la Chine l'allègue à tort. L'argument de la Chine en ce qui concerne le volume de la production totale représentée par les producteurs inclus dans l'échantillon est dénué de fondement.

11. Cinquièmement, la Chine fait valoir que l'Union européenne aurait dû exclure un certain nombre de producteurs nationaux de la définition de la branche de production nationale pour la simple raison que ces producteurs étaient liés à des producteurs-exportateurs en Chine et que l'Union européenne n'a pas examiné objectivement cette relation. Toutefois, la Chine reconnaît que l'*Accord antidumping* ne fait pas obligation d'exclure tous les producteurs nationaux liés. L'Accord permet à l'autorité, à certaines conditions, d'exclure des producteurs liés, mais il n'exige certainement pas que l'autorité le fasse. Il n'existe donc pas non plus d'obligation d'examiner objectivement la relation. En tout état de cause, la Chine ne démontre pas que les faits n'étayent pas la constatation raisonnable de l'autorité selon laquelle le centre d'intérêt de ces producteurs nationaux restait dans l'UE et qu'il n'était ni nécessaire ni approprié d'exclure ces producteurs de la définition de la branche de production nationale.

12. En résumé, toutes les allégations formulées par la Chine au titre des articles 3.1 et 4.1 de l'*Accord antidumping* en ce qui concerne la définition par l'UE de la branche de production nationale doivent être rejetées.

VI. ALLÉGATION N° 4: SÉLECTION DU PRODUIT CONSIDÉRÉ (ARTICLE 2.1 ET 2.6 DE L'*ACCORD ANTIDUMPING*)

13. Comme chacun sait, la question de savoir quel est le produit considéré et celle de savoir quel est le produit similaire sont des questions distinctes. Comme ses prétentions en ce qui concerne l'une ou l'autre de ces questions ne sont pas fondées, la Chine tente de confondre les deux questions en mettant en avant la même argumentation. La Chine fait abstraction du fait que la mesure en cause ne comporte aucune détermination établissant que les éléments de fixation standard et les éléments de fixation spéciaux sont similaires, de sorte que la Chine se réfère à une détermination inexistante. De même, la Chine fait abstraction du fait que le critère du produit similaire ne s'applique pas à la sélection du produit considéré, de sorte que la Chine invoque une obligation inexistante. Par conséquent, l'allégation de la Chine consiste à mettre en cause une détermination inexistante en invoquant une obligation inexistante. Le Groupe spécial doit donc rejeter cette allégation.

VII. ALLÉGATION N° 5: DÉTERMINATION DE L'EXISTENCE D'UN DUMPING (ARTICLE 2.4 DE L'*ACCORD ANTIDUMPING*)

14. La Chine allègue que l'Union européenne n'a pas procédé à une comparaison équitable entre la valeur normale et le prix d'exportation, comme le prescrivait l'article 2.4 de l'*Accord antidumping*, parce que l'autorité n'a pas fondé cette comparaison sur le numéro de référence complet du produit ("NRP"). La Chine n'a pas établi *prima facie* qu'il y avait violation. Premièrement, la Chine n'a même pas traité des points pertinents du Règlement n° 91/2009 du Conseil. En outre, l'article 2.4 de l'*Accord antidumping* ne précise pas la méthode à suivre pour effectuer une comparaison équitable. Le seul fait que la comparaison n'a pas été effectuée sur la base du numéro de référence complet du produit ne peut pas constituer *ipso facto* une violation de l'article 2.4, comme l'allègue la Chine à tort. La Chine comprend mal le rôle et la pertinence des numéros de référence des produits. En tout état de cause, il est clair que l'autorité s'est conformée à l'obligation de procéder à des ajustements pour tenir compte des différences dont les parties intéressées ont démontré qu'elles avaient une incidence sur la comparabilité des prix. En particulier, l'Union européenne a assuré une comparaison équitable en distinguant les produits en fonction de leur résistance et en distinguant les éléments de fixation standard des éléments de fixation spéciaux. En résumé, la Chine n'a pas démontré que l'autorité avait manqué à ses obligations au titre de l'article 2.4 de l'*Accord antidumping*.

VIII. ALLÉGATION N° 6: ANALYSE DE LA SOUS-COTATION DU PRIX (ARTICLE 3.1 ET 3.2 DE L'*ACCORD ANTIDUMPING*)

15. La Chine fait valoir que l'Union européenne a violé l'article 3.1 et 3.2 de l'*Accord antidumping* car l'autorité n'aurait pas analysé la sous-cotation du prix sur la base du numéro de référence complet du produit. L'allégation de la Chine doit être rejetée. Premièrement, l'allégation de la Chine ne faisait pas partie de la demande de consultations qu'elle a présentée et cette question n'a donc pas fait l'objet de consultations. Cette allégation ne relève donc pas du mandat du Groupe spécial. En outre, l'article 3.2 de l'*Accord antidumping* ne prescrit pas de méthode particulière pour l'analyse de la sous-cotation du prix et l'allégation de la Chine selon laquelle l'Union européenne a manqué à ses obligations simplement parce qu'elle a utilisé un NRP "simplifié" est donc clairement dénuée de fondement. Enfin, la Chine n'a pas démontré que l'analyse de la sous-cotation du prix avait été effectuée d'une manière subjective ou partiale simplement parce que le numéro de référence complet du produit n'avait pas été utilisé. Les ajustements qui peuvent être requis dans le cadre de l'analyse du dommage ne sont pas nécessairement les mêmes que ceux qui sont requis par l'article 2.4 de l'*Accord antidumping* dans le cadre d'une comparaison entre la valeur normale et le prix d'exportation, où l'accent est mis sur les différences liées aux coûts. Dans l'analyse de la sous-cotation du prix, l'accent est mis sur les différences liées au marché. Le parallélisme avec l'obligation de procéder à une comparaison équitable qui est envisagé par la Chine n'est donc pas pertinent. En résumé, les allégations formulées par la Chine au titre de l'article 3.1 et 3.2 de l'*Accord antidumping* en ce qui concerne l'analyse de la sous-cotation du prix doivent être rejetées.

IX. ALLÉGATION N° 7: EXAMEN DU VOLUME DES IMPORTATIONS FAISANT L'OBJET D'UN DUMPING (ARTICLE 3.1, 3.2, 3.4 ET 3.5 DE L'*ACCORD ANTIDUMPING*)

16. La Chine fait valoir que l'Union européenne a manqué à ses obligations au titre de l'article 3.1, 3.2, 3.4 et 3.5 parce que l'autorité n'a pas exclu de son analyse du volume au titre de l'article 3.2 les deux exportateurs dont il avait été constaté qu'ils ne pratiquaient pas le dumping et parce qu'aux fins de cette même analyse du volume, l'autorité a supposé que tous les exportateurs n'ayant pas fait l'objet d'un examen pratiquaient le dumping. L'Union européenne demande au Groupe spécial de rejeter l'allégation de la Chine à ce sujet. Premièrement, l'argument de la Chine concernant les deux exportateurs pour lesquels une marge de dumping nulle a été constatée est mal inspiré et fait passer la forme avant le fond. L'Union européenne estime que l'autorité a examiné objectivement la question de savoir si le volume des importations faisant l'objet d'un dumping avait augmenté notablement et que le fait qu'elle n'a pas exclu des importations représentant une part négligeable des importations totales du volume des importations faisant l'objet d'un dumping ne remet pas en cause cette conclusion. Deuxièmement, la Chine fait erreur en alléguant que l'autorité n'était pas autorisée à inclure les importations de tous les producteurs n'ayant pas fait l'objet d'un examen dans le volume total des importations faisant l'objet d'un dumping. Comme il a été constaté que tous les producteurs inclus dans l'échantillon pratiquaient le dumping, l'autorité était en droit de conclure par extrapolation que toutes les importations des producteurs n'ayant pas fait l'objet d'un examen faisaient également l'objet d'un dumping. Il s'agit précisément d'une méthode pour déterminer le volume des importations faisant l'objet d'un dumping que l'Organe d'appel a jugé appropriée pour ce qui est de l'échantillonnage. Les allégations corollaires formulées par la Chine au titre de l'article 3.4 et 3.5 sont donc également erronées. Toutefois, même si le Groupe spécial devait constater que l'Union européenne ne s'est pas acquittée de ses obligations au titre de l'article 3.2 de l'*Accord antidumping* en raison du fait qu'elle n'a pas exclu le volume des deux exportateurs dont il avait été constaté qu'ils ne pratiquaient pas le dumping, il est néanmoins clair que cette erreur alléguée d'importance marginale ne peut être considérée comme compromettant l'ensemble de l'analyse du dommage. Les allégations formulées par la Chine au titre de l'article 3.4 et 3.5 de l'*Accord antidumping* doivent donc être rejetées de toute façon.

X. ALLÉGATION N° 8: INCIDENCE DES IMPORTATIONS FAISANT L'OBJET D'UN DUMPING SUR LES PRODUCTEURS NATIONAUX (ARTICLE 3.1 ET 3.4 DE L'*ACCORD ANTIDUMPING*)

17. La Chine fait valoir que l'Union européenne ne s'est pas acquittée de l'obligation qu'elle avait au titre de l'article 3.1 et 3.4 de l'*Accord antidumping* d'examiner objectivement l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur la situation de la branche de production nationale. La Chine présente quatre arguments également erronés à ce sujet. Premièrement, la Chine affirme que la détermination de l'existence d'un dommage établie par l'UE est viciée parce que l'autorité n'aurait pas toujours utilisé le même ensemble de données pour examiner le dommage. L'argument de la Chine est mal inspiré parce que l'autorité a toujours utilisé des données se rapportant à la même branche de production nationale. Le fait que l'autorité a examiné certains facteurs en se fondant sur des données se rapportant à un échantillon représentatif de la branche de production nationale tandis que d'autres facteurs ont été examinés en se fondant sur des données se rapportant à tous les producteurs faisant partie de la branche de production nationale ne compromet en rien l'objectivité de l'analyse. Ce n'est pas parce qu'elle a recours à l'échantillonnage qu'il ne serait pas admissible que l'autorité fonde certaines de ses conclusions sur l'ensemble de données le plus complet, le cas échéant. La Chine n'a certainement pas démontré le contraire. L'exemple isolé de partialité alléguée donné par la Chine ne rend pas compte fidèlement des faits consignés au dossier.

18. Deuxièmement, la Chine fait valoir que l'Union européenne n'a pas examiné objectivement le facteur "rentabilité" et elle indique que les constatations de l'autorité contiennent des déclarations concernant ce facteur qui seraient contradictoires. Toutefois, la Chine ne fournit pas en réalité d'éléments de preuve indiquant que les constatations de l'autorité ne sont pas correctes, mais fait simplement état d'une différence alléguée entre la détermination préliminaire et la détermination finale. En outre, une interprétation correcte des constatations et des conclusions de l'autorité montre que l'argument de la Chine semble reposer sur une mauvaise compréhension des constatations de fait de l'autorité. L'argument de la Chine est donc clairement dénué de fondement et doit être rejeté.

19. Troisièmement, la Chine fait valoir que l'Union européenne n'a pas procédé à un examen objectif des éléments de preuve versés au dossier, car l'autorité aurait fondé sa constatation de l'existence d'un dommage sur l'évolution défavorable d'un seul des facteurs de dommage énumérés à l'article 3.4 de l'*Accord antidumping*, la part de marché. L'Union européenne soutient que l'exposé par la Chine des faits et des constatations pertinentes de l'autorité n'est pas exact. Il est clair que la détermination de l'existence d'un dommage n'était pas fondée sur un seul facteur, et que l'autorité a constaté que plusieurs facteurs évoluaient d'une manière défavorable lorsqu'elle les a examinés au regard de l'augmentation notable de la demande. L'argument de la Chine selon lequel la perte de part de marché a été causée par l'augmentation des prix des matières premières a trait à la question du lien de causalité et de la non-imputation, mais il n'a rien à voir avec la détermination de l'existence d'un dommage au titre de l'article 3.4. L'Union européenne estime que la Chine demande en réalité au Groupe spécial d'examiner les faits consignés au dossier et de déterminer s'il serait parvenu à la même conclusion que l'autorité en ce qui concerne le dommage. L'article 17.6 de l'*Accord antidumping* indique clairement que cela n'est pas le rôle du Groupe spécial.

20. Quatrièmement, la Chine affirme que l'Union européenne a conclu à tort que le dommage a consisté dans l'éviction d'un segment de marché vers un autre, alors que l'existence d'un dommage devrait être déterminée pour le produit dans son ensemble. L'allégation de la Chine repose sur une mauvaise compréhension des constatations de l'autorité à ce sujet. L'autorité a dit de cette éviction qu'elle indiquait la manière dont la branche de production avait essayé de lutter contre la concurrence des importations faisant l'objet d'un dumping (qui étaient destinées principalement au marché des éléments de fixation standard) en entrant sur le marché des éléments de fixation spéciaux. L'autorité a conclu que ce faisant, la branche de production était parvenue à atténuer les effets défavorables des

importations faisant l'objet d'un dumping. L'autorité n'a pas formulé les constatations indiquées par la Chine.

21. Pour toutes les raisons qui précèdent, l'Union européenne demande au Groupe spécial de rejeter l'allégation formulée par la Chine au titre de l'article 3.1 et 3.4 de l'*Accord antidumping* en ce qui concerne l'analyse du dommage à laquelle a procédé l'autorité.

XI. ALLÉGATION N° 9: ANALYSE DU LIEN DE CAUSALITÉ ET ANALYSE AUX FINS DE LA NON-IMPUTATION (ARTICLE 3.1 ET 3.5 DE L'*ACCORD ANTIDUMPING*)

22. La Chine allègue que l'analyse du lien de causalité et l'analyse aux fins de la non-imputation effectuées par l'UE contrevenaient à l'article 3.1 et 3.5 de l'*Accord antidumping*. L'allégation de la Chine est dénuée de fondement. Premièrement, l'argument de la Chine concernant l'analyse du lien de causalité se limite à émettre l'hypothèse que si la branche de production nationale n'avait pas décidé d'entrer dans le segment des éléments de fixation spéciaux, elle n'aurait pas perdu de part de marché. L'affirmation de la Chine limite indûment le dommage à une perte de part de marché et est démentie par les faits consignés au dossier. La Chine n'a signalé aucun vice dans les constatations de l'autorité concernant l'existence d'un lien de causalité entre les importations faisant l'objet d'un dumping et le dommage en résultant pour la branche de production nationale.

23. Deuxièmement, l'allégation de la Chine selon laquelle l'autorité n'a pas distingué adéquatement les effets d'autres facteurs tels que l'augmentation des prix des matières premières et les résultats à l'exportation de la branche de production de l'UE est également non étayée. Il ressort clairement du dossier que l'autorité a examiné le rôle de l'augmentation des prix des matières premières mais qu'elle a constaté qu'il n'existait pas de lien direct entre l'augmentation des prix des matières premières et la perte de part de marché comme celle dont l'existence avait été constatée en ce qui concerne les importations faisant l'objet d'un dumping. La Chine ne souscrit tout simplement pas à l'évaluation de l'incidence de ce facteur (prix des matières premières) par l'autorité. La Chine n'a pas démontré que l'autorité n'avait pas présenté une explication raisonnable et motivée de la manière dont les faits étayaient la détermination qui avait été établie. L'allégation de la Chine concernant le traitement par l'autorité des résultats à l'exportation de la branche de production nationale est également dénuée de fondement. L'hypothèse non étayée de la Chine concernant ce qui aurait pu arriver s'il y avait eu davantage de ventes à l'exportation sur le marché intérieur n'est pas pertinente et est, en tout état de cause, démentie par les faits consignés au dossier. Il était tout à fait raisonnable que l'autorité fonde ses conclusions sur des statistiques relatives aux exportations de la branche de production nationale extraites de la base de données COMEXT pour constater que ce facteur relativement dénué d'importance avait connu une évolution favorable et qu'il ne pouvait donc pas être une cause de dommage. Les allégations formulées par la Chine au titre de l'article 3.1 et 3.5 de l'*Accord antidumping* en ce qui concerne l'analyse effectuée par l'autorité aux fins de la non-imputation doivent donc être rejetées.

XII. ALLÉGATION N° 10: ALLÉGATIONS DE PROCÉDURE FORMULÉES PAR LA CHINE AU TITRE DES ARTICLES 6 ET 12 DE L'*ACCORD ANTIDUMPING*

24. La Chine a formulé 13 allégations de procédure au titre des articles 6 et 12 de l'*Accord antidumping*. La Chine y allègue que les droits des parties intéressées à une procédure régulière n'ont pas été respectés au cours de l'enquête qui a mené à l'adoption du Règlement n° 91/2009 du Conseil.

25. Dans sa première communication écrite, l'Union européenne démontre que plusieurs de ces allégations ne relèvent pas du mandat du Groupe spécial et que, en tout état de cause, les allégations sont dénuées de fondement dans la mesure où la Chine n'a même pas établi l'existence d'une violation *prima facie*. Non seulement la Chine décrit-elle de façon inexacte les nombreuses obligations

différentes énoncées aux articles 6 et 12 de l'*Accord antidumping* mais, qui plus est, elle semble confondre la relation entre les obligations qui sont inscrites dans les dispositions pertinentes invoquées par la Chine et les faits et éléments de preuve pertinents fournis par la Chine. Pour la plupart de ses allégations de procédure, la Chine se borne à affirmer que l'Union européenne ne s'est pas acquittée d'une obligation donnée énoncée dans l'*Accord antidumping*, sans toutefois développer d'argumentation cohérente ni fournir d'éléments de preuve pertinents. Essentiellement, soit la Chine s'attend à ce que l'Union européenne admette que la simple formulation d'une allégation abstraite est suffisante pour faire passer la charge de la preuve au défendeur, soit elle s'attend à ce que le Groupe spécial établisse à sa place le bien-fondé de son point de vue.

26. Dans la mesure où le Groupe spécial estime que certaines des allégations relèvent de sa compétence, les allégations de procédure de la Chine sont dénuées de fondement et devraient être rejetées par le Groupe spécial.

XIII. CONCLUSION

27. Pour les raisons exposées dans la présente première communication écrite, l'Union européenne demande au Groupe spécial de rejeter toutes les allégations et tous les arguments de la Chine et de constater plutôt, en ce qui concerne chacun d'entre eux, que l'Union européenne a agi d'une manière compatible avec toutes ses obligations au titre de l'*Accord antidumping*, du GATT de 1994 et de l'Accord sur l'OMC.

ANNEXE B

RÉSUMÉS ANALYTIQUES DES COMMUNICATIONS ÉCRITES DES TIERCES PARTIES

Table des matières		Page
Annexe B-1	Résumé analytique de la communication écrite du Brésil en tant que tierce partie	B-2
Annexe B-2	Résumé analytique de la communication écrite de la Colombie en tant que tierce partie	B-6
Annexe B-3	Résumé analytique de la communication écrite du Japon en tant que tierce partie	B-10
Annexe B-4	Résumé analytique de la communication écrite de la Norvège en tant que tierce partie	B-16
Annexe B-5	Résumé analytique de la communication écrite de la Turquie en tant que tierce partie	B-22
Annexe B-6	Résumé analytique de la communication écrite des États-Unis en tant que tierce partie	B-24

ANNEXE B-1

RÉSUMÉ ANALYTIQUE DE LA COMMUNICATION ÉCRITE DU BRÉSIL EN TANT QUE TIERCE PARTIE

Article 6:2 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends et mandat du Groupe spécial

1. La première question que le Brésil tient à soulever dans sa communication écrite se rapporte aux arguments de l'Union européenne concernant l'article 6:2 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends (le "Mémorandum d'accord") et le mandat du Groupe spécial. Le Brésil a un intérêt systémique dans cette question et il soumet les observations qui suivent à l'examen du Groupe spécial.

2. Compte tenu des deux rôles que joue une demande d'établissement d'un groupe spécial – permettre au défendeur de préparer sa défense et définir la compétence du groupe spécial – la jurisprudence a établi une distinction entre la question liminaire consistant à déterminer si une demande remplit ces fonctions de façon satisfaisante et les questions de fond qui sont examinées dans le cadre du différend. Comme l'Organe d'appel l'a dit, l'article 6:2 du Mémorandum d'accord exige seulement du plaignant qu'il dévoile "la *nature* de la mesure et l'*essentiel* de ce qui est en cause".[1] Le plaignant doit formuler clairement ses allégations dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, mais à ce stade il n'est pas tenu de développer des arguments juridiques.[2] Bien qu'il ne soit pas possible de "remédier" aux lacunes des demandes d'établissement d'un groupe spécial en apportant ultérieurement des précisions, les groupes spéciaux sont habilités à s'appuyer sur les communications écrites des parties pour interpréter la demande d'établissement d'un groupe spécial et définir avec précision leur domaine de compétence.

3. En résumé, l'Union européenne (UE) fait valoir qu'un certain nombre des allégations formulées par la Chine concernant le "Règlement antidumping de base" ne relèvent pas du mandat du Groupe spécial, puisqu'il n'y a aucun rapport entre la mesure en cause – qui a trait à l'imposition de *droits* antidumping individuels – et les dispositions légales correspondantes – qui portent sur la détermination d'une *marge* de dumping individuelle (article 6.10), le *niveau* approprié des *droits* antidumping (article 9.3), le niveau des droits antidumping lorsqu'un *échantillon* est utilisé (article 9.4) et l'*application* des lois, des règlements et des décisions judiciaires et administratives.

4. Le Brésil estime que l'approche proposée par l'UE a pour effet de confondre l'examen liminaire de la demande d'établissement d'un groupe spécial (s'agissant de ses rôles en matière de "régularité de la procédure" et de "compétence") et l'analyse de fond des allégations formulées par la Chine (qui prend en compte les arguments et les éléments de preuve présentés par les parties tout au long des travaux). À en juger par la demande d'établissement d'un groupe spécial, le Brésil croit comprendre que la Chine fait valoir que les dispositions légales mentionnées ci-dessus concernent – chacune sous un angle différent – la mesure de base qu'elle conteste. Le Brésil estime que ce qu'il comprend de l'"*essentiel* de ce qui est en cause" est confirmé par la première communication écrite de la Chine.

---

[1] Voir *États-Unis – Maintien de la réduction à zéro* (rapport de l'Organe d'appel, paragraphe 169, pas d'italique dans l'original).

[2] Voir *Canada – Blé* (rapport du Groupe spécial, paragraphe 6.10).

5. Par ailleurs, sur la base de la réfutation exhaustive de toutes les allégations de la Chine, telle qu'elle figure dans la première communication écrite de l'UE, le Brésil ne voit pas en quoi il a été porté atteinte aux droits de la défense. De plus, selon la jurisprudence, il incombe au défendeur de prouver qu'il a été porté atteinte à ses droits.[3] Il a, à tout le moins, été clairement indiqué que le "simple fait d'affirmer" que la demande d'établissement d'un groupe spécial ne remplit pas son rôle en matière de "régularité de la procédure" n'est pas suffisant pour exclure des allégations du mandat d'un groupe spécial.[4] Bien que l'Union européenne ait certainement présenté des "arguments à l'appui" de ses affirmations, le Brésil estime, comme il est indiqué plus haut, que ces arguments se rapportent à l'analyse de fond des allégations de la Chine plutôt qu'à l'examen liminaire de la compatibilité de la demande d'établissement d'un groupe spécial avec l'article 6:2 du Mémorandum d'accord.

6. La déclaration selon laquelle "la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Chine n'explique pas *en quoi* les "dispositions" de l'article 9 5) du Règlement (CE) n° 384/96 du Conseil ne sont pas appliquées d'une manière uniforme, impartiale et raisonnable" illustre cette confusion entre les deux analyses distinctes (italique dans l'original).[5] Il s'agit essentiellement du même argument que celui que le Groupe spécial *Canada – Blé* a rejeté lorsqu'il a constaté que les États-Unis n'étaient pas tenus d'indiquer dans leur demande d'établissement d'un groupe spécial *pourquoi* et *en quoi* la mesure contestée était incompatible avec l'article XVII du GATT de 1994.[6]

Analyse de la compatibilité de l'article 9 5) du Règlement antidumping de base "en tant que tel" avec l'Accord antidumping

7. L'incompatibilité alléguée de l'article 9 5) du Règlement antidumping de base avec les dispositions de l'Accord antidumping, à savoir les articles 6.10, 9.2, 9.3 et 9.4, est une autre question importante soulevée dans le cadre du présent différend. Le Brésil croit comprendre qu'au regard de l'Accord antidumping, du Protocole d'accession de la Chine et de la jurisprudence de l'OMC, les prescriptions de l'article 9 5), considérées dans leur contexte global, sont compatibles avec les accords et avec leur logique économique sous-jacente.

8. Tout d'abord, il convient de rappeler que l'Accord antidumping traite, dans des dispositions distinctes, de la détermination des marges de dumping (articles 2 et 6.10) et de l'imposition de droits antidumping (article 9). Bien que complémentaires, ces dispositions ne créent pas d'obligations réciproques.

9. S'agissant de la marge de dumping, l'article 2 et ses paragraphes contiennent des règles pour la détermination de la valeur normale, du prix à l'exportation et de la comparabilité. L'article 6.10 dispose que les autorités chargées de l'enquête "détermineront, en règle générale, une marge de dumping individuelle pour chaque exportateur ou producteur connu". L'article 6.10 envisage également des exceptions à cet égard, autorisant par exemple l'"échantillonnage" dans les cas où le nombre d'exportateurs ou de producteurs sera si important qu'il sera irréalisable de déterminer une marge de dumping individuelle.

10. Ces méthodes ne s'appliquent toutefois que dans les situations où les prix et les coûts – les paramètres permettant de déterminer à la fois la valeur normale et le prix à l'exportation – sont établis conformément aux règles d'une économie de marché.

---

[3] Voir *CE – Matériels informatiques* (rapport de l'Organe d'appel, paragraphes 58 à 65), *Corée – Produits laitiers* (rapport de l'Organe d'appel, paragraphes 114 à 131) et *Canada – Blé* (rapport du Groupe spécial, paragraphe 6.10).

[4] Voir *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères* (rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.71).

[5] Première communication écrite de l'UE, paragraphe 67.

[6] Voir *Canada – Blé* (rapport du Groupe spécial, paragraphe 6.10).

11. Pour cette raison, l'article 2.7 de l'Accord antidumping et les dispositions auxquelles il renvoie établissent une exception importante aux méthodes généralement admises par ledit accord. En résumé, il dispose que lorsque les règles d'une économie de marché ne s'appliquent pas dans le pays des exportateurs ou producteurs visés, l'autorité chargée de l'enquête peut recourir à une méthode qui ne prend pas en compte les coûts et les prix sur le marché intérieur de ce pays.

12. Dans le cas particulier de la Chine, cette conclusion est en outre étayée par l'alinéa ii) du paragraphe a) de la section 15 de son Protocole d'accession. Conformément à cette disposition, les autorités chargées de mener des enquêtes sur les exportations de produits chinois peuvent utiliser, pour déterminer la marge de dumping, une méthode différente de celle établie à l'article 2 de l'Accord antidumping, à moins que le producteur chinois visé par l'enquête ne démontre que les conditions d'une économie de marché existent dans son cas particulier. Cependant, les dispositions pertinentes (article VI du GATT de 1994, Accord antidumping et Protocole d'accession de la Chine) ne donnent pas aucune indication sur ce que devrait être cette méthode. Par conséquent, l'autorité chargée de l'enquête d'un Membre peut jouir d'une certaine latitude pour établir cette méthode.

13. Il convient de noter que si la société visée par l'enquête peut démontrer qu'elle n'est pas soumise à une intervention significative de l'État, elle a droit à une marge de dumping individuelle comme le prévoit l'article 6.10 de l'Accord antidumping, laquelle est calculée selon les méthodes prévues par l'article 2. Cette conséquence est logique, car si la comparabilité des prix que prescrit l'article 2.4 n'est pas affectée, le traitement prévu pour une économie de marché devrait s'appliquer.

14. Dans les économies autres que de marché, il peut être supposé que les décisions des sociétés concernant la production et la commercialisation dépendent étroitement des décisions des pouvoirs publics, car les objectifs des différentes sociétés recoupent, au moins dans une mesure significative, les objectifs de l'État. Du fait de l'existence de ces objectifs communs, les autorités chargées des enquêtes pourraient considérer les exportateurs et producteurs établis dans des pays à économie autre que de marché et visés par des enquêtes antidumping comme une seule et même entité qui serait, par conséquent, assujettie à une marge de dumping unique. S'agissant des pays à économie de marché, on peut faire une analogie avec les sociétés distinctes qui font partie du même conglomérat. Sur la base de la jurisprudence de l'OMC[7], il a été admis, dans bon nombre de circonstances, que l'autorité chargée de l'enquête considère des sociétés distinctes comme un seul et même producteur-exportateur.

15. Dans le cas des économies autres que de marché, il appartient à l'exportateur visé par l'enquête d'établir qu'il remplit les conditions requises pour être exempté du traitement à l'échelle du pays. Le fait que les CE appliquent une législation qui comporte des critères d'admissibilité clairs et précis ne va donc à l'encontre d'aucune disposition de l'Accord antidumping et semble ménager aux exportateurs chinois des possibilités adéquates de s'acquitter correctement de la charge de la preuve qui leur incombe.

Détermination des droits antidumping: portée et limites

16. La détermination du droit antidumping est une autre question qu'il faut examiner. L'imposition d'un droit antidumping exige que l'autorité chargée de l'enquête constate l'existence de marges de dumping positives qui sont supérieures au niveau *de minimis*, conformément à la méthode exposée plus haut.

17. Au regard de l'article 9 de l'Accord antidumping, intitulé "Imposition et recouvrement de droits antidumping", on peut faire les inférences suivantes: i) l'imposition d'un droit antidumping par

[7] Voir *Corée – Droits antidumping sur les importations de certains papiers en provenance d'Indonésie* (rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.161).

un Membre est volontaire et, par conséquent, l'existence d'une marge de dumping positive n'entraîne pas nécessairement l'imposition d'un droit antidumping; ii) cependant, si l'autorité du Membre décide d'imposer un droit antidumping, celui-ci sera égal ou inférieur à la marge de dumping; iii) il n'existe aucune obligation explicite de déterminer un droit antidumping individuel par exportateur-producteur; et iv) il est souhaitable que le droit antidumping imposé soit moindre que la marge de dumping, si ce droit moindre suffit à faire disparaître le dommage pour la branche de production nationale (*règle du droit moindre*).

18. En ce qui concerne la détermination des droits antidumping, l'Accord antidumping n'établit aucune règle spécifique concernant la méthode de détermination, si ce n'est que le résultat ne doit pas être supérieur à la marge de dumping.

19. Enfin, il importe de souligner que l'obligation de faire connaître le nom des fournisseurs concernés, énoncée à l'article 9.2 de l'Accord antidumping, n'établit aucune autre obligation si ce n'est celle de faire connaître leur nom. Autrement dit, le fait que l'autorité chargée de l'enquête doit faire connaître le nom des fournisseurs concernés (ou des pays fournisseurs) ne signifie pas, quelle que soit l'hypothèse retenue, que l'autorité est tenue de déterminer des marges de dumping individuelles pour chacun des fournisseurs. Comme il est indiqué plus haut, il suffit que le droit antidumping appliqué soit conforme à la marge de dumping établie et il peut être le même pour tous les fournisseurs énumérés, pour autant qu'il soit inférieur à cette marge.

ANNEXE B-2

RÉSUMÉ ANALYTIQUE DE LA COMMUNICATION ÉCRITE DE LA COLOMBIE EN TANT QUE TIERCE PARTIE

1. La Colombie remercie le Groupe spécial et les parties de lui offrir la possibilité d'exposer ses vues dans le cadre de la présente procédure. Bien qu'elle ne se prononce pas d'une manière définitive sur les faits spécifiques de la cause, elle présente ses vues sur certaines des allégations juridiques formulées par les parties au différend. Premièrement, la Colombie examine dans la présente communication les violations alléguées de l'article I:1 de l'*Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994* (le "*GATT de 1994*") et des articles 6.10 et 9.2 de l'*Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994* (l'"*Accord antidumping*") par l'Union européenne, en raison de l'imposition de prescriptions spécifiques concernant l'octroi d'un traitement individuel aux producteurs et aux exportateurs de pays à économie autre que de marché dans les procédures antidumping, ainsi qu'en dispose l'article 9 5) du Règlement (CE) n° 384/96 du Conseil, tel qu'il a été modifié. Deuxièmement, elle fait part de ses vues sur les contestations par la Chine du droit antidumping définitif frappant les importations de certains éléments de fixation en fer ou en acier en provenance de Chine pour ce qui est: i) de la détermination de la branche de production nationale au regard des articles 3.1 et 4.1 de l'*Accord antidumping*; et ii) de la détermination du "produit similaire" au regard de l'article 2.1 et 2.6 de l'*Accord antidumping*.

2. Comme il a été dit précédemment, *la deuxième note interprétative relative au premier paragraphe de l'article VI du GATT de 1994* exprime la position des États membres du *GATT*, à laquelle les Membres de l'OMC ont par la suite adhéré, selon laquelle la comparabilité des prix dans le cas des États à économie autre que de marché peut se faire sur une base différente de celle utilisée pour les États à économie de marché. Cette règle est énoncée, à des fins d'interprétation systématique, à l'article 2.7 de l'*Accord antidumping*. Ce traitement différencié entraîne une différenciation légitime entre les États Membres de l'OMC, qui n'est pas contraire aux dispositions de l'article I:1 du *GATT de 1994*.

3. Ce traitement différencié a été accordé à certains États au cours de leur processus d'accession à l'OMC. C'est le cas de la Chine, dont le Protocole d'accession renferme des dispositions spécifiques[1] relatives aux effets de ses conditions de production sur la comparabilité des prix dans le cadre des procédures antidumping engagées par d'autres Membres de l'OMC. Il est très important de ne pas perdre de vue que la section 15 du Protocole d'accession de la Chine dispose que les États Membres de l'OMC peuvent décider avant l'échéance 2016 de reconnaître unilatéralement que la Chine est un pays qui répond aux conditions d'une économie de marché et rendre ainsi inapplicables les dispositions transitoires établies dans cette section qui permettent de comparer les prix sur une autre base dans le cadre des procédures antidumping.

4. La première mesure en cause indiquée par la Chine est l'article 9 5) du Règlement (CE) n° 384/96 du Conseil[2], tel qu'il a été modifié, puisque, selon le plaignant, il devrait être déclaré incompatible, "en tant que tel", avec certaines dispositions du *GATT de 1994* et de l'*Accord antidumping*.

5. Au lieu de s'intéresser au débat sur des questions de procédure entre les parties, la Colombie se focalise sur le débat juridique de fond concernant cette première mesure. À cet égard, la Chine

[1] Section 15 du Protocole d'accession de la Chine à l'OMC (WT/L/432).
[2] Première communication écrite de la Chine, pièce CHN-1.

allègue que l'article 9 5) du Règlement (CE) n° 1255/09 du Conseil prévoit un traitement différencié qui est contraire à l'article I:1 du *GATT de 1994*. L'Union européenne estime que l'allégation formulée par la Chine concernant une violation de l'article I:1 du *GATT de 1994* dépend de la compatibilité de l'article 9 5) du Règlement (CE) n° 1255/09 du Conseil avec l'*Accord antidumping*. Par conséquent, conformément au principe de la *lex specialis*, à l'article II:2 b) du *GATT de 1994* et à la *note interprétative générale relative à l'Annexe 1A de l'Accord sur l'OMC*, la mesure contestée ne peut pas être contraire à l'article I:1 du *GATT de 1994*, puisqu'elle est compatible avec l'*Accord antidumping*.

6. La Colombie souscrit aux arguments présentés par l'Union européenne, et considère en outre que l'on peut également dire que les conditions prescrites par l'article 9 5) du Règlement (CE) n° 1255/09 du Conseil entrent dans le champ d'application de la *deuxième note interprétative relative au premier paragraphe de l'article VI du GATT de 1994* et, par conséquent, de l'article 2.7 de l'*Accord antidumping*. En conséquence, selon la Colombie, l'article 9 5) du Règlement (CE) n° 1255/09 du Conseil est compatible avec l'article I:1 du GATT.

7. La Chine allègue qu'en établissant, au moyen de l'article 9 5) du Règlement (CE) n° 1255/09 du Conseil, des prescriptions additionnelles en ce qui concerne la détermination de marges de dumping individuelles et de droits antidumping individuels, l'Union européenne contrevient à ses obligations au titre des articles 6.10 et 9.2 de l'*Accord antidumping*. L'Union européenne a d'abord répondu que l'article 9 5) du Règlement (CE) n° 1255/09 du Conseil ne relevait pas du champ d'application de l'article 6.10 de l'*Accord antidumping*. À titre subsidiaire, elle allègue que la règle générale inscrite dans l'article 6.10 de l'*Accord antidumping* fait l'objet d'au moins deux exceptions: i) l'utilisation de l'échantillonnage, et ii) l'identification générale de divers producteurs comme constituant une seule et même entité. Compte tenu de la deuxième exception, l'Union européenne considère que l'article 9 5) du Règlement (CE) n° 1255/09 du Conseil est pleinement conforme à l'article 6.10 de l'*Accord antidumping*.

8. La Colombie estime que l'Union européenne a raison, et elle indique qu'il ne faut pas oublier que, lorsqu'elle procède à l'évaluation de la relation entre les producteurs et l'État (c'est-à-dire au moyen d'une prescription comme celle énoncée à l'article 9 5) du Règlement (CE) n° 1255/09 du Conseil), l'autorité nationale et les producteurs visés par l'enquête sont liés par les dispositions de l'article 6.8 de l'*Accord antidumping*. C'est pourquoi la Colombie considère que l'article 9 5) du Règlement (CE) n° 1255/09 du Conseil est compatible avec les obligations découlant de l'article 6.10 de l'*Accord antidumping*.

9. La Chine estime que l'obligation énoncée à l'article 9.2 de l'*Accord antidumping*, qui consiste à nommer individuellement tous les fournisseurs du produit concerné équivaut à l'obligation de recouvrer et d'imposer des droits antidumping individuellement. Selon cette interprétation, la Chine juge que l'article 9 5) du Règlement (CE) n° 1255/09 du Conseil empêche l'imposition de droits antidumping individuels pour chacune des sociétés et qu'il est donc contraire à l'article 9.2 de l'*Accord antidumping*. L'Union européenne réfute l'allégation de la Chine de deux manières. D'une part, elle prétend que l'article 9 5) du Règlement (CE) n° 1255/09 du Conseil ne tombe pas sous le coup de l'article 9.2 de l'*Accord antidumping*, puisque cette disposition traite du recouvrement et non de la détermination des droits antidumping; et, d'autre part, elle prétend qu'en tout état de cause, la mesure contestée est compatible avec l'article 9.2 de l'*Accord antidumping*, puisque son application rend le droit *approprié* et *effectif*.

10. Souscrivant aux arguments de l'Union européenne, la Colombie considère que l'article 9 5) du Règlement (CE) n° 1255/09 du Conseil est compatible avec les obligations découlant de l'article 9.2 de l'*Accord antidumping*.

11. La deuxième mesure contestée par la Chine est le Règlement (CE) n° 91/2009 du Conseil[3], au moyen duquel l'Union européenne a institué un droit antidumping définitif sur les importations de certains éléments de fixation en fer ou en acier originaires de la Chine. Selon la Chine, cette mesure enfreint de nombreuses dispositions de fond et conditions de forme de l'*Accord antidumping*, mais dans sa communication, la Colombie s'intéressera surtout aux violations alléguées des articles 3.1 et 4.1 (concernant la définition de la branche de production nationale), et 2.1 et 2.6 (concernant la détermination du produit similaire) qui résulteraient de l'application de cet instrument.

12. La Chine allègue que la détermination de la "branche de production nationale" établie par l'Union européenne est contraire aux articles 4.1 et 3.1 de l'*Accord antidumping*, en particulier parce qu'elle ne tiendrait pas compte de la limitation imposée au pouvoir discrétionnaire de l'autorité chargée de l'enquête par l'article 4.1 i) et 4.1 ii) de l'*Accord antidumping*. De plus, la Chine allègue que l'Union européenne n'a pas inclus les producteurs nationaux dont les productions additionnées du produit similaire constituaient une proportion majeure de la production nationale totale. Enfin, elle allègue que l'échantillon utilisé par l'Union européenne pour déterminer l'existence du dommage ne représente pas une proportion majeure de la production nationale totale.

13. L'Union européenne répond que ces allégations sont erronées, principalement parce que, conformément à l'article 4.1 de l'*Accord antidumping*, il est possible de déterminer la production nationale en identifiant une "proportion majeure" de ladite production. L'Union européenne l'a fait en échantillonnant un pourcentage qui, selon elle, constitue une "proportion majeure" de la production nationale. Elle note également que l'article 4.1 ne prescrit pas que les producteurs inclus dans l'échantillon doivent représenter une proportion majeure de la production nationale *totale*.

14. La Colombie se rallie à l'interprétation de l'Union européenne, considérant que l'article 4.1 de l'*Accord antidumping* a pour but de faire en sorte que la branche de production nationale soit définie de manière à ce que tous les producteurs admissibles (la branche de production nationale dans son ensemble) *ou* à ce que tous les producteurs qui représentent "une proportion majeure" de la production nationale admissible soient inclus. La Colombie est d'avis qu'aux fins de la détermination de l'existence d'un dommage dans une enquête, les autorités nationales devraient interpréter la notion de "branche de production nationale" conformément aux articles 3.1 et 4.1 de l'*Accord antidumping*; cependant, cela ne les empêche pas d'effectuer un échantillonnage au cours d'une enquête, pour autant que l'échantillon soit suffisamment représentatif de la branche de production nationale. À cet égard, les autorités sont tenues de mener l'enquête et d'établir la détermination de l'existence d'un dommage d'une manière objective, en se fondant sur des éléments de preuve positifs. Dans le contexte des articles 3.1 et 4.1 de l'*Accord antidumping*, cela veut dire que les décisions prises pendant ces étapes devraient être justifiables et crédibles.

15. La Chine allègue que la constatation de l'Union européenne énoncée dans le Règlement (CE) n° 91/2009 du Conseil, selon laquelle tous les éléments de fixation qui sont produits et vendus dans la Communauté européenne, en Chine ou dans le pays analogue (Inde) sont similaires, est contraire aux dispositions de l'article 2.1 et 2.6 de l'*Accord antidumping*. Cette allégation repose sur le fait que, selon la Chine, l'article 2.6 de l'*Accord antidumping* établit que l'analyse du produit similaire doit être effectuée de façon rigoureuse et que, dans l'affaire qui nous occupe, l'Union européenne n'a pas respecté ce critère minimal en ne reconnaissant pas les différences existant entre les éléments de fixation standard (ceux produits en Chine) et les éléments de fixation spéciaux (ceux produits dans l'Union européenne) aux fins de la détermination et de l'imposition des droits antidumping.

16. En réponse aux allégations de la Chine, l'Union européenne précise que l'article 2.1 et 2.6 de l'*Accord antidumping* ne renferme pas d'obligations spécifiques concernant la détermination du

[3] Voir la première communication écrite de la Chine, paragraphe 122, et la pièce CHN-4.

produit considéré ou du *produit similaire*, puisqu'il indique simplement les circonstances dans lesquelles il y a dumping et définit ce qu'est un produit similaire. Elle allègue aussi que la détermination du produit similaire a été effectuée sur la base des éléments de fixation (standard et spéciaux) produits par la branche de production nationale, produits et vendus en Chine, produits dans le pays analogue, et produits en Chine et vendus dans l'Union européenne. Par conséquent, les allégations formulées par la Chine n'ont pas de fondement factuel ni juridique.

17. La Colombie formule des observations sur la latitude dont jouissent les autorités nationales pour déterminer, sur la base des éléments de preuve disponibles au cours de l'enquête, quel est le *produit considéré* et, même si l'Union européenne n'en a pas débattu dans le détail, quel est le critère de similarité qui devrait s'appliquer dans les enquêtes antidumping, selon le droit de l'OMC. La détermination du *produit considéré* n'est pas soumise à une obligation spécifique au titre de l'article 2.1 et 2.6 de l'*Accord antidumping*. Lorsqu'elles analysent la similarité du *produit considéré* (déterminé librement par l'autorité nationale) et du *produit national similaire* afin d'établir l'existence d'un dumping, les autorités nationales sont plutôt tenues de respecter les modalités et conditions énoncées à l'article 2.1 et 2.6 de l'*Accord antidumping*. La Colombie est d'avis que l'application de l'article 2.6 devrait se faire dans un contexte raisonnable. Du reste, la définition de l'extension du "produit similaire" dans une enquête antidumping ne devrait se limiter ni aux produits identiques, ni à un seul groupe de produits ayant simplement des caractéristiques physiques en commun avec le produit considéré. La Colombie observe que cette disposition comporte en réalité la possibilité d'utiliser non seulement le critère des "caractéristiques physiques", mais également d'autres critères de similarité acceptés dans le cadre du GATT de 1994 et des différents accords visés, pour autant que les autorités chargées de l'enquête élaborent ces critères d'une manière raisonnable, en essayant de respecter la portée et l'esprit de l'*Accord antidumping*.

18. Enfin, pour résumer, la Colombie estime que la présente affaire soulève des questions importantes en ce qui concerne l'interprétation de l'article I:1 du *GATT de 1994* ainsi que de diverses dispositions de l'*Accord antidumping*. Bien qu'elle ne se prononce pas d'une manière définitive sur le bien-fondé de la cause, la Colombie demande au Groupe spécial d'examiner soigneusement la portée des allégations au regard des observations formulées dans la présente communication. La Colombie se réserve le droit de formuler d'autres observations au cours de la séance avec les tierces parties dans le cadre de la première réunion de fond du Groupe spécial.

ANNEXE B-3

RÉSUMÉ ANALYTIQUE DE LA COMMUNICATION ÉCRITE DU JAPON EN TANT QUE TIERCE PARTIE

I. QUESTIONS RELATIVES AU CALCUL DE MARGES DE DUMPING INDIVIDUELLES AINSI QU'À L'IMPOSITION ET AU RECOUVREMENT DE DROITS ANTIDUMPING INDIVIDUELS

1. Dans la présente affaire, la République populaire de Chine (la "Chine") semble indiquer que l'alinéa ii), paragraphe a), de la section 15 du *Protocole d'accession de la République populaire de Chine* (le "*Protocole d'accession de la Chine*") et le paragraphe 151 du *rapport du Groupe de travail de l'accession de la Chine* (le "*rapport du Groupe de travail*") n'autorisent pas l'Union européenne à agir d'une manière incompatible avec les articles 6.10, 9.2, 9.3 et 9.4 de l'*Accord sur la mise en œuvre de l'article VI du GATT* (l'"*Accord antidumping*") en appliquant l'article 9 5) du Règlement (CE) n° 384/96 du Conseil, tel qu'il a été modifié, codifié et remplacé par le Règlement (CE) n° 1225/2009 du Conseil (le "Règlement antidumping de base").

2. Selon le Japon, l'alinéa ii), paragraphe a), de la section 15 du *Protocole d'accession de la Chine* soulève deux questions dans la présente affaire: i) celle de savoir si les points a) à e) de l'article 9 5) du Règlement antidumping de base peuvent être réputés être des conditions démontrant que "les conditions d'une économie de marché existent dans la branche de production"; et ii) celle de savoir si le calcul d'une marge de dumping et d'un droit antidumping à l'échelle du pays sur la base d'une comparaison entre la valeur normale établie pour un pays analogue et le prix à l'exportation moyen des producteurs-exportateurs ayant coopéré dans le pays concerné peut être considéré comme "une méthode qui [n'est] pas fondée sur une stricte comparaison avec les prix ou les coûts intérieurs en Chine".

3. Le Japon estime que l'Union européenne n'a pas contrevenu aux articles 6.10, 9.2, 9.3 et 9.4 de l'*Accord antidumping* en appliquant l'article 9 5) du Règlement antidumping de base si: i) pour répondre à la première question, les points a) à e) de l'article 9 5) du Règlement antidumping de base peuvent être considérés comme des conditions démontrant que "les conditions d'une économie de marché existent dans la branche de production", conformément à l'alinéa ii), paragraphe a), de la section 15 du *Protocole d'accession de la Chine*; et ii) pour répondre à la deuxième question, le calcul d'une marge de dumping et d'un droit antidumping à l'échelle du pays sur la base d'une comparaison entre la valeur normale établie pour un pays analogue et le prix à l'exportation moyen des producteurs-exportateurs ayant coopéré dans le pays concerné peut être considéré comme "une méthode qui [n'est] pas fondée sur une stricte comparaison avec les prix ou les coûts intérieurs en Chine", conformément à l'alinéa ii), paragraphe a), de la section 15 du *Protocole d'accession de la Chine*.

4. Le Japon demande au Groupe spécial de préciser la relation entre l'alinéa ii), paragraphe a), de la section 15 du Protocole *d'accession de la Chine* et l'article 9 5) du Règlement antidumping de base, et de prendre soigneusement en considération les questions soulevées ci-dessus dans son examen de l'alinéa ii), paragraphe a), de la section 15 du *Protocole d'accession de la Chine*, des articles 6.10, 9.2, 9.3 et 9.4 de l'*Accord antidumping* et de l'article 9 5) du Règlement antidumping de base.

5. En outre, le Japon se demande s'il suffit de satisfaire aux critères énumérés au paragraphe 151 du *rapport du Groupe de travail* pour qu'un Membre de l'OMC utilise "une méthode qui [n'est] pas

fondée sur une stricte comparaison avec les prix ou les coûts intérieurs en Chine", conformément à l'alinéa ii), paragraphe a), de la section 15 du *Protocole d'accession de la Chine*.

6. S'agissant de l'obligation de déterminer une marge de dumping individuelle, le Japon considère que la première phrase de l'article 6.10 de l'*Accord antidumping* établit l'obligation de déterminer une marge de dumping individuelle pour chaque exportateur ou producteur individuel concerné, cette règle ne comportant qu'*une seule* exception. L'exception est précisée dans la deuxième phrase de l'article 6.10, qui permet l'échantillonnage dans les cas "où le nombre d'exportateurs, de producteurs, d'importateurs ou de types de produits visés [est] si important que l'établissement d'une telle détermination [est] irréalisable". Ce point de vue est conforme à la jurisprudence de l'OMC.[1]

7. Le Japon souscrit au point de vue de l'Union européenne selon lequel il est admissible de calculer une seule marge de dumping pour des entités légalement distinctes mais néanmoins liées, dans la mesure où elles peuvent être considérées comme un seul et même "exportateur" ou "producteur" au sens de la première phrase de l'article 6.10. Cela cadre également avec l'examen effectué par le Groupe spécial *Corée – Certains papiers*.[2] Cependant, cette question est liée à la définition qui est donnée du mot "exportateur" ou "producteur" à l'article 6.10 de l'*Accord antidumping*; elle n'a aucune incidence sur la relation entre la première et la deuxième phrase de l'article 6.10.

II. QUESTIONS RELATIVES À LA CONDUITE DES ENQUÊTES ANTIDUMPING

i) "Branche de production nationale" – Articles 4.1 et 3.1 de l'*Accord antidumping*

8. Selon le Japon, les arguments formulés par la Chine en ce qui concerne l'article 4.1 de l'*Accord antidumping* soulèvent les grandes questions suivantes: celle de savoir si l'Union européenne a contrevenu à l'article 4.1 de l'*Accord antidumping* i) en excluant de la définition de la branche de production nationale toutes les sociétés qui n'étaient pas en faveur de l'ouverture d'une enquête[3]; ii) étant donné que la branche de production nationale, telle que définie par l'Union européenne, ne comprenait pas les producteurs nationaux dont les productions additionnées du produit similaire constituaient une proportion majeure de la production nationale totale[4]; et iii) étant donné que l'échantillon retenu par l'Union européenne ne représentait pas une proportion majeure de la production nationale totale, parce qu'elle a retenu un échantillon de producteurs nationaux, à savoir six producteurs ne comptant que pour 17,5 pour cent de la production totale de l'UE; et celle de savoir si l'Union européenne a contrevenu à l'article 3.1 de l'*Accord antidumping*, étant donné que cet échantillon ne peut pas être considéré comme représentatif de la production nationale totale.[5]

9. **S'agissant de la première question**, la préoccupation première du Japon est d'assurer l'équité du processus d'enquête. Le Japon croit que les producteurs nationaux qui ne soutiennent pas une plainte antidumping mais qui coopèrent pleinement à une enquête antidumping ne peuvent pas être exclus de la définition de la branche de production nationale. L'interprétation que fait l'Union européenne de l'expression "branche de production nationale" pourrait autoriser les autorités chargées de l'enquête à définir la branche de production nationale d'une manière qui sert leurs fins. Cela serait incompatible avec l'obligation énoncée à l'article 3.1 de l'*Accord antidumping* de procéder à un "examen objectif" de l'existence d'un dommage.

---

[1] *Voir* le rapport du Groupe spécial *Argentine – Carreaux en céramique*, paragraphes 6.89 et 6.90; et le rapport du Groupe spécial *Argentine – Droits antidumping sur la viande de volaille*, paragraphe 7.214.

[2] *Voir* le rapport du Groupe spécial *Corée – Certains papiers*, paragraphe 7.161.

[3] Première communication écrite de la Chine, paragraphes 233 à 245.

[4] Première communication écrite de la Chine, paragraphes 246 à 268.

[5] Première communication écrite de la Chine, paragraphes 273 à 282.

10. Dans les affaires *États-Unis – Acier laminé à chaud*[6] et *CE – Linge de lit (article 21:5 – Inde)*[7], l'Organe d'appel a reconnu que les autorités chargées de l'enquête devaient mener une enquête impartiale sans favoriser les intérêts d'aucune partie intéressée. De plus, les autorités chargées de l'enquête ne sont pas en droit de mener leur enquête de manière telle qu'une détermination positive de l'existence d'un dommage devienne plus probable.

11. En outre, il existe une obligation générale de mener les enquêtes antidumping d'une manière impartiale et objective. C'est ce que confirme l'article 17.6 i) de l'*Accord antidumping*.

12. Par ailleurs, l'approche de l'Union européenne est problématique d'un point de vue structurel dans la mesure où elle autorise les *producteurs nationaux* eux-mêmes à définir la "branche de production nationale" en désignant comme sociétés qui soutiennent la plainte celles pour lesquelles il est plus probable que soit constatée l'existence d'un dommage et en désignant comme sociétés ne soutenant pas la plainte celles pour lesquelles il est moins probable que soit constatée l'existence d'un dommage.

13. **S'agissant de la deuxième question**, le Japon ne souscrit ni à l'argument de la Chine selon lequel 27 pour cent de la production nationale ne constitue pas *a priori* une "proportion majeure", ni à celui de l'Union européenne selon lequel 25 pour cent de la production nationale est suffisant *a priori* pour atteindre le seuil de la "proportion majeure".[8] Dans l'affaire *Argentine – Droits antidumping sur la viande de volaille*, le Groupe spécial a constaté que la prescription relative à la "proportion majeure" figurant à l'article 4.1 de l'*Accord antidumping* ne signifiait pas que la branche de production nationale devait représenter au moins 50 pour cent de la production nationale, mais qu'une proportion "*importante, sérieuse ou notable*" de la production était suffisante.[9] Selon le Japon, il suffit que l'autorité chargée de l'enquête évalue au cas par cas, d'une manière *impartiale* et *objective*, ce en quoi consiste une proportion majeure.

14. **En ce qui concerne la troisième question**, bien qu'il n'y ait pas dans l'*Accord antidumping* de dispositions claires qui autorisent les autorités chargées de l'enquête à effectuer l'échantillonnage de la branche de production nationale[10], ledit accord autorise les autorités à effectuer l'échantillonnage de la production nationale dans les cas où la branche de production nationale comprend des membres si nombreux qu'un examen individuel de tous serait irréalisable.[11] La prescription figurant à l'article 4.1 de l'*Accord antidumping* selon laquelle les productions additionnées de la branche de production nationale doivent constituer au moins une "proportion majeure" de la production nationale totale doit être clairement distinguée des prescriptions relatives au choix d'un échantillon.

15. Le Japon croit que la deuxième phrase de l'article 6.10 serait également utile en ce qui concerne l'échantillonnage pour la détermination de l'existence d'un dommage. Selon le Japon, l'exigence première en ce qui concerne le choix d'un échantillon aux fins de la détermination de l'existence d'un dommage est que l'échantillon doit être *suffisamment représentatif* de la branche de production nationale.[12]

---

[6] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier laminé à chaud*, paragraphe 196.

[7] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Linge de lit (article 21:5 – Inde)*, paragraphe 114, dans lequel est cité le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier laminé à chaud*, paragraphe 192.

[8] *Voir* la première communication écrite de l'Union européenne, paragraphes 340 et suivants.

[9] *Voir* le rapport du Groupe spécial *Argentine – Droits antidumping sur la viande de volaille*, paragraphe 7.341.

[10] La note de bas de page 13 de l'*Accord antidumping* semble donner la possibilité d'échantillonner des producteurs nationaux avant l'ouverture d'une enquête antidumping.

[11] Rapport du Groupe spécial *CE – Saumon (Norvège)*, paragraphe 7.129.

[12] Rapport du Groupe spécial *CE – Saumon (Norvège)*, paragraphe 7.130.

ii) "Produit considéré" et "produit similaire" – Article 2.1 et 2.6 de l'*Accord antidumping*

16. Le Japon demande d'abord au Groupe spécial d'examiner *soigneusement* si l'Union européenne a correctement défini le "produit considéré", compte tenu des arguments et pièces présentés par les deux parties.

17. Le Japon demande ensuite au Groupe spécial d'examiner soigneusement si l'Union européenne a comparé au produit considéré des produits qui étaient vraiment "similaires". En particulier, il demande au Groupe spécial d'examiner attentivement si les produits fabriqués et vendus dans le pays analogue (Inde) dans le cadre contexte d'un dumping et les produits fabriqués en Chine et exportés vers l'Union européenne étaient "similaires".

18. La question de savoir si deux produits sont "similaires" est déterminée conformément à l'article 2.6 de l'*Accord antidumping*. Selon cet article, l'expression "produit similaire" s'entend d'"un produit identique, c'est-à-dire semblable à tous égards au produit considéré, ou, en l'absence d'un tel produit, d'un autre produit qui, bien qu'il ne lui soit pas semblable à tous égards, présente des caractéristiques ressemblant étroitement à celles du produit considéré".

19. À cet égard, le Japon estime que la constatation formulée par le Groupe spécial *Indonésie – Automobiles* dans le cadre d'une affaire relevant de l'*Accord sur les subventions et les mesures* compensatoires ("*Accord SMC*"), qui s'est référé à ce qu'a dit l'Organe d'appel dans l'affaire *Boissons alcooliques* (1996), peut également s'appliquer à l'*Accord antidumping*.[13]

20. En l'espèce, le Japon demande au Groupe spécial de prendre en considération tous les facteurs et de statuer au mieux sur la question de savoir si les produits fabriqués et vendus dans le pays analogue (Inde) et le produit considéré au titre de l'*Accord antidumping*, sont "similaires".

iii) Détermination de l'existence d'un dommage: volume des importations faisant l'objet d'un dumping – Article 3.1, 3.2, 3.4 et 3.5 de l'*Accord antidumping*

21. Selon le Japon, les arguments avancés par la Chine concernant l'article 3.1, 3.2, 3.4 et 3.5 de l'*Accord antidumping* soulèvent deux grandes questions: i) celle de savoir si l'Union européenne a contrevenu à l'article 3.1 et 3.2 de l'*Accord antidumping* en n'excluant pas du volume des importations faisant l'objet d'un dumping les importations de deux producteurs-exportateurs chinois, dont il avait été constaté qu'ils ne pratiquaient pas le dumping[14]; et ii) celle de savoir si l'Union européenne a contrevenu à l'article 3.1 et 3.2 de l'*Accord antidumping* en incluant dans le volume des importations faisant l'objet d'un dumping toutes les importations en provenance de producteurs-exportateurs non inclus dans l'échantillon qui n'avaient pas fait individuellement l'objet d'un examen.[15]

22. **S'agissant de la première question**, le Japon est d'avis que l'expression "importations faisant l'objet d'un dumping" figurant à l'article 3 signifie que la détermination de l'existence d'un dommage décrite à l'article 3 doit refléter l'évaluation par les autorités des "importations faisant l'objet d'un dumping" uniquement, et non des importations dont il n'a pas été constaté qu'elles "faisaient l'objet d'un dumping".[16]

[13] Rapport du Groupe spécial *Indonésie – Automobiles*, paragraphe 14.174.
[14] Première communication écrite de la Chine, paragraphes 402 à 408.
[15] Première communication écrite de la Chine, paragraphes 409 à 417.
[16] Rapport du Groupe spécial *Argentine – Droits antidumping sur la viande de volaille*, paragraphe 7.303; rapport du Groupe spécial *CE – Linge de lit*, paragraphe 6.138; et rapport de l'Organe d'appel *CE – Linge de lit (article 21:5 – Inde)*, paragraphes 111, 112 et 115.

23. Il s'ensuit que, dans la mesure où, aux fins de l'analyse du dommage et du lien de causalité, l'Union européenne a considéré des importations ne faisant pas l'objet d'un dumping comme des importations "faisant l'objet d'un dumping", elle a contrevenu à l'article 3.1 et 3.2 de l'*Accord antidumping* au regard de la jurisprudence de l'OMC.

24. **S'agissant de la deuxième question**, le Japon est d'avis que l'Union européenne n'a pas contrevenu à l'article 3.1 et 3.2 de l'*Accord antidumping* en incluant dans le volume des "importations faisant l'objet d'un dumping" toutes les importations en provenance de producteurs-exportateurs non inclus dans l'échantillon qui n'avaient pas fait individuellement l'objet d'un examen. La raison en est que l'Union européenne a constaté que *tous les producteurs-exportateurs inclus dans l'échantillon* se livraient au dumping[17], et en conséquence, sa détermination selon laquelle tous les producteurs-exportateurs non inclus dans l'échantillon qui n'avaient pas fait individuellement l'objet d'un examen se livraient également au dumping peut être considérée comme fondée sur des "éléments de preuve positifs" et sur un "examen objectif", sans complément d'enquête.

25. Les autorités chargées de l'enquête ont le droit d'utiliser l'échantillonnage dans les circonstances décrites dans la deuxième phrase de l'article 6.10 pour autant qu'elles "satisfont aux prescriptions concernant les "éléments de preuve positifs" et l'"examen objectif", sans avoir à enquêter sur *chaque producteur ou exportateur* individuellement".[18]

26. Selon le Japon, ces prescriptions ne sont pas violées lorsque les constatations concernant l'échantillonnage sont généralisées à tous les producteurs non inclus dans l'échantillon qui n'ont pas fait individuellement l'objet d'un examen.[19] Du reste, l'approche consistant à généraliser à toutes les sociétés n'ayant pas fait individuellement l'objet d'un examen les constatations faites à partir de l'échantillon est "impartiale" et n'a pas pour effet de "favoriser les intérêts" d'une partie intéressée dans l'enquête.

27. Par ailleurs, le Japon souligne qu'il n'y a nulle part dans l'*Accord antidumping* de prescription qui *exige* des autorités chargées de l'enquête qu'elles prennent en compte des renseignements ne provenant pas de l'échantillon lorsqu'elles généralisent aux producteurs n'ayant pas fait l'objet d'un examen qui n'étaient pas inclus dans l'échantillon les constatations faites à partir de l'échantillon.[20]

iv) Détermination de l'existence d'un dommage: lien de causalité et facteurs relatifs à la non-imputation – Article 3.1 et 3.5 de l'*Accord antidumping*

28. Aux termes de l'article 3.5 de l'*Accord antidumping*, ainsi que l'Organe d'appel l'a expliqué dans l'affaire *États-Unis – Acier laminé à chaud*, les autorités chargées de l'enquête doivent *dissocier et distinguer* les effets dommageables des importations faisant l'objet d'un dumping et les effets dommageables des autres facteurs connus.[21]

29. Le Japon estime qu'il est de la plus haute importance que le principe de "dissociation" et de "distinction" des effets des autres facteurs connus soit respecté dans chaque enquête antidumping. En conséquence, il demande au Groupe spécial d'examiner soigneusement si l'Union européenne a observé ce principe en l'espèce.

[17] Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 535.
[18] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Linge de lit (article 21:5 – Inde)*, paragraphe 117.
[19] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Linge de lit (article 21:5 – Inde)*, paragraphe 137.
[20] Rapport du Groupe spécial *CE – Saumon (Norvège)*, paragraphe 7.634 et note de bas de page 780.
[21] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier laminé à chaud*, paragraphes 222 et 223. (pas d'italique dans l'original)

v) Questions de procédure – Article 6.1.1 de l'*Accord antidumping*

30. Le Japon souscrit au point de vue de l'Union européenne selon lequel l'article 6.1.1 de *l'Accord antidumping* ne s'applique qu'au questionnaire initial (c'est-à-dire au questionnaire initial concernant le dumping)[22]; l'*Accord antidumping* n'oblige pas les autorités chargées de l'enquête à ménager aux sociétés interrogées un délai d'au moins 30 jours pour répondre à toutes les demandes de renseignements, à tous les "questionnaires" ou à tous les formulaires de demande possibles.[23]

31. D'ailleurs, étant donné les exigences formelles et les délais impartis pour les enquêtes antidumping dans la pratique, il serait déraisonnable et impraticable d'imposer aux sociétés interrogées un délai d'au moins 30 jours pour présenter des renseignements autres que leur réponse au questionnaire initial.[24]

32. En effet, l'article 6.1.1 de l'*Accord antidumping* n'est qu'une application du principe général dont il est fait état dans le texte introductif de l'article 6.1 dudit accord, selon lequel il doit être ménagé aux sociétés interrogées un délai suffisant pour présenter leurs vues par écrit. Ainsi, bien que le texte introductif de l'article 6.1 de l'*Accord antidumping* indique qu'il est entendu qu'il peut être nécessaire d'imposer des délais différents au cas par cas pour répondre à certaines demandes de renseignements au cours d'une enquête antidumping, l'article 6.1.1 de l'*Accord antidumping* exige en tout état de cause qu'un délai minimal soit ménagé pour répondre au questionnaire initial.[25]

33. Le Japon souligne qu'il ne faudrait pas considérer que les demandes de renseignements autres que le questionnaire initial, par exemple un questionnaire relatif à l'échantillonnage et les demandes de statut de société opérant dans les conditions d'une économie de marché ou de traitement individuel, sont visées par le délai de 30 jours imparti par l'article 6.1.1 de l'*Accord antidumping*.

[22] Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 783.
[23] *Voir* le rapport du Groupe spécial *Égypte – Barres d'armature en acier*, paragraphe 7.276.
[24] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier laminé à chaud*, paragraphe 73.
[25] Rapport du Groupe spécial *Égypte – Barres d'armature en acier*, paragraphe 7.277.

ANNEXE B-4

RÉSUMÉ ANALYTIQUE DE LA COMMUNICATION ÉCRITE DE LA NORVÈGE EN TANT QUE TIERCE PARTIE

TABLE DES MATIÈRES

Page

I. INTRODUCTION B-17

II. DÉTERMINATION DE LA BRANCHE DE PRODUCTION NATIONALE B-17

III. DÉTERMINATION DE L'EXTENSION DU PRODUIT B-17

IV. DÉTERMINATION DE L'EXISTENCE D'UN DOMMAGE B-18

V. EXAMEN DU VOLUME DES IMPORTATIONS FAISANT L'OBJET D'UN DUMPING B-19

VI. CONDITIONS DE FORME B-20

VII. CONCLUSION B-21

I. INTRODUCTION

1. En tant que tierce partie au présent différend, la Norvège souhaiterait dans les paragraphes suivants traiter de certaines questions d'interprétation que la Chine et l'UE ont analysées dans leurs premières communications écrites.

II. DÉTERMINATION DE LA BRANCHE DE PRODUCTION NATIONALE

2. La Norvège examine d'abord l'exclusion par l'UE de la détermination de la branche de production nationale de certaines catégories de producteurs communautaires qui fabriquaient le "produit similaire" pendant la période considérée. L'Union européenne semble faire valoir que l'autorité chargée de l'enquête a le pouvoir discrétionnaire d'exclure les producteurs de son choix, à condition que les producteurs restants représentent une "proportion majeure" de la branche de production.[1] La Norvège conteste vivement que l'article 4.1 de l'*Accord antidumping* autorise une telle détermination, qui empêcherait un examen objectif de la branche de production, ainsi que le prescrit ledit accord. La seule catégorie de producteurs qui peut être totalement exclue de la branche de production conformément à l'article 4.1 est celle des producteurs "liés". L'article 4.1 s'attache à la totalité de la branche de production nationale, afin de faire en sorte que la détermination soit représentative de la branche de production nationale dans son ensemble.[2] La détermination de l'existence d'un dommage est l'une des conditions préalables à l'imposition de droits antidumping qui protègent tous les producteurs nationaux. Une autorité ne peut imposer des droits antidumping à moins que ceux-ci ne soient justifiés par la nécessité de protéger les producteurs nationaux, dans leur ensemble, et non pas seulement un groupe restreint d'entre eux.

3. En conséquence, l'autorité chargée de l'enquête ne peut pas définir la branche de production "sur une base sélective" de manière à ce que seule "une partie" de la branche de production soit examinée.[3] Elle ne peut pas non plus définir la branche de production de manière à ce que la détermination de l'existence d'un dommage devienne "plus probable" ni de manière à "favoriser les intérêts d'une partie intéressée"[4], ce qui serait généralement le cas si la branche de production nationale se limitait aux plaignants seulement. Dans l'affaire *CE – Saumon*, le Groupe spécial a donc constaté que l'article 4.1 ne permettait pas d'exclure de la branche de production nationale un groupe de producteurs qui n'avait pas exprimé ses vues pendant l'enquête.[5]

4. Par conséquent, la Norvège est fermement d'avis que l'autorité chargée de l'enquête ne peut pas exclure de la définition de la branche de production nationale des catégories de producteurs, que ces catégories soient fondées sur la production d'un type ou modèle particulier du "produit similaire" ou sur le fait que les producteurs ont manifesté leur opposition ou gardé le silence en ce qui concerne l'enquête.

III. DÉTERMINATION DE L'EXTENSION DU PRODUIT

5. La Chine allègue que l'UE n'a pas défini le "produit considéré" et le "produit similaire" conformément à l'article 2.1 et 2.6 de l'*Accord antidumping*.[6] La Norvège fait observer qu'il existe une jurisprudence constante selon laquelle les autorités chargées de l'enquête doivent établir leurs

---

[1] Première communication écrite de l'UE, paragraphes 296 et 297.
[2] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier laminé à chaud*, paragraphe 190.
[3] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier laminé à chaud*, paragraphes 190 et 211.
[4] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier laminé à chaud*, paragraphes 193 et 196.
[5] Rapport du Groupe spécial *CE – Saumon*, paragraphe 7.122.
[6] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 300.

déterminations conformément aux définitions figurant dans les accords visés.[7] Des groupes spéciaux et l'Organe d'appel ont en outre fréquemment interprété des mots qui n'étaient pas définis dans les accords visés.[8] Il faudrait donc écarter l'idée que l'article 2.1 et 2.6 n'imposent pas d'obligations.

6. Conformément à l'article 2.1 et 2.6 de l'*Accord antidumping*, la comparaison des prix doit s'effectuer entre des produits vendus sur le marché intérieur et des produits exportés qui sont "*identiques*" ou, exceptionnellement, entre des produits se "ressemblant étroitement". C'est pourquoi, lorsque l'autorité veut regrouper divers produits dans une seule et même enquête, l'article 2.6 exige qu'*une* catégorie donnée du "produit similaire" soit "similaire" à *chacune* des catégories du produit considéré. L'article 2.6 ne renferme aucune exception, ni aucune autre réserve, qui permettrait à l'autorité d'établir la similarité en ce qui concerne une catégorie du produit considéré, mais non en ce qui concerne les autres catégories.

7. Le sens ordinaire de l'expression "produit considéré" ne permet donc pas de regrouper des produits "non similaires". Les autorités peuvent bien entendu choisir de sous-diviser le produit visé par l'enquête en modèles aux fins de la comparaison. Cependant, dans ce cas, les différents modèles ne peuvent pas être constitués de différents produits qui ne sont pas similaires. Les modèles doivent plutôt tous être des sous-catégories d'un groupe de produits qui correspondent à la définition de la similarité.[9] Les autorités doivent donc veiller à ce que l'ensemble du groupe de sous-produits qui constituent le produit visé par l'enquête soient similaires.

8. Si tel n'était pas le cas, le Membre importateur pourrait trafiquer l'extension du produit visé par l'enquête pour parvenir à des déterminations de l'existence d'un dumping et d'un dommage qui ne seraient par ailleurs pas possibles. En conséquence, les disciplines soigneusement élaborées en ce qui concerne les déterminations de l'existence d'un dumping et d'un dommage pourraient être aisément tournées, contrairement à l'objet et au but de l'*Accord antidumping* et du *GATT de 1994*.

9. La Norvège est d'avis que tous les modèles du "produit considéré" doivent être "similaires" les uns aux autres. Dans la mesure où le Groupe spécial constaterait que les éléments de fixation standard et les éléments de fixation spéciaux ne sont pas en fait "similaires" les uns aux autres, la Norvège estimerait qu'il a été dérogé à l'article 2.1 et 2.6 de l'*Accord antidumping*.

IV. DÉTERMINATION DE L'EXISTENCE D'UN DOMMAGE

10. La Norvège traite maintenant de l'allégation selon laquelle l'UE a indûment considéré comme pertinente l'éviction de produits de l'UE par des importations en provenance de Chine sur certains segments de marché. L'article 3.1 de l'*Accord antidumping* exige que l'autorité chargée de l'enquête détermine l'incidence des produits faisant l'objet d'un dumping sur les producteurs nationaux de "produits similaires". En l'espèce, l'UE a déterminé que le produit comprenait les éléments de fixation standard et les éléments de fixation spéciaux. Une fois déterminée, l'extension du produit doit demeurer la même tout au long de l'enquête.[10] La référence qui est faite à l'article 3.1 au "produit similaire" comporte l'obligation de considérer le produit dans son ensemble, et non pas certains segments ou modèles du produit.[11]

---

[7] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphe 96; rapport du Groupe spécial *Argentine – Viande de volaille*, paragraphe 7.338; et rapport du Groupe spécial *CE – Mesures compensatoires visant les DRAM*, paragraphe 8.1 a), 8.1 b) et 8.1 c).

[8] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Acier laminé à chaud*, paragraphe 7.108; et rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier laminé à chaud*, paragraphe 139.

[9] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Linge de lit*, paragraphe 58.

[10] Rapport du Groupe spécial *CE – Accessoires de tuyauterie*, paragraphe 7.149.

[11] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux V*, paragraphe 99; et rapport du Groupe spécial *CE – Saumon*, paragraphe 7.54.

11. Il s'ensuit qu'il ne peut pas être constaté que l'existence d'un dommage résulte de l'éviction de ventes d'un segment vers un autre, pour le même "produit similaire". Il serait contraire à l'article 3.1 de constater que l'éviction de ventes d'un segment vers un autre est un facteur dans la détermination de l'existence d'un dommage.

V. EXAMEN DU VOLUME DES IMPORTATIONS FAISANT L'OBJET D'UN DUMPING

12. La Norvège formule d'abord des observations sur le fait que l'UE n'a pas exclu du volume des importations faisant l'objet d'un dumping les importations en provenance de deux producteurs chinois dont il avait été constaté qu'ils ne pratiquaient pas le dumping.[12] Comme le texte de l'article 3.1, 3.2 et 3.5 le montre, seules les importations *faisant l'objet d'un dumping* doivent être incluses dans la détermination de l'existence d'un dommage. L'*Accord antidumping* ne prévoit aucune exception à cette règle. Plusieurs groupes spéciaux et l'Organe d'appel ont confirmé cette interprétation.[13] Dans l'affaire *CE – Saumon*, le Groupe spécial a rejeté l'argument des CE selon lequel l'inclusion des importations en provenance de sociétés ayant des marges *de minimis* dans le volume des importations faisant l'objet d'un dumping aux fins de l'analyse du dommage était appropriée car l'exclusion de ces importations n'avait eu aucun effet notable sur l'analyse du dommage.[14] Le Groupe spécial a dit que l'expression "importations faisant l'objet d'un dumping" figurant à l'article 3 de l'*Accord antidumping* ne pouvait pas être interprétée de manière à permettre l'inclusion des importations imputables à des producteurs-exportateurs pour lesquels une marge *de minimis* avait été calculée, et il a par conséquent constaté que les CE avaient agi d'une manière incompatible avec l'article 3.1 et 3.2.[15]

13. Par conséquent, les importations des deux producteurs chinois dont il avait été constaté qu'ils ne pratiquaient pas le dumping auraient clairement dû être traitées comme des importations ne faisant pas l'objet d'un dumping et être exclues du volume des importations faisant l'objet d'un dumping.

14. Deuxièmement, la Chine fait valoir que l'UE a fait erreur en traitant les importations de tous les producteurs-exportateurs chinois non inclus dans l'échantillon et n'ayant pas fait l'objet d'un examen comme faisant l'objet d'un dumping, aux fins de la détermination de l'existence d'un dommage.[16] L'article 3.1 de l'*Accord antidumping* exige un "examen objectif" du "volume des importations faisant l'objet d'un dumping", qui se fonde sur "des éléments de preuve positifs". Il importe de préciser que le texte ne prévoit aucune exception à cette obligation. La jurisprudence a confirmé le caractère rigoureux de l'article 3.1.[17] En considérant automatiquement que le volume des produits importés en provenance de tous les producteurs non inclus dans l'échantillon et n'ayant pas fait l'objet d'un examen s'effectue à des prix de dumping, il devient plus probable que l'autorité chargée de l'enquête constatera que la branche de production nationale subit un dommage. Cela étant, l'Organe d'appel a dit qu'une telle approche, qui s'applique indépendamment de la question de savoir s'il existe des producteurs-exportateurs ayant fait l'objet d'un examen ou inclus dans l'échantillon dont il a été constaté qu'ils ne pratiquaient *pas* le dumping, ne pouvait pas être objective.[18] En conséquence, le Groupe spécial *CE – Saumon* a constaté que l'autorité chargée de l'enquête avait fait

[12] Première communication écrite de la Chine, paragraphes 397 et 402.

[13] Rapport du Groupe spécial *CE – Linge de lit*, paragraphe 6.138; rapport de l'Organe d'appel *CE – Linge de lit (article 21:5 – Inde)*, paragraphe 115; rapport du Groupe spécial *Argentine – Viande de volaille*, paragraphe 7.303; et rapport du Groupe spécial *CE – Saumon*, paragraphes 7.627 et 7.628.

[14] Rapport du Groupe spécial *CE – Saumon*, paragraphe 7.627.

[15] Rapport du Groupe spécial *CE – Saumon*, paragraphe 7.628.

[16] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 410.

[17] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier laminé à chaud*, paragraphes 192, 193 et 196; et rapport de l'Organe d'appel *CE - Linge de lit (article 21:5 – Inde)*, paragraphe 133.

[18] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Linge de lit (article 21:5 – Inde)*, paragraphe 132.

erreur en concluant que tous les producteurs ayant fait l'objet d'un examen pratiquaient le dumping, car il avait été constaté qu'un producteur ne le pratiquait pas, et en extrapolant ensuite cette conclusion à toutes les importations.[19]

15. Cela est analogue à l'affaire dont est saisi le présent Groupe spécial. Il n'est pas utile aux fins de la détermination de savoir si c'est au moyen de l'échantillonnage ou d'un examen individuel qu'il a été établi qu'il existe des producteurs qui ne pratiquent pas le dumping. L'autorité chargée de l'enquête est confrontée à la même incertitude en ce qui concerne à la fois les producteurs-exportateurs non inclus dans l'échantillon et ceux n'ayant pas fait l'objet d'un examen. L'élargissement de l'enquête à deux autres sociétés non incluses dans l'échantillon initial pour pouvoir leur accorder un traitement individuel, et les résultats de l'enquête portant sur ces sociétés (à savoir qu'aucun dumping n'avait eu lieu) impliquent qu'il n'était pas justifié de procéder à une généralisation automatique à partir de l'échantillon initial. D'autres éléments de preuve seraient nécessaires pour justifier une généralisation à partir de l'échantillon initial.

VI. CONDITIONS DE FORME

16. La Norvège n'entend pas examiner de près les faits de la cause, mais entend plutôt exposer dans les grandes lignes la façon d'interpréter les prescriptions de l'article 6.2, 6.4 et 6.9 de l'*Accord antidumping*.

17. L'article 6.2 de l'*Accord antidumping* dispose que toutes les parties intéressées auront "toutes possibilités de défendre leurs intérêts", pendant toute la durée de l'enquête antidumping. Contrairement à ce que semble penser l'UE[20], la Norvège estime que lorsque l'autorité chargée d'une enquête enfreint l'article 6.4 et/ou l'article 6.9, elle enfreint aussi l'article 6.2 de l'*Accord antidumping*. Les prescriptions de l'article 6.4 et 6.9 – la possibilité de prendre connaissance de tous les renseignements pertinents qui sont utilisés et d'être dûment informé des faits essentiels – a pour but, entre autres choses, de permettre aux parties intéressées de défendre leurs intérêts, ainsi que le prévoit l'article 6.2.

18. L'article 6.4 de l'*Accord antidumping* confère aux parties intéressées le droit d'avoir accès aux éléments de preuve versés au dossier non confidentiel de l'enquête. L'Organe d'appel a dit que la pertinence des renseignements devait être évaluée du point de vue des parties intéressées.[21] L'autorité ne peut donc pas deviner si un document donné pourrait être "pertinent" aux fins de la "présentation du dossier" d'une partie intéressée. L'Organe d'appel a également conclu que le membre de phrase "que les autorités utilisent", figurant à l'article 6.4, désigne les renseignements que l'autorité doit *évaluer* pour établir ses déterminations.[22] L'autorité doit évaluer tous les renseignements qui lui sont présentés et qui ont un rapport avec ses déterminations, et elle ne peut en méconnaître aucun.[23]

19. Conformément à l'article 6.9 de l'*Accord antidumping*, avant d'établir une détermination finale, l'autorité chargée de l'enquête est tenue d'"informer[ ] toutes les parties intéressées des faits essentiels examinés qui constitueront le fondement de la décision d'appliquer ou non des mesures définitives". Des groupes spéciaux ont conclu qu'il n'était pas possible de se conformer à l'obligation de divulguer les faits essentiels simplement en donnant accès à tous les renseignements consignés au dossier.[24] L'autorité chargée de l'enquête doit plutôt activement identifier les faits sur lesquels elle se

[19] Rapport du Groupe spécial *CE – Saumon*, paragraphe 7.634.
[20] Première communication écrite de l'UE, paragraphes 684 à 687.
[21] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Accessoires de tuyauterie*, paragraphe 145.
[22] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Accessoires de tuyauterie*, paragraphe 145.
[23] Rapport du Groupe spécial *CE – Saumon*, paragraphe 7.771.
[24] Rapport du Groupe spécial *Guatemala – Ciment II*, paragraphe 8.230.

fondera pour établir sa détermination.[25] Des groupes spéciaux ont établi une distinction entre les "faits" et les "raisons".[26] L'obligation de divulgation a donc trait aux *éléments de preuve*. Pour ce qui est des éléments de preuve que l'autorité chargée de l'enquête a l'obligation de divulguer, les mots "essentiels" et "qui constitueront le fondement de" indiquent que cette obligation a trait aux faits importants qui constituent le fondement sur lequel la détermination finale est établie.[27]

20. Aux termes de la deuxième phrase de l'article 6.9, la divulgation doit avoir lieu "suffisamment tôt pour que les parties puissent défendre leurs intérêts". Si les faits essentiels ne sont pas divulgués, les parties intéressées ne sont pas en mesure de formuler des observations utiles sur le fondement factuel de la décision que l'autorité entend prendre.

VII. CONCLUSION

21. La Norvège a l'honneur de demander au Groupe spécial de tenir compte des considérations exposées plus haut aux fins de l'interprétation des dispositions pertinentes des accords visés.

[25] Rapport du Groupe spécial *Argentine – Carreaux de céramique*, paragraphe 6.125.
[26] Rapport du Groupe spécial *Argentine – Viande de volaille*, paragraphe 7.225.
[27] Rapport du Groupe spécial *CE – Saumon*, paragraphe 7.807.

ANNEXE B-5

RÉSUMÉ ANALYTIQUE DE LA COMMUNICATION ÉCRITE DE LA TURQUIE EN TANT QUE TIERCE PARTIE

I. INTRODUCTION

1. La Turquie ne se prononce pas sur les moyens de défense et les allégations des parties. Elle tient à contribuer au débat en s'intéressant à deux grandes questions, à savoir les évaluations du statut de société opérant dans les conditions d'une économie de marché et du traitement individuel dans le cadre du calcul des marges de dumping.

II. ÉVALUATIONS DU STATUT DE SOCIÉTÉ OPÉRANT DANS LES CONDITIONS D'UNE ÉCONOMIE DE MARCHÉ ET DU TRAITEMENT INDIVIDUEL DANS LE CADRE DU CALCUL DES MARGES DE DUMPING

2. Conformément à l'article 2.1 de l'Accord antidumping, l'autorité chargée de l'enquête doit travailler sur deux groupes de données (valeur normale et prix à l'exportation) pour déterminer s'il y a dumping. En conséquence, elle est légalement obligée de procéder à une comparaison équitable entre la valeur normale et le prix à l'exportation sur la base des règles et critères prescrits par l'article 2.4 de l'Accord antidumping.

3. Par ailleurs, l'article VI du GATT de 1994, la note interprétative relative à l'article VI:1, paragraphe 2, et l'article 2.2 et 2.3 de l'Accord antidumping mentionnent certaines sources dont l'autorité chargée de l'enquête doit tenir compte si la valeur normale ou le prix à l'exportation ne peuvent pas être déterminés à partir des données fournies par le producteur-exportateur parce que les ventes intérieures ne permettent pas une comparaison valable, qu'il n'y a pas de prix à l'exportation ou que l'on ne peut pas se fonder sur les prix à l'exportation.

4. Selon la Turquie, la note interprétative relative à l'article VI:1, paragraphe 2, du GATT de 1994 et l'article 2.2 de l'Accord antidumping permettent à l'autorité chargée de l'enquête de se fonder sur une méthode de calcul impartiale afin de déterminer la valeur normale dans le cas où les exportations proviennent d'un pays dans lequel les prix ne sont pas fixés par le jeu des forces du marché.

5. S'agissant de l'évaluation du traitement individuel, il est entendu que l'article 9 5) du Règlement de base de l'UE envisage l'utilisation du prix à l'exportation du producteur-exportateur lui-même si celui-ci peut satisfaire aux critères énoncés dans ledit article. Si le producteur-exportateur ne peut pas y satisfaire, l'autorité chargée de l'enquête dans l'UE a toutefois la possibilité d'utiliser à des fins de comparaison le prix à l'exportation moyen pondéré des sociétés productrices-exportatrices ayant coopéré.[1]

6. Par conséquent, l'évaluation du traitement individuel est non seulement une évaluation de la question de savoir si le producteur-exportateur a dûment prouvé qu'il satisfaisait aux critères énoncés à l'article 9 5), mais également un instrument juridique qui influe directement sur le calcul de la marge de dumping en déterminant le groupe de données à utiliser comme prix à l'exportation, dont on a dit qu'il était un élément indispensable du calcul de la marge de dumping, conformément à l'article VI du GATT de 1994 et à l'article 2.2 de l'Accord antidumping.

[1] Première communication écrite de l'UE, paragraphe 23.

7. À cet égard, les évaluations du statut de société opérant dans les conditions d'une économie de marché et du traitement individuel sont des instruments qui concernent directement le *calcul de la marge de dumping*, lequel offre à l'autorité chargée de l'enquête d'autres moyens de déterminer quel groupe de données sera utilisé pour déterminer la *valeur normale* et le *prix à l'exportation*.

III. ÉTABLISSEMENT D'UN SEUIL AUX FINS DE L'OCTROI DU TRAITEMENT INDIVIDUEL

8. Il ressort clairement de l'article 6.10 de l'Accord antidumping que le traitement individuel, c'est-à-dire le calcul d'une marge de dumping individuelle pour chaque producteur-exportateur connu, est une **règle générale**. Cependant, il existe toujours des exceptions aux règles générales lorsque les conditions sont réunies. La République populaire de Chine mentionne à juste titre que la deuxième phrase de l'article 6.10, à savoir celle qui traite de l'échantillonnage, prévoit une exception à la règle générale du traitement individuel.

9. La question de droit en l'espèce est de savoir si l'échantillonnage est la seule exception à la règle générale du traitement individuel, ou si les Membres peuvent prescrire dans leur législation nationale certaines conditions à satisfaire aux fins de l'octroi du traitement individuel. La Turquie est d'avis que ce n'est peut-être pas la seule exception.

10. L'Accord antidumping prévoit des règles pour les économies opérant dans les conditions d'une économie de marché. Il n'existe pas de règle ni d'exception particulière pour les économies qui n'opèrent pas dans les conditions d'une économie de marché. Il n'est pas raisonnable de rechercher dans l'article 6.10 lui-même une exception pour les économies autres que de marché.

11. Par ailleurs, la note interprétative relative à l'article VI:1, paragraphe 2, du GATT de 1994 prévoit une disposition particulière pour le calcul des prix dans le cas des pays qui n'opèrent pas dans les conditions d'une véritable économie de marché. Aux termes de cette disposition, dans le cas d'importations en provenance d'un pays dont le *commerce* fait l'objet d'un monopole complet ou presque complet et où tous les prix intérieurs sont fixés par l'État, la détermination de la comparabilité des prix peut présenter des difficultés spéciales et que, dans de tels cas, les parties contractantes importatrices peuvent estimer nécessaire de tenir compte de la possibilité qu'une comparaison exacte avec les prix intérieurs dudit pays ne soit pas toujours appropriée.

12. Considérant l'objet et le but de la note interprétative relative à l'article VI:1, paragraphe 2, du GATT de 1994 et du paragraphe 150 du rapport du Groupe de travail de l'accession de la République populaire de Chine (WT/ACC/CHN/49), il est clair que ces paragraphes constituent une exception à la règle générale de la "stricte comparaison avec les prix intérieurs" pour les pays qui n'opèrent pas dans les conditions d'une véritable économie de marché.

13. De plus, compte tenu du rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier traité contre la corrosion* et de celui du Groupe spécial *Corée – Certains papiers*, la Turquie croit comprendre que le traitement de plusieurs entités légalement distinctes comme une seule et même entité, lorsque les conditions l'exigent, est sanctionné par la jurisprudence et que l'échantillonnage n'est pas la seule exception à la règle générale du traitement individuel.

IV. CONCLUSION

14. La Turquie se réserve le droit de formuler d'autres observations à la séance avec les tierces parties dans le cadre de la première réunion de fond du Groupe spécial. Elle remercie le Groupe spécial de lui avoir donné la possibilité de présenter ses vues dans le cadre de la présente procédure et sera heureuse de répondre aux questions que le Groupe spécial pourrait vouloir lui poser.

ANNEXE B-6

RÉSUMÉ ANALYTIQUE DE LA COMMUNICATION ÉCRITE DES ÉTATS-UNIS EN TANT QUE TIERCE PARTIE

1. Dans la présente communication, les États-Unis examinent l'interprétation appropriée des dispositions suivantes: 1) l'article 6.10 et l'article 9 de l'*Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994* (l'"Accord antidumping"); 2) l'article X:3 a) de l'*Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994* (le "GATT de 1994); 3) l'article 5.4 de l'Accord antidumping; 4) l'article 2.1 et 2.6 de l'Accord antidumping; 5) l'article 3.1 de l'Accord antidumping; et 6) l'article 6.1.1, 6.2, 6.4 et 6.5 de l'Accord antidumping.

I. ARTICLE 9 5) DU RÈGLEMENT (CE) N° 1225/2009 DU CONSEIL AU REGARD DE L'ACCORD ANTIDUMPING

A. ARTICLE 6.10 DE L'ACCORD ANTIDUMPING

2. Selon la Chine, l'article 6.10 de l'Accord antidumping oblige l'autorité chargée de l'enquête à calculer une marge de dumping individuelle pour chaque partie intéressée qui se fait connaître en tant qu'exportateur ou producteur. La Chine interprète mal les obligations énoncées à l'article 6.10 de l'Accord antidumping.

3. Les États-Unis notent que l'Accord antidumping ne définit ni un "exportateur" ni un "producteur", ni n'énonce les critères que doit examiner l'autorité chargée de l'enquête avant de conclure qu'une firme ou qu'un groupe de firmes donné constitue un "exportateur" ou un "producteur". Il est donc loisible à l'autorité chargée de l'enquête de déterminer, sur la base des faits consignés au dossier, quelles entités constituent un "producteur" ou un "exportateur" individuel et ce, *avant de* calculer une marge de dumping individuelle. Cela comprend le droit qu'a l'autorité chargée de l'enquête de déterminer les facteurs qui peuvent être pertinents pour identifier un "exportateur" ou un "producteur", y compris en se référant aux activités et relations commerciales effectives des sociétés plutôt qu'à leur statut d'entités légalement distinctes. Le raisonnement tenu par le Groupe spécial *Corée – Papiers* étaye directement cette interprétation de l'article 6.10 de l'Accord antidumping.

4. L'examen des relations qui existent entre les sociétés et de la réalité de leurs activités commerciales respectives est particulièrement utile lorsqu'il s'agit de producteurs et d'exportateurs opérant dans une économie autre que de marché. Dans une économie autre que de marché, comme celle de la Chine, l'ingérence de l'État dans le fonctionnement des principes du marché pourrait amener les pouvoirs publics à prendre des décisions commerciales à la place des différentes sociétés, l'État obligeant les sociétés à harmoniser leurs activités commerciales pour atteindre ses propres objectifs, ou opérant un déplacement de la production entre les sociétés. Conformément au rapport du Groupe spécial *Corée – Papiers*, chacun de ces facteurs étayerait une constatation de l'autorité chargée de l'enquête selon laquelle les sociétés devraient être considérées comme un seul et même exportateur et être assujetties à une seule marge de dumping.

5. Par ailleurs, étant donné la présomption d'ingérence des pouvoirs publics dont il est fait état dans la section 15 de la Partie I du *Protocole d'accession de la République populaire de Chine* (le "Protocole"), il ne serait pas très logique que l'autorité chargée de l'enquête attribue une marge de dumping individuelle à une société exportatrice dans un pays qui n'a pas une économie de marché sans d'abord confirmer, à tout le moins, que la société agit en tant qu'exportateur indépendamment des pouvoirs publics. Faute de quoi, si les prix demandés par les exportateurs sont fixés par les pouvoirs

publics, il n'y aurait aucun fondement objectif pour attribuer à cette société sa propre marge de dumping.

B. ARTICLE 9 DE L'ACCORD ANTIDUMPING

6. Tout d'abord, les États-Unis notent que l'article 9 traite de l'*imposition* de droits antidumping en ce qui concerne des *produits*, et non pas en ce qui concerne des exportateurs ou des producteurs pris individuellement. À cet égard, l'idée d'*imposer* des droits antidumping visant un exportateur ou un producteur à titre individuel, mise en avant par la Chine, ne figure dans aucune disposition de l'article 9 de l'Accord antidumping.

7. Par ailleurs, il ne découle pas de l'interprétation que la Chine fait de l'article 9 que l'autorité chargée de l'enquête serait nécessairement tenue d'imposer un droit antidumping individuel à chaque société. Comme dans le cas de son allégation relative à l'article 6.10, la Chine ne comprend pas que l'autorité chargée de l'enquête doit décider si un groupe de sociétés agit ou non comme une seule et même entité *avant* de pouvoir déterminer comment les droits devraient s'appliquer aux importations de ces sociétés. Si elle conclut que de multiples sociétés sont étroitement liées et fonctionnent comme une seule et même entité, l'autorité chargée de l'enquête peut appliquer un seul droit à toutes les importations de ces sociétés, même selon l'interprétation que la Chine fait de l'article 9.

II. ARTICLE 9 5) DU RÈGLEMENT (CE) N° 1225/2009 DU CONSEIL AU REGARD DE L'ARTICLE X:3 A) DU GATT DE 1994

8. Dans la mesure où la Chine conteste l'article 9 5) au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994, les États-Unis estiment que cette mesure ne tombe pas sous le coup de l'article X:3 a). L'Organe d'appel a reconnu que les lois et règlements eux-mêmes ne pouvaient être contestés au titre de l'article X:3 a) que *lorsqu'ils ressortissaient à l'application* d'un instrument visé par l'article X:1. Or, il s'avère que l'article 9 5) comporte des règles de fond sur la façon dont les droits antidumping doivent être imposés mais qu'il ne concerne l'application d'aucun autre instrument juridique. Les États-Unis souscrivent donc au point de vue de l'UE selon lequel, dans ces circonstances, il ne peut pas être constaté que l'article 9 5) est en soi contraire à l'article X:3 a) du GATT.

III. ARTICLE 5.4 DE L'ACCORD ANTIDUMPING

9. Bien qu'ils ne se prononcent pas sur le bien-fondé des allégations factuelles de la Chine, les États-Unis partagent le point de vue de la Chine selon lequel, conformément à l'article 5.4, l'autorité chargée de l'enquête ne peut pas ouvrir une enquête à moins qu'elle n'ait procédé à un examen des éléments de preuve et déterminé que le soutien requis de la part de la branche de production existe. Cette détermination et l'examen qui la sous-tend doivent intervenir *avant* que l'autorité ne décide d'ouvrir ou non une enquête, et ils doivent s'appuyer sur les éléments de preuve dont dispose l'autorité chargée de l'enquête avant l'ouverture de celle-ci. Il ne serait ni conforme aux termes de l'article 5.4 ni logique que l'autorité chargée de l'enquête tienne compte de faits qui auraient été dévoilés *après* qu'elle a pris la décision d'ouvrir une enquête afin d'étayer son examen du degré de soutien requis de la part de la branche de production *avant* d'ouvrir une enquête.

IV. ARTICLE 2.1 ET 2.6 DE L'ACCORD ANTIDUMPING

10. Bien qu'ils ne se prononcent pas sur le bien-fondé des allégations factuelles de la Chine, les États-Unis ne partagent pas la conception que la Chine se fait de la définition de "produit similaire" dans les procédures antidumping. Ils notent, premièrement, qu'à titre d'article donnant uniquement une définition, l'article 2.6 lui-même n'impose aucune obligation aux Membres de l'OMC. Cette disposition à elle seule ne permet donc pas de constater l'existence d'une incompatibilité.

11. Deuxièmement, l'article 2.6 exige l'établissement d'une comparaison entre le "*produit* considéré" et le "*produit* similaire". Ainsi que l'ont reconnu les groupes spéciaux *États-Unis – Détermination finale de l'existence d'un dumping concernant le bois d'œuvre résineux* et *CE – Saumon*, rien n'exige que chaque élément *individuel* du "produit similaire" soit "similaire" à chaque élément *individuel* du produit importé faisant l'objet de l'examen. C'est ce que confirme le contexte de l'article 2.6, y compris les articles 2.4 et 6.10.

V. ARTICLE 3.1 DE L'ACCORD ANTIDUMPING

12. Comme l'Organe d'appel l'a reconnu, "un "examen objectif" exige que l'on enquête sur la branche de production nationale, et sur les effets des importations faisant l'objet d'un dumping, de manière impartiale, *sans favoriser au cours de l'enquête les intérêts d'aucune partie intéressée ou d'aucun groupe de parties intéressées*". Compte tenu de cette interprétation de l'article 3.1, l'inclusion par l'autorité chargée de l'enquête des seules sociétés nationales ayant exprimé leur soutien, à l'exclusion des autres sociétés nationales, dans son examen de la branche de production nationale, semble témoigner d'un biais de sélection *ab initio*. Par ailleurs, lorsque l'autorité chargée de l'enquête n'a pas procédé à un "examen objectif", ainsi que le prescrit l'article 3.1, cette erreur se retrouve dans les analyses de la part de marché, des effets sur les prix, de l'incidence et du lien de causalité effectuées par les autorités chargées de l'enquête au titre des paragraphes 2, 4 et 5 de l'article 3, respectivement. De même, une fois que l'autorité chargée de l'enquête a déterminé quelles sont les entités qui forment la "branche de production nationale" sur laquelle reposera son analyse du dommage, un "examen objectif" exige de l'autorité qu'elle cherche à obtenir et, dans la mesure du possible, à utiliser un ensemble de données cohérent qui reflète l'activité de ces entités.

VI. ALLÉGATIONS DE LA CHINE AU TITRE DE L'ARTICLE 6 DE L'ACCORD ANTIDUMPING

13. La Chine allègue que l'UE a enfreint certaines prescriptions en matière de divulgation et de procédure qui figurent à l'article 6 de l'Accord antidumping. Bien qu'ils ne se prononcent pas sur le bien-fondé des allégations factuelles de la Chine, les États-Unis ont l'honneur de demander au Groupe spécial de prendre en compte les considérations générales suivantes dans son évaluation des allégations formulées par la Chine au titre de l'article 6 de l'Accord antidumping.

A. ARTICLE 6.2 ET 6.4

14. L'Organe d'appel a reconnu que la "pertinence" des renseignements visés par l'article 6.4 doit être déterminée du point de vue de la partie intéressée, et non pas de l'autorité chargée de l'enquête. Les États-Unis s'accordent donc à penser comme la Chine que l'article 6.4 exige de façon générale que l'autorité chargée de l'enquête donne aux parties intéressées accès à tous les renseignements non confidentiels qui sont présentés au cours d'une enquête. Il serait non seulement incompatible avec l'article 6.4, mais également avec l'article 6.2, de ne pas donner un tel accès, parce que si une partie intéressée n'a pas accès aux renseignements mentionnés à l'article 6.4, elle n'aura manifestement pas "toutes possibilités de défendre [ses] intérêts".

15. Dans une enquête antidumping, la capacité d'une partie intéressée de défendre ses intérêts est particulièrement cruciale en ce qui concerne les renseignements relatifs au calcul de la valeur normale et aux comparaisons de prix qui sont effectuées. Les États-Unis s'accordent donc à penser comme la Chine que lorsque ces renseignements ne sont pas divulgués, et que les parties intéressées ne peuvent donc pas prendre connaissance des renseignements pertinents, celles-ci peuvent ne pas avoir toutes possibilités de défendre leurs intérêts, contrairement aux prescriptions de l'article 6.2 de l'Accord antidumping.

B. ARTICLE 6.5

16. La Chine formule aussi une allégation concernant l'article 6.5 de l'Accord antidumping, qui exige que les renseignements qui seraient de nature confidentielle, ou qui seraient fournis à titre confidentiel par des parties à une enquête, soient traités comme tels par les autorités chargées de l'enquête, sur exposé de raisons valables. Bien qu'ils ne se prononcent pas sur le bien-fondé de l'allégation factuelle de la Chine, les États-Unis partagent le point de vue de la Chine selon lequel, dans les cas où l'autorité chargée de l'enquête accepte que des renseignements soient fournis à titre confidentiel, le fait que l'autorité ne traite pas ces renseignements comme tels, en particulier en les divulguant à des parties intéressées autres que chacun des producteurs-exportateurs qui a fourni les renseignements, est incompatible avec l'article 6.5 de l'Accord antidumping.

C. ARTICLE 6.1.1

17. Les États-Unis sont d'accord avec l'UE pour dire que l'allégation formulée par la Chine au titre de l'article 6.1.1 de l'Accord antidumping repose sur une interprétation fondamentalement erronée du champ d'application de cette disposition. La Chine semble supposer que le mot "questionnaires" figurant à l'article 6.1.1 englobe *toute* demande de renseignements présentée par l'autorité chargée de l'enquête et qu'un délai d'au moins 30 jours devrait donc être ménagé à un exportateur ou à un producteur étranger pour répondre à chacune des demandes qui sont faites au cours d'une enquête.

18. Cependant, comme le Groupe spécial *Égypte – Barres d'armature* l'a expliqué, le contexte de l'article 6.1.1, en particulier les paragraphes 6 et 7 de l'Annexe I de l'Accord antidumping, montre que le mot "questionnaire" aux fins de l'Accord antidumping désigne le questionnaire antidumping initial dans une enquête. Compte tenu de l'ampleur des renseignements demandés dans ce questionnaire antidumping initial, il est logique que l'Accord cherche à ménager aux sociétés interrogées un délai minimal afin qu'elles puissent recueillir les renseignements nécessaires pour répondre à l'autorité chargée de l'enquête. L'obligation énoncée à l'article 6.1.1 de ménager un délai de 30 jours pour répondre ne s'applique donc qu'au questionnaire antidumping initial et non aux formulaires de demande de statut de société opérant dans les conditions d'une économie de marché et de traitement individuel qui font l'objet de l'allégation formulée par la Chine au titre de cette disposition.

19. Les États-Unis notent que, nonobstant l'allégation formulée par la Chine au titre de l'article 6.1.1 dans le présent différend, tout au moins l'autorité chargée de l'enquête en Chine semble admettre que le délai de 30 jours pour répondre ne s'applique pas à chaque demande de renseignements présentée par l'autorité chargée de l'enquête. L'article 12.1.1 de l'Accord SMC est libellé de façon quasiment identique à l'article 6.1.1 de l'Accord antidumping, et indique qu'un délai de 30 jours doit être ménagé pour répondre aux questionnaires dans les enquêtes en matière de droits compensateurs. Dans une enquête en matière de droits compensateurs en cours qui porte sur les aciers magnétiques à grains orientés en provenance des États-Unis, le Bureau des pratiques commerciales loyales à l'importation et à l'exportation (BOFT) de la Chine a adressé de nombreuses demandes de renseignements au gouvernement des États-Unis après avoir transmis le questionnaire initial. La Chine n'a ménagé un délai initial de 30 jours pour répondre à *aucune* de ces demandes de renseignements, qui sont reproduites dans la pièce US-1.

_____

ANNEXE C

DÉCLARATIONS ORALES OU RÉSUMÉS ANALYTIQUES DES DÉCLARATIONS ORALES DES PARTIES À LA PREMIÈRE RÉUNION DE FOND DU GROUPE SPÉCIAL

Table des matières		Page
Annexe C-1	Résumé analytique de la déclaration liminaire de la Chine à la première réunion du Groupe spécial	C-2
Annexe C-2	Résumé analytique de la déclaration liminaire de l'Union européenne à la première réunion du Groupe spécial	C-10
Annexe C-3	Déclaration finale de la Chine à la première réunion du Groupe spécial	C-20
Annexe C-4	Déclaration finale de l'Union européenne à la première réunion du Groupe spécial	C-23

ANNEXE C-1

RÉSUMÉ ANALYTIQUE DE LA DÉCLARATION LIMINAIRE DE LA CHINE À LA PREMIÈRE RÉUNION DU GROUPE SPÉCIAL

I. INTRODUCTION

1. Dans le présent différend, la Chine conteste deux mesures: i) l'article 9 5) du Règlement (CE) n° 384/96 du Conseil relatif à la défense contre les importations qui font l'objet d'un dumping de la part de pays non membres de la CE, tel qu'il a été modifié, et tel qu'il a été codifié et remplacé par le Règlement (CE) n° 1225/2009 du Conseil; et ii) le Règlement (CE) n° 91/2009 du Conseil, qui institue un droit antidumping définitif sur les importations de certains éléments de fixation en fer ou en acier originaires de la République populaire de Chine.

2. Dans sa première communication écrite, l'UE a avancé toute une série d'arguments liés à des questions de *procédure*. Si les manquements aux règles de procédure sont si nombreux, la Chine ne comprend pas pourquoi l'UE n'a pas demandé une décision préliminaire. Malheureusement, en l'absence d'une telle demande, la Chine n'a pas eu la possibilité de répondre par écrit aux exceptions de procédure avant la première réunion de fond. La Chine craint que la réticence de l'UE à demander une décision préliminaire soit juste un élément supplémentaire de sa tactique en matière de procédure. La Chine rappelle que les arguments liés à des questions de procédure sont importants lorsqu'ils sont invoqués pour garantir les droits de la défense, et qu'ils ne devraient pas être utilisés abusivement en tant qu'instruments tactiques pour empêcher un groupe spécial d'examiner les questions de fond sous-jacentes au différend.

3. Dans sa déclaration orale, la Chine examinera les principaux arguments avancés par l'UE en ce qui concerne la procédure, et elle répondra aux autres exceptions de procédure dans sa deuxième communication écrite. De même, la Chine ne procédera pas à une réfutation détaillée de tous les arguments de fond, mais elle s'attachera principalement à démontrer les erreurs fondamentales que comportent les arguments de l'UE qui concernent ses principales allégations.

II. ALLÉGATIONS CONCERNANT L'ARTICLE 9 5) DU RÈGLEMENT (CE) N° 384/96 DU CONSEIL, DU 22 DÉCEMBRE 1995, RELATIF À LA DÉFENSE CONTRE LES IMPORTATIONS QUI FONT L'OBJET D'UN DUMPING DE LA PART DE PAYS NON MEMBRES DE LA CE, TEL QU'IL A ÉTÉ CODIFIÉ ET REMPLACÉ PAR LE RÈGLEMENT (CE) N° 1225/2009 DU CONSEIL

4. À titre de remarque préliminaire, la Chine rejette l'affirmation de l'UE selon laquelle il est entendu que la Chine n'est pas encore un pays à économie de marché. Après son accession à l'OMC, la Chine est devenue progressivement un pays à économie de marché. Cette vue est partagée par de nombreux Membres de l'OMC qui ont accordé à la Chine le statut d'économie de marché à part entière. Quoi qu'il en soit, la question de savoir si la Chine est un pays à économie de marché ou un pays à économie autre que de marché n'est pas pertinente en l'espèce.

5. Il est donc regrettable que l'UE semble confondre les règles régissant le "statut de société opérant dans les conditions d'une économie de marché" et le "traitement individuel", ou TI. Dans le régime antidumping de l'UE, le statut de société opérant dans les conditions d'une économie de marché et le traitement individuel sont des questions complètement différentes. Le statut de société

opérant dans les conditions d'une économie de marché se rapporte à la question de savoir si les prix intérieurs et les coûts du producteur-exportateur dans le pays à économie autre que de marché peuvent être utilisés pour déterminer la valeur normale (article 2 7)). Les dispositions concernant le traitement individuel, en revanche, portent uniquement sur la question de savoir si une marge de dumping et un droit individuels doivent être calculés pour le producteur-exportateur sur la base de ses propres prix à l'exportation ou, au contraire, si ce producteur-exportateur doit être soumis à un droit résiduel à l'échelle du pays (article 9 5)). La Chine n'aborde pas la compatibilité, dans le cadre de l'OMC, des règles de l'UE énoncées à l'article 2 7) du Règlement antidumping de base, qui concernent la détermination de la valeur normale. L'allégation "en tant que tel" de la Chine ne concerne que l'article 9 5) du Règlement antidumping de base et donc uniquement la question du "traitement individuel".

6. L'UE fait intentionnellement abstraction de la différence entre les deux ensembles de règles. En effet, elle essaie de transformer les exceptions limitées concernant la détermination de la valeur normale en une justification légale de toutes les formes de traitements différents appliqués aux pays à économie autre que de marché. Cette tactique devient évidente dans la section intitulée "*Background*"[1], où l'UE invoque l'article 8 du Code antidumping du Kennedy Round pour étayer sa position, contrairement à l'historique documenté de la négociation de ce cycle, et dans son analyse du Protocole d'accession de la Chine.[2]

7. La Chine soutient qu'une application correcte des règles d'interprétation des traités ne peut que conduire à conclure que l'article 9 5) du Règlement antidumping de base contrevient, entre autres, aux articles 6.10, 9.2, 9.3 et 9.4 de l'Accord antidumping. Contrairement à ce que l'UE allègue, l'Accord antidumping ne contient aucune règle ou "interprétation codifiée" selon laquelle les dispositions dudit accord seraient uniquement applicables aux pays à économie de marché.

8. Les arguments liés à des questions de procédure avancés par l'UE à l'encontre des allégations de la Chine concernant la première mesure peuvent être regroupés en deux grandes catégories. L'UE soutient tout d'abord que la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Chine ne satisfaisait pas aux prescriptions énoncées à l'article 6.2, car elle n'exposait pas suffisamment clairement les allégations relatives aux articles 6.10, 9.3 et 9.4 de l'Accord antidumping et à l'article X:3 a) du GATT de 1994, étant donné qu'il n'y a prétendument aucun rapport entre la mesure en cause, à savoir l'article 9 5) du Règlement antidumping de base, et les dispositions de l'Accord sur l'OMC auxquelles cette mesure contreviendrait selon la Chine.[3]

9. L'UE soutient que l'article 9 5) porte uniquement sur la question de l'imposition de droits antidumping, tandis que les dispositions auxquelles cette mesure contreviendrait, selon la Chine, concernent d'autres questions. Il s'agit néanmoins d'une question de fond, sans rapport avec les conditions de forme énoncées à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends (le "Mémorandum d'accord"), en vertu duquel la partie plaignante est simplement tenue d'indiquer la mesure spécifique en cause et les allégations dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, afin de permettre à la partie défenderesse de connaître le problème en jeu. Sur la base de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Chine, l'UE était manifestement informée de la mesure spécifique contestée et du fondement juridique de l'annulation ou de la réduction alléguée d'avantages conférés à la Chine dans le cadre de l'OMC.

10. En outre, lorsqu'elle soutient que les "*explications* fournies par la Chine"[4] en ce qui concerne ces allégations n'établissent pas explicitement un lien entre la mesure spécifique en cause et

[1] Première communication écrite de l'UE, paragraphes 11 à 14.
[2] Première communication écrite de l'UE, paragraphes 123 à 129.
[3] Première communication écrite de l'UE, paragraphe 51.
[4] Première communication écrite de l'UE, paragraphes 53, 56, 61, 65 et 67.

l'allégation spécifique de manière à ce que le problème soit énoncé clairement, l'UE confond manifestement les "allégations" et les "arguments" qui renvoient à ces explications. Alors que les "allégations" doivent être exposées d'une manière précise dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, les arguments sont nécessairement développés et clarifiés progressivement durant la procédure. Enfin, l'UE n'a pas démontré que le soi-disant défaut de la part de la Chine d'"énoncer clairement le problème" avait compromis sa capacité de se défendre.

11. Le second ensemble d'arguments ayant trait à des questions de procédure concerne les "questions" qui ont été soulevées par la Chine dans sa première communication écrite et qui n'auraient pas été indiquées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial. Premièrement, l'UE allègue que le Règlement (CE) n° 1225/2009 du Conseil ne relève pas du mandat du Groupe spécial parce que la mesure indiquée dans la demande d'établissement d'un groupe spécial est le Règlement (CE) n° 384/96 du Conseil, "*tel qu'il a été modifié*", alors que le Règlement (CE) n° 1225/2009 du Conseil ne *modifie* pas, mais *abroge* le Règlement (CE) n° 384/96 du Conseil. Il s'agit d'un argument purement formaliste qui compromettrait sérieusement, s'il était retenu, l'efficacité du système de règlement des différends. Comme le libellé et la teneur de la mesure en cause n'ont pas changé, le Groupe spécial doit conclure que l'article 9 5) du Règlement (CE) n° 1225/2009 du Conseil relève de son mandat.

12. Deuxièmement, l'UE soutient que la Chine a essayé d'"élargir le champ d'application de la mesure en cause afin de couvrir d'autres questions".[5] Selon l'UE, la mesure indiquée dans la demande d'établissement d'un groupe spécial est l'article 9 5) du Règlement antidumping de base, qui porte uniquement sur l'imposition de droits antidumping[6], et la première communication écrite de la Chine "cherche à incorporer des questions relatives au calcul et à la détermination de marges individuelles dans le champ d'application de la mesure en cause".[7] L'UE semble contester la "teneur" de la mesure en cause. Toutefois, contrairement à ce que l'UE prétend, l'article 9 5) non seulement concerne l'imposition de droits antidumping, mais permet aussi de déterminer si une marge de dumping individuelle sera ou non calculée. Les vues de la Chine sur le champ d'application de la mesure ressortent clairement de sa demande d'établissement d'un groupe spécial.

13. En ce qui concerne les questions de fond soulevées par l'UE au sujet de la contestation par la Chine de l'article 9 5) du Règlement antidumping de base, les observations formulées par la Chine porteront uniquement, aux fins de la présente déclaration orale, sur les arguments de l'UE concernant principalement les articles 6.10 et 9.2 de l'Accord antidumping et l'article premier du GATT de 1994. Les autres questions seront examinées dans la deuxième communication écrite de la Chine.

14. À titre de remarque préliminaire, la Chine souhaiterait souligner l'erreur fondamentale dans l'approche adoptée par l'UE pour interpréter les dispositions concernées. Au lieu de commencer par le sens ordinaire des termes lus dans leur contexte, l'UE suit une approche téléologique. La Chine estime aussi qu'il est nécessaire de répondre aux déclarations de l'UE selon lesquelles l'article 9 5) du Règlement antidumping de base a une portée beaucoup plus limitée que celle alléguée par la Chine. L'UE soutient que l'article 9 5) porte uniquement sur la question très spécifique de l'imposition de droits antidumping définitifs, et non sur la détermination des marges de dumping, qui serait régie par l'article 9 4) du Règlement antidumping de base. L'analyse de l'UE n'est pas correcte. Ce n'est pas l'article 9 4) mais l'article 9 5) du Règlement antidumping de base qui traite de la question de savoir si une marge de dumping individuelle ou une marge de dumping à l'échelle du pays est déterminée pour un producteur-exportateur particulier. Cela est effectivement confirmé par l'UE au paragraphe 81 de sa première communication écrite, où elle explique la manière dont les droits antidumping et les marges de dumping sont déterminés dans le cas d'importations en provenance de pays à économie

[5] Première communication écrite de l'UE, paragraphe 77.
[6] Première communication écrite de l'UE, paragraphes 78 à 80.
[7] Première communication écrite de l'UE, paragraphe 79.

autre que de marché. En tant que tel, l'article 9 5) concerne aussi bien la détermination d'un droit individuel que celle d'une marge de dumping individuelle.

15. La Chine développera maintenant brièvement ses allégations selon lesquelles l'article 9 5) contrevient à plusieurs dispositions de l'Accord sur l'OMC. Elle commencera par l'allégation formulée au titre de l'article 9.2 de l'Accord antidumping. L'UE semble considérer qu'il serait toujours admissible que les Membres de l'OMC limitent leur examen au pays exportateur dans son ensemble et imposent un droit à l'échelle du pays. L'article 9.2 exigerait simplement que l'autorité chargée de l'enquête fasse connaître le nom du ou des fournisseurs du produit en cause. Cependant, cette interprétation est erronée, entre autres parce qu'il serait absurde d'exiger que les fournisseurs soient désignés individuellement si l'intention était d'imposer un droit à l'échelle du pays. L'interprétation que fait l'UE de l'article 9.2 est aussi dangereuse, car elle permettrait aux autorités chargées de l'enquête de ne pas tenir compte des marges de dumping individuelles calculées pour des exportateurs donnés tant que le droit qui leur serait imposé ne dépasserait pas la marge de dumping à l'échelle du pays.

16. L'UE soutient en outre que le sens ordinaire des mots "pas réalisable" utilisés à l'article 9.2 de l'Accord antidumping est "ineffectif". Toutefois, d'après le *New Shorter Oxford Dictionary*[8], "pas réalisable" désigne quelque chose qui n'est pas faisable dans la pratique ou qui est impossible dans la pratique, alors que le mot "ineffectif" désigne quelque chose qui ne produit aucun effet ou aucun résultat. En outre, le fait que l'UE se réfère à l'article 8.3 de l'Accord antidumping n'étaye pas non plus sa position, mais, au contraire, démontre la nature erronée de son interprétation. Par conséquent, les mots "pas réalisable" désignent uniquement les situations dans lesquelles une action spécifique n'est pas faisable pour des raisons pratiques. Typiquement, cela se produit lorsque le nombre d'exportateurs est trop important, ou lorsque certains exportateurs ne sont pas connus. Cette interprétation des termes "pas réalisable" est confirmée en outre par l'historique de la négociation du Code antidumping du Kennedy Round.

17. Les arguments de l'UE concernant l'article 6.10 doivent être rejetés de la même façon. La Chine soutient que l'article 9 5) du Règlement antidumping de base contrevient à l'article 6.10 de l'Accord antidumping parce qu'il énonce des conditions spécifiques que les producteurs-exportateurs des pays à économie autre que de marché doivent remplir afin de pouvoir bénéficier d'un traitement individuel, c'est-à-dire d'une marge de dumping individuelle et d'un taux de droit individuel. L'UE prétend qu'il est admissible de déroger à la règle générale énoncée dans la première phrase de l'article 6.10 dans d'autres cas que celui de l'échantillonnage.[9] Toutefois, l'article 6.10 limite expressément à ce seul cas spécifique la possibilité de déroger à cette règle générale, comme le confirme aussi la jurisprudence constante.[10]

18. L'UE se réfère aussi aux constatations des Groupes spéciaux qui étaient chargés des affaires *Corée – Certains papiers* et *Norvège – Saumon*[11], afin de faire valoir que les termes "exportateur" ou "producteur" figurant dans la première phrase de l'article 6.10 ne peuvent pas être interprétés *stricto sensu* comme désignant une "société qui exporte" ou une "société qui produit", mais plutôt d'une manière qui permet aussi de regrouper des entités distinctes pour constituer un fournisseur unique qui est la source réelle de la discrimination par les prix, cette source étant, dans le cas des pays à économie autre que de marché, l'État.[12] Toutefois, l'article 9 5) porte sur une question différente de celle examinée par le Groupe spécial dans l'affaire *Corée – Certains papiers*, qui est la question de savoir si plusieurs entités légales sont liées et devraient être considérées comme un seul et même

[8] *The New Shorter Oxford English Dictionary*, 1993, 3ème éd., vol. I, pages 1325 et 2317.
[9] Première communication écrite de l'UE, paragraphes 142, 147 et 152.
[10] Voir, par exemple, le rapport du Groupe spécial *Mexique – Viande de bœuf et riz*, paragraphe 7.137.
[11] Première communication écrite de l'UE, paragraphes 144 à 147.
[12] Première communication écrite de l'UE, paragraphe 147.

exportateur. L'article 9 5) du Règlement antidumping de base est différent des critères utilisés pour déterminer si des entités légalement distinctes devraient être considérées comme un seul et même "exportateur" ou "producteur" aux fins de la détermination de la marge de dumping, auxquels il vient s'ajouter. Le critère du "traitement individuel" énoncé à l'article 9 5) s'applique **en sus de** l'examen de la question de savoir si plusieurs exportateurs sont liés et devraient être traités comme un seul et même exportateur ou producteur. Les critères énoncés à l'article 9 5) sont aussi plus rigoureux que les critères généraux utilisés par les autorités de l'UE chargées de l'enquête pour déterminer si des entités légalement distinctes devraient être traitées comme un seul et même exportateur ou producteur.

19. La Chine peut souscrire à la constatation établie par le Groupe spécial dans l'affaire *Corée – Certains papiers*, selon laquelle les termes "exportateur" ou "producteur" figurant à l'article 6.10 ne désignent nécessairement une seule entité légale, et selon laquelle une marge de dumping individuelle peut être déterminée pour plusieurs sociétés légalement constituées dont il a été constaté qu'elles étaient liées. La Chine estime néanmoins que cette marge doit quand même être "individuelle" pour ce groupe de sociétés. Toutefois, en vertu de l'article 9 5), les producteurs-exportateurs des pays à économie autre que de marché qui ne peuvent pas démontrer qu'ils satisfont aux critères énoncés dans cette disposition se verront attribuer une marge de dumping et seront soumis à un droit antidumping résiduels **à l'échelle du pays**. Cela est tout simplement incompatible avec la prescription énoncée à l'article 6.10, selon laquelle la marge de dumping doit être déterminée sur une base individuelle, indépendamment de la question de savoir si l'"exportateur" ou le "producteur" est constitué d'une seule entité légale ou d'un groupe de sociétés. En outre, la marge de dumping à l'échelle du pays n'est pas fondée sur les données concernant tous les exportateurs-producteurs dont il a été constaté qu'ils étaient "liés".

20. L'UE essaie de défendre l'utilisation des critères additionnels plus rigoureux énoncés à l'article 9 5), ainsi que l'imposition d'un droit à l'échelle du pays dans les cas où ces critères ne sont pas remplis, en désignant l'État comme étant le véritable producteur et la source du dumping.[13] Toutefois, elle n'explique pas pourquoi les entreprises publiques ou contrôlées par l'État devraient être traitées différemment des autres groupes de sociétés liées. Elle ne donne pas non plus les raisons pour lesquelles ces entreprises devraient être soumises au droit résiduel plus élevé.

21. Enfin, à moins qu'une société ne démontre qu'elle remplit les critères du TI énoncés à l'article 9 5), l'obligation d'imposer un droit à l'échelle du pays ne s'applique pas à toutes les entreprises publiques ou contrôlées par l'État, mais uniquement à celles des pays classés par l'UE comme étant des pays à économie autre que de marché. Il n'existe aucune justification objective pour ce traitement discriminatoire.

22. S'agissant du Protocole d'accession, celui-ci ne permet aucune dérogation quant aux prix à l'exportation qui doivent être utilisés ou à la règle selon laquelle les marges de dumping et les droits antidumping doivent être déterminés sur une base individuelle.

23. Toutefois, l'UE estime qu'une telle disposition spécifique n'est pas nécessaire et qu'il suffit, à titre de justification légale, que le Protocole d'accession indique qu'"il est entendu que la Chine n'est pas un pays à économie de marché" pour rendre applicables "les dispositions spécifiques" relatives aux pays à économie autre que de marché qui figurent dans l'Accord antidumping, à savoir les articles 6.10 et 9.2 dudit accord.[14] Cette conclusion est erronée sur deux points, car i) le Protocole d'accession de la Chine n'indique pas qu'"il est entendu que la Chine n'est pas un pays à économie de marché"; et ii) ni l'article 6.10 ni aucune disposition de l'article 9 ne traitent expressément de questions ayant trait aux pays à économie autre que de marché.

[13] Première communication écrite de l'UE, paragraphe 153.
[14] Première communication écrite de l'UE, paragraphe 127.

24. En conclusion, l'imposition aux producteurs-exportateurs chinois de critères additionnels plus rigoureux que ceux applicables aux producteurs-exportateurs des pays à économie de marché pour l'obtention d'un droit antidumping individuel ne trouve aucune justification légale dans l'Accord antidumping ni dans le Protocole d'accession de la Chine.

25. Par ailleurs, ce traitement discriminatoire contrevient aussi à l'article I:1 du GATT de 1994. L'UE soutient qu'aucune violation de l'article I:1 ne peut être constatée, sur la base du principe de la *lex specialis* et de l'article II:2 b) du GATT.[15] Toutefois, ce raisonnement est erroné, car i) l'article II:2 b) du GATT de 1994 se rapporte uniquement à l'article II:1 mais non à l'article premier du GATT de 1994; et ii) il n'y a aucun "conflit" entre les dispositions au sens de la note interprétative générale relative à l'Annexe 1A de l'Accord sur l'OMC, étant donné que l'Accord antidumping ou le Protocole d'accession ne contiennent pas de justification légale permettant de traiter différemment les exportateurs des pays à économie autre que de marché.

III. ALLÉGATIONS CONCERNANT LE RÈGLEMENT (CE) N° 91/2009 DU CONSEIL, DU 26 JANVIER 2009, INSTITUANT UN DROIT ANTIDUMPING DÉFINITIF SUR LES IMPORTATIONS DE CERTAINS ÉLÉMENTS DE FIXATION EN FER OU EN ACIER EN PROVENANCE DE CHINE

26. La Chine abordera divers aspects de ses allégations relatives à la détermination de la "**branche de production nationale**". La Chine soutient que la détermination de la branche de production nationale effectuée par l'UE contrevient à l'article 4.1 de l'Accord antidumping à plusieurs égards.

27. Premièrement, la Chine estime que l'UE a contrevenu à l'article 4.1 de l'Accord antidumping en excluant de la définition de la "branche de production nationale" tous les producteurs qui ne s'étaient pas fait connaître dans un délai de 15 jours à compter de la date de publication de l'avis d'ouverture de l'enquête, ainsi que les producteurs qui n'étaient pas en faveur de l'enquête.[16] Selon l'UE, l'article 4.1 donne aux autorités chargées de l'enquête le pouvoir discrétionnaire de choisir les producteurs qui doivent être inclus dans la "branche de production nationale" tant que les producteurs ainsi choisis représentent une "proportion majeure" de la production nationale totale.[17]

28. Cette théorie a été rejetée expressément par le Groupe spécial dans l'affaire *CE – Saumon*. Le Groupe spécial a indiqué qu'il n'était pas admissible d'exclure d'emblée de la "branche de production nationale" certaines catégories de producteurs de produits similaires autres que ceux visés par l'article 4.1. Contrairement à ce que l'UE allègue, les constatations établies par le Groupe spécial dans l'affaire *CE – Saumon* ne concernaient pas uniquement les catégories de producteurs "qui produisent un type particulier de produits similaires", mais *toute* catégorie de producteurs de produits similaires autres que ceux visés par l'article 4.1.

29. L'UE a fait exactement ce que le Groupe spécial a condamné très clairement. Elle a exclu de la définition de la "branche de production nationale" tous les producteurs qui ne s'étaient pas fait connaître dans les 15 jours suivant l'avis d'ouverture de l'enquête ainsi que ceux qui ne soutenaient pas la plainte. Ces exclusions ont déjà faussé à elles seules la définition de la "branche de production nationale", en favorisant la constatation de l'existence d'un dommage.

30. Deuxièmement, les producteurs ainsi choisis ne représentaient pas "une proportion majeure" de la production nationale totale d'éléments de fixation. L'UE n'a même pas vérifié si les producteurs ainsi choisis constituaient "une proportion majeure" de la production nationale totale. Elle suppose

[15] Première communication écrite de l'UE, paragraphe 173.
[16] Première communication écrite de la Chine, paragraphes 233 à 245.
[17] Première communication écrite de l'UE, paragraphes 292 à 297.

automatiquement que le critère de la proportion majeure est rempli dès lors que les producteurs retenus répondent à la définition qui est donnée à l'expression proportion majeure dans l'article 5 4) du Règlement antidumping de base, laquelle concerne les exigences auxquelles doivent satisfaire les plaignants en matière de représentativité. L'UE interprète donc l'article 4.1 de l'Accord antidumping de manière à ce qu'il lui permette de définir la branche de production nationale comme étant constituée uniquement des producteurs qui soutiennent expressément la plainte, dès lors que ceux-ci représentent plus de 25 pour cent de la production communautaire.

31. L'UE essaie de défendre l'idée d'une correspondance systématique entre les producteurs qui soutiennent la plainte et la "branche de production nationale" en indiquant que le fait de satisfaire au critère des 25 pour cent établit la *présomption légitime* que les producteurs représentent une proportion majeure de la production totale.[18] Comme les producteurs constituant la branche de production nationale représentaient 27 pour cent de la production nationale totale, ils satisfaisaient effectivement, selon l'UE, au critère de la proportion majeure énoncé à l'article 4.1.

32. L'interprétation de l'UE n'est étayée par aucune des dispositions pertinentes lorsqu'on les examine à la lumière des principes applicables en matière d'interprétation des traités. Afin de représenter une "proportion", et donc, *a fortiori*, "une proportion majeure", les producteurs nationaux concernés doivent constituer une "partie", une "part" de l'ensemble, c'est-à-dire de la production nationale dans son ensemble. En d'autres termes, ils doivent être représentatifs de l'ensemble. C'est aussi ce qu'a souligné l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Viande d'agneau*.[19] En n'incluant pas dans la définition de la branche de production nationale les producteurs nationaux qui s'étaient opposés à la plainte ou étaient restés neutres, les autorités de l'UE chargées de l'enquête ont défini une branche de production nationale qui n'est pas "représentative" de l'ensemble et qui ne constitue pas une "proportion" de la production nationale totale, ni *a fortiori* une "proportion majeure" de la production nationale totale.

33. Dans l'affaire *Argentine – Viande de volaille*, le Groupe spécial prend simplement note du fait que l'exigence en matière de "proportion majeure" n'implique pas un seuil quantitatif précis, tel que 50 pour cent. Il indique que la question de savoir si les productions additionnées constituent une "proportion majeure" doit être évaluée **sur la base des circonstances propres à l'affaire**.[20] Il est certainement inexact d'en déduire que le fait d'atteindre le seuil des 25 pour cent établit automatiquement la présomption qu'il a été satisfait au critère de la "proportion majeure". Pourtant, c'est précisément ce qu'a fait l'UE. Elle ne s'est pas demandé si cette conclusion était justifiée au regard des circonstances de l'affaire.

34. La Chine soutient que les circonstances de l'espèce démontrent que les productions additionnées des 45 producteurs représentant prétendument 27 pour cent de la production nationale totale ne constituent pas une "proportion majeure" de cette production. Le premier élément pertinent est la "praticabilité", pour les autorités chargées de l'enquête, d'inclure davantage de producteurs dans leur définition de la branche de production nationale. Dans l'affaire considérée, les autorités chargées de l'enquête avaient identifié au début de leur enquête au moins 114 producteurs représentant 45 pour cent de la production nationale totale. Ces producteurs représentent presque le double de la production des producteurs qui ont finalement été inclus dans la définition de la branche de production nationale. Cela étant, il n'est guère possible de faire valoir que 27 pour cent constituent une "proportion majeure".

35. Un autre élément dont il faut tenir compte est le nombre de producteurs qui constituent la branche de production nationale par rapport au nombre total de producteurs nationaux. Comme l'UE

[18] Première communication écrite de l'UE, paragraphe 348.
[19] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphe 91.
[20] Rapport du Groupe spécial *Argentine – Viande de volaille*, paragraphe 7.342.

l'a elle-même noté, il y a plus de 300 producteurs de produits similaires dans l'UE.[21] Par conséquent, 45 producteurs représentent seulement un sixième de ce total estimatif.

36. Dans une ultime tentative pour justifier sa pratique, l'UE semble faire valoir que la manière dont la branche de production nationale est définie n'est pas pertinente lorsque l'échantillonnage est utilisé.[22] Cela n'est évidemment pas correct.

37. En outre, la détermination de la "branche de production nationale" contrevient aussi à l'article 3.1 de l'Accord antidumping. Si les autorités chargées de l'enquête définissent la branche de production nationale en excluant des producteurs parce qu'ils s'opposent à la plainte, elles agissent d'une manière partiale. Selon l'UE, une violation de l'article 4.1 n'aurait aucune incidence sur les obligations imposées aux autorités chargées de l'enquête au titre de l'article 3.1. La Chine ne souscrit pas du tout à cette vue. Il n'est possible d'effectuer un "examen objectif" du dommage que si le résultat de cet examen n'est pas prédéterminé par la manière dont la branche de production nationale a été définie. En excluant entre autres les producteurs qui s'étaient opposés à la plainte, l'UE a mené son enquête de manière telle qu'il devienne plus probable que, à la suite du processus d'établissement ou d'évaluation des faits, elle détermine que la branche de production nationale subissait un dommage.

38. Enfin, la Chine souhaiterait présenter quelques observations sur les allégations qu'elle a formulées au sujet des nombreuses violations par l'UE de ses **obligations en matière de régularité de la procédure**. Lorsque l'on examine les arguments de l'UE concernant ces allégations, on est frappé par la manière dont celle-ci essaie d'éviter d'aborder le fond des allégations de la Chine. L'UE allègue systématiquement que la Chine n'a pas fourni d'éléments *prima facie* parce que les allégations sont incompréhensibles ou exposées d'une manière confuse que, les éléments de preuve présentés sont dénués de pertinence ou inexistants, ou pour d'autres raisons obscures. La Chine estime que la vraie raison est ailleurs et que l'UE est simplement à court d'arguments de fond et d'éléments de preuve pour réfuter ses allégations. Ces arguments liés à des questions de procédure ne sauraient masquer la véritable question dont le Groupe spécial est saisi, à savoir que les producteurs-exportateurs chinois n'ont jamais eu effectivement la possibilité d'exercer leurs droits à une procédure régulière.

[21] Première communication écrite de l'UE, paragraphe 322.
[22] Première communication écrite de l'UE, paragraphes 284 et 302.

ANNEXE C-2

RÉSUMÉ ANALYTIQUE DE LA DÉCLARATION LIMINAIRE DE L'UNION EUROPÉENNE À LA PREMIÈRE RÉUNION DU GROUPE SPÉCIAL

I. ALLÉGATION "EN TANT QUE TEL" DE LA CHINE AU SUJET DE L'ARTICLE 9 5) DU RÈGLEMENT N° 384/96 DU CONSEIL, TEL QU'IL A ÉTÉ MODIFIÉ

1. L'Union européenne estime que le mandat du Groupe spécial en ce qui concerne l'allégation en tant que tel de la Chine est d'examiner la conformité des aspects concrets de la mesure spécifique décrite par la Chine dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial avec les dispositions pertinentes des accords visés invoqués par la Chine. En l'espèce, la mesure spécifique, telle qu'elle a été définie dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Chine, est une disposition législative très concrète, à savoir l'article 9 5) du Règlement n° 384/96 du Conseil, tel qu'il a été modifié. Les aspects concrets exigés ou prévus par cette disposition sont que, dans le cas d'importations en provenance de pays à économie autre que de marché: i) un droit antidumping individuel est précisé pour les fournisseurs dont il peut être démontré, sur la base de requêtes dûment documentées, qu'ils remplissent les cinq critères énumérés dans cette disposition; et, sinon, ii) le droit antidumping est précisé pour le pays fournisseur concerné et non pour chaque fournisseur. Le Groupe spécial n'est donc pas chargé d'examiner d'autres dispositions du Règlement n° 384/96 du Conseil, tel qu'il a été modifié; l'une quelconque des dispositions du Règlement n° 1225/2009 du Conseil; le "traitement individuel" ou le "régime ou la pratique en matière de traitement individuel" de l'Union européenne; toutes questions portant sur le calcul ou la détermination individuelle de marges de dumping; ou toutes questions autres que celles qui sont spécifiquement indiquées par la Chine dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial. En outre, l'Union européenne a déjà démontré que le Groupe spécial devrait rejeter la plupart des allégations de la Chine, car, contrairement aux prescriptions de l'article 6:2 du *Mémorandum d'accord sur le règlement des différends* (le "Mémorandum d'accord"), la Chine n'a pas énoncé clairement le problème dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial et, sur le fond, la mesure spécifique décrite par la Chine dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial n'entre pas dans le champ des obligations énoncées aux articles 9.2, 6.10, 9.3 et 9.4 de l'*Accord antidumping* et à l'article X:3 a) du *GATT de 1994*. En tout état de cause, comme les tierces parties qui ont exprimé un point de vue sur cette question, l'Union européenne estime que les allégations formulées par la Chine au sujet de l'article 9 5) du Règlement n° 384/96 du Conseil, tel qu'il a été modifié, sont fondées sur une interprétation erronée des dispositions pertinentes de l'*Accord antidumping*, du *GATT de 1994*, ainsi que du Protocole d'accession de la Chine. En particulier, la Chine ne montre pas en quoi l'article 9.2 de *l'Accord antidumping* comporte un principe qui exigerait l'imposition de droits antidumping individuels pour chaque exportateur ou producteur connu. C'est plutôt le contraire. Cette disposition semble autoriser l'imposition de droits antidumping à l'échelle du pays

2. Même à supposer qu'il soit possible de lire un tel principe dans l'article 9.2 de l'*Accord antidumping*, ce qui n'est pas le cas, l'imposition de droits antidumping à l'échelle du pays est permise dans les cas où l'imposition de droits antidumping sur une base individuelle rendrait la mesure *inefficace*. C'est exactement le cas de la Chine en tant que pays à économie autre que de marché. D'ailleurs, l'objectif consistant à neutraliser ou à empêcher le dumping serait compromis si des droits individuels devaient être imposés aux fournisseurs dont les activités d'exportation ne sont pas suffisamment indépendantes de l'État, c'est-à-dire le véritable producteur du produit considéré. Le Protocole d'accession de la Chine fournit un contexte utile pour confirmer la conclusion selon

laquelle, dans le cas des importations originaires de Chine, des droits antidumping peuvent être précisés à l'échelle du pays lorsque les fournisseurs ne peuvent pas démontrer que les conditions d'une économie de marché existent en ce qui concerne la fabrication, la production et la vente du produit considéré.

3. Par ailleurs, comme plusieurs groupes spéciaux l'ont clarifié, l'article 6.10 de l'*Accord antidumping* permet qu'une marge de dumping unique soit déterminée pour le véritable producteur et la source de la discrimination par les prix, même si plusieurs exportateurs sont en cause. C'est fondamentalement le cas des pays à économie autre que de marché, où le contrôle de l'État sur les moyens de production et l'intervention de l'État dans l'économie, y compris le commerce international, signifient que toutes les importations sont considérées comme provenant d'un producteur unique. Il s'ensuit que l'imposition de droits antidumping à un fournisseur unique, à savoir la Chine, en dépit de l'existence de plusieurs exportateurs qui n'agissent pas indépendamment de l'État, à savoir les fournisseurs ne bénéficiant pas du traitement individuel, est permise par l'article 9.2 de l'*Accord antidumping*. À cet égard, le calcul de marges de dumping et l'imposition de droits antidumping à l'échelle du pays ne diffèrent pas beaucoup de la situation dans laquelle l'autorité chargée de l'enquête fait face à plusieurs exportateurs qui dépendent tous d'un producteur unique, lequel est la source véritable de la discrimination par les prix.

4. L'Union européenne fait observer que les allégations formulées par la Chine au titre des articles 6.10, 9.3, 9.4 et 18.4 de l'*Accord antidumping*, des articles I:1 et X:3 a) du *GATT de 1994* et de l'article XVI:4 de l'*Accord sur l'OMC* dépendent entièrement d'une constatation établissant que l'article 9 5) du Règlement n° 384/96 du Conseil, tel qu'il a été modifié, contrevient "en tant que tel" à l'article 9.2 de l'*Accord antidumping* et, dans une certaine mesure, à l'article 6.10 de l'*Accord antidumping*. Comme ce n'est pas le cas, il n'est pas nécessaire que le Groupe spécial examine ces allégations.

II. ARTICLE 9 5) DU RÈGLEMENT N° 384/96 DU CONSEIL, "TEL QU'APPLIQUÉ" DANS LE RÈGLEMENT N° 91/2009 DU CONSEIL

5. L'Union européenne fait observer que la première allégation de la Chine repose sur l'hypothèse voulant que l'application de l'article 9 5) du Règlement n° 384/96 du Conseil, tel qu'il a été modifié, soit incompatible avec les articles 6.10, 9.2 et 9.4 de l'*Accord antidumping* dans tous les cas. Comme ce n'est pas le cas, le Groupe spécial devrait aussi rejeter l'allégation de la Chine concernant le Règlement n° 91/2009 du Conseil.

III. REPRÉSENTATIVITÉ DE LA BRANCHE DE PRODUCTION NATIONALE DE L'UE

6. L'Union européenne souhaite indiquer que la Chine n'a pas tenu de consultations avec l'Union européenne au sujet de cette nouvelle allégation figurant dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, ainsi que le prescrit l'article 4 du *Mémorandum d'accord*. En outre, la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Chine n'est pas spécifique et n'énonce pas clairement le problème, comme l'exige l'article 6:2 du *Mémorandum d'accord*. L'Union européenne fait également observer que l'avis d'ouverture de l'enquête 2007/C 267/11 n'est pas une mesure en cause. Pour toutes ces raisons, l'allégation de la Chine ne relève pas du mandat du Groupe spécial. En tout état de cause, en ce qui concerne le fond de la question, l'Union européenne fait observer que, manifestement, elle a bien examiné la question de la représentativité avant d'ouvrir l'enquête, se conformant ainsi à la troisième phrase de l'article 5.4 de l'*Accord antidumping*.

IV. DÉFINITION DE LA BRANCHE DE PRODUCTION NATIONALE

7. À titre préliminaire, il est important de rappeler le caractère très général des deux dispositions qui sont invoquées par la Chine. L'article 4.1 énonce une définition relativement générale de l'expression branche de production nationale qui est constituée de tous les producteurs du produit similaire national *ou* des producteurs dont les productions additionnées constituent une proportion majeure de la production nationale totale. La seule "obligation" découlant de cette disposition est de *définir* la branche de production nationale d'une manière qui soit compatible avec cette définition. L'article 3.1, qui a un caractère aussi général, exige que la situation de la branche de production nationale, telle qu'elle est définie conformément à l'article 4.1, soit examinée d'une manière objective et en se fondant sur des éléments de preuve positifs, c'est-à-dire en se fondant sur des données fiables. La Chine fait erreur lorsqu'elle affirme que ces deux obligations très générales imposent des obligations très spécifiques. Les cinq allégations de la Chine prouvent clairement que cette approche est erronée. L'Union européenne demande au Groupe spécial de les rejeter toutes les cinq.

8. Premièrement, la Chine allègue que l'Union européenne n'était pas autorisée à définir la branche de production nationale comme étant uniquement constituée des producteurs qui coopéraient et qui s'étaient fait connaître dans les 15 jours de l'ouverture de l'enquête. Ainsi qu'il est expliqué dans notre communication, ce bref résumé du fondement juridique de l'allégation de la Chine – qui fait partie de la "question" dont vous êtes saisi – ne figure nulle part dans la demande de consultations présentée par la Chine. Comme aucune consultation n'a été tenue sur cette question, l'allégation de la Chine n'est pas soumise à bon droit au Groupe spécial. En outre, et sur le fond, la Chine ne tient pas compte du fait que l'article 4.1 définit la branche de production nationale comme étant constituée de tous les producteurs du produit similaire *ou* des producteurs qui représentent une proportion majeure de la production nationale totale. Le texte de l'article 4.1 n'établit pas de hiérarchie de préférence entre ces deux possibilités. Cela a été confirmé par la jurisprudence de l'OMC. La détermination de l'UE selon laquelle la branche de production nationale était constituée de tous les producteurs disposés à coopérer et qui s'étaient fait connaître dans les 15 jours de l'ouverture de l'enquête est donc entièrement légitime dès lors que ces producteurs représentaient "une proportion majeure" de la production nationale totale. Tel était le cas, car ces producteurs représentaient 27 pour cent de la production nationale. Rien dans l'article 4.1 n'interdit l'utilisation d'un délai de 15 jours pour des raisons pratiques. L'UE n'a "exclu délibérément" aucun type de producteurs nationaux et les alinéas i) et ii) de l'article 4.1 ne sont donc pas pertinents pour la situation à l'examen. L'Union européenne tient à clarifier un élément factuel important qui semble avoir causé une certaine confusion parmi les tierces parties. Il n'est *pas* vrai que l'Union européenne ait exclu tous les producteurs qui ne soutenaient pas l'enquête. Les points de vue des producteurs nationaux ont été sollicités par les autorités de l'UE et étaient pertinents pour la détermination de la représentativité *avant* l'ouverture de l'enquête. Cependant, une fois que l'enquête a été engagée, les points de vue des producteurs nationaux concernant son ouverture n'étaient plus pertinents. Dans l'avis d'ouverture de l'enquête, l'Union européenne a simplement demandé aux producteurs nationaux qui souhaitaient coopérer pendant l'enquête de se faire connaître dans un délai de 15 jours, sans leur demander par ailleurs s'ils soutenaient l'enquête ou y étaient opposés. Les autorités de l'UE ont ensuite décidé de définir la branche de production nationale comme étant constituée des producteurs ayant indiqué qu'ils étaient disposés à coopérer. En d'autres termes, contrairement à ce que pensent certaines tierces parties, aucun producteur s'étant fait connaître dans les 15 jours n'a été exclu en raison du fait qu'il ne soutenait pas l'ouverture de l'enquête. Seuls ont été exclus les producteurs nationaux qui ont déclaré expressément qu'ils ne voulaient pas coopérer dans l'enquête. Il va sans dire que si un producteur national décide de ne pas coopérer, il sera impossible d'obtenir les données pertinentes pendant l'enquête. De plus, et dans la mesure où l'article 3.1 imposerait des prescriptions en ce qui concerne la définition de la branche de production nationale, ce qui n'est pas le cas, rien n'étaye l'argument selon lequel le simple fait d'utiliser une échéance de 15 jours pour des raisons pratiques obligerait le Groupe spécial à constater que l'enquête n'a pas été menée d'une manière impartiale ou objective. Le délai de 15 jours qui a été utilisé comme base pour déterminer le groupe de producteurs qui constituerait la

branche de production nationale est un critère objectif qui ne favorise ni l'une ni l'autre des parties. La Chine n'a pas démontré que cette limitation avait empêché l'examen objectif de la situation de la branche de production nationale.

9. Deuxièmement, la Chine fait valoir que la branche de production nationale, telle qu'elle est définie par l'Union européenne, n'est pas constituée des producteurs produisant "une proportion majeure" de la production nationale, car ces producteurs représentent "seulement" 27 pour cent de la production nationale totale. L'interprétation par la Chine de l'expression "une proportion majeure" figurant à l'article 4.1 est erronée. La Chine fait valoir qu'une "proportion majeure" doit être aussi proche que possible de 100 pour cent. La jurisprudence de l'OMC que la Chine invoque elle-même en y souscrivant écarte clairement cette interprétation erronée, puisque selon cette jurisprudence, "une proportion majeure" est plutôt une proportion "importante, sérieuse ou notable". Il est clair que 27 pour cent est une proportion notable de la production. La Chine ne présente aucun argument ni élément de preuve démentant cette conclusion dans les circonstances propres à l'affaire, comme elle était tenue de le faire. L'Union européenne tient à clarifier que la question juridique dont est saisi le Groupe spécial n'est pas, comme certaines tierces parties semblent l'indiquer, de savoir si 25 pour cent est suffisant dans toutes les circonstances pour constituer une proportion majeure. De fait, l'Union européenne estime qu'un pourcentage supérieur à 25 pour cent devrait légitimement être considéré comme constituant une proportion majeure, sauf s'il existe des éléments de preuve indiquant que, dans les circonstances propres à l'affaire, un tel pourcentage n'est pas une proportion majeure. En résumé, l'Union européenne demande au Groupe spécial de rejeter l'allégation de la Chine selon laquelle la définition de la branche de production nationale par l'UE contrevenait à l'article 4.1 de l'*Accord antidumping*.

10. Troisièmement, la Chine fait valoir que la branche de production nationale n'a "pas été définie en fonction de la période couverte par l'enquête" et qu'elle contrevient donc à l'article 3.1 de l'*Accord antidumping*. La Chine fait erreur tant en ce qui concerne les faits consignés au dossier que le droit applicable. D'abord, les faits. La Chine indique que la période allant d'octobre 2006 à 2007 est la période pour la détermination de l'existence d'un dommage, alors qu'il s'agit plutôt principalement de la période couverte par l'enquête sur l'existence d'un dumping car les tendances relatives au dommage ont été examinées en utilisant une période plus longue commençant en 2003. Les données relatives au dommage qui ont été examinées visaient donc la période allant de janvier 2003 à octobre 2007. La détermination de la "proportion majeure" a été fondée sur les données relatives à la dernière année complète avant l'ouverture de l'enquête pour laquelle des statistiques étaient disponibles, l'année 2006, ce qui comprend donc une partie de la période couverte par l'enquête sur l'existence d'un dumping. Sauf preuve du contraire, il s'agit d'une approche objective et entièrement raisonnable. Ensuite, le droit. L'article 3.1 n'impose tout simplement pas l'obligation de déterminer expressément l'existence d'une proportion majeure, et encore moins l'obligation d'établir une telle détermination pour la même période que la période couverte par l'enquête sur l'existence d'un dumping. L'article 3.1 ne dit absolument rien à ce sujet et concerne uniquement la manière dont les données de la branche de production nationale doivent être examinées (objectivement) et la fiabilité des éléments de preuve qui doivent être examinés (éléments de preuve positifs). En tout état de cause, et appliquant, pour les besoins de l'argumentation, le critère généralement applicable du caractère raisonnable à la détermination d'"une proportion majeure", il est manifeste qu'une période récente et pertinente a été utilisée, consistant en la dernière année complète avant l'ouverture de l'enquête pour laquelle des données statistiques étaient disponibles, y compris une partie de la période couverte par l'enquête sur l'existence d'un dumping. L'allégation de violation formulée par la Chine en ce qui concerne la détermination par l'UE de la branche de production nationale, s'agissant de la période couverte par l'enquête, n'est donc fondée ni en fait ni en droit.

11. Quatrièmement, la Chine fait valoir que la détermination de l'existence d'un dommage sur la base d'un échantillon de producteurs nationaux représentant uniquement 17 pour cent de la production nationale totale contrevient aux articles 4.1 et 3.1 de l'*Accord antidumping* car les producteurs inclus

dans l'échantillon ne représentent pas une proportion majeure de la production nationale totale. Premièrement, la Chine ne démontre pas que l'article 4.1 impose une quelconque obligation en matière d'échantillonnage. En outre, il ne serait pas logique d'exiger qu'un échantillon soit conforme à la même obligation de "proportion majeure" que celle que doit respecter la branche de production elle-même. Comme le Japon l'a indiqué à juste titre dans sa communication écrite en tant que tierce partie, "si l'argument de la Chine était retenu … cela porterait atteinte au but de l'échantillonnage". On peut soutenir que l'article 3.1 exige que l'échantillon soit suffisamment représentatif de la *branche de production nationale, telle qu'elle est définie conformément à l'article 4.1.* Ce n'est pas la même chose que d'exiger que l'échantillon soit représentatif de la *totalité des producteurs nationaux* pris dans leur ensemble, comme la Chine l'allègue à tort. Ainsi qu'il est expliqué dans notre première communication écrite, l'échantillon choisi était représentatif de la branche de production nationale quant au volume, aux types de produits et à la taille des producteurs. L'argument de la Chine en ce qui concerne le volume de la production totale représenté par les producteurs inclus dans l'échantillon est donc dénué de fondement..

12. Cinquièmement, la Chine fait valoir que l'Union européenne aurait dû exclure un certain nombre de producteurs nationaux de la définition de la branche de production nationale pour la simple raison que ces producteurs étaient liés à des producteurs-exportateurs en Chine et que l'Union européenne n'a pas examiné objectivement cette relation. Toutefois, il est manifeste que l'*Accord antidumping permet* à l'autorité, à certaines conditions, d'exclure des producteurs liés, mais il *n'exige* certainement *pas* que l'autorité le fasse. Même la Chine est d'accord avec cela. Cela conduit à deux conclusions: premièrement, s'il n'existe pas d'"obligation" de faire quelque chose, il ne peut pas y avoir de "violation"; deuxièmement, c'est uniquement lorsque l'autorité veut exclure de tels producteurs liés qu'il existe une obligation préalable de déterminer objectivement si une telle relation existe et si cette relation était de nature à amener le producteur lié à se comporter différemment. Les autorités de l'UE n'ont exclu aucun producteur lié et aucune obligation de faire une détermination objective ne pouvait donc être violée. En tout état de cause, la Chine ne démontre pas que les faits n'étayent pas la constatation raisonnable des autorités de l'UE selon laquelle le centre d'intérêt de ces producteurs nationaux restait dans l'Union européenne et qu'il n'était ni nécessaire ni approprié d'exclure ces producteurs de la définition de la branche de production nationale.

V. SÉLECTION DU PRODUIT CONSIDÉRÉ

13. L'Union européenne estime en outre que le Groupe spécial devrait rejeter l'allégation de la Chine selon laquelle l'Union européenne a agi d'une manière incompatible avec l'article 2.1 et 2.6 de l'*Accord antidumping* parce qu'elle a inclus dans le champ du produit considéré à la fois les éléments de fixation ordinaires et les éléments de fixation spéciaux en tant que produits "similaires" en dépit de leurs différences et de leurs utilisations évidentes. Fondamentalement, la Chine fait abstraction du fait que la question du produit similaire et celle du produit considéré sont deux questions distinctes dans l'*Accord antidumping* et que rien n'oblige les autorités chargées de l'enquête à effectuer une analyse de la similarité à l'intérieur du champ du produit considéré. En outre, la Chine fait abstraction du fait que la mesure en cause ne comporte aucune détermination établissant que les éléments de fixation ordinaires et les éléments de fixation spéciaux sont similaires, de sorte que la Chine se réfère à une détermination inexistante. Par conséquent, l'allégation de la Chine consiste à contester une détermination inexistante en invoquant une obligation inexistante, ce que le Groupe spécial doit rejeter.

VI. COMPARAISON ÉQUITABLE AU TITRE DE L'ARTICLE 2.4 DE L'*ACCORD ANTIDUMPING*

14. Nous passons maintenant à l'allégation de la Chine au titre de l'article 2.4 de *l'Accord antidumping* – la nécessité de procéder à une comparaison équitable entre la valeur normale et le prix d'exportation. Ici aussi, la Chine évoque une obligation très "générale et abstraite" afin que soient

imposées des obligations très spécifiques qui ne figurent nulle part dans l'*Accord antidumping*. La Chine allègue que l'Union européenne n'a pas procédé à une comparaison équitable entre la valeur normale et le prix d'exportation parce que les autorités de l'UE n'ont pas fondé cette comparaison sur le numéro de référence du produit ("NRP") *complet*. Toutefois, il est clair que l'article 2.4 de l'*Accord antidumping* ne précise pas la méthode à suivre pour procéder à une comparaison équitable. Le simple fait que la comparaison n'a pas été effectuée sur la base du NRP complet ne peut donc pas constituer *ipso facto* une violation de l'article 2.4, comme l'allègue la Chine à tort. Il importe de noter que la Chine a une compréhension erronée du rôle et de la pertinence des NRP qui sont simplement un moyen de recueillir des renseignements d'une manière particulière qui peut permettre à l'autorité de comparer des produits identiques sans qu'il soit nécessaire d'apporter des ajustements. Le NRP est déterminé au début de l'enquête lorsqu'on ne sait même pas clairement quels sont les éléments qui affectent effectivement la comparabilité des prix. Il est donc inexact de dire que le NRP indique nécessairement les caractéristiques du produit affectant la comparabilité des prix ou que le seul fait de demander que les renseignements soient fournis sur la base d'un NRP donné empêcherait l'autorité d'adopter une autre méthode pour comparer la valeur normale et le prix d'exportation. Qu'est-ce qui est nécessairement inéquitable, biaisé ou non "impartial" dans le fait que la comparaison n'a pas été effectuée sur la base du NRP complet? La Chine ne semble pas encore avoir répondu à cette question.

15. S'agissant de l'allégation de la Chine selon laquelle aucun ajustement n'a été opéré concernant les différences qui affectent la comparabilité des prix, il est rappelé qu'en l'espèce les autorités de l'UE se sont conformées à l'obligation d'opérer des ajustements concernant les différences qui affectent la comparabilité des prix énoncée à l'article 2.4. En particulier, l'Union européenne a assuré une comparaison équitable en distinguant les produits en fonction de leur résistance et en distinguant les éléments de fixation ordinaires des éléments de fixation spéciaux. Il s'agissait des deux principales caractéristiques mentionnées par l'Association des exportateurs et des importateurs chinois d'éléments de fixation. La Chine a donc tort de faire valoir que le NRP indique *nécessairement les* facteurs affectant la comparabilité des prix pour lesquels des ajustements auraient dû être opérés. En résumé, la Chine n'a clairement pas démontré que les autorités de l'UE avaient manqué à leurs obligations au titre de l'article 2.4 de l'*Accord antidumping*.

VII. SOUS-COTATION DES PRIX

16. La Chine fait valoir que l'Union européenne a violé l'article 3.1 et 3.2 de l'*Accord antidumping* car les autorités de l'UE, d'après les allégations, n'ont pas effectué de comparaison au titre de la sous-cotation des prix entre les prix d'exportation et les prix des producteurs nationaux sur la base du NRP complet. À titre de question préliminaire importante, nous faisons observer que cette allégation ne faisait pas partie de la demande de consultations présentée par la Chine et qu'elle ne relève donc pas du mandat du Groupe spécial. En tout état de cause, l'article 3.2 de l'*Accord antidumping* ne prescrit pas de méthode particulière pour l'analyse de la sous-cotation du prix et l'allégation de la Chine selon laquelle l'Union européenne a manqué à ses obligations simplement parce qu'elle a utilisé un NRP "simplifié" est donc clairement dénuée de fondement. On ne sait pas vraiment non plus en quoi le fait allégué de ne pas utiliser le NRP complet révélerait nécessairement un parti pris contre les exportateurs chinois. L'aspect le plus important de la comparaison des prix entre les éléments de fixation de l'UE et les éléments de fixation chinois était la différence entre les éléments de fixation ordinaires et les éléments de fixation spéciaux. Cette différence a été prise en compte par les autorités de l'UE. Étant donné le "pouvoir discrétionnaire considérable" qui doit être accordé aux autorités pour l'analyse de la sous-cotation du prix et compte tenu du fait que les obligations méthodologiques plus détaillées de l'article 2 en matière de dumping ne peuvent pas être tout simplement transposées dans les dispositions de l'article 3, rien ne permet à la Chine d'alléguer que l'analyse de la sous-cotation des prix n'a pas été impartiale ou a été biaisée simplement parce que le NPR complet n'a pas été utilisé pour faire cette comparaison. En tout état de cause, les caractéristiques pertinentes du NRP ont été prises en considération ainsi que la distinction importante entre les éléments de fixation ordinaires et les éléments de fixation spéciaux, et les autorités de l'UE se

sont donc clairement conformées à toute obligation relative au caractère raisonnable qui pouvait être imposée à cet égard. En résumé, les allégations formulées par la Chine au titre de l'article 3.1 et 3.2 de l'*Accord antidumping* en ce qui concerne l'analyse de la sous-cotation des prix doivent être rejetées.

VIII. VOLUME DES IMPORTATIONS FAISANT L'OBJET D'UN DUMPING

17. La Chine fait valoir que l'Union européenne a manqué à ses obligations au titre de l'article 3.1, 3.2, 3.4 et 3.5 parce que les autorités de l'UE n'ont pas exclu de leur analyse du volume au titre de l'article 3.2 deux exportateurs marginaux dont il avait été constaté qu'ils ne pratiquaient pas le dumping et parce qu'aux fins de cette même analyse du volume, les autorités de l'UE ont supposé que tous les exportateurs n'ayant pas fait l'objet d'un examen pratiquaient le dumping. L'Union européenne demande au Groupe spécial de rejeter l'allégation de la Chine à ce sujet.

18. Premièrement, l'Union européenne rappelle que les deux exportateurs dont la Chine allègue qu'ils auraient dû être exclus représentaient une quantité d'exportations *totalement négligeable*. Cette quantité marginale d'importations ne faisant pas l'objet d'un dumping ne peut pas compromettre l'objectivité de la détermination qui reste fondée sur la presque totalité des importations. Cela est d'autant plus vrai que l'examen effectif vise à déterminer s'il existe une augmentation "notable" des importations faisant l'objet d'un dumping. Le fait de ne pas exclure cette quantité marginale, qui ne peut tout simplement pas avoir d'incidence sur le caractère "notable" de l'augmentation dont l'existence a été constatée, ne peut pas constituer le fondement d'une constatation de violation de l'article 3.1 et 3.2. Nous demandons donc instamment au Groupe spécial de ne pas adopter une approche formaliste mais d'examiner ce qu'a fait l'Union européenne et si, dans l'ensemble, elle a déterminé objectivement qu'il existait une augmentation notable des importations faisant l'objet d'un dumping lorsqu'elle a constaté que les importations avaient augmenté de 103 pour cent. La réponse à cette question est, et reste, affirmative. Il est clair que si le volume des importations ne faisant pas l'objet d'un dumping avait été exclu, le résultat aurait été exactement le même et il aurait été constaté que les importations faisant l'objet d'un dumping avaient enregistré une augmentation notable. L'Union européenne demande au Groupe spécial de ne pas commettre la même erreur que celle commise par le Groupe spécial chargé de l'affaire *Japon – DRAM (Corée)*, lequel a estimé que le fait d'examiner si la détermination établie par les autorités était toujours valable, indépendamment de l'erreur alléguée commise, constituerait un examen *de novo*. L'Organe d'appel a reproché au Groupe spécial de ne pas avoir procédé à un tel examen, et ce à juste titre.

19. Deuxièmement, la Chine fait erreur en affirmant que les autorités de l'UE n'étaient pas en droit d'inclure les importations de tous les producteurs n'ayant pas fait l'objet d'un examen dans le volume total des importations faisant l'objet d'un dumping. Comme il a été constaté que tous les producteurs inclus dans l'échantillon pratiquaient le dumping, les autorités de l'UE étaient en droit de conclure, par extrapolation, que toutes les importations des producteurs n'ayant pas fait l'objet d'un examen faisaient également l'objet d'un dumping. Il s'agit précisément d'une méthode pour déterminer le volume des importations faisant l'objet d'un dumping que l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Linge de lit* a jugé appropriée en cas d'échantillonnage. Toutes les allégations de la Chine concernant l'analyse du volume doivent donc être rejetées, y compris ses allégations corollaires au titre de l'article 3.4 et 3.5.

IX. FACTEURS DE DOMMAGE RÉPERTORIÉS À L'ARTICLE 3.4 DE L'*ACCORD ANTIDUMPING*

20. Premièrement, la Chine affirme que la détermination de l'existence d'un dommage établie par l'UE est viciée parce que les autorités de l'UE n'ont pas toujours utilisé, selon les allégations, le même ensemble de données pour examiner le dommage. Or, les autorités de l'UE ont *bel et bien* toujours utilisé des données se rapportant uniquement à la *même branche de production nationale*. Le fait qu'elles ont examiné certains facteurs en se fondant sur des données se rapportant à un échantillon

représentatif de la branche de production nationale tandis que d'autres facteurs ont été examinés en se fondant sur des données se rapportant à tous les producteurs faisant partie de la branche de production nationale ne compromet en rien l'objectivité de l'analyse. Ce n'est pas parce qu'elle a recours à l'échantillonnage qu'il ne serait pas admissible que l'autorité fonde certaines de ses conclusions sur l'ensemble de données le plus complet, le cas échéant. Pour reprendre les termes du Groupe spécial chargé de l'affaire *CE – Linge de lit* concernant un argument identique présenté par l'Inde, exiger de l'autorité qu'elle ne tienne pas compte de tels renseignements serait "anormal" et "incompatible avec le principe fondamental qui veut que les enquêtes antidumping soient équitables et que les autorités chargées de l'enquête fondent leurs conclusions sur une évaluation objective des éléments de preuve". L'article 3.4 ne dit rien au sujet de la méthode particulière à suivre dans les cas de recours à l'échantillonnage pour examiner le dommage. Et la Chine n'a certainement pas non plus démontré qu'il y avait quoi que ce soit d'intrinsèquement biaisé dans cette approche. L'exemple de la part de marché auquel se réfère la Chine est fondé sur une présentation inexacte des faits, car les conclusions des autorités de l'UE sont essentiellement similaires, qu'elles soient fondées sur l'échantillon ou sur les données relatives à l'ensemble de la branche de production. La situation en l'espèce est donc complètement différente de celle qui a été examinée dans la jurisprudence de l'OMC évoquée par la Chine, laquelle concerne des cas où les autorités n'ont pas examiné la branche de production nationale telle qu'elle est définie conformément à l'article 4.1 d'une manière cohérente, mais ont utilisé une approche plus large ou plus étroite selon le genre de facteurs examinés. Cela n'a pas été le cas dans l'enquête sur les éléments de fixation.

21. Deuxièmement, la Chine fait valoir que l'Union européenne n'a pas examiné objectivement le facteur "rentabilité" et elle indique que les constatations des autorités de l'UE contiennent des déclarations contradictoires, selon les allégations, au sujet de ce facteur. Mais en fait, la Chine cite *de manière sélective* des extraits des constatations des autorités. Il ressort clairement d'une interprétation correcte du Règlement n° 91/2009 du Conseil que les autorités sont parvenues à une conclusion raisonnable et motivée, étayée par les faits consignés au dossier, selon laquelle la rentabilité restait faible. En substance, la Chine reproche aux autorités de l'UE leur examen détaillé de ce facteur et leur approche nuancée concernant la "rentabilité". La Chine demande tout simplement au Groupe spécial de substituer son jugement à celui des autorités de l'UE, ce qu'il n'est clairement pas autorisé à faire en vertu de l'article 17.6 de l'*Accord antidumping* et de l'article 11 du *Mémorandum d'accord*.

22. Troisièmement, la Chine fait valoir que l'Union européenne n'a pas procédé à un examen objectif des éléments de preuve versés au dossier, car, selon les allégations, les autorités de l'UE ont fondé leur constatation de l'existence d'un dommage sur l'évolution défavorable d'un seul des facteurs de dommage répertoriés à l'article 3.4 de l'*Accord antidumping*, la part de marché. Dans notre première communication écrite, nous avons indiqué que l'exposé par la Chine des faits et des constatations pertinentes des autorités de l'UE n'est tout simplement pas exact. Il ressort clairement du dossier que la détermination de l'existence d'un dommage n'était pas fondée sur un *seul* facteur. Une détermination raisonnable et motivée a été établie en ce qui concerne *tous* les facteurs de dommage, ce qui a conduit les autorités de l'UE à conclure que plusieurs facteurs étaient défavorables lorsqu'ils étaient examinés au regard de l'augmentation notable de la demande: baisse notable de la part de marché, baisse des volumes de ventes, faible rentabilité, faible flux de trésorerie et faible retour sur investissement, et faible utilisation des capacités, ainsi que marges de dumping élevées; ces facteurs ont *tous* été examinés dans leur juste contexte et ont tous été considérés comme étayant la conclusion selon laquelle la branche de production nationale subissait un "dommage". Ici aussi, la Chine demande tout simplement au Groupe spécial d'examiner les faits versés au dossier et de déterminer s'*il* serait parvenu à la même conclusion que les autorités de l'UE en ce qui concerne le dommage. Toutefois, l'article 17.6 de l'*Accord antidumping* et l'article 11 du *Mémorandum d'accord* indiquent clairement que cela n'est pas le rôle du Groupe spécial.

23. Quatrièmement, la Chine affirme que l'Union européenne a conclu à tort que le dommage a consisté dans l'éviction d'un segment de marché vers un autre, alors que l'existence d'un dommage

devrait être déterminée pour le produit dans son ensemble. Toutefois, les autorités de l'UE n'ont pas formulé une telle constatation d'éviction du marché, mais ont axé leur constatation de l'existence d'un dommage sur les éléments de fixation dans leur ensemble. Les autorités de l'UE ont dit que la décision de la branche de production nationale de mettre davantage l'accent sur les éléments de fixation spéciaux indiquait la manière dont la branche de production avait essayé de lutter contre la concurrence des importations faisant l'objet d'un dumping (qui étaient destinées principalement au marché des éléments de fixation ordinaires) en entrant sur le marché des éléments de fixation spéciaux. Les autorités de l'UE ont conclu que ce faisant, la branche de production était parvenue à atténuer les effets défavorables des importations faisant l'objet d'un dumping, mais qu'en ce qui concerne le produit dans son ensemble, les producteurs subissaient tout de même un dommage. Ici aussi, il semble que la Chine s'oppose à l'examen nuancé et équilibré de cette évolution par les autorités de l'UE.

X. LIEN DE CAUSALITÉ ET NON-IMPUTATION

24. L'allégation de la Chine concernant l'analyse du lien de causalité effectuée par les autorités de l'UE se limite en fait à émettre l'hypothèse que si la branche de production nationale n'avait pas décidé d'entrer dans le segment des éléments de fixation spéciaux, elle n'aurait pas perdu de part de marché. Non seulement l'affirmation de la Chine limite-t-elle indûment le dommage dont l'existence a été constatée à une simple perte de part de marché, mais de plus la Chine n'a signalé aucun vice dans les constatations raisonnables et motivées des autorités de l'UE concernant l'existence d'un lien de causalité entre les importations faisant l'objet d'un dumping et le dommage en résultant pour la branche de production nationale.

25. S'agissant de la prescription relative à la non-imputation, l'allégation de la Chine selon laquelle les autorités de l'UE n'ont pas convenablement distingué les effets d'autres facteurs tels que l'augmentation des prix des matières premières et les résultats à l'exportation de la branche de production de l'UE est également non étayée. Il ressort clairement du dossier que les autorités de l'UE ont examiné le rôle de l'augmentation des prix des matières premières mais elles ont constaté qu'il n'existait pas de lien direct similaire entre l'augmentation des prix des matières premières et la perte de part de marché comme celle dont l'existence avait été constatée en ce qui concerne les importations faisant l'objet d'un dumping. Le calendrier n'était pas le même, l'augmentation des prix des matières premières n'était pas propre à la branche de production communautaire et aurait dû affecter tous les producteurs et, en tout état de cause, dans des circonstances normales, de telles augmentations des prix auraient été répercutées sur les consommateurs. La Chine ne souscrit tout simplement pas à l'évaluation de l'incidence du facteur prix des matières premières par les autorités de l'UE. Toutefois, la Chine ne démontre pas que les autorités de l'UE n'ont pas présenté une explication raisonnable et motivée de la manière dont les faits étayent la détermination qui a été établie.

26. L'allégation de la Chine concernant le traitement par les autorités de l'UE des résultats à l'exportation de la branche de production nationale est également dénuée de fondement. La conclusion raisonnable et motivée des autorités de l'UE était que les résultats à l'exportation, même s'ils étaient relativement peu importants, étaient très bons, et que les ventes à l'exportation avaient été effectuées à des prix sensiblement plus élevés que ceux des ventes intérieures. Par conséquent, les résultats à l'exportation n'étaient pas une source de dommage important. L'hypothèse non étayée de la Chine concernant ce qui aurait pu arriver s'il y avait eu plus de ventes à l'exportation sur le marché intérieur n'est pas pertinente et est, en tout état de cause, démentie par les faits consignés au dossier.

XI. ALLÉGATIONS DE PROCÉDURE FORMULÉES PAR LA CHINE

27. Sur les 13 allégations de procédure présentées par la Chine dans sa première communication écrite, une seule allégation, relative à l'article 6.1.1 de l'*Accord antidumping*, n'est pas entachée d'un problème fondamental, que ce soit en ce qui concerne la compétence, la présentation, ou les deux.

28. La Chine allègue que l'Union européenne a contrevenu à l'article 6.1.1 de l'*Accord antidumping* parce que les autorités de l'UE n'ont accordé que 15 jours aux fournisseurs chinois pour présenter leurs formulaires de demande de traitement MET et de traitement individuel. La Chine affirme que le formulaire de demande est en fait un "questionnaire" au sens de l'article 6.1.1 et qu'il est donc assujetti à la règle du délai minimal de 30 jours qui y est prévue. Comme le Japon le fait observer à juste titre dans sa communication écrite en tant que tierce partie, "le formulaire de demande de traitement MET/traitement individuel est un élément additionnel qui n'est présent que dans le cadre d'enquêtes antidumping concernant des pays à économie autre que de marché, comme la Chine, mais l'ensemble des délais applicables aux enquêtes concernant les pays à économie de marché et ceux à économie autre que de marché sont identiques". Il ne peut tout simplement pas s'agir du questionnaire initial. Si toutes les demandes de renseignement dans les enquêtes antidumping étaient assujetties à la règle des 30 jours prévue à l'article 6.1.1, les autorités chargées des enquêtes ne pourraient jamais mener l'enquête à son terme dans les délais prescrits. D'ailleurs, comme les États-Unis le font observer à juste titre dans leur communication écrite en tant que tierce partie, la Chine elle-même ne fait pas ce qu'elle préconise. L'Union européenne estime que le Groupe spécial devrait appliquer la même logique que celle qu'a appliquée le Groupe spécial chargé de l'affaire *Égypte – Barres d'armature en acier* et rejeter l'allégation formulée par la Chine au titre de l'article 6.1.1 de l'*Accord antidumping*.

29. Enfin, nous souhaitons également répondre à certaines autres observations systémiques concernant la relation existant entre certaines dispositions pertinentes de l'article 6 de l'*Accord antidumping*. Premièrement, contrairement à ce que la Norvège semble indiquer, l'Union européenne n'essaie nullement de limiter l'obligation énoncée dans la première phrase de l'article 6.2 de l'*Accord antidumping* lorsqu'elle exprime une mise en garde au sujet de la relation existant entre l'article 6.4 et 6.2. L'Union européenne fait tout simplement observer que le texte des dispositions ne prévoit pas qu'il y aurait nécessairement une violation corollaire de l'article 6.2 si une violation de l'article 6.4 était établie dans une affaire donnée. L'Union européenne invite le Groupe spécial à faire preuve d'une grande prudence dans l'interprétation des dispositions pertinentes face aux affirmations très générales et erronées de la Chine. En fait, un exemple de la manière approximative de la Chine de présenter ses allégations est son affirmation selon laquelle l'Organe d'appel aurait déjà constaté qu'une violation de l'article 6.4 entraînait toujours une violation de l'article 6.2. S'agissant de la relation existant entre l'article 6.4, 6.5 et 6.9 de l'*Accord antidumping*, l'Union européenne estime que la Chine se méprend fondamentalement sur la portée et la teneur respective de ces dispositions. Selon l'Union européenne, la méprise la plus évidente concerne la relation existant entre l'article 6.4 et 6.9. La Chine accuse systématiquement l'Union européenne de contrevenir à l'article 6.4 parce que les documents pour la divulgation ou le règlement final sont rédigés d'une certaine manière. L'Union européenne ne comprend pas comment la rédaction des documents pour la divulgation ou du règlement final pourrait possiblement constituer un élément de preuve de l'existence d'une violation d'une disposition régissant le droit d'avoir accès aux renseignements sauf si ces documents indiquaient effectivement que l'accès au dossier était refusé.

ANNEXE C-3

DÉCLARATION FINALE DE LA CHINE À LA PREMIÈRE RÉUNION DU GROUPE SPÉCIAL

Monsieur le Président, Messieurs les membres du Groupe spécial,

Au cours des deux derniers jours, l'UE a fait valoir que son régime de "traitement individuel" était d'une certaine façon justifié en raison de l'accord intervenu entre les Membres dont il est fait état dans le Protocole d'accession de la Chine, selon lequel la Chine est une "économie autre que de marché". Toutefois, lorsqu'elle a été interrogée sur ce point, l'UE n'a pas été en mesure de mettre en évidence dans le Protocole un libellé particulier qui confirmerait l'existence d'un tel accord entre les Membres de l'OMC. Les interventions faites ce matin par les tierces parties ont d'ailleurs montré qu'un tel "accord" n'existait pas. Ce n'est pas surprenant. La section 15 du Protocole d'accession de la Chine porte uniquement sur une seule question bien spécifique, à savoir la possibilité, pour certains Membres de l'OMC, de déterminer la valeur normale sur la base de données autres que les prix intérieurs et les coûts en Chine. Ni plus, ni moins. Dans le présent différend, la Chine ne conteste pas cette possibilité, qui est prévue expressément dans le Protocole d'accession. Toutefois, il est inacceptable que l'UE essaie de voir dans cette disposition, et notamment dans le mot "vente", une raison qui lui permettrait de se soustraire aux obligations précises énoncées dans les articles 6.10 et 9.2 de l'Accord antidumping.

Quelle qu'ait pu être la situation dans le passé, la Chine ne peut plus être considérée comme un pays dit "à économie autre que de marché". En tout état de cause, cette question n'est pas pertinente, car ni l'article 6.10 ni l'article 9.2 ne font une distinction entre ces différentes catégories de Membres de l'OMC.

L'UE a aussi essayé de vous convaincre que sa détermination de l'existence d'un dommage était fondée sur une analyse objective et impartiale de l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur une branche de production nationale qui avait été déterminée en pleine conformité avec l'article 4.1.

La Chine souhaiterait faire remarquer que les allégations de l'UE ne sont pas étayées par les éléments de preuve versés au dossier.

Contrairement à ce que l'UE a indiqué, ses propres documents confirment qu'elle a exclu les producteurs qui ne soutenaient pas la plainte de la définition de la branche de production nationale et qu'elle ne s'est pas assurée que les autres producteurs constituaient encore une proportion majeure, si ce n'est qu'elle a vérifié que le seuil des 25 pour cent avait été atteint. Nous comprenons, comme l'UE l'a dit, que ces documents n'ont peut-être pas été rédigés aussi précisément qu'ils auraient dû l'être. Toutefois, l'UE n'a présenté aucun élément de preuve du contraire.

De même, les faits consignés au dossier montrent que durant la période d'enquête retenue aux fins de la détermination de l'existence d'un dommage, les importations en provenance de Chine ont augmenté de plus de 100 pour cent et les prix chinois ont été sous-cotés de plus de 40 pour cent par rapport aux prix des producteurs de l'UE. Cependant, durant la même période, non seulement les bénéfices de l'industrie communautaire ont doublé, mais les producteurs de l'UE ont aussi enregistré une augmentation du volume de leurs ventes et de leur chiffre d'affaires alors que les autres indicateurs de dommage restaient stables. Il est vrai que les producteurs de l'UE n'ont pas vu leurs ventes augmenter aussi rapidement que la croissance du marché. Toutefois, est-il raisonnable de

constater l'existence d'un dommage important en se fondant uniquement sur une perte de ventes potentielles?

Les faits exposés ci-dessus soulèvent aussi une question plus fondamentale. Peut-on réellement croire que les producteurs de l'UE ont pu relever leurs prix de vente et enregistrer une augmentation du volume de leurs ventes si les producteurs chinois offraient des types de produits comparables à un prix qui était inférieur de plus de 40 pour cent? Cela va à l'encontre de la logique économique. Pourtant, l'UE veut vous faire croire que la comparaison relative à l'existence d'un dumping et d'un dommage a été effectuée en se référant à des produits identiques. Au demeurant, l'UE a reconnu qu'aucun ajustement n'avait été opéré pour tenir compte des différences dans les caractéristiques physiques. En d'autres termes, aucune différence ayant un effet sur la comparabilité des prix n'a été constatée.

L'UE ne donne pas d'explication raisonnable concernant l'incompatibilité fondamentale entre ses constatations et la logique économique. Pour sa défense, elle indique qu'elle peut choisir sa propre méthode pour effectuer des comparaisons de prix. En outre, elle fait observer que la Chine n'a présenté aucun élément de preuve montrant que la méthode de l'UE n'était pas objective ou impartiale. L'UE elle-même a indiqué, dans les questionnaires envoyés aux producteurs-exportateurs chinois, que les renseignements sur la base des numéros de référence des produits (NRP) étaient nécessaires afin d'"assurer une comparaison équitable" et que ces renseignements seraient utilisés "pour comparer les prix des importations en provenance du pays concerné avec les prix pratiqués par l'industrie communautaire, et pour comparer les données sur les ventes avec les coûts de production". Cela démontre que les numéros de référence des produits étaient nécessaires pour effectuer une comparaison équitable. En outre, c'est seulement après des demandes répétées des producteurs-exportateurs chinois et à un stade très avancé de l'enquête, c'est-à-dire quelques jours avant la date limite pour la présentation des observations sur la divulgation définitive, que des renseignements sur la méthode utilisée ont été fournis. En fait, les critères utilisés pour établir une distinction entre les éléments de fixation standard et les éléments de fixation spéciaux n'ont jamais été clairement indiqués. Il n'a pas non plus été dit aux exportateurs chinois quels étaient les numéros de référence des produits des producteurs de l'UE qui avaient été regroupés pour former les "types de produits" nouvellement créés avec lesquels leurs produits seraient comparés. Ce dernier point est essentiel. Comme la Chine l'a démontré au paragraphe 394 de sa première communication écrite, les prix relatifs aux numéros de référence des produits qui ont été regroupés en "types de produits" spécifiques par l'UE peuvent différer de 80 pour cent. De telles différences sont plus importantes que la sous-cotation des prix constatée. Ces écarts de prix sont basés sur les seules données auxquelles les producteurs chinois ont eu accès, c'est-à-dire leurs propres données. Toutefois, la Chine soutient que ces données sont suffisantes pour établir *prima facie* le bien-fondé de ses allégations. Elle estime que, jusqu'à présent, l'UE n'a pas présenté une réfutation satisfaisante.

À plusieurs occasions, l'UE a invoqué le fait que la Chine n'avait pas été en mesure de présenter des éléments de preuve spécifiques montrant que les déterminations établies par l'UE étaient incorrectes. Sans vouloir offenser personne, c'est l'UE elle-même qui a tout simplement empêché les exportateurs chinois d'avoir accès à la plupart des données qu'elle avait utilisées pour établir ses déterminations concernant la représentativité, l'existence d'un dommage et l'existence d'un dumping. Ce faisant, l'UE a violé les droits à une procédure régulière des exportateurs chinois et a contrevenu aux articles 6.1.1, 6.2, 6.4, 6.5, 6.9 et 12.2.2 de l'Accord antidumping.

La Chine estime que sa première communication écrite inclut les éléments de preuve nécessaires pour établir *prima facie* le bien-fondé de ses allégations. Toutefois, l'UE choisit simplement de faire abstraction de ces éléments de preuve. L'exemple le plus évident de cette tactique est l'approche adoptée par l'UE en ce qui concerne le document d'information et les documents de divulgation, qu'elle rejette de façon expéditive sous prétexte qu'ils n'auraient rien à voir avec les allégations de la Chine.

Enfin, la Chine estime que le débat mené au cours des deux derniers jours a montré que les nombreuses exceptions de procédure soulevées par l'UE sont purement formalistes ou non fondées sur des faits. En outre, l'UE n'a jamais été en mesure de démontrer que l'un quelconque des manquements allégués aux prescriptions de forme avait compromis sa capacité de se défendre.

Ainsi se termine notre déclaration finale. La Chine remercie le Groupe spécial et le Secrétariat pour leur attention et les questions détaillées qu'ils ont posées durant cette réunion. La Chine est disposée à fournir tout autre renseignement et élément de preuve dont vous pourriez avoir besoin pour trouver une solution satisfaisante au présent différend.

ANNEXE C-4

DÉCLARATION FINALE DE L'UNION EUROPÉENNE À LA PREMIÈRE RÉUNION DU GROUPE SPÉCIAL

1. L'Union européenne tient à vous remercier de nouveau pour tous vos efforts. Nous attendons avec intérêt les étapes suivantes de la procédure afin de vous faciliter la tâche dans le présent différend.

2. Notre souhaitons faire une brève déclaration finale et insister sur certains points dont nous pensons qu'ils devraient être pertinents pour bien évaluer la question dont vous êtes saisis.

3. Premièrement, l'Union européenne a engagé de bonne foi la présente procédure comme l'exige l'article 3:10 du Mémorandum d'accord. Contrairement à ce qu'affirme la Chine, qui tente de mettre en doute la bonne foi de l'UE en ce qui concerne l'approche procédurale qu'elle a adoptée, nous n'avons pas formulé d'"allégations de procédure" pour masquer notre mesure et éviter tout débat sur le fond de la question. En fait, la réalité est toute autre. Même si la Chine n'a pas fourni d'éléments *prima facie* dans sa première communication écrite, l'Union européenne a été très coopérative et a fourni, dans le détail, des précisions concernant les faits de la cause ainsi que des interprétations des dispositions juridiques invoquées par la Chine. Les soi-disant "allégations de procédure" – comme la Chine les appelle – sont des règles fondamentales énoncées dans le Mémorandum d'accord, qui accordent des droits aux parties et régissent les procédures de règlement des différends, qui doivent être respectées pour assurer le bon fonctionnement du système commercial multilatéral.

4. Deuxièmement, l'Union européenne estime qu'en vertu des Procédures de travail du Groupe spécial et des dispositions du Mémorandum d'accord, la Chine aurait dû présenter tous les éléments de preuve et établir le bien-fondé de ses allégations au plus tard pendant la première audition. Toutefois, la Chine a indiqué qu'une réfutation plus précise des arguments de l'UE ne se ferait que dans sa deuxième communication écrite. À cet égard, l'Union européenne demande au Groupe spécial d'éviter de plaider la cause de la partie plaignante. Nous souhaitons indiquer de nouveau que la Chine doit non seulement réfuter les arguments fournis par l'Union européenne dans sa première communication écrite – encore une fois, des arguments que nous avons présentés de bonne foi même si nous ne savons pas encore quels sont les arguments de la Chine – mais elle doit aussi établir le bien-fondé de bon nombre des allégations figurant dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial.

5. Troisièmement, s'agissant de l'allégation en tant que tel de la Chine au sujet de l'article 9 5) du Règlement n° 384/96 du Conseil, tel qu'il a été modifié, nous souhaitons apporter des précisions au sujet de votre question concernant toutes autres situations dans lesquelles l'exception mentionnée à l'article 6.10 de l'Accord antidumping pourrait s'appliquer. Outre l'affaire dont il s'agit ici, où il est admissible d'imposer un droit à l'échelle du pays compte tenu de l'existence d'un seul producteur, il peut y avoir des cas où l'autorité ne serait pas tenue par l'article 6.10 de l'Accord antidumping de calculer des marges de dumping individuelles pour les exportateurs ou producteurs connus. À titre d'exemple, un exportateur connu peut décider de mettre fin à sa coopération au milieu de l'enquête. Dans un tel cas, cet exportateur serait assujetti au droit résiduel appliqué dans tout le pays aux exportateurs qui ne coopèrent pas et ainsi, en d'autres termes, une marge de dumping individuelle ne serait pas calculée pour cet exportateur. On peut donner un autre exemple pour être exhaustif. Ainsi, dans un cas particulier, il se peut qu'un exportateur n'ait pas produit le produit considéré pendant la période couverte par l'enquête mais qu'il ait simplement exporté les produits d'un autre fournisseur.

Un tel "exportateur" serait considéré comme un simple négociant du produit considéré et serait donc assujetti au droit antidumping établi pour le véritable fournisseur.

6. Quatrièmement, et comme il s'agit d'une question ayant fait l'objet d'une attention particulière dans la déclaration orale de la Chine, s'agissant de la question de la définition de la branche de production nationale, nous tenons à réaffirmer qu'aucun producteur n'a été "arbitrairement exclu" - comme la Chine l'allègue –, mais plutôt que tous les producteurs ont été invités à participer et à faire connaître leur souhait de participer dans un délai raisonnable et objectif de 15 jours, et qu'aucun producteur n'a été exclu en raison du fait qu'il s'est opposé à l'enquête à un moment donné. Ces producteurs constituaient une proportion majeure, importante et notable de la production intérieure totale et la Chine ne peut pas indiquer de circonstances particulières dans la présente affaire qui démontreraient que 27 pour cent de la production – la part représentée par ces producteurs – ne constituait pas une proportion "majeure". Pendant l'audition, même la Chine a admis que 25 pour cent, voire moins, de la production pouvait constituer une proportion majeure de la production aux fins de l'article 4.1. M. le Président, que pouvons-nous ajouter à cette admission qui contraste nettement avec la position initiale de la Chine, telle qu'elle est exprimée dans sa première communication écrite, selon laquelle 27 pour cent ne peut pas constituer une proportion majeure.

Monsieur le Président, Messieurs les membres du Groupe spécial, voilà qui conclut notre déclaration finale. Merci encore pour vos efforts.

ANNEXE D

DÉCLARATIONS ORALES DES TIERCES PARTIES OU LEURS RÉSUMÉS ANALYTIQUES

Table des matières		Page
Annexe D-1	Déclaration orale du Chili en tant que tierce partie	D-2
Annexe D-2	Déclaration orale de la Colombie en tant que tierce partie	D-4
Annexe D-3	Déclaration orale de l'Inde en tant que tierce partie	D-7
Annexe D-4	Résumé analytique de la déclaration orale du Japon en tant que tierce partie	D-10
Annexe D-5	Déclaration orale de la Norvège en tant que tierce partie	D-14
Annexe D-6	Déclaration orale du Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu en tant que tierce partie	D-18
Annexe D-7	Déclaration orale de la Turquie en tant que tierce partie	D-22
Annexe D-8	Résumé analytique de la déclaration orale des États-Unis en tant que tierce partie	D-24

ANNEXE D-1

DÉCLARATION ORALE DU CHILI EN TANT QUE TIERCE PARTIE

1. Monsieur le Président et Messieurs les membres du Groupe spécial, la délégation du Chili, pays tierce partie au présent différend, se félicite de l'occasion qui lui est donnée de présenter ses vues concernant certains aspects systémiques de la présente affaire.

2. Le Chili n'examinera pas le fond de l'affaire, ni ne posera la question de savoir si la procédure suivie par l'Union européenne pour déterminer si l'octroi du statut de société opérant dans les conditions d'une économie de marché ou d'un traitement individuel aux producteurs chinois est contraire aux règles du GATT de 1994 ou à l'Accord antidumping.

3. La première question systémique que nous souhaitons aborder porte sur la détermination de la branche de production nationale. En ce qui concerne les critères utilisés pour exclure certaines catégories de producteurs nationaux, la délégation de mon pays estime que l'autorité chargée de l'enquête n'est pas autorisée à sélectionner, d'une manière discrétionnaire, les producteurs qu'elle exclura du concept de "branche de production nationale".

4. Les dispositions figurant dans les articles 3 et 4.1 de l'Accord antidumping prescrivent clairement à l'autorité chargée de l'enquête de procéder à un examen objectif de la totalité de la branche de production nationale. L'application de critères qui s'écartent de ce principe conduira l'autorité à "choisir" les producteurs de cette branche de production qui auront les résultats les moins bons aux fins de l'enquête.

5. De même, le fait de déterminer, sans les éléments de preuve nécessaires, qu'un pourcentage donné de la production nationale représente une proportion majeure de la production nationale totale semble s'écarter des dispositions de l'article 4.1 de l'Accord antidumping.

6. La deuxième question qui nous semble pertinente concerne la détermination du volume des importations qui font l'objet d'un dumping. À cet égard, si l'on interprète correctement l'article 3.2 et 3.5 de l'Accord antidumping, on ne peut pas inclure dans le volume des importations faisant l'objet d'un dumping les importations qui ne font pas l'objet d'un dumping.

7. Les considérations qui précèdent sont particulièrement pertinentes lorsqu'il s'agit d'estimer le dommage et d'établir l'existence d'un lien de causalité. Nous estimons qu'il est incorrect d'extrapoler les résultats d'enquêtes visant tous les exportateurs n'ayant pas fait l'objet d'un examen, ce qui les inclut dans le volume des importations faisant l'objet d'un dumping.

8. Troisièmement, en ce qui concerne la comparaison du prix normal et du prix à l'exportation, l'article 2.1 et 2.6 de l'Accord antidumping empêche de comparer les prix des produits qui ne sont pas identiques avant que ces produits ne soient séparés en catégories. En ce sens, l'Accord antidumping exige que l'autorité chargée de l'enquête fasse une analyse approfondie des caractéristiques du produit en cause avant de comparer son prix normal et son prix à l'exportation.

9. Dans le même ordre d'idées, nous estimons que la détermination du dommage causé à la branche de production nationale faite par l'Union européenne n'est pas compatible avec les dispositions de l'article 3.1 et 3.4 de l'Accord antidumping. En effet, l'Union européenne a estimé que le déplacement des ventes internes d'un segment du produit ("*special fasteners*") découle de

l'augmentation des importations d'un autre segment du produit ("*standard fasteners*"). Cette analyse s'écarte largement des principes fondamentaux que toute autorité chargée de l'enquête doit appliquer lorsqu'elle détermine le dommage.

10. Le quatrième et dernier point qui nous semble pertinent concerne l'application de l'article 6.5 de l'Accord antidumping. Cette disposition exige que l'autorité chargée de l'enquête protège le caractère confidentiel des renseignements fournis. Dans son libellé, elle distingue deux types de renseignements confidentiels: a) tous les renseignements qui seraient de nature confidentielle; et b) les renseignements qui seraient fournis à titre confidentiel par les parties. Cela étant, un renseignement ne sera traité comme confidentiel qu'à la condition qu'il existe des raisons valables de le traiter comme tel.

11. Le Chili considère que l'application correcte de cette disposition suppose que les raisons qui justifient la divulgation des renseignements fournis soient connues de celui ou ceux qui les ont communiqués. Si, au cours de l'enquête, l'autorité juge qu'il n'existe pas de raisons valables de maintenir le caractère confidentiel des renseignements, elle doit alors le dire expressément. Cela ne saurait se faire *a posteriori*, et encore moins une fois que la procédure de règlement des différends est engagée, dans la première communication écrite. La divulgation de renseignements considérés comme non confidentiels par l'autorité devra être suffisamment étayée et, en plus, expressément autorisée par la partie qui les aura fournis. S'il en était autrement, il serait porté atteinte à la position de la partie visée par l'enquête, ce qui constituerait une violation des règles en matière de régularité de la procédure.

ANNEXE D-2

DÉCLARATION ORALE DE LA COLOMBIE EN TANT QUE TIERCE PARTIE

I. INTRODUCTION

1. Monsieur le Président, Messieurs les membres du Groupe spécial, au nom du gouvernement colombien, je vous remercie de nous offrir cette occasion d'exprimer nos points de vue sur cette importante question.

2. Notre participation au présent différend en tant que tierce partie est fondée sur notre intérêt systémique pour l'interprétation de l'Accord antidumping. Dans sa communication écrite, la Colombie a formulé des observations sur un certain nombre d'aspects juridiques ayant trait au présent différend et nous n'avons pas l'intention de répéter ces observations aujourd'hui. Au lieu de cela, la présente intervention mettra l'accent sur deux questions: premièrement, le rapport entre les articles 3.1, 4.1 et 5.4 lorsqu'il s'agit d'identifier la branche de production nationale dans le cadre d'une procédure antidumping; et, deuxièmement, les conditions dans lesquelles il devrait être procédé à une comparaison équitable des prix aux fins de la détermination de l'existence d'un dumping.

II. DÉTERMINATION DE LA BRANCHE DE PRODUCTION NATIONALE À LA LUMIÈRE DES ARTICLES 3.1, 4.1 ET 5.4 DE L'ACCORD ANTIDUMPING

3. Nous considérons que, dans le cadre de l'examen de la détermination de la branche de production nationale, le Groupe spécial a une occasion intéressante de clarifier le rapport entre les articles 3.1, 4.1 et 5.4 de l'Accord antidumping.

4. L'article 4.1 établit de quelle manière les Membres doivent définir le concept de branche de production nationale. Cette définition générale a une incidence sur l'application tant de l'article 5.4 que de l'article 3.1 de l'Accord antidumping.

5. L'article 5.4 énonce l'obligation générale, pour les Membres, d'évaluer, avant l'ouverture d'une enquête antidumping, si la demande est présentée par la branche de production nationale ou en son nom.

6. L'article 3.1, lu dans le contexte de l'article 4, précise les conditions qui doivent être réunies pour que l'on puisse identifier la branche de production nationale, aux fins de la détermination de l'existence d'un dommage dû aux produits faisant l'objet d'un dumping.

7. Le seuil fixé par l'article 5.4 n'a pas à être réexaminé durant le déroulement de l'enquête. En effet, le Groupe spécial *Mexique – Tubes et tuyaux en acier* a affirmé qu'il n'y avait aucune obligation découlant de l'article 5.4, qui impliquerait que l'on doive évaluer le soutien à la demande d'ouverture d'une enquête à tout autre moment que celui de son ouverture. Néanmoins, il est important de préciser que les prescriptions de l'article 5.4 fixent un seuil qui doit être atteint pour qu'une autorité puisse commencer une enquête antidumping.

8. Par contre, l'évaluation du dommage causé à la branche de production nationale, conformément aux conditions énoncées à l'article 3.1, doit être réalisée à la lumière de l'enquête dans son ensemble, en prenant en considération tous les éléments de preuve positifs fournis durant la procédure, et pas seulement ceux qui ont été présentés à l'ouverture de l'enquête; par conséquent,

dans la présente affaire, la notion de branche de production nationale, telle qu'elle est définie à l'article 4.1, devrait être prise en compte à tous les stades de l'enquête.

9. Compte tenu de ce qui précède, l'analyse du respect des prescriptions des articles 3.1 et 4.1 de l'Accord antidumping aux fins de la détermination de l'existence d'un dommage est indépendante du critère de représentativité énoncé à l'article 5.4.

10. De plus, l'obligation énoncée à l'article 5.4 est différente de celles qui sont énoncées aux articles 3.1 et 4.1. Les autorités nationales devraient identifier la branche de production nationale d'une manière appropriée avant le début de l'enquête. À un stade ultérieur de l'enquête, le concept de branche de production nationale correspondant aux normes édictées par les articles 3.1 et 4.1 de l'Accord antidumping pourrait changer sans qu'il soit contrevenu à l'Accord.

11. Si nous n'adoptons pas une position définitive sur les faits de la cause, nous n'en sommes pas moins d'avis que les membres du Groupe spécial devraient se demander si les autorités de l'Union européenne ont suivi cette procédure, et se sont ainsi acquittées de leurs obligations au titre de l'Accord antidumping.

III. COMPARAISON ÉQUITABLE DES PRIX

12. Nous souhaiterions maintenant attirer votre attention sur le débat ayant lieu entre les parties concernant les conditions dans lesquelles il devrait être procédé à une comparaison équitable des prix.

13. À ce propos, la Chine allègue que l'Union européenne n'a pas procédé à une comparaison équitable entre la valeur normale et le prix à l'exportation, comme l'exigeait l'article 2.4 de l'Accord antidumping, parce qu'elle n'a pas pris en considération le numéro de référence complet du produit utilisé pour l'enquête et qu'elle n'a pas ajusté les prix en tenant dûment compte de certaines conditions qui pouvaient affecter la comparabilité des prix, comme les différences dans les caractéristiques physiques, les conditions de vente, la taxation, les niveaux commerciaux et les quantités.

14. En réponse, l'Union européenne est d'avis que la Chine n'a pas fourni des éléments *prima facie* concernant la comparaison soi-disant inéquitable des prix parce qu'elle n'a pas tenu compte des considérants pertinents de la mesure en cause, qui prouvent la conformité avec l'article 2.4 de l'Accord antidumping. En outre, l'Union européenne allègue que ne pas utiliser tous les critères du numéro de référence du produit ne constitue pas en soi une violation de la disposition mentionnée.

15. Nous estimons que ce volet du différend soulève la question de savoir de quelle manière il devrait être dûment tenu compte des conditions qui affectent la comparabilité des prix dans une enquête antidumping.

16. Lorsqu'elle procède à une comparaison des prix, l'autorité nationale doit dûment tenir compte des différences fondamentales qui peuvent affecter la comparabilité des prix des produits. Cette obligation est assortie d'une charge double, l'une incombant à l'autorité chargée de l'enquête et l'autre incombant aux producteurs des produits visés par cette enquête. Il incombe en premier à l'autorité de demander les renseignements nécessaires pour pouvoir procéder à une comparaison équitable des prix. En réponse, les producteurs doivent fournir des éléments de preuve au sujet des différences entre les produits qui affectent la comparabilité de leurs prix. Disposant de ces éléments de preuve, l'autorité est tenue d'évaluer cette différence sur le fond afin d'ajuster les prix de manière à pouvoir procéder à une comparaison équitable.

17. Dans l'affaire *Argentine – Carreaux en céramique*, le Groupe spécial a précisé que, bien que la décision d'ajuster les prix pour tenir compte des conditions spécifiques qui affectent leur comparabilité doive être fondée sur les éléments de preuve fournis par les représentants des

producteurs, l'autorité avait néanmoins la charge minimale d'évaluer au moins les différences physiques entre les produits à partir des meilleurs renseignements disponibles. Sur la base de cette évaluation minimale, l'autorité devait opérer les ajustements appropriés pour assurer une comparaison équitable entre les prix.

18. Là encore, si elle n'adopte pas une position définitive sur les faits de la cause, la Colombie n'en est pas moins d'avis que, dans la mesure où les autorités de l'Union européenne peuvent démontrer qu'elles ont dûment évalué les différences physiques et toutes autres différences mentionnées par les producteurs pour ajuster les prix de manière à procéder à une comparaison équitable, leur action peut être considérée par les membres du Groupe spécial comme étant conforme aux prescriptions de l'article 2.4 de l'Accord antidumping. Si le Groupe spécial conclut que l'Union européenne ne s'est pas acquittée de cette charge, il devrait alors reconnaître qu'elle a contrevenu à l'article 2.4 de l'Accord antidumping.

19. Monsieur le Président, Messieurs les membres du Groupe spécial, par ces observations, la Colombie espère avoir contribué au débat juridique entre les parties à la présente affaire et souhaiterait de nouveau exprimer ses remerciements pour l'occasion qui lui a été donnée d'exposer son point de vue concernant ce débat pertinent sur l'interprétation de l'Accord antidumping. Nous vous remercions de votre attention et demeurons à votre disposition pour toute question que vous souhaiteriez nous poser.

ANNEXE D-3

DÉCLARATION ORALE DE L'INDE EN TANT QUE TIERCE PARTIE

1. L'Inde se félicite de l'occasion qui lui est offerte de présenter ses vues en tant que tierce partie dans le présent différend qui a été soulevé par la République populaire de Chine (Chine) en ce qui concerne la compatibilité des mesures antidumping définitives appliquées par l'Union européenne à des éléments de fixation en fer ou en acier en provenance de Chine avec certaines dispositions de l'Accord antidumping et du GATT de 1994. L'Inde considère que d'importantes questions systémiques ont été soulevées dans le cadre du présent différend, qui méritent d'être examinées d'une manière approfondie par le Groupe spécial. Si elle n'adopte pas une position particulière sur les faits de la cause présentés par les parties, l'Inde n'en souhaiterait pas moins exposer ses vues systémiques sur l'interprétation juridique correcte de certaines dispositions de l'Accord antidumping, du GATT de 1994 et du Protocole d'accession de la Chine à l'OMC.

2. La Chine souhaiterait examiner deux questions systémiques importantes qui ont été soulevées dans le cadre du présent différend:

i) La contestation par la Chine de l'article 9 5) du Règlement antidumping de base de l'Union européenne, eu égard à la question de savoir si la détermination de l'Union européenne instituant un droit antidumping pour les exportateurs n'ayant pas bénéficié d'un traitement individuel était compatible avec l'article 6.10 de l'Accord antidumping. Est également liée à cette question la violation corollaire alléguée de l'article 9.2, 9.3 et 9.4.

ii) La question de savoir si la détermination de l'existence d'un dommage établie par l'Union européenne sur la base d'un échantillon de producteurs nationaux représentant 17,5 pour cent de la production communautaire était conforme à l'article 4.1 et à l'article 3.1 de l'Accord antidumping.

3. Premièrement, à propos de la question de la contestation par la Chine de l'article 9 5) du Règlement antidumping de base de l'UE et de l'incompatibilité alléguée avec l'article 6.10 de l'Accord antidumping, l'Inde considère que cette allégation d'incompatibilité peut faire l'objet d'un examen approfondi à la lumière des dispositions pertinentes de l'Accord antidumping et du Protocole d'accession de la Chine. L'article 6.10 de l'Accord antidumping exige, en règle générale, que l'autorité chargée de l'enquête détermine une marge de dumping individuelle pour chaque exportateur connu ou producteur concerné. Conformément à la deuxième phrase de l'article 6.10, les autorités peuvent limiter leur examen (c'est-à-dire recourir à l'échantillonnage) dans les cas où le nombre d'exportateurs ou de producteurs est si important que l'établissement d'une telle détermination serait irréalisable. Toutefois, l'Inde croit comprendre que d'autres exceptions sont possibles, en plus de la disposition susmentionnée relative à l'échantillonnage, à la règle générale relative à la détermination d'une marge de dumping individuelle, et elle souhaiterait obtenir du Groupe spécial de plus amples éclaircissements à ce sujet. L'article 2.7 de l'Accord antidumping renvoie aux dispositions additionnelles relatives à l'article VI:1 du GATT de 1994 (note additionnelle relative à l'article VI:2), qui est libellé comme suit:

> "*Il est reconnu que, dans le cas d'importations en provenance d'un pays dont le commerce fait l'objet d'un monopole complet ou presque complet et où tous les prix intérieurs sont fixés par l'État, la détermination de la comparabilité des prix aux fins*

> *du paragraphe premier peut présenter des difficultés spéciales et que, dans de tels cas, les parties contractantes importatrices peuvent estimer nécessaire de tenir compte de la possibilité qu'une comparaison exacte* ***avec les prix intérieurs*** *dudit pays ne soit pas toujours appropriée*." (pas de caractère gras ni d'italique dans l'original)

4. À cet égard, nous sommes d'avis que le paragraphe a) de la section 15 du Protocole d'accession de la Chine peut être pertinent; ce paragraphe dispose entre autres choses ce qui suit:

> *i) si les producteurs faisant l'objet de l'enquête peuvent démontrer clairement que les conditions d'une économie de marché existent dans la branche de production du produit similaire en ce qui concerne la fabrication, la production et* ***la vente*** *de ce produit, le Membre de l'OMC importateur utilisera les prix ou les coûts chinois pour la branche de production faisant l'objet de l'enquête pour déterminer la comparabilité des prix;*
>
> *ii) le Membre de l'OMC importateur pourra utiliser une méthode qui ne sera pas fondée sur une stricte comparaison avec les prix ou les coûts intérieurs en Chine si les producteurs faisant l'objet de l'enquête ne peuvent pas démontrer clairement que les conditions d'une économie de marché existent dans la branche de production du produit similaire en ce qui concerne la fabrication, la production et la vente de ce produit.*

5. La question qui se pose est de savoir si le mot "vente" utilisé dans les dispositions du Protocole reproduites ci-dessus se rapporte aux ventes intérieures et aux ventes à l'exportation ou uniquement aux ventes intérieures. Les deux dispositions de l'alinéa i) de la section 15 du Protocole reproduites ci-dessus parlent des conditions d'une économie de marché existant dans la branche de production du produit similaire en ce qui concerne la fabrication, la production et la vente de ce produit. Les coûts pour la branche de production sont normalement associés à la détermination de la valeur normale dans le pays exportateur. Toutefois, en vertu de l'alinéa ii) ci-dessus, un Membre de l'OMC peut utiliser une méthode qui n'est pas fondée sur une stricte comparaison avec les prix intérieurs en Chine. De l'avis de l'Inde, la question de savoir si les mots "prix intérieurs" se rapportant aux prix des ventes intérieures et aux prix des ventes à l'exportation n'est pas entièrement claire. Le Groupe spécial sera peut-être appelé à interpréter le sens des mots "prix intérieurs" figurant dans les dispositions du Protocole reproduites ci-dessus. Dans le cas où les mots "prix intérieurs" incluraient les prix des produits vendus sur le marché intérieur et les prix à l'exportation, cela pourrait alors étayer le point de vue selon lequel il existe une autre exception à l'obligation de déterminer une marge de dumping individuelle énoncée à l'article 6.10 de l'Accord antidumping.

L'autre question systémique sur laquelle l'Inde souhaiterait exprimer son point de vue est celle de savoir si la détermination de l'existence d'un dommage établie par l'Union européenne sur la base d'un échantillon de producteurs communautaires représentant 17,5 pour cent de la production communautaire était conforme à l'article 4.1 et à l'article 3.1 de l'Accord antidumping.

6. La Chine a allégué que la détermination de l'existence d'un dommage établie par l'Union européenne était viciée et contrevenait, entre autres choses, aux obligations énoncées aux articles 3.1 et 4.1 de l'Accord antidumping. L'UE a établi la détermination de l'existence d'un dommage sur la base d'un échantillon de producteurs représentant 17,5 pour cent de la production totale du produit similaire dans l'Union européenne. Elle soutient que l'"industrie communautaire" comprenait les producteurs communautaires dont les productions additionnées représentaient 27 pour cent de la production communautaire, ce qui constituait une "proportion majeure" de cette production, et que sa définition de la branche de production nationale était donc conforme à l'article 4.1. L'Union

européenne soutient également que l'article 4.1 ne traite pas de l'échantillonnage. De plus, il n'impose aucune obligation quant à la représentativité des producteurs inclus dans l'échantillon pour ce qui est du pourcentage de la production qu'ils devraient représenter. Un échantillon est un sous-ensemble représentatif de quelque chose. Fondamentalement, il représente donc moins que le total. La branche de production nationale a été définie par l'UE comme étant constituée des producteurs qui représentaient une proportion majeure de la production totale. Les producteurs constituent l'"industrie communautaire". C'est par rapport à cette production totale de l'industrie communautaire que l'on devrait examiner la représentativité de l'échantillon. Autrement dit, l'UE fait valoir que les producteurs nationaux inclus dans l'échantillon qui représentent 17,5 pour cent de la production totale ne doivent pas nécessairement représenter une proportion majeure de la production nationale totale. Au lieu de cela, les producteurs nationaux inclus dans l'échantillon sont représentatifs de l'industrie communautaire.

7. De l'avis de l'Inde, cet argument de l'Union européenne soulève une question importante, qui est de savoir si la détermination de l'existence d'un dommage établie par l'UE était conforme à l'obligation de procéder à un "**examen objectif**". L'article 3.1 exige que la détermination de l'existence d'un dommage soit fondée sur des éléments de preuve positifs et comporte un examen objectif de l'effet des importations faisant l'objet d'un dumping sur les producteurs nationaux. En outre, l'article 3.4 prescrit l'examen de l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production nationale concernée. L'article 3.4 n'envisage pas l'échantillonnage. Et l'article 4.1 n'en parle pas non plus. L'article 4.1 définit la branche de production nationale. L'Inde estime que, pour que l'on puisse procéder à un examen objectif du dommage au titre de l'article 3, l'expression "branche de production nationale" doit s'entendre de l'ensemble des producteurs nationaux de produits similaires ou de ceux d'entre eux dont les productions additionnées constituent une proportion majeure de la production nationale totale. **Même si l'autorité chargée de l'enquête a recours à l'échantillonnage des producteurs nationaux, l'obligation énoncée à l'article 4.1 en ce qui concerne la définition de la branche de production nationale doit primer aux fins de l'examen du dommage au titre de l'article 3.**

8. L'Inde est heureuse d'avoir eu la possibilité d'exposer ses vues et espère que les points de vue présentés dans ces communications faciliteront l'examen par le Groupe spécial de la question dont il est saisi.

ANNEXE D-4

RÉSUMÉ ANALYTIQUE DE LA DÉCLARATION ORALE DU JAPON EN TANT QUE TIERCE PARTIE

I. INTRODUCTION

1. Le Japon appellera l'attention du Groupe spécial sur cinq points, en évitant de revenir sur ce qu'il a dit dans sa communication écrite.

II. ALINÉA II), PARAGRAPHE A), DE LA SECTION 15 DU PROTOCOLE D'ACCESSION DE LA CHINE

2. Premièrement, s'agissant du champ d'application de l'alinéa ii), paragraphe a), de la section 15 du *Protocole d'accession de la Chine*, deux questions se posent en ce qui concerne le présent différend:

i) la question de savoir si les points a) à e) de l'article 9 5) du Règlement antidumping de base peuvent être utilisés pour montrer que "les conditions d'une économie de marché existent dans la branche de production"; et

ii) la question de savoir si le calcul d'une marge de dumping et d'un droit antidumping à l'échelle du pays sur la base d'une comparaison entre la valeur normale établie pour un pays analogue et le prix à l'exportation moyen des producteurs-exportateurs ayant coopéré dans le pays concerné peut être considéré comme une "méthode qui [n'est] pas fondée sur une stricte comparaison avec les prix ou les coûts intérieurs en Chine".

3. Plusieurs tierces parties au présent différend laissent entendre dans leurs communications que, pour déterminer la marge de dumping des exportateurs chinois, les autorités chargées de l'enquête peuvent appliquer une méthode différente de celle qui est prévue par l'*Accord antidumping*, à moins qu'un exportateur donné puisse démontrer son indépendance vis-à-vis de l'État. La méthode consiste à calculer une marge de dumping et un droit antidumping à l'échelle du pays en comparant la valeur normale établie pour un pays analogue avec le prix à l'exportation moyen des producteurs-exportateurs ayant coopéré en Chine. Les questions susmentionnées sont particulièrement pertinentes pour déterminer le pouvoir discrétionnaire des autorités chargées de l'enquête à cet égard.

4. Le Japon demande au Groupe spécial de tenir dûment compte de la relation entre, d'une part, l'alinéa ii), paragraphe a), de la section 15 du *Protocole d'accession de la Chine* et, d'autre part, l'article 9 5) du Règlement antidumping de base et le Règlement définitif, et de préciser le champ d'application de l'alinéa ii), paragraphe a), de la section 15 dans la mesure où cela est nécessaire afin d'arriver à une solution positive du présent différend.

III. ARTICLE 6.10 DE L'ACCORD ANTIDUMPING – TRAITEMENT DE PLUSIEURS ENTITÉS LÉGALES COMME UN SEUL ET MÊME EXPORTATEUR OU PRODUCTEUR

5. Deuxièmement, l'*Accord antidumping* autorise les autorités chargées de l'enquête à calculer une seule marge de dumping pour des entités légalement distinctes mais néanmoins liées, dans la

mesure où elles peuvent être considérées comme un seul et même "exportateur" ou "producteur" au sens de la première phrase de l'article 6.10.[1]

6. Cependant, le traitement d'entités légalement distinctes comme un seul et même exportateur ou producteur est autorisé seulement lorsque "la relation structurelle et commerciale entre les sociétés en question est suffisamment étroite pour qu'elles soient considérées comme un exportateur ou producteur unique".[2]

7. Une interprétation plus extensive irait à l'encontre de la règle énoncée à l'article 6.10 de l'*Accord antidumping*, selon laquelle une marge de dumping individuelle doit être établie pour chaque exportateur ou producteur concerné, *la seule exception* à cette règle étant l'échantillonnage. L'octroi d'un trop grand pouvoir discrétionnaire aux autorités chargées de l'enquête, lorsqu'il s'agit de considérer des entités légalement distinctes comme un seul et même exportateur ou producteur, permettrait à celles-ci de contourner cette règle, ce qui serait incompatible avec l'article 6.10 de l'*Accord antidumping*.

IV. ARTICLES 4.1 ET 3.1 DE L'ACCORD ANTIDUMPING – DÉFINITION DE LA BRANCHE DE PRODUCTION NATIONALE

8. Troisièmement, la notion de "branche de production nationale", telle qu'elle est définie dans l'article 4.1 de l'*Accord antidumping*, est "*fondamentale* pour la détermination de l'existence d'un dommage, puisqu'elle définit le cadre qui servira à rassembler et à analyser les données".[3] L'article 3.1 de l'*Accord antidumping*, qui exige que les autorités chargées de l'enquête fondent leur détermination de l'existence d'un dommage sur des "éléments de preuve positifs" et sur un "examen objectif", est une "disposition globale qui énonce l'obligation de fond essentielle d'un Membre" en ce qui concerne la détermination de l'existence d'un dommage.[4] Logiquement, il n'est possible de procéder à un "examen objectif" du dommage que si le résultat de l'examen n'est pas prédéterminé par la manière dont l'autorité chargée de l'enquête définit la branche de production nationale.

9. La définition de la branche de production nationale doit donc prendre en compte l'*ensemble* de la branche de production nationale[5] et pas seulement une partie de celle-ci. Toute autre interprétation pourrait permettre aux autorités chargées de l'enquête de définir la branche de production nationale suivant une approche axée sur les résultats, ce qui serait incompatible avec l'obligation découlant de l'article 3.1 de l'*Accord antidumping*.

10. Dans le même ordre d'idées, l'examen de l'existence d'un dommage "doi[t] s'attacher à la totalité de la "branche de production nationale" et non pas seulement à une partie, un secteur ou un segment de la branche de production nationale".[6]

---

[1] *Voir* le rapport du Groupe spécial *Corée – Certains papiers*, paragraphe 7.161.

[2] *Voir* le rapport du Groupe spécial *Corée – Certains papiers*, paragraphe 7.162.

[3] Rapport du Groupe spécial *Mexique – Tubes et tuyaux*, paragraphe 7.321 (pas d'italique dans l'original).

[4] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Linge de lit (article 21:5 – Inde)*, paragraphe 114, dans lequel il est fait référence au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier laminé à chaud*, paragraphe 192, dans lequel est cité le rapport de l'Organe d'appel *Thaïlande – Droits antidumping sur les profilés en fer ou en aciers non alliés et les poutres en H en provenance de Pologne*, WT/DS122/AB/R, adopté le 5 avril 2001, paragraphe 106.

[5] *Voir* le rapport du Groupe spécial *Corée – Mesure de sauvegarde définitive appliquée aux importations de certains produits laitiers*, WT/DS98/R, adopté le 12 janvier 2000, paragraphe 7.54 (dans lequel est interprétée l'expression "l'ensemble des producteurs", expression qui figure dans l'article 4:1 c) de l'*Accord sur les sauvegardes*, et qui est identique à celle qui figure dans l'article 4.1 de l'*Accord antidumping*).

[6] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier laminé à chaud*, paragraphe 190. Pour un examen plus détaillé, *voir* la communication du Japon en tant que tierce partie, paragraphes 29 et 30.

V. ARTICLE 2.6 DE L'ACCORD ANTIDUMPING – DÉTERMINATION DE L'EXTENSION DU "PRODUIT CONSIDÉRÉ"

11. Quatrièmement, rien n'exige que le "produit considéré" soit constitué uniquement de produits "similaires" et rien n'exige que chaque élément individuel du "produit similaire" soit "similaire" à chaque *élément individuel* du "produit considéré".

12. Pour déterminer l'extension des produits visés par l'enquête antidumping, la première étape consiste à identifier le produit dont il est allégué qu'il fait l'objet d'un dumping, c'est-à-dire à définir le produit considéré.

13. L'*Accord antidumping* ne contient pas d'indications sur la manière dont le "produit considéré" devrait être déterminé.[7] De même, l'*Accord antidumping* n'exige pas que tous les éléments inclus dans le produit considéré soient "similaires" les uns aux autres au sens de l'article 2.6 de l'*Accord antidumping*.[8]

14. Pour déterminer l'extension des produits faisant l'objet d'une enquête antidumping, la deuxième étape consiste à identifier les produits qui sont "similaires" au produit considéré. L'article 2.6 de l'*Accord antidumping* définit ce en quoi consiste un "produit similaire".

15. Rien n'exige que chaque élément *individuel* du "produit similaire" soit "similaire" à chaque élément *individuel* du produit considéré.[9] C'est plutôt une comparaison de l'extension globale du produit considéré et de l'extension globale du "produit similaire" qui est requise.

VI. ARTICLE 3.1 DE L'ACCORD ANTIDUMPING – DÉTERMINATION DU VOLUME DES IMPORTATIONS FAISANT L'OBJET D'UN DUMPING

16. Cinquième et dernier point, le Japon conteste l'idée selon laquelle, lorsqu'il s'agit d'évaluer le "volume des importations faisant l'objet d'un dumping" dans le cadre de la détermination de l'existence d'un dommage au titre de l'article 3.1 de l'*Accord antidumping*, les renseignements provenant de producteurs non inclus dans l'échantillon mais ayant fait l'objet d'un examen individuel *doivent par définition* être pris en considération lorsque les constatations sont généralisées aux producteurs non inclus dans l'échantillon.

17. En particulier, dans l'*Accord antidumping*, rien n'oblige les autorités chargées de l'enquête à recourir à une méthode particulière en matière d'échantillonnage, si ce n'est qu'elles sont tenues de mener l'enquête en se fondant sur des "éléments de preuve positifs" et de veiller à ce que la détermination de l'existence d'un dommage résulte d'un "examen objectif".[10] Un "examen objectif" exige que l'enquête soit menée d'une manière *impartiale*, *sans favoriser* au cours de l'enquête *les intérêts d'aucune partie intéressée* ou d'aucun groupe de parties intéressées.[11]

18. La généralisation des constatations faites à partir de l'échantillon à toutes les sociétés n'ayant pas fait individuellement l'objet d'un examen est "impartiale" et n'a pas pour effet de "favoriser les intérêts" d'une partie intéressée dans l'enquête. Étant donné qu'un échantillon doit être sélectionné de manière à être représentatif de l'ensemble de la branche de production, l'approche ne préjuge en aucune manière du résultat de l'enquête.[12] D'ailleurs, le but de l'échantillonnage est de procéder à une

[7] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Bois de construction résineux V*, paragraphe 7.153.
[8] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Bois de construction résineux V*, paragraphe 7.157.
[9] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Bois de construction résineux V*, paragraphe 7.157.
[10] *Voir* le rapport de l'Organe d'appel *CE – Linge de lit (article 21:5 – Inde)*, paragraphes 113, 114 et 117.
[11] *Voir* le rapport de l'Organe d'appel *CE – Linge de lit (article 21:5 – Inde)*, paragraphe 114.
[12] Rapport du Groupe spécial *CE – Saumons (Norvège)*, paragraphe 7.130.

évaluation des sociétés n'ayant pas fait l'objet d'un examen sur la base de constatations se rapportant à un groupe de sociétés *représentatif*, quoique restreint.

ANNEXE D-5

DÉCLARATION ORALE DE LA NORVÈGE EN TANT QUE TIERCE PARTIE

A. Introduction

1. La Norvège vous remercie de lui donner l'occasion de faire une brève déclaration à la présente réunion.

2. Dans sa communication écrite, la Norvège a abordé un certain nombre de questions d'interprétation soulevées en l'espèce par la Chine et l'UE. Elle a porté son attention sur la détermination de la branche de production nationale, l'extension du produit, l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur la détermination de l'existence d'un dommage, le volume des importations faisant l'objet d'un dumping et le respect de certaines conditions de forme. Les arguments relatifs à ces questions sont expliqués dans notre communication écrite, à laquelle je vous renvoie.

3. Aujourd'hui, la Norvège souhaite traiter deux questions additionnelles soulevées par la Chine et l'UE dans leurs communications écrites:

- *Premièrement*, la Norvège souhaite exposer ses vues sur l'allégation de la Chine selon laquelle l'UE a contrevenu à l'article 5.4 de l'*Accord antidumping* en ouvrant l'enquête sans s'assurer que la demande était soutenue par des producteurs représentant au moins 25 pour cent de la production totale du produit similaire produite par la branche de production nationale.

- *Deuxièmement*, la Norvège souhaite aborder certaines questions d'interprétation liées à l'allégation de la Chine selon laquelle l'UE a contrevenu à l'article 3.1 et 3.5 de l'*Accord antidumping* en concluant que les importations dont il avait été allégué qu'elles faisaient l'objet d'un dumping causaient un dommage important, sans avoir évalué correctement les effets dommageables des autres facteurs connus.

B. Le seuil relatif à l'ouverture d'une enquête

4. S'agissant de la première question, la Chine allègue que l'UE n'a pas dûment examiné si les seuils relatifs au soutien exprimé par la branche de production nationale avaient été atteints avant l'ouverture de l'enquête, comme l'exigeait l'*Accord antidumping*.[1]

5. Pour mémoire, l'article 5.4 exige que les autorités chargées de l'enquête "déterminent" si une demande d'ouverture d'une enquête a été "présentée par la branche de production nationale ou en son nom". Le soutien à la demande est évalué en fonction du volume des productions additionnées de ceux qui sont favorables à l'ouverture d'une enquête, par rapport à la "production totale du produit similaire" des producteurs nationaux.

6. Pour simplifier, avant d'entreprendre un examen, l'UE doit déterminer le rapport entre deux volumes de production: le volume de la production nationale totale et le volume des productions additionnées des sociétés qui sont favorables à l'ouverture d'une enquête. Et cette détermination doit

[1] Première communication écrite de la Chine, paragraphes 198 à 224.

être établie objectivement et se fonder sur un examen des éléments de preuve objectifs, au moment de l'ouverture de l'enquête.

7. L'article 5.4 indique expressément que cet examen et cette détermination doivent avoir lieu *au plus tard* au moment de l'ouverture de l'enquête. Il est fait référence aux membres de phrase suivants: "une enquête ne sera ouverte … que" et "il ne sera pas ouvert d'enquête". Il s'ensuit que l'autorité chargée de l'enquête ne peut pas avancer des données de fait qui lui ont été communiquées ou dont elle a pris connaissance *après* l'ouverture de l'enquête en tant qu'éléments de preuve de l'existence du soutien requis de la part de la branche de production à ce stade antérieur. En conséquence, il ne peut pas être *remédié à* l'absence du soutien requis *au moment de l'ouverture de l'enquête* par l'ajout de nouveaux sympathisants à un stade ultérieur de l'enquête.

8. De plus, cette détermination est soumise à un examen détaillé de la part des groupes spéciaux et de l'Organe d'appel. Elle doit donc être exposée d'une manière suffisamment claire dans les avis et rapports pertinents, pour que les parties intéressées puissent en connaître le fondement et soient en mesure de la contester. Les déterminations qui ne sont que de simples déclarations dénuées d'explication adéquate ne sont pas suffisantes.

9. Or, la Chine allègue ce qui suit:

i) *pour la production nationale totale*, l'UE s'en est simplement remise au chiffre de 1 430 kt fourni par les plaignants, sans procéder à un complément d'enquête[2]; et

ii) *pour le volume des productions additionnées de ceux qui étaient favorables à l'ouverture d'une enquête*, l'UE n'a pas inclus seulement les volumes des plaignants et des sympathisants en fonction de la situation à la date de l'ouverture de l'enquête, mais aussi les volumes de production des producteurs nationaux qui s'étaient fait connaître *après* l'ouverture de l'enquête.[3]

10. La Norvège laisse de côté la question de savoir si ce point est soumis à bon droit au présent Groupe spécial, ce que l'UE conteste, et la question de savoir si le recours aux données d'Eurostat est approprié.

11. La Norvège souhaite seulement attirer l'attention sur quelques éléments de fait évoqués par la Chine dans sa première communication écrite et qui ne semblent pas être contestés par l'UE.

12. Elle fait observer que, dans l'avis d'ouverture d'une enquête[4] qui est contesté, il est seulement indiqué que les plaignants représentent (à eux seuls) plus de 25 pour cent de la production communautaire totale (UE). Aucun chiffre n'est donné pour la production nationale totale ou pour le volume des productions additionnées des plaignants.

13. De plus, l'*identité* des sociétés plaignantes n'a pas été divulguée à la Chine ni aux exportateurs ou producteurs.[5] La Chine n'avait donc pas la possibilité de vérifier la fiabilité de la déclaration faisant état d'un degré de soutien suffisant, qui figurait dans l'avis d'ouverture d'une enquête.

[2] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 207.
[3] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 216.
[4] Avis d'ouverture d'une procédure antidumping concernant les importations de certains éléments de fixation en fer ou en acier originaires de la République populaire de Chine; Journal official de l'Union européenne (2007/C 267/11).
[5] Première communication écrite de la Chine, paragraphes 527 et 528.

14. Se référant à une lettre adressée par la Commission européenne à certains exportateurs chinois, la Chine affirme aussi que l'UE a ajouté 46 autres sociétés favorables à l'ouverture d'une enquête, *après* que la détermination dont il est fait état dans l'avis d'ouverture d'une enquête eut été établie.[6]

15. Enfin, le Règlement définitif indique que les productions additionnées de tous ceux qui étaient favorables à l'ouverture d'une enquête – y compris ceux qui s'étaient manifestés après l'ouverture de l'enquête – représentaient 27 pour cent de la production communautaire totale.[7]

16. Il semble plausible, comme la Chine l'a fait valoir[8], que la détermination relative au critère de représentativité établie *au moment de l'ouverture de l'enquête* ait été viciée, compte tenu de l'ajout ultérieur de ces sociétés et de leurs volumes de production.

17. Toutefois, le Groupe spécial devra évaluer la question de savoir si ces points, considérés conjointement avec les autres éléments de preuve et arguments présentés par la Chine, établissent *prima facie* qu'il y a violation de l'article 5.4, ainsi que la question de savoir si l'UE a été en mesure d'opposer une réfutation.

C. Lien de causalité

18. La Norvège souhaite maintenant aborder la seconde question mentionnée plus haut: celle de savoir si l'UE a contrevenu à l'article 3.1 et 3.5 de l'*Accord antidumping* en concluant que les importations dont il était allégué qu'elles faisaient l'objet d'un dumping causaient un dommage important, sans évaluer correctement les effets dommageables des autres facteurs connus. En particulier, la Chine fait valoir que l'UE n'a pas évalué correctement les effets de la hausse des prix des matières premières ainsi que les exportations de la branche de production de l'UE vers des pays tiers.[9] La Norvège ne prend pas position sur la question de savoir si l'UE s'est acquittée des obligations découlant pour elle de l'article 3.1 et 3.5 en l'espèce. Elle se bornera à mettre en avant certains arguments qui pourront être importants pour le Groupe spécial lorsqu'il interprétera et appliquera les prescriptions de l'article 3.1 et 3.5.

19. En vertu de l'article 3.1 de l'*Accord antidumping*, la détermination de l'existence d'un dommage doit se fonder sur des "éléments de preuve positifs" et un "examen objectif". De plus, en vertu de l'article 3.5, il doit être démontré que "les importations faisant l'objet d'un dumping causent, par les effets du dumping, … un dommage". L'autorité chargée de l'enquête doit "examiner […] les facteurs connus autres que les importations faisant l'objet d'un dumping qui, au même moment, causent un dommage à la branche de production nationale" et elle ne doit pas imputer "les dommages causés par ces autres facteurs" aux importations faisant l'objet d'un dumping.

20. Les deux parties reconnaissent[10] l'existence de l'obligation qui est faite aux autorités chargées de l'enquête, comme l'a dit l'Organe d'appel, de "dissocier" et de "distinguer" l'effet dommageable des importations faisant l'objet d'un dumping et les effets dommageables des autres facteurs connus.[11] De plus, l'Organe d'appel a constaté que ce processus exigeait "une explication satisfaisante de la nature

[6] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 211.
[7] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 216, dans lequel il est fait référence au considérant 114 du Règlement définitif (pièce CHN-4).
[8] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 216.
[9] Première communication écrite de la Chine, paragraphes 478 à 493.
[10] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 480, et première communication écrite de l'UE, paragraphes 647 et 650.
[11] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier laminé à chaud*, paragraphe 226.

et de l'importance des effets dommageables des autres facteurs, par opposition aux effets dommageables des importations faisant l'objet d'un dumping".[12]

21. La Norvège est très attachée à ces principes, car ils constituent un mécanisme important pour faire en sorte que le dommage causé par les importations faisant l'objet d'un dumping soit isolé des effets dommageables des autres facteurs, ce qui permet d'atteindre l'objectif inscrit à l'article 3.5. Si ces principes ne sont pas respectés, la détermination de l'existence d'un dommage devient plus probable et il n'est pas satisfait à l'exigence de procéder à un "examen objectif", pour reprendre les termes de l'article 3.1. Par conséquent, la Norvège demande au Groupe spécial d'examiner soigneusement la question de savoir si, en l'espèce, l'UE s'est acquittée de l'obligation qui lui était faite de "dissocier" et de "distinguer" les effets des importations faisant l'objet d'un dumping et les effets dommageables de la hausse des prix des matières premières et des exportations de la branche de production de l'UE vers des pays tiers et, par ailleurs, la question de savoir si l'UE a fait en sorte qu'aucune conséquence dommageable de ces autres facteurs ne soit imputée aux importations faisant l'objet d'un dumping.

Monsieur le Président, Messieurs les membres du Groupe spécial,

22. La déclaration de la Norvège s'achève ainsi. Merci de votre attention.

[12] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier laminé à chaud*, paragraphe 226.

ANNEXE D-6

DÉCLARATION ORALE DU TERRITOIRE DOUANIER DISTINCT DE TAIWAN, PENGHU, KINMEN ET MATSU EN TANT QUE TIERCE PARTIE

I. INTRODUCTION

1. Le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu, en qualité de tierce partie au présent différend, souhaite remercier le Groupe spécial pour cette occasion qui lui est donnée de présenter ses vues dans la présente procédure engagée par la République populaire de Chine ("Chine") au sujet de la compatibilité avec l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI du GATT (l'"Accord antidumping") des mesures de l'Union européenne ("UE") instituant un droit antidumping définitif sur les importations de certains éléments de fixation en fer ou en acier originaires de Chine.

2. Le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu a des intérêts systémiques dans l'interprétation et l'application équitables et objectives de l'Accord antidumping. Même si plusieurs questions méritent un traitement plus approfondi, le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu n'en retiendra qu'une seule pour exprimer ses vues, en espérant que le Groupe spécial tirera parti de ses observations. Sans adopter une position définitive sur le bien-fondé du présent différend, le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu souhaite présenter des observations sur la question concernant l'interprétation de l'expression "produit similaire" et de la notion de "produit considéré", figurant dans l'article 2.1 et 2.6 de l'Accord antidumping.

II. QUESTIONS LIÉES CONCERNANT LES NOTIONS DE "PRODUIT SIMILAIRE" ET DE "PRODUIT CONSIDÉRÉ" FIGURANT DANS L'ARTICLE 2.1 ET 2.6 DE L'ACCORD ANTIDUMPING

3. La Chine fait valoir en l'espèce que l'UE a fait erreur en concluant que les éléments de fixation "standard" et les éléments de fixation "spéciaux" étaient des produits "similaires".[1] La Chine a affirmé que les producteurs chinois produisaient essentiellement des produits standard conçus pour les ouvriers, le bâtiment, l'entretien ainsi que les magasins et supermarchés de bricolage, tandis que les producteurs de l'UE produisaient en général des éléments de fixation spéciaux destinés principalement aux marchés haut de gamme de l'aéronautique, de l'industrie automobile et de l'assemblage d'automobiles ainsi qu'à d'autres marchés de systèmes critiques.[2] Ces éléments de fixation spéciaux exigent des propriétés supplémentaires qui ne sont pas mentionnées dans les normes ISO/DIN pertinentes.[3] La Chine fait valoir en outre que les différences concernant les caractéristiques physiques et techniques, l'interchangeabilité, les utilisations finales et les prix des éléments de fixation standard et des éléments de fixation spéciaux qui sont fabriqués respectivement en Chine et dans l'UE sont si importants qu'ils ne permettent pas de comparer les éléments de fixation chinois et les éléments de fixation fabriqués dans l'UE et que, par conséquent, ces éléments de fixation ne sont pas des "produits similaires" au regard de l'Accord antidumping.[4]

[1] Première communication écrite de la Chine, paragraphes 297 à 356.
[2] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 143.
[3] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 143.
[4] Première communication écrite de la Chine, paragraphes 340 à 356.

4. Pour réfuter les assertions de la Chine, l'UE fait valoir que, tant que des articles sont utilisés pour joindre mécaniquement deux ou plusieurs éléments dans les domaines du bâtiment, de la construction mécanique, etc., ils peuvent être considérés comme des éléments de fixation. Sur la base de leurs caractéristiques physiques et techniques et de leurs utilisations finales, tous les éléments de fixation sont considérés comme constituant un seul et même produit aux fins de la procédure dans des secteurs industriels très variés, ainsi que par les consommateurs. Par conséquent, l'autorité chargée de l'enquête n'a pas besoin de différencier les marchés selon l'utilisation industrielle ou l'utilisation courante, et cela n'a rien à voir non plus avec les prix ou les usages. En outre, l'UE a affirmé que "des éléments de fixation (standard ou spéciaux) ressemblaient à des éléments de fixation (standard ou spéciaux)".[5] En d'autres termes, l'UE a considéré que "les éléments de fixation (standard ou spéciaux) produits par la branche de production nationale, les éléments de fixation (standard ou spéciaux) produits et vendus en Chine, les éléments de fixation (standard ou spéciaux) produits dans le pays analogue ainsi que les éléments de fixation (ordinaires ou spéciaux) produits en Chine et vendus dans l'Union européenne étaient tous similaires".[6]

5. Le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu n'a pas une position arrêtée quant aux arguments de fait présentés par les deux parties au présent différend, mais il a estimé qu'il ne pouvait pas approuver pleinement la formulation de la question par l'UE selon laquelle il s'agissait simplement d'une question relative au "choix du produit en cause", pas plus que la série d'arguments connexes selon lesquels l'article 2.1 et l'article 2.6 n'étaient ni applicables ni pertinents à cet égard.[7]

6. Messieurs les membres du Groupe spécial, l'une des questions les plus importantes dont vous êtes saisis aujourd'hui est celle de savoir si l'UE a déterminé à juste titre que les éléments de fixation produits en Chine pour les marchés de la Chine et de l'UE, les éléments de fixation produits dans un pays analogue tel que l'Inde ainsi que les éléments de fixation produits par les branches de production nationales de l'UE, qu'ils soient standard ou spéciaux, sont tous des produits similaires aux termes de l'Accord antidumping, ou celle de savoir si l'UE a déterminé correctement quels éléments de fixation, standard ou spéciaux, étaient les produits considérés.

7. Afin de répondre à cette question, nous demandons instamment au Groupe spécial d'examiner de près à la fois l'article 2.1 et l'article 2.6 de l'Accord antidumping. L'article 2.1 de l'Accord antidumping énonce des règles concernant la manière dont l'existence d'un dumping est déterminée et définit les rôles que jouent le "produit … exporté", c'est-à-dire le "produit en cause", et le "produit similaire" dans cette détermination. L'article 2.1 de l'Accord antidumping dispose ce qui suit:

> Aux fins du présent accord, un produit doit être considéré comme faisant l'objet d'un dumping, c'est-à-dire comme étant introduit sur le marché d'un autre pays à un prix inférieur à sa valeur normale, si le prix à l'exportation de ce produit, lorsqu'il est exporté d'un pays vers un autre, est inférieur au prix comparable pratiqué au cours d'opérations commerciales normales pour le produit similaire destiné à la consommation dans le pays exportateur.

8. Conformément à l'article 2.1 de l'Accord antidumping, avant que l'autorité chargée de l'enquête d'un Membre décide si un "produit … exporté" fait ou non l'objet d'un dumping, elle doit tout d'abord déterminer l'extension du "produit … exporté", c'est-à-dire du "produit en cause", afin de pouvoir effectuer le reste de l'enquête antidumping, y compris les comparaisons nécessaires concernant la "similarité". La détermination de l'extension des produits en cause est donc l'une des

[5] Première communication écrite de l'UE, paragraphe 441.
[6] Première communication écrite de l'UE, paragraphe 441.
[7] Première communication écrite de l'UE, paragraphes 424 à 442.

décisions les plus importantes à rendre dans l'ensemble de la procédure d'enquête antidumping, car elle définit les paramètres des étapes décisives de cette procédure.

9. Il est capital que l'autorité chargée de l'enquête détermine l'extension des produits en cause et du produit similaire conformément aux dispositions pertinentes de l'Accord antidumping, en particulier l'article 2.6. L'article 2.6 de l'Accord antidumping définit un "produit similaire" comme étant "un produit identique, c'est-à-dire semblable à tous égards au produit considéré" ou, en l'absence, et uniquement en l'absence d'un tel produit identique, un produit qui "présente des caractéristiques ressemblant étroitement à celles du produit considéré". Selon cette définition convenue par tous les Membres de l'OMC, l'expression "produit similaire" doit tout d'abord être interprétée comme signifiant un produit identique et, si tel n'est pas le cas, elle peut alors être interprétée comme désignant les produits qui présentent des caractéristiques ressemblant étroitement à celles du produit en cause. Interprétant l'expression "produit similaire" conformément à l'article 2.1 et 2.6 de l'Accord antidumping, le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu estime que, même si deux produits ont les mêmes fonctions, comme celle d'être utilisés pour joindre mécaniquement deux ou plusieurs éléments dans les domaines du bâtiment, du génie mécanique, etc., ou relèvent du même code du SH, ils peuvent néanmoins présenter des différences importantes qui empêchent de les considérer comme des produits similaires.

10. L'Organe d'appel, ainsi que des groupes spéciaux dans divers différends antérieurs, ont déjà établi les bases de l'interprétation de l'expression "produits similaires", même si ce n'était pas dans le contexte de l'Accord antidumping. Nous n'allons pas revenir ici sur toute cette jurisprudence, mais le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu estime que l'approche adoptée par le Groupe spécial pour interpréter l'expression "produit similaire" dans le différend *Indonésie – Automobiles*[8] peut être prise utilement en considération par le Groupe spécial chargé du présent différend. Même si l'affaire *Indonésie – Automobiles* était un différend relatif à l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires ("Accord SMC"), les libellés de la disposition pertinente[9] relative au "produit similaire" sont parfaitement identiques dans l'Accord SMC et l'article 2.6 de l'Accord antidumping. Ce que nous souhaiterions souligner aujourd'hui, c'est que, même si l'UE a élaboré son argument sur la base d'une question concernant le choix des produits en cause, l'une des principales questions à régler dans le différend entre la Chine et l'UE reste de savoir comment les produits similaires doivent être déterminés et comment l'extension du produit considéré doit être délimitée conformément à l'Accord antidumping, et en particulier à l'article 2.1 et 2.6.

11. Dans sa communication écrite, l'UE réfute l'allégation de la Chine selon laquelle l'UE a prétendument considéré que les éléments de fixation produits dans l'UE, les éléments de fixation chinois destinés aux marchés de l'UE et de la Chine ainsi que les éléments de fixation indiens, qu'ils soient standard ou spéciaux, étaient tous des produits similaires. Des questions et des incertitudes subsistent. Ces éléments de fixation sont-ils identiques? Probablement pas. Présentent-ils tous des caractéristiques qui se ressemblent étroitement? Il semble que l'UE ne voit pas la nécessité d'approfondir la question de savoir si les caractéristiques de tous ces types d'éléments de fixation se ressemblent étroitement ou non. Le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu estime que la relation étroite entre la question de savoir comment l'extension des produits en cause doit être déterminée et celle de savoir si la définition de produit similaire qui est donnée à l'article 2.6 de l'Accord antidumping est liée d'une certaine manière à cette détermination doit probablement être clarifiée plus avant par le Groupe spécial. Par conséquent, nous demandons instamment au Groupe spécial d'examiner la manière dont l'UE évalue les caractéristiques et les autres aspects pertinents des éléments de fixation communautaires, des éléments de fixation chinois et des éléments de fixation indiens, qu'ils soient standard ou spéciaux.

[8] Rapport du Groupe spécial *Indonésie – Automobiles*, paragraphes 14.173 à 14.177.
[9] Note de bas de page 46 relative à l'article 15.1 de l'Accord SMC.

12. Par ailleurs, une autre question importante que le Groupe spécial devra peut-être examiner est la manière dont l'autorité chargée de l'enquête détermine l'extension de l'expression "produit en cause" ou "produit considéré", et le degré de latitude ménagé à l'autorité chargée de l'enquête par l'Accord antidumping à cet égard. Si le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu n'indique pas clairement l'approche que le Groupe spécial devrait adopter pour ces questions difficiles, il souhaite néanmoins rappeler au Groupe spécial qu'il est extrêmement important de préserver un équilibre subtil entre les intérêts respectifs des Membres exportateurs souhaitant bénéficier de l'accès aux marchés et les intérêts des Membres importateurs souhaitant protéger leur branche de production du dommage causé par le dumping. Toute "latitude" ou "flexibilité" alléguée dont les autorités chargées de l'enquête peuvent bénéficier pour délimiter l'extension des produits considérés devrait être soigneusement circonscrite afin de maintenir cet équilibre soigneusement élaboré dans l'Accord antidumping.

13. Compte tenu des implications systémiques du présent différend, le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu demande au Groupe spécial de considérer ses vues en examinant les faits et les arguments présentés par les parties, afin d'assurer une interprétation équitable et objective des dispositions pertinentes de l'Accord antidumping. Nous nous félicitons d'avoir eu cette possibilité d'exprimer nos vues dans le cadre de la présente procédure et serons heureux de répondre à toute question éventuelle du Groupe spécial.

ANNEXE D-7

DÉCLARATION ORALE DE LA TURQUIE EN TANT QUE TIERCE PARTIE

I. Introduction

1. La Turquie ne se prononce pas sur les moyens de défense et les allégations des parties. Elle tient à contribuer au débat en s'intéressant à deux grandes questions, à savoir les évaluations du statut de société opérant dans les conditions d'une économie de marché et du traitement individuel dans le cadre du calcul des marges de dumping.

II. Évaluations du statut de société opérant dans les conditions d'une économie de marché et du traitement individuel dans le cadre du calcul des marges de dumping

2. Conformément à l'article 2.1 de l'Accord antidumping, l'autorité chargée de l'enquête doit travailler sur deux groupes de données (valeur normale et prix à l'exportation) pour déterminer s'il y a dumping. En conséquence, elle est légalement obligée de procéder à une comparaison équitable entre la valeur normale et le prix à l'exportation sur la base des règles et critères prescrits par l'article 2.4 de l'Accord antidumping.

3. Par ailleurs, l'article VI du GATT de 1994, la note interprétative relative à l'article VI:2 et l'article 2.2 et 2.3 de l'Accord antidumping mentionnent certaines sources dont l'autorité chargée de l'enquête doit tenir compte si la valeur normale ou le prix à l'exportation ne peuvent pas être déterminés à partir des données fournies par le producteur-exportateur parce que les ventes intérieures ne permettent pas une comparaison valable, qu'il n'y a pas de prix à l'exportation ou que l'on ne peut pas se fonder sur les prix à l'exportation.

4. Selon la Turquie, la note interprétative relative à l'article VI:2 du GATT de 1994 et l'article 2.2 de l'Accord antidumping permettent à l'autorité chargée de l'enquête de se fonder sur une méthode de calcul impartiale afin de déterminer la valeur normale dans le cas où les exportations proviennent d'un pays dans lequel les prix ne sont pas fixés par le jeu des forces du marché.

5. S'agissant de l'évaluation du traitement individuel, il est entendu que l'article 9 5) du Règlement de base de l'UE envisage l'utilisation du prix à l'exportation du producteur-exportateur lui-même si celui-ci peut satisfaire aux critères énoncés dans ledit article. Si le producteur-exportateur ne peut pas y satisfaire, l'autorité chargée de l'enquête dans l'UE a toutefois la possibilité d'utiliser à des fins de comparaison le prix à l'exportation moyen pondéré des sociétés productrices-exportatrices ayant coopéré.[1]

6. Par conséquent, l'évaluation du traitement individuel est non seulement une évaluation de la question de savoir si le producteur-exportateur a dûment prouvé qu'il satisfaisait aux critères énoncés à l'article 9 5), mais également un instrument juridique qui influe directement sur le calcul de la marge de dumping en déterminant le groupe de données à utiliser comme prix à l'exportation, dont on a dit qu'il était un élément indispensable du calcul de la marge de dumping, conformément à l'article VI du GATT de 1994 et à l'article 2.2 de l'Accord antidumping.

[1] Première communication écrite de l'UE, paragraphe 23.

7. À cet égard, les évaluations du statut de société opérant dans les conditions d'une économie de marché et du traitement individuel sont des instruments qui concernent directement le *calcul de la marge de dumping*, lequel offre à l'autorité chargée de l'enquête d'autres moyens de déterminer quel groupe de données sera utilisé pour déterminer la *valeur normale* et le *prix à l'exportation*.

III. Établissement d'un seuil aux fins de l'octroi du traitement individuel

8. Il ressort clairement de l'article 6.10 de l'Accord antidumping que le traitement individuel, c'est-à-dire le calcul d'une marge de dumping individuelle pour chaque producteur-exportateur connu, est une **règle générale**. Cependant, il existe toujours des exceptions aux règles générales lorsque les conditions sont réunies. La République populaire de Chine mentionne à juste titre que la deuxième phrase de l'article 6.10, à savoir celle qui traite de l'échantillonnage, prévoit une exception à la règle générale du traitement individuel.

9. La question de droit en l'espèce est de savoir si l'échantillonnage est la seule exception à la règle générale du traitement individuel, ou si les Membres peuvent prescrire dans leur législation nationale certaines conditions à satisfaire aux fins de l'octroi du traitement individuel. La Turquie est d'avis que ce n'est peut-être pas la seule exception.

10. L'Accord antidumping prévoit des règles pour les économies opérant dans les conditions d'une économie de marché. Il n'existe pas de règle ni d'exception particulière pour les économies qui n'opèrent pas dans les conditions d'une économie de marché. Il n'est pas raisonnable de rechercher dans l'article 6.10 lui-même une exception pour les économies autres que de marché.

11. Par ailleurs, la note interprétative relative à l'article VI:2 du GATT de 1994 prévoit une disposition particulière pour le calcul des prix dans le cas des pays qui n'opèrent pas dans les conditions d'une véritable économie de marché. Aux termes de cette disposition, dans le cas d'importations en provenance d'un pays dont le *commerce* fait l'objet d'un monopole complet ou presque complet et où tous les prix intérieurs sont fixés par l'État, la détermination de la comparabilité des prix peut présenter des difficultés spéciales et que, dans de tels cas, les parties contractantes importatrices peuvent estimer nécessaire de tenir compte de la possibilité qu'une comparaison exacte avec les prix intérieurs dudit pays ne soit pas toujours appropriée.

12. Considérant l'objet et le but de la note interprétative relative à l'article VI:2 du GATT de 1994 et du paragraphe 150 du rapport du Groupe de travail de l'accession de la République populaire de Chine (WT/ACC/CHN/49), il est clair que ces paragraphes constituent une exception à la règle générale de la "stricte comparaison avec les prix intérieurs" pour les pays qui n'opèrent pas dans les conditions d'une véritable économie de marché.

13. De plus, compte tenu du rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier traité contre la corrosion* et de celui du Groupe spécial *Corée – Certains papiers*, la Turquie croit comprendre que le traitement de plusieurs entités légalement distinctes comme une seule et même entité, lorsque les conditions l'exigent, est sanctionné par la jurisprudence et que l'échantillonnage n'est pas la seule exception à la règle générale du traitement individuel.

IV. Conclusion

14. La Turquie se réserve le droit de formuler d'autres observations à la séance avec les tierces parties dans le cadre de la première réunion de fond du Groupe spécial. Elle remercie le Groupe spécial de lui avoir donné la possibilité de présenter ses vues dans le cadre de la présente procédure et sera heureuse de répondre aux questions que le Groupe spécial pourrait vouloir lui poser.

ANNEXE D-8

RÉSUMÉ ANALYTIQUE DE LA DÉCLARATION ORALE DES ÉTATS-UNIS EN TANT QUE TIERCE PARTIE

1. La déclaration orale des États-Unis portera principalement sur les trois questions suivantes: 1) l'identification des "producteurs" ou "exportateurs" pertinents au sens de l'article 6.10 de l'Accord antidumping; 2) l'identification du "produit similaire" tel qu'il est défini à l'article 2.6 de l'Accord antidumping; et 3) l'identification de la "branche de production nationale" au sens de l'article 4.1 de l'Accord antidumping.

"Producteurs" et "exportateurs" en droit d'obtenir une marge de dumping individuelle

2. L'une des principales allégations de la Chine consiste à dire que l'article 9 5) du Règlement antidumping de base de l'UE contrevient aux accords visés parce qu'il prescrit à l'autorité chargée de l'enquête d'appliquer une seule marge de dumping à plusieurs entreprises, à moins que certaines conditions ne soient remplies. Selon la Chine, l'article 6.10 de l'Accord antidumping ne permet d'appliquer une seule marge de dumping à plusieurs exportateurs ou producteurs que si le nombre de producteurs et d'exportateurs rend irréalisable l'application de marges de dumping individuelles pour tels ou tels exportateurs ou producteurs. La Chine fait valoir que, puisque l'article 9 5) ne correspond pas à cette exception bien limitée, il est incompatible avec l'article 6.10.

3. L'UE répond que l'argument de la Chine est sans fondement parce que la limitation des exportateurs ou producteurs examinés en raison de leur grand nombre n'est pas la *seule* exception à la prescription générale imposant d'établir une marge individuelle qui figure dans l'article 6.10, première phrase. D'après l'UE, l'article 6.10 permet d'appliquer une seule marge de dumping à plusieurs entreprises en fonction des réalités économiques de celles-ci.

4. Les États-Unis conviennent que les réalités économiques des entreprises visées par l'enquête sont un élément clé lorsqu'il s'agit de s'acquitter des obligations énoncées à l'article 6.10. Toutefois, elles ne constituent pas une *exception additionnelle* à cet article. L'évaluation de ces réalités économiques fait au contraire partie des travaux que l'autorité chargée de l'enquête doit mener afin de déterminer les "exportateurs" et les "producteurs" pour lesquels elle doit, d'une manière générale, déterminer une marge individuelle.

5. Commençons par examiner le libellé de l'article 6.10: "En règle générale, les autorités détermineront une marge de dumping individuelle pour chaque exportateur connu ou producteur concerné du produit visé par l'enquête." La disposition prévoit ensuite une exception à cette règle lorsque le nombre d'exportateurs ou de producteurs est si important que l'établissement d'une telle détermination sera irréalisable. Comme il apparaît clairement dans cette disposition, les autorités chargées de l'enquête sont généralement tenues de déterminer une marge de dumping individuelle pour chaque exportateur ou producteur connu. Par conséquent, pour se conformer à cette prescription, l'autorité chargée de l'enquête doit répondre à la question suivante: quels "exportateurs" ou "producteurs" sont visés par l'enquête? En d'autres termes, l'article 6.10 indique que l'identification des producteurs ou exportateurs spécifiques dans une enquête est une *condition préalable* au calcul d'une marge de dumping.

6. Les États-Unis rappellent que, dans l'Accord antidumping, les termes "exportateur" et "producteur" ne sont pas définis et que cet accord ne comporte aucun critère devant être utilisé par l'autorité chargée de l'enquête pour faire cette détermination. Comme d'autres Membres l'ont reconnu,

un critère particulièrement valable pour cet examen est fourni par les réalités économiques des entreprises visées par l'enquête, y compris leur structure et leurs activités dans l'économie en question. Par exemple, si une entreprise visée par l'enquête a une société mère qui prend à sa place les décisions commerciales fondamentales, comme celles qui concernent la production et la fixation des prix, il peut être approprié de considérer cette entreprise et sa société mère comme un seul et même exportateur ou producteur.

7. Dans de telles circonstances, attribuer à l'entreprise et à sa société mère des marges de dumping distinctes n'aurait pas de sens puisque, comme l'UE le fait observer, une relation si étroite permettrait aux exportateurs ou producteurs liés de faire passer les exportations par une entreprise affiliée dont la marge de dumping est plus faible, ce qui réduirait considérablement l'efficacité des mesures antidumping. Rien dans l'article 6.10 de l'Accord antidumping ne prescrit un tel résultat.

8. Le raisonnement du Groupe spécial *Corée – Certains papiers* étaye pleinement cette interprétation de l'article 6.10:

> "[L]'article 6.10 n'empêche pas nécessairement de traiter des entités juridiques distinctes comme un exportateur ou un producteur unique aux fins des déterminations de l'existence d'un dumping dans les enquêtes antidumping … Quant à savoir si les circonstances d'une enquête donnée justifient ou non un tel traitement, cela doit être déterminé sur la base du dossier de cette enquête. À notre avis, pour traiter dûment des sociétés multiples comme un exportateur ou producteur unique dans le contexte de ses déterminations de l'existence d'un dumping dans une enquête, l'autorité chargée de l'enquête doit déterminer s'il y a entre ces sociétés une relation assez étroite pour justifier ce traitement."

9. Les États-Unis estiment que, conformément à ce raisonnement, le présent Groupe spécial devrait constater que rien dans l'article 6.10 n'interdit à l'autorité chargée de l'enquête de traiter plusieurs entreprises comme un seul et même exportateur ou producteur si les faits démontrent que les entreprises ont des relations suffisamment étroites pour qu'un tel traitement soit approprié. Dans la mesure où l'article 9 5) du Règlement antidumping de base de l'UE est un mécanisme permettant à l'autorité chargée de l'enquête d'examiner l'étroitesse des relations entre les entreprises, ce mécanisme ne semblerait pas incompatible avec l'article 6.10. Au contraire, il serait d'une importance capitale pour aider l'autorité chargée de l'enquête à se conformer à la règle générale établie à l'article 6.10, à savoir calculer une seule marge de dumping pour chaque exportateur ou producteur connu.

10. Les États-Unis souhaitent également évoquer l'affirmation de la Chine selon laquelle l'article 9 5) stigmatise d'une manière arbitraire les entreprises d'économies autres que de marché en exigeant un complément d'analyse pour qu'elles puissent bénéficier d'une marge individuelle. Une analyse par l'autorité chargée de l'enquête de l'indépendance des entreprises visées par l'enquête n'a rien d'arbitraire ni d'incompatible avec les règles de l'OMC. Comme nous venons de l'indiquer, l'article 6.10 de l'Accord antidumping n'interdit pas à l'autorité chargée de l'enquête de prendre en considération les réalités économiques d'une entreprise pour décider si celle-ci remplit à elle seule les conditions requises pour être considérée comme un "exportateur" ou un "producteur" et devrait donc savoir attribuer une marge individuelle. Ces réalités économiques incluent nécessairement *le type d'économie dans lequel l'entreprise exerce ses activités*.

11. L'une des caractéristiques d'une économie autre que de marché est que l'action des pouvoirs publics fausse le jeu des forces du marché. Comme l'UE l'a signalé, les éléments de preuve concernant l'intervention des pouvoirs publics chinois dans l'économie du pays ne manquent pas. D'ailleurs, la reconnaissance par les Membres de l'OMC de l'étendue de l'intervention des pouvoirs publics dans l'économie chinoise transparaît à la fois dans le Protocole d'accession de la Chine et dans le rapport du Groupe de travail.

12. Cette intervention peut se traduire par une influence des pouvoirs publics sur les sociétés, y compris pour les décisions liées à la production et aux prix. Comme nous l'avons vu, un manque d'indépendance dans la prise de décisions concernant la production ou la fixation des prix est un facteur important pour déterminer si une entreprise est un "exportateur" ou un "producteur" pour lequel une marge de dumping individuelle doit être calculée conformément à l'article 6.10. Par conséquent, les entreprises des économies autres que de marché fonctionnent dans le cadre de réalités économiques telles qu'il est particulièrement important que l'autorité chargée de l'enquête analyse minutieusement leurs structures et leurs activités particulières pour évaluer leur indépendance.

13. La Chine a également tort de laisser entendre que, pour les sociétés des économies autres que de marché, démontrer qu'elles remplissent les conditions requises pour bénéficier d'une marge individuelle représente une lourde charge. Cette soi-disant charge pourrait être aisément allégée, par exemple, s'il était fourni à l'autorité chargée de l'enquête des éléments de preuve concernant la structure et les activités de l'entreprise et démontrant qu'elle exerce des activités d'exportateur ou de producteur indépendamment des pouvoirs publics. Autoriser les entreprises à démontrer leur indépendance permet également aux autorités chargées des enquêtes de fonder ces évaluations sur les faits, dans le cadre d'une enquête donnée, et ainsi de prendre en compte les changements économiques qui se produisent au fil du temps dans ces économies autres que de marché. D'ailleurs, il apparaît que l'enquête en question, dans le présent différend, illustre précisément ce type de réponse flexible à ces changements qui interviennent dans l'économie chinoise, étant donné que *toutes* les sociétés chinoises ayant coopéré qui avaient demandé des marges individuelles les ont obtenues.

"Produit similaire"

14. La Chine fait valoir que les éléments de fixation sont très différents suivant qu'ils sont "ordinaires" ou "spéciaux". De son point de vue, la plupart des éléments de fixation en provenance de Chine sont du type "ordinaire", alors que l'UE a inclus les éléments de fixation "spéciaux" dans le champ du "produit similaire". Selon la Chine, cette mauvaise appréciation par l'EU de la distinction entre les deux types d'éléments de fixation lorsqu'elle a identifié le "produit similaire", dans le cadre de la présente enquête, est incompatible avec l'article 2.1 et 2.6 de l'Accord antidumping. Toutefois, cet argument dénote fondamentalement une compréhension erronée de la nature de la détermination du "produit similaire".

15. Premièrement, il apparaît que la Chine estime que le simple fait que les éléments de fixation "ordinaires" et "spéciaux" ont été inclus par l'UE dans le champ du "produit similaire" prouve qu'il y a violation de l'article 2.6 parce que ces deux types d'éléments de fixation ne sont en eux-mêmes pas "similaires". De même, dans sa communication de tierce partie, la Norvège fait valoir que l'article 2.6 "exige qu'*une* catégorie donnée du "produit similaire" soit "similaire" à *chacune* des catégories du produit considéré".

16. Cette interprétation de l'article 2.6 est inexacte. Ladite disposition définit un "produit similaire" comme "un *produit* identique, c'est-à-dire semblable à tous égards au *produit* considéré, ou, en l'absence d'un tel produit, […]un autre *produit* qui, bien qu'il ne lui soit pas semblable à tous égards, présente des caractéristiques ressemblant étroitement à celles du *produit* considéré" (pas d'italique dans l'original). L'exigence de "similarité" est donc déterminée au niveau du *produit*, par la comparaison entre le produit particulier considéré et un autre produit. Rien dans l'Accord ADP ne prescrit à l'autorité chargée de l'enquête d'établir une détermination à un niveau plus restreint, à savoir en examinant la "similarité" des modèles ou des catégories de ce produit particulier.

17. Au contraire, l'article 2.4 prévoit spécifiquement qu'il peut exister des différences notables "affectant la comparabilité des prix" entre les modèles entrant dans la définition d'un seul et même produit. C'est à cet égard que l'UE a apparemment pris en compte les différences entre les éléments de fixation "ordinaires" et les éléments de fixation "spéciaux".

18. En définitive, il apparaît que la Chine se plaint de ce que l'UE a estimé que les "éléments de fixation" – qu'ils soient "ordinaires" *ou* "spéciaux" – étaient le "produit considéré" ou, pour reprendre les termes de l'article 2.1, le produit "exporté". En qualifiant cette initiative d'identification incorrecte du "produit similaire", la Chine confond le "produit considéré" et le "produit similaire". Cependant, ces deux concepts sont distincts dans l'Accord antidumping. L'article 2.6 de cet accord comporte une définition du "produit similaire", qui prévoit que l'autorité chargée de l'enquête évaluera la "similarité" d'un produit donné en se référant au "produit considéré" préalablement identifié. En revanche, comme plusieurs groupes spéciaux l'ont reconnu, l'Accord antidumping ne comporte pas de définition du "produit considéré" et n'établit pas d'obligation particulière en ce qui concerne l'identification de celui-ci. Cet accord ne fournit donc aucun fondement textuel à l'appui de la plainte de la Chine concernant le choix du "produit considéré" par l'UE.

"Branche de production nationale"

19. La Chine allègue que l'UE a contrevenu aux articles 3.1 et 4.1 de l'Accord antidumping en excluant de la définition de la branche de production nationale toutes les sociétés qui ne s'étaient pas fait connaître dans un délai de 15 jours suivant la date de publication de l'avis d'ouverture de l'enquête ainsi que celles qui ne soutenaient pas l'ouverture de l'enquête. Bien qu'ils ne se prononcent pas sur le fondement des allégations factuelles de la Chine, les États-Unis ont expliqué dans leur communication écrite pourquoi ils souscrivaient à l'avis de la Chine selon lequel exclure certains producteurs, d'une manière partiale, de l'examen d'un dommage contreviendrait à l'article 3.1. À savoir, en modulant une enquête de manière à exclure toutes les sociétés qui n'ont pas soutenu l'ouverture de celle-ci, l'autorité chargée de l'enquête ne procède pas à un "examen objectif" de l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production nationale, comme l'exige l'article 3.1. À présent, les États-Unis porteront leur attention sur la manière dont l'exclusion délibérée de ces producteurs de la "branche de production nationale" est également incompatible avec l'article 4.1.

20. Une définition adéquate de la branche de production nationale, en conformité avec l'article 4.1, est essentielle pour faire en sorte que l'autorité chargée de l'enquête, dans son examen au titre de l'article 3.2, 3.4 et 3.5, étudie l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur le groupe de producteurs nationaux approprié. De fait, si l'autorité chargée de l'enquête ne définit pas la branche de production nationale d'une manière compatible avec l'article 4.1, son évaluation, au titre de l'article 3.4, de tous les facteurs économiques pertinents qui influent sur la "branche de production nationale" et son examen, au titre de l'article 3.5, de l'existence d'un lien de causalité entre les importations faisant l'objet d'un dumping et le dommage causé à la "branche de production nationale" comporteront d'emblée un vice rédhibitoire.

21. L'article 4.1 prescrit à l'autorité chargée de l'enquête de définir la branche de production nationale comme "l'ensemble des producteurs nationaux de produits similaires ou … ceux d'entre eux dont les productions additionnées constituent une proportion majeure de la production nationale totale de ces produits". Cette disposition fait l'objet de deux exceptions qui ne s'appliquent pas ici, mais qui montrent, comme nous le verrons, pourquoi une exclusion sélective d'un groupe de producteurs nationaux de la "branche de production nationale" est incompatible avec cette disposition.

22. Il apparaît que l'UE fait valoir que l'emploi de l'expression "proportion majeure" octroie à l'autorité chargée de l'enquête le pouvoir discrétionnaire quasiment absolu d'exclure les producteurs de son choix, du moment que les autres producteurs représentent une "proportion majeure" de la production de la branche. L'interprétation excessivement restrictive de l'UE n'est pas étayée par le texte.

23. Premièrement, les États-Unis font observer que l'expression "proportion majeure" n'est pas un simple critère *quantitatif* indiquant que tout ce que l'autorité chargée de l'enquête a à faire, c'est d'inclure un certain *nombre* de producteurs dans sa "branche de production nationale". Comme le

Groupe spécial *Argentine – Viande de volaille* l'a reconnu, le terme "majeur" tel qu'il est employé à l'article 4.1 n'est pas un point de repère correspondant à un pourcentage fixe, mais fait référence à des producteurs qui représentent une proportion "importante, sérieuse ou notable" de la production nationale totale. Le libellé de l'article 4.1 indique que l'"importance" de cette proportion pourrait ne pas être examinée seulement en fonction du volume de la production. Par exemple, l'article 4.1 i) prévoit une exception à la prescription relative à la "proportion majeure" lorsque des producteurs "liés" ont été exclus. En mettant l'accent sur la nature de la relation entre les producteurs, cet alinéa dénote un élément *qualitatif* qui peut être pris en considération pour évaluer si une "proportion majeure" de la branche de production a été incluse.

24. Deuxièmement, un des facteurs qualitatifs pertinents est la mesure dans laquelle les entreprises qu'une autorité chargée de l'enquête veut exclure de la "proportion majeure" constituent elles-mêmes une catégorie distincte de producteurs. Comme on l'a déjà indiqué plus haut, l'article 4.1 i) permet explicitement d'exclure les producteurs "liés" de la "branche de production nationale". De même, l'article 4.1 ii) expose les seules circonstances dans lesquelles l'autorité chargée de l'enquête peut axer sa définition de la "branche de production nationale" sur la mesure dans laquelle seul un *certain groupe défini* de producteurs subit un dommage, à savoir en cas de concentration géographique des importations et des expéditions en trafic intérieur. Le libellé de l'article 4.1 indique donc que les seules catégories de producteurs pouvant être totalement exclues de la branche de production nationale en tant que catégorie sont les producteurs "liés" et ceux qui relèvent de l'exception admise pour une branche de production régionale. Comme le Groupe spécial *CE – Saumons* l'a indiqué, "rien dans le texte de l'article 4.1 n'étaye l'idée qu'il existe d'autres circonstances dans lesquelles la branche de production nationale peut être interprétée, d'emblée, comme ne comprenant pas certaines catégories de producteurs du produit similaire, hormis celles qui sont exposées dans cette disposition".

25. En énonçant les exceptions restrictives figurant aux alinéas i) et ii), l'article 4.1 garantit la prise en compte des producteurs nationaux de différents segments et secteurs de la branche de production d'une manière impartiale. Une interprétation de l'expression "proportion majeure" qui permettrait à l'autorité chargée de l'enquête d'exclure de la "branche de production nationale" un groupe de producteurs défini ne remplissant pas les conditions figurant à l'alinéa i) ou ii) apparaîtrait incompatible avec les exceptions limitées énoncées à l'article 4.1.

26. Les États-Unis estiment que, compte tenu de ces considérations, une définition de la branche de production nationale formulée de manière à exclure tous les producteurs ou presque qui n'ont pas demandé l'ouverture de l'enquête ou qui ne l'ont pas soutenue ne correspond à pas à une proportion importante, notable ou sérieuse de la production nationale.

_____

ANNEXE E

RÉSUMÉS ANALYTIQUES DES DEUXIÈMES COMMUNICATIONS ÉCRITES DES PARTIES

Table des matières		Page
Annexe E-1	Résumé analytique de la deuxième communication écrite de la Chine	E-2
Annexe E-2	Résumé analytique de la deuxième communication écrite de l'Union européenne	E-14

ANNEXE E-1

RÉSUMÉ ANALYTIQUE DE LA DEUXIÈME COMMUNICATION ÉCRITE DE LA CHINE

I. ALLÉGATIONS CONCERNANT L'ARTICLE 9 5) DU RÈGLEMENT (CE) N° 384/96 DU CONSEIL, DU 22 DÉCEMBRE 1995, RELATIF À LA DÉFENSE CONTRE LES IMPORTATIONS QUI FONT L'OBJET D'UN DUMPING DE LA PART DE PAYS NON MEMBRES DE LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE, TEL QU'IL A ÉTÉ CODIFIÉ ET REMPLACÉ PAR LE RÈGLEMENT (CE) N° 1225/2009 DU CONSEIL

1. La Chine allègue que l'article 9 5) du Règlement (CE) n° 384/96 du Conseil, tel qu'il a été modifié, codifié et remplacé par le Règlement (CE) n° 1225/2009 du Conseil, est en tant que tel incompatible avec les articles 6.10, 9.2, 9.3, 9.4 et 18.4 de l'Accord antidumping, les articles Ier et X:3 a) du GATT de 1994 et l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC.

2. Au début de sa première communication écrite, l'UE avance un certain nombre d'**arguments concernant les conditions de forme**. Premièrement, elle soutient que dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, la Chine n'a pas satisfait à la prescription de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends (le "Mémorandum d'accord"), car elle n'a pas "énoncé clairement le problème" en ce qui concernait ses allégations relatives aux articles 6.10, 9.3 et 9.4 de l'Accord antidumping et à l'article X:3 a) du GATT de 1994. Or, ce faisant, l'UE confond les conditions de forme figurant à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord avec l'analyse de fond de la mesure en cause. En réalité, l'article 6:2 n'impose pas d'obligations en ce qui concerne la question fondamentale de savoir si la "portée" ou la "teneur" de la mesure en cause est liée aux obligations dont il est allégué qu'elles n'ont pas été respectées. Cette question fait partie des questions de fond. Par ailleurs, en avançant l'argument selon lequel la Chine n'a pas établi un lien clair entre la mesure contestée et les dispositions auxquelles il aurait été contrevenu, l'UE confond les "allégations" avec les "arguments". En soutenant que la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Chine ne satisfaisait pas à la prescription de l'article 6:2 parce que la Chine n'a pas expliqué en quoi la mesure en cause était contraire aux dispositions comportant des obligations légales particulières, l'UE conteste en fait les "arguments" se rapportant aux allégations formulées par la Chine. Toutefois, seul le "fondement juridique" de la plainte doit être indiqué avec précision dans la demande d'établissement d'un groupe spécial. Les arguments y afférents peuvent être développés et précisés au fur et à mesure du déroulement des travaux. La Chine fait en outre remarquer que l'UE ne démontre pas que l'inobservation alléguée des prescriptions de l'article 6:2 a nui à sa capacité de défendre ses intérêts, alors qu'il s'agit d'une condition préalable pour établir l'existence d'une violation de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord. Enfin, la Chine fait valoir que ces observations générales devraient déjà suffire pour que le Groupe spécial rejette l'allégation de l'UE selon laquelle la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Chine ne satisfaisait pas aux prescriptions de l'article 6:2, sans compter qu'une analyse de chacune des allégations permet d'aboutir à la même conclusion.

3. Deuxièmement, l'UE prétend que la Chine a élargi la portée du présent différend à d'"autres mesures et questions" qui ne relèvent pas du mandat du Groupe spécial. Tout d'abord, l'UE fait valoir que comme la Chine a indiqué dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial que la mesure en cause était "l'article 9 5) du Règlement (CE) n° 384/96 du Conseil, tel qu'il a été modifié", et que "le Règlement (CE) n° 1225/2009 du Conseil ne modifiait pas ni ne corrigeait ou rectifiait la mesure indiquée par la Chine", mais "abrogeait" le Règlement (CE) n° 384/96 du Conseil, l'article 9 5) du Règlement (CE) n° 1225/2009 du Conseil est "une mesure qui ne relève pas du mandat du Groupe spécial". Or, cet argument est d'ordre purement sémantique et passe sous silence le fait qu'il n'y a

absolument aucune différence de fond entre les deux dispositions. Deuxièmement, l'UE fait valoir que la première communication écrite de la Chine fait état "d'autres questions qui ne relèvent pas du mandat du Groupe spécial", en particulier le calcul et la détermination des marges de dumping. Il s'agit toutefois d'une question de fond qui est sans rapport avec la définition du mandat du Groupe spécial. De toute façon, il ressort très clairement de sa demande d'établissement d'un groupe spécial que la Chine considère que l'article 9 5) régit effectivement non seulement l'imposition de droits antidumping, mais également la détermination de marges de dumping individuelles.

4. Après avoir formulé ces arguments concernant les conditions de forme, l'UE traite quand même du bien-fondé des allégations de la Chine. Avant tout, il importe de traiter **de la nature et de la portée de l'article 9 5) du Règlement antidumping de base**, car c'est une question qui sous-tend plusieurs arguments (qui portent aussi bien sur le fond que sur la forme). L'article 9 5) ne traite pas du statut de société opérant dans les conditions d'une économie de marché mais seulement du traitement individuel, lequel se rapporte à la question de savoir s'il faut calculer une marge de dumping et un droit antidumping pour le producteur-exportateur de la Chine sur une base individuelle ou à l'échelle du pays. Contrairement à ce que l'UE fait valoir, l'article 9 5) ne se limite pas à "la question très particulière de l'imposition de droits antidumping définitifs". La question de savoir s'il est satisfait aux conditions énoncées à l'article 9 5) du Règlement antidumping de base détermine non seulement si le droit antidumping imposé à un producteur-exportateur individuel l'est sur une base individuelle ou à l'échelle du pays, mais aussi si la marge de dumping est calculée sur une base individuelle ou à l'échelle du pays. Contrairement à ce que l'UE avance, ce n'est pas sur la base de l'article 9(4) du Règlement antidumping de base, qui énonce seulement le principe général selon lequel le montant du droit antidumping ne peut pas dépasser la marge de dumping, qu'il est déterminé si la marge de dumping est calculée sur une base individuelle ou à l'échelle du pays, mais bien sur celle de l'article 9 5). L'UE le confirme elle-même lorsqu'elle explique dans sa première communication écrite, en particulier au paragraphe 81, comment les droits antidumping et les marges antidumping sont déterminés dans le cas des importations provenant de pays à économie autre que de marché. Et les déclarations faites par l'UE dans le cadre de diverses enquêtes antidumping visant des importations en provenance de Chine, entre autres, le corroborent.

5. S'agissant de l'**analyse de chacune des allégations**, les réfutations de la Chine sont les suivantes.

6. Pour ce qui est de l'**article 9.2 de l'Accord antidumping**, la Chine allègue que l'obligation énoncée à l'article 9 5), qui a pour effet d'exiger des producteurs-exportateurs de pays à économie autre que de marché qu'ils répondent à des critères additionnels pour être passibles d'un droit antidumping individuel plutôt que d'un droit antidumping imposé à l'échelle du pays, est incompatible avec les dispositions de l'article 9.2 de l'Accord antidumping. L'UE fait d'abord valoir que la mesure en cause n'entre pas dans le champ d'application de l'article 9.2 de l'Accord antidumping, et que l'article VI du GATT et l'article 9.2 n'exigent pas que les droits antidumping soient imposés à chaque société sur une base individuelle. La Chine ne voit pas le rapport qu'il y a entre cette déclaration et la portée de l'obligation énoncée à l'article 9.2. La question de savoir s'il est permis aux autorités chargées de l'enquête de frapper les importations en provenance de Chine de droits antidumping à l'échelle du pays est une question d'interprétation de l'article 9.2 lui-même et n'a rien à voir avec le champ d'application dudit article. Il ne faudrait donc pas considérer cette question comme une question préliminaire. Du reste, l'article 9.2 ne se prête pas à une interprétation qui, en règle générale, exigerait ou autoriserait l'imposition de droits antidumping à l'échelle du pays.

7. L'UE considère en outre que l'article 9.2 n'exige pas que des droits antidumping soient imposés sur une base individuelle à chaque fournisseur impliqué, et que même en supposant qu'un tel principe existe, il n'est pas juste de prétendre qu'il n'est possible de faire exception à ce principe que lorsqu'il n'est pas réalisable de l'appliquer à cause du grand nombre de fournisseurs impliqués. La Chine soutient que si l'on donne une interprétation correcte de l'article 9.2 suivant les principes d'interprétation des traités, on peut en conclure que les droits antidumping doivent, en règle générale,

être imposés sur une base individuelle et que, même si ce principe n'est pas absolu, l'article 9.2 n'autorise pas les autorités chargées de l'enquête à imposer automatiquement un droit à l'échelle du pays aux producteurs-exportateurs de pays à économie autre que de marché. Cette thèse est étayée par le "sens ordinaire" des termes pertinents de l'article 9.2, en particulier les termes "montants … appropriés" et "source", par l'obligation de "[faire] connaître le nom du ou des fournisseurs" et par l'exception y afférente lorsque cela est "irréalisable". Le sens ordinaire des mots "impracticable" (irréalisable) ou "not practicable" (pas réalisable), tels qu'ils sont définis dans l'édition pertinente du New Shorter Oxford Dictionary, laisse entendre qu'il s'agit de quelque chose qui ne peut se réaliser, qui ne peut être fait, qui est impossible dans la pratique. C'est ce que confirment en outre le contexte de la disposition en question, en particulier les articles 6.10 et 9.4 de l'Accord antidumping, l'objet et le but de l'Accord antidumping, à savoir énoncer les conditions spécifiques auxquelles des mesures antidumping peuvent être imposées, et les travaux préparatoires relatifs à l'article 8 du Code antidumping du Kennedy Round. Enfin, la Chine fait remarquer que l'argument de l'UE selon lequel le Protocole d'accession de la Chine codifie l'accord selon lequel la Chine n'est pas encore un pays à économie de marché et que cela signifie que toutes les dispositions de l'Accord antidumping, y compris l'article 9.2, doivent être interprétées de manière à autoriser un traitement spécial pour les producteurs-exportateurs de la Chine est dénué de fondement. D'un point de vue factuel, cela est inexact, car aucun accord de ce genre ne figure dans le Protocole d'accession de la Chine. De plus, la Chine est maintenant un pays à économie de marché, ainsi que le reconnaissent bon nombre de Membres de l'OMC. De toute façon, que la Chine soit ou non un pays à économie de marché n'a rien à voir avec le présent différend. Les obligations énoncées aux articles 9.2 et 6.10 n'établissent pas de distinction entre les pays à économie de marché et les pays à économie autre que de marché.

8. S'agissant de l'allégation de la Chine selon laquelle l'article 9 5) du Règlement antidumping de base est contraire à l'**article 6.10 de l'Accord antidumping**, y compris au texte introductif de l'article 6.10 et à l'article 6.10.2, l'argument avancé à titre préliminaire par l'UE selon lequel l'article 9 5) n'entre pas dans le champ d'application de l'article 6.10 doit être rejeté, puisque l'article 9 5) traite effectivement de la question de savoir si les marges de dumping calculées pour les producteurs-exportateurs chinois sont déterminées sur une base individuelle ou à l'échelle du pays. Pour ce qui est du fond de l'allégation, l'UE fait valoir qu'il y aurait des exceptions autres que celle mentionnée dans la deuxième phrase de l'article 6.10 (à savoir l'échantillonnage) à la règle prescrivant que les marges de dumping sont déterminées sur une base individuelle, et que dans le cas des importations en provenance de pays à économie autre que de marché, c'est l'État, et non les producteurs-exportateurs individuels, qui doit être considéré comme le véritable "producteur" pour lequel une marge de dumping sera déterminée. Il ressort toutefois clairement du libellé et du contexte de l'article 6.10 que le recours à l'échantillonnage est la seule exception admissible à la règle générale énoncée dans la première phrase dudit article. Par ailleurs, on ne saurait appliquer par analogie dans le contexte de l'article 9 5) le raisonnement tenu par le Groupe spécial *Corée – Certains papiers*, car l'examen effectué au titre de cette disposition est complètement différent de la situation qui a été examinée par le Groupe spécial qui était chargé de cette affaire. Même si l'on envisageait qu'il soit possible d'appliquer ce raisonnement par analogie, il est évident que la norme édictée par l'article 9 5) du Règlement antidumping de base comporte des critères qui vont au-delà des conditions qui avaient été jugées acceptables dans l'affaire *Corée – Certains papiers*. En outre, l'article 9 5) est discriminatoire car il ne s'applique qu'aux importations en provenance de pays à économie autre que de marché. Ce traitement ne peut pas être justifié objectivement car il n'y a pas de raison que le risque de "contournement" ou de "manipulation" soit moindre dans les pays considérés comme étant des pays à économie de marché que dans les pays réputés être des pays à économie autre que de marché. Enfin, l'objet et le but de l'Accord antidumping et les travaux préparatoires relatifs à l'article 6.10 étayent la constatation selon laquelle l'article 9 5) du Règlement antidumping de base est incompatible avec l'article 6.10 de l'Accord antidumping.

9. Pour ce qui est de l'allégation de la Chine selon laquelle l'UE contrevient à l'**article 9.3 de l'Accord antidumping** en imposant un droit antidumping qui est déterminé sur la base d'une marge de dumping calculée à l'échelle du pays pour les producteurs-exportateurs qui ne remplissent pas les conditions énoncées à l'article 9 5) du Règlement antidumping de base, l'UE prétend d'abord que l'article 9 5) n'entre pas dans le champ d'application de l'article 9.3 de l'Accord antidumping. Or, comme l'article 9 5) sert à déterminer si le droit sera fondé sur une marge de dumping individuelle ou sur une marge de dumping à l'échelle du pays, il entre dans le champ d'application de l'article 9.3. Sur le fond, l'UE soutient que l'article 9 5) n'est pas contraire à l'article 9.3 de l'Accord antidumping parce qu'il est permis au titre des articles 9.2 et 6.10 de déterminer un seul droit antidumping à l'échelle du pays et une marge de dumping à l'échelle du pays pour "la véritable source de discrimination par les prix", à savoir l'État, dans le cas des importations en provenance de pays à économie autre que de marché. Cet argument ne tient toutefois pas puisque les dispositions en question n'autorisent pas les autorités chargées de l'enquête à déterminer automatiquement une seule marge de dumping à l'échelle du pays et un droit antidumping à l'échelle du pays pour tous les producteurs-exportateurs qui ne satisfont pas aux critères du traitement individuel. L'application de l'article 9 5) a pour résultat que les producteurs-exportateurs dont les prix à l'exportation sont supérieurs au prix à l'exportation moyen qui a été déterminé pour les producteurs-exportateurs qui ne satisfont pas aux critères du traitement individuel sont passibles d'un droit supérieur à leur marge de dumping individuelle, telle qu'elle a été établie conformément à l'article 2. L'imposition d'un droit antidumping qui est supérieur à la marge de dumping individuelle contrevient manifestement à l'article 9.3 de l'Accord antidumping.

10. S'agissant de l'allégation de la Chine au titre de l'**article 9.4 de l'Accord antidumping**, l'allégation avancée à titre préliminaire par l'UE selon laquelle l'article 9 5) n'entre pas dans le champ d'application de l'article 9.4 doit être rejetée. En effet, l'article 9 5) impose des conditions spécifiques auxquelles les producteurs-exportateurs inclus dans l'échantillon ou ayant fait l'objet d'un examen individuel doivent satisfaire pour pouvoir bénéficier d'un droit antidumping individuel. L'article 9 5) entre donc clairement dans le champ d'application de l'article 9.4 puisque ce dernier porte spécifiquement sur l'imposition des droits lorsque l'échantillonnage est utilisé. L'allégation formulée par la Chine au titre de l'article 9.4 est double. Premièrement, la Chine allègue que l'article 9 5) enfreint l'article 9.4 puisque le droit antidumping imposé aux producteurs-exportateurs non inclus dans l'échantillon et ayant coopéré, en application de l'article 9(6) du Règlement antidumping de base, est fondé sur la marge de dumping moyenne pondérée de tous les producteurs-exportateurs inclus dans l'échantillon, y compris ceux qui ne remplissaient pas les conditions requises pour pouvoir bénéficier d'un traitement individuel et pour lesquels la marge de dumping n'était pas fondée sur leurs prix à l'exportation. La propre pratique de l'UE dément les arguments qu'elle avance à titre de réfutation. Deuxièmement, la Chine allègue que l'article 9 5) du Règlement antidumping de base enfreint aussi l'article 9.4 puisqu'il oblige les exportateurs non inclus dans l'échantillon qui bénéficient d'un "examen individuel" à démontrer qu'ils satisfont aux critères du traitement individuel énoncés à l'article 9 5), alors que l'article 9.4 enjoint expressément aux autorités chargées de l'enquête d'"appliquer inconditionnellement un droit antidumping individuel aux importations en provenance des exportateurs ou des producteurs qui n'auront pas été visés par l'examen et qui auront fourni les renseignements nécessaires au cours de l'enquête, ainsi qu'il est prévu à l'alinéa 10.2 de l'article 6". La Chine fait observer que l'UE n'avance aucun argument pour réfuter ce deuxième volet de son allégation.

11. La Chine allègue en outre que l'UE contrevient à l'**article I:1 du GATT de 1994** puisque les conditions spécifiques prescrites par l'article 9 5) ne s'appliquent qu'à ce qu'il est convenu d'appeler "les pays à économie autre que de marché". Contrairement aux allégations de l'UE, il n'y a pas de conflit entre l'Accord antidumping et l'article I:1 du GATT de 1994. Par ailleurs, il y a lieu de souligner qu'un produit n'a pas un caractère différent, comme l'UE le prétend, selon qu'il est originaire d'un pays à économie de marché ou d'un pays à économie autre que de marché, et que les conditions à remplir au titre de l'article 9 5) ne sont pas neutres quant à l'origine. Au contraire, l'avantage accordé dépend exclusivement de l'origine du produit visé par l'enquête. En tant que telles, ces conditions équivalent à une discrimination fondée sur l'origine des produits similaires.

12. La Chine conteste en outre au titre de l'**article X:3 a) du GATT de 1994** la *manière dont est appliqué l'article 9(5) du Règlement antidumping de base* puisque cet article n'est pas appliqué d'une manière uniforme et raisonnable par l'UE.

13. De plus, comme l'article 9 5) du Règlement antidumping de base enfreint "en tant que tel" les articles 6.10, 9.2, 9.3 et 9.4 de l'Accord antidumping et les articles I:1 et X:3 a) du GATT de 1994, il s'ensuit nécessairement que l'UE contrevient aussi à l'**article XVI:4 de l'Accord instituant l'OMC et à l'article 18.4 de l'Accord antidumping**.

II. ALLÉGATIONS CONCERNANT LE RÈGLEMENT (CE) N° 91/2009 DU CONSEIL, DU 26 JANVIER 2009, INSTITUANT UN DROIT ANTIDUMPING DÉFINITIF SUR LES IMPORTATIONS DE CERTAINS ÉLÉMENTS DE FIXATION EN FER OU EN ACIER EN PROVENANCE DE CHINE

14. La Chine allègue tout d'abord qu'en subordonnant la possibilité de bénéficier d'une **marge de dumping individuelle et de l'imposition d'un droit antidumping individuel à la satisfaction des conditions énoncées à l'article 9 5) du Règlement antidumping de base**, l'UE a contrevenu aux articles 6.10, 9.2 et 9.4 de l'Accord antidumping. Comme moyen de défense, l'UE se contente d'invoquer deux arguments. Premièrement, elle soutient que l'allégation de la Chine au titre de l'article 9.4 ne relève pas du mandat du Groupe spécial. Or, comme il ressort clairement de la demande d'établissement d'un groupe spécial dans son ensemble, la question qui est contestée "en tant que tel" est contestée "tel qu'appliqué" pour ce qui est de la deuxième mesure en cause et, comme l'article 9.4 de l'Accord antidumping a été inclus dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Chine dans le cadre de sa contestation de l'article 9(5) "en tant que tel", l'allégation formulée par la Chine selon laquelle l'article 9(5) tel qu'il a été appliqué dans l'enquête antidumping sur les éléments de fixation enfreint l'article 9.4 relève à bon droit du mandat du Groupe spécial. Deuxièmement, l'UE soutient que la Chine conteste une mesure inexistante puisque dans l'enquête antidumping en cause, le traitement individuel a été accordé à tous les fournisseurs inclus dans l'échantillon qui ont coopéré et fait l'objet d'un examen individuel et qui avaient demandé à bénéficier d'un tel traitement. L'UE dénature toutefois l'allégation de la Chine puisque celle-ci ne conteste pas le fait que les exportateurs inclus dans l'échantillon qui ont coopéré et fait l'objet d'un examen individuel n'ont pas bénéficié d'un traitement individuel ou qu'ils auraient pu, en théorie, ne pas remplir les conditions énoncées à l'article 9 5). La Chine conteste plutôt le caractère non automatique de l'octroi de l'avantage d'une marge de dumping individuelle et d'un droit antidumping individuel aux producteurs-exportateurs chinois dans le cadre de l'enquête antidumping qui a conduit à l'application de la mesure en cause.

15. La Chine allègue que la **détermination de l'UE relative à la représentativité** était contraire à l'article 5.4 de l'Accord antidumping. L'UE soulève à titre préliminaire trois exceptions de procédure qui doivent toutes être rejetées. Pourtant, i) comme le prescrit l'article 4 du Mémorandum d'accord, la Chine a tenu des consultations avec l'UE au sujet de l'allégation qu'elle a formulée au titre de l'article 5.4; ii) la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Chine est spécifique et énonce clairement le problème, ainsi que le prescrit l'article 6:2 du Mémorandum d'accord; et iii) l'UE considère à tort que la détermination relative à la représentativité est régie exclusivement par l'avis d'ouverture d'une enquête 2007/C 267/11 et non par le Règlement (CE) n° 91/2009 du Conseil. L'allégation de la Chine selon laquelle la détermination de l'UE relative à la représentativité enfreignait l'article 5.4 de l'Accord antidumping s'articule autour de trois grands arguments. Premièrement, l'UE n'a pas examiné si le chiffre de la production communautaire totale était fiable et exact. À cet égard, elle prétend en fait que les autorités chargées de l'enquête peuvent s'appuyer exclusivement sur les renseignements présentés dans la plainte lorsqu'elles établissent leur détermination relative à la représentativité. Or, l'approche proposée par l'UE est incompatible avec l'obligation de procéder à un "examen" qui est énoncée à l'article 5.4 et qui force les autorités à "enquêter", c'est-à-dire à "se renseigner" sur le degré de soutien ou d'opposition à la demande, et cela est plus contraignant que de se borner à accepter les renseignements fournis par

les plaignants. Deuxièmement, l'UE n'a pas dûment examiné le degré de soutien ou d'opposition à la demande exprimée par les producteurs nationaux du produit similaire avant d'ouvrir une enquête. Une simple déclaration indiquant que la question a été "examinée" et/ou "déterminée" n'est pas suffisante pour démontrer que l'UE a effectivement procédé à un examen. Troisièmement, l'UE a conclu à tort que la demande avait été présentée par la branche de production nationale ou en son nom. Selon l'UE, la Chine n'a pas établi *prima facie* le bien-fondé de son allégation. Or, pour déterminer si le seuil fixé par l'article 5.4 de l'Accord antidumping, il faut au moins connaître, d'une part, le chiffre de la production des producteurs qui ont exprimé leur soutien à la demande et, d'autre part, la production communautaire totale du produit similaire. Dans sa première communication écrite, la Chine a présenté de solides éléments de preuve qui démontrent que ni la détermination du chiffre de la production des plaignants ni le chiffre de la production communautaire totale n'étaient exacts et que le seuil des 25 pour cent n'avait pas été atteint. Ces éléments sont suffisants pour établir *prima facie* le bien-fondé de l'allégation. Toutefois, l'UE ne réfute pas les éléments de preuve et va même jusqu'à passer sous silence certains des arguments qui ont été avancés. Autrement dit, elle ne réfute pas le bien-fondé de l'allégation de la Chine, qui a été établi *prima facie*.

16. La Chine a démontré en outre que la **détermination par l'UE de la "branche de production nationale" était contraire aux articles 4.1 et 3.1 de l'Accord antidumping** pour cinq raisons au moins. Premièrement, en excluant de la branche de production nationale les producteurs communautaires qui ne s'étaient pas fait connaître dans un délai de 15 jours à compter de la date de l'ouverture de l'enquête ou qui ne soutenaient pas la plainte, l'UE a contrevenu aux articles 4.1 et 3.1 de l'Accord antidumping. À titre d'observation préliminaire, il importe de mentionner que l'allégation de la Chine est visée par la demande de consultations. S'agissant de l'allégation de la Chine selon laquelle il y a violation de l'article 4.1, l'UE considère que ce n'est pas le cas, étant donné que l'article 4.1 laisse aux autorités chargées de l'enquête la latitude de choisir les producteurs à inclure dans la "branche de production nationale", pourvu que les producteurs ainsi choisis représentent une "proportion majeure" de la production nationale totale. Or, à part les deux exclusions explicites prévues par l'article 4.1, il n'y a pas d'autres catégories de producteurs que les autorités chargées de l'enquête peuvent exclure, *d'entrée de jeu*, de la définition de la branche de production nationale. Cela est parfaitement conforme aux constatations du Groupe spécial *CE – Saumons (Norvège)*. De plus, ces constatations ne se limitent pas aux catégories de producteurs "qui produisent un type particulier du produit similaire", mais concernent toutes les catégories de producteurs du produit similaire autres que celles indiquées à l'article 4.1. En outre, les justifications avancées par l'UE pour expliquer pourquoi elle avait exclu certaines catégories de producteurs ne sont pas pertinentes. Cette exclusion constitue aussi une violation de l'article 3.1 de l'Accord antidumping. Contrairement aux affirmations de l'UE, il est évident que la détermination objective de la branche de production nationale fait partie intégrante d'un examen objectif du dommage. En limitant la définition de la branche de production nationale aux seuls exportateurs qui s'étaient fait connaître dans le délai de 15 jours, les autorités communautaires chargées de l'enquête ont fait en sorte qu'il devienne plus probable que la branche de production communautaire ne comprenne que les producteurs qui soutenaient l'enquête et, en conséquence, qu'il devienne plus probable que l'existence d'un dommage soit constatée.

17. Deuxièmement, la branche de production nationale, telle que l'UE l'a définie, n'inclut pas les producteurs nationaux dont les productions additionnées constituent une proportion majeure de la production nationale totale et ce, pour deux raisons. Premièrement, le chiffre de la production communautaire totale est sous-estimé et s'appuie sur des données sujettes à caution. Deuxièmement, les producteurs communautaires inclus dans la définition de la branche de production nationale ne représentent pas une "proportion majeure" de la production nationale totale du produit similaire. Concernant cet argument, il y a lieu de faire remarquer que même si l'UE dit qu'une proportion majeure "n'est pas quelque chose qui peut être déterminé dans l'abstrait ou sur la base de pourcentages précis", elle se contredit aussitôt après en soutenant qu'"il existe une présomption légitime que les producteurs qui représentent 25 pour cent ou plus de la production nationale totale constituent "une proportion majeure" de cette production". De plus, le Règlement antidumping de base dispose expressément que le critère de la "proportion majeure" énoncé à l'article 4.1 est identique au critère

des 25 pour cent qui est utilisé dans le cadre de la détermination de la représentativité. Le lien que l'UE établit entre le critère de la "proportion majeure" figurant à l'article 4.1, qui a trait à la définition de la branche de production nationale, et le critère des 25 pour cent figurant à l'article 5.4, qui concerne la détermination de la représentativité, même sous la forme d'une "présomption", est manifestement erroné et juridiquement vicié. Dans l'enquête qui a conduit à l'application de la mesure en cause, l'UE n'a pas examiné si les producteurs nationaux constituant la branche de production nationale satisfaisaient au critère de la proportion majeure. En outre, les producteurs constituant la branche de production nationale ne satisfaisaient pas au critère de la proportion majeure au regard des circonstances particulières de l'affaire: ils n'étaient pas représentatifs de l'ensemble de la production nationale; il était dans la pratique possible pour les autorités chargées de l'enquête d'inclure davantage de producteurs dans la branche de production communautaire que ceux qui y ont effectivement été inclus; les producteurs inclus dans la "branche de production nationale" ne représentaient qu'une petite partie du nombre total de producteurs; et les autorités chargées de l'enquête ont exclu des catégories de producteurs autres que celles mentionnées à l'article 4.1 i) et ii).

18. Troisièmement, la branche de production nationale n'a pas été définie par rapport à la période couverte par l'enquête, ce qui constitue une violation de l'article 3.1 de l'Accord antidumping. C'est ce que confirment, entre autres, les constatations du Groupe spécial *Argentine – Droits antidumping sur la viande de volaille*.

19. Quatrièmement, l'UE a contrevenu à l'article 3.1 de l'Accord antidumping parce qu'elle a établi sa détermination de l'existence d'un dommage à partir d'un échantillon qui n'était pas représentatif de la branche de production nationale, *primo*, dans la mesure où la "branche de production nationale" a été définie en violation de l'article 4.1 et, *secundo*, même en supposant que la branche de production nationale ait été définie correctement – ce qui n'est pas le cas –, l'échantillon n'a pas été choisi conformément à l'article 3.1, puisque le seul critère retenu par les autorités chargées de l'enquête était le volume de production des producteurs.

20. Cinquièmement, la détermination de la "branche de production nationale" établie par l'UE contrevenait aux articles 4.1 et 3.1 de l'Accord antidumping, puisque la branche de production nationale et l'échantillon englobaient un certain nombre de producteurs qui étaient liés aux exportateurs ou aux importateurs ou qui étaient eux-mêmes des importateurs du produit dont il était allégué qu'il faisait l'objet d'un dumping.

21. La Chine allègue en outre que les **déterminations de l'UE relatives au produit en cause et au produit similaire étaient contraires à l'article 2.1 et 2.6 de l'Accord antidumping**. Premièrement, les autorités chargées de l'enquête ont inclus dans le produit en cause des produits qui n'étaient pas similaires. L'UE fait valoir que l'article 2.1 de l'Accord antidumping impose seulement des obligations en ce qui concerne le sens du mot "dumping" et de l'expression "marge de dumping" et la façon dont ils sont calculés et non en ce qui concerne le choix du produit en cause. Cependant, une interprétation correcte de l'article 2.1 et 2.6 de l'Accord antidumping, fondée sur le sens ordinaire des termes de l'Accord antidumping dans leur contexte et à la lumière de son objet et de son but, amène à conclure que le produit en cause ne doit inclure que des produits "similaires". En incluant dans l'extension du produit en cause aussi bien les éléments de fixation standard que les éléments de fixation spéciaux, qui ne sont pas des produits "similaires", l'UE a donc contrevenu à l'article 2.1 et 2.6 de l'Accord antidumping. Deuxièmement, l'UE a contrevenu à l'article 2.1 et 2.6 de l'Accord antidumping en concluant que les éléments de fixation produits et vendus par la branche de production communautaire dans la Communauté, ceux qui étaient produits et vendus sur le marché intérieur de la Chine, ceux qui étaient produits et vendus sur le marché intérieur de l'Inde et ceux qui étaient produits en Chine et vendus à la Communauté étaient "similaires". L'UE prétend que l'allégation de la Chine est sans objet, mais c'est parce qu'elle a dénaturé l'allégation de la Chine.

22. Pour ce qui est de l'allégation de la Chine selon laquelle les **déterminations par l'UE de l'existence d'un dumping étaient contraires à l'article 2.4 de l'Accord antidumping**, il convient de faire remarquer que dans sa première communication écrite, la Chine dément manifestement l'argument avancé à titre préliminaire par l'UE selon lequel "la Chine ne se réfère pas à la section pertinente du Règlement (CE) n° 91/2009 du Conseil en ce qui concerne la comparaison entre la valeur normale et le prix à l'exportation, et selon lequel elle n'a donc pas établi *prima facie* le bien-fondé de son allégation". L'allégation de la Chine comporte deux volets. Premièrement, les autorités communautaires chargées de l'enquête n'ont pas effectué la comparaison entre le prix à l'exportation et la valeur normale sur la même base, à savoir sur la base des numéros de référence des produits ("NRP") qu'elles avaient elles-mêmes considérés au début de l'enquête comme étant nécessaires pour permettre une "comparaison équitable". L'UE reformule l'allégation de la Chine pour lui faire dire que les autorités chargées de l'enquête doivent *toujours* utiliser une méthode particulière pour procéder à la comparaison entre le prix à l'exportation et la valeur normale, c'est-à-dire que la comparaison entre le prix à l'exportation et la valeur normale doit toujours être établie sur la base des numéros de référence des produits dans l'abstrait. Or, la Chine allègue qu'au regard des circonstances particulières de l'enquête sur les éléments de fixation, les caractéristiques physiques liées aux numéros de référence des produits devaient être prises en compte pour procéder à la comparaison entre la valeur normale et le prix à l'exportation, puisque ces caractéristiques affectent la comparabilité des prix entre le prix à l'exportation et la valeur normale. Comme elle ne l'a pas fait, l'UE n'a pas procédé à une "comparaison équitable" et a donc contrevenu à l'article 2.4 de l'Accord antidumping. Il convient de faire remarquer que l'UE présente à tort les numéros de référence des produits comme un "outil de collecte de renseignements". Il ressort clairement, entre autres, des questionnaires types qui ont été utilisés par l'UE dans l'enquête antidumping en cause que les facteurs liés aux numéros de référence des produits sont nécessaires pour procéder à une comparaison équitable. S'agissant du critère de la comparaison équitable lui-même, l'UE estime qu'il lui suffisait de demander les renseignements nécessaires à toutes les parties intéressées sur la base des numéros de référence des produits pour respecter les obligations lui incombant au titre de l'article 2.4 de l'Accord antidumping. Cependant, dans la mesure où il est procédé à une comparaison sans tenir compte des différences qui affectent la comparabilité des prix, une telle comparaison n'est pas "équitable". Outre le fait que les caractéristiques physiques liées aux numéros de référence des produits affectent la comparabilité des prix, l'UE n'a pas procédé à une "comparaison équitable" pour deux autres raisons. Les autorités chargées de l'enquête n'ont pas évalué, et à fortiori n'ont pas déterminé, si les différences dans les caractéristiques physiques liées aux facteurs NRP affectaient la comparabilité des prix et si elles avaient été prises en compte pour procéder à une comparaison "équitable". De plus, les autorités chargées de l'enquête avaient inclus dans les numéros de référence des produits les caractéristiques physiques qu'elles jugeaient pertinentes pour effectuer une comparaison "équitable". Logiquement, cela impliquait qu'elles devaient au moins procéder à une évaluation de ces différences afin de déterminer si elles étaient nécessaires pour que la comparaison soit équitable. Dans la mesure où les autorités chargées de l'enquête ont décidé par la suite de ne pas tenir compte de la plupart des facteurs NRP qui avaient été jugés pertinents auparavant et d'utiliser une autre méthode, elles avaient l'obligation d'en informer dûment et expressément toutes les parties intéressées en temps opportun. Comme elles ne l'ont pas fait, elles ont empêché les producteurs-exportateurs de demander que des ajustements soient effectués pour tenir compte des différences dans les caractéristiques physiques.

23. Deuxièmement, les autorités communautaires chargées de l'enquête n'ont pas effectué les ajustements appropriés pour tenir compte des différences qui affectaient la comparabilité des prix, à savoir les différences dans les caractéristiques physiques liées aux numéros de référence des produits ainsi que les différences de qualité. Dès lors qu'elles ont décidé d'exclure des numéros de référence des produits un certain nombre de caractéristiques physiques utilisées à l'origine pour catégoriser les produits, les autorités communautaires chargées de l'enquête n'ont jamais examiné si les caractéristiques exclues devaient être considérées comme des différences dans les caractéristiques physiques affectant la comparabilité des prix et, à fortiori, elles n'ont jamais déterminé si un ajustement était ou non nécessaire. Cependant, il est clair que les caractéristiques liées aux numéros de référence des produits sont des différences physiques qui affectent la comparabilité des prix. La

décision d'exclure certaines caractéristiques physiques des numéros de référence des produits n'avait rien à voir avec une évaluation établissant que ces caractéristiques physiques n'avaient aucun effet sur la comparabilité des prix, mais comme l'UE l'a elle-même reconnu, elle était liée au fait que le producteur indien n'avait pas fourni les renseignements nécessaires sur la base des numéros de référence des produits. Or, cela ne peut pas servir d'excuse à l'UE pour ne tenir simplement aucun compte des caractéristiques physiques qui affectent la comparabilité des prix. Dans sa première communication écrite, l'UE essaie d'expliquer pourquoi elle n'a pas tenu compte de ces facteurs aux fins de la comparaison. Il convient de souligner que les vulgaires justifications avancées à posteriori par l'UE ne peuvent pas masquer le fait ni remédier au fait que, pendant l'enquête, les autorités chargées de l'enquête n'ont pas examiné si les différences en question affectaient la comparabilité de prix lorsqu'elles ont procédé à la comparaison. De la même manière, aucun ajustement n'a été effectué pour les différences de qualité. Par ailleurs, l'UE semble faire valoir que pour se conformer à l'obligation lui incombant au titre de l'article 2.4 de procéder à une comparaison équitable, il lui suffisait de prendre en compte les caractéristiques physiques qui lui paraissaient les plus importantes. Or, il faut prendre en compte *toutes* les différences qui affectent la comparabilité des prix. Enfin, la Chine souligne que les producteurs-exportateurs chinois n'ont pas été informés des renseignements qui étaient nécessaires pour assurer une comparaison équitable et que, dans leur ensemble, ils n'ont jamais été avisés que la comparaison n'avait pas été faite sur la base des numéros de référence des produits.

24. La Chine allègue que l'UE a contrevenu à l'**article 3.1 et 3.2 de l'Accord antidumping lorsqu'elle a calculé la sous-cotation du prix** en ne comparant pas les produits sur la base des numéros de référence complets des produits et en comparant des éléments de fixation standard et des éléments de fixation spéciaux sans effectuer d'ajustements pour tenir compte des différences affectant la comparabilité des prix lorsqu'elle a déterminé la marge de sous-cotation du prix. À titre préliminaire, il convient de faire observer que l'allégation de la Chine a fait l'objet de consultations et qu'elle relève du mandat du Groupe spécial. Sur le fond, l'UE considère à tort que le fait que l'article 3.2 ne prescrit pas l'utilisation d'une méthode particulière pour le calcul de la sous-cotation signifie que n'importe quelle méthode est nécessairement conforme à l'article 3.1 et 3.2 de l'Accord antidumping. Or, seules les méthodes qui sont objectives, c'est-à-dire impartiales et équitables, sont conformes à l'article 3.1 et 3.2 de l'Accord antidumping. Pour que le calcul de la sous-cotation soit impartial et équitable, il peut s'avérer nécessaire d'effectuer des ajustements. Les caractéristiques du produit, telles que la longueur et le diamètre, dont l'UE n'a pas tenu compte dans son analyse de la sous-cotation du prix, sont des différences qui non seulement affectent les coûts des producteurs, mais qui "ont de l'importance aux yeux du consommateur", et qui doivent donc être prises en compte dans le cadre de l'analyse de la sous-cotation du prix. Le seul moyen de défense invoqué par l'UE consiste à alléguer que "la Chine n'a pas produit d'éléments de preuve démontrant que la méthode retenue n'était ni "objective" ni "équitable"". Dans sa première communication écrite, la Chine a toutefois expliqué pourquoi les calculs de la sous-cotation du prix effectués par les autorités communautaires chargées de l'enquête n'étaient pas impartiaux et équitables, et elle a présenté des éléments de preuve à l'appui.

25. La Chine formule deux allégations concernant l'**examen par les autorités communautaires chargées de l'enquête du volume des importations faisant l'objet d'un dumping**. Elle allègue que l'UE ne s'est pas acquittée des obligations lui incombant au titre de l'**article 3.1, 3.2, 3.4 et 3.5 de l'Accord antidumping**, premièrement parce qu'elle a inclus dans le volume des "importations faisant l'objet d'un dumping" des importations provenant de producteurs-exportateurs chinois dont il avait été constaté qu'ils ne pratiquaient pas le dumping et, deuxièmement, parce qu'elle a inclus dans le volume des importations faisant l'objet d'un dumping toutes les importations provenant des producteurs-exportateurs non inclus dans l'échantillon. Pour ce qui est de la première allégation, l'UE fait valoir qu'il ne peut pas être constaté qu'il y a eu violation à cause du faible pourcentage que représentent les importations provenant des deux producteurs-exportateurs chinois dont il a été constaté qu'ils ne pratiquaient pas le dumping. L'examen du volume des "importations faisant l'objet d'un dumping", qui comprend les importations provenant des producteurs dont il a été constaté qu'ils

ne pratiquaient pas le dumping, est, toutefois, contraire au texte explicite et clair de l'article 3.1 et 3.2 de l'Accord antidumping. S'agissant de la deuxième allégation, la conclusion selon laquelle les deux producteurs qui n'avaient pas été inclus dans l'échantillon et qui avaient fait l'objet d'un examen individuel, conformément à l'article 6.10.2, ne pratiquaient pas le dumping constitue un "élément de preuve positif" au sens de l'article 3.1 de l'Accord antidumping. Dans la mesure où les autorités communautaires chargées de l'enquête n'ont pas tenu compte de ces renseignements pour déterminer le volume des importations faisant l'objet d'un dumping, leur détermination selon laquelle toutes les importations provenant de tous les producteurs n'ayant pas fait l'objet d'un examen individuel sont des "importations faisant l'objet d'un dumping" n'est pas fondée sur des "éléments de preuve positifs". Par suite de ces violations de l'article 3.1 et 3.2, l'UE a aussi contrevenu à l'article 3.4 et 3.5 de l'Accord antidumping.

26. La Chine a aussi démontré que l'UE n'avait pas établi une **détermination de l'existence du dommage** conforme aux obligations lui incombant au titre de l'**article 3.1 et 3.4 de l'Accord antidumping**. Premièrement, l'UE n'a pas examiné les facteurs de dommage par rapport à une branche de production communautaire définie d'une manière systématique. Certains facteurs de dommage ont été examinés sur la base de données portant sur la branche de production communautaire dans son ensemble, tandis que d'autres facteurs ont été examinés sur la base de données ne concernant que les producteurs inclus dans l'échantillon. La Chine ne partage pas du tout l'avis de l'UE selon lequel les deux séries de données "sont essentiellement les mêmes et selon lequel elles sont toutes les deux des bases de données qui peuvent être utilisées indifféremment pour examiner le dommage causé à la branche de production nationale". Par ailleurs, dans le cadre de l'enquête qui a conduit à l'application de la mesure en cause, les éléments de preuve montrent que l'analyse de certains facteurs de dommage qui concernent la branche de production nationale ou les producteurs inclus dans l'échantillon produit des résultats différents, ce qui démontre le caractère partial de l'examen effectué par les autorités chargées de l'enquête.

27. Deuxièmement, la Chine estime que, sur la base des éléments de preuve recueillis, l'UE ne pouvait pas objectivement conclure que le niveau de rentabilité était "faible" et que les importations faisant l'objet d'un dumping avaient un "impact négatif sur la rentabilité".

28. Troisièmement, l'analyse globale par l'UE de l'incidence sur la branche de production nationale des importations faisant l'objet d'un dumping n'est pas objective et n'est pas fondée sur des éléments de preuve positifs. L'UE a conclu, à tort, que la branche de production communautaire subissait un dommage parce qu'un examen des facteurs pertinents, effectué selon l'article 3.4 de l'Accord antidumping, montrait la situation favorable de cette branche de production. L'examen global des facteurs de dommage ne pouvait pas avoir abouti à la constatation de l'existence d'un dommage important subi par la branche de production nationale. En effet, presque tous les facteurs se rapportant à la situation de la branche de production communautaire faisaient apparaître une tendance favorable entre 2003 et la période couverte par l'enquête. La déclaration de l'UE selon laquelle il faut considérer que plusieurs facteurs évoluaient d'une manière défavorable est manifestement erronée et est démentie par les propres constatations de l'UE. Le seul facteur susceptible de dénoter une tendance négative était la diminution de la part de marché sur un marché en pleine expansion. La constatation de l'existence d'un dommage important, toutefois, ne peut pas uniquement se fonder sur un facteur négatif. Ayant constaté que tous les facteurs dénotaient une tendance favorable au cours de la période considérée, l'UE aurait dû conclure que la branche de production communautaire n'avait pas subi un dommage important. Par ailleurs, aucune explication solide et convaincante n'est avancée quant à la question de savoir pourquoi il a été donné plus de poids à un facteur négatif qu'aux tendances favorables de la plupart des facteurs de dommage. Enfin, les autorités communautaires n'ont pas fourni d'explication convaincante quant à la question de savoir si et pourquoi l'évolution de la part de marché, du volume des ventes, de la rentabilité, du flux de liquidités, du retour sur investissement, des marges de dumping et de l'utilisation des capacités étaient effectivement des "facteurs [qui] évoluaient d'une manière défavorable".

29. Quatrièmement, l'UE a considéré à tort que l'éviction de produits communautaires par des importations chinoises dans quelques segments du marché était pertinente. L'analyse du dommage repose sur la distinction qui a été établie entre les deux segments de marché: celui des éléments de fixation spéciaux et celui des éléments de fixation standard. Les autorités communautaires chargées de l'enquête ont prétendu que tous les facteurs de dommage qui faisaient apparaître une tendance favorable ne devaient pas être considérés comme "positifs", puisque cet aspect "positif" était simplement attribuable à l'éviction d'éléments de fixation standard par des éléments de fixation spéciaux, ce qui avait simplement atténué les conséquences prétendument dommageables du dumping. Par conséquent, l'analyse du dommage se fonde *de facto* exclusivement sur le segment du marché des éléments de fixation standard et elle est donc incompatible avec l'article 3.1 et 3.4 de l'Accord antidumping.

30. La Chine soutient en outre que l'UE a contrevenu à l'**article 3.1 et 3.5 de l'Accord antidumping** en concluant que les importations faisant l'objet d'un dumping **causaient** un dommage important à la branche de production nationale, et ce pour deux grandes raisons. Premièrement, l'UE n'a pas démontré que les importations faisant l'objet d'un dumping causaient, par les effets du dumping, un dommage à la branche de production nationale. La Chine invoque à ce propos deux séries d'arguments. Le premier argument est que l'on ne peut pas démontrer l'existence d'un lien de causalité sur la seule base d'une pure "coïncidence" temporelle entre le dommage allégué et l'augmentation du volume des importations dont il est allégué qu'elles font l'objet d'un dumping. Le deuxième argument est que la constatation de l'existence d'un lien de causalité entre les importations faisant l'objet d'un dumping et le dommage doit forcément se fonder sur des éléments de preuve positifs. L'UE n'a produit aucun élément de preuve montrant que la branche de production nationale s'était tournée vers la production d'éléments de fixation spéciaux à cause des importations faisant l'objet d'un dumping. Les autorités chargées de l'enquête n'étaient donc pas fondées à conclure que les importations faisant l'objet d'un dumping avaient causé un dommage à la branche de production nationale.

31. Deuxièmement, l'UE n'a pas correctement évalué les effets dommageables des autres facteurs connus, surtout en ce qui concerne la hausse des prix des matières premières et les résultats à l'exportation de la branche de production communautaire. Le critère de la non-imputation, tel qu'il a été élaboré dans la jurisprudence de l'OMC, exige que soient déterminées et expliquées d'une manière satisfaisante la nature et l'importance des effets dommageables des autres facteurs, par opposition aux effets dommageables des importations faisant l'objet d'un dumping. Ces explications doivent être claires et non équivoques, et la raison avancée ne peut pas être une simple "affirmation". Cependant, l'analyse par l'UE de la "hausse des prix des matières premières" ne satisfait pas à cette exigence. Pour ce qui est des résultats à l'exportation, la principale allégation de la Chine est que, sur la base des faits consignés au dossier, les autorités chargées de l'enquête ne pouvaient pas parvenir à la conclusion que les résultats à l'exportation de la branche de production nationale n'étaient pas une source de dommage important. L'UE a donc contrevenu à l'article 3.1 et 3.5 de l'Accord antidumping en considérant que ce facteur ne causait pas un dommage et, par conséquent, en n'appliquant pas le critère de non-imputation. De plus, l'UE a contrevenu à l'article 3.1 et 3.5 de l'Accord antidumping en utilisant les données concernant tous les producteurs communautaires alors que la détermination de l'existence d'un dommage avait été établie par rapport à la branche de production nationale, telle qu'elle avait été définie par l'UE.

32. La dernière allégation de la Chine se rapporte à l'inobservation par l'UE des **conditions de forme imposées au titre des articles 6 et 12 de l'Accord antidumping**. L'absence fondamentale de transparence qui était omniprésente à toutes les étapes de l'enquête a empêché les producteurs-exportateurs chinois de défendre efficacement leurs intérêts. Les atteintes portées aux droits de la défense sont si graves qu'elles devraient amener le Groupe spécial à recommander le retrait de la mesure. L'UE essaie d'écarter les allégations de la Chine en recourant à certains artifices de procédure, c'est-à-dire en prétendant que la Chine n'a pas présenté d'éléments de preuve ou que les éléments de preuve ne sont pas pertinents, que les allégations et les arguments sont présentés d'une

manière qui prête à confusion ou en invoquant d'autres raisons obscures. L'UE n'avance toutefois aucun élément de preuve valable qui pourrait *prima facie* réfuter sur le fond le bien-fondé de l'allégation de la Chine. Pour commencer, il est nécessaire de formuler certaines observations générales. Selon la Chine, l'obligation énoncée dans la première phrase de l'article 6.2 est tellement générale qu'une constatation de violation de l'article 6.4 entraîne nécessairement une violation des dispositions de la première phrase de l'article 6.2. Par ailleurs, contrairement à ce que l'UE semble croire, la partie plaignante peut alléguer le manquement à différentes obligations, en l'espèce l'article 6.4 et 6.9, pour ce qui est de la même série de faits. De plus, l'UE entend créer la confusion entre, d'une part, les allégations formulées par la Chine et, d'autre part, les arguments et les éléments de preuve présentés à l'appui de ces allégations. À titre d'éléments de preuve pour étayer ses allégations au titre de l'article 6.4, la Chine s'est référée au Règlement définitif, aux documents de divulgation ainsi qu'à la correspondance échangée entre certains producteurs-exportateurs chinois et les autorités communautaires chargées de l'enquête. Lorsqu'elle se réfère aux documents de divulgation et/ou au Règlement définitif comme éléments de preuve à l'appui de l'allégation qu'elle a formulée au titre de l'article 6.4, la Chine n'allègue pas que ces documents ne contiennent pas les faits essentiels exigés au titre de l'article 6.9. En fait, l'UE est obligée de reformuler les allégations et les arguments de la Chine pour pouvoir les réfuter.

33. La Chine a démontré que l'UE n'avait pas observé les prescriptions suivantes en matière de régularité de la procédure: i) l'UE n'a pas divulgué l'identité des plaignants, contrevenant ainsi à l'article 6.5, 6.2 et 6.4 de l'Accord antidumping; ii) l'UE n'a pas divulgué de renseignements concernant la détermination de la valeur normale, y compris en ce qui concernait les types de produits, et la comparaison avec les prix à l'exportation, y compris les ajustements à opérer pour tenir compte des différences affectant la comparabilité des prix, contrevenant ainsi à l'article 6.5, 6.2, 6.4 et 6.9; iii) l'UE a contrevenu à l'article 6.5, 6.2 et 6.4 car les versions non confidentielles des réponses aux questionnaires communiquées par les producteurs des CE et par le producteur dans le pays analogue étaient largement insuffisantes; iv) l'UE a contrevenu à l'article 6.5, 6.2 et 6.4 en ne versant pas dans le dossier non confidentiel les données d'Eurostat et en n'expliquant pas comment l'estimation de la production dans l'UE avait été faite; v) l'UE a contrevenu à l'article 6.2, 6.5 et 6.9 dans ses constatations concernant la branche de production nationale; vi) l'UE a contrevenu à l'article 12.2.2 en ne présentant pas tous les renseignements pertinents sur les déterminations relatives au traitement individuel; vii) l'UE a contrevenu à l'article 6.5 en divulguant un document intitulé "Assessment of Market Economy Treatment Claims by nine producers in the PRC" (Évaluation des demandes de statut de société opérant dans les conditions d'une économie de marché présentées par neuf producteurs de la RPC); viii) l'UE a contrevenu à l'article 6.1.1 de l'Accord antidumping en ramenant à 15 jours à compter de la date de publication de l'avis d'ouverture de l'enquête le délai ménagé pour répondre au questionnaire concernant le statut de société opérant dans les conditions d'une économie de marché et/ou le traitement individuel.

ANNEXE E-2

RÉSUMÉ ANALYTIQUE DE LA DEUXIÈME COMMUNICATION ÉCRITE DE L'UNION EUROPÉENNE

I. INTRODUCTION

1. L'Union européenne s'élève contre la tentative de la Chine de ne pas tenir compte des nombreux arguments précis avancés par l'Union européenne au titre des articles 4:2, 4:3, 4:5, 4:7, 6:2, 7:1 et 11 du *Mémorandum d'accord*. En fait, dans sa première communication écrite, l'Union européenne a répondu à *toutes* les allégations soulevées par la Chine dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial et dans sa première communication écrite, allant même au-delà de ce qui était nécessaire à de nombreux égards, en raison du manque d'éléments de preuve factuels et du manque de clarté des arguments juridiques présentés par la Chine. Conformément à l'article 11 du *Mémorandum d'accord*, l'Union européenne demande au Groupe spécial d'examiner si la Chine s'est conformée aux règles fondamentales figurant dans le *Mémorandum d'accord* lorsqu'elle a formulé ses allégations dans le présent différend.

II. ALLÉGATION "EN TANT QUE TEL" DE LA CHINE AU SUJET DE L'ARTICLE 9 5) DU RÈGLEMENT N° 384/96 DU CONSEIL, TEL QU'IL A ÉTÉ MODIFIÉ

A. MANDAT DU GROUPE SPÉCIAL

2. L'Union européenne soutient que la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Chine ne répond pas aux conditions énoncées à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord en ce qui concerne ses allégations relatives aux articles 6.10, 9.3 et 9.4 de l'Accord antidumping et à l'article X:3 a) du GATT de 1994. L'Union européenne n'est pas d'accord avec les vues de la Chine concernant l'article 6:2 du Mémorandum d'accord. L'article 6:2 du Mémorandum d'accord n'exige pas que le bref exposé du fondement juridique de la plainte constitue une "argumentation" (laquelle est développée à un stade ultérieur au cours de la procédure du Groupe spécial); toutefois, il exige que le bref exposé du fondement juridique de la plainte explique comment et en quoi la mesure en cause contrevient à l'obligation en question contractée dans le cadre de l'OMC d'une manière suffisante pour énoncer clairement le problème. En termes clairs, si une demande d'établissement d'un groupe spécial indique une mesure de manière précise, mais comprend ensuite des allégations juridiques qui ne concernent pas directement le fonctionnement de la mesure, le Membre défendeur en est réduit à se demander comment cette mesure peut être la source de la réduction d'avantages alléguée.

3. Dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, la Chine a contesté une mesure précise (à savoir l'article 9 5) du Règlement n° 384/96 du Conseil, tel qu'il a été modifié) comme étant incompatible "en tant que telle" avec certaines dispositions de l'Accord antidumping et du GATT de 1994. Comme l'allégation de la Chine est une allégation "en tant que tel" et que le Membre plaignant est tenu d'indiquer sans ambiguïté quelles sont les mesures spécifiques faisant l'objet d'allégations "en tant que tel", l'Union européenne a été étonnée de constater, en lisant la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Chine ainsi que sa première communication écrite, que le bref exposé des allégations juridiques portait sur d'autres questions (telles que le calcul ou la détermination des marges de dumping, le niveau des droits antidumping et l'imposition de droits antidumping dans un contexte spécifique tel que l'échantillonnage) qui ne sont pas visées par la mesure spécifique dont il s'agit ici. En tout état de cause, l'Union européenne estime que, comme l'allégation de la Chine est une allégation "en tant que tel", tout désaccord entre les parties concernant la portée de la mesure en cause devrait être résolu en examinant le texte de l'article 9 5) du Règlement n° 384/96 du Conseil.

Le texte dudit article indique indubitablement que la question traitée dans cette disposition concerne l'imposition de droits antidumping. Lorsque l'article 9 5) du Règlement n° 384/96 du Conseil est considéré dans le contexte de ses autres dispositions, on parvient à la même conclusion quant à son sens et à sa teneur. En tout état de cause, l'Union européenne a également expliqué dans sa première communication écrite comment l'article 9 5) du Règlement n° 384/96 du Conseil fonctionnait dans la pratique. Par conséquent, la mesure en cause indiquée dans l'allégation "en tant que tel" de la Chine que le Groupe spécial est invité à examiner est l'article 9 5) du Règlement n° 384/96 du Conseil, tel qu'il est libellé, et non tout ce qui peut découler de la détermination prévue par cette disposition, ou tout ce qui, au titre des autres dispositions du même règlement, peut venir après la détermination prévue par l'article 9 5) pendant l'enquête.

4. Si le Groupe spécial devait constater que la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Chine établit un lien clair entre la mesure contestée et les dispositions des accords visés conformément à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord (mais ce n'est pas le cas), l'Union européenne estime que le Groupe spécial devrait s'abstenir d'examiner les allégations formulées par la Chine au titre des articles 6.10, 9.2, 9.3 et 9.4 de l'Accord antidumping et de l'article X:3 a) du GATT de 1994, car la mesure spécifique décrite par la Chine dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial (à savoir l'article 9 5) du Règlement n° 384/96 du Conseil) n'entre pas dans le champ des obligations énoncées dans les dispositions des accords visés invoqués par la Chine.

5. l'Union européenne demande également au Groupe spécial de s'abstenir d'examiner des mesures et des questions qui ne relèvent pas de son mandat en ce qui concerne l'allégation "en tant que tel" de la Chine, y compris l'article 9 5) du Règlement n° 1225/2009 du Conseil, toutes questions portant sur le calcul ou la détermination individuelle de marges de dumping, ou toutes questions soulevées par la Chine dans sa première communication écrite ou dans toute autre communication ultérieure que celles qui sont spécifiquement indiquées par la Chine dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial (à savoir l'article 9 5) du Règlement n° 384/96 du Conseil dans la mesure où il prévoit l'imposition de droits antidumping à l'échelle du pays ou sur une base individuelle, si certains critères sont remplis, dans le cas d'importations en provenance de pays à économie autre que de marché).

B. L'ARTICLE 9 5) DU RÈGLEMENT N° 384/96 DU CONSEIL "EN TANT QUE TEL" EST CONFORME AUX DISPOSITIONS INVOQUÉES PAR LA CHINE

6. Pour les raisons mentionnées dans sa première communication écrite, l'Union européenne soutient que l'article 9 5) du Règlement n° 384/96 du Conseil est compatible en tant que tel avec les dispositions invoquées par la Chine. En particulier, l'Union européenne abordera l'allégation formulée par la Chine au titre de l'article 9.2 de l'Accord antidumping, en examinant cette disposition et en faisant référence à l'article 6.10, s'il y a lieu, en tant que contexte pour étudier la relation existant entre ces deux dispositions, ainsi qu'au Protocole d'accession de la Chine. L'Union européenne traitera également brièvement l'allégation formulée par la Chine au titre de l'article I:1 du GATT de 1994.

1. Allégation formulée au titre de l'article 9.2 de l'Accord antidumping

7. L'interprétation que donne la Chine des articles 6.10 et 9.2 de l'Accord antidumping est erronée pour de nombreuses raisons. Premièrement, l'article 6.10 ne contient pas de règle stricte exigeant que les autorités chargées des enquêtes déterminent toujours les marges de dumping sur une base individuelle; cette disposition établit plutôt une préférence pour la détermination de marges de dumping individuelles et mentionne ensuite une situation positive (à savoir l'échantillonnage) dans laquelle cette préférence "peut" ne pas être suivie. Deuxièmement, contrairement à ce que la Chine affirme, l'article 6.10 n'envisage pas qu'une seule exception (à savoir l'échantillonnage) en vertu de laquelle les autorités chargées des enquêtes sont autorisées à déroger au principe général consistant à déterminer les marges de dumping sur une base individuelle. La deuxième phrase de l'article 6.10 portant sur l'échantillonnage est tout simplement une déclaration affirmative concernant i) les

conditions relatives à l'échantillonnage et ii) la composition de l'échantillon. Il n'y a aucun lien direct entre le principe général énoncé dans la première phrase et la possibilité de procéder à un échantillonnage énoncée dans la deuxième phrase. Ces deux phrases sont tout simplement deux déclarations affirmatives établissant ce que l'autorité devrait faire en général (détermination d'une marge individuelle) et ce qu'elle est autorisée à faire (échantillonnage). L'interprétation selon laquelle la première phrase de l'article 6.10 ne contient pas d'obligation stricte et l'échantillonnage n'est qu'une situation où la préférence pour la détermination individuelle de marges de dumping ne doit pas nécessairement être suivie est étayée par l'existence d'autres situations dans lesquelles la préférence mentionnée à la première phrase de l'article 6.10 peut ne pas être applicable. Troisièmement, comme la jurisprudence pertinente l'a clarifié, l'article 6.10 ne devrait pas être interprété comme exigeant la détermination de marges de dumping pour chaque entité juridique dans tous les cas, indépendamment de la question de savoir si elles sont liées entre elles sur le plan économique. Les autorités chargées de l'enquête sont autorisées à déterminer une seule marge de dumping pour les sociétés liées prises ensemble. La première phrase de l'article 6.10 exigerait l'identification des véritables exportateurs/producteurs visés par une enquête comme condition préalable à la détermination de la marge de dumping. Une fois que le producteur unique a été identifié, les autorités chargées de l'enquête seraient en mesure d'imposer des droits antidumping sur la base de cette identification. Quatrièmement, l'article 9.2 ne contient pas de règle stricte selon laquelle les droits antidumping doivent être imposés sur une base individuelle; au contraire, l'article 9.2 autorise expressément l'imposition de droits antidumping à l'échelle du pays. Cela découle également de la préférence ou du principe directeur figurant dans la première phrase de l'article 6.10. Cinquièmement, même si l'article 9.2 pouvait être interprété comme exigeant l'imposition de droits antidumping sur une base individuelle, sa troisième phrase prévoit des exceptions à cette obligation (autres que l'échantillonnage) lorsque cela est "irréalisable". Même comme elle l'admet elle-même, la Chine concède qu'une telle situation se présente non seulement dans les cas où l'échantillonnage est utilisé mais dans d'autres situations également, comme par exemple lorsque certains fournisseurs ne sont pas connus. Le fait que les droits antidumping ne doivent pas nécessairement être imposés sur une base individuelle dans d'autres situations (par exemple dans le cas de fournisseurs qui ne coopèrent pas) illustre bien le fait qu'il y a plus de situations (autres que l'échantillonnage) où les autorités chargées de l'enquête peuvent déroger à la règle générale énoncée dans la première phrase de l'article 6.10. En résumé, l'Union européenne estime que l'article 9.2, lorsqu'il est interprété en utilisant l'article 6.10 comme contexte, n'étaye pas l'allégation de la Chine selon laquelle il existe une obligation stricte d'imposer des droits antidumping sur une base individuelle, à l'exception seulement de la situation de l'échantillonnage. En effet, l'article 6.10 permet aux autorités chargées de l'enquête de déroger à la règle générale consistant à déterminer les marges de dumping sur une base individuelle dans d'autres situations que le scénario de l'échantillonnage. De même, l'article 9.2 autorise l'imposition de droits à l'échelle du pays dans d'autres cas que le scénario de l'échantillonnage, en particulier lorsqu'il est irréalisable de le faire sur une base individuelle.

8. Conformément à la logique de l'article 9.2 de l'Accord antidumping, l'article 9 5) du Règlement n° 384/96 du Conseil prévoit certains critères permettant de déterminer les cas où il est irréalisable d'imposer des droits antidumping sur une base individuelle s'agissant des importations en provenance de pays à économie autre que de marché. Ces critères servent à indiquer si la société requérante est liée à l'État, à savoir le véritable fournisseur, ou s'il s'agit d'un fournisseur indépendant, non lié. Si la société requérante est considérée comme un fournisseur agissant indépendamment de l'État, ce fournisseur bénéficiant du traitement individuel est considéré comme étant un exportateur ou un producteur indépendant et la source de la discrimination par les prix alléguée. Un droit antidumping individuel pourra ensuite être spécifié pour ce fournisseur bénéficiant du traitement individuel dans la mesure provisoire et/ou définitive. En revanche, si la société requérante est considérée comme étant un fournisseur n'agissant pas indépendamment de l'État, ce fournisseur ne bénéficiant pas du traitement individuel n'est pas considéré comme étant un véritable exportateur ou producteur, mais comme étant lié à l'État (lequel, en définitive, est le véritable producteur et la source de la discrimination par les prix alléguée). Ce fournisseur ne bénéficiant pas du traitement individuel sera ensuite assujetti au taux de droit applicable à l'échelle du pays. Si le fournisseur n'agit pas

indépendamment de l'État, il existe également un risque que le véritable producteur du produit considéré (à savoir la Chine) fasse passer toutes ses exportations par l'entreprise frappée du taux de droit le moins élevé, ce qui compromettrait le principal objectif de la mesure antidumping, à savoir de neutraliser ou d'empêcher le dumping.

9. L'Union européenne n'est pas non plus d'accord avec l'affirmation de la Chine, selon laquelle l'article 9.2 exige l'imposition de droits antidumping sur une base individuelle pour la raison que cette disposition fait référence au recouvrement de droits antidumping dont les "montants seront appropriés de quelque source (…) dont il aura été constaté qu'elles font l'objet d'un dumping et qu'elles causent un dommage". L'Union européenne n'est pas non plus d'accord avec l'argument de la Chine selon lequel le terme "irréalisable" figurant dans la troisième phrase de l'article 9.2 désigne quelque chose qui "n'est pas faisable dans la pratique" plutôt que quelque chose qui est "inefficace" et ne vise que les situations dans lesquelles l'action spécifique (à savoir le fait d'indiquer qui sont les fournisseurs et de déterminer les droits qui leur sont applicables) n'est pas faisable pour des raisons pratiques.

10. La Chine fait valoir que l'Union européenne dispose de règles distinctes pour résoudre la question des sociétés liées et que l'article 9 5) du Règlement n° 384/96 du Conseil s'applique en sus de ces règles. L'Union européenne estime que l'application de règles pour considérer les sociétés liées ou les sociétés faisant partie d'un même groupe comme une seule entité, que ce soit avant, après ou en sus de l'article 9 5) du Règlement n° 384/96 du Conseil, n'est pas pertinente dans le présent différend.

11. L'Union européenne estime également que la relation existant entre les fournisseurs ne bénéficiant pas du traitement individuel et l'État est semblable à celle qui a été examinée par le Groupe spécial chargé de l'affaire *Corée – Certains papiers*. Dans cette affaire, le Groupe spécial a cherché à identifier la véritable source de la discrimination par les prix et ainsi à déterminer une marge de dumping individuelle pour le véritable fournisseur reflétant sa structure économique réelle, dûment décrite en termes juridiques et factuels. Pour ce faire, le Groupe spécial a examiné la relation étroite existant entre trois sociétés et a conclu qu'elles étaient liées compte tenu du fait que i) une société détenait la majorité des actions des trois sociétés et disposait donc d'un pouvoir de contrôle considérable sur les activités de ses trois filiales; ii) la gestion des trois sociétés comportait des éléments communs importants, car la plupart des administrateurs de chaque société agissaient en tant qu'administrateurs des autres sociétés; iii) les trois sociétés considérées avaient la capacité de changer de fabrications entre elles pour harmoniser leurs activités commerciales en vue d'atteindre des objectifs commerciaux communs; et iv) les trois sociétés réalisaient presque toutes leurs ventes intérieures par l'intermédiaire d'une seule société. De même, les critères prévus par l'article 9 5) du Règlement n° 384/96 du Conseil portent sur la question de savoir si les fournisseurs chinois agissent d'une manière suffisamment indépendante de l'État en visant à déterminer, entre autres choses, si i) la majorité des actions appartient à des particuliers, et non à l'État; si ii) les fonctionnaires d'État figurant dans le conseil d'administration ou occupant des postes de direction clés sont en minorité; si iii) les prix à l'exportation, les quantités exportées et les modalités de vente sont décidés librement, et non ordonnés ou contrôlés directement par l'État; et si iv) l'intervention de l'État n'est pas de nature à permettre le contournement des mesures si les exportateurs bénéficient de taux de droits individuels. En ce sens, les critères figurant à l'article 9 5) du Règlement n° 384/96 du Conseil visent à déterminer si les sociétés requérantes sont liées par l'intermédiaire de l'État. Ainsi, comme dans l'affaire *Corée – Certains papiers*, la raison d'être de ces critères est d'identifier la véritable source de discrimination par les prix, le fournisseur unique du produit considéré. C'est uniquement de cette manière que le droit antidumping imposé s'attaquera efficacement à la véritable source de discrimination par les prix.

12. Par ailleurs, l'Union européenne fait observer que le point de savoir si des producteurs sont "liés" est une question qui figure à l'article 4.1 i) de l'Accord antidumping et peut donc servir de contexte pour interpréter cette notion implicite dans l'article 6.10.

13. Enfin, l'Union européenne estime que le Protocole d'accession de la Chine ne peut être interprété d'une manière aussi étroite. Le terme "intérieurs" figurant au paragraphe 15 a) du Protocole

d'accession de la Chine semble viser le fait que les prix intérieurs en Chine sont considérablement faussés en raison de l'intervention de l'État dans l'économie. Toutefois, l'expression "conditions d'une économie de marché" englobe également la situation où l'intervention de l'État dans l'économie, y compris le commerce international, est tellement importante que les opérateurs ne peuvent agir indépendamment de l'État dans leurs activités d'exportation. C'est le cas de la Chine. De même, le terme "vente" comprend également les "ventes à l'exportation". Ainsi, il apparaîtrait que l'expression "conditions d'une économie de marché" figurant au paragraphe 15 i) et ii) du Protocole d'accession de la Chine permet aux autorités chargées des enquêtes de recourir à "une méthode qui ne sera pas fondée sur une stricte comparaison avec les prix ou les coûts intérieurs en Chine (…) pour déterminer la comparabilité des prix au titre de l'article VI du GATT de 1994 et de l'Accord antidumping". Une méthode qui considère que l'État est le véritable producteur du produit considéré et utilise les renseignements disponibles pour comparer les prix d'exportation du véritable producteur à la valeur normale dans un pays analogue est aussi "une méthode qui ne sera pas fondée sur une stricte comparaison avec les prix ou les coûts intérieurs en Chine".

2. Allégation au titre de l'article I:1 du GATT de 1994

14. L'Union européenne fait observer que l'argument de la Chine repose sur le postulat voulant que l'Accord antidumping ne permette pas de traiter différemment les fournisseurs des pays à économie autre que de marché. En d'autres termes, la Chine suppose ce qu'elle fait valoir (à savoir que l'article 9 5) du Règlement n° 384/96 du Conseil contrevient à certaines dispositions de l'Accord antidumping) afin de conclure qu'il n'y a pas de conflit avec l'article I:1 du GATT de 1994. Un tel argument circulaire devrait être rejeté. À plus forte raison lorsqu'il existe d'autres éléments dans l'Accord antidumping qui permettent aux Membres de l'OMC de traiter différemment les pays à économie autre que de marché.

III. ALLÉGATION N° 1: L'ARTICLE 9 5) DU RÈGLEMENT N° 384/96 DU CONSEIL, "TEL QU'APPLIQUÉ" DANS LE RÈGLEMENT N° 91/2009 DU CONSEIL (ARTICLES 6.10, 9.2 ET 9.4 DE L'*ACCORD ANTIDUMPING*)

15. L'Union européenne fait observer que la Chine n'a soulevé aucun argument additionnel relativement à cette allégation. Par conséquent, l'Union européenne demande au Groupe spécial de rejeter l'allégation de la Chine selon laquelle le Règlement n° 91/2009 est incompatible avec les articles 6.10, 9.2 et 9.4 de l'Accord antidumping.

IV. ALLÉGATION N° 2: REPRÉSENTATIVITÉ DE LA BRANCHE DE PRODUCTION DE L'UE AUX FINS DE L'OUVERTURE DE L'ENQUÊTE (ARTICLE 5.4 DE L'*ACCORD ANTIDUMPING*)

16. L'Union européenne fait observer que la Chine n'a soulevé aucun argument additionnel relativement à cette allégation. En fait, par implication, il apparaîtrait que la Chine reconnaît que la détermination relative à la représentativité a été dûment établie. Par conséquent, l'Union européenne demande au Groupe spécial de rejeter les allégations de la Chine.

V. ALLÉGATION N° 3: DÉTERMINATION DE LA "BRANCHE DE PRODUCTION NATIONALE" (ARTICLES 4.1 ET 3.1 DE L'*ACCORD ANTIDUMPING*)

17. La Chine allègue que la détermination de la "branche de production nationale" par l'UE contrevenait aux articles 4.1 et 3.1 de l'*Accord antidumping*. En particulier, la Chine présente cinq séries d'allégations concernant la détermination de la branche de production nationale par l'UE. Dans sa première communication écrite, l'UE a expliqué pourquoi chacune de ces cinq allégations devait être rejetée. Dans sa déclaration orale, la Chine n'a réfuté aucun des arguments de l'UE. L'UE renvoie donc aux arguments présentés dans sa première communication écrite.

18. L'UE précise que les autorités de l'UE n'ont exclu aucun producteur national, mais ont tout simplement défini la branche de production nationale à partir de tous les producteurs qui se sont fait connaître dans les 15 jours de l'ouverture de l'enquête et qui se sont dits prêts à coopérer. La Chine a reconnu qu'il était admissible d'utiliser des délais raisonnables pour déterminer le champ de la branche de production nationale. La Chine n'a même pas tenté de démontrer que ce délai n'était pas raisonnable. L'utilisation de ce délai pour définir la branche de production nationale était une manière tout à fait raisonnable et objective de regrouper tous les producteurs nationaux qui coopéraient, et constituait donc une méthode qui ne "favorisait ni l'une ni l'autre des parties".

19. L'article 4.1 n'exige pas que l'autorité inclue les producteurs qui indiquent d'emblée qu'ils ne coopéreront pas. L'approche adoptée par l'UE est une approche tout à fait raisonnable qui est compatible avec le pouvoir discrétionnaire conféré aux autorités par l'article 4.1 et à l'absence de hiérarchie de préférence dans cette disposition.

20. S'agissant de la question de savoir si 27 pour cent de la production est une "proportion majeure", la Chine a admis au cours de l'audition qu'une "proportion majeure" pouvait être nettement inférieure à 100 pour cent, et même inférieure à 25 pour cent selon les circonstances de l'affaire. Compte tenu de cette admission, il est d'autant plus révélateur que la Chine n'ait toujours pas démontré pourquoi 27 pour cent n'est pas une proportion importante, notable ou sérieuse dans les circonstances particulières de la présente affaire, même si le Groupe spécial chargé de l'affaire *Argentine – Droits antidumping sur la viande de volaille* a jugé que c'était ce qu'elle devait faire afin de démontrer l'existence d'une violation de l'article 4.1. Les deux seules "circonstances" particulières que la Chine mentionne sont ou bien complètement dénuées de pertinence, comme le nombre de producteurs, ou tout simplement une reformulation de l'argument erroné présenté dans sa première communication écrite selon lequel l'expression "une proportion majeure" s'entend d'une proportion qui doit être aussi proche que possible de 100 pour cent. Ni l'une ni l'autre n'explique pourquoi 27 pour cent de la production n'est pas une part importante de la production.

21. La Chine n'a même pas tenté de réfuter les arguments de l'UE concernant l'absence de fondement des allégations de la Chine au sujet de la période applicable pour la détermination de la proportion majeure prescrite, la représentativité des producteurs inclus dans l'échantillon par rapport à la production totale ou la nécessité d'exclure les producteurs liés.

22. En résumé, l'UE demande de nouveau au Groupe spécial de rejeter toutes les allégations formulées par la Chine au titre des articles 3.1 et 4.1 de l'*Accord antidumping* en ce qui concerne la définition de la branche de production nationale donnée par l'UE.

VI. ALLÉGATION N° 4: SÉLECTION DU PRODUIT CONSIDÉRÉE (ARTICLE 2.1 ET 2.6 DE L'*ACCORD ANTIDUMPING*)

23. L'Union européenne fait observer que la Chine n'a soulevé aucun argument additionnel en ce qui concerne cette allégation. Par conséquent, l'Union européenne demande au Groupe spécial de rejeter l'allégation de la Chine selon laquelle le Règlement n° 91/2009 est incompatible avec l'article 2.1 et 2.6 de l'Accord antidumping.

VII. ALLÉGATION N° 5: DÉTERMINATION DE L'EXISTENCE D'UN DUMPING (ARTICLE 2.4 DE L'*ACCORD ANTIDUMPING*)

24. La Chine allègue que l'UE n'a pas procédé à une comparaison équitable entre la valeur normale et le prix d'exportation, comme le prescrit l'article 2.4 de l'Accord antidumping, parce que l'autorité n'a pas fondé cette comparaison sur le numéro de référence complet du produit ("NRP"). Dans la première communication écrite, l'Union européenne a expliqué pourquoi les allégations de la Chine reposant sur le fait allégué de ne pas utiliser le NRP complet sont erronées et devraient être rejetées par le Groupe spécial. La Chine n'a répondu à aucun de ces arguments dans sa déclaration

orale. L'UE réitère donc son point de vue selon lequel la Chine n'a pas établi *prima facie* qu'il y avait violation.

25. En l'absence de méthode prescrite et compte tenu du fait que des comparaisons entre la valeur normale et le prix d'exportation de produits ont été faites en se fondant sur les deux principaux facteurs que les exportateurs eux-mêmes considéraient comme affectant la comparabilité des prix, il est clair que la Chine n'a pas démontré que la comparaison effectuée n'était pas une "comparaison équitable" comme le prescrit l'article 2.4.

26. L'argument soulevé par la Chine au cours de l'audition, selon lequel elle ne savait pas quelle était la différence entre les éléments de fixation spéciaux et les éléments de fixation ordinaires, et selon lequel ce manque de transparence a nui à la défense des intérêts des exportateurs chinois au moment de l'enquête et de ceux de la Chine dans la présente procédure, est clairement contredit par les faits figurant dans le dossier.

27. En résumé, la Chine n'a pas démontré que l'autorité a manqué à ses obligations au titre de l'article 2.4 de l'*Accord antidumping*.

VIII. ALLÉGATION N° 6: ANALYSE DE LA SOUS-COTATION DU PRIX (ARTICLE 3.1 ET 3.2 DE L'*ACCORD ANTIDUMPING*)

28. La Chine fait valoir que l'UE a violé l'article 3.1 et 3.2 de l'*Accord antidumping* car l'autorité, selon les allégations, n'a pas analysé la sous-cotation du prix sur la base du NRP complet. Dans la première communication écrite, l'UE a expliqué pourquoi l'allégation de la Chine devait être rejetée. Ici aussi, aucun des arguments de l'UE n'a été abordé dans la déclaration orale liminaire de la Chine. De plus, et ainsi que cela a été clarifié en réponse à plusieurs questions du Groupe spécial, la Chine ne peut pas faire valoir sérieusement qu'elle ne savait pas comment les groupes de produits étaient constitués ou quelle méthode était suivie pour l'analyse de la sous-cotation du prix. La pièce CHN-50 de la Chine elle-même, qui est un exemple de document pour la divulgation envoyé aux producteurs chinois, explique tout cela de façon très détaillée. Trois semaines ont été données aux exportateurs pour commenter cette approche. Aucun commentaire contestant le caractère raisonnable de la méthode de comparaison de la sous-cotation du prix n'a été reçu. La Chine n'a fourni aucun élément de preuve indiquant que l'analyse de la sous-cotation du prix n'a pas été effectuée d'une manière objective eu égard au large pouvoir discrétionnaire conféré aux autorités par l'article 3.2 à ce sujet.

29. En résumé, les allégations formulées par la Chine au titre de l'article 3.1 et 3.2 de l'*Accord antidumping* en ce qui concerne l'analyse de la sous-cotation du prix doivent être rejetées.

IX. ALLÉGATION N° 7: EXAMEN DU VOLUME DES IMPORTATIONS FAISANT L'OBJET D'UN DUMPING (ARTICLE 3.1, 3.2, 3.4 ET 3.5 DE L'*ACCORD ANTIDUMPING*)

30. La Chine fait valoir que l'UE a manqué à ses obligations au titre de l'article 3.1, 3.2, 3.4 et 3.5 parce que l'autorité n'a pas exclu de son analyse du volume au titre de l'article 3.2 les deux exportateurs dont il avait été constaté qu'ils ne pratiquaient pas le dumping, et parce qu'aux fins de cette même analyse du volume l'autorité a supposé que tous les exportateurs n'ayant pas fait l'objet d'un examen pratiquaient le dumping. Pour les raisons indiquées dans sa première communication écrite, l'UE demande au Groupe spécial de rejeter l'allégation de la Chine à ce sujet. La Chine n'a même pas tenté de réfuter les arguments de l'UE lors de la première réunion de fond avec le Groupe spécial.

31. L'Union européenne demande au Groupe spécial de ne pas aborder cette question d'une façon mécaniste. L'Organe d'appel a mis en garde contre une telle approche mécaniste à de nombreuses reprises, en demandant que soit suivie une approche privilégiant le fond plutôt que la forme. Il n'est

pas vrai que toute inclusion d'importations ne faisant pas l'objet d'un dumping constituerait nécessairement, et *ipso facto*, une violation de l'article 3.1 et 3.2. Il n'y aura violation que si le fait de ne pas agir ainsi compromet l'objectivité de l'examen. Comme on l'a déjà expliqué, y compris dans notre première communication écrite, cela n'a pas été le cas en ce qui concerne l'enquête sur les éléments de fixation.

32. En outre, les faits figurant dans le dossier montrent que dans l'affaire sur les éléments de fixation, il a été constaté que tous les producteurs inclus dans l'échantillon pratiquaient le dumping. En effet, dans l'affaire sur les éléments de fixation, il a été constaté que 100 pour cent des producteurs inclus dans l'échantillon représentant 61 pour cent des exportations effectuées par les sociétés qui coopéraient et 39 pour cent des exportations totales de la République populaire de Chine pratiquaient le dumping. À l'évidence, en considérant, par extrapolation, que les exportateurs non inclus dans l'échantillon pratiquaient le dumping, l'autorité n'a pas commis d'erreur.

33. Les allégations formulées par la Chine au titre de l'article 3.1, 3.2, 3.4 et 3.5 de l'*Accord antidumping* doivent donc être rejetées.

X. ALLÉGATION N° 8: INCIDENCE DES IMPORTATIONS FAISANT L'OBJET D'UN DUMPING SUR LES PRODUCTEURS NATIONAUX (ARTICLE 3.1 ET 3.4 DE L'*ACCORD ANTIDUMPING*)

34. La Chine fait valoir que l'UE ne s'est pas acquittée de l'obligation qu'elle avait au titre de l'article 3.1 et 3.4 de l'*Accord antidumping* d'examiner objectivement l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur la situation de la branche de production nationale. La Chine présente quatre arguments également viciés à ce sujet. Dans la première communication écrite, il a été démontré clairement pourquoi ces quatre arguments étaient tous erronés. La Chine n'a même pas tenté de réfuter ces arguments dans sa déclaration orale.

35. Il est rappelé que l'allégation de la Chine est dénuée de fondement car les renseignements versés au dossier montrent clairement que les autorités de l'UE *ont* toujours utilisé des données se rapportant uniquement à la *même branche de production nationale*. La jurisprudence de l'OMC confirme que la Chine a tort d'affirmer que le seul fait que les autorités de l'UE ont examiné certains facteurs en se fondant sur des données se rapportant à un échantillon représentatif de la branche de production nationale tandis que d'autres facteurs ont été examinés en se fondant sur des données se rapportant à tous les producteurs faisant partie de la branche de production nationale compromettait l'objectivité de l'analyse.

36. L'allégation de la Chine en ce qui concerne le traitement du facteur rentabilité repose sur une interprétation erronée de l'explication raisonnable et nuancée fournie par les autorités de l'UE. En outre, dans la première communication écrite, l'Union européenne a expliqué de façon approfondie que la part de marché n'était pas du tout le "seul facteur indiquant éventuellement une tendance négative", comme l'a fait valoir à tort la Chine. Les autorités de l'UE n'ont certainement pas conclu qu'il existait un dommage "après avoir constaté que tous les facteurs indiquaient une tendance positive sur la période considérée", comme la Chine veut le faire croire au Groupe spécial. Il n'est évidemment pas non plus exact du point de vue des faits de faire valoir, comme la Chine le fait dans sa déclaration orale finale, que la détermination de l'existence d'un dommage reposait "uniquement sur une perte de ventes potentielles". Les autorités de l'UE ont établi une détermination objective des faits en ce qui concerne tous ces facteurs importants, et ont effectué une analyse raisonnable et motivée de la manière dont ces faits étayaient une détermination de l'existence d'un dommage causé à la branche de production nationale. L'argument de la Chine concernant l'éviction du marché est tout simplement inexact du point de vue des faits, car les autorités de l'UE n'ont pas formulé de constatation d'éviction du marché, mais ont plutôt lié leur constatation de l'existence d'un dommage aux éléments de fixation dans leur ensemble.

37. Compte tenu de ce qui précède, l'Union européenne demande au Groupe spécial de rejeter l'allégation de la Chine selon laquelle le Règlement n° 91/2009 contrevient à l'article 3.1 et 3.4 de l'*Accord antidumping*.

XI. ALLÉGATION N° 9: ANALYSE DU LIEN DE CAUSALITÉ ET ANALYSE AUX FINS DE LA NON-IMPUTATION (ARTICLE 3.1 ET 3.5 DE L'*ACCORD ANTIDUMPING*)

38. La Chine allègue que l'analyse du lien de causalité et l'analyse aux fins de la non-imputation effectuées par l'UE contrevenaient à l'article 3.1 et 3.5 de l'*Accord antidumping*. Pour les raisons expliquées dans la première communication écrite, l'allégation de la Chine est dénuée de fondement. Ici aussi, dans sa déclaration orale, la Chine n'a pas du tout abordé ni, à plus forte raison, réfuté l'un quelconque des arguments de l'UE concernant l'analyse du lien de causalité et l'analyse aux fins de la non-imputation.

39. Il est rappelé que l'argumentation de la Chine concernant le lien de causalité limite indûment le dommage à une perte de part de marché et est démentie par les faits consignés au dossier. L'allégation de la Chine selon laquelle l'autorité n'a pas distingué adéquatement les effets d'autres facteurs tels que l'augmentation des prix des matières premières et les résultats à l'exportation de la branche de production de l'UE est également non étayée. Il ressort clairement du dossier que les résultats à l'exportation n'étaient pas un facteur de dommage et que l'autorité a examiné le rôle de l'augmentation des prix des matières premières mais qu'elle a constaté qu'il n'existait pas de lien direct entre l'augmentation des prix des matières premières et la perte de part de marché dont l'existence avait été constatée en ce qui concerne les importations faisant l'objet d'un dumping. Les allégations formulées par la Chine au titre de l'article 3.1 et 3.5 de l'*Accord antidumping* concernant l'analyse aux fins de la non-imputation effectuée par l'autorité doivent donc être rejetées.

XII. ALLÉGATION N° 10: ALLÉGATIONS DE PROCÉDURE FORMULÉES PAR LA CHINE AU TITRE DES ARTICLES 6 ET 12 DE L'*ACCORD ANTIDUMPING*

40. Au lieu de clarifier sa position concernant les allégations de procédure qu'elle a formulées au titre des articles 6 et 12 de l'*Accord antidumping*, la Chine a préféré ajouter à la confusion dans sa première déclaration orale. Pas un seul argument sérieux n'a été avancé concernant les allégations de procédure et aucun élément de preuve n'a été fourni. Au contraire, une 14ème allégation nouvelle semblait être en voie d'élaboration lorsque la Chine a affirmé qu'"aucun renseignement n'a été donné concernant la manière dont la sous-cotation du prix a été calculée". Toutefois, la base sur laquelle repose cette allégation est loin d'être claire. Dans ces circonstances, l'Union européenne n'est pas en mesure de se défendre contre des spéculations et de simples affirmations. Il n'est tout simplement pas acceptable d'accuser l'Union européenne de "motifs obscurs" alors que la Chine manque continuellement et régulièrement aux règles les plus fondamentales des procédures de règlement des différends. La "question" dont le Groupe spécial est saisi n'est pas une cible continuellement mobile. Elle est établie dans la demande d'établissement d'un groupe spécial dans laquelle le plaignant doit ***énoncer clairement le problème***.

XIII. CONCLUSION

41. Compte tenu de ce qui précède, l'Union européenne demande au Groupe spécial de rejeter toutes les allégations et tous les arguments de la Chine et de constater plutôt, en ce qui concerne chacun d'entre eux, que l'Union européenne a agi d'une manière compatible avec toutes ses obligations au titre de l'*Accord antidumping*, du GATT de 1994 et de l'*Accord sur l'OMC*.

ANNEXE F

DÉCLARATIONS ORALES OU RÉSUMÉS ANALYTIQUES DES DÉCLARATIONS ORALES DES PARTIES À LA DEUXIÈME RÉUNION DE FOND DU GROUPE SPÉCIAL

Table des matières		Page
Annexe F-1	Résumé analytique de la déclaration liminaire de la Chine à la deuxième réunion du Groupe spécial	F-2
Annexe F-2	Résumé analytique de la déclaration liminaire de l'Union européenne à la deuxième réunion du Groupe spécial	F-11
Annexe F-3	Déclaration finale de la Chine à la deuxième réunion du Groupe spécial	F-22
Annexe F-4	Déclaration finale de l'Union européenne à la deuxième réunion du Groupe spécial	F-23

ANNEXE F-1

RÉSUMÉ ANALYTIQUE DE LA DÉCLARATION LIMINAIRE DE LA CHINE À LA DEUXIÈME RÉUNION DU GROUPE SPÉCIAL

I. ALLÉGATIONS CONCERNANT L'ARTICLE 9 5) DU RÈGLEMENT (CE) N° 384/96 DU CONSEIL, DU 22 DÉCEMBRE 1995, RELATIF À LA DÉFENSE CONTRE LES IMPORTATIONS QUI FONT L'OBJET D'UN DUMPING DE LA PART DE PAYS NON MEMBRES DE LA CE, TEL QU'IL A ÉTÉ CODIFIÉ ET REMPLACÉ PAR LE RÈGLEMENT (CE) N° 1225/2009 DU CONSEIL

1. Arguments de procédure présentés par l'UE

1. La première allégation de procédure de l'UE, à savoir que la demande d'établissement d'un groupe spécial ne satisfaisait pas à l'obligation énoncée à l'article 6:2 de fournir un bref exposé du fondement juridique de la plainte, qui devait être suffisant pour énoncer clairement le problème s'agissant des allégations relatives aux articles 6.10, 9.3 et 9.4 de l'Accord antidumping et à l'article X:3 a) du GATT de 1994, confond les prescriptions de l'article 6:2, qui sont purement *procédurales*, avec l'analyse de la teneur de la mesure en cause, qui relève du *fond*. La même observation s'applique à la deuxième exception de procédure de l'UE, à savoir que la Chine a tenté d'incorporer des questions portant sur le calcul et la détermination de marges individuelles dans le champ de la mesure en cause alors que ces questions ne sont pas visées par l'article 9 5) du Règlement antidumping de base, qui est la mesure indiquée dans la demande d'établissement d'un groupe spécial.

2. Le troisième argument de procédure de l'UE, à savoir que le Groupe spécial devrait s'abstenir d'examiner l'article 9 5) du Règlement n° 1225/2009 du Conseil, puisque que cette mesure ne relève pas du mandat du Groupe spécial, devrait être rejeté pour au moins deux raisons. Premièrement, si la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Chine vise les modifications du Règlement (CE) n° 384/96 du Conseil, à plus forte raison, il vise nécessairement une mesure ultérieure qui ne fait que codifier le Règlement n° 384/96 du Conseil, tel qu'il a été modifié, en un seul texte consolidé. Deuxièmement, comme la teneur de l'article 9 5) du Règlement (CE) n° 384/96 du Conseil, tel qu'il a été modifié, est identique à celle de l'article 9 5) du Règlement (CE) n° 1225/2009 du Conseil, ce dernier relève nécessairement du mandat du Groupe spécial car les deux mesures sont "essentiellement" les mêmes.

2. Questions de fond

a) La "portée" ou la "teneur" de l'article 9 5) du Règlement antidumping de base

3. L'UE allègue que la seule question que soulève [l'article 9 5)] est, au sens strict, celle de l'imposition de droits antidumping à l'échelle du pays ou sur une base individuelle et que l'article 9 5) ne porte pas sur la question du calcul ou de la détermination de marges de dumping individuelles. Une telle interprétation restrictive de la portée de l'article 9 5) est manifestement injustifiée, en particulier lorsque l'article 9 5) du Règlement antidumping de base est considéré dans le contexte des autres dispositions du Règlement antidumping de base. **Aucune** des dispositions citées par l'UE, à savoir les articles 2, 9 4) et 9 6) du Règlement antidumping de base, ne porte sur la question spécifique de savoir si la marge de dumping pour les producteurs-exportateurs de pays à économie autre que de marché doit être déterminée sur une base individuelle ou à l'échelle du pays. Pourquoi? Parce que cette question est traitée directement par l'article 9 5) du Règlement antidumping de base.

En fait, l'UE elle-même reconnaît lorsqu'elle dit que "les autorités de l'UE ne calculent pas de marges de dumping individuelles pour les fournisseurs ne bénéficiant pas d'un traitement individuel".

4. Enfin, l'UE estime à tort que "[c]e que la Chine prétend […] c'est que *toutes conséquences* découlant de la détermination prévue par l'article 9 5) du Règlement n° 384/96 du Conseil devraient être incluses dans la mesure en cause". L'UE paraît estimer que la mesure en cause ne pourrait être contestée qu'au regard d'une seule disposition de l'Accord antidumping. Il peut être constaté qu'une mesure, même "en tant que telle", est contraire à plusieurs dispositions distinctes de l'Accord antidumping. La Chine ne conteste pas des questions qui ne sont pas visées par l'article 9 5) du Règlement antidumping de base.

b) Articles 6.10, 9.2 et 9.4 et Protocole d'accession de la Chine

5. L'UE allègue que la première phrase de l'**article 6.10** prévoit non pas une obligation stricte imposant aux autorités chargées de l'enquête de toujours déterminer des marges de dumping sur une base individuelle, mais simplement une "préférence" que, par définition (puisque ce n'est pas une obligation), les autorités chargées de l'enquête peuvent ignorer, chaque fois qu'elles le souhaitent. L'UE allègue en outre que la deuxième phrase de l'article 6.10 n'est pas une exception à la règle incluse dans la première phrase de l'article 6.10, mais qu'elle inclut simplement une "déclaration affirmative concernant i) les conditions relatives à l'échantillonnage et ii) la composition de l'échantillon". L'interprétation de l'UE est manifestement viciée: elle est incompatible avec le texte de l'article 6.10, sa structure et son contexte, ainsi que l'historique de sa négociation.

6. L'UE fonde son opinion selon laquelle la première phrase de l'article 6.10 contient une préférence sur les mots "[e]n règle générale". Elle fait toutefois manifestement abstraction du mot "détermineront" qui établit clairement le caractère impératif de la règle. Au lieu d'assouplir l'obligation de la première phrase, les mots "en règle générale" la renforcent encore. Les mots "en règle générale" sont nécessaires car ils créent le lien entre l'obligation figurant dans la première phrase de l'article 6.10, qui constitue la règle, et l'exception à cette règle incluse dans la deuxième phrase de l'article 6.10.

7. L'UE fait valoir que l'historique de la négociation de l'article 6.10 confirme sa lecture de la première phrase. Toutefois, un examen attentif de l'évolution des textes des projets successifs montre clairement que l'intention ferme des rédacteurs était d'établir une obligation stricte imposant aux autorités chargées de l'enquête de déterminer une marge de dumping individuelle car, même dans les cas où l'échantillonnage est utilisé, une telle marge de dumping individuelle sera déterminée pour les sociétés non incluses dans l'échantillon qui présentent les renseignements nécessaires à temps, sauf uniquement "dans les cas où le nombre d'exportateurs ou de producteurs est si important que des examens individuels compliqueraient indûment la tâche desdites autorités et empêcheraient d'achever l'enquête en temps utile".

8. L'interprétation de l'UE est également incompatible avec la structure de l'article 6.10. Il est évident que le scénario de l'échantillonnage prévu dans la deuxième phrase constitue l'exception à la règle incluse dans la première phrase de l'article 6.10. La deuxième phrase de l'article 6.10 fait référence aux cas où le nombre d'exportateurs, de producteurs, d'importateurs ou de types de produits visés est si important que l'établissement "***d'une telle détermination***" est irréalisable – c'est-à-dire la "***détermination***" d'une marge de dumping individuelle pour "chaque exportateur connu ou producteur concerné" prévue à la première phrase de l'article 6.10. En outre, même dans les cas où l'échantillonnage est utilisé, l'article 6.10.2 exige des autorités chargées de l'enquête qu'elles déterminent ***une marge de dumping individuelle*** pour les exportateurs ou producteurs non inclus dans l'échantillon mais qui présentent les renseignements nécessaires à temps. Ainsi, et comme cela a été confirmé par des groupes spéciaux et l'Organe d'appel dans divers différends, l'article 6.10 est structuré à la manière d'une règle/exception unique.

9. À l'appui de son argument, l'UE fournit plusieurs exemples de cas dans lesquels, selon ce qu'elle allègue, "la préférence pour la détermination individuelle de marges de dumping ne doit pas nécessairement être suivie". Aucun d'entre eux, toutefois, n'est pertinent. Les exemples fournis par l'UE ne rendent compte que de sa propre pratique et ne peuvent donc pas légitimer son interprétation. En outre, la légalité de la pratique de l'UE semble douteuse.

10. Par ailleurs, la jurisprudence de l'OMC invoquée par l'UE, à savoir les affaires *Corée – Certains papiers* et *CE – Saumon (Norvège)* n'étayent pas l'affirmation de l'UE selon laquelle il existe des situations autres que l'échantillonnage dans lesquelles la première phrase de l'article 6.10 ne doit pas nécessairement être suivie. Ces rapports de Groupes spéciaux ne font que clarifier le sens des termes "exportateur" et "producteur" figurant dans la première phrase de l'article 6.10.

11. Enfin, contrairement à ce que l'UE estime, l'article 9.2 n'étaye pas l'opinion selon laquelle la règle voulant que les marges de dumping soient déterminées sur une base individuelle connaît d'autres exceptions que le scénario de l'échantillonnage. En limitant l'exception à l'imposition d'un droit antidumping individuel aux situations dans lesquelles il est irréalisable de le faire, l'article 9.2 étaye l'opinion selon laquelle la règle figurant dans la première phrase de l'article 6.10 est une obligation générale qui n'a pour seule exception que celle qui est énoncée dans la deuxième phrase de l'article 6.10.

12. S'agissant de l'application du raisonnement suivi par le Groupe spécial *Corée – Certains papiers* à l'article 9 5) du Règlement antidumping de base, il doit être indiqué, d'emblée, que l'affaire *Corée – Certains papiers* est entièrement dénuée de pertinence dans le contexte du présent différend. En effet, les questions examinées dans l'affaire *Corée – Certains papiers* et dans la présente affaire sont de nature fondamentalement différente. La différence la plus fondamentale tient au fait que l'affaire *Corée – Certains papiers* porte sur la question de savoir s'il existe un lien suffisamment étroit entre différentes entités pour qu'elles soient traitées comme un "exportateur" ou un "producteur" unique au sens de la première phrase de l'article 6.10, tandis que le critère de l'article 9 5) est axé sur le lien existant entre chaque exportateur ou producteur identifié et l'État. La nature différente des deux critères est également démontrée par le fait que l'UE les applique l'un après l'autre dans ses enquêtes antidumping.

13. Même si le Groupe spécial devait considérer que le rapport du Groupe spécial *Corée – Certains papiers* était pertinent, il est évident qu'il n'y a aucune similarité entre les faits propres à l'affaire *Corée – Certains papiers* et le critère de l'article 9 5).

14. Enfin, il est très important de rectifier la présentation fallacieuse donnée par l'UE de la manière dont la marge de dumping à l'échelle du pays est déterminée pour les producteurs-exportateurs ne bénéficiant pas d'un traitement individuel. Contrairement à ce que l'UE allègue, la méthode qu'elle applique pour déterminer la marge de dumping *à l'échelle du pays* dans le cas d'importations en provenance de pays à économie autre que de marché est fondamentalement différente de celle qu'elle applique pour déterminer la marge de dumping dans le cas d'un groupe de sociétés liées. S'agissant des producteurs-exportateurs ne bénéficiant pas d'un traitement individuel, l'UE n'examine pas simplement les renseignements fournis par chacun d'entre eux. Au lieu de cela, elle estime que tous les producteurs-exportateurs ne bénéficiant pas d'un traitement individuel qui coopèrent doivent être traités ensemble et elle suppose même que tous les producteurs-exportateurs qui ne coopèrent pas sont également des producteurs-exportateurs ne bénéficiant pas d'un traitement individuel. Les autorités chargées de l'enquête fondent la marge de dumping sur les renseignements fournis par les producteurs-exportateurs ne bénéficiant pas d'un traitement individuel qui coopèrent uniquement si ces derniers sont à l'origine de plus de 80 pour cent de toutes les exportations qui ne sont pas effectuées par les fournisseurs bénéficiant du traitement MET ou d'un traitement individuel. Il s'agit d'un seuil très élevé qui n'est pas atteint dans la plupart des cas.

15. S'agissant de l'**article 9.2**, les arguments présentés par l'UE doivent être rejetés. Le sens du terme "irréalisable" proposée par l'UE, qui serait "inefficace, irréalisable ou inadapté pour être utilisé à une fin particulière", n'est pas conforme au sens ordinaire de ce terme. En outre, l'article 8.3 de l'Accord antidumping étaye la position de la Chine.

16. L'UE mentionne souvent la nécessité alléguée d'identifier "la source réelle de la discrimination par les prix" pour justifier l'imposition d'un droit à l'échelle du pays dans le cas d'importations en provenance d'un pays à économie autre que de marché. Toutefois, l'UE n'explique ni ne définit ce concept vague. La Chine fait observer que ce concept n'a aucun fondement juridique et qu'il ne figure ni à l'article VI du GATT de 1994, ni dans l'Accord antidumping. Comme l'a souligné l'Organe d'appel, la "notion de dumping … a été conçue pour contrer le comportement du producteur étranger ou de l'exportateur en matière de fixation des prix". Par conséquent, en vertu de l'Accord antidumping, seuls les producteurs ou les exportateurs dont il a été constaté qu'ils pratiquent le dumping peuvent être la "source réelle de la discrimination par les prix".

17. La Chine souhaiterait aussi traiter brièvement de l'**article 9.4** de l'Accord antidumping. Dans le contexte de l'article 9.4, si même les producteurs qui ne sont pas inclus dans l'échantillon doivent bénéficier d'un droit antidumping individuel, il s'ensuit logiquement que les producteurs inclus dans l'échantillon peuvent aussi prétendre à un droit antidumping individuel. Cela s'applique à plus forte raison dans les cas où aucun échantillonnage n'est utilisé. Donc, cette règle confirme, que ce soit directement dans les cas où un échantillonnage est utilisé ou en tant que "contexte" pertinent pour l'interprétation de l'article 9.2, que les autorités doivent appliquer des droits antidumping individuels aux exportateurs ou aux producteurs.

18. S'agissant du **Protocole d'accession** de la Chine, l'UE allègue que la reconnaissance de la Chine par un grand nombre de Membres de l'OMC en tant que pays ayant une véritable économie de marché est une "concession" faite par d'autres parties dans le cadre de négociations bilatérales "précisément parce que la Chine n'est pas encore un pays à économie de marché". Il s'agit d'une interprétation dénaturant clairement les faits. Le fait que de nombreux Membres de l'OMC ont reconnu que la Chine était un pays à économie de marché confirme simplement qu'il n'y a pas d'"entente sur le fait que la Chine n'est pas encore un pays à économie de marché".

II. ALLÉGATIONS CONCERNANT LE RÈGLEMENT (CE) N° 91/2009 DU CONSEIL, DU 26 JANVIER 2009, INSTITUANT UN DROIT ANTIDUMPING DÉFINITIF SUR LES IMPORTATIONS DE CERTAINS ÉLÉMENTS DE FIXATION EN FER OU EN ACIER EN PROVENANCE DE CHINE

1. La détermination par l'UE de la branche de production nationale contrevenait aux articles 4.1 et 3.1 de l'Accord antidumping

a) Le document d'information

19. À titre de question préliminaire, la Chine souhaiterait traiter de la pertinence et du statut du "document d'information". Les faits et les déterminations exposés dans le document d'information sont importants et pertinents pour l'évaluation par le Groupe spécial de la compatibilité de certaines parties de la mesure contestée avec les règles de l'OMC. Le document d'information fait partie du dossier. La Chine peut donc y faire référence en tant qu'élément de preuve pertinent à l'appui de ses allégations.

20. S'agissant du statut de ce "document d'information", l'allégation de l'UE selon laquelle ce document "ne peut pas, et ne devrait pas, être considéré comme étant équivalent à une détermination préliminaire sur la base de laquelle des mesures provisoires sont imposées au titre de l'article 7 de l'*Accord antidumping*" est en nette contradiction avec la description de ce document figurant dans la

lettre qui l'accompagnait et qui a été envoyée à toutes les parties intéressées. L'UE elle-même a indiqué dans sa deuxième communication écrite que le document d'information contenait sa "détermination préliminaire".

21. En tout état de cause, le document d'information n'est manifestement pas, ainsi que l'a allégué l'UE, un "document de travail" et "donc un document préliminaire informel et essentiellement interne". Le document d'information a été rédigé dans le but d'informer ***activement*** toutes les parties intéressées au sujet de l'enquête. Les autorités de l'UE chargées de l'enquête ont même demandé aux parties intéressées de présenter des observations sur le document d'information. Il semble raisonnable de s'attendre à ce qu'un document qui est établi en vue d'informer toutes les parties intéressées au sujet des "constatations préliminaires" des autorités chargées de l'enquête et sur lequel elles sont invitées à formuler des observations soit "exact du point de vue factuel et juridique".

b) En excluant de la définition de la branche de production communautaire tous les producteurs qui ne s'étaient pas fait connaître dans les 15 jours à compter de la date de publication de l'avis d'ouverture de l'enquête, l'UE a contrevenu aux articles 4.1 et 3.1 de l'Accord antidumping

22. L'UE allègue qu' "il n'est pas vrai que des producteurs ont été "exclus arbitrairement" du champ de la branche de production nationale" et qu'"[i]l n'est pas correct de dire que d'autres producteurs se sont fait connaître et ont été exclus par la suite". Cette déclaration est démentie par les éléments de preuve versés au dossier. En effet, il ressort du document d'information que la branche de production communautaire a d'abord été définie sur la base des 114 producteurs communautaires qui s'étaient fait connaître et avaient présenté les renseignements nécessaires. Sur ces 114 sociétés, seuls les 86 producteurs appuyant la plainte ont été inclus dans la branche de production nationale. Par conséquent, en excluant du champ de la branche de production nationale tous les producteurs qui ne s'étaient pas fait connaître dans les 15 jours à compter de la date d'ouverture de l'enquête, les autorités chargées de l'enquête ont délibérément exclu de nombreux producteurs dont ils avaient tenu compte initialement pour définir la branche de production communautaire.

23. Même à supposer que les autorités chargées de l'enquête pourraient légitimement limiter la définition de la branche de production nationale aux producteurs qui se sont fait connaître dans un certain délai, le fait de limiter la composition de la branche de production nationale aux producteurs qui se sont fait connaître dans un délai de 15 jours n'était pas approprié et constitue une violation à la fois des articles 4.1 et 3.1. Premièrement, le délai de 15 jours est celui qui est accordé aux producteurs pour demander à être inclus dans l'échantillon, tandis que le délai qui est accordé aux parties pour se faire connaître est de 40 jours. Deuxièmement, le délai de 15 jours est très court. Troisièmement, l'UE a lié à tort la possibilité d'être inclus dans la définition de la branche de production communautaire au souhait d'être inclus dans l'échantillon.

c) En excluant les producteurs qui n'ont pas appuyé la plainte, l'UE a contrevenu aux articles 4.1 et 3.1 de l'Accord antidumping

24. L'UE fait observer que 70 producteurs de l'UE se sont fait connaître pendant le délai de 15 jours et que 25 d'entre eux ont été exclus, non pas parce qu'ils ne soutenaient pas l'enquête mais parce que i) ils ne produisaient pas le produit considéré ii) ils ne souhaitaient pas coopérer ou iii) ils ont refusé de fournir une version publique de leur réponse, ou n'en ont pas envoyé. La Chine fait observer que cette allégation n'est étayée par aucun élément de preuve.

25. En outre, l'UE allègue que sa position "n'est *pas*, ainsi qu'il est indiqué dans la question, que "l'autorité chargée de l'enquête peut définir la branche de production nationale dans une enquête antidumping en s'intéressant exclusivement aux producteurs connus du produit similaire **ayant exprimé leur soutien à la demande**" (pas de caractère gras dans l'original). Cette allégation est

directement contredite par la propre pratique suivie de longue date par l'UE en matière d'enquêtes antidumping. La Chine renvoie à diverses affaires antidumping traitées par les CE qui montrent que le soutien de la plainte est une condition nécessaire pour qu'un producteur national soit inclus dans la branche de production nationale.

26. S'agissant de l'enquête antidumping concernant les éléments de fixation en particulier, la Chine aimerait appeler l'attention du Groupe spécial sur les éléments suivants. Premièrement, le document d'information montre que tous les producteurs qui se sont opposés à l'enquête ou qui n'ont exprimé aucune opinion ont été exclus du champ de la branche de production nationale. Deuxièmement, le fait que les autorités de l'UE chargées de l'enquête ont limité la branche de production nationale aux producteurs qui soutenaient la plainte est également démontré par la définition de la branche de production communautaire, figurant au considérant 114, comme étant "les producteurs communautaires qui ont soutenu la plainte **et** ont pleinement coopéré à l'enquête". Troisièmement, l'UE allègue que si des producteurs qui se sont fait connaître dans le délai de 15 jours ont été exclus, ce n'est pas parce qu'ils ne soutenaient pas l'ouverture de l'enquête. Toutefois, il ressort clairement du considérant 114 du Règlement définitif que, même si un producteur s'opposant à la plainte avait exprimé son souhait d'être inclus dans l'échantillon, il aurait été exclu de la définition de la branche de production nationale par le fait même qu'il ne soutenait pas la plainte. Quatrièmement, il ressort aussi clairement de l'avis d'ouverture de l'enquête que seules les sociétés ***soutenant la plainte*** devaient être incluses dans la branche de production nationale à partir de laquelle l'échantillon serait sélectionné.

d) La branche de production nationale, telle que l'UE l'a définie, n'inclut pas les producteurs nationaux dont les productions additionnées constituent une proportion majeure de la production nationale totale

27. Le Règlement définitif (eu égard en particulier à la référence faite aux articles 4 1) et 5 4) du Règlement antidumping de base dans la dernière phrase du considérant 114 montre que les autorités de l'UE chargées de l'enquête n'ont jamais, dans l'enquête antidumping, examiné les circonstances en vue de déterminer si les producteurs représentaient effectivement une "proportion majeure" et se sont limitées à examiner le pourcentage que la production des producteurs inclus dans la branche de production nationale représentait par rapport à la production totale des producteurs nationaux. Les considérations auxquelles l'UE fait référence ne sont que des rationalisations *a posteriori*.

28. L'UE allègue que "[c]omme dans le cas de toute détermination faite par les autorités, les parties intéressées au moment de la détermination peuvent contester cette détermination. Elles ne l'ont pas fait". Toutefois, les autorités de l'UE chargées de l'enquête n'ont jamais informé en détail les parties intéressées au sujet de la détermination de la branche de production nationale. L'UE n'a jamais divulgué l'identité des producteurs qui ont été inclus dans le champ de la branche de production nationale.

29. En outre, il est fondamentalement et juridiquement erroné d'alléguer qu'une présomption de "proportion majeure" existe lorsque les producteurs constituant la branche de production nationale représentent ensemble plus de 25 pour cent. Une telle présomption n'a aucun fondement juridique et est incorrecte en droit. Par ailleurs, rien dans la pratique de l'UE ne semble indiquer que cette "présomption" alléguée soit réfutable. Au contraire, l'inclusion à l'article 4 1) du Règlement antidumping de base d'un renvoi exprès à l'article 5 4) fait du seuil de 25 pour cent un critère juridiquement contraignant plutôt qu'une "présomption".

30. Enfin, ainsi qu'il est expliqué dans la deuxième communication écrite de la Chine, les circonstances spécifiques en l'espèce montrent que les producteurs formant la branche de production nationale ne représentaient pas une "proportion majeure".

2. Les déterminations de l'existence d'un dumping faites par l'UE contrevenaient à l'article 2.4 de l'Accord antidumping

31. Contrairement à ce que l'UE allègue, la Chine ne fait pas valoir que "le seul fait de demander que les renseignements soient fournis sur la base d'un NRP donné rendrait toute autre méthode inéquitable ou non impartiale".

32. La Chine fait d'abord observer qu'ayant considéré que les caractéristiques incluses dans le NRP étaient pertinentes pour une comparaison équitable, l'UE aurait dû examiner et déterminer la mesure dans laquelle ces différences affectaient la comparabilité des prix et qu'en ne le faisant pas, elle a contrevenu à l'article 2.4 de l'Accord antidumping. Deuxièmement, la Chine fait observer que, dans la mesure où les autorités chargées de l'enquête ont décidé de ne pas procéder à leur comparaison sur la base du NRP, elles auraient dû en informer les producteurs-exportateurs chinois afin de leur permettre de demander que des ajustements soient opérés pour tenir compte des différences entre les caractéristiques physiques. Troisièmement, la Chine fait observer que toutes les caractéristiques incluses dans le NRP affectaient la comparabilité des prix et que les autorités chargées de l'enquête devaient donc les prendre en compte lorsqu'elles procédaient à la comparaison.

33. L'UE avance une interprétation erronée en droit de l'article 2.4 lorsqu'elle allègue qu'elle pourrait se limiter aux "deux principales caractéristiques mentionnées par les parties intéressées au cours de l'enquête", à savoir la résistance des produits et la distinction entre les éléments de fixation ordinaires et les éléments de fixation spéciaux. Il est tout d'abord incorrect, en fait, d'alléguer qu'il s'agissait des deux seules caractéristiques mentionnées par les parties intéressées pendant l'enquête. En outre, il est erroné en droit de dire que les autorités chargées de l'enquête pourraient se limiter aux différences qu'elles considèrent comme étant les plus importantes. Par ailleurs le fait que le mécanisme du NRP n'a pas pu être utilisé dans la détermination de l'existence d'un dumping parce que le producteur indien n'a pas fourni les renseignements de cette manière ne libère pas les autorités chargées de l'enquête de leur obligation de tenir compte des différences indiquées par le NRP afin de veiller à ce que la comparaison à laquelle il est procédé soit équitable. Enfin, la Chine fait observer que l'UE ne commente pas le deuxième aspect de l'allégation de la Chine, qui a trait à l'absence d'ajustements opérés pour tenir compte des différences affectant la "qualité" des produits comparés.

3. L'UE a contrevenu à l'article 3.1 et 3.2 de l'Accord antidumping lorsqu'elle a procédé aux calculs de la sous-cotation du prix en comparant des produits qui n'étaient pas comparables

34. L'UE allègue qu'elle s'est bien conformée à l'article 3.1 et 3.2 compte tenu du fait que i) l'article 3.2 n'impose l'utilisation d'aucune méthode particulière lorsqu'on fait une détermination de l'existence d'une sous-cotation du prix, ii) il ne prescrit même pas que des ajustements soient opérés et iii) même à supposer qu'il existe une quelconque obligation d'opérer des ajustements, en l'espèce il a été procédé à la comparaison sur la base de cinq des six caractéristiques incluses dans le NRP.

35. Premièrement, il n'est tout simplement pas exact d'alléguer que l'article 3.2 ne prescrit pas que des ajustements soient opérés. Deuxièmement, il existe de nombreux éléments de preuve indiquant que la méthode suivie par l'UE dans son analyse de la sous-cotation du prix n'est pas objective et impartiale.

4. L'UE n'a pas satisfait aux prescriptions procédurales imposées par les articles 6 et 12 de l'Accord antidumping

a) Observations générales

36. Premièrement, l'UE allègue que plusieurs allégations de la Chine concernant les manquements aux prescriptions procédurales ne relèvent pas du mandat du Groupe spécial. Toutefois, aucune de ces objections n'est justifiée. Deuxièmement, contrairement à ce que l'UE allègue, la Chine a présenté les éléments de preuve et les arguments juridiques nécessaires pour établir le bien-fondé de ses allégations. Troisièmement, l'UE allègue que, conformément au paragraphe 16 des procédures de travail du Groupe spécial, "il est interdit à la Chine de présenter de nouveaux éléments de preuve au Groupe spécial, sauf dans les circonstances spécifiques prévues par les procédures de travail". Plus particulièrement, l'UE allègue que puisque la Chine n'a pas présenté le questionnaire concernant le traitement MET/traitement individuel "comme élément de preuve à l'appui de son allégation", la Chine n'a pas fourni d'éléments *prima facie* parce qu'elle n'a pas présenté "le formulaire de demande de traitement MET" "au plus tard pendant la première réunion de fond". L'UE paraît faire une confusion très dangereuse entre les règles figurant dans les procédures de travail du Groupe spécial concernant le moment de la présentation d'***éléments de preuve factuels*** et la prescription imposant au plaignant de fournir des éléments *prima facie*, qui n'est pas limitée dans le temps. S'agissant de la question très spécifique de savoir si le questionnaire concernant le traitement MET/traitement individuel qui a été présenté par la Chine en tant que pièce CHN-72 est admissible, la Chine fait observer que le but de la règle figurant au paragraphe 16 des procédures de travail du Groupe spécial est de faire en sorte que l'autre partie ait le temps d'inspecter les éléments de preuve pertinents et de formuler des observations à leur sujet. Étant l'auteur du questionnaire concernant le traitement MET/traitement individuel, l'UE connaît la teneur de ce document. En outre, ce document était nécessaire aux fins de la réfutation. Il est donc clairement admissible.

b) L'UE n'a pas dévoilé l'identité des plaignants et de ceux qui soutiennent la plainte, contrevenant ainsi à l'article 6.5, 6.2 et 6.4 de l'Accord antidumping

37. La Chine fait observer que des "raisons valables" pour le traitement confidentiel de l'identité des plaignants n'ont pas été exposées. Premièrement, les plaignants ont fait état d'une rétorsion potentielle purement hypothétique, en ce sens qu'une rétorsion pouvait se produire mais n'était pas probable. Deuxièmement, les plaignants n'ont présenté aucun élément de preuve au sujet d'une telle "rétorsion potentielle".

c) L'UE a contrevenu à l'article 6.5, 6.2 et 6.4 de l'Accord antidumping car les versions non confidentielles des réponses au questionnaire communiquées par les producteurs communautaires ainsi que de la réponse au questionnaire communiquée par le producteur du pays analogue étaient largement insuffisantes

38. S'agissant de l'allégation de l'UE selon laquelle "les insuffisances alléguées dans la réponse au questionnaire communiquée par le producteur du pays tiers analogue" devraient être rejetées car "de toute façon, la Chine n'a pas fourni d'éléments de preuve dans les délais prévus au paragraphe 16 des procédures de travail du Groupe spécial", la Chine note que le questionnaire du producteur indien a été communiqué en même temps que sa première communication écrite en tant que pièce CHN-53.

39. Afin de réfuter l'allégation de la Chine selon laquelle la version non confidentielle de la réponse d'Agrati au questionnaire était largement insuffisante, l'UE fait référence à une présentation des parties intéressées (pièce CHN-21), laquelle, toutefois, a été faite le 10 avril 2008 sur la seule base des renseignements qui avaient été fournis par Agrati dans la version non confidentielle de son formulaire relatif à l'échantillonnage. Toutefois, les renseignements fournis dans le formulaire relatif à l'échantillonnage se limitent à certains facteurs de dommage et aucun renseignement concernant

d'autres facteurs de dommage n'a jamais été fourni dans la version non confidentielle insuffisante de la réponse d'Agrati au questionnaire.

40. S'agissant de Fontana Luigi, l'UE émet des doutes concernant les éléments de preuve présentés par la Chine et allègue que la Chine a uniquement présenté le questionnaire initial de Fontana Luigi. Un questionnaire plus complet aurait été joint à la lettre d'accompagnement présentée en tant que pièce EU-25. Toutefois, le timbre sur la page de couverture de la pièce CHN-60 porte la date du 2 juin 2008. Cette date est postérieure à celle de la lettre de Fontana Luigi figurant dans la pièce EU-25, à savoir, le 30 mai 2008. La Chine fait observer en outre que l'UE ne fournit aucun élément de preuve à l'appui de ses allégations. Par ailleurs, le fait que la version non confidentielle du formulaire de Fontana Luigi relatif à l'échantillonnage inclurait des renseignements concernant certains facteurs de dommage n'est pas pertinent. En fait, les renseignements fournis dans le questionnaire principal concernent de nombreux facteurs de dommage additionnels autres que ceux qui sont mentionnés dans le formulaire relatif à l'échantillonnage.

d) L'UE a contrevenu à l'article 6.5 de l'Accord antidumping en divulguant le document intitulé "Assessment of Market Economy Treatment Claims by nine producers in the PRC" (évaluation des demandes de statut de société opérant dans les conditions d'une économie de marché présentées par neuf producteurs de la RPC)

41. Premièrement, l'allégation de l'UE selon laquelle les "renseignements qui ont été communiqués dans ces formulaires de demande à titre confidentiel […] sont restés confidentiels tout au long de l'enquête" est contredite de façon flagrante par les faits figurant dans le dossier. En fait, une grande quantité de renseignements fournis à titre confidentiel ont été reproduits dans le document sur l'évaluation des demandes de traitement MET et ne sont donc pas restés confidentiels comme les producteurs-exportateurs l'avaient demandé. Deuxièmement, s'agissant du terme "LIMITED" ("distribution restreinte") figurant en haut du document pour la divulgation concernant le traitement MET, l'UE fait observer qu'il fait référence à son statut de "document de travail interne". Selon l'UE, "le document de travail interne cesse d'être un document à "distribution restreinte" une fois qu'il est envoyé aux parties intéressées en tant que document pour la divulgation concernant le traitement MET". Il s'agit d'une explication plutôt surprenante. En effet, comme il est indiqué dans le questionnaire initial concernant le traitement MET/traitement individuel ainsi que sur le document pour la divulgation concernant le traitement MET, le mot "*limited*" ("distribution restreinte") signifie non seulement qu'il s'agit d'un document qui est uniquement à usage interne en ce sens qu'il est protégé conformément à l'article 4 du Règlement (CE) n° 1049/2001 du Conseil concernant l'accès du public aux documents du Parlement européen, du Conseil et de la Commission, mais aussi qu'il s'agit d'un document *confidentiel* en vertu de l'article 19 du Règlement antidumping de base et de l'article 6 de l'Accord antidumping.

ANNEXE F-2

RÉSUMÉ ANALYTIQUE DE LA DÉCLARATION LIMINAIRE DE L'UNION EUROPÉENNE À LA DEUXIÈME RÉUNION DU GROUPE SPÉCIAL

I. ALLÉGATION "EN TANT QUE TEL" DE LA CHINE AU SUJET DE L'ARTICLE 9 5) DU RÈGLEMENT N° 384/96 DU CONSEIL, TEL QU'IL A ÉTÉ MODIFIÉ

1. La Chine fait valoir que "la question de savoir si la Chine est un pays à économie de marché ou non est totalement dénuée de pertinence pour le présent différend". L'Union européenne est en profond désaccord. Le fait incontesté que la Chine est un pays à économie autre que de marché est peut-être même la seule raison pour laquelle nous sommes réunis aujourd'hui pour examiner cette allégation "en tant que tel". Les règles internationales soumettant l'imposition de mesures antidumping à des disciplines visent principalement à agir sur la véritable source de la discrimination par les prix, à savoir, un fournisseur qui introduit un produit sur le marché d'un autre pays à un prix inférieur à sa valeur normale. Cela présuppose l'existence de conditions d'une économie de marché, y compris un certain degré d'indépendance du fournisseur considéré en ce qui concerne la fixation de ses prix, modalités et conditions au cours d'opérations commerciales normales. Si tel est le cas, le comportement du fournisseur en matière de dumping et le produit considéré peuvent donner lieu à des droits antidumping conformément à l'Accord antidumping. Toutefois, en l'absence de conditions d'une économie de marché, il est difficile par définition de déterminer la simple existence d'un dumping. C'est ce qu'ont reconnu les Parties Contractantes du GATT lorsqu'elles ont adopté la note additionnelle relative à l'article VI du GATT de 1947 en 1955, laquelle a ensuite été incorporée dans l'article 2.7 de l'Accord antidumping. Par ailleurs, dans les cas où les conditions d'une économie de marché ne sont pas présentes, il est difficile d'appliquer les règles antidumping pour agir avec efficacité sur la véritable source de la discrimination par les prix. En effet, dans un pays à économie autre que de marché, les moyens de production et l'économie, y compris le commerce international, sont sous le contrôle strict de l'État. Toutes les importations en provenance de pays à économie autre que de marché sont donc considérées comme émanant d'un producteur unique, l'État. Compte tenu du contrôle de l'État sur le commerce international, il ne serait pas pertinent de spécifier les sociétés exportatrices séparément, car elles constituent collectivement un fournisseur ou une entité exportatrice unique, à savoir, l'État. L'UE affirme que l'Accord antidumping (ainsi que les accords qui l'ont précédé) autorise l'imposition de droits antidumping à l'échelle du pays sur les importations en provenance de pays à économie autre que de marché, précisément afin d'agir sur la véritable source de la discrimination par les prix, à savoir, l'État.

2. S'agissant du champ de la mesure en cause, l'Union européenne a expliqué en détail que l'article 9 5) du Règlement n° 384/96 du Conseil, tel qu'il est libellé, avait trait *stricto sensu* à l'imposition de droits antidumping. Plus précisément, l'article 9 5) équivaut à une question liminaire qui se pose au début de l'enquête: compte tenu des particularités spécifiques des pays à économie autre que de marché, la société requérante peut-elle être considérée comme un fournisseur agissant indépendamment de l'État (auquel cas ce fournisseur bénéficiant du traitement individuel est considéré comme étant responsable de tout dumping constaté et ses importations sont assujetties à un droit antidumping individuel)? Ou bien la société requérante est-elle contrôlée par l'État (auquel cas ce fournisseur ne bénéficiant pas du traitement individuel est considéré comme étant une agence d'exportation liée au véritable producteur et source de la discrimination alléguée par les prix, et ses importations sont assujetties au taux de droit à l'échelle du pays)? Les tentatives contradictoires faites par la Chine pour inclure, dans le champ de l'article 9 5), d'autres questions, telles que la

détermination individuelle de marges de dumping ou la manière dont le niveau des droits est établi, devraient être rejetées. Un Membre ne peut pas identifier une mesure spécifique, présenter une allégation "en tant que tel" à son sujet et prétendre que toute conséquence ou étape ultérieure découlant de la détermination à laquelle cette mesure a donné lieu en fait partie; et il ne peut certainement pas agir ainsi lorsque d'autres dispositions non contestées portent spécifiquement sur ces autres questions.

3. L'Union européenne a également montré que les allégations de la Chine reposaient sur une interprétation erronée des accords visés. Premièrement, l'article 9.2 de l'Accord antidumping autorise également l'imposition de droits antidumping à l'échelle du pays dans le cas particulier des importations en provenance de pays à économie autre que de marché. En effet, en l'absence de conditions d'une économie de marché, l'État est considéré comme étant le véritable fournisseur et la "source" de la discrimination alléguée par les prix, et tous "montants" recouvrés auprès de l'État ou de ses agences d'exportation (c'est-à-dire les fournisseurs ne bénéficiant pas du traitement individuel) sont "appropriés". Deuxièmement, la possibilité d'imposer des droits antidumping à l'échelle du pays suit également le principe général ou la préférence énoncé à l'article 6.10 de l'Accord antidumping en ce qui concerne le calcul des marges de dumping sur une base individuelle, et confirme que l'échantillonnage n'est pas la seule situation dans laquelle cette préférence ne doit pas nécessairement être suivie. Troisièmement, en tout état de cause, la troisième phrase de l'article 9.2 de l'Accord antidumping autorise également l'imposition de droits à l'échelle du pays lorsqu'il existe plusieurs fournisseurs et qu'il n'est "pas réalisable" de spécifier des droits antidumping individuels pour chaque fournisseur. Quel que soit le dictionnaire que l'on choisit, le terme "impracticable" (non réalisable) signifie "something which is not feasible in practice" (quelque chose qui n'est pas faisable dans la pratique), "something which cannot be done for practical reasons" (quelque chose qui ne peut pas être fait pour des raisons pratiques ou quelque chose qui n'est pas "able to be effected, accomplished or done" (susceptible d'être effectué, accompli ou réalisé). En d'autres termes, les fournisseurs ne peuvent pas être spécifiés par leur nom et les droits ne peuvent pas être imposés sur une base individuelle pour des raisons "pratiques" (c'est-à-dire que ces droits seraient inefficaces, irréalisables, ou inadaptés pour être utilisés à une fin particulière, à savoir neutraliser ou empêcher le dumping pratiqué par le véritable fournisseur, l'État). Le contexte de termes semblables figurant dans d'autres parties de l'Accord antidumping et dans d'autres accords visés (en particulier le Mémorandum d'accord), ainsi que d'autres dispositions, telles que l'article 6.10, ainsi que l'objet et le but des dispositions de l'Accord antidumping et de l'Accord antidumping dans son ensemble, étayent pleinement cette conclusion. L'historique de la négociation de l'article 8 du Code antidumping du Kennedy Round, dont la Chine a fait abstraction, confirme également que l'imposition de droits antidumping à l'échelle du pays est autorisée, à condition que des remboursements ultérieurs puissent être accordés.

4. L'article 9 5) du Règlement n° 384/96 du Conseil correspond au libellé de l'article 9.2 de l'Accord antidumping dans toute la mesure du possible, et il établit un mécanisme, pour les situations dans lesquelles les conditions d'une économie de marché sont absentes, autorisant l'imposition de droits antidumping qui agissent avec précision sur la véritable source de dumping dans chaque cas (à savoir, soit le fournisseur indépendant bénéficiant du traitement MET/traitement individuel, soit l'État et ses agences d'exportation). Dans le cadre d'une demande de remboursement, il va sans dire que si l'importateur peut montrer que le fournisseur assujetti au taux de droit à l'échelle du pays agit indépendamment de l'État, un remboursement serait accordé (dans la mesure où la marge de dumping a été supprimée ou réduite). L'article 9 5) est également conforme au Protocole d'accession de la Chine, qui reconnaît que la Chine n'a pas une économie de marché et qui prévoit qu'en l'absence de "conditions d'une économie de marché", les autorités chargées de l'enquête peuvent recourir à "une méthode qui ne sera pas fondée sur une stricte comparaison avec les prix ou les coûts intérieurs en Chine (…) pour déterminer la comparabilité des prix au titre de l'article VI du GATT de 1994 et de l'Accord antidumping". Une méthode visant à déterminer l'existence d'un dumping qui considère que l'État est le véritable producteur du produit considéré et utilise les renseignements disponibles pour

comparer les prix d'exportation du véritable producteur avec la valeur normale dans un pays analogue est aussi "une méthode qui ne sera pas fondée sur une stricte comparaison avec les prix ou les coûts intérieurs en Chine".

5. L'allégation formulée par la Chine au titre de l'article I:1 du GATT de 1994 devrait également être rejetée. La Chine fait valoir qu'un conflit n'existe que lorsque les "obligations" (par opposition aux "droits") figurant dans les différents accords ne peuvent être respectées simultanément. Selon l'UE, cette interprétation de la notion de conflit est très étroite. L'Accord antidumping définit les situations dans lesquelles ces mesures peuvent être imposées. Comme la décision d'imposer des droits antidumping est un "droit" accordé au Membre considéré, chaque décision de le faire constituerait une violation du principe NPF. Cela ne peut pas être le cas. Enfin, la Chine fait valoir que l'article 9 5) du Règlement n° 384/96 du Conseil constitue une discrimination à l'encontre des pays à économie autre que de marché. À cet égard, la Chine ne tient pas compte du fait que l'Union européenne applique également des droits antidumping à l'échelle du pays aux importations en provenance de pays à économie de marché dans les situations où il n'est pas réalisable de spécifier des droits individuels; et qu'il existe une différence fondamentale entre les importations en provenance de pays à économie de marché et de pays à économie autre que de marché: le rôle de l'État est différent. Par conséquent, dans la mesure où il est nécessaire que le Groupe spécial examine cette allégation, il devrait la rejeter intégralement.

II. ARTICLE 9 5) DU RÈGLEMENT N° 384/96 DU CONSEIL, "TEL QU'IL EST APPLIQUÉ" PAR LE RÈGLEMENT N° 91/2009 DU CONSEIL

6. Cette allégation concernant le Règlement n° 91/2009 du Conseil est la même que l'allégation "en tant que tel" qui a été formulée à propos de l'article 9 5) et le Groupe spécial devrait la traiter en conséquence. En tout état de cause, comme toutes les sociétés requérantes ont obtenu un traitement individuel dans l'enquête sur les éléments de fixation, l'Union européenne estime que la mesure en cause (à savoir, le Règlement n° 91/2009 du Conseil) n'a entraîné ni annulation ni réduction d'avantages pour la Chine.

III. REPRÉSENTATIVITÉ DE LA BRANCHE DE PRODUCTION NATIONALE DE L'UE

7. S'agissant de l'allégation de la Chine concernant la détermination de la représentativité, l'Union européenne estime qu'elle ne relève pas du mandat du Groupe spécial. Sur le fond: non seulement les allégations de la Chine exposent l'argument de l'UE de façon inexacte, mais elles semblent reposer sur une confusion quant à la méthode utilisée par les autorités de l'UE pour examiner la représentativité dans l'enquête sur les éléments de fixation. Contrairement aux affirmations de la Chine, les autorités de l'UE ont contrôlé le chiffre de la production communautaire totale et vérifié le soutien/l'opposition à la demande avant l'ouverture de l'enquête, conformément à l'article 5.4 de l'Accord antidumping. La Chine allègue également que les producteurs de l'UE soutenant expressément la demande représentaient moins de 25 pour cent de la production totale du produit similaire produite par la branche de production nationale. À cet égard, l'Union européenne fait observer que la Chine confond le pourcentage de la production totale des plaignants (26,7 pour cent) avec le pourcentage des producteurs nationaux soutenant expressément la demande (37 pour cent). La Chine fait abstraction du fait que 37 pour cent est loin de 25 pour cent et s'évertue à faire valoir au moyen de plusieurs affirmations que le pourcentage de la production totale des plaignants (26,7 pour cent) est proche de 25 pour cent. L'Union européenne estime que les affirmations de la Chine sont dénuées de pertinence car le pourcentage des producteurs nationaux soutenant expressément la demande est de 37 pour cent.

IV. DÉFINITION DE LA BRANCHE DE PRODUCTION NATIONALE

8. Il ressort de la deuxième communication écrite de la Chine que la principale, voire la seule, allégation que maintient activement la Chine à ce sujet concerne la violation alléguée de l'article 4.1 parce que les autorités de l'UE ont imposé un délai de 15 jours aux producteurs nationaux pour se faire connaître et se dire prêts à coopérer à l'enquête afin de faire partie de la "branche de production nationale". Le simple fait que la Chine se concentre maintenant entièrement sur cette allégation est révélateur de la faiblesse de ses allégations en ce qui concerne la définition de la branche de production nationale en général. Premièrement, l'UE rappelle que cette allégation relative aux 15 jours n'a pas fait l'objet de consultations entre les parties et qu'elle ne relève donc pas du mandat du Groupe spécial. La Chine ne peut nier que cette allégation ne figure nulle part dans la demande de consultations. Même la Chine admettra que cette question n'a pas été discutée au cours des consultations. Toute constatation du Groupe spécial sur cette question outrepasserait le mandat du Groupe spécial et constituerait une erreur de droit. Sur le fond, l'allégation de la Chine est manifestement erronée pour les raisons indiquées dans des communications antérieures. L'utilisation d'un délai pour définir la branche de production nationale est raisonnable et acceptable.

9. Deuxième allégation de la Chine en ce qui concerne la définition de la branche de production nationale: dans des communications antérieures, l'UE a déjà longuement expliqué pourquoi l'allégation de la Chine, selon laquelle une production de 27 pour cent ne constituait pas une proportion majeure de la production nationale totale en l'espèce, reposait sur une interprétation erronée de l'article 4.1 et était fondée sur l'hypothèse erronée qu'il existait une préférence pour une définition reposant sur une production nationale de 100 pour cent. Certes, la Chine aurait souhaité que le texte soit libellé différemment, mais il n'est tout simplement pas vrai que l'option de la "proportion majeure" ne puisse être choisie que s'il existe une "impossibilité pratique" d'obtenir les renseignements demandés de tous les producteurs du produit similaire. La Chine semble indiquer, à tort, qu'il était fait obligation aux autorités de l'UE de démontrer que 27 pour cent constituait une "proportion majeure" dans les circonstances spécifiques propres à la présente affaire. Une telle obligation n'existe pas. Comme l'Accord antidumping n'exige pas d'explication à priori, mais exige simplement qu'il soit satisfait à l'obligation de fond, l'allégation de violation formulée par la Chine en l'espèce doit être rejetée. Troisièmement, l'UE a déjà expliqué que l'allégation de la Chine selon laquelle la branche de production nationale n'a pas été définie relativement à la période couverte par l'enquête était erronée. Dans sa deuxième communication écrite, la Chine se borne à répéter les mêmes arguments erronés et ne réfute pas le fait essentiel que la détermination de la proportion majeure a été faite sur la base de la dernière année complète de la période couverte par l'enquête aux fins de la détermination de l'existence d'un dommage pour laquelle des statistiques étaient disponibles. Quatrièmement, dans sa deuxième communication écrite, la Chine a en fait présenté une nouvelle allégation selon laquelle l'UE avait fait une détermination de l'existence d'un dommage pour un échantillon de producteurs qui n'était pas représentatif. La Chine s'est rendue compte de la faiblesse fondamentale de l'allégation qu'elle avait effectivement présentée et a modifié son allégation en espérant obtenir un meilleur résultat; mais, même les règles de procédure limitées du mécanisme de règlement des différends de l'OMC ne permettent pas ce type de recherche de l'allégation la plus appropriée aux stades finals de la procédure. En tout état de cause, l'allégation de la Chine est erronée, tant sur le plan du droit que sur celui des faits car l'échantillon était représentatif de la branche de production nationale, y compris les petits et les gros producteurs, et représentait les producteurs des divers types de produits. Cinquièmement, s'agissant de l'allégation de la Chine concernant la nécessité alléguée d'exclure les producteurs liés, l'UE fait observer que la Chine n'a même pas tenté de réfuter sur le fond l'argument de l'UE.

V. SÉLECTION DU PRODUIT CONSIDÉRÉ

10. Le contexte des articles 6.10 et 2.4, ainsi que la jurisprudence de l'Organe d'appel, confirment le texte de l'article 2.1: le produit considéré peut comprendre différents types ou modèles. Lorsqu'elles ont défini le produit considéré comme étant des "éléments de fixation" et qu'elles ont ensuite établi des distinctions entre les différents modèles ou types (ordinaires ou spéciaux) pour assurer la comparabilité, les autorités de l'UE ont comparé "des pommes avec des pommes".

VI. COMPARAISON ÉQUITABLE AU TITRE DE L'ARTICLE 2.4 DE L'ACCORD ANTIDUMPING

11. L'élément essentiel de l'allégation de la Chine s'est maintenant déplacé pour porter sur l'obligation d'effectuer des "ajustements pour tenir compte des différences dans les caractéristiques physiques qui affectent la comparabilité des prix". Toutefois, ni au cours de la procédure, ni dans sa première ou sa deuxième communication écrite, la Chine n'a indiqué pourquoi certains des facteurs inclus dans le NRP nécessitaient de tels ajustements. L'hypothèse erronée sur laquelle repose l'allégation de la Chine est qu'étant donné que certains facteurs font partie du NRP des ajustements sont requis pour chacun d'entre eux. Cette hypothèse est tout simplement incorrecte car les NRP ne constituent qu'un outil pour la collecte de renseignements. Il importe de noter que les parties intéressées chinoises ont présenté des arguments concernant l'importance de la résistance du produit, même si celle-ci faisait partie du NRP. La logique de la Chine selon laquelle aucune des parties intéressées n'a fait valoir qu'il fallait effectuer des ajustements pour tenir compte des facteurs inclus dans le NRP parce qu'elles supposaient que ces facteurs seraient de toute façon pris en considération du fait de l'utilisation de modèles fondés sur le NRP est donc contredite par le comportement effectif des parties intéressées chinoises au cours de l'enquête. En outre, nous rappelons que les éléments de preuve versés au dossier montraient que le coût du contrôle de la qualité était plus élevé pour le producteur indien et qu'il avait donc fallu effectuer un ajustement en faveur des parties intéressées chinoises.

12. Dans sa deuxième communication écrite, la Chine introduit plusieurs nouvelles allégations, qui sont essentiellement des allégations de procédure, selon lesquelles les autorités de l'UE auraient dû informer les parties intéressées de la méthode utilisée pour effectuer la comparaison. Outre qu'il n'existe aucune obligation de ce type dans l'Accord antidumping et qu'aucune allégation de ce type ne figurait dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Chine, l'UE tient à indiquer que les autorités de l'UE ont évidemment demandé tous les renseignements nécessaires et qu'elles ont bien informé les parties intéressées ayant formulé des observations à ce sujet que la comparaison n'avait pas été effectuée sur la base de la méthode fondée sur le NRP.

VII. SOUS-COTATION DU PRIX

13. L'allégation de la Chine selon laquelle les autorités de l'UE ont manqué à l'obligation d'examiner s'il existait une sous-cotation notable du prix n'est pas soumise à bon droit au Groupe spécial parce qu'elle ne faisait pas partie de la demande de consultations.

14. Sur le fond, l'UE a déjà expliqué dans des communications antérieures pourquoi les allégations de la Chine étaient sans fondement. Même en l'absence de lignes directrices claires concernant la méthode à suivre pour l'analyse de la sous-cotation du prix et le large pouvoir discrétionnaire que cela suppose, il ressort du dossier que la comparaison qu'ont effectuée les autorités de l'UE en utilisant des NRP presque complets était une méthode raisonnable et impartiale pour réaliser cette comparaison des prix.

VIII. VOLUME DES IMPORTATIONS FAISANT L'OBJET D'UN DUMPING

15. La Chine fait valoir que l'analyse du volume effectuée par les autorités de l'UE était incompatible avec l'article 3.1 et 3.2 pour la simple raison que celles-ci n'ont pas exclu le volume correspondant aux deux exportateurs marginaux dont il avait été constaté qu'ils ne pratiquaient pas le dumping. La deuxième communication écrite de la Chine n'ajoute rien au débat mais ne fait ressortir que trop clairement l'approche formaliste adoptée par la Chine, selon laquelle "le simple fait que l'examen incluait des importations ne faisant pas l'objet d'un dumping le rendait nécessairement incompatible avec l'article 3.1 et 3.2 de l'Accord antidumping". Puisque l'augmentation du volume des importations faisant l'objet d'un dumping n'est pas une condition requise pour que des droits soient imposés et que l'Accord antidumping n'exige même pas de constatation sur le point de savoir si le volume a augmenté, mais exige simplement que l'autorité prenne cet aspect en considération dans l'évaluation globale du dommage, lequel doit être fondé dans sa totalité sur des éléments de preuve positifs et un examen objectif, l'UE estime que cette approche formaliste n'est tout simplement pas justifiée dans le contexte en l'espèce.

IX. FACTEURS DE DOMMAGE AU REGARD DE L'ARTICLE 3.4 DE L'ACCORD ANTIDUMPING

16. Premièrement, dans sa deuxième communication écrite, la Chine se borne à répéter l'argument erroné selon lequel les autorités de l'UE ont manqué à leurs obligations dans le cadre de l'OMC parce qu'elles ont examiné certains facteurs de dommage macro-économique en utilisant les données relatives à tous les producteurs de la branche de production nationale et d'autres facteurs sur la base des renseignements reçus uniquement des sociétés incluses dans l'échantillon. Deuxièmement, la discussion prolongée menée par la Chine au sujet du manquement allégué à l'obligation d'examiner le facteur rentabilité d'une manière objective est une autre preuve regrettable de l'approche erronée de la Chine. La Chine n'approuve pas la conclusion à laquelle les autorités de l'UE sont parvenues, et suggère que le Groupe spécial fasse de même. Mais ce n'est pas la tâche du Groupe spécial. La tâche du Groupe spécial est d'examiner si une explication motivée et raisonnable a été fournie sur la manière dont les faits étayent la détermination qui a été formulée. Troisièmement, dans sa deuxième communication écrite, la Chine répète l'argument qu'elle a déjà présenté, selon lequel "une constatation de l'existence d'un dommage important … ne peut pas uniquement se fonder sur un facteur négatif" et selon lequel "après avoir constaté que tous les facteurs indiquaient une tendance positive sur la période considérée, l'UE aurait dû conclure que la branche de production de l'UE n'avait pas subi de dommage important". L'Accord antidumping n'interdit pas une constatation de l'existence d'un dommage fondée sur un seul facteur négatif; cela est fonction de la manière dont ce facteur est lié aux autres facteurs. Les autorités de l'UE n'ont pas formulé leur constatation en se fondant uniquement sur un facteur négatif. Il n'est pas vrai non plus que les autorités de l'UE aient "constaté que tous les facteurs indiquaient une tendance positive" et ce deuxième postulat sur lequel repose l'argument de la Chine est également erroné. L'affirmation selon laquelle les autorités de l'UE "auraient dû conclure que la branche de production de l'UE n'avait pas subi de dommage important" n'est pas la question dont vous êtes saisi et elle n'est donc pas pertinente. La question pertinente dont la Chine n'a pas traité est celle de savoir, premièrement, si l'UE a évalué tous les facteurs de dommage énoncés à l'article 3.4 – oui, elle l'a fait, et même la Chine ne prétend pas le contraire; et, deuxièmement, si l'évaluation des divers facteurs a été raisonnable et motivée. Quatrièmement, dans sa deuxième communication écrite, la Chine répète l'allégation erronée selon laquelle l'Union européenne a conclu à tort que le dommage a consisté dans l'éviction d'un segment de marché vers un autre. Comme il a été expliqué dans des communications antérieures, les autorités de l'UE n'ont pas formulé une telle constatation d'éviction du marché, mais ont établi leur constatation de l'existence d'un dommage relativement aux éléments de fixation pris dans leur ensemble.

X. LIEN DE CAUSALITÉ ET NON-IMPUTATION

17. Dans sa deuxième communication écrite, la Chine présente un ensemble entièrement nouveau d'allégations qui ne figurent nulle part dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial ou dans sa première communication écrite – à savoir que l'UE n'a pas démontré l'existence d'un lien de causalité car "une simple coïncidence n'établit pas l'existence d'un lien de causalité" et que l'UE n'a pas fourni d'éléments de preuve montrant pourquoi les producteurs nationaux avaient décidé de produire davantage d'éléments de fixation spéciaux. Ces nouvelles allégations de la Chine ne relèvent donc pas du mandat du Groupe spécial, et toute constatation à leur sujet constituerait une violation de l'article 11 du Mémorandum d'accord.

18. En tout état de cause, la jurisprudence de l'OMC, dans le contexte des sauvegardes par exemple, a établi clairement qu'une coïncidence entre l'évolution des importations et l'évolution des facteurs de dommage devrait normalement corroborer une constatation de l'existence d'un lien de causalité. En outre, et ainsi qu'il a été expliqué dans la première communication écrite de l'UE, les autorités de l'UE ont fourni une explication motivée et raisonnable de l'existence d'un lien de causalité entre les importations faisant l'objet d'un dumping et le dommage dont l'existence avait été constatée. S'agissant de l'analyse aux fins de la non-imputation, dans sa deuxième communication écrite, la Chine se borne à répéter les assertions faites antérieurement selon lesquelles certains facteurs n'étaient pas suffisamment dissociés et distingués, même si ces allégations étaient clairement contredites par les faits figurant dans le dossier. S'agissant du facteur résultats à l'exportation, l'UE rappelle d'abord qu'il n'a pas été constaté que ce facteur était un facteur causant un dommage; après tout, les résultats à l'exportation étaient bons. De plus, ce facteur ne peut pas avoir eu une forte incidence vu le peu d'importance des ventes à l'exportation par rapport aux ventes intérieures.

XI. ALLÉGATIONS DE PROCÉDURE FORMULÉES PAR LA CHINE AU TITRE DES ARTICLES 6 ET 12 DE L'ACCORD ANTIDUMPING

19. Interprétation de l'article 6.2: la position de la Chine repose sur une hypothèse juridique erronée et fait abstraction de la jurisprudence qui traite précisément de la distinction entre l'article 6.2 et l'article 6.4. Premièrement, ainsi que l'Union européenne l'a indiqué dans sa réponse à la question n° 62 du Groupe spécial, l'Organe d'appel a estimé que les paragraphes 1 et 2 de l'article 6, ensemble, énonçaient les droits fondamentaux liés à la régularité de la procédure qui revenaient aux parties intéressées dans les enquêtes antidumping. Il n'est pas juridiquement correct de dire que ces droits seraient énoncés dans la première phrase de l'article 6.2, comme la Chine l'affirme. Il n'est pas non plus correct de dire que l'article 6.2 contiendrait deux ensembles de droits et d'obligations entièrement différents. La Chine ne tient pas non plus compte du rapport du Groupe spécial *Corée – Certains papiers*, qui a traité précisément de cette question.

20. Interprétation de l'article 6.4 et 6.9: l'Union européenne ne peut qu'exprimer son étonnement face à la manière dont la Chine tente de récrire ce qui constituait la prémisse de ses allégations au titre de l'article 6.4 et 6.9 dans sa première communication écrite.

Allégation de la Chine selon laquelle "le fait que l'UE n'a pas divulgué l'identité des plaignants et de ceux qui soutenaient la plainte contrevient à l'article 6.5 de l'Accord antidumping"

21. Premièrement, l'Union européenne relève avec plaisir que la Chine admet que son allégation ne concerne pas en fait le volume et/ou la valeur de la production. Deuxièmement, la Chine a démontré elle-même que les parties intéressées avaient eu accès aux chiffres de production détaillés des plaignants société par société. Si la Chine laisse entendre sérieusement que les parties intéressées étaient en possession de renseignements détaillés sur la production de tous les producteurs communautaires afin de "vérifier" ces renseignements, rien ne les empêchaient de les fournir aux autorités de l'UE afin de mettre en doute les chiffres figurant dans la pièce CHN-42. Il n'a jamais été

donné à entendre que ces chiffres seraient incorrects. L'identité des plaignants et de ceux qui soutiennent la plainte est donc un faux problème du point de vue des droits des parties intéressées en tant que défendeurs. Troisièmement, la Chine continue de soutenir que la rétorsion potentielle est "hypothétique" même si elle reconnaît maintenant que "c'est uniquement si le traitement confidentiel est refusé qu'il sera possible de savoir s'il y aura effectivement ou non une rétorsion". Il s'agit d'une admission cruciale parce que la Chine fait entièrement abstraction du fait que la simple menace de rétorsion en soi a un effet défavorable sur une personne ou une société. Ce qu'exige l'article 6.5, ce sont des "raisons valables" et la menace de rétorsion satisfait sûrement à cette exigence. Quatrièmement, la Chine continue de soutenir que, d'une façon ou d'une autre, la divulgation de l'identité des sociétés incluses dans l'échantillon "montre que les sociétés constituant la branche de production communautaire sont ou bien des plaignants ou bien des sociétés qui soutiennent la plainte". L'Union européenne ne voit pas la logique de cet argument. L'identité des plaignants et de ceux qui soutiennent la plainte est manifestement une question entièrement distincte de celle de l'identité des sociétés incluses dans l'échantillon.

Allégation de la Chine selon laquelle "le fait que l'UE n'a pas divulgué l'identité des plaignants est incompatible avec l'article 6.4 et 6.2 de l'Accord antidumping"

22. Ces allégations sont corollaires à l'allégation formulée par la Chine au titre de l'article 6.5. Dans la mesure où le Groupe spécial voudrait s'attarder davantage sur ces allégations, l'Union européenne espère qu'il posera des questions pertinentes aux parties compte tenu des paramètres de la régularité de la procédure, tels qu'ils ont été clarifiés par la jurisprudence de l'Organe d'appel.

Allégation de la Chine selon laquelle "l'UE n'a pas fourni de renseignements concernant les "types de produits" utilisés aux fins du calcul de la valeur normale, contrevenant ainsi à l'article 6.4 et 6.2 de l'Accord antidumping"

23. Cette allégation est fondée sur la pertinence des NRP détaillés pendant l'enquête. L'Union européenne estime que l'hypothèse sur laquelle repose l'allégation de la Chine est incorrecte. En outre, cette allégation fait abstraction du fait que les renseignements émanant de la société du pays analogue étaient en grande partie confidentiels. La Chine n'a pas contesté le traitement confidentiel des renseignements et ne peut donc pas démontrer qu'il aurait pu y avoir une violation de l'article 6.4 ou 6.2.

Allégation de la Chine selon laquelle "l'UE n'a pas fourni de renseignements concernant le calcul de la valeur normale, contrevenant ainsi à l'article 6.5, 6.2 et 6.4 de l'Accord antidumping"

24. L'Union européenne ne comprend pas très bien en quoi cette allégation diffère de l'allégation précédente, sinon que l'article 6.5 de l'Accord antidumping est également cité dans l'intitulé et que le champ factuel semble plus général. En tout état de cause, l'Union européenne se félicite du fait que la Chine admet *de facto* qu'une allégation au titre de l'article 6.5 a été formulée tout au plus implicitement. Il va naturellement sans dire qu'une allégation implicite qui n'est pas accompagnée d'une argumentation et d'éléments de preuve appropriés ne peut satisfaire aux prescriptions les plus élémentaires à respecter pour établir des éléments *prima facie*. En outre, même s'il existait une allégation au titre de l'article 6.5, on ne sait malgré tout pas clairement si elle serait formulée au titre du texte introductif de l'article 6.5 ou de l'article 6.5.1.

Allégation de la Chine selon laquelle "l'UE n'a pas fourni de renseignements concernant la comparaison équitable qui était effectuée, y compris les ajustements pour tenir compte des différences affectant la comparabilité des prix, contrevenant ainsi à l'article 6.2 et 6.4 de l'Accord antidumping"

25. La Chine n'a pas mis en cause l'Union européenne au titre de l'article 6.5 de l'Accord antidumping. En réalité, comme la Chine doit admettre que les renseignements détaillés concernant les coûts du contrôle de la qualité encourue par la société du pays analogue ont été protégés à juste titre en tant que renseignements commerciaux confidentiels et à supposer pour les besoins de l'argumentation que d'autres conditions seraient remplies, il ne pourrait y avoir de violation de l'article 6.4 ou 6.2 car ces deux dispositions reconnaissent expressément la nécessité de protéger la confidentialité des renseignements.

Allégation de la Chine selon laquelle "en ne fournissant pas de renseignements concernant les types de produits, la détermination de la valeur normale et la comparaison, y compris les ajustements qui ont été effectués, l'UE a contrevenu à l'article 6.9 de l'Accord antidumping"

26. La Chine assimile pour l'essentiel les obligations figurant à l'article 6.2, 6.4 et 6.5 à celles qui figurent à l'article 6.9. Toutefois, l'article 6.9 ne porte pas sur la "même question précisément" que l'article 6.2, 6.4 et 6.5. C'est justement ce que de nombreux groupes spéciaux ont jugé erroné et ce que la Chine elle-même fait valoir dans sa réponse à la question n° 62 du Groupe spécial. En outre, la Chine invoque les documents pour la divulgation comme éléments de preuve tant au titre de l'article 6.4 que de l'article 6.9 et ces documents étaient sûrement en la possession de la Chine au moment des consultations. Le cas échéant, on pourrait peut-être envisager qu'une allégation au titre de l'article 6.4 puisse être formulée sur la base d'une allégation au titre de l'article 6.9, mais l'inverse ne semble pas du tout convaincant. Selon l'Union européenne, la Chine tente de rectifier une omission, mais il est trop tard pour le faire. Sur le fond, la Chine n'ajoute rien à son "allégation", qui reste une pure affirmation.

Allégation de la Chine selon laquelle "l'UE a contrevenu à l'article 6.5 car les versions non confidentielles des réponses au questionnaire communiquées par les producteurs communautaires ainsi que de la réponse au questionnaire communiquée par le producteur du pays analogue étaient largement insuffisantes"

27. S'agissant des allégations de la Chine concernant la version non confidentielle des réponses au questionnaire communiquées par les deux producteurs communautaires, les arguments de la Chine avaient déjà été prévus dans la réponse de l'Union européenne à la question n° 72 du Groupe spécial. Si le Groupe spécial devait exiger des éléments de preuve additionnels, l'Union européenne serait prête à se pencher sur les centaines de pages de renseignements figurant dans le dossier non confidentiel qui ne concernent que ces deux sociétés et dont la Chine n'a pas tenu compte lorsqu'elle a présenté son argumentation. Toutefois, selon l'Union européenne, il incombe d'abord au plaignant de démontrer que la prémisse factuelle de ses allégations est correcte. S'agissant de l'"allégation" concernant la version non confidentielle de la réponse au questionnaire communiquée par le producteur du pays analogue, seulement deux phrases ont été présentées au Groupe spécial, lesquelles figurent dans la deuxième communication écrite de la Chine et dans la réponse de la Chine à la question n° 71 du Groupe spécial. Eu égard au paragraphe 16 des procédures de travail du Groupe spécial, l'Union européenne estime qu'il est important d'un point de vue systémique que le Groupe spécial s'arrête là car la Chine a eu la possibilité d'établir le bien-fondé de ses allégations, mais elle n'a même pas tenté de le faire. En tout état de cause, les communications de la Chine sur ce point sont incohérentes sur le plan interne.

Allégation de la Chine selon laquelle "l'UE a contrevenu à l'article 6.2 et 6.4 car les versions non confidentielles des réponses au questionnaire communiquées par les producteurs communautaires ainsi que de la réponse au questionnaire communiquée par le producteur du pays analogue étaient largement insuffisantes"

28. Cette allégation est purement corollaire et subordonnée à l'allégation ci-dessus fondée sur l'article 6.5. L'hypothèse sur laquelle repose l'argumentation de la Chine est que certains renseignements auraient été traités à tort, d'après les allégations, d'une manière confidentielle. Par conséquent, il n'est pas nécessaire d'examiner cette allégation plus avant.

Allégations de la Chine selon laquelle "en ne versant pas les données Prodcom au dossier non confidentiel et en ne fournissant pas d'explication sur la manière dont l'estimation de la production de l'UE avait été effectuée, l'UE a contrevenu à l'article 6.5 de l'Accord antidumping" et selon laquelle "en ne versant pas les données Prodcom au dossier non confidentiel et ne fournissant pas d'explication sur la manière dont l'estimation de la production de l'UE avait été effectuée, l'UE a contrevenu à l'article 6.2 et 6.4 de l'Accord antidumping"

29. Dans sa deuxième communication écrite, la Chine a beaucoup reformulé ses allégations et ses arguments. En outre, l'Union européenne n'a jamais fait valoir que l'annexe C 1-2 à distribution restreinte ne pouvait "pas être considérée comme constituant des renseignements", ou plutôt qu'elle ne contenait pas de renseignements. Ce que l'Union européenne a indiqué très explicitement, c'est que les parties intéressées avaient pu prendre connaissance des renseignements d'Eurostat, y compris le fait que la source des renseignements était Eurostat. C'est la possibilité de voir les renseignements qui compte, et non qu'ils soient fournis au moyen d'un document spécifique donné. S'agissant des différences alléguées entre l'annexe C 1-2 à distribution restreinte et l'annexe C 1-1 à distribution non restreinte, il est remarquable de voir à quel point la Chine en a nettement exagéré l'importance. L'annexe à distribution non restreinte contient tous les renseignements pertinents permettant aux partes intéressées de défendre leurs intérêts.

Allégation de la Chine selon laquelle "par ses constatations concernant la branche de production nationale, l'UE a contrevenu à plusieurs droits en matière de régularité de la procédure, y compris l'article 6.2, 6.4 et 6.9 de l'Accord antidumping"

30. L'intitulé de cette "allégation" ou de ces "allégations" est un bon exemple de la manière approximative dont la Chine a agi dans le présent différend. La Chine ne prend même pas la peine de citer le fondement juridique de ses allégations d'une manière exhaustive. Cela n'est tout simplement pas sérieux et l'Union européenne traitera ces allégations en conséquence.

Allégation de la Chine selon laquelle "l'UE a contrevenu à l'article 12.2.2 de l'Accord antidumping en ne donnant pas tous les renseignements pertinents sur les déterminations relatives au traitement individuel"

31. Nous rappelons une fois encore que le traitement individuel a été accordé parce que les fournisseurs satisfaisaient aux cinq critères énoncés à l'article 9 5) du Règlement n° 384/96 du Conseil. Cela a été expliqué dans le Règlement n° 91/2009 du Conseil.

Allégation de la Chine selon laquelle "l'UE a contrevenu à l'article 6.5 de l'Accord antidumping en divulguant le document intitulé "Assessment of Market Economy Treatment Claims by nine producers in the PRC" (évaluation des demandes de statut de société opérant dans les conditions d'une économie de marché présentées par neuf producteurs de la RPC)

32. La Chine continue de faire valoir que certains des renseignements figurant dans le document pour la divulgation concernant le traitement MET seraient confidentiels et que ces renseignements auraient été expressément présentés comme tels par les sociétés mentionnées dans le document. Cependant, la Chine ne fournit absolument aucun élément de preuve indiquant que cela serait vrai.

Allégation de la Chine selon laquelle "l'UE a contrevenu à l'article 6.1.1 de l'Accord antidumping en limitant le délai pour la présentation des réponses au questionnaire concernant

le statut de société opérant dans les conditions d'une économie de marché et le traitement individuel à 15 jours à compter de la date de publication de l'avis d'ouverture de l'enquête"

33. La Chine n'a pas fourni le formulaire de demande de traitement MET en tant qu'élément de preuve conformément au paragraphe 16 des procédures de travail du Groupe spécial. Dans la mesure où le Groupe spécial déciderait de ne pas appliquer le paragraphe 16 de ses procédures de travail, l'Union européenne fait observer que la deuxième communication écrite de la Chine ne contient rien de plus que de simples conjectures sur le point de savoir comment l'octroi d'un délai plus long pour présenter le formulaire de demande de traitement MET aurait pu ou non affecter la conduite de l'enquête.

ANNEXE F-3

DÉCLARATION FINALE DE LA CHINE À LA DEUXIÈME RÉUNION DU GROUPE SPÉCIAL

Monsieur le Président et Messieurs les membres du Groupe spécial,

La Chine tient à vous remercier de nouveau, ainsi que le Secrétariat, pour la patience et l'attention rigoureuse dont vous avez fait preuve au cours de l'audition de nos arguments pendant les deux derniers jours et pour tout le travail que vous avez accompli dans la présente affaire.

La décision de la Chine de recourir au mécanisme de règlement des différends de l'OMC pour contester les mesures antidumping de l'UE n'a pas été prise à la légère. Toutefois, la Chine s'est sentie obligée de le faire à cause du caractère manifestement illégal des mesures en cause et de l'incidence économique importante qu'elles ont sur la Chine.

La première mesure en cause, l'article 9 5) du Règlement antidumping de base, est clairement incompatible avec plusieurs dispositions de l'Accord antidumping et n'a absolument aucun fondement juridique dans le Protocole d'accession de la Chine. L'UE, qui est l'un des Membres de l'OMC ayant ouvert le plus grand nombre d'enquêtes antidumping contre la Chine, applique cette mesure incompatible avec les règles de l'OMC dans toutes ses enquêtes antidumping contre la Chine. L'article 9 5) constitue manifestement une discrimination à l'encontre de la Chine et entraîne une annulation et une réduction des avantages résultant pour la Chine des Accords de l'OMC. En outre, l'article 9 5) a une incidence pratique très importante car il a mené à l'imposition illégale de droits antidumping élevés frappant un grand nombre de producteurs-exportateurs chinois.

S'agissant de la deuxième mesure en cause, le Règlement (CE) n° 91/2009 du Conseil, la Chine a prouvé que de nombreuses déterminations faites par l'UE étaient incompatibles avec les obligations de l'UE dans le cadre de l'OMC. Les allégations de fond relatives à la détermination concernant le traitement individuel, à la représentativité, à la branche de production nationale, au produit similaire, à la comparaison équitable, à la sous-cotation du prix, au volume des importations faisant l'objet d'un dumping, au dommage et au lien de causalité sont toutes essentielles s'agissant de la manière dont l'UE mène les enquêtes antidumping contre la Chine. Il en va de même pour les allégations relatives à la régularité de la procédure, qui montrent que les autorités de l'UE chargées de l'enquête ont contrevenu à plusieurs dispositions des articles 6 et 12 tout au long de l'enquête antidumping qui a conduit à la mesure en cause.

Au cours des derniers mois, les parties ont eu d'amples possibilités de présenter leurs éléments de preuve, de développer leurs arguments et d'examiner en détail les nombreuses questions soulevées en l'espèce dans leurs communications écrites et leurs réponses aux questions du Groupe spécial ainsi que pendant les réunions de fond avec le Groupe spécial. La Chine pense que ce processus a permis aux parties d'exposer et de clarifier les nombreux aspects factuels et juridiques du présent différend. Elle est persuadée qui si certaines questions restent obscures, le Groupe spécial n'hésitera pas à poser aux parties des questions écrites pour leur demander des renseignements et des clarifications supplémentaires. Il va sans dire que la Chine est disposée à répondre de son mieux à toutes demandes en ce sens.

Merci.

ANNEXE F-4

DÉCLARATION FINALE DE L'UNION EUROPÉENNE À LA DEUXIÈME RÉUNION DU GROUPE SPÉCIAL

Monsieur le Président et Messieurs les membres du Groupe spécial,

1. Tour d'abord, l'Union européenne aimerait de nouveau vous remercier, ainsi que le Secrétariat, pour les travaux que vous avez déjà accomplis. Il vous faut maintenant rendre une décision et la rédiger. Nous reconnaissons que la tâche qui vous attend n'est pas facile. En effet, comme nous l'avons souligné, les allégations de la Chine, telles qu'elles étaient libellées initialement dans ses demandes de consultation et d'établissement d'un groupe spécial, ont beaucoup évolué au cours de la présente procédure et nous ne savons plus très bien si, au stade actuel, la Chine maintient sérieusement (c'est-à-dire plus que pour la forme) toutes ses allégations. Par ailleurs, le mépris de la Chine pour les règles de procédure essentielles, telles qu'elles sont énoncées dans le Mémorandum d'accord et les procédures de travail du Groupe spécial, et même pour les indications précises du Président concernant le dépôt de nouvelles pièces, montre qu'elle se soucie très peu des principes essentiels de la régularité de la procédure. Nous mettons de nouveau le Groupe spécial en garde contre les citations erronées de nos arguments faites par la Chine ainsi que les nombreux renvois qu'elle fait à ses propres communications dans une tentative futile visant à montrer que les faits ou les arguments pertinents y ont été montrés ou expliqués (ce qui n'était souvent pas le cas).[1] Nous sommes bien sûr certains que le Groupe spécial lira nos communications et celles de la Chine en conséquence et de manière approfondie, et respectera dûment le critère d'examen relatif à l'évaluation objective, ainsi qu'il est prescrit à l'article 11 du Mémorandum d'accord. À cet égard, nous ne pouvons que nous dire prêts à aider le Groupe spécial à clarifier davantage tout fait ou argument que nous avons présenté.

2. Cela dit, nous souhaiterions formuler quelques brèves observations concernant la déclaration orale liminaire prononcée hier par la Chine.

3. S'agissant des allégations en tant que tel de la Chine concernant l'article 9 5) du Règlement n° 384/96 du Conseil, nous souhaiterions mentionner les points suivants. Premièrement, l'article 6:2 du Mémorandum d'accord fait obligation au Membre plaignant d'établir explicitement un lien entre la mesure spécifique en cause et l'allégation spécifique, en expliquant comment et pourquoi la mesure en cause contrevient aux Accords de l'OMC.[2] En l'absence de ce lien, le Membre considéré (en l'occurrence, l'UE) en est réduit à se demander comment la mesure décrite par le Membre plaignant dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial peut être la source de l'annulation ou de la réduction alléguée d'avantages. Lorsqu'un Membre n'a que trois semaines pour établir sa première communication écrite et qu'il essaie de répondre à toutes les questions soulevées par le Membre plaignant, les efforts déployés par la partie défenderesse pour participer aux procédures de bonne foi en vue de régler le différend[3], en tentant de fournir une réponse complète à toutes les questions soulevées dans la première communication écrite du Membre plaignant, ne devraient pas être pénalisés.

[1] Par exemple, déclaration orale liminaire de la Chine, deuxième réunion avec le Groupe spécial, paragraphe 45 (note de bas de page 46) et paragraphe 96 (note de bas de page 102).

[2] Deuxième communication écrite de l'UE, paragraphe 11.

[3] Article 3:10 du Mémorandum d'accord.

4. Deuxièmement, nous faisons observer que la Chine ne conteste pas le fait qu'une proposition visant à abroger le Règlement n° 384/96 du Conseil (à savoir, la mesure en cause telle qu'elle est décrite dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Chine) a été publiée en avril 2009, bien avant que la Chine n'ait demandé des consultations et l'établissement du Groupe spécial.[4] Encore une fois, nous estimons que le Groupe spécial devrait examiner uniquement la mesure spécifique en cause, plutôt que d'autres mesures (telles que le Règlement n° 1225/2009 du Conseil) ou d'autres questions qui ne relèvent pas de son mandat.

5. Troisièmement, nous notons que la Chine ne conteste pas que le Groupe spécial devrait examiner le champ d'application de l'article 9 5) tel qu'il est libellé.[5] Il ressort du sens et de la teneur de l'article 9 5) qu'il porte sur une question liminaire ayant trait à l'imposition de droits antidumping. Il sert à identifier la véritable source de la discrimination alléguée par les prix, soit à savoir lequel, du fournisseur bénéficiant du traitement MET/traitement individuel ou de l'État (China Inc.), est le fournisseur pertinent. Une fois que cette détermination a été faite, d'autres règles pertinentes sont appliquées. En effet, conformément aux articles 2 7) et 18 du Règlement n° 384/96 du Conseil, on calcule une marge de dumping pour les fournisseurs bénéficiant du traitement MET/traitement individuel en comparant leurs prix à l'exportation avec leurs propres valeurs normales ou celles d'un pays analogue, dans la mesure où les renseignements sont disponibles, tandis que la marge de dumping pour l'État, en tant que producteur pertinent dans une économie autre que de marché, est calculée sur la même base. Selon l'article 9 4), ces marges de dumping constituent le plafond maximal du taux de droit approprié. Les dispositions des articles 9 6) et 17 s'appliquent en cas d'échantillonnage. La description que fait la Chine de la teneur de l'article 9 5) comme incluant d'autres questions, telles que la détermination individuelle de marges de dumping ou le niveau des droits antidumping, est donc erronée et dangereuse.[6] Nous ne doutons pas que le Groupe spécial effectuera une évaluation appropriée du champ de la mesure en cause et n'examinera aucune conséquence, aucun résultat ou aucune détermination distincte ultérieure qui pourrait avoir, ou ne pas avoir, un rapport avec le sens et la teneur spécifiques de la mesure spécifiée par la Chine dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial.

6. Quatrièmement, s'agissant des allégations de la Chine, nous pensons avoir montré que l'article 6.10 de l'Accord antidumping contient une préférence pour la détermination individuelle de marges de dumping et que l'échantillonnage n'est pas le seul scénario dans lequel l'autorité chargée de l'enquête peut choisir de ne pas suivre cette préférence ou cette règle générale.[7] Contrairement à ce que la Chine affirme[8], c'est ce qu'indique l'historique de la négociation des articles 6.10 et 9.4 que nous vous avons fourni.[9] Il ressort des exemples tirés de l'expérience de l'UE et d'autres exemples hypothétiques qu'il existe d'autres situations dans lesquelles il ne serait pas nécessaire de suivre la règle générale ou la préférence, et il peut y avoir davantage d'exemples dans les cas où le fournisseur ou la société considéré serait assujetti au droit résiduel. Nous pensons également que les affaires *Corée – Certains papiers* et *CE – Saumon* sont pertinentes dans le présent différend car elles montrent toutes deux que l'existence d'un lien étroit entre les sociétés faisant partie d'un groupe autorise l'autorité chargée de l'enquête à déterminer une marge de dumping unique pour l'ensemble du groupe. À cet égard, la situation existant dans les économies autres que de marché peut être jugée analogue, car l'État, en tant que véritable producteur, est la source de la discrimination alléguée par les prix. C'est la raison pour laquelle, à notre avis, l'UE calcule de la même façon les marges de dumping pour un groupe et ses sociétés liées dans les économies de marché et la marge de dumping pour l'État et ses agences d'exportation liées dans les économies autres que de marché. La Chine tente d'embrouiller les

[4] Deuxième communication écrite de l'UE, paragraphe 28.
[5] Deuxième communication écrite de l'UE, paragraphe 15.
[6] Deuxième communication écrite de l'UE, paragraphes 20 à 22.
[7] Deuxième communication écrite de l'UE, paragraphes 36 à 44.
[8] Déclaration orale liminaire de la Chine, deuxième réunion avec le Groupe spécial, paragraphe 29.
[9] Pièce EU-3.

choses en énonçant de simples affirmations (par exemple "plus de 80 pour cent de toutes les exportations" ou "dans la plupart des cas") sans aucun élément de preuve au dossier pour les étayer, au sujet de notre pratique.[10]

7. Enfin, nous avons montré que l'article 9 5) était compatible avec l'article 9.2 de l'Accord antidumping. La Chine semble s'insurger contre le fait que les termes "véritable source de la discrimination par les prix" ne sont pas les termes d'un traité.[11] Toutefois, même la Chine cite le rapport de l'Organe d'appel dans lequel il est indiqué que la notion de dumping a trait au comportement du fournisseur en matière de prix, et elle fait abstraction du fait que l'État dans les économies autres que de marché peut être considéré comme étant un "producteur" et donc la source de la discrimination par les prix. À cet égard, l'imposition de droits antidumping à l'échelle du pays vise à agir en conséquence sur cette source et tout montant recouvré ultérieurement sera approprié; il faut par ailleurs garder à l'esprit la possibilité de demander des remboursements.

8. S'agissant du Règlement n° 91/2009 du Conseil, nous pensons avoir montré que les allégations de la Chine devraient être rejetées dans leur totalité. Pour résumer, les autorités de l'UE ont dûment déterminé la représentativité avant l'ouverture de l'enquête; elles ont défini correctement la branche de production nationale par référence à ceux qui représentaient une proportion majeure et étaient prêts à coopérer avec les autorités chargées de l'enquête; elles ont comparé "des pommes avec des pommes" dans l'analyse du dumping et de la sous-cotation du prix; elles ont examiné correctement le dommage et le lien de causalité; et elles ont pleinement respecté les droits des parties intéressées s'agissant de l'accès au dossier, de la divulgation des faits essentiels, etc.

Monsieur le Président et Messieurs les membres du Groupe spécial, nous vous remercions de nouveau pour votre attention et demeurons à votre disposition pour répondre à toute question supplémentaire que vous pourriez souhaiter poser.

_____

[10] Déclaration orale liminaire de la Chine, deuxième réunion avec le Groupe spécial, paragraphes 50 et 51.

[11] Déclaration orale liminaire de la Chine, deuxième réunion avec le Groupe spécial, paragraphe 53.

ANNEXE G

DEMANDE DE CONSULTATIONS ET DEMANDE D'ÉTABLISSEMENT D'UN GROUPE SPÉCIAL PRÉSENTÉES PAR LA CHINE

Table des matières		Page
Annexe G-1	Demande de consultations présentée par la Chine	G-2
Annexe G-2	Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Chine	G-6

ANNEXE G-1

DEMANDE DE CONSULTATIONS PRÉSENTÉE
PAR LA CHINE

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/DS397/1
G/L/891
G/ADP/D79/1
4 août 2009

(09-3790)

Original: anglais

COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES – MESURES ANTIDUMPING DÉFINITIVES VISANT CERTAINS ÉLÉMENTS DE FIXATION EN FER OU EN ACIER EN PROVENANCE DE CHINE

Demande de consultations présentée par la Chine

La communication ci-après, datée du 31 juillet 2009 et adressée par la délégation de la Chine à la délégation des Communautés européennes et au Président de l'Organe de règlement des différends, est distribuée conformément à l'article 4:4 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends.

Les autorités de mon pays m'ont chargé de demander l'ouverture de consultations avec les Communautés européennes (les "CE") conformément aux articles 1er et 4 du *Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends* (le "Mémorandum d'accord sur le règlement des différends"), à l'article XXIII:1 de l'*Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994* (le "GATT de 1994") et à l'article 17.3 de *l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994* (l'"Accord antidumping") en ce qui concerne, mais pas nécessairement exclusivement, les mesures suivantes des CE:

a) l'article 9 5) du Règlement (CE) n° 384/96 du Conseil, du 22 décembre 1995[1], tel qu'il a été modifié, relatif à la défense contre les importations qui font l'objet d'un dumping de la part de pays non membres de la Communauté européenne (le "*Règlement antidumping de base*");

[1] J.O. L 56, 6 mars 1996, pages 1 à 20.

b) le Règlement (CE) n° 91/2009 du Conseil du 26 janvier 2009 instituant un droit antidumping définitif sur les importations de certains éléments de fixation en fer ou en acier originaires de la République populaire de Chine.[2]

Il apparaît que ces mesures sont incompatibles avec les obligations des CE au titre des dispositions du GATT de 1994, de l'Accord antidumping et du Protocole d'accession de la République populaire de Chine ("Chine") qui fait partie intégrante de l'*Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce*.

1. L'article 9 5) du *Règlement antidumping de base* dispose que, dans le cas d'importations provenant de pays qui ne sont pas des économies de marché, le droit sera précisé pour le pays fournisseur concerné et non pour chaque fournisseur et qu'un droit individuel ne sera précisé que pour les exportateurs qui démontrent qu'ils remplissent les critères énoncés dans cette disposition. La Chine considère que l'article 9 5) du *Règlement antidumping de base* est incompatible, en tant que tel, avec les obligations des CE au titre de l'article XVI:4 de l'*Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce;* les articles VI:1 et X:3 a) du GATT de 1994; les articles 6.10, 9.2, 9.3, 9.4, 12.2.2 et 18.4 de l'Accord antidumping, puisque ces dispositions prescrivent qu'une marge et un droit individuels soient déterminés et précisés pour chaque exportateur ou producteur connu. En outre, les critères énoncés à l'article 9 5) pour l'obtention d'un droit individuel ne sont ni raisonnables ni objectifs. De surcroît, en imposant ces conditions uniquement aux importations originaires de pays dont il est allégué qu'ils ne sont pas des économies de marché, la mesure des CE est également discriminatoire et, par conséquent, contraire à l'article I:1 du GATT de 1994.

2. La Chine considère que l'imposition par les CE de droits antidumping sur les importations de certains éléments de fixation en fer ou en acier originaires de la République populaire de Chine est incompatible avec leurs obligations au titre des articles VI et X:3 a) du GATT de 1994; des articles 1, 2.1, 2.2. 2.4, 2.6, 3.1, 3.2, 3.4, 3.5, 4.1, 5.4, 6.1, 6.2, 6.4, 6.5, 6.10, 9.2, 9.4 et 17.6 i) de l'Accord antidumping et du paragraphe 15 de la partie I du Protocole d'accession de la Chine.

i) les CE ont imposé un droit pour tout le pays au seul motif que la Chine n'est pas une économie de marché, ont exempté de ce droit uniquement les quelques exportateurs chinois qui ont pu remplir les critères dits relatifs au "traitement individuel", agissant ainsi d'une manière incompatible avec les articles 2, 6.10, 9.2, 9.3, 9.4 et 12.2.2 de l'Accord antidumping;

ii) les CE ont accordé un délai de 15 jours seulement aux exportateurs chinois pour présenter leur réponse écrite aux questionnaires concernant le statut de société opérant dans les conditions d'une économie de marché et le traitement individuel, ce qui est contraire à l'obligation prévue à l'article 6.1.1 de l'Accord antidumping et au paragraphe 15 de la partie I du Protocole d'accession de la Chine;

iii) les CE ont ouvert l'enquête antidumping avec le soutien de producteurs représentant seulement 27 pour cent de la production nationale totale, ce qui rend cette enquête incompatible avec l'article 5.4 de l'Accord antidumping;

iv) les CE ont indûment inclus, dans le champ du produit considéré, à la fois les éléments de fixation ordinaires et les éléments de fixation spéciaux en tant que produits "similaires", en dépit de leurs différences et de leurs utilisations évidentes, agissant ainsi d'une manière incompatible avec la disposition de l'article 2.1, telle qu'elle est interprétée par l'article 2.6 de l'Accord antidumping;

[2] J.O. L 29, 31 janvier 2009, page 1.

v) Les CE n'ont pas pris en considération tous les ajustements appropriés affectant la comparabilité des prix, en particulier, en ne procédant pas à une comparaison des produits sur la base du numéro de référence complet du produit, agissant ainsi d'une manière incompatible avec l'article 2.4 de l'Accord antidumping et avec l'article VI:1 du GATT de 1994;

vi) les CE ont fondé leur détermination de l'existence d'un dommage sur des données fournies par des producteurs des CE représentant seulement 27 pour cent de la production communautaire totale estimée du produit considéré en 2006, agissant ainsi d'une manière incompatible avec les articles 3 et 4.1 de l'Accord antidumping;

vii) les CE n'ont pas déterminé quelle proportion de la production nationale totale était représentée par les producteurs des CE par rapport auxquels la détermination de l'existence d'un dommage avait été faite sur toute la période visée par l'enquête, agissant ainsi d'une manière incompatible avec les articles 3 et 4.1 de l'Accord antidumping;

viii) les CE ont procédé à la détermination de l'existence d'un dommage sur la base d'un échantillon de producteurs des CE représentant seulement 17,5 pour cent de la production communautaire totale du produit considéré en 2006, agissant ainsi d'une manière incompatible avec les articles 3 et 4.1 de l'Accord antidumping;

ix) les CE n'ont pas exclu du champ de la branche de production nationale les producteurs des CE qui sont liés aux exportateurs ou aux importateurs ou qui sont eux-mêmes importateurs du produit dont il est allégué qu'il fait l'objet d'un dumping, agissant ainsi d'une manière incompatible avec les articles 3 et 4.1 de l'Accord antidumping;

x) les CE n'ont pas exclu du volume des importations, aux fins de la détermination de l'existence d'un dommage, les importations qui ne font pas l'objet d'un dumping, agissant ainsi d'une manière incompatible avec l'article 3.1 et 3.2 de l'Accord antidumping et avec l'article VI:1 du GATT de 1994;

xi) la détermination de l'existence d'un dommage n'était pas fondée sur des éléments de preuve positifs et ne comportait pas un examen objectif puisque, dans leur analyse des facteurs et indices économiques, les CE n'ont pas tenu compte des multiples tendances et chiffres positifs révélés par la plupart des facteurs et elles ont axé leur décision sur le seul facteur qui faisait apparaître une tendance négative, c'est-à-dire la part de marché, agissant ainsi d'une manière incompatible avec l'article 3.1 et 3.4 de l'Accord antidumping et avec l'article VI:1 du GATT de 1994;

xii) les CE n'ont pas pesé, dûment et raisonnablement, les facteurs autres que les importations dont il est allégué qu'elles font l'objet d'un dumping dans leur examen de l'existence d'un dommage et d'un lien de causalité, en particulier, les importations en provenance de pays tiers, l'accroissement des coûts des matières premières et les résultats à l'exportation des CE, agissant ainsi d'une manière incompatible avec l'article 3.5 de l'Accord antidumping;

xiii) les CE ont divulgué le document intitulé "Assessment of Market Economy Treatment Claims by nine producers in the PRC" (Évaluation des demandes de statut de société opérant dans les conditions d'une économie de marché présentées par neuf producteurs de la RPC) (DG TRADE/H3/D(2008)) qui contient des renseignements

confidentiels pertinents concernant différents producteurs chinois, agissant ainsi d'une manière incompatible avec l'article 6.5 de l'Accord antidumping;

xiv) les CE n'ont pas ménagé aux parties intéressées la possibilité de prendre connaissance de tous les renseignements pertinents y compris, mais pas exclusivement, l'identité des requérants, les résumés non confidentiels des réponses aux questionnaires données par les producteurs des CE, les données concernant la valeur normale dans le pays analogue et les renseignements sur les ajustements à opérer pour tenir compte des différences affectant la comparabilité des prix, agissant ainsi d'une manière incompatible avec l'article 6.2, 6.4 et 6.5 de l'Accord antidumping et avec le paragraphe 15 de la partie I du Protocole d'accession de la Chine.

3. Il apparaît également que les mesures imposées par les CE annulent ou compromettent des avantages résultant pour la Chine directement ou indirectement des accords cités.

4. La Chine se réserve le droit de soulever d'autres questions factuelles et allégations juridiques au cours des consultations.

5. La Chine attend votre réponse à la présente demande et espère qu'une date et un lieu mutuellement acceptables pourront être fixés pour les consultations.

ANNEXE G-2

DEMANDE D'ÉTABLISSEMENT D'UN GROUPE SPÉCIAL PRÉSENTÉE PAR LA CHINE

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/DS397/3
13 octobre 2009

(09-5005)

Original: anglais

COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES – MESURES ANTIDUMPING DÉFINITIVES VISANT CERTAINS ÉLÉMENTS DE FIXATION EN FER OU EN ACIER EN PROVENANCE DE CHINE

Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Chine

La communication ci-après, datée du 12 octobre 2009 et adressée par la délégation de la Chine au Président de l'Organe de règlement des différends, est distribuée conformément à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends.

Le 31 juillet 2009, la République populaire de Chine (la "Chine") a demandé l'ouverture de consultations avec les Communautés européennes (les "CE") conformément aux articles 1er et 4 du *Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends* (le "Mémorandum d'accord"), à l'article XXIII:1 de l'*Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994* (le "GATT de 1994") et à l'article 17.3 de l'*Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994* (l'"Accord antidumping") en ce qui concerne, mais pas nécessairement exclusivement, l'article 9 5) du Règlement (CE) n° 384/96 du Conseil, du 22 décembre 1995[1], relatif à la défense contre les importations qui font l'objet d'un dumping de la part de pays non membres de la Communauté européenne, tel qu'il a été modifié, et le Règlement (CE) n° 91/2009 du Conseil du 26 janvier 2009 instituant un droit antidumping définitif sur les importations de certains éléments de fixation en fer ou en acier originaires de la République populaire de Chine.[2]

La demande de consultations a été distribuée sous couvert du document WT/DS397/1 – G/L/891 – G/ADP/D79/1 daté du 4 août 2009. Les consultations se sont tenues le 14 septembre 2009 à Genève, en vue de parvenir à une solution mutuellement satisfaisante. Malheureusement, elles n'ont pas permis de régler la question d'une manière satisfaisante.

---

[1] J.O. L 56, 6 mars 1996, pages 1 à 20.
[2] J.O. L 29, 31 janvier 2009, page 1.

Par conséquent, la Chine demande par la présente, conformément aux articles 4 et 6 du *Mémorandum d'accord*, à l'article XXIII:2 du *GATT de 1994* et à l'article 17.4 de l'*Accord antidumping*, que l'Organe de règlement des différends (l'"ORD") établisse un groupe spécial en ce qui concerne les mesures ci-après:

a) L'article 9 5) du Règlement (CE) n° 384/96 du Conseil, du 22 décembre 1995[1], relatif à la défense contre les importations qui font l'objet d'un dumping de la part de pays non membres de la Communauté européenne, tel qu'il a été modifié.

b) Le Règlement (CE) n° 91/2009 du Conseil du 26 janvier 2009 instituant un droit antidumping définitif sur les importations de certains éléments de fixation en fer ou en acier originaires de la République populaire de Chine.[2]

La Chine demande que le Groupe spécial soit doté du mandat type énoncé à l'article 7:1 du Mémorandum d'accord. Elle demande que la présente demande soit inscrite à l'ordre du jour de la prochaine réunion de l'Organe de règlement des différends qui se tiendra le 23 octobre 2009.

I. ARTICLE 9 5) DU RÈGLEMENT (CE) N° 384/96 DU CONSEIL, DU 22 DÉCEMBRE 1995, RELATIF À LA DÉFENSE CONTRE LES IMPORTATIONS QUI FONT L'OBJET D'UN DUMPING DE LA PART DE PAYS NON MEMBRES DES CE, TEL QUE MODIFIÉ

L'article 9 5) du Règlement (CE) n° 384/96 du Conseil, du 22 décembre 1995, relatif à la défense contre les importations qui font l'objet d'un dumping de la part de pays non membres des CE, tel qu'il a été modifié (le "*Règlement antidumping de base*"), dispose que, dans le cas d'importations provenant de pays à économie autre que de marché, y compris la Chine, le droit antidumping sera précisé pour le pays fournisseur concerné et non pour chaque fournisseur et qu'un droit individuel ne sera précisé que pour les exportateurs qui peuvent démontrer, en s'appuyant sur des allégations dûment étayées, qu'ils remplissent tous les critères énoncés dans cette disposition.

La Chine estime que l'article 9 5) du *Règlement antidumping de base* est incompatible en tant que tel avec, au moins, les obligations qui découlent des dispositions ci-après de l'*Accord antidumping*, du *GATT de 1994* et de l'*Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce*:

a) l'article 6.10 de l'Accord antidumping puisque, pour pouvoir bénéficier d'une marge de dumping individuelle, un exportateur de Chine doit remplir des conditions spécifiques qui ne sont pas prévues dans l'Accord antidumping;

b) l'article 9.2 de l'Accord antidumping puisque, pour pouvoir bénéficier d'un droit antidumping individuel, un exportateur de Chine doit remplir des conditions spécifiques qui ne sont pas prévues dans l'Accord antidumping;

c) l'article 9.3 de l'Accord antidumping puisque, pour les producteurs/exportateurs qui ne remplissent pas les conditions ouvrant droit au traitement individuel, le droit antidumping est déterminé sur la base d'une marge de dumping susceptible de dépasser la marge de dumping établie conformément à l'article 2 de l'Accord antidumping;

d) l'article 9.4 de l'Accord antidumping, étant donné que le droit antidumping qui est appliqué aux importations en provenance des producteurs/exportateurs qui ne sont pas inclus dans l'échantillon est calculé sur la base des marges de dumping des producteurs/exportateurs inclus dans l'échantillon, y compris les marges de dumping

de ceux qui ne répondent pas aux conditions requises pour bénéficier du traitement individuel conformément à l'article 9 5) du Règlement antidumping de base;

e) l'article premier du GATT de 1994 puisque, en énonçant des conditions additionnelles pour que les exportateurs/producteurs chinois puissent bénéficier d'une marge de dumping individuelle et d'un droit antidumping individuel, les CE n'accordent pas à la Chine les avantages qui sont octroyés aux économies de marché;

f) l'article XVI:4 de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce et l'article 18.4 de l'Accord antidumping, puisque les CE n'ont pas pris toutes les mesures nécessaires, de caractère général ou particulier, pour assurer la conformité de leurs lois, réglementations et procédures administratives avec les dispositions du GATT de 1994 et de l'Accord antidumping;

g) l'article X:3 a) du GATT en n'administrant pas les dispositions de l'article 9 5) du Règlement antidumping de base d'une manière uniforme, impartiale et raisonnable.

II. RÈGLEMENT (CE) N° 91/2009 DU 26 JANVIER 2009 INSTITUANT UN DROIT ANTIDUMPING DÉFINITIF SUR LES IMPORTATIONS DE CERTAINS ÉLÉMENTS DE FIXATION EN FER OU EN ACIER ORIGINAIRES DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE (LE "RÈGLEMENT DÉFINITIF")

Au moyen du Règlement définitif, les CE ont établi pour les producteurs/exportateurs chinois de certains éléments de fixation en fer ou en acier des marges de dumping allant de zéro pour cent à 115,4 pour cent et ont imposé sur les importations de certains éléments de fixation en fer ou en acier originaires de Chine un droit antidumping définitif allant de zéro pour cent à 85 pour cent.

La Chine estime que cette mesure est incompatible, au moins, avec les dispositions ci-après de l'*Accord antidumping* et du *GATT de 1994*:

a) l'article 6.1.1 de l'Accord antidumping et la partie I, section 15 du Protocole d'accession de la République populaire de Chine (le "Protocole d'accession de la Chine") et le paragraphe 151 d) et e) du rapport du Groupe de travail de l'accession de la Chine parce que les CE n'ont accordé aux exportateurs/producteurs chinois que 15 jours à compter de la date de publication de l'avis d'ouverture de l'enquête au Journal officiel de l'Union européenne pour présenter leur questionnaire rempli concernant le statut de société opérant dans les conditions d'une économie de marché et le traitement individuel;

b) l'article 6.10 de l'Accord antidumping parce que les CE ont exigé des exportateurs chinois qu'ils démontrent, sur la base d'allégations étayées, qu'ils remplissent tous les critères relatifs au "traitement individuel" répertoriés à l'article 9 5) du Règlement antidumping de base comme condition préalable pour pouvoir bénéficier d'une marge de dumping individuelle;

c) l'article 9.2 de l'Accord antidumping parce que les CE ont exigé des exportateurs chinois qu'ils démontrent, sur la base d'allégations étayées, qu'ils remplissent tous les critères relatifs au "traitement individuel" répertoriés à l'article 9 5) du Règlement antidumping de base comme condition préalable pour pouvoir bénéficier d'un droit antidumping individuel;

d) l'article premier du GATT de 1994 parce que les CE n'imposent pas les conditions relatives au traitement individuel répertoriées à l'article 9 5) du Règlement antidumping de base aux exportateurs/producteurs des pays à économie de marché;

e) l'article 12.2.2 de l'Accord antidumping et le paragraphe 151 f) du rapport du Groupe de travail de l'accession de la Chine parce que les CE n'ont pas donné les raisons de l'acception et/ou du rejet de la demande de bénéficier du traitement individuel présentée par les exportateurs/producteurs individuels;

f) l'article 5.4 de l'Accord antidumping parce que les CE ont engagé la procédure antidumping sur la base d'une plainte des producteurs communautaires représentant, selon les allégations, 27 pour cent de la production intérieure totale des CE tandis que i) les CE n'ont pas dûment examiné avant l'engagement de la procédure si la demande avait été présentée par la branche de production nationale ou en son nom et ii) les CE ont conclu à tort que la demande avait été présentée par la branche de production nationale ou en son nom;

g) l'article 2.1 et 2.6 de l'Accord antidumping en incluant dans le champ du produit considéré à la fois les éléments de fixation ordinaires et les éléments de fixation spéciaux en tant que produits "similaires" en dépit de leurs différences et de leurs utilisations évidentes;

h) l'article 2.4 de l'Accord antidumping et l'article VI:1 du GATT de 1994 en ne procédant pas à une comparaison équitable entre le prix d'exportation et la valeur normale; en particulier, en ne procédant pas à une comparaison des produits sur la base du numéro de référence complet du produit et sans effectuer les ajustements nécessaires pour tenir compte des différences physiques ou autres affectant la comparabilité des prix;

i) l'article 2.4.2 de l'Accord antidumping et l'article VI:1 du GATT de 1994 en excluant certaines ventes à l'exportation du calcul de la marge de dumping;

j) l'article 3.1 et 3.2 de l'Accord antidumping parce que les CE n'ont pas procédé à une comparaison des produits sur la base du numéro de référence complet du produit et n'ont pas effectué les ajustements appropriés pour tenir compte des différences affectant la comparabilité des prix lorsqu'elles ont déterminé la marge de sous-cotation des prix;

k) les articles 4.1, 3.1, 3.4 et 3.5 de l'Accord antidumping parce que les CE n'ont pas fait une détermination de l'existence d'un dommage eu égard à la branche de production nationale pertinente telle qu'elle est définie à l'article 4.1 de l'Accord antidumping et/ou que ladite détermination n'est pas fondée sur des éléments de preuve positifs ou ne comporte pas un examen objectif conformément à l'article 3.1 de l'Accord antidumping:

   i) les CE ont exclu à tort de la "branche de production nationale" tous les producteurs qui ne s'étaient pas fait connaître dans les 15 jours à compter de la date d'ouverture de l'enquête ou qui ne soutenaient pas la plainte;

   ii) les CE n'ont pas inclus dans la "branche de production nationale" les producteurs nationaux comptant pour une proportion majeure de la production communautaire totale;

iii) les CE n'ont pas déterminé la proportion de la production intérieure totale qui était représentée par les producteurs communautaires constituant la branche de production nationale tout au long de la période couverte par l'enquête;

iv) les CE ont effectué la détermination de l'existence d'un dommage sur la base d'un échantillon de producteurs représentant 17,5 pour cent seulement de la production communautaire totale du produit similaire en 2006;

v) les CE n'ont pas exclu de la définition de la branche de production nationale les producteurs qui sont liés aux producteurs/exportateurs ou importateurs ou sont eux-mêmes importateurs du produit dont il est allégué qu'il fait l'objet d'un dumping.

l) l'article 3.1, 3.2, 3.4 et 3.5 de l'*Accord antidumping* parce que les CE n'ont pas exclu du volume des importations faisant l'objet d'un dumping les importations en provenance de producteurs chinois dont il a été constaté qu'ils ne pratiquaient pas le dumping et qu'elles ont inclus dans le volume des importations faisant l'objet d'un dumping toutes les importations en provenance de producteurs non inclus dans l'échantillon;

m) l'article 3.1, 3.2 et 3.4 de l'*Accord antidumping* parce que les CE n'ont pas procédé à un examen objectif de l'incidence des importations dont il est allégué qu'elles font l'objet d'un dumping sur la branche de production nationale (y compris tous les facteurs et indices économiques pertinents qui influent sur la situation de cette branche) qui est fondé sur des éléments de preuve positifs;

n) l'article 3.1, 3.2, 3.4 et 3.5 de l'*Accord antidumping* en ne pesant pas dûment et raisonnablement les facteurs autres que les importations dont il est allégué qu'elles font l'objet d'un dumping dans leur examen de l'existence d'un dommage et d'un lien de causalité, y compris les importations en provenance de pays tiers, l'accroissement des coûts des matières premières, la concurrence des producteurs communautaires qui ne soutiennent pas la plainte et les résultats à l'exportation des producteurs communautaires;

o) l'article 6.2 et 6.4 de l'*Accord antidumping* et le paragraphe 151 c) e) du *rapport du Groupe de travail de l'accession de la Chine* parce que les CE n'ont pas ménagé aux producteurs/exportateurs chinois, pendant toute la durée de l'enquête, toutes possibilités de défendre leurs intérêts et ne leur ont pas ménagé en temps utile la possibilité de prendre connaissance de tous les renseignements pertinents pour la présentation de leurs dossiers, y compris, mais pas exclusivement, la composition de la branche de production nationale, les données concernant la détermination de la valeur normale, les renseignements sur les ajustements à opérer pour tenir compte des différences affectant la comparabilité des prix, les données d'Eurostat d'où sont tirés les chiffres relatifs à la production totale et à la consommation totale des CE;

p) l'article 6.2 et 6.9 de l'*Accord antidumping* parce que les CE n'ont pas informé les parties intéressées des faits essentiels examinés qui constituent le fondement de la décision d'appliquer ou non des mesures définitives, y compris, mais pas exclusivement, les éléments suivants: les données concernant la détermination de la valeur normale et les renseignements sur la manière dont la comparaison des prix a été effectuée, y compris les données sur les ajustements à opérer pour tenir compte des différences affectant la comparabilité des prix;

q) l'article 6.2, 6.4, 6.5 et 6.5.1 de l'*Accord antidumping* parce que les CE n'ont pas veillé à ce que les producteurs nationaux fournissent des résumés non confidentiels des renseignements confidentiels qu'ils avaient communiqués ou parce qu'elles ont traité à tort des renseignements comme confidentiels, empêchant ainsi les producteurs chinois d'avoir toutes possibilités de défendre leurs intérêts;

r) l'article 6.5 de l'*Accord antidumping* parce que les CE ont divulgué le document intitulé "Assessment of Market Economy Treatment Claims by nine producers in the PRC" (Évaluation des demandes de statut de société opérant dans les conditions d'une économie de marché présentées par neuf producteurs de la RPC) (DG TRADE/H3/D(2008)) qui contient des renseignements confidentiels concernant différents producteurs chinois qui alléguaient qu'ils étaient admissibles au bénéfice de ce statut.

Les mesures des CE annulent et compromettent par conséquent des avantages résultant pour la Chine de l'*Accord antidumping*, du *GATT de 1994*, de l'*Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce* et du *Protocole d'accession de la Chine*.

La Chine demande que le groupe spécial qui sera établi soit doté du mandat type, conformément à l'article 7 du Mémorandum d'accord.

La Chine demande que la présente demande d'établissement d'un groupe spécial soit inscrite à l'ordre du jour de la prochaine réunion de l'Organe de règlement des différends, qui devrait se tenir le 23 octobre 2009.

ANNEXE H

DÉCISION DU GROUPE SPÉCIAL CONCERNANT LA PIÈCE CHN-65

Table des matières		Page
Annexe H-1	Décision du Groupe spécial concernant la pièce CHN-65	H-2

ANNEXE H-1

DÉCISION DU GROUPE SPÉCIAL CONCERNANT LA PIÈCE CHN-65

1. Dans sa première communication écrite, l'Union européenne a fait valoir qu'un certain nombre d'allégations formulées par la Chine ne relevaient pas du mandat du Groupe spécial parce qu'elles n'avaient pas fait l'objet de consultations entre les parties. En réponse, la Chine, pendant la première réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, a voulu présenter une document que, selon ce qu'elle allègue, elle a envoyé à l'Union européenne avant les consultations et qui a été utilisé pendant les consultations. L'Union européenne a fait objection contre la présentation de ce document, faisant valoir que cela contreviendrait à l'article 4:6 du Mémorandum d'accord, qui dispose que les consultations sont confidentielles. À la réunion, le Groupe spécial a refusé de recevoir le document en cause et a indiqué que si la Chine souhaitait présenter ce document au Groupe spécial, elle pourrait faire une demande écrite à cet effet et le Groupe spécial déciderait s'il acceptait ce document.

2. La Chine a ultérieurement joint le document en cause en tant que pièce CHN-65 à sa deuxième communication écrite le 19 avril 2010. L'Union européenne a formulé une objection le 22 avril 2010, affirmant que la Chine n'avait pas suivi les procédures établies par le Groupe spécial concernant la présentation possible de ce document, et demandant au Groupe spécial d'indiquer si la "pièce CHN-65" et les références faites à ce document dans la deuxième communication écrite de la Chine faisaient partie du dossier ou, dans la négative, comment cette question devrait être traitée. Cela a été suivi d'autres lettres adressées au Groupe spécial par les deux parties les 23 et 26 avril 2010. Les parties sont en désaccord quant aux procédures applicables à la présentation possible du document en question et quant à la pertinence de l'article 4:6 du Mémorandum d'accord dans ce contexte.

3. Nous rappelons que l'Union européenne a formulé des exceptions préliminaires d'incompétence concernant certaines allégations de la Chine au motif que ces allégations n'avaient pas fait l'objet de consultations, que ce soit parce qu'elles n'avaient pas été indiquées dans la demande de consultations présentée par la Chine et/ou parce qu'aucune consultation n'avait eu lieu entre les parties au différend à leur sujet.[1] Il est donc clair pour nous que l'Union européenne affirme, en fait, que certaines allégations de la Chine n'ont pas fait l'objet de consultations entre les parties. De son côté, la Chine essaie de réfuter cette assertion factuelle en présentant la pièce CHN-65, qui contient une "Liste de questions pour les consultations", laquelle, selon les allégations, a été envoyée à l'Union européenne avant les consultations et a formé la base des consultations.[2]

4. Dans ces circonstances, nous jugeons approprié d'accepter la pièce CHN-65. Même s'il est vrai que la Chine n'a pas fait de demande écrite distincte tendant à présenter le document en question en tant que pièce, nous n'estimons pas que cela interdise sa présentation en tant que pièce dans le présent différend, car il est clair que l'Union européenne pouvait, comme elle l'a fait, faire objection contre sa présentation.

5. Nous ne voyons rien dans l'article 4:6 du Mémorandum d'accord qui interdirait l'acceptation de ce document en tant que pièce dans le présent différend. L'article 4:6 du Mémorandum d'accord dispose ce qui suit:

---

[1] Voir, par exemple, la première communication écrite de l'Union européenne, paragraphes 244, 248, 488 et 491.

[2] Voir, par exemple, la deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 418. L'UE n'a pas contesté que ce document lui ait été fourni avant les consultations.

> "Les consultations seront confidentielles et sans préjudice des droits que tout Membre pourrait exercer dans une suite éventuelle de la procédure."

Nous n'estimons pas que la présentation de la pièce CHN-65 au Groupe spécial chargé de régler le même différend que celui qui a fait l'objet des consultations soit incompatible avec l'obligation de confidentialité énoncée à l'article 4:6. À cet égard, nous rappelons l'avis exprimé par le Groupe spécial *Corée – Boissons alcooliques* selon lequel:

> "il s'agit uniquement d'exiger que les parties aux consultations ne communiquent pas des renseignements obtenus lors des consultations à des parties qui n'ont pas participé à ces consultations. … Le processus de règlement des différends serait sérieusement compromis si les renseignements obtenus lors des consultations ne pouvaient pas être utilisés par une partie lors de la procédure venant ensuite."[3]

Si les renseignements obtenus lors des consultations peuvent être utilisés lors de la procédure venant ensuite, nous ne voyons aucune raison d'exclure *a priori* une pièce visant à présenter une liste de questions dont la partie plaignante estime qu'elles devraient être examinées pendant les consultations.

6. La déclaration de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Coton upland*, invoquée par l'Union européenne, ne s'applique pas à cette question. Dans cette affaire, l'Organe d'appel a dit approuver l'opinion du Groupe spécial *Corée – Boissons alcooliques* selon laquelle "[l]a seule prescription énoncée dans le Mémorandum d'accord est que des consultations aient en fait eu lieu … [c]e qui se passe lors de ces consultations n'est pas la préoccupation d'un groupe spécial."[4] Selon notre interprétation, ni le Groupe spécial *Corée – Boissons alcooliques* ni l'Organe d'appel, dans l'affaire *États-Unis – Coton upland*, n'ont conclu qu'en déterminant la portée des consultations, un groupe spécial ne pouvait pas tenir compte d'éléments de preuve présentés par une partie concernant ce qui, selon elle, a fait l'objet de ces consultations. Nous rappelons la déclaration de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Crevettes (Thaïlande) / États-Unis – Directive sur les cautionnements en douane* selon laquelle "la question de savoir si une partie plaignante a "élargi[ ] la portée du différend" ou modifié l' "essence" du différend en incluant dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial une mesure qui n'était pas visée dans sa demande de consultations doit être déterminée au cas par cas".[5] Des éléments de preuve indiquant qu'une partie a l'intention de discuter de certaines questions pourraient bien être pertinents pour une telle détermination au cas par cas concernant la portée des consultations. À notre avis, cela n'est pas la même chose qu'"[e]xaminer ce qui s'est passé pendant les consultations", ce sur quoi portait la déclaration de l'Organe d'appel invoquée par l'Union européenne.

7. Nous soulignons que notre décision d'accepter la pièce CHN-65 dans le présent différend est sans préjudice de notre examen, de sa pertinence ou du poids que nous pourrons lui accorder dans notre examen des exceptions préliminaires d'incompétence formulées par l'Union européenne.

---

[3] Rapport du Groupe spécial *Corée – Taxes sur les boissons alcooliques* ("*Corée – Boissons alcooliques*"), WT/DS75/R, WT/DS84/R, adopté le 17 février 1999, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS75/AB/R, WT/DS84/AB/R, paragraphe 10.23. Nous notons que cette approche a ainsi été suivie ultérieurement par le Groupe spécial *Mexique – Sirop de maïs*. Voir le rapport du Groupe spécial *Mexique – Enquête antidumping concernant le sirop de maïs à haute teneur en fructose (SHTF) en provenance des États-Unis* ("*Mexique – Sirop de maïs*"), WT/DS132/R, adopté le 24 février 2000, et Corr.1, paragraphe 7.41.

[4] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Subventions concernant le coton upland* ("*États-Unis – Coton upland*"), WT/DS267/AB/R, adopté le 21 mars 2005, paragraphe 287.

[5] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures visant les crevettes en provenance de Thaïlande / États-Unis – Directive sur les cautionnements en douane pour les marchandises assujetties à des droits antidumping/compensateurs* ("*États-Unis – Crevettes (Thaïlande) / États-Unis – Directive sur les cautionnements en douane*"), WT/DS343/AB/R, WT/DS345/AB/R, adopté le 1er août 2008, paragraphe 293.